



# Document de référence. \_\_\_\_\_

2018

**REXEL**

un monde d'énergie \_\_\_\_\_





Rexel, Société anonyme  
au capital social de 1 519 944 495 euros  
Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux –  
75017 Paris 479 973 513 R.C.S. Paris

## Document de référence 2018



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2019, conformément à l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Le présent document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du présent document de référence sont disponibles sans frais au siège social de Rexel, 13, boulevard du Fort de Vaux, 75017 Paris – France. Le document de référence peut également être consulté sur le site Internet de Rexel ([www.rexel.com](http://www.rexel.com)) et sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

# Table des matières

<b>1. Présentation du groupe Rexel</b>	<b>8</b>
Message de Patrick Berard	12
Chiffres clés	14
Implantations	16
<b>1.1 Chiffres clés consolidés</b>	<b>18</b>
<b>1.2 Histoire et évolution</b>	<b>20</b>
1.2.1 Dénomination sociale	20
1.2.2 Lieu et numéro d'immatriculation	20
1.2.3 Date de constitution et durée	20
1.2.4 Siège social, forme juridique et législation applicable	20
1.2.5 Historique du groupe Rexel	20
<b>1.3 Acquisitions et cessions récentes</b>	<b>21</b>
<b>1.4 Activités et stratégie</b>	<b>21</b>
1.4.1 Les marchés du groupe Rexel	22
1.4.2 Les activités et les atouts concurrentiels du groupe Rexel	24
1.4.3 La stratégie du groupe Rexel	30
1.4.4 Recherche et développement, brevets et licences	32
<b>1.5 Organisation</b>	<b>33</b>
1.5.1 Organigramme	33
1.5.2 Principales filiales au 31 décembre 2018	34
<b>1.6 Propriétés immobilières et équipements</b>	<b>36</b>
<b>1.7 Investissements</b>	<b>37</b>
1.7.1 Investissements réalisés	37
1.7.2 Principaux investissements en cours de réalisation	37
1.7.3 Principaux investissements envisagés	37
<b>1.8 Réglementation</b>	<b>38</b>
1.8.1 Responsabilité du fait des produits	38
1.8.2 Réglementation environnementale	38



<b>2. Facteurs de risque et contrôle interne</b>	<b>40</b>
<b>2.1 Facteurs de risque</b>	<b>44</b>
2.1.1 Risques stratégiques	45
2.1.2 Risques opérationnels	48
2.1.3 Risques juridiques et réputationnels	51
2.1.4 Risques financiers	53
<b>2.2 Assurances</b>	<b>58</b>
<b>2.3 Procédures de contrôle interne et de gestion des risques</b>	<b>58</b>
2.3.1 Dispositif de gestion des risques	58
2.3.2 Dispositif de contrôle interne	60
2.3.3 Pilotage et surveillance du dispositif de contrôle interne	62





<b>3.1 Organes d'administration et de direction</b>	<b>70</b>	3.6.6 Clauses susceptibles d'avoir une incidence sur la survenance d'un changement de contrôle	140
3.1.1 Conseil d'administration	70	3.6.7 Identification des actionnaires et franchissements de seuils (articles 10 et 11 des statuts)	140
3.1.2 Comités du Conseil d'administration	97	3.6.8 Stipulations particulières régissant les modifications du capital social (article 7 des statuts)	141
3.1.3 Direction Générale	102	<b>3.7 Actionnariat</b>	<b>142</b>
3.1.4 Comité exécutif	102	3.7.1 Principaux actionnaires	142
3.1.5 Déclarations concernant le Conseil d'administration	103	3.7.2 Capital social et droits de vote	142
3.1.6 Conflit d'intérêts	103	3.7.3 Droits de vote des actionnaires	154
3.1.7 Contrats de service entre les administrateurs et Rexel ou l'une de ses filiales	103	3.7.4 Structure de contrôle	155
<b>3.2 Rémunération des mandataires sociaux</b>	<b>103</b>	3.7.5 Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle	155
3.2.1 Rémunération des mandataires sociaux non dirigeants (administrateurs)	103	<b>3.8 Capital social</b>	<b>155</b>
3.2.2 Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du Code de commerce)	105	3.8.1 Capital social souscrit et capital social autorisé mais non émis	155
3.2.3 Rémunérations individuelles des dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2018	115	3.8.2 Titres non représentatifs de capital	159
3.2.4 Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature soumis à l'approbation des actionnaires (article L.225-100 du Code de commerce)	124	3.8.3 Autocontrôle, autodétention et acquisition par Rexel de ses propres actions	159
<b>3.3 Opérations avec les apparentés</b>	<b>127</b>	3.8.4 Autres titres donnant accès au capital	162
3.3.1 Principales opérations avec les apparentés	127	3.8.5 Évolution du capital social	162
3.3.2 Conventions entre les dirigeants ou les actionnaires de Rexel et les filiales de Rexel	128	3.8.6 Nantissements, garanties et sûretés	164
3.3.3 Rapports spéciaux des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	128	<b>3.9 Autres éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique</b>	<b>164</b>
<b>3.4 Charte de déontologie boursière</b>	<b>131</b>	3.9.1 Mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionnariat du personnel	164
<b>3.5 Application du code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef – paragraphe 27.1</b>	<b>131</b>	3.9.2 Accords conclus par Rexel devant être modifiés ou prenant fin en cas de changement de contrôle	165
<b>3.6 Actes constitutifs et statuts</b>	<b>132</b>		
3.6.1 Objet social (article 3 des statuts)	132		
3.6.2 Organes de direction et d'administration (articles 14 à 23 des statuts)	132		
3.6.3 Droits et obligations attachés aux actions (articles 8, 9, 11, 12 et 13 des statuts)	137		
3.6.4 Modification des droits des actionnaires	138		
3.6.5 Assemblées générales (articles 25 à 33 des statuts)	138		



# Table des matières



<b>4.</b>	<b>Responsabilité d'entreprise</b>	<b>166</b>
<b>4.1</b>	<b>Maîtriser l'énergie pour un avenir durable</b>	<b>170</b>
4.1.1	Modèle d'entreprise	170
4.1.2	Agir pour une chaîne de valeur responsable	170
4.1.3	Principaux risques extrafinanciers	177
<b>4.2</b>	<b>Agir avec éthique et intégrité</b>	<b>181</b>
4.2.1	Placer l'éthique des affaires au cœur de l'activité du Groupe	181
4.2.2	Déployer le programme de protection des données personnelles	183
<b>4.3</b>	<b>Impliquer et accompagner les collaborateurs</b>	<b>184</b>
4.3.1	Soutenir la politique des ressources humaines par une organisation décentralisée	185
4.3.2	Attirer et fidéliser les talents	186
4.3.3	Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs	189
4.3.4	Soutenir la diversité, l'inclusion et l'égalité des chances	193
4.3.5	Note méthodologique des informations sociales	195
<b>4.4</b>	<b>Améliorer la performance environnementale</b>	<b>196</b>
4.4.1	Renforcer le pilotage environnemental	197
4.4.2	S'engager pour le climat	199
4.4.3	Être exemplaire dans les opérations	202
4.4.4	Favoriser une gestion durable des ressources	204
4.4.5	Informations complémentaires sur l'environnement	207
4.4.6	Note méthodologique et tableau de synthèse	207
<b>4.5</b>	<b>Promouvoir des pratiques responsables dans la chaîne de valeur</b>	<b>211</b>
4.5.1	Développer des relations de confiance, des fournisseurs aux clients	211
4.5.2	Créer de la valeur pour les clients	212
4.5.3	Lutter pour le progrès énergétique	214
<b>4.6</b>	<b>Plan de vigilance</b>	<b>215</b>
4.6.1	Présentation du plan de vigilance	215
4.6.2	Mesures du plan de vigilance	216
<b>4.7</b>	<b>Rapport de l'organisme tiers indépendant</b>	<b>221</b>

<b>5.</b>	<b>Informations financières et comptables</b>	<b>224</b>
<b>5.1</b>	<b>Rapport d'activité</b>	<b>230</b>
5.1.1	Examen de la situation financière et du résultat du Groupe	230
5.1.2	Trésorerie et capitaux	240
5.1.3	Perspectives	243
5.1.4	Politique de distribution de dividendes	244
5.1.5	Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	244
5.1.6	Informations relatives au délai de paiement des fournisseurs et clients de Rexel (clôture de l'exercice 2018)	244
<b>5.2</b>	<b>États financiers consolidés</b>	<b>248</b>
5.2.1	États financiers consolidés au 31 décembre 2018	248
5.2.2	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	311
<b>5.3</b>	<b>Comptes annuels</b>	<b>318</b>
5.3.1	Comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	318
5.3.2	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	335



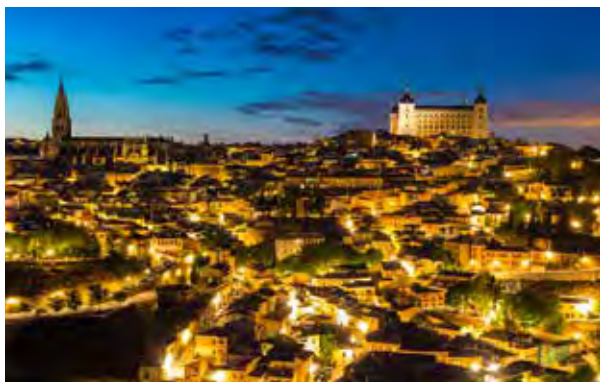
## 6. Assemblée générale mixte du 23 mai 2019 340

- 6.1 Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale mixte du 23 mai 2019 344
- 6.2 Texte des projets de résolutions proposés à l'Assemblée générale mixte du 23 mai 2019 362



## 7. Responsable du document de référence / Contrôleurs légaux des comptes 380

- 7.1 Responsable du document de référence 384
  - 7.1.1 Responsable du document de référence 384
  - 7.1.2 Attestation du responsable du document de référence 384
  - 7.1.3 Responsable de l'information financière 384
  - 7.1.4 Calendrier indicatif de l'information financière 384
- 7.2 Contrôleurs légaux des comptes 385
  - 7.2.1 Commissaires aux comptes titulaires 385
  - 7.2.2 Commissaire aux comptes suppléant 385
- 7.3 Documents accessibles au public 385



## 8. Tables de concordance 386

- 8.1 Table de concordance avec le règlement (CE) 809/2004 390
- 8.2 Table de concordance avec le rapport financier annuel 394
- 8.3 Table de concordance avec le rapport de gestion (incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise) 395
- 8.4 Table de concordance avec les informations concernant la responsabilité sociale et environnementale 396
- 8.5 Table de concordance avec les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies 398
- 8.6 Table de concordance avec les piliers de la stratégie de développement durable de Rexel 399

## Remarques générales

Le présent document de référence a été préparé dans le cadre des obligations d'information de Rexel et en vue de l'Assemblée générale mixte des actionnaires de Rexel convoquée le 23 mai 2019 (l'« **Assemblée générale** »).

Dans le présent document de référence, le terme « **Rexel** » renvoie à la société Rexel. La référence à « **Rexel Développement** » renvoie à Rexel Développement S.A.S., filiale directe de Rexel. La référence à « **Rexel Distribution** » renvoie à la société Rexel Distribution, filiale indirecte de Rexel, absorbée par Rexel Développement au cours de l'exercice 2011. Les termes « **groupe Rexel** » et « **Groupe** » renvoient à Rexel et ses filiales et, pour la période antérieure à 2005, à Rexel Distribution et ses filiales.

Le présent document de référence contient des informations sur les marchés du groupe Rexel et sa position concurrentielle, y compris des informations relatives à la taille des marchés et aux parts de marché. Sauf indication contraire, ces informations sont des estimations du groupe Rexel et ne sont fournies qu'à titre indicatif.

À la connaissance du groupe Rexel, il n'existe aucun rapport externe faisant autorité, relatif au marché et couvrant ou traitant, de manière globale, de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. En conséquence, le groupe Rexel a procédé à des estimations fondées sur un certain nombre de sources incluant des enquêtes internes, des études et statistiques de tiers indépendants ou de fédérations professionnelles de distributeurs de matériel électrique, la presse spécialisée (telle qu'*Electrical Business News*, *Electrical Wholesaling*), des chiffres publiés par les concurrents du groupe Rexel et des données obtenues auprès de ses filiales opérationnelles. Ces différentes études, que le groupe Rexel considère comme fiables, n'ont pas été vérifiées par des experts indépendants. Le groupe Rexel ne donne aucune garantie sur le fait qu'un tiers utilisant d'autres méthodes pour analyser ou compiler des données de marché aboutirait au même résultat. De plus, les concurrents du groupe Rexel pourraient définir ses marchés et calculer ses parts de marché d'une façon différente. Les données relatives aux parts

de marché et aux tailles de marché figurant dans le présent document de référence ne constituent donc pas des données officielles.

Le présent document de référence contient des indications sur les tendances, objectifs et perspectives de développement du groupe Rexel. Ces informations ne doivent pas être interprétées comme des garanties de performance futures. Ces informations sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le groupe Rexel. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. En outre, ces tendances, objectifs et perspectives de développement pourraient être affectés par la réalisation de tout ou partie des facteurs de risque décrits au chapitre 2 « Facteurs de risque et contrôle interne » du présent document de référence.

Les informations prospectives mentionnées dans le présent document de référence ne peuvent s'apprécier qu'au jour de sa publication. À l'exception de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable, le groupe Rexel ne prend aucun engagement de compléter, mettre à jour ou modifier ces informations prospectives afin de refléter tout changement dans ses objectifs ou dans les événements, conditions ou circonstances sur lesquels elles sont fondées. Le groupe Rexel opère dans un environnement concurrentiel en évolution permanente. Il peut donc ne pas être en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des conséquences significativement différentes de celles mentionnées dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une prévision ou garantie de résultats réels. En outre, ces informations prospectives pourraient être affectées par la réalisation de tout ou partie des facteurs de risque décrits au chapitre 2 « Facteurs de risque et contrôle interne » du présent document de référence.



# Sommaire



Présentation du groupe Rexel

1



Facteurs de risque  
et contrôle interne

2



Gouvernement d'entreprise

3



Responsabilité d'entreprise

4



Informations financières  
et comptables

5



Assemblée générale  
mixte du 23 mai 2019

6



Responsable du document  
de référence / Contrôleurs légaux  
des comptes

7



Tables de concordance

8



# 1.

# Présentation du groupe Rexel





# Sommaire





Message de Patrick Berard	12
Chiffres clés	14
Implantations	16

## **1.1 Chiffres clés consolidés** 18

<b>1.2 Histoire et évolution</b>	<b>20</b>
1.2.1 Dénomination sociale	20
1.2.2 Lieu et numéro d'immatriculation	20
1.2.3 Date de constitution et durée	20
1.2.4 Siège social, forme juridique et législation applicable	20
1.2.5 Historique du groupe Rexel	20

## **1.3 Acquisitions et cessions récentes** 21

<b>1.4 Activités et stratégie</b>	<b>21</b>
1.4.1 Les marchés du groupe Rexel	22
1.4.2 Les activités et les atouts concurrentiels du groupe Rexel	24

1.4.3 La stratégie du groupe Rexel	30
1.4.4 Recherche et développement, brevets et licences	32

<b>1.5 Organisation</b>	<b>33</b>
1.5.1 Organigramme	33
1.5.2 Principales filiales au 31 décembre 2018	34

## **1.6 Propriétés immobilières et équipements** 36

<b>1.7 Investissements</b>	<b>37</b>
1.7.1 Investissements réalisés	37
1.7.2 Principaux investissements en cours de réalisation	37
1.7.3 Principaux investissements envisagés	37

<b>1.8 Réglementation</b>	<b>38</b>
1.8.1 Responsabilité du fait des produits	38
1.8.2 Réglementation environnementale	38

## Message de

# Patrick Berard

Directeur Général du groupe Rexel



« Première étape : mission accomplie » pourrait résumer la performance enregistrée par Rexel sur l'exercice 2018.

Avec une nouvelle année de croissance profitable, le Groupe a atteint les objectifs qu'il s'était fixés en démontrant une nouvelle fois la force de son modèle économique et la pertinence de sa feuille de route stratégique, lancée début 2017. Celle-ci s'inscrit dans une double démarche : Performer et Transformer. Rexel a d'ailleurs su avancer sur ces deux fronts au cours de l'année écoulée.

Performer, tout d'abord. Nos ventes, de 13,37 milliards d'euros, ont progressé de 3,5 % en données comparables et à nombre de jours constant. Notre EBITA ajusté, à 608,3 millions d'euros, progresse de 6,1 %, permettant d'atteindre une marge de 4,6 % de nos ventes, en hausse de 10 points de base. Notre résultat net récurrent, sur lequel est assis le paiement du dividende, avance de 12,8 % et ressort à 328,1 millions d'euros. Cette solide performance nous permet de proposer à nos actionnaires un dividende au titre de l'exercice 2018 en hausse de 2 cents par action, à 0,44 euro, ce qui correspond à un taux de distribution de 41 % du résultat net récurrent.

Ces chiffres sont le résultat de deux années de travail intense et recèlent de nombreux motifs de satisfaction. J'en citerai quatre :

- Tout d'abord, nous avons renoué avec la croissance organique. Notre chiffre d'affaires progresse régulièrement depuis neuf trimestres, et nous avons généré près de 1 milliard d'euros de ventes additionnelles sur les 30 derniers mois. Au

cours de 2018, nos trois régions géographiques, l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique, ont toutes trois affiché une progression de leurs ventes. Ceci reflète la mise en œuvre réussie de notre ligne stratégique « Plus de clients et Plus de Références », mais aussi l'amélioration de notre service client *via*, notamment, la forte montée en puissance du digital. Nos ventes digitales ont d'ailleurs dépassé en 2018 le seuil de 2 milliards d'euros de ventes, représentant 16 % du chiffre d'affaires.

- Par ailleurs, nous nous sommes attachés à corriger nos faiblesses structurelles et avons optimisé le modèle opérationnel de certains pays clés. Aux États Unis, notre stratégie d'organisation régionale initiée en 2018 porte ses fruits et nous permet de renouer avec une progression des ventes et de la rentabilité, après plusieurs années de sous-performance. En Allemagne, nous nous sommes recentrés sur le segment industriel, tandis que nous avons restructuré notre réseau d'agences et fusionné nos enseignes au Royaume-Uni.
- Dans un même temps, nous avons rationalisé nos implantations géographiques. Après la vente de nos activités en Asie du Sud-Est et en Amérique Latine, la récente cession de nos activités non-industrielles en Chine marque l'achèvement de notre plan de cessions. Au total, nous avons vendu ou restructuré des activités représentant environ 650 millions d'euros de chiffre d'affaires (sur la base de nos chiffres de 2016), avec un effet positif de 25 points de base sur notre marge d'EBITA ajusté.

# « Rexel est confiant dans sa capacité à continuer d'améliorer ses performances et à jouer un rôle d'acteur majeur dans la transformation structurelle de la distribution électrique. »

1

- Enfin, nous avons renforcé notre structure financière, avec un ratio d'endettement de 2,67 fois notre EBITDA, contre 2,84 fois un an plus tôt, dégagant ainsi de nouvelles marges de manœuvre pour reprendre, le cas échéant, des acquisitions sélectives, notamment dans le domaine digital pour accélérer notre développement.

Transformer ensuite. Ces améliorations opérationnelles s'accompagnent d'une puissante dynamique soutenant la rapide mutation du métier de Rexel. Le Rexel d'hier était un distributeur traditionnel que nous avons fait évoluer vers un modèle à plus forte valeur ajoutée, reposant sur le multicanal et un portefeuille enrichi de services et de solutions.

Aujourd'hui, nous entrons dans l'ère de la gestion et de l'utilisation de la donnée. Rexel va ainsi segmenter sa proposition de valeur autour de trois typologies de besoins clients (proximité, projets ou spécialités) tout en recourant à l'analyse prédictive et à l'intelligence artificielle. Ce faisant, Rexel fait évoluer son modèle vers un Groupe de services « *data driven* » c'est-à-dire piloté par la donnée afin d'encore améliorer l'expérience clients. Cette approche se traduit par l'optimisation de la gestion du portefeuille clients, la personnalisation accrue de leur parcours pour une expérience toujours plus fluide et le développement des relations digitales avec les fournisseurs. Cette accélération de la transformation digitale représente également, pour Rexel, un enjeu important de ressources humaines, pour identifier de nouveaux profils et acquérir de nouvelles compétences.

Le développement durable est aussi au cœur de l'activité de Rexel. Les efforts du Groupe ont été récompensés par son inclusion pour la sixième année consécutive dans l'indice DJSI Europe « Dow Jones Sustainability Index », et son classement en tête des entreprises européennes de son secteur. De même, Rexel intègre pour la première fois la « Climate A List » du CDP (*Carbon Disclosure Project*) qui distingue les entreprises les plus performantes en matière de lutte contre le changement climatique. Acteur engagé, Rexel a également décidé de répondre par une série d'actions à la refondation économique et sociale appelée de ses vœux par le Président de la République Française, notamment dans le domaine de la non obsolescence des compétences et du pouvoir d'achat des ménages.

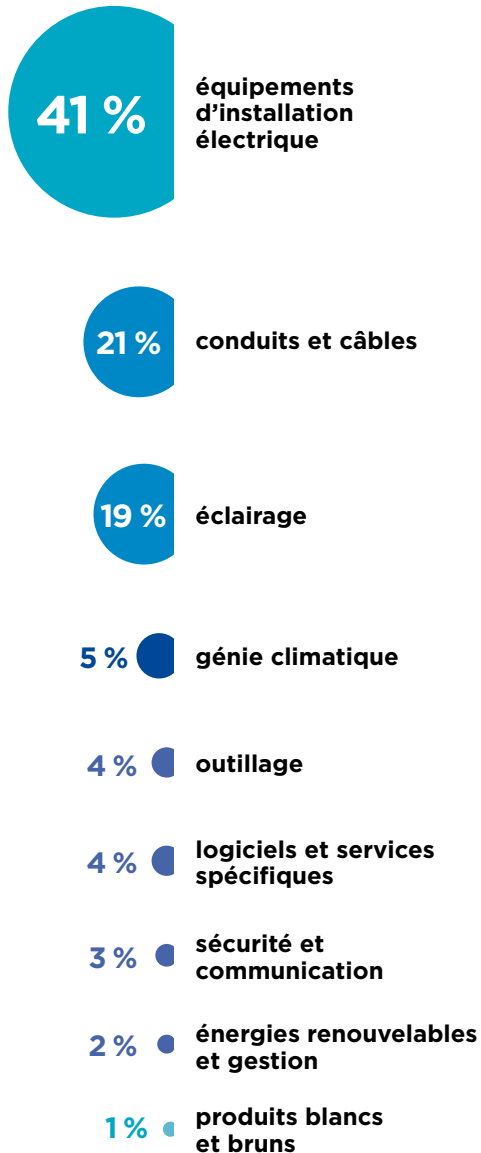
Ayant rempli avec succès la première étape de sa feuille de route stratégique, Rexel prévoit, à conditions macro-économiques inchangées, de poursuivre sa croissance rentable en 2019 avec une progression des ventes, à nombre de jours constant, comprise entre 2 % et 4 % (hors effet défavorable de 1 % provenant des fermetures d'agences en Allemagne et en Espagne), une croissance de l'EBITA ajusté comprise entre 5 et 7 % et la poursuite de son désendettement.

Avec un modèle économique renforcé, une structure financière solide, des investissements à la hauteur de ses priorités stratégiques et des équipes engagées, Rexel est confiant dans sa capacité à continuer d'améliorer ses performances et à jouer un rôle d'acteur majeur dans la transformation structurelle de la distribution électrique.

# Chiffres clés

au 31/12/2018

Répartition du chiffre d'affaires  
par gamme de produits :



**+d'1 M**

de références produits  
en matériel électrique

**650 000**

clients actifs

**500 000**

commandes traitées par jour

**-37 %**

d'émissions de gaz  
à effet de serre  
par rapport à 2010



**1,74 Md€**

de ventes de produits  
et de solutions d'efficacité  
énergétique et d'énergies  
renouvelables

dont :



1 475 M€ de ventes de  
solutions d'efficacité  
énergétique

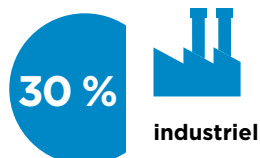


205 M€ de ventes  
de solutions  
photovoltaïques

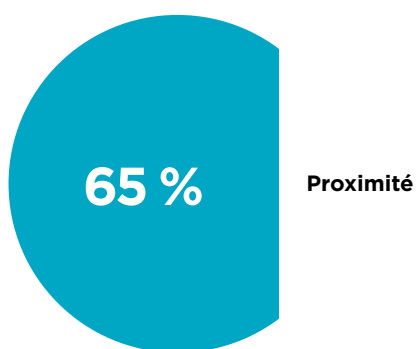


59 M€ de ventes de  
solutions éoliennes

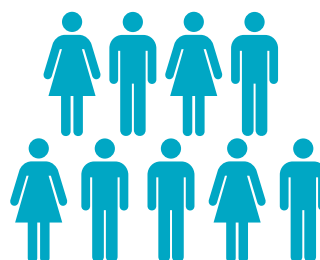




Répartition du chiffre d'affaires  
par marché final



Répartition du chiffre d'affaires  
par proposition de valeur



**8 000**

**collaborateurs** sont devenus  
actionnaires depuis 2007

**24 000**

**collaborateurs** soit **92 %** des effectifs  
ont reçu une formation en 2018

**Près de  
5 000**

recrutements en 2018



**2,1 Md€**

de ventes en ligne  
(webshops + EDI),  
soit 16 % du chiffre  
d'affaires global

# Implantations

au 31/12/2018

## Groupe

**26** pays

**13,37 Md€** de chiffre d'affaires

**2 000** agences\*\*

**27 000** collaborateurs



**36 %\***

## Amérique du Nord

Canada, États-Unis

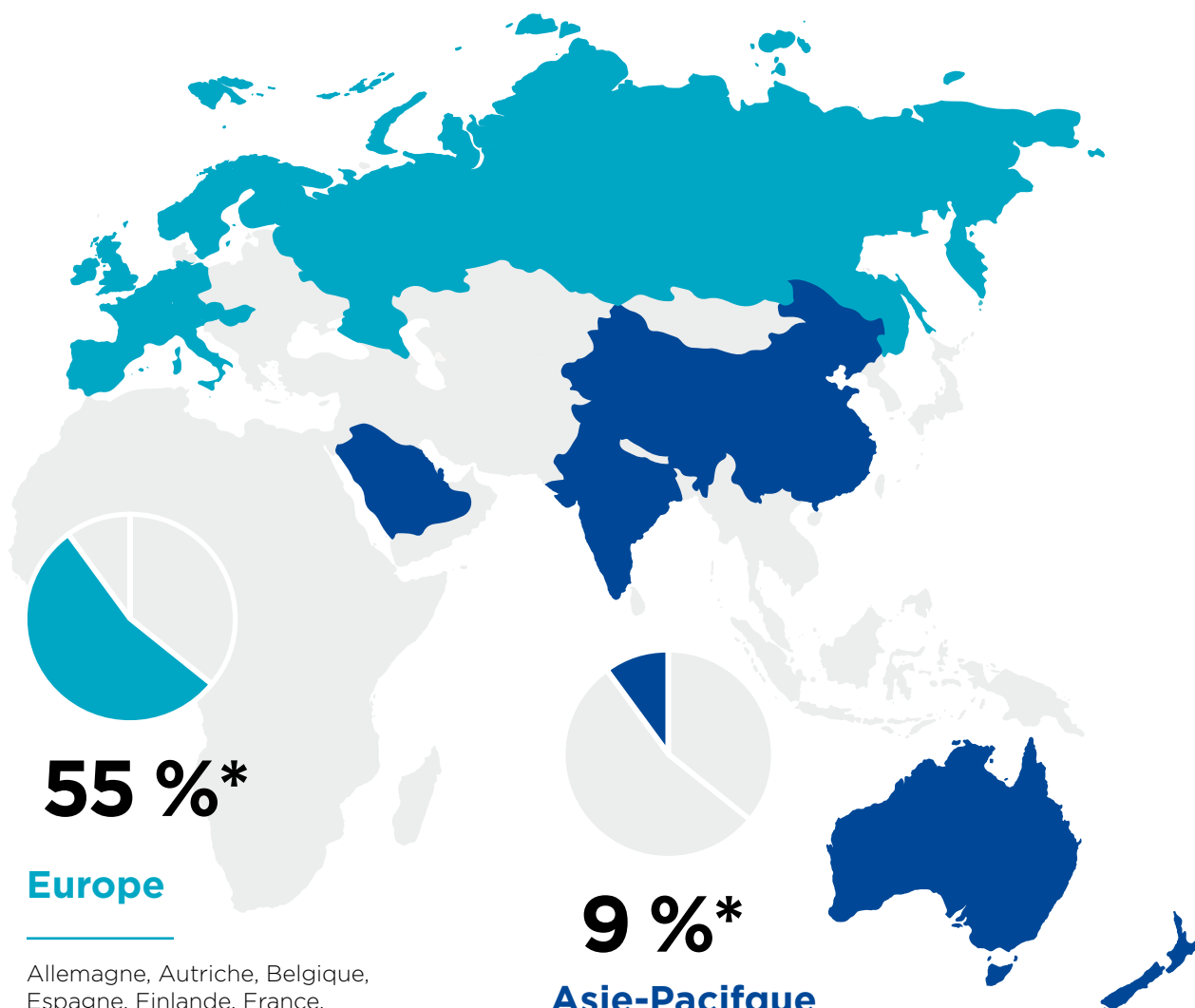
**600 agences\*\***

**8 500 collaborateurs**

**2 pays**

\* Pourcentage du chiffre d'affaires 2018.

\*\* Arrondis, chiffres au 31/12/2018.



**55 %\***

## Europe

Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Russie, Slovénie, Suède, Suisse

**1 150 agences\*\***

**16 000 collaborateurs**

**18 pays**

**9 %\***

## Asie-Pacifique

Arabie saoudite, Australie, Chine (dont Hong Kong), Émirats arabes unis, Inde, Nouvelle-Zélande

**250 agences\*\***

**2 500 collaborateurs**

**6 pays**

# 1.1 Chiffres clés consolidés

Les informations financières sélectionnées présentées ci-dessous ont été établies sur la base des états financiers consolidés de Rexel pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

## Principaux chiffres clés du compte de résultat consolidé de Rexel

(en millions d'euros sauf précision contraire)

	2018	2017 <sup>(4)</sup> Retraité	2017	2016
Chiffre d'affaires	13 365,7	13 303,0	13 310,1	13 162,1
<i>Croissance en données comparables et à nombre de jours constants<sup>(1)</sup></i>	3,5 %	3,5 %	3,5 %	(1,9 %)
Marge brute	3 295,0	3 282,1	3 264,2	3 172,8
<i>En pourcentage du chiffre d'affaires</i>	24,7 %	24,7 %	24,5 %	24,1 %
EBITA <sup>(2)</sup>	600,4	594,1	594,3	539,6
EBITA Ajusté <sup>(1)</sup>	608,3	579,9	580,1	549,8
<i>En pourcentage du chiffre d'affaires</i>	4,6 %	4,4 %	4,4 %	4,2 %
Résultat opérationnel	409,8	322,1	322,3	397,0
Résultat net	152,3	104,6	104,9	134,3
Résultat net part du groupe Rexel	150,7	105,5	105,8	137,9
Résultat net récurrent <sup>(3)</sup>	328,1	290,9	291,2	250,3

(1) Voir paragraphe 5.1.1 « Présentation générale du Groupe » du présent document de référence.

(2) L'EBITA (*earnings before interest, taxes and amortization*) est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et charges. L'EBITA ajusté (« EBITA Ajusté ») est défini comme l'EBITA retraité de l'estimation de l'effet non récurrent des variations du prix des câbles à base de cuivre (voir paragraphes 2.1.4.1 « Risques liés à l'évolution du prix du cuivre » et 5.1.1.1 « Effets liés aux variations du prix du cuivre » du présent document de référence). L'EBITA et l'EBITA Ajusté ne sont pas des agrégats comptables normés, répondant à une définition unique et généralement acceptée. Ils ne doivent pas être considérés comme des substituts au résultat opérationnel, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'activité opérationnelle ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITA et l'EBITA Ajusté peuvent être calculés de façon différente par des sociétés ayant une activité similaire ou différente.

(3) Le résultat net récurrent est défini comme le résultat net retraité de l'effet non récurrent des variations du prix des câbles à base de cuivre, des autres charges et produits et des charges financières liées aux opérations de refinancement, déduction faite de l'effet d'impôt associés aux éléments ci-avant et d'autres effets d'impôt non récurrents.

(4) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits et activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients ».

Le tableau ci-dessous présente une réconciliation de l'EBITA et de l'EBITA Ajusté avec le résultat opérationnel :

	2018	2017 <sup>(3)</sup> Retraité	2017	2016
(en millions d'euros sauf précision contraire)				
Résultat opérationnel	409,8	322,1	322,3	397,0
(-) Autres produits <sup>(1)</sup>	(15,4)	(7,1)	(7,1)	(5,6)
(+) Autres charges <sup>(1)</sup>	190,3	260,1	260,1	129,5
(+) Amortissement des actifs incorporels résultant de l'allocation du prix des acquisitions	15,7	19,0	19,0	18,7
<b>= EBITA</b>	<b>600,4</b>	<b>594,1</b>	<b>594,3</b>	<b>539,6</b>
(+)/(-) Effet non récurrent résultant des variations du prix des câbles à base de cuivre <sup>(2)</sup>	7,9	(14,2)	(14,2)	10,1
<b>= EBITA Ajusté</b>	<b>608,3</b>	<b>579,9</b>	<b>580,1</b>	<b>549,8</b>
Marge d'EBITA Ajusté	4,6 %	4,4 %	4,4 %	4,2 %

(1) Voir note 9 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

(2) Voir paragraphes 2.1.4.1 « Risques liés à l'évolution du prix du cuivre » et 5.1.1.1 « Effets liés aux variations du prix du cuivre » du présent document de référence.

(3) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits et activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients ».

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation du résultat net avec le résultat net récurrent :

	2018	2017 <sup>(3)</sup> Retraité	2017	2016
<i>(en millions d'euros)</i>				
Résultat net	152,3	104,6	104,9	134,3
(+)/(-) Effet non récurrent résultant des variations du prix des câbles à base de cuivre <sup>(1)</sup>	7,9	(14,2)	(14,2)	10,1
(-) Autres produits <sup>(2)</sup>	(15,4)	(7,1)	(7,1)	(5,6)
(+) Autres charges <sup>(2)</sup>	190,3	260,1	260,1	129,5
(+) Frais financiers liés aux opérations de refinancement	1,1	30,4	30,4	16,3
(-) Effet d'impôt des éléments ci-dessus et autres effets d'impôt non récurrents	8,1	(82,9)	(82,9)	(34,4)
<b>= Résultat net récurrent</b>	<b>328,1</b>	<b>290,9</b>	<b>291,2</b>	<b>250,3</b>

(1) Voir paragraphes 2.1.4.1 « Risques liés à l'évolution du prix du cuivre » et 5.1.1.1 « Effets liés aux variations du prix du cuivre » du présent document de référence.

(2) Voir note 9 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

(3) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits et activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients ».

#### Principaux chiffres clés du tableau des flux de trésorerie consolidés de Rexel

	2018	2017 <sup>(3)</sup> Retraité	2017	2016
<i>(en millions d'euros)</i>				
Flux de trésorerie d'exploitation <sup>(1)</sup>	612,6	612,8	612,9	563,8
Variation du besoin en fonds de roulement	(161,8)	(118,5)	(118,4)	(26,1)
Trésorerie provenant des activités opérationnelles avant impôts et intérêts	450,8	494,3	494,5	537,7
Investissements opérationnels nets	(93,8)	(110,3)	(110,3)	(98,6)
Flux net de trésorerie disponible avant intérêts et impôts <sup>(2)</sup>	<b>357,0</b>	<b>384,0</b>	<b>384,3</b>	<b>439,1</b>
<i>Taux de conversion du flux de trésorerie (en % d'EBITDA)</i>	<i>51 %</i>	<i>55 %</i>	<i>55,4 %</i>	<i>69 %</i>

(1) Avant intérêts, impôts et variations du besoin en fonds de roulement.

(2) Le flux net de trésorerie disponible avant intérêts et impôts se définit comme la variation de trésorerie nette provenant des activités opérationnelles avant déduction des intérêts financiers nets versés et avant déduction de l'impôt sur les bénéfices versés, diminuée des investissements opérationnels nets.

(3) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits et activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients ».

#### Principaux chiffres clés du bilan consolidé de Rexel

	2018	2017 <sup>(2)</sup> Retraité	2017	2016
<i>(en millions d'euros sauf précision contraire)</i>				
Actifs non courants	5 306,1	5 362,5	5 361,8	5 846,3
Besoin en fonds de roulement	1 511,0	1 383,5	1 391,0	1 372,9
Capitaux propres	4 232,2	4 157,6	4 163,6	4 383,3
Dette nette	2 030,4	2 041,2	2 041,2	2 172,6
Autres passifs non courants	554,4	547,0	548,0	663,3
Ratio d'endettement (en multiple d'EBITDA) <sup>(1)</sup>	2,67	2,84	2,84	3,04

(1) Calculé selon les termes du Contrat de Crédit Senior présentés dans la note 23.1 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

(2) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits et activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients ».

La description de l'endettement et des notations du groupe Rexel figure au paragraphe 5.1.2.2 « Sources de financement » du présent document de référence.



## 1.2 Histoire et évolution

### 1.2.1 Dénomination sociale

La dénomination sociale de Rexel est « Rexel ».

### 1.2.2 Lieu et numéro d'immatriculation

Rexel est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification 479 973 513 RCS Paris.

Le numéro LEI (*Legal Entity Identifier*) de Rexel est 969500N6AVPA51648T62.

### 1.2.3 Date de constitution et durée

Rexel a été constituée le 16 décembre 2004 sous la forme d'une société par actions simplifiée, pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf années expirant, sauf renouvellement ou dissolution anticipée, le 16 décembre 2103.

Rexel a été transformée en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance par une décision de l'Assemblée générale mixte de ses associés en date du 13 février 2007.

Rexel a été transformée en société anonyme à Conseil d'administration par une décision de l'Assemblée générale mixte de ses actionnaires en date du 22 mai 2014.

### 1.2.4 Siège social, forme juridique et législation applicable

Le siège social de Rexel est situé au :  
13, boulevard du Fort de Vaux, 75017 Paris, France  
(téléphone : +33 (0)1 42 85 85 00).

Rexel est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration, régie notamment par les dispositions législatives et réglementaires du livre II du Code de commerce.

Le site Internet de Rexel est [www.rexel.com](http://www.rexel.com).

### 1.2.5 Historique du groupe Rexel

Rexel Distribution a été créée en 1967 sous le nom de Compagnie de Distribution de Matériel Électrique (CDME) et a adopté le nom de Rexel en 1993 puis de Rexel Distribution en 2007.

Les actions de Rexel Distribution ont été introduites au Second Marché de la bourse de Paris le 8 décembre 1983 et ont été admises aux négociations sur le Premier Marché de la bourse de

Paris en 1990. En 1990, Pinault-Printemps-Redoute (« PPR ») est devenu l'actionnaire de référence de Rexel Distribution à l'occasion de l'acquisition de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale (C.F.A.O.), dont CDME, renommée Rexel puis Rexel Distribution, était une filiale.

Aux termes d'un contrat d'acquisition conclu le 10 décembre 2004, PPR, par l'intermédiaire de sa filiale Saprodis S.A.S., a cédé à un consortium de fonds et de sociétés de capital investissement composé de Clayton Dubilier & Rice, Eurazeo S.A. et Merrill Lynch Global Private Equity (devenue BAML Capital Partners) un bloc de contrôle représentant 73,45 % du capital social de Rexel Distribution. Cette cession a été suivie d'une garantie de cours, d'une offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire, à l'issue desquels les actions de Rexel Distribution ont été radiées du marché réglementé Euronext à Paris le 25 avril 2005. Les actions de Rexel ont été admises aux négociations sur le marché réglementé Euronext à Paris le 4 avril 2007. À l'issue des dernières cessions intervenues au cours de l'exercice 2014, le consortium ne détenait plus aucune action dans Rexel.

Le groupe Rexel a initialement développé son activité de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en France. Il a, par la suite, entrepris son développement international par le biais d'acquisitions.

Après la mise en œuvre de mesures de restructuration et de réorganisation entre 2002 et 2003, le groupe Rexel s'est concentré, en 2004, sur l'accélération de sa croissance organique, notamment avec l'objectif de développer son offre de services et de multiplier les initiatives commerciales locales. Le groupe Rexel a également continué d'optimiser sa structure opérationnelle, tant en matière de réseaux commerciaux que de fonctions de support, notamment logistiques et informatiques.

La croissance organique a été complétée par une stratégie de croissance externe sélective. Le groupe Rexel a ainsi réalisé des acquisitions de sociétés de tailles régionale, nationale ou internationale lui permettant de renforcer sa position dans des zones ciblées, ainsi que de sociétés établies dans des pays à fort potentiel de croissance. Depuis 2010, le groupe Rexel a réalisé 41 acquisitions consolidantes, dont 1 en 2018.

Dans le cadre d'un programme de revue de son portefeuille d'activité engagé début 2015, Rexel

a cédé en septembre 2015 six de ses sociétés précédemment acquises en Amérique latine, et a cédé en avril 2016 ses activités en Pologne, Slovaquie et dans les pays Baltes. Dans le cadre du programme de recentrage de son portefeuille d'activité annoncé début 2017, Rexel a cédé en décembre 2017 la totalité de ses opérations en Asie du Sud-Est, comprenant : la Thaïlande, l'Indonésie, Singapour, le Vietnam, les

Philippines, Macao et la Malaisie. L'ensemble du plan de désinvestissement représente un montant de chiffre d'affaires mis à jour de 650 millions d'euros. L'ensemble du plan a été finalisé au 31 décembre 2018 avec la conclusion d'accords de cession des activités industrielles en Chine et la restructuration du portefeuille en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni.

## 1.3 Acquisitions et cessions récentes

1

Les acquisitions et cessions réalisées au cours des exercices clos le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016 sont respectivement décrites dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2018 sous le numéro D.18-0263 et dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 31 mars 2017 sous le numéro D.17-0272.

Les acquisitions et cessions réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont décrites dans les notes 4 et 5 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

## 1.4 Activités et stratégie

Le groupe Rexel estime être l'un des premiers distributeurs mondiaux de matériel électrique basse tension et courants faibles en 2018, en chiffre d'affaires et en nombre d'agences. Au 31 décembre 2018, il est présent dans 26 pays répartis principalement en trois régions géographiques : l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique.

Le chiffre d'affaires consolidé 2018 du groupe Rexel s'élève à 13 365,7 millions d'euros, dont 55 % ont été réalisés en Europe, 36 % en Amérique du Nord et 9 % en Asie-Pacifique. Le groupe Rexel a réalisé un EBITA Ajusté 2018 de 608,3 millions d'euros représentant 4,6 % du chiffre d'affaires consolidé 2018.

Le groupe Rexel s'adresse à trois marchés finaux :

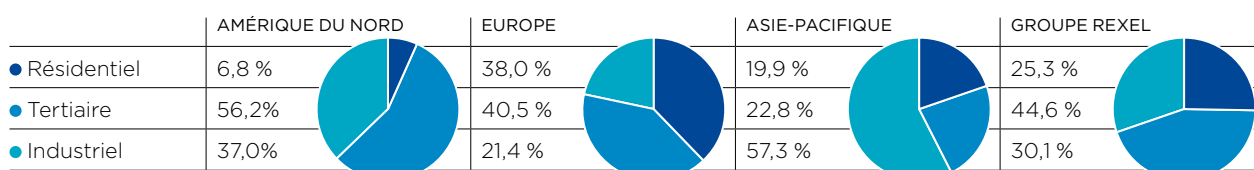
- le marché résidentiel, qui recouvre essentiellement l'utilisation de matériel électrique dans les habitations, les complexes immobiliers, les immeubles et les logements publics, dans le cadre

de leur construction, extension, rénovation ou mise aux normes ;

- le marché tertiaire, qui recouvre l'utilisation de matériel électrique dans les magasins, établissements de santé, écoles, bureaux, hôtels, équipements collectifs ainsi que dans les installations de production d'énergie, les réseaux publics et les infrastructures de transport, dans le cadre de leur construction, extension, maintenance, rénovation ou mise aux normes ; et
- le marché industriel, qui recouvre l'utilisation de matériel électrique dans les usines et autres sites industriels, soit dans le cadre de leur construction ou de leur extension, soit dans celui de leur maintenance, de leur rénovation ou de leur mise aux normes.

La répartition équilibrée de son activité entre ces trois marchés finaux (industriel, tertiaire et résidentiel) et entre les régions est un facteur de résilience globale.

**La répartition du chiffre d'affaires du groupe Rexel en 2018 par marchés finaux est la suivante :**



Sur ces trois marchés finaux, le groupe Rexel est un maillon clé de la chaîne de valeur entre les fournisseurs de matériel électrique et les clients et utilisateurs finaux. Le groupe Rexel propose ses solutions et services à une grande variété de clients, notamment des entreprises d'installation de matériel électrique, des utilisateurs finaux disposant de services internes d'installation, des équipementiers et tableautiers, des sociétés industrielles et des sociétés du secteur tertiaire. Cette diversité permet au groupe Rexel de ne pas être en situation de dépendance vis-à-vis de l'un d'entre eux bien que le niveau de concentration de sa clientèle puisse être supérieur dans certains pays ou pour certaines gammes de produits.

L'offre produits du groupe Rexel se décompose en huit familles : les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, l'éclairage, la sécurité et la communication, le génie climatique, l'outillage, les énergies renouvelables et gestion de l'énergie, les produits blancs et bruns et des services et logiciels spécifiques. Cette offre est valorisée en associant aux produits des prestations de services, notamment logistiques, d'assistance technique, de financement et de formation, visant à répondre à l'ensemble des besoins de ses clients.

Au 31 décembre 2018, le groupe Rexel dispose d'un réseau de 50 centres logistiques, de 1 950 agences regroupées autour de différentes enseignes commerciales et réalise plus de deux milliards d'euros de ventes en ligne, soit 16 % de son chiffre

d'affaires global. Rexel emploie 27 000 salariés (équivalent plein temps).

Les secteurs opérationnels sur la base desquels sont établis les états financiers consolidés du groupe Rexel sont présentés à la note 6 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

## 1.4.1 Les marchés du groupe Rexel

### 1.4.1.1 Le marché professionnel de la distribution de matériel électrique, basse tension et courants faibles

#### Un marché significatif

Sur la base de ses estimations, le groupe Rexel considère que le marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles sur lequel il est présent représentait en 2018 environ 168,3 milliards d'euros au niveau mondial. Pour les zones où Rexel est présent, ce marché représente environ 44,1 milliards d'euros en Europe, environ 93,1 milliards d'euros en Amérique du Nord et environ 28,2 milliards d'euros en Asie-Pacifique. Ce marché, qui a démontré sa résilience au cours des cinq dernières années est en léger recul par rapport à 2017, hors effets de change, du fait du plan de cessions engagé à cette date.

#### Répartition entre les principaux pays de la distribution professionnelle de matériel électrique dans lesquels Rexel est présent <sup>(1)</sup> :

PAYS	ÉTATS-UNIS	CANADA	ALLEMAGNE	FRANCE	ROYAUME-UNI
Taille (milliards d'euros)	88,9	4,2	8,8	7,5	4,1
Taux de change utilisé (1 euro =)	USD 1,18	CAD 1,53	-	-	GBP 0,89

(1) Source : estimations Rexel (en fonction des données disponibles localement, ces estimations sont basées sur les chiffres des associations professionnelles locales, des analyses de marché externes telles que Euroconstruct, ainsi que des estimations internes). Rexel est présent en Chine mais les données récoltées ne permettent pas d'estimer le marché de manière fiable.

La valorisation de ce marché n'inclut pas un certain nombre de services qui vont au-delà de la simple distribution de matériel électrique, tels que la réalisation d'audits énergétiques ou les services complémentaires dans la logistique tels que la gestion de stocks.

#### Un marché porté par des facteurs de croissance à long terme

Le groupe Rexel estime que son marché, suivant la tendance de la consommation d'électricité, a vocation à croître en volume sur le long terme. Cette tendance haussière anticipée est notamment

portée par une conjugaison de tendances macroéconomiques tels que :

- le développement de l'accès à l'électricité lié à la croissance et à la répartition démographique ainsi qu'à l'urbanisation croissante, créant de la demande pour la construction de nouvelles infrastructures ;
- la prise de conscience des enjeux énergétiques entraînant une volonté d'accroître l'efficacité énergétique des équipements. La volonté de promouvoir les énergies décarbonées favorise le développement futur de l'énergie électrique, tout comme la disposition des clients à payer plus cher pour des produits ou des solutions

favorables à la sauvegarde de l'environnement. Le développement de solutions visant à réduire la consommation d'énergie ou la mise en production de nouvelles solutions énergétiques résulte également de cette prise de conscience des enjeux énergétiques et ouvre de nouvelles opportunités ;

- le développement de l'internet des objets, offrant des fonctionnalités accrues en particulier en termes de sécurité, de confort d'utilisation et d'efficacité énergétique, ce qui conduit à la modernisation du matériel existant. L'offre tend à s'infléchir vers des ensembles complexes de produits connectables, pilotables *in situ* ou à distance, de produits multifonctions interconnectables. Cette émergence préfigure une évolution vers plus de valeur ajoutée et des besoins d'offres cohérentes, y compris des offres logicielles ; et
- le vieillissement de la population et l'avènement de nouvelles solutions médicales et de maintien des personnes âgées à domicile grâce aux objets connectés.

Outre les tendances macroéconomiques, le groupe Rexel estime que le marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles est porté par la conjugaison de différents facteurs :

- un environnement réglementaire évolutif et différent selon les pays. La modification des normes de sécurité et de consommation d'énergie constitue notamment un facteur de renouvellement des équipements ;
- le développement de services d'assistance technique et de maintenance, en raison notamment de l'évolution technologique des installations et de la demande croissante de prestations à valeur ajoutée par les clients ;
- la consolidation de clients internationaux recherchant des modèles de proposition de valeur comparables dans l'ensemble des pays où ils opèrent ; et
- le développement et le renouvellement continus de l'offre de produits à plus forte valeur ajoutée favorisent une croissance régulière et un accroissement du prix du panier moyen. Cette tendance est particulièrement notable dans les familles de produits les plus techniques telles que les automatismes industriels, l'éclairage, la sécurité et la communication, mais s'exprime aussi dans des familles de produits plus simples telles que les prises. Elle est également soutenue par l'évolution des normes de sécurité et d'économie d'énergie qui favorisent le renouvellement et le passage à des produits plus évolués.

### Un marché fragmenté

Au niveau mondial, le marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles se caractérise par un grand nombre d'acteurs.

Le groupe Rexel estime qu'en 2018, environ 25 % du chiffre d'affaires mondial sur le marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles a été réalisé par dix distributeurs majeurs : Rexel, Sonepar – intervenant sur les principaux marchés mondiaux – et dans une moindre mesure, WESCO International, Graybar Electric Company, Anixter International, Consolidated Electrical Distributors et Border States Electric, lesquels sont principalement implantés en Amérique du Nord, ainsi que Solar, Electrocomponents, et Würth, implantés essentiellement en Europe.

Environ 75 % du chiffre d'affaires global sur le marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles serait ainsi réalisé par un grand nombre d'entreprises intervenant à un niveau national, régional ou local.

Les niveaux de consolidation du marché sont très hétérogènes selon les pays. Aux États-Unis, le marché peut être divisé en deux catégories d'acteurs : les distributeurs à vocation multirégionale (y compris le groupe Rexel) et des acteurs avec une présence plus régionale ou locale. Cette configuration s'explique en particulier par l'étendue géographique du marché et la présence historique de nombreux acteurs locaux. En revanche, dans certains pays tels que l'Australie, le Canada, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Norvège, la Suède ou la Suisse, une large part du marché est occupée par un nombre limité de distributeurs. Une telle situation provient de la présence historique d'acteurs ayant consolidé et structuré ces marchés.

Cette fragmentation du marché dans certains pays, alliée à la recherche de gains de productivité et d'économies d'échelle, favorise la consolidation des distributeurs. Le groupe Rexel estime en effet que la taille (traduite par la part de marché) a une incidence directe sur la qualité et la rentabilité de ses opérations dans un pays.

En parallèle, dans certains pays, des distributeurs de matériel électrique de petite taille cherchent à accroître leur poids relatif en constituant des centrales d'achats. Il s'agit aussi bien de chaînes de distribution nationales que de distributeurs indépendants gérant une ou plusieurs agences. Une dynamique semblable existe chez certains clients indépendants qui choisissent de se regrouper en centrales d'achats afin d'accroître leur pouvoir de négociation face aux distributeurs professionnels.



#### 1.4.1.2 La répartition géographique des marchés du groupe Rexel

Les activités du groupe Rexel sont réparties sur trois régions géographiques principales (l'Europe, l'Amérique du Nord, et l'Asie-Pacifique). Le chiffre d'affaires 2018 du groupe Rexel était de 13 365,7 millions d'euros. Sa répartition entre les différentes zones était la suivante :

	EN MILLIONS D'EUROS	EN POURCENTAGE
Europe	7 350,0	55 %
Amérique du Nord	4 801,3	36 %
Asie-Pacifique	1 214,4	9 %
<b>Total</b>	<b>13 365,7</b>	<b>100 %</b>

La présence du groupe Rexel dans un ensemble de pays sur plusieurs continents limite son exposition aux fluctuations des cycles économiques locaux.

##### Europe

Selon ses estimations, le groupe Rexel est le deuxième acteur du marché professionnel de la distribution de matériel électrique basse tension et courants faibles en Europe et détient une part de marché d'environ 16 % en 2018. Il estime que les marchés résidentiel, tertiaire et industriel ont représenté respectivement 38,0 %, 40,5 % et 21,4 % de son chiffre d'affaires 2018 en Europe.

Au 31 décembre 2018, le groupe Rexel est implanté dans 18 pays européens. Il estime occuper la première ou la deuxième place dans 11 de ces pays.

##### Amérique du Nord

La part de marché du groupe Rexel en 2018 s'est élevée, selon ses estimations et sur la base de son chiffre d'affaires 2018, à environ 5 % du marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en Amérique du Nord. Le groupe Rexel estime être l'un des quatre premiers acteurs sur cette zone avec des parts de marché d'environ 4 % aux États-Unis et 23 % au Canada.

En Amérique du Nord, le groupe Rexel intervient essentiellement sur les marchés industriel et tertiaire et dans une moindre mesure sur le marché résidentiel. Le groupe Rexel estime que les marchés résidentiel, tertiaire et industriel ont respectivement représenté 6,8 %, 56,2 % et 37,0 % de son chiffre d'affaires 2018 en Amérique du Nord.

##### Asie-Pacifique

Sur la base de ses estimations et de son chiffre d'affaires 2018, le groupe Rexel estime être le

numéro deux en Asie-Pacifique et détenait une part de marché d'environ 4 % en 2018.

Selon ses estimations, les marchés résidentiel, tertiaire et industriel ont représenté respectivement 19,9 %, 22,8 % et 57,3 % du chiffre d'affaires 2018 du groupe Rexel en Asie-Pacifique.

Au 31 décembre 2018, le groupe Rexel était implanté dans 6 pays d'Asie-Pacifique, à la suite de la cession des entités d'Asie du Sud-Est intervenue en décembre 2017.

Les risques liés à l'environnement économique général sont décrits au paragraphe 2.1.1.1 « Risques liés à l'environnement économique général » du présent document de référence. Les risques concurrentiels sont décrits au paragraphe 2.1.1.2 « Risques concurrentiels » du présent document de référence. Les risques liés aux marchés émergents ou non matures sont décrits au paragraphe 2.1.2.6 « Risques liés aux opérations dans les pays émergents ou non matures » du présent document de référence.

#### 1.4.2 Les activités et les atouts concurrentiels du groupe Rexel

##### 1.4.2.1 Un acteur mondial ancré localement

###### Un acteur majeur au niveau mondial

Le groupe Rexel est un expert mondial de la distribution professionnelle multicanale de produits et services pour le monde de l'énergie et un des principaux acteurs du marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en termes de chiffre d'affaires et de nombre d'agences.

Au 31 décembre 2018, le groupe Rexel estime qu'il détenait, au niveau mondial, une part de marché de l'ordre de 6 %, ce qui lui permet de poursuivre le développement de ses parts de marché, notamment par croissance externe, en demeurant l'un des principaux acteurs de la consolidation du marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles.

Cette position permet au groupe Rexel de disposer d'avantages concurrentiels par rapport aux distributeurs dont la taille ou l'organisation ne présentent pas les mêmes caractéristiques :

- répondre à la demande de clients intervenant dans plusieurs zones géographiques et leur proposer un niveau de conseil et de service comparable dans le monde entier ;

- déterminer et appliquer au sein de son réseau les meilleures pratiques en matière de gestion des activités et de développement grâce à des opérations transverses dans les fonctions les plus importantes que sont les achats, la logistique, la vente et la formation ;
- bénéficier d'un modèle logistique commun et, au niveau régional, de systèmes d'information partagés entre plusieurs plateformes opérationnelles ;
- disposer de conditions d'achat équivalentes ou meilleures que celles de ses concurrents de moindre taille, par la mise en œuvre d'accords de partenariat avec ses fournisseurs stratégiques ;
- mutualiser les solutions IT et digitales et rationaliser les contrats avec les partenaires dans ces domaines ;
- assurer à ses clients, quelle que soit la zone géographique, d'appliquer les meilleurs standards environnementaux et sociaux du secteur ; et
- mieux identifier des opportunités de croissance externe dans les pays ciblés par le groupe Rexel et intégrer les activités acquises selon des processus définis sur la base de son expérience.

### Une présence locale forte

Sur la base du chiffre d'affaires 2018, le groupe Rexel est un acteur majeur sur ses trois principales zones géographiques : l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie-Pacifique. En outre, les pays dans lesquels le groupe Rexel estime détenir une part de marché supérieure à 15 % représentent près de 59 % de son chiffre d'affaires. Le groupe Rexel est convaincu de l'importance d'accéder à une taille critique sur chacun des marchés où il est présent afin d'assurer la qualité et la rentabilité de ses opérations dans ces pays. Le groupe Rexel privilégie les investissements dans les pays où cette taille critique est atteinte ou atteignable.

Le leadership local du groupe Rexel repose principalement sur les facteurs suivants :

- sa faculté à proposer aux clients une offre de produits et de services adaptée aux besoins locaux et qui est plus complète que celle des autres distributeurs indépendants ;
- un maillage étendu d'agences couplé à des *webshops*, proposant une offre en adéquation avec les besoins des clients en termes de proximité avec leurs opérations ;
- le développement de réseaux multi-enseignes commerciales favorisant l'augmentation de la part

de marché du groupe Rexel dans les pays où celle-ci est déjà relativement importante ;

- une organisation logistique adaptée à la demande de ses clients et à la densité de ses marchés ;
- sa capacité à employer un personnel qualifié ayant une connaissance approfondie du marché local et de l'offre produits et son aptitude à continuer à le former ; et
- son attractivité auprès des fournisseurs en tant que distributeur de référence dans une zone géographique donnée pour promouvoir leurs produits.

Au 31 décembre 2018, le groupe Rexel dispose de 1 950 agences. Par zone géographique, le nombre d'agences a évolué comme suit entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2018 :

	AU 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017 <sup>(1)</sup>	2016 <sup>(1)</sup>
(nombre d'agences)			
Europe	1 127	1 183	1 196
Amérique du Nord	574	574	560
Asie-Pacifique	249	255	250
<b>Total</b>	<b>1 950</b>	<b>2 012</b>	<b>2 006</b>

(1) Hors Asie du Sud-Est

Le groupe Rexel contrôle régulièrement l'adéquation de son réseau d'agences aux besoins du marché, ce qui peut se traduire par des ouvertures, des transferts, des regroupements ou des fermetures d'agences. Avec l'évolution des technologies et des habitudes clients, le concept d'agence se trouve renforcé par la montée en puissance des informations digitales et par les moteurs de recherche d'offres produits disponibles qui permettent une mise à disposition au plus près dans les délais les plus courts.

### Des relations stratégiques avec les fournisseurs, tirant parti de ces dualités globale / locale et physique / digitale

Afin d'adapter sa structure d'approvisionnement aux particularités de chaque pays ou d'une zone géographique donnée et d'optimiser ses conditions d'achat, le groupe Rexel a mis en place des partenariats avec ses fournisseurs à plusieurs niveaux :

- au niveau mondial, une quarantaine de fournisseurs internationaux sont considérés par le groupe Rexel comme ses « fournisseurs stratégiques ». Ces fournisseurs sont présents dans différents pays sur un ou plusieurs continents et sont engagés

avec le groupe Rexel dans des programmes de développement international ;

- au niveau de chaque pays, les filiales du groupe Rexel négocient des conditions d'achat spécifiques avec des fournisseurs nationaux ; et
- au niveau local, les agences peuvent également négocier avec leurs fournisseurs des conditions commerciales particulières.

Le groupe Rexel a une politique de concentration de ses fournisseurs visant à rationaliser sa politique d'achats et à renforcer ses relations avec les plus importants d'entre eux.

Le groupe Rexel favorise ainsi le développement de relations durables avec des fournisseurs stratégiques qui ont la capacité de contribuer à la croissance de ses activités tant au plan global que local. Le développement de ces relations prend également en compte l'avance technologique des fournisseurs (en termes de produits et de services) et leur maturité digitale. Ces relations privilégiées permettent au groupe Rexel de négocier des conditions commerciales plus favorables, d'obtenir des gains de productivité, de réaliser des économies d'échelle en matière logistique, de bénéficier des ressources marketing du fournisseur ainsi que d'un accompagnement privilégié dans la mise sur le marché des innovations. La gestion active du portefeuille de fournisseurs du groupe Rexel s'est traduite par une concentration progressive des achats.

Les relations du groupe Rexel avec ses fournisseurs sont régies par des contrats à court ou moyen terme.

Le groupe Rexel estime avoir des relations généralement favorables d'interdépendance avec la plupart de ses fournisseurs importants, limitant ainsi les risques inhérents à une concentration des fournisseurs, comme le démontre le tableau ci-dessous :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
(nombre de fournisseurs représentant)		
50 % des achats	26	26
80 % des achats	363	345
100 % des achats	10 879	11 682

Rexel s'attache à créer et développer des relations pérennes avec ses fournisseurs, dans le respect de la démarche de développement durable du Groupe (voir chapitre 4 « Responsabilité d'entreprise » du présent document de référence). Ces relations avec les fournisseurs sont par ailleurs régulièrement revues dans le cadre du plan de vigilance mis en

place par le Groupe (voir section 4.6 « Plan de vigilance » du présent document de référence).

Les risques liés à la dépendance fournisseur sont décrits au paragraphe 2.1.2.1 « Risques liés aux achats » du présent document de référence.

#### 1.4.2.2 Une gamme de produits et services étendue et innovante

##### Huit familles de produits

L'offre produits du groupe Rexel, qui se répartit en huit familles, est destinée à couvrir l'ensemble des besoins des installateurs de matériel électrique et des clients industriels et tertiaires :

- les **équipements d'installation électrique** (41 % du chiffre d'affaires 2018) qui regroupent les appareils de couplage et de protection des circuits (interrupteurs, disjoncteurs, compteurs, fusibles), les appareils de conversion et de stockage de l'énergie (transformateurs, accumulateurs et chargeurs, groupes électrogènes), les appareils de contrôle commande (automatismes industriels, réseaux de contrôle commande), les capteurs, les actionneurs et consommateurs (pompes, ventilateurs, souffleurs, compresseurs). L'ensemble de ces appareils a un rôle important dans le contrôle et l'optimisation de la consommation d'énergie électrique ;
- les **conduits et câbles** (21 % du chiffre d'affaires 2018) qui permettent la distribution du courant électrique et regroupent également les goulottes, les moulures et les chemins de câbles ;
- l'**éclairage** (19 % du chiffre d'affaires 2018) qui comprend, d'une part, les sources telles que les ampoules ou tubes incandescents, halogènes ou fluorescents basse consommation d'énergie, les LED et, d'autre part, les appareils d'éclairage, tels que les systèmes d'éclairage intérieur et extérieur, les détecteurs ainsi que les accessoires décoratifs ;
- le **génie climatique** (5 % du chiffre d'affaires 2018) qui recouvre la ventilation, la climatisation, les systèmes de chauffage (HVAC) notamment ceux reposant sur des énergies renouvelables ;
- l'**outillage** (4 % du chiffre d'affaires 2018) qui inclut les outillages à main, les outillages électriques et les instruments de mesure ;
- la **sécurité** et la **communication** (3 % du chiffre d'affaires 2018) qui incluent principalement les appareils de transmission de voix, données et images (VDI) et les appareils de détection (intrusion et incendie), de surveillance et de contrôle des accès ;

- les **énergies renouvelables** et **gestion de l'énergie** (2 % du chiffre d'affaires 2018) qui incluent les équipements liés au contrôle des énergies renouvelables (solaire, panneaux photovoltaïques, éolien, batteries pour le stockage de l'énergie) et les systèmes de gestion de l'énergie ; et
- les **produits blancs et bruns** (1% du chiffre d'affaires 2018) qui comprennent l'électroménager et les produits électroniques de grande consommation.

Les familles de produits et pourcentages présentés ci-dessus correspondent à la seule activité de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Ces familles de produits n'incluent pas les services spécifiques de certaines entités spécialisées du groupe Rexel, telles que Gexpro Services aux États-Unis, ni la fourniture de services ou de logiciels. Le chiffre d'affaires réalisé par le groupe Rexel sur ces autres activités a été d'environ 4 % en 2018.

De manière générale, chacune de ces familles de produits a représenté une part relativement stable du chiffre d'affaires du groupe Rexel au cours des trois dernières années.

### **Une large gamme de produits et solutions, à la pointe de l'innovation**

Sur ces huit familles de produits, le groupe Rexel propose une large gamme de solutions techniques qui lui permet de répondre aux habitudes de consommation locales et aux normes applicables ainsi qu'aux innovations techniques. Le portefeuille de produits peut ainsi être élargi, notamment dans le cadre des contrats MRO (*Maintenance, Repair and Operation*). L'offre de produits est généralement commercialisée sous les marques des fournisseurs, dont la notoriété est un élément important dans la décision d'achat des installateurs. Ainsi, l'évolution de la gamme de produits est le résultat d'une démarche dynamique et continue qui prend en compte les exigences des clients.

Le groupe Rexel développe et adapte en permanence son offre produits afin de prendre en compte les innovations proposées par les fournisseurs, les évolutions technologiques et les nouvelles demandes de la clientèle liées notamment aux besoins accrus de confort, de sécurité, d'ergonomie, de domotique, d'automatisation et de performance énergétique. Les innovations développées par les fabricants dans chacune des catégories de produits pour répondre à l'évolution des besoins des utilisateurs ou des normes applicables (notamment dans le domaine de la maîtrise de la consommation d'énergie ou de la sécurité incendie) permettent au groupe Rexel d'améliorer la valeur de son offre.

Le groupe Rexel a acquis la maîtrise technique de l'ensemble des familles de produits correspondant aux besoins des installateurs électriciens. Ses relations privilégiées avec ses fournisseurs stratégiques clés lui permettent d'assurer le rôle d'interface privilégiée entre les installateurs et les fournisseurs.

Le groupe Rexel se positionne comme un acteur de confiance au sein de la chaîne de valeur. L'évaluation de la performance éthique, sociale et environnementale des fournisseurs clés dans chaque pays permet de renforcer la confiance des clients dans l'offre du Groupe.

Dans un nombre limité de segments adaptés à leur développement et correspondant à des produits non-cœur de métier, le groupe Rexel distribue également des produits de marque propre (par exemple, la marque BizLine).

### **Des prestations à valeur ajoutée répondant aux besoins des clients**

Le groupe Rexel se positionne vis-à-vis des clients en tant que fournisseur de solutions techniques. Il valorise en effet son offre de produits en y associant des prestations variées à valeur ajoutée. Ces services sont assurés par un personnel qualifié bénéficiant de formations continues lui permettant de maîtriser les évolutions techniques.

Les prestations fournies par le groupe Rexel permettent à ses clients de maîtriser les évolutions techniques inhérentes aux familles de produits distribués et de les accompagner tout au long de leurs projets. Ces prestations comprennent notamment :

- des formations, l'aide à la programmation d'automates ou encore l'aide à la réalisation de schémas de câblage ;
- des services de conception d'installations électriques ;
- le support aux grands projets, notamment internationaux, en particulier sur des besoins logistiques ;
- des programmes d'externalisation de la chaîne logistique, notamment dans le domaine de la gestion des stocks et de l'assemblage, de la distribution de pièces de rechange et de l'externalisation des services logistiques ;
- la fourniture de solutions clés en main et le calcul des économies potentielles, en particulier dans les domaines de l'efficacité énergétique ; et
- des services de financement adaptés à leurs profils.



Ces prestations complémentaires contribuent ainsi à valoriser le rôle de distributeur du groupe Rexel et à fidéliser la clientèle. En outre, ces services s'inscrivent dans le cadre d'une politique de fidélisation et de développement des clients, notamment par un élargissement de leurs compétences aux produits incorporant les évolutions techniques les plus récentes.

#### 1.4.2.3 Un modèle adapté aux attentes des clients

##### Un modèle multicanal avec une proportion digitale croissante

Le groupe Rexel s'appuie sur huit canaux de distribution, physiques et à distance, afin de maximiser les contacts avec ses clients et de s'adapter à leurs préférences et à leurs besoins :

- Réseau d'agences : canal de proximité offrant une disponibilité immédiate de plusieurs milliers de produits, le retrait des commandes passées jusqu'à la veille au soir sur des dizaines de milliers de références supplémentaires ainsi que l'accès à l'expertise de vendeurs-conseil ;
- Centre d'appel téléphonique pour passer des commandes ou obtenir une réponse rapide aussi bien aux demandes de devis, qu'aux questions techniques ;
- Force de vente : un point de contact unique et dédié à chaque client pour une réponse personnalisée à ses besoins ;
- Centre d'expertise : un accès à des spécialistes dans tous les domaines ;
- EDI : un catalogue digital directement intégré dans les systèmes du client pour un processus de commande simple et efficace ;
- Site d'achats en ligne : une offre étendue disponible en ligne, ainsi que de nombreux services tels que le *chat* avec des experts, le « *click & collect* » permettant de choisir un point de dépôt pour récupérer sa commande (dont des casiers de dépôt sécurisés) ;
- Configurateurs web : outils en ligne de configuration des produits ; et
- Applications : nombreuses applications visant à simplifier la vie de nos clients, telles que : un réseau de conseil entre professionnels (« *The Grid* »), des applications de vente permettant de constituer son panier hors-ligne, la géolocalisation de l'agence la plus proche, etc.

La complémentarité des compétences et expertises disponibles dans les différents canaux permet au groupe Rexel de construire pour ses clients des

solutions complètes et individualisées, le positionnant comme un partenaire unique pour la fourniture de solutions et d'équipements électriques.

Cette offre multicanal permet d'accroître la fidélité des clients et la part de leurs achats réalisée avec le groupe Rexel. Elle représente un avantage concurrentiel majeur, notamment face aux acteurs spécialisés dans le digital. Elle va de pair avec une volonté d'accroître la part des ventes digitales (outils en ligne et EDI), qui s'élève à 16 % du chiffre d'affaire du Groupe en 2018.

##### Un modèle logistique efficace

Les activités de distribution du groupe Rexel s'appuient sur un modèle logistique adaptable qui s'organise autour de trois variantes :

- des centres logistiques généralement utilisés dans des zones où la densité de clientèle est forte, qui assurent exclusivement des fonctions logistiques, stockent un nombre important de produits référencés et sont approvisionnés directement par les fournisseurs. La vente des produits est réalisée par les agences rattachées à ces centres de distribution ;
- des agences mères et leurs agences satellites dont la mise en place a permis au groupe Rexel de se développer dans les zones où la densité de clientèle est moins forte. Chaque agence mère fournit un support logistique à ses agences satellites, en plus de sa propre activité commerciale ; et
- des agences autonomes, généralement situées dans des régions où la densité de la clientèle est moins importante et où les centres logistiques ou les agences mères ne seraient pas économiquement efficaces. Tous les produits sont stockés en agences qui sont directement approvisionnées par les fournisseurs.

Le choix de l'un de ces modes de distribution pour une région donnée dépend de nombreux paramètres, notamment la concentration des clients, la taille du marché, la densité du réseau d'agences, l'offre produits, la concurrence ainsi que la nature et la diversité des services à fournir. En outre, le groupe Rexel peut adapter chacune des variantes afin de tenir compte des caractéristiques de chaque région.

Dès que la densité commerciale le permet, le groupe Rexel cherche à centraliser les flux à travers des centres logistiques.

Les risques liés à la structure logistique du groupe Rexel sont décrits au paragraphe 2.1.2.5 « Risques liés à la structure logistique du groupe Rexel » du présent document de référence.

### Des équipes qualifiées et expérimentées

En raison de la technicité de son métier, le groupe Rexel emploie un personnel expérimenté, disposant d'une bonne connaissance des spécificités des produits, des besoins locaux et des réglementations applicables. Ce savoir-faire et les formations proposées à ses clients permettent au groupe Rexel de les orienter vers des systèmes à plus forte valeur ajoutée pour le client final ce qui permet de fidéliser ses clients et de développer la part de marché auprès de ceux-ci. Le groupe Rexel est ainsi en mesure de jouer un rôle de prescripteur de solutions techniques.

Les salariés du groupe Rexel bénéficient d'une politique active de formation dans les domaines techniques et commerciaux orientée vers la performance. L'évolution des capacités des collaborateurs s'inscrit dans une volonté d'assurer à chacun l'actualisation de ses compétences, ce qui représente un engagement fort dans un contexte de digitalisation globale.

Le groupe Rexel cherche également à améliorer la productivité de ses fonctions support, notamment les services administratifs, afin d'optimiser ses coûts de fonctionnement.

Par ailleurs, le groupe Rexel a pour objectif de fidéliser ses clients et de développer sa part de marché auprès d'eux.

Enfin, le management du groupe Rexel bénéficie d'une grande expérience de la distribution professionnelle ainsi que d'une expertise en matière commerciale, opérationnelle, financière et de fusions et acquisitions.

#### 1.4.2.4 Une consolidation des performances opérationnelles et financières

##### Amélioration de la performance opérationnelle

Rexel vise à augmenter de façon continue sa rentabilité grâce à l'amélioration de sa marge brute et à une stricte maîtrise de ses coûts.

L'amélioration de la marge brute est réalisée par la mise en œuvre systématique d'initiatives tarifaires et la gestion de la relation avec les fournisseurs. Rexel gère aussi de façon stricte sa base de coûts, en réduisant ses frais généraux et en améliorant sa productivité, tout en réallouant des ressources pour accélérer la croissance des ventes et la digitalisation.

En complément des initiatives à l'échelle du Groupe, Rexel a conduit des transformations profondes dans des pays clés, visant à améliorer la rentabilité, notamment aux États-Unis, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Espagne.

- Lors du plan stratégique de février 2017, priorité a été donnée au développement de la qualité de

service, notamment en améliorant les niveaux de stock et la disponibilité des produits. Cela s'est traduit par 25 ouvertures d'agences en 2018, 20 en Europe et 5 aux États-Unis. Sur cette zone, Rexel est passé, début 2018, d'une approche nationale par enseigne à une approche régionale multi-enseignes, centrée sur huit régions clés (*Northwest, Midwest, Northeast, Southeast, Florida, Gulf Central, Mountain Plains & California*). Par ces initiatives, Rexel vise notamment une meilleure efficacité opérationnelle conduisant à des gains de parts de marché et une amélioration de sa rentabilité. Cette expansion du réseau a contribué à hauteur de 2 % à la croissance du chiffre d'affaires aux États-Unis par rapport à 2017 (croissance neutre au niveau national dans les autres pays) et une amélioration significative à venir de la rentabilité.

- En Allemagne, Rexel vise en priorité le développement de son offre industrielle au niveau national et a effectué une sortie des marchés résidentiel et tertiaire dans le nord du pays, pour se concentrer sur le sud du pays dans cette activité. Cette transformation s'est concrétisée par la fermeture de 17 agences ainsi que par la rationalisation des coûts de siège et de logistique.
- En Espagne, Rexel a fermé 15 agences en 2018 et a fait évoluer sa logistique en passant d'un modèle de Centre Logistique Régional (« CLR ») national à un modèle d'agences mères et agences satellites.
- Au Royaume-Uni, le groupe Rexel a fusionné ses enseignes commerciales, passant ainsi de cinq enseignes (Newey & Eyre, WF Senate, Wilts, Parker et Denmans) à deux (Rexel et Denmans). Cela lui a permis d'améliorer ses conditions d'achat et l'efficacité de son *back office*. Cette fusion s'est accompagnée d'une révision de l'empreinte géographique avec la fermeture de 33 agences en 2018.

##### Un modèle économique générateur de flux de trésorerie

La rentabilité opérationnelle du groupe Rexel, associée à une gestion rigoureuse de son besoin en fonds de roulement et à une faible intensité capitalistique, lui permettent de générer des flux de trésorerie importants.

Le pilotage du besoin en fonds de roulement, visant à une réduction des stocks et des délais de paiement clients grâce à l'optimisation continue de la logistique et du *credit management*, est une composante de la rémunération variable du management. Le déploiement du modèle logistique vers une structure fondée sur des agences mères et des centres

régionaux de distribution ainsi que la mise en place de logiciels de suivi du recouvrement des créances sont des exemples d'initiatives ayant conduit à une réduction du besoin en fonds de roulement du groupe Rexel en pourcentage des ventes.

Par ailleurs, le groupe Rexel a augmenté ses dépenses brutes d'investissements d'exploitation régulières au cours des trois dernières années, en augmentant la part allouée à l'IT et au digital à près de deux tiers des investissements. Cette politique d'investissements est représentative de la faible intensité capitalistique de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles.

#### 1.4.2.5 Une capacité démontrée de croissance organique et externe

##### Une structure de coûts favorisant une croissance organique rentable

Le groupe Rexel estime que sa structure de coûts majoritairement fixe constitue un levier de rentabilité important favorisant l'amélioration de sa marge opérationnelle en période de croissance. En effet, la base de coûts étant majoritairement fixe, le groupe Rexel est en mesure d'accroître son volume d'activité sans accroître dans les mêmes proportions ses coûts, la croissance se fait donc avec une rentabilité marginale plus forte. Le groupe Rexel a engagé une démarche de développement de la digitalisation et d'une organisation commerciale s'appuyant sur des structures mutualisées permettant de flexibiliser les coûts.

Sur la base des informations financières 2018, le groupe Rexel estime que la structure de ses charges d'exploitation avant amortissement se compose :

- de coûts variables en fonction du niveau d'activité à hauteur de 25 % (transport, commissions, etc.) ; et
- de coûts fixes, flexibles à court ou moyen terme à hauteur de 75 % (salaires, loyers, coûts des systèmes d'information, etc.).

Le groupe Rexel poursuit également la variabilisation de ses charges à travers l'utilisation de solutions dans le *cloud*, qui tendent à remplacer des charges d'amortissement, fixes, par des charges d'exploitation variables.

##### Une capacité à intégrer les acquisitions

Dans un contexte de marché fragmenté qui comporte de nombreuses opportunités d'acquisitions, le groupe Rexel estime que sa taille et ses fortes parts de marché locales, ainsi que son

expérience en matière d'acquisitions et d'intégration, lui permettent de mieux identifier les cibles et de réaliser ces acquisitions plus efficacement que ses concurrents de moindre taille ou ayant moins d'expérience en la matière et à mettre en œuvre les synergies identifiées au moment des acquisitions.

Depuis 2010, le groupe Rexel a réalisé 41 acquisitions consolidantes.

Les risques liés aux acquisitions sont décrits au paragraphe 2.1.1.4 « Risques liés aux acquisitions et cessions » du présent document de référence.

### 1.4.3 La stratégie du groupe Rexel

Le groupe Rexel a annoncé en février 2017 une stratégie basée sur une approche de croissance et de création de valeur à travers trois initiatives stratégiques :

- l'accélération de la croissance à travers « Plus de clients & Plus de références » (« *More Customers & More SKUs* ») ;
- la sélectivité croissante de l'allocation du capital ; et
- l'amélioration de la performance opérationnelle et financière.

Pour les années à venir, le Groupe réaffirme ces fondamentaux, tout en lançant une transformation de son modèle, dans le but de devenir une référence des services et de l'utilisation des données dans le monde de la distribution des secteurs de l'énergie.

Ainsi, la stratégie du groupe Rexel s'articule désormais autour de deux piliers :

- « *Perform* » : poursuite de la croissance organique et amélioration continue de la marge brute et de la structure de coûts ; et
- « *Transform* » : migration vers une entreprise de services référente dans le domaine de l'utilisation des données. Cette transformation s'opérera à travers l'adoption d'une nouvelle approche client centrée sur les services, le basculement vers une entreprise pilotée par la donnée et une sélectivité de l'allocation du capital.

#### 1.4.3.1 « Perform » : renforcement constant du Groupe pour garantir une croissance organique rentable

##### Croissance en volume, dans la continuité d'une approche « Plus de clients & Plus de références »

Cette croissance organique est fondée sur l'approche duale « Plus de clients & Plus de références » (« *More Customers & More SKUs* »).

En effet, Rexel vise à la fois des gains nets de clients et une augmentation de la part de portefeuille réalisée avec chaque client.

Cette stratégie « Plus de clients & Plus de références » (« *More Customers & More SKUs* ») est soutenue par la numérisation accélérée des ventes et des opérations, incluant le développement et la mise en œuvre de nouveaux outils et applications. La croissance de la demande sur les solutions d'efficacité énergétique et les énergies renouvelables est également un levier de performance de cette stratégie.

En ligne avec cette stratégie, Rexel a adapté ses indicateurs de performance clés (« *KPIs* ») et créé de nouveaux tableaux de bord transversaux au sein du Groupe, ainsi que révisé ses politiques de bonus tout en poursuivant l'adaptation de sa stratégie de ressources humaines afin de refléter le besoin de nouvelles compétences.

L'ambition à moyen terme de Rexel est d'atteindre une croissance des ventes organiques supérieure aux marchés sur lesquels le Groupe est présent.

### **Amélioration continue de la marge brute et de la structure de coûts**

En 2019 et à moyen terme, Rexel prévoit d'accroître son EBITA ajusté et d'améliorer sa marge d'EBITA ajusté en tirant parti des investissements de ces deux dernières années : investissements en développement, en transformation d'équipes et en restructurations récemment effectuées.

Au-delà des investissements de ces deux dernières années, l'amélioration continue de la marge et des coûts est aussi fondée sur des meilleures pratiques partagées dans le Groupe et notamment :

- une gestion des conditions tarifaires et remises clients ;
- une massification des fournisseurs afin de rationaliser les achats et d'approfondir les partenariats existants ;
- une optimisation de l'efficacité des forces de vente en intensifiant la planification de l'activité et les formations régulières ;
- une digitalisation des activités de *back office* et une revue régulière des processus. Ceci se traduit notamment par une digitalisation des processus de facturation, de crédit et de paiement, et de l'administration des ressources humaines ;
- une flexibilisation des coûts ; et
- une performance environnementale et sociale permettant d'améliorer la rentabilité des activités, tout en contribuant au développement du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, le Groupe continuera à tirer parti des initiatives spécifiques de reprofilage, dont les bénéfices augmenteront en nature et en amplitude dans les années à venir.

### **1.4.3.2 « Transform » : migration vers une entreprise de services référente dans le domaine de l'utilisation des données**

#### **Adoption d'une logique de service, segmentée autour de trois typologies d'offres produits et services**

Le groupe Rexel souhaite évoluer vers une proposition de produits et services plus segmentée et adaptée aux différents besoins des clients.

L'approche est différenciée, selon trois typologies d'offres produits et services :

- Proposition de valeur de « Proximité » (représentant environ 65 % des ventes du Groupe), basée sur une présence renforcée grâce à une densité de couverture agences / comptoirs, à une approche multicanale systématique et à une amélioration continue du niveau de service ;
- Proposition de valeur de « Projets » (représentant environ 20 % des ventes du Groupe), basée sur un processus d'offre de produits et solutions spécifiques supportées par un catalogue de services à destination de projets industriels ou commerciaux ; et
- Proposition de valeur de « Spécialité » (représentant environ 15 % des ventes du Groupe) au travers d'une capacité à conseiller et satisfaire des clientèles aux besoins très spécifiques sur des produits et solutions typés.

Dans les années futures, le Groupe entend multiplier les approches digitales allant de pair avec les réseaux physiques correspondant à ces trois propositions.

#### **Migration vers une entreprise pilotée par les données**

Le deuxième volet de la transformation du groupe Rexel est de devenir une entreprise pilotée par la donnée (« *data driven* »). Il s'agit d'exploiter des données pertinentes disponibles afin de prendre des décisions basées sur des faits et des analyses et non simplement des convictions ou des expériences. Cette transformation comprend trois axes :

- un axe interne consistant en une amélioration de la performance à travers la mise en place de cas d'usages basés sur l'utilisation d'algorithmes utilisant l'intelligence artificielle. Rexel a déterminé en première approche une liste de 16 cas d'usages



de données potentiels adaptés à son activité. Parmi ces 16 cas d'usages, le Groupe est en phase de déploiement de deux cas améliorant l'efficacité de la gestion de son portefeuille client et des assortiments agence ;

- un axe client consistant en un enrichissement du parcours client. Le groupe Rexel va approfondir sa réflexion sur le parcours de ses clients et utiliser les données à sa disposition pour assurer une expérience toujours plus simple et fluide. Les initiatives qui ont l'impact client le plus important seront gérées en priorité. Dans ce cadre, le Groupe est particulièrement attentif à respecter les différents aspects de l'environnement législatif de protection des données individuelles ; et
- un axe fournisseur consistant en un développement et une généralisation d'une offre d'analyse de données dédiée par fournisseur. Cette offre permet à chaque fournisseur qui y souscrit de recevoir des informations factuelles sur son positionnement de marché, sur son offre multicanale et sur son taux de conversion digitale par catégorie de produits.

#### **Sélectivité dans l'allocation des capitaux et renforcement de la structure financière**

Rexel est plus sélectif dans l'allocation des capitaux, tant en termes d'investissements opérationnels que financiers. Le Groupe a également renforcé sa structure financière et augmenté sa flexibilité en améliorant son ratio d'endettement.

En ligne avec sa stratégie de concentration accrue sur les géographies et segments de marché offrant les meilleures opportunités de croissance rentable et de création de valeur, Rexel a finalisé en 2018 son programme de cession d'actifs avec les impacts financiers suivants :

- une réduction du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'environ 650 millions d'euros ; et
- une contribution positive d'environ 25 points de base sur la marge d'EBITA ajusté consolidée du Groupe.

La stratégie d'allocation de capital de Rexel consiste à allouer ses capitaux aux géographies et segments qui présentent les plus forts taux de croissance et les plus fortes rentabilités et d'utiliser sa solide génération de cash-flow pour (par ordre de priorité) :

- le financement des investissements opérationnels. Ces investissements sont concentrés à la fois sur les investissements de nature à renforcer la croissance organique et sur ceux destinés à améliorer la productivité, à travers l'accroissement du numérique et l'optimisation du réseau

d'agences, d'une part, et l'automatisation de la logistique et la numérisation du back office, d'autre part. Les deux tiers sont tournés vers le digital et les systèmes d'information ;

- la distribution d'un dividende d'au moins 40 % du résultat net récurrent ;
- la poursuite de la réduction du ratio d'endettement ;
- la réalisation d'opérations de croissance externe avec de stricts critères d'acquisition et une priorité donnée au domaine du digital. Le cas échéant, Rexel n'exclut pas d'avoir recours à une gestion active de son portefeuille pour financer des acquisitions de tailles moyennes.

#### **1.4.4 Recherche et développement, brevets et licences**

En raison de la nature de son métier, le groupe Rexel ne mène pas d'activité en matière de recherche et de développement. Son rôle est de diffuser auprès des clients l'innovation provenant des fournisseurs.

La politique du groupe Rexel en matière de propriété intellectuelle est centrée sur la protection de ses marques (principalement la marque Rexel et des marques propres telles que BizLine, Newlec et Gigamedia) et de ses noms de domaines (principalement **rexel.com**). Cette politique donne lieu à des dépôts ou réservations soit locales, soit sur l'ensemble des pays où le groupe Rexel est présent pour les marques ou noms de domaines ayant vocation à être utilisés plus largement, dans les différentes classes d'enregistrement des produits vendus.

Le groupe Rexel utilise par ailleurs des droits de propriété intellectuelle (en particulier des noms, marques, logos, dessins, modèles ou créations) qui ne sont pas nécessairement déposés, soit en raison de leur utilisation purement ponctuelle pour les besoins, par exemple, d'une opération promotionnelle, soit eu égard à leur caractère difficilement protégeable. Cette seconde catégorie demeure néanmoins marginale. L'utilisation de ces droits ne viole, à la connaissance du groupe Rexel, aucun droit de tiers.

En avril 1998, Rexel Distribution a conclu un accord relatif à la coexistence et à l'usage de la dénomination « Rexel », à travers le monde, avec une société, opérant dans un secteur autre que celui du groupe Rexel, qui avait déjà déposé cette même dénomination. Aux termes de cet accord, chacune des deux sociétés est autorisée à utiliser le nom « Rexel » pour des produits et services qui ne sont pas liés aux activités de l'autre société.

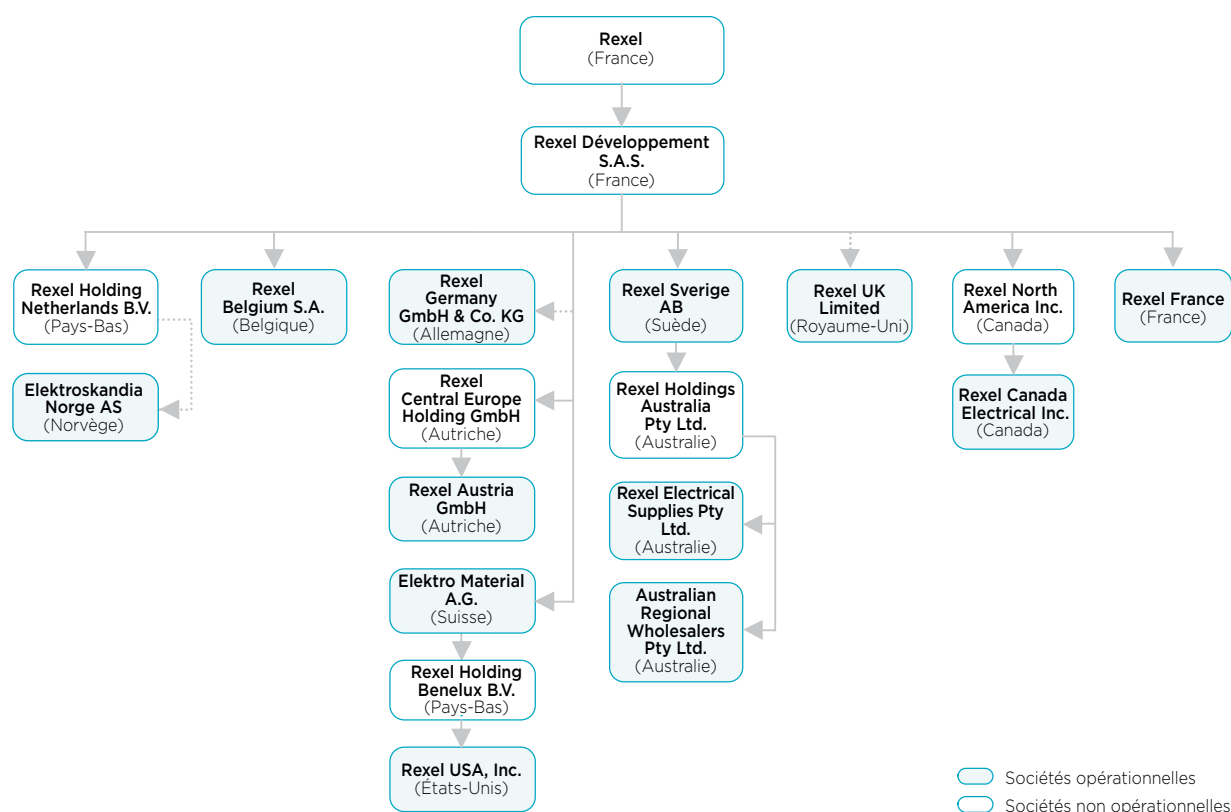
## 1.5 Organisation

### 1.5.1 Organigramme

L'organigramme ci-dessous est un organigramme simplifié du groupe Rexel au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, le groupe Rexel comptait 115 sociétés. La liste des sociétés consolidées par

Rexel au 31 décembre 2018 et leur implantation géographique figurent en note 31 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.



\* Les flèches en pointillés désignent les filiales détenues indirectement. Toutes les sociétés présentées dans l'organigramme simplifié ci-dessus sont détenues à 100 % par le groupe Rexel.

### 1.5.2 Principales filiales au 31 décembre 2018

Le groupe Rexel comprend Rexel et ses filiales.

Rexel est la société mère du groupe Rexel et la tête de l'intégration fiscale française mise en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Rexel définit les orientations et la stratégie du groupe Rexel. Rexel a conclu des contrats de prêts avec Rexel Développement et certaines de ses filiales dans les conditions décrites au paragraphe 3.3 « Opérations avec les apparentés » du présent document de référence.

Rexel Développement est une société holding d'animation. Elle centralise les directions fonctionnelles et opérationnelles du groupe Rexel. Elle rassemble les effectifs des fonctions dédiées à la gestion du groupe Rexel. Elle détient, directement ou indirectement, les sociétés opérationnelles du groupe Rexel.

Rexel Développement a conclu des contrats de prestations de services avec certaines de ses filiales dans les domaines financier, de la trésorerie, juridique, comptable, des ressources humaines, des métiers (achats, logistique) ou des systèmes d'information.

Rexel Développement a conclu des conventions de gestion de trésorerie et/ou des conventions de prêts avec certaines de ses filiales afin d'assurer leur financement.

Les principales filiales directes ou indirectes de Rexel sont décrites ci-dessous. À l'exception des titres de participation des sociétés du groupe Rexel et de certains droits de propriété intellectuelle, notamment détenus par Rexel Développement, ces filiales ne détiennent pas d'actifs économiques stratégiques.

**Rexel Développement SAS** est une société par actions simplifiée de droit français au capital de 2 098 654 090 euros, dont le siège social est situé 13, boulevard du Fort de Vaux, 75017 Paris, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 480 172 840. Rexel détient 100 % du capital et assure la présidence de Rexel Développement SAS. Rexel Développement SAS réalise des prestations de services (direction et gestion, planification stratégique, financement, systèmes informatiques / télécommunications, ressources humaines, juridique) auprès des sociétés du groupe Rexel. Par ailleurs, Rexel Développement SAS détient directement ou indirectement les participations opérationnelles du groupe Rexel

et assure notamment des services de gestion de trésorerie auprès de certaines filiales opérationnelles du groupe Rexel en France et à l'étranger.

#### Europe

**Rexel Austria GmbH** est une société de droit autrichien au capital de 10 000 000 d'euros, dont le siège est situé 1, Murbangasse, 1100 Vienna, Autriche. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Vienne sous le numéro FN 155978f. Elle a pour principale activité la distribution de matériel électrique. Elle est directement détenue à 100 % par Rexel Central Europe Holding GmbH.

**Rexel Germany GmbH & Co. KG (anciennement dénommée Hagemeyer Deutschland GmbH & Co. KG)** est une société en commandite par actions de droit allemand (« *Kommanditeinlage* ») au capital de 13 001 000 d'euros, dont le siège social est situé Landsberger Str. 312, 80687, Munich, Allemagne. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro HRA 48737. Elle a pour principale activité la fourniture et la distribution de matériel électrique ainsi que l'acquisition et la gestion de participations dans d'autres sociétés. Elle est indirectement détenue à 100 % par Rexel Développement.

**Rexel Belgium SA** est une société de droit belge au capital de 30 000 000 d'euros, dont le siège social est situé à Zuiderlaan 91, 1731 Zellik, Belgique. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 0437.237.396. Elle a pour principale activité la fourniture et la distribution de matériel électrique. Elle est détenue à 100 % par Rexel Développement.

**Rexel Sverige AB** est une société de droit suédois au capital de 80 000 000 de couronnes suédoises libéré à hauteur de 46 500 000 de couronnes suédoises, dont le siège social est situé Prästgårdsgränd 4, 125 44 Älvsjö, Stockholm, Suède. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 556062-0220. Elle a pour principale activité la distribution de matériel électrique ainsi que la détention de participations dans des sociétés ayant pour activité la distribution de matériel électrique. Elle est détenue à 100 % par Rexel Développement.

**Elektroskandia Norge AS** est une société de droit norvégien au capital de 82 150 000 couronnes norvégiennes, dont le siège social est situé Fugleåsen 6, N-1405, Langhus, Norvège. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 977 454 700. Elle a pour principale activité la fourniture et la distribution de

matériel électrique. Elle est indirectement détenue à 100 % par Rexel Holding Netherlands B.V.

**Elektro-Material A.G.** est une société par actions (*Aktiengesellschaft*) de droit suisse au capital de 136 350 000 francs suisses, dont le siège social est situé Heinrichstrasse 200, 8005 Zurich, Suisse. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro CH-626.3.005.380-6. Elle a pour principale activité la distribution de matériel électrique, la gestion de participations et la prestation de services. Elle est détenue à 100 % par Rexel Développement.

**Rexel France** est une société par actions simplifiée de droit français au capital de 41 940 672 euros, dont le siège social est situé 13, boulevard du Fort de Vaux, 75017 Paris, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 309 304 616. Elle a pour objet la distribution de tous matériels électriques, électroniques et électroménagers, informatiques et dérivés, et plus généralement la fourniture de tous matériels et produits destinés au bâtiment, à l'industrie, aux collectivités et aux particuliers. Par ailleurs, elle a également pour objet la détention et la gestion de participations dans d'autres sociétés. Elle est détenue à 100 % par Rexel Développement.

**Rexel UK Limited** est une société de droit anglais (*limited company*) au capital de 30 000 000 de livres sterling, dont le siège social est situé Ground Floor, Eagle Court 2 – Hatchford Brook, Hatchford Way – B26 3RZ – Sheldon, Birmingham, Angleterre, Royaume-Uni. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 434724. Elle a pour activité principale la vente de matériel électrique et la détention et la gestion de participations dans d'autres sociétés. Elle est indirectement détenue à 100 % par Rexel Développement.

#### Amérique du Nord

**Rexel USA, Inc.** est une société de droit de l'État du Delaware (*corporation*) au capital de 1 001 dollars américains immatriculée sous le numéro 20-

5021845, dont le siège social est situé 14951 Dallas Pkwy – Dallas, TX 75254, USA. Elle a pour principale activité la distribution de matériel électrique, l'acquisition et la détention de participations dans d'autres sociétés et la prestation de services. Elle est détenue à 100 % par Rexel Holding Benelux B.V.

**Rexel North America Inc.** est une société de droit canadien (*corporation*) au capital de 33 904 500 dollars canadiens immatriculée sous le numéro 381380-1, dont le siège social est situé 505 Locke, suite 200, Saint Laurent, Québec H4T, 1X7, Canada. Elle a pour principal objet l'acquisition et la gestion de participations dans d'autres sociétés et la prestation de services. Elle est détenue à 100 % par Rexel Développement.

**Rexel Canada Electrical Inc.** est une société de droit canadien (*corporation*) au capital de 1 829 744 dollars canadiens immatriculée sous le numéro 428874 2, dont le siège social est situé 5600 Keaton Crescent, L5R 3G3 Mississauga, Canada. Elle a pour activité la distribution de matériel électrique. Elle est détenue à 100 % par Rexel North America Inc.

#### Asie-Pacifique

**Rexel Electrical Supplies Pty Ltd** est une société de droit de l'État de la Nouvelle-Galles du Sud au capital de 39 000 000 dollars australiens, immatriculée sous le numéro ACN 000 437 475 NSW, dont le siège social est situé First Floor – Building B, 12 Julius Avenue – North Ryde, 2113 NSW, Australie. Elle a pour activité la distribution de matériel électrique. Elle est indirectement détenue à 100 % par Rexel Sverige AB.

**Rexel Holdings Australia Pty Ltd** est une société de droit de l'État de la Nouvelle-Galles du Sud au capital de 169 598 471 de dollars australiens, immatriculée sous le numéro ACN 081 022 068 NSW, dont le siège social est situé First Floor – Building B, 12 Julius Avenue – North Ryde, 2113 NSW, Australie. Elle a pour activité principale la détention et la gestion de participations dans d'autres sociétés. Elle est directement détenue à 100 % par Rexel Sverige AB.



Les contributions des filiales ou sous-groupes significatifs au 31 décembre 2018 sont présentées dans le tableau ci-après.

VALEURS EN CONSOLIDATION (SAUF DIVIDENDES) <i>(en millions d'euros)</i>	ACTIF IMMOBILISÉ (Y COMPRIS GOODWILL)	ENDETTEMENT FINANCIER BRUT HORS GROUPE REXEL	TRÉSORERIE AU BILAN	TRÉSORERIE PROVENANT DE L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	DIVIDENDES VERSÉS ET REVENANT À REXEL
Rexel (France)	0,2	1 480,2	0,0	49,3	0,0
Rexel Développement SAS (France)	34,5	(274,8)	413,7	(25,4)	0,0
Rexel France (France)	1 275,3	439,8	14,0	149,5	0,0
Rexel USA, Inc. (USA)	1 203,6	285,3	42,2	(4,1)	0,0
Elektro-Material A.G. (Suisse)	715,8	(0,4)	3,5	47,2	0,0
Rexel North America Inc. (Canada)	525,9	112,1	9,5	32,7	0,0
Rexel UK Limited (Royaume-Uni)	323,8	196,4	12,6	10,0	0,0
Rexel Germany GmbH & Co KG (Allemagne)	166,7	104,6	(0,1)	(26,0)	0,0
Rexel Sverige AB (Suède)	209,4	1,1	0,0	3,5	0,0
Rexel Holdings Australia Pty Ltd (Australie)	140,6	86,6	0,7	2,7	0,0
Elektroskandia Norge AS (Norvège)	145,2	(0,0)	0,5	8,9	0,0
Rexel Austria GmbH (Autriche)	130,5	0,0	1,7	19,7	0,0
Rexel Belgium SA (Belgique)	85,8	7,2	0,4	21,1	0,0
Autres	233,9	152,2	46,1	(4,4)	0,0
<b>Total consolidé</b>	<b>5 191,1</b>	<b>2 590,2</b>	<b>544,9</b>	<b>284,7</b>	<b>0,0</b>

Le groupe Rexel analyse son chiffre d'affaires sur la base de zones géographiques, auxquelles les entités juridiques mentionnées ci-dessus sont rattachées en fonction de leur localisation. Une analyse du chiffre

d'affaires par entité juridique ne serait donc pas pertinente. Le détail du chiffre d'affaires par zone géographique est présenté à la section 5.1 « Rapport d'activité » du présent document de référence.

## 1.6 Propriétés immobilières et équipements

La stratégie immobilière du groupe Rexel consiste à privilégier la location simple comme mode d'occupation prédominant de ses sites commerciaux et logistiques afin de pouvoir bénéficier d'une plus grande flexibilité opérationnelle permettant de s'adapter en permanence aux évolutions du marché. Le groupe Rexel a ainsi procédé depuis une quinzaine d'années à la vente et à la cession bail de la plupart de ses actifs immobiliers.

Au 31 décembre 2018, le parc immobilier du groupe Rexel comprenait essentiellement les sites suivants :

- le siège social de Rexel et Rexel France, situé à Paris (France), en location et d'une surface de 10 200 mètres carrés, ainsi que les sièges administratifs des entités opérationnelles du groupe Rexel, localisés en Europe, en Amérique du Nord et en Asie-Pacifique, essentiellement en location. Le siège social de Rexel et les sièges administratifs des entités opérationnelles regroupent les fonctions de direction et opérationnelles du groupe Rexel ;
- 50 centres logistiques situés en Europe (France, Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande,

Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède), en Amérique du Nord (États-Unis) et en Asie-Pacifique (Australie, Chine et Nouvelle-Zélande). Les centres logistiques sont essentiellement loués et ont une surface moyenne qui varie entre 10 000 mètres carrés, pour ceux situés en Europe (hors France) et 17 000 mètres carrés pour ceux situés en France ; et

- 1 950 agences situées en Europe, en Amérique du Nord et en Asie-Pacifique. Les points de vente sont des immeubles mixtes à usage de vente et d'entreposage situés en zones d'activités artisanales ou industrielles, d'une superficie moyenne de 1 000 mètres carrés environ. Les agences sont essentiellement louées.

Les actifs immobiliers du groupe Rexel ne comprennent aucun élément de valeur significative au regard du groupe Rexel pris dans son ensemble et aucun investissement de la sorte n'est anticipé. Ces actifs ne sont pas grevés de sûretés qui pourraient affecter leur utilisation ou valeur actuelles.

## 1.7 Investissements

### 1.7.1 Investissements réalisés

Le tableau ci-dessous présente le détail des dépenses d'investissement ainsi que des opérations d'acquisitions et de cessions réalisées pour chacun des exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016 :

	2018	2017	2016	Total 2016-2018
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Investissements d'exploitation</b>				
Systèmes d'information / Digital	67,1	62,8	54,0	183,9
Rénovation et ouverture d'agences	33,7	26,3	20,2	80,2
Logistique	15,0	15,1	23,0	53,1
Autres	6,3	8,3	18,6	33,2
<b>Total investissements bruts d'exploitation</b>	<b>122,1</b>	<b>112,5</b>	<b>115,8</b>	<b>350,4</b>
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	(4,3)	1,3	5,0	2,0
Cessions d'immobilisations	(24,0)	(3,5)	(22,1)	(49,6)
<b>Total investissements nets d'exploitation</b>	<b>93,8</b>	<b>110,3</b>	<b>98,7</b>	<b>302,8</b>
<b>Acquisitions &amp; cessions de sociétés</b>				
Acquisitions	2,7	-	94,0	96,7
Cessions	-	(23,1)	(1,6)	(24,7)
<b>Total acquisitions &amp; cessions de sociétés</b>	<b>2,7</b>	<b>(23,1)</b>	<b>92,4</b>	<b>72,0</b>

Les investissements bruts d'exploitation effectués au cours des exercices 2018, 2017 et 2016 ont représenté respectivement 0,9 %, 0,8 % et 0,9 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe Rexel.

Les investissements réalisés au cours de l'exercice 2018 sont décrits au paragraphe 5.1.2.1 « Flux de trésorerie » du présent document de référence et ont été financés par la trésorerie.

### 1.7.2 Principaux investissements en cours de réalisation

De nouvelles solutions de commerce électronique et de développement de la relation avec les clients sont en cours de déploiement en Europe, en Amérique du Nord et dans le Pacifique.

Dans plusieurs pays, un plan d'évolution et d'harmonisation des outils informatiques est également en cours de réalisation.

Aux États-Unis, un plan d'extension et de rénovation du réseau d'agences est en cours sur l'ensemble du territoire.

Les investissements en cours de réalisation sont financés par la trésorerie.

### 1.7.3 Principaux investissements envisagés

À la date du présent document de référence, aucun investissement financier significatif, autre que ceux mentionnés au paragraphe 1.3 « Acquisitions et cessions récentes » du présent document de référence, n'a fait l'objet d'engagement ferme vis-à-vis de tiers.

Les investissements opérationnels du groupe Rexel, ayant principalement trait à ses systèmes d'information, à l'accélération de la digitalisation, à ses moyens logistiques et à son réseau d'agences, représentent généralement entre 100 et 150 millions d'euros, sur une base annuelle.

## 1.8 Réglementation

La distribution professionnelle de matériel électrique est soumise à la réglementation de droit commun en matière de responsabilité du fait des produits et de responsabilité environnementale.

### 1.8.1 Responsabilité du fait des produits

En qualité de distributeur non-fabricant, le groupe Rexel pourrait voir sa responsabilité engagée du fait des produits qu'il distribue.

La responsabilité du groupe Rexel est généralement couverte par les obligations légales des fabricants ou les garanties et couvertures d'assurance obtenues des fabricants et transférées aux clients.

### 1.8.2 Réglementation environnementale

L'activité du Groupe est soumise à des réglementations environnementales telles qu'énumérées au paragraphe 4.2 « Agir avec éthique et intégrité » du présent document de référence. Le groupe Rexel est par ailleurs soumis à des réglementations environnementales locales spécifiques dans les différents pays où il opère.

#### La Directive dite « RoHS »

La Directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 2003, modifiée par la Directive 2011/65/EU du 1<sup>er</sup> juillet 2011, dite Directive « RoHS » (*Restriction of Hazardous Substances*), interdit l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

En tant que distributeur non-fabricant, le groupe Rexel s'efforce de mettre en place les mesures adéquates afin de se conformer à ladite Directive.

#### La Directive dite « DEEE »

La Directive 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012, dite Directive « DEEE » (*Waste Electrical & Electronic Equipment*),

relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, impose la collecte sélective des déchets d'équipements électriques et électroniques, le traitement sélectif de certains composants et la valorisation des déchets par recyclage (valorisation matière et valorisation énergétique). Par ailleurs, la Directive DEEE prévoit l'obligation pour le fabricant d'apposer un étiquetage des appareils par référence à des normes européennes (en particulier, la norme NF EN 50149 répond à cette exigence) ainsi qu'un pictogramme sur chacun des équipements électriques et électroniques ménagers indiquant que ces produits font l'objet d'une collecte sélective. Dans ce cadre, le groupe Rexel propose, pour chaque vente, la récupération d'un produit de même nature en vue de sa collecte par les éco-organismes gérant la filière de recyclage concernée. Le groupe Rexel estime que l'impact de ce dispositif est faible et qu'il respecte cette réglementation dans les pays où elle a été transposée.

#### La réglementation dite « REACH »

Le règlement 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 dit règlement « REACH » (*Registration Evaluation and Authorization of Chemicals*) est relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi qu'aux restrictions applicables à ces substances. La responsabilité pèse sur le fabricant des substances. Le groupe Rexel pourrait éventuellement ne plus recevoir certains produits si un fournisseur était contraint de cesser l'utilisation de certaines substances. En tant que distributeur non-fabricant sur le marché européen d'articles pouvant contenir des substances concernées par cette réglementation, le groupe Rexel a pour obligation de transmettre à ses clients les informations reçues de ses fournisseurs quant aux effets produits par ces substances. Le groupe Rexel prend en considération les obligations du règlement REACH et s'efforce de mettre en place les procédures adéquates afin de s'y conformer.

[Cette page est intentionnellement laissée en blanc]

# 2.

## Facteurs de risque et contrôle interne





# Sommaire



<b>2.1 Facteurs de risque</b>	<b>44</b>
2.1.1 Risques stratégiques	45
2.1.2 Risques opérationnels	48
2.1.3 Risques juridiques et réputationnels	51
2.1.4 Risques financiers	53

<b>2.2 Assurances</b>	<b>58</b>
-----------------------	-----------

<b>2.3 Procédures de contrôle interne et de gestion des risques</b>	<b>58</b>
2.3.1 Dispositif de gestion des risques	58
2.3.2 Dispositif de contrôle interne	60
2.3.3 Pilotage et surveillance du dispositif de contrôle interne	62



*Les investisseurs sont invités à lire attentivement les risques décrits dans le présent chapitre ainsi que l'ensemble des autres informations contenues dans le présent document de référence. Ces risques sont, à la date du présent document de référence, ceux dont Rexel estime que la réalisation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur sa situation financière ou ses résultats. Rexel a procédé à une revue de ses risques et considère qu'il n'existe pas de risques significatifs autres que ceux présentés. L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que d'autres risques peuvent exister, non identifiés à la date du présent document de référence ou dont la réalisation n'est pas considérée, à cette même date, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif.*

## 2.1 Facteurs de risque

*Dans un environnement en constante évolution, Rexel est attaché à protéger les intérêts de ses actionnaires, salariés, clients, fournisseurs, et de toutes les parties prenantes à ses activités, tout en réalisant ses objectifs. Dans ce contexte, Rexel conduit une politique active d'identification et de gestion des risques afin d'être en mesure de répondre efficacement aux menaces internes et externes susceptibles d'avoir un effet défavorable sur sa situation financière, ses résultats ou son image. La démarche de gestion des risques entreprise par Rexel, notamment à travers le Comité des risques, œuvre à l'identification des risques significatifs et à la définition et la mise en œuvre de dispositifs de gestion adaptés pour chacun d'entre eux. Le processus de gestion des risques mis en place au sein du groupe Rexel est décrit à la section 2.3 « Procédures de contrôle interne et de gestion des risques » du présent document de référence.*

*Les risques présentés dans le présent chapitre sont les risques issus de la cartographie des risques réalisée et mise à jour annuellement dans le cadre des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par le groupe Rexel. Il s'agit des risques susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur le groupe Rexel, ses activités, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives. Ce chapitre présente également les principales réponses apportées par le groupe Rexel pour en limiter la probabilité de survenance et/ou l'impact dans le paragraphe intitulé « Gestion du risque » de chaque risque.*

*En parallèle, et pour les besoins de la déclaration de performance extra-financière, Rexel a conduit une analyse plus détaillée que celle effectuée par le Comité des risques des principaux risques liés aux conséquences environnementales, sociales et sociétales de ses activités. Les procédures spécifiques conduites afin d'identifier et d'analyser ces risques sont décrites dans le paragraphe 4.1.3 « Principaux risques extra-financiers » du présent document de référence.*

*Enfin, le plan de vigilance mis en place au sein du groupe Rexel est décrit à la section 4.6 « Plan de vigilance » du présent document de référence.*

## Synthèse des principaux risques auxquels Rexel estime être exposé à la date du présent document :

<b>2.1.1 Risques stratégiques</b>	2.1.1.1	Risques liés à l'environnement économique général
	2.1.1.2	Risques liés à l'environnement concurrentiel
	2.1.1.3	Risques liés à l'avènement du digital
	2.1.1.4	Risques liés aux acquisitions et aux cessions
<b>2.1.2 Risques opérationnels</b>	2.1.2.1	Risques liés aux achats
	2.1.2.2	Risques liés à la politique de prix de vente
	2.1.2.3	Risques liés aux systèmes d'information
	2.1.2.4	Risques liés aux ressources humaines
	2.1.2.5	Risques liés à la structure logistique du groupe Rexel
	2.1.2.6	Risques liés aux opérations dans les pays émergents ou non matures
	2.1.2.7	Risques environnementaux
<b>2.1.3 Risques juridiques et réputationnels</b>	2.1.3.1	Risques liés aux litiges en cours
	2.1.3.2	Risques liés à la non-conformité
	2.1.3.3	Risques liés aux réglementations fiscales
	2.1.3.4	Risques liés à la conformité des produits
	2.1.3.5	Risques liés à la fraude
	2.1.3.6	Risques liés à la réputation du groupe Rexel
<b>2.1.4 Risques financiers</b>	2.1.4.1	Risques liés à l'évolution du prix du cuivre
	2.1.4.2	Risques liés à l'évolution du prix des matières premières (hors cuivre)
	2.1.4.3	Risques liés à l'endettement
	2.1.4.4	Risques liés aux financements bancaires et obligataires (hors cessions de créances commerciales)
	2.1.4.5	Risques liés aux cessions de créances commerciales
	2.1.4.6	Risques liés aux plans de retraite
	2.1.4.7	Risque de taux
	2.1.4.8	Risque de change
	2.1.4.9	Risque de liquidité
	2.1.4.10	Risque de contrepartie
	2.1.4.11	Risque sur actions

### 2.1.1 Risques stratégiques

#### 2.1.1.1 Risques liés à l'environnement économique général

##### Risque

Les marchés finaux du groupe Rexel sont les marchés industriel et de la construction (tertiaire et résidentielle) (voir paragraphe 1.4.1 « Les marchés du groupe Rexel » du présent document de référence). Chacun de ces marchés se divise en investissements (projets) et maintenance, d'une part, construction neuve et rénovation, d'autre part. L'activité du groupe Rexel est sensible à l'évolution des conditions macroéconomiques générales et, plus particulièrement, à celle de l'investissement industriel, de la construction, de la rénovation et de la maintenance des bâtiments résidentiels et tertiaires. Par ailleurs, la demande de produits distribués par le groupe Rexel, leurs prix et la marge réalisée dépendent d'un grand nombre de facteurs, tels que l'inflation, les taux d'intérêt, l'offre de crédit bancaire ou les évolutions de politiques économiques et monétaires.

L'effet de l'évolution des conditions macroéconomiques varie en fonction des marchés

finaux et selon les différentes régions géographiques au sein desquelles le groupe Rexel opère. L'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique ont respectivement représenté 55 %, 36 % et 9 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel en 2018. En outre, le groupe Rexel estime que les marchés industriel, tertiaire et résidentiel ont respectivement représenté 30,1 %, 44,6 % et 25,3 % du chiffre d'affaires 2018. Toutefois, cette répartition diffère selon les régions et les pays (voir paragraphe 1.4.1 « Les marchés du groupe Rexel » du présent document de référence). En particulier, en Amérique du Nord, le marché industriel représente environ 37 % du chiffre d'affaires 2018 réalisé par le groupe Rexel dans cette région tandis qu'en Chine, après cession des activités non-industrielles ce chiffre s'élève à environ 90 % et en France à environ 17 %. Dans chaque région géographique, les activités de construction, de rénovation ou de maintenance connaissent elles-mêmes des évolutions différentes.

Un ralentissement économique d'un ou plusieurs marchés du groupe Rexel, ou de l'ensemble de ses marchés, pourrait avoir un effet défavorable sur sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à mettre en œuvre ses décisions stratégiques. De même, une instabilité politique ou économique



dans un ou plusieurs pays où le groupe Rexel opère pourrait avoir des répercussions défavorables sur les résultats du pays et du groupe Rexel. Les incertitudes telles que le processus de *Brexit* ou les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis pourraient avoir un impact sur la performance de Rexel dans ces marchés.

### Gestion du risque

Étant entendu que le groupe Rexel ne peut pas nécessairement être en mesure de contrôler la survenance de risques externes liés à l'environnement économique général, le Groupe met néanmoins en œuvre un certain nombre d'outils d'évaluation des niveaux de risque et de leurs impacts potentiels sur son activité.

Une veille active, permanente et suivie, visant à mesurer et analyser les données financières et extra-financières disponibles est menée par les directions des pays, des régions et par la direction des relations investisseurs du groupe Rexel. Les résultats de cette veille sont régulièrement communiqués aux dirigeants du Groupe.

Ces données sont prises en compte dans le processus budgétaire et peuvent entraîner des mesures d'adaptation de la stratégie du groupe Rexel au contexte économique et politique.

Concernant les risques liés au *Brexit*, il est difficile, à la date du présent document, d'en prévoir l'impact concret compte tenu de l'incertitude liée au calendrier et aux procédures de sortie. Le groupe Rexel est très attentif aux évolutions de l'environnement économique britannique et met régulièrement à jour différents scénarios impactant les opérations.

#### 2.1.1.2 Risques liés à l'environnement concurrentiel

##### Risque

Le marché professionnel de la distribution de matériel électrique basse tension est caractérisé par une forte intensité concurrentielle, les produits distribués par le groupe Rexel étant généralement disponibles auprès d'autres distributeurs. Au niveau international, le groupe Rexel est en concurrence avec plusieurs grands distributeurs professionnels de matériel électrique tels que Anixter, CED, Graybar, Sonepar et Wesco.

Le groupe Rexel peut être également en concurrence avec des distributeurs indépendants intervenant à un niveau international, national, régional ou local, qui sont ou peuvent se regrouper en centrales d'achat (groupements d'achats tels que Imelco ou Fegime).

En outre, le groupe Rexel peut être concurrencé par :

- les fabricants qui vendent leurs produits directement à certains clients des marchés industriel et tertiaire essentiellement dans le cadre de grands projets ;
- des spécialistes du commerce en ligne, qui distribuent aux professionnels et aux utilisateurs finaux une gamme de matériaux de construction incluant du matériel électrique ;
- tout commerce en ligne réservé aux professionnels et vendant des matériaux de construction, y compris des produits électriques ;
- des distributeurs généralistes du bâtiment qui pourraient continuer à développer leur offre de matériel électrique ou procéder à des acquisitions de sociétés opérant déjà dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique, exerçant ainsi une concurrence accrue pour gagner des parts de marché ; et
- des sociétés de services spécialisées dans la maintenance des bâtiments ou l'efficacité énergétique.

Les actions de ces concurrents pourraient avoir un impact négatif sur la stratégie de conquête de nouveaux clients et de parts de marché déployée par le groupe Rexel.

Par ailleurs, des concurrents régionaux ou de nouveaux entrants peuvent chercher à débaucher des employés du groupe Rexel, notamment à des fonctions commerciales et de direction d'agences, avec un effet défavorable sur l'activité du groupe Rexel.

La pression concurrentielle à laquelle le groupe Rexel doit faire face pourrait donc avoir un effet défavorable sur sa situation financière ou ses résultats.

##### Gestion du risque

Afin de limiter les risques concurrentiels inhérents à son activité, le groupe Rexel s'appuie sur la densité de son réseau d'agences et de vendeurs, l'efficacité de sa fonction logistique ainsi que la qualité des services proposés. En complément de son réseau physique, Rexel développe dans la plupart des pays des fonctionnalités de vente en ligne afin de répondre aux attentes des clients, en particulier en simplifiant les tâches administratives et en leur apportant des conseils techniques.

Une plateforme de commerce électronique est progressivement déployée dans les différents pays afin de soutenir le modèle multicanal du groupe Rexel, alimenté par une stratégie de digitalisation. En

développant des relations *via* plusieurs canaux avec ses clients, le groupe Rexel cherche à augmenter leur fidélité. De nouvelles fonctionnalités sont également régulièrement mises à disposition sur la boutique en ligne afin de mieux répondre à leurs attentes. Par ailleurs, passer par un distributeur professionnel permet aux clients d'avoir accès à une offre de produits plus large, plus complète et plus disponible qu'en s'adressant directement à un fabricant.

Chaque année, le groupe Rexel revoit sa stratégie et procède à des arbitrages compte tenu des opportunités de croissance du marché mais aussi de la présence et des parts de marché détenues par ses concurrents afin d'adapter son réseau d'agences et de filiales.

Enfin, pour limiter la survenance du risque de départ à la concurrence de ses employés clés, les entités du groupe Rexel veillent à ce que leur politique de rémunération soit compétitive et incluent des clauses de non-concurrence dans les contrats de travail quand il s'agit d'une mesure efficace localement.

### 2.1.1.3 Risques liés à l'avènement du digital

#### Risque

L'environnement dans lequel opère Rexel connaît de nombreux changements avec l'avènement du digital, tant d'un point de vue marché que dans le comportement de ses clients ou encore dans l'évolution de l'offre :

- le marché du groupe Rexel est marqué par une diversification des chemins d'accès au client et à l'utilisateur final. L'environnement concurrentiel compte ainsi de nouveaux formats, comme les acteurs en ligne, les *marketplaces* spécialisées et les *Do it Yourself* axés sur l'utilisateur final ;
- le comportement client évolue également, porté entre autres par l'expérience digitale des clients en *B to C*. L'attente d'une offre multicanale, l'importance d'une expérience client simple et la sensibilité au prix, à la qualité et à l'expertise font partie intégrante de cette évolution ; et
- l'offre est portée par la généralisation de produits connectés et par l'émergence de nouveaux services dans l'économie digitale. Par ailleurs, on assiste à une prise en compte de plus en plus prégnante de la valeur de la donnée (clients, produits, transactions) dans un contexte où la valorisation de celle-ci sera prépondérante dans la création de valeur.

Dans ce contexte, le groupe Rexel est confronté à un risque de désintermédiation qui pourrait entraîner un effet défavorable sur sa situation financière et ses résultats.

#### Gestion du risque

Le groupe Rexel entend tirer parti de ces changements pour les transformer en opportunités et continuera d'allouer des ressources et moyens en ce sens.

À court terme, les fondamentaux qui ont été renforcés au cours des dernières années constituent des barrières à l'entrée permettant d'éviter une désintermédiation basée sur la logistique. Rexel s'appuie en effet sur un modèle logistique de bout en bout, sur de solides relations fournisseurs et sur des prestations additionnelles permettant de renforcer la proximité avec le client (formation, conception d'installations électriques, support aux grands projets, financement, etc.).

En outre, Rexel a lancé une transformation de son modèle pour devenir une entreprise de services de référence dans le domaine de l'utilisation des données (décrite au paragraphe 1.4.3 « La stratégie du groupe Rexel » du présent document de référence). À travers cette transformation, Rexel entend pleinement tirer parti des opportunités qu'offre l'avènement du digital, notamment grâce au renforcement d'une logique de service adaptée à chaque client, à l'exploitation avisée des données et à l'accroissement de la sélectivité du capital qui constituent autant de leviers à la disposition de Rexel.

### 2.1.1.4 Risques liés aux acquisitions et cessions

#### Risque

Rexel mène une gestion active de portefeuille (que ce soit en termes d'acquisitions comme de cessions) afin d'assurer la mise en œuvre de sa stratégie, notamment pour répondre à son objectif de réduction du levier financier conformément à ses critères stricts de création de valeur. Concernant sa stratégie d'acquisitions, Rexel poursuit trois objectifs principaux : renforcer sa présence sur les zones géographiques et segments de marché les plus attractifs (les USA étant la priorité), se développer sur des segments adjacents dans des marchés clés et capturer une plus grande part de la chaîne de valeur. Au cours des dernières années, le groupe Rexel a procédé à des acquisitions et prises de participations ciblées lui permettant de développer ses parts de marché, ainsi qu'à des cessions (voir sections 1.2 « Histoire et évolution » et 1.3 « Acquisitions et cessions récentes » du présent document de référence).

Le groupe Rexel pourrait toutefois ne pas être en mesure d'identifier les sociétés appropriées,

de réaliser les opérations dans des conditions satisfaisantes ni de s'assurer du respect des clauses du contrat d'acquisition ou de cession. Par ailleurs, si le groupe Rexel a pour objectif de s'assurer de la bonne intégration des entités et activités acquises, il ne peut garantir que celle-ci se déroulera conformément au calendrier anticipé et les coûts d'intégration pourraient se révéler supérieurs à ceux initialement envisagés. Il pourrait en outre rencontrer des difficultés pour conserver les compétences clés identifiées lors du processus d'acquisition, ou pour réaliser les synergies escomptées dans les délais prévus. Le groupe Rexel pourrait également supporter des charges ou passifs non identifiés au cours des audits et investigations menés durant le processus d'acquisition et les coûts d'intégration pourraient être plus élevés qu'initialement prévu. Enfin, dans certains cas, des actionnaires minoritaires peuvent rester au capital des sociétés dont le groupe Rexel prend le contrôle, notamment afin d'assurer une certaine continuité d'exploitation, ce qui implique une plus grande complexité des processus décisionnels. S'agissant des cessions, certains actifs du groupe pourraient ne pas se révéler assez liquides et le groupe Rexel pourrait ne pas être en mesure de céder ces actifs à des conditions financières satisfaisantes et/ou pourrait se séparer de ces actifs à perte. Des cessions pourraient également dégrader la réputation de Rexel ou ses relations avec ses parties prenantes. Enfin, des éléments de passif anciens pourraient ressurgir après la conclusion de transactions de cessions et faire l'objet pour Rexel d'obligations d'indemnisations en faveur des acheteurs.

Les acquisitions réalisées par le groupe Rexel se traduisent dans ses états financiers consolidés par la reconnaissance de *goodwill*, représentatif des avantages économiques futurs attendus des actifs acquis. Des révisions à la baisse de ces avantages attendus, en raison notamment des évolutions de la situation économique ou dans le cadre d'une revue de portefeuille, peuvent se traduire par des dépréciations du *goodwill*, qui auraient alors un effet défavorable sur la situation financière et les résultats du groupe Rexel. Au 31 décembre 2018, le *goodwill* ainsi reconnu à l'actif du groupe Rexel s'élevait à 3 871,1 millions d'euros et des dépréciations du *goodwill* ont été reconnues au compte de résultat consolidé de l'exercice 2018 à hauteur de 56,3 millions d'euros (voir la note 12.1 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence).

## Gestion du risque

Le groupe Rexel met en œuvre un suivi des acquisitions, conformément à une procédure dédiée, diffusée largement au sein du groupe Rexel et à des pratiques éprouvées. L'opportunité de chaque acquisition et son adéquation avec la stratégie du Groupe sont étudiées par un comité d'investissement, composé de membres de la Direction Générale et des directeurs concernés, qui se réunit à plusieurs reprises au cours du processus d'acquisition afin de procéder à une analyse approfondie de chaque projet en vue d'une réalisation optimale. En outre, durant tout le processus d'acquisition, le groupe Rexel s'entoure de conseils spécialisés et veille à optimiser l'utilisation de ses ressources internes. Toute acquisition ou cession significative est directement soumise à l'approbation du Conseil d'administration de Rexel.

Les cessions sont suivies au moyen d'un processus semblable au processus de suivi des acquisitions, afin de s'assurer qu'elles sont en ligne avec la stratégie du Groupe de gestion active de son portefeuille. Un Comité de Désinvestissements revoit les projets de cessions, à différents stades de leur exécution, ainsi que les conditions financières applicables aux transactions concernées. Des conseils spécialisés viennent apporter leur soutien aux équipes projet de Rexel tout au long du processus de cession.

Concernant la phase post-acquisition, un plan d'intégration détaillé est mis en œuvre et les synergies sont suivies régulièrement.

## 2.1.2 Risques opérationnels

### 2.1.2.1 Risques liés aux achats

#### Risque

Dans le cadre de la rationalisation de ses achats, le groupe Rexel vise à réduire le nombre de ses fournisseurs afin de renforcer ses relations avec un nombre plus limité de fabricants. En 2018, les achats réalisés auprès des 25 premiers fournisseurs représentaient environ 50 % des achats totaux du groupe Rexel et ceux réalisés avec les 200 premiers environ 74 %.

Des entités du groupe Rexel pourraient être dépendantes de certains fournisseurs dans une ou plusieurs régions géographiques. Dans l'éventualité où un ou plusieurs de ces fournisseurs réduiraient leur offre produits ou en cas de défaillance ou de non-conformité de l'un ou plusieurs de ces fournisseurs conduisant à l'interruption des relations commerciales, le groupe Rexel ne peut garantir qu'il sera en mesure de proposer à ses

clients une offre alternative satisfaisante, ceux-ci pouvant recourir à un ou plusieurs concurrents pour s'approvisionner.

La survenance de l'un de ces événements pourrait avoir un effet défavorable sur la situation financière ou les résultats du groupe Rexel.

### Gestion du risque

De manière générale, l'activité de distributeur développée par le groupe Rexel implique la conclusion avec les fournisseurs de contrats à court ou moyen terme dont les conditions sont renégociées périodiquement. L'importance relative du groupe Rexel pour ses principaux fournisseurs permet de limiter les risques liés à la rupture de contrats ou à une modification conséquente de l'offre.

En complément, dans un souci permanent de recherche d'innovation, les entités du groupe Rexel ajustent leur portefeuille de fournisseurs en fonction de la demande. Ainsi, certaines entités peuvent être amenées à identifier de nouveaux fournisseurs pour les catégories clés de leur offre.

#### 2.1.2.2 Risques liés à la politique de prix de vente

##### Risque

La nature des activités de Rexel et la diversité de ses clients impliquent une gestion fine dans la détermination des prix de vente de chacune de ses entités. Par ailleurs, dans un contexte où de nouveaux acteurs digitaux accroissent la transparence sur les prix, le groupe Rexel doit constamment adapter sa politique de prix pour continuer à répondre aux besoins et attentes de ses clients.

### Gestion du risque

Le Groupe construit une approche clients de plus en plus segmentée afin de prendre en compte les comportements omnicanaux, en ligne comme hors ligne, de ses clients. À ce titre, Rexel capitalise sur les initiatives locales les plus innovantes en matière de politique de prix de vente afin de les diffuser et de les promouvoir au sein de toutes les entités du Groupe.

#### 2.1.2.3 Risques liés aux systèmes d'information

##### Risque

Dans un contexte où les cyber-attaques sont de plus en plus fréquentes et sophistiquées, le groupe Rexel doit faire face à un nombre croissant de menaces potentielles internes ou externes susceptibles de

déjouer la sécurité de ses systèmes d'information et de provoquer des interruptions d'activité ou des vols de données notamment.

Compte tenu de l'évolution rapide des systèmes et applications, le groupe Rexel ne peut garantir que ses systèmes d'information fonctionneront de manière à permettre l'exercice de ses activités dans des conditions pérennes. Compte tenu de l'importance des systèmes d'information dans la réalisation des opérations quotidiennes du Groupe, un dysfonctionnement majeur ou un cas de force majeure affectant Rexel ou l'un de ses fournisseurs de services informatiques pourrait avoir un effet défavorable sur l'activité, la situation financière ou les résultats du groupe Rexel. Le groupe Rexel pourrait notamment devoir supporter des dépenses ou subir des perturbations temporaires ou prolongées en matière de personnel, de conduite des opérations et de flux d'information.

### Gestion du risque

Rexel attache la plus haute importance à la protection, à la confidentialité, à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ses systèmes d'information et des données contenues au sein de ces systèmes.

Le groupe Rexel ajuste constamment sa stratégie en adaptant ses services IT pour traiter les risques identifiés. Afin de renforcer sa politique de cybersécurité, le groupe Rexel met en place des environnements informatiques hybrides et réalise des investissements technologiques en continu pour détecter les attaques et réduire les faiblesses de ses systèmes internes ou ouverts.

Des procédures de contrôle interne prévoient une validation périodique des plans de secours informatiques ainsi que des procédures de traitement des incidents. Par ailleurs, des audits réguliers évaluent le respect des règles de conformité liées à la gestion du changement, la planification et l'exécution des projets complexes, et enfin, la gestion et le contrôle des droits d'accès et autorisations. Rexel réalise régulièrement des évaluations du niveau de protection de ses systèmes d'information critiques par des prestataires externes et a défini une organisation, des principes de gouvernance et s'équipe de technologies requises pour accroître sa protection contre les tentatives d'intrusion. Reconnaisant l'émergence de nouvelles méthodes de travail en matière de mobilité, Rexel renforce ses pratiques en gestion et protection des données sur les différents terminaux portables mis à disposition de ses collaborateurs.

Malgré un investissement constant dans les mesures de protection, des risques résiduels peuvent exister.

Le groupe Rexel réévalue son plan de sécurité régulièrement afin de les réduire au maximum.

#### 2.1.2.4 Risques liés aux ressources humaines

##### Risque

Attirer, développer et retenir les talents est une priorité pour le groupe Rexel afin de supporter sa croissance, servir sa stratégie et développer des solutions innovantes. À cet égard, la fidélisation des talents est notamment clé. La stratégie du groupe Rexel pour devenir une entreprise de référence en matière de gestion et développement des ressources humaines sur ses marchés est à la fois interne et externe et s'organise autour de 4 axes : les managers et la conduite du changement, la culture de la performance, la marque employeur et l'efficacité organisationnelle.

Les évolutions locales du marché de l'emploi et un accroissement de la pression concurrentielle en matière de recrutement d'expertise pourraient avoir un impact négatif sur la rentabilité des opérations.

Par ailleurs, les collaborateurs de Rexel sont exposés à des risques liés à la santé et à la sécurité, détaillés au paragraphe 4.3.3 « Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs » du présent document de référence.

Les principaux risques de santé et de sécurité auxquels sont exposés les employés de Rexel sont liés à la circulation routière, aux chutes, à l'utilisation de machines, à la manutention de matériel et de câbles et au travail sur ordinateur.

##### Gestion du risque

En interne, différents programmes ont été lancés visant à renforcer la culture d'entreprise au service de la performance (comme le nouveau programme de gestion continue du développement et de la performance, le programme de développement du top 100, l'identification et le développement des hauts potentiels sur des compétences clés – managériales et métiers). En particulier, le groupe Rexel s'attache à proposer à ses employés une offre de formation riche, que ce soit en présentiel ou à distance grâce à la plateforme de formation en ligne du Groupe (Rexel Academy), afin de développer leurs compétences et fidéliser les talents.

À l'externe, le recrutement de personnes déjà expérimentées permet d'accélérer la montée en compétences du Groupe sur des domaines clés, notamment sur des expertises et des compétences liées à la transformation digitale. Le renforcement continu des équipes de recrutement internes

mais aussi l'utilisation d'outils de sélection et de recrutement innovants ont pour objectif de permettre à Rexel d'être en mesure de renforcer ses équipes selon ses besoins.

En outre, le groupe Rexel s'engage à construire un environnement de travail attractif, en fournissant à ses employés de nombreuses opportunités de formation et reste aussi attaché à assurer à tous ses employés et toutes les personnes intervenant sur ses sites des conditions et un environnement de travail sûrs. Les risques liés à la sécurité ainsi que le dispositif de gestion de ce risque sont détaillés dans la section 4.3 « Impliquer et accompagner les collaborateurs » du présent document de référence.

Au-delà de ses obligations légales, la responsabilité du Groupe se traduit par une attention constante portée à la santé et à la sécurité de ses collaborateurs. Une politique de sécurité responsable, efficace et cohérente est déployée depuis 2015 dans les pays où le Groupe est implanté. Pour renforcer une culture et des pratiques responsables, le Groupe enrichit et complète les procédures et les règles mises en place pour promouvoir un cadre commun à toutes les entités.

#### 2.1.2.5 Risques liés à la structure logistique du groupe Rexel

##### Risque

Compte tenu de l'activité de distribution du groupe Rexel, le bon fonctionnement de ses structures logistiques est crucial pour permettre à Rexel de servir le plus efficacement possible ses clients. Tout dysfonctionnement au sein de la chaîne logistique pourrait entraîner des perturbations temporaires ou prolongées de son activité et empêcher l'approvisionnement de ses agences et la livraison de ses clients.

Par ailleurs, les projets tels que la création de nouveaux centres de distribution destinés à améliorer l'efficacité de la chaîne logistique et à mieux servir les clients peuvent connaître des retards ou des difficultés. La survenance d'un de ces événements pourrait avoir un effet défavorable sur l'image et les résultats financiers du Groupe.

##### Gestion du risque

L'organisation logistique du groupe Rexel, définie à un échelon local et non international, avec des processus homogènes supportés par des systèmes de gestion des stocks communs à plusieurs pays, permet de diminuer les impacts d'un tel risque. Si un dysfonctionnement survient dans un centre de distribution, les perturbations peuvent être limitées



par le recours à un autre centre de distribution ou à des transferts inter-agences.

De plus, différents indicateurs de qualité de service quotidiens et communs à toutes les entités du Groupe ainsi que des données ayant trait à la sécurité des plateformes logistiques et des employés qui y travaillent sont transmis par les entités et suivis en détail par les équipes des pays et du Groupe. Ce suivi régulier vise à identifier au plus vite tout problème et à mettre en place, si nécessaire, d'éventuelles actions correctives.

Enfin, le groupe Rexel a mis en place et pilote des initiatives de partage des bonnes pratiques et des groupes de travail internationaux sur le développement de la démarche *Lean* entre les différents pays dans lesquels il est implanté afin d'harmoniser et améliorer la qualité de service au sein du Groupe.

#### 2.1.2.6 Risques liés aux opérations dans les pays émergents ou non matures

##### Risque

Rexel développe ses activités notamment dans des pays émergents ou non matures où son environnement de contrôle est plus faible du fait notamment de la taille réduite des équipes locales et/ou d'un environnement économique, politique, juridique ou fiscal, potentiellement changeant.

##### Gestion du risque

Des processus continus d'évaluation, d'intégration et de surveillance de ces entités ou activités ont été définis de façon à assurer à terme la mise en place d'un niveau de contrôle adéquat des risques opérationnels. Rexel ne peut garantir qu'aucune déficience n'affectera ces processus, ce qui pourrait avoir un impact sur la situation financière ou les résultats de Rexel.

#### 2.1.2.7 Risques environnementaux

##### Risque

Le groupe Rexel, de par son activité et sa présence internationale, est exposé à des risques environnementaux dans ses opérations et dans sa chaîne de valeur, notamment les risques de non-conformité aux réglementations environnementales, de réponse inadaptée aux défis liés au changement climatique ou de mauvaise gestion des ressources naturelles et des déchets liés à son activité. Ces différents risques sont détaillés dans le chapitre 4 « Responsabilité d'entreprise » du présent document de référence.

##### Gestion du risque

Le groupe Rexel s'attache continuellement à respecter les réglementations environnementales locales. Les dispositifs de prévention et de gestion des risques environnementaux sont décrits à la section 4.4 « Améliorer la performance environnementale » du présent document de référence.

### 2.1.3 Risques juridiques et réputationnels

#### 2.1.3.1 Risques liés aux litiges en cours

##### Risque

Les entités du groupe Rexel peuvent parfois être impliquées dans des procédures contentieuses. Les principales procédures en cours sont détaillées en note 29 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

Le 6 septembre 2018, des perquisitions ont été menées dans les locaux de Rexel dans le cadre d'une information judiciaire menée par un juge d'instruction au Tribunal de Grande Instance de Paris. Cette enquête, menée avec le concours de l'Autorité de la Concurrence, porte principalement sur les mécanismes de formation des prix sur le marché de la distribution de matériel électrique. À ce stade, Rexel n'est pas partie à la procédure et n'a donc pas connaissance de pratiques qui pourraient lui être reprochées. Si un certain nombre d'informations ont été diffusées dans la presse, elles ne permettent pas de déterminer les infractions qui pourraient viser Rexel. Il n'est donc pas possible à ce jour d'évaluer le degré de probabilité d'une éventuelle mise en cause de la responsabilité de Rexel, ni *a fortiori* d'une éventuelle condamnation et donc d'évaluer le risque financier auquel Rexel pourrait potentiellement être exposé.

##### Gestion du risque

Ces litiges ont fait l'objet d'une analyse par la Direction du Groupe, qui a estimé qu'à la date de clôture, ceux-ci n'appelaient pas de dotations aux provisions hormis celles déjà constatées.

Compte tenu de l'état à date des contentieux fiscaux en cours et des discussions avec les autorités fiscales, Rexel estime qu'aucun effet substantiel n'est à anticiper sur sa situation financière ou ses opérations mais ne peut prédire avec certitude le résultat de ces actions ou déterminer les potentiels ajustements fiscaux qui pourraient en résulter.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure

dont Rexel a connaissance qui est en suspens ou dont elle est menacée) susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel ou du groupe Rexel.

Le groupe Rexel ne peut exclure que de nouvelles procédures précontentieuses ou contentieuses voient le jour à raison d'événements ou de faits qui ne seraient pas connus et dont le risque associé ne serait donc pas déterminable ou quantifiable à la date du présent document de référence. De telles procédures pourraient avoir un effet défavorable sur sa situation financière ou ses résultats.

### 2.1.3.2 Risques liés à la non-conformité

#### Risque

Comme toute entreprise, le groupe Rexel est exposé au risque de non-conformité aux lois et règlements, notamment, et de façon non limitative, à ceux relatifs à la prévention et à la lutte contre la corruption, au contrôle des exportations, à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, à la protection des données personnelles et au droit de la concurrence. Cette exposition est accrue dans un contexte où les lois et règlements évoluent constamment.

Rxel ne peut garantir qu'aucun de ses employés ou partenaires ne commettra d'acte volontaire ou involontaire en violation de ces lois et réglementations ou procédures, qui soit susceptible d'impacter sa réputation ou sa situation financière.

#### Gestion du risque

Le groupe Rexel met en œuvre des politiques et procédures internes visant à assurer la conformité de ses opérations avec les lois et réglementations locales et internationales applicables telles que sus-citées. En 2018, le groupe Rexel a continué de déployer les outils de sa politique de conformité tels que des formations spécifiques *via* des modules de formation en ligne et en présentiel, des procédures internes de plus en plus pertinentes, des guides, des codes de conduite et des communications régulières d'information et de sensibilisation sur les sujets de conformité juridique et réglementaire.

Les réglementations évoluant, notamment celles relatives aux sanctions internationales, à la lutte contre la corruption, à la protection des données personnelles (Règlement européen général relatif à la protection des données entré en vigueur en mai 2018), le groupe Rexel s'assure que son programme de conformité est mis à jour et que

les actions adéquates sont effectivement mises en œuvre. En effet, le groupe Rexel enrichit régulièrement son programme de conformité ainsi que les outils de mise en application et de contrôle de l'effectivité de sa politique de conformité.

La gestion des risques liés à la conformité juridique et réglementaire est plus amplement décrite au chapitre 4.2 « Agir avec éthique et intégrité » du présent document de référence.

### 2.1.3.3 Risques liés aux réglementations fiscales

#### Risque

Comme tout groupe international opérant dans de multiples juridictions, le groupe Rexel a structuré ses activités commerciales et financières, notamment au regard d'obligations fiscales diverses, découlant de la loi interne des différents pays d'implantation du Groupe et de traités internationaux entre ces pays.

L'application des règles fiscales par le groupe Rexel à ses opérations, à ses flux intra-groupes ou à ses restructurations, peut nécessiter des appréciations ou interprétations raisonnées. Rexel ne peut pas garantir que ces interprétations ne seront pas remises en cause, avec les conséquences négatives pouvant en résulter sur sa situation financière ou ses résultats.

Par ailleurs, le groupe Rexel peut être amené à reconnaître dans son bilan des actifs d'impôt différé représentatifs d'économies d'impôt futures, à raison des écarts d'évaluation des actifs et passifs entre les règles comptables et les règles fiscales ou au titre des déficits fiscaux reportables de ses entités. La réalisation effective de ces actifs dans les années futures dépend des lois et réglementations fiscales, des conclusions d'éventuels contrôles fiscaux et des résultats futurs attendus des entités en question. Dans la mesure où la capacité d'utilisation de ces actifs serait réduite du fait de l'évolution des réglementations locales, d'éventuels redressements fiscaux ou de résultats inférieurs aux attentes, il pourrait y avoir un effet défavorable sur la situation financière ou les résultats du groupe Rexel. Au 31 décembre 2018, le groupe Rexel disposait d'actifs d'impôt différé liés aux reports déficitaires à hauteur de 233,3 millions d'euros, dépréciés à hauteur de 183,0 millions d'euros (pour plus de précisions sur les impôts différés, voir la note 11.2 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence).

### Gestion du risque

Afin de limiter les risques liés aux règles fiscales en vigueur dans les différents pays où le groupe Rexel est implanté, les Directions juridique et fiscale du groupe Rexel ainsi que des experts du droit fiscal interviennent auprès des directions locales pour les assister dans leurs opérations au regard du droit local ou international.

#### 2.1.3.4 Risques liés à la conformité des produits

##### Risque

Le matériel revendu par le groupe Rexel est soumis aux nombreuses réglementations locales des pays dans lesquels le Groupe opère. Il est soumis à des contrôles et réglementations en matière de qualité et de sécurité résultant de normes nationales et internationales. Il s'agit en particulier des réglementations découlant des Directives de l'Union européenne et des normes adoptées par des organismes internationaux tels que le Comité européen de normalisation électrotechnique et la Commission électrotechnique internationale (voir paragraphe 1.8.1 « Responsabilité du fait des produits » du présent document de référence). Les modifications de ces réglementations ou de leurs modalités d'application pourraient nécessiter une adaptation de l'offre ou entraîner une hausse des coûts de distribution du groupe Rexel.

##### Gestion du risque

Le dispositif de gestion des risques mis en place par le groupe Rexel en matière de réglementation des produits est présenté dans le paragraphe 1.8.1 « Responsabilité du fait des produits » du présent document de référence.

La responsabilité du groupe Rexel est généralement couverte par l'obligation légale du fabricant ou par les garanties et assurances obtenues auprès des fabricants et transférées aux clients.

#### 2.1.3.5 Risques liés à la fraude

##### Risque

Acteur mondial de la distribution, le groupe Rexel est exposé quotidiennement au risque de fraude. Les tentatives de fraude étant de plus en plus sophistiquées et diverses (piratage informatique, ingénierie sociale, hameçonnage, etc.), le groupe Rexel ne peut garantir qu'une ou plusieurs de ses entités ne soient victimes de fraudes pouvant engendrer des conséquences financières importantes.

### Gestion du risque

Depuis de nombreuses années, le groupe Rexel a mis en place un dispositif complet de lutte contre la fraude. En effet, le Groupe effectue régulièrement des actions de sensibilisation et de formation contre la fraude auprès de ses employés, dispose de contrôles comptables et financiers robustes permettant de stopper un maximum de tentatives de fraude et a mis en place des outils de plus en plus performants de sécurisation de ses systèmes d'information (détaillés au paragraphe 2.1.2.3 « Risques liés aux systèmes d'information » du présent document de référence).

#### 2.1.3.6 Risques liés à la réputation du groupe Rexel

2

##### Risque

Compte tenu de sa présence internationale et de sa visibilité, le groupe Rexel est exposé au risque de critiques ou mises en cause de diverses natures pouvant atteindre sa réputation. Les vecteurs de communication comme Internet et les médias sociaux se caractérisent par des réactions en temps réel et une propagation rapide de l'information, et peuvent accélérer l'impact sur la réputation de Rexel, sa gouvernance, sa situation financière ou ses résultats.

##### Gestion du risque

Afin de limiter ce risque et en diminuer l'impact, le groupe Rexel a mis en œuvre des dispositifs de veille et réalise des campagnes d'information et de sensibilisation auprès de ses salariés. L'ensemble des collaborateurs du Groupe a accès à un corpus de règles de communication rigoureuses, comprenant notamment un guide des bonnes pratiques et une charte d'usage des médias sociaux.

#### 2.1.4 Risques financiers

##### 2.1.4.1 Risques liés à l'évolution du prix du cuivre

##### Risque

Dans le cadre de son activité de vente de câbles, qui représente environ 15 % de son chiffre d'affaires, le groupe Rexel est exposé aux variations des prix des câbles. Dans la mesure où le cuivre représente environ 60 % de leur composition, les prix des câbles évoluent en fonction des variations du prix du cuivre. Cette évolution n'est toutefois pas uniquement et directement corrélée aux variations du prix du cuivre dans la mesure où les prix des câbles dépendent

également de la situation et de la politique commerciale des fournisseurs, de l'environnement concurrentiel du groupe Rexel et de l'évolution des taux de change. L'exposition du groupe Rexel aux variations du prix du cuivre est donc indirecte et le groupe Rexel n'est pas en mesure de présenter une analyse pertinente de sensibilité aux variations du prix des câbles à base de cuivre.

Le groupe Rexel estime qu'une baisse du prix des câbles à base de cuivre aurait les conséquences suivantes :

- un impact défavorable récurrent lié à la baisse du chiffre d'affaires dans la mesure où le groupe Rexel répercute sur les prix de vente la majeure partie de la baisse des prix d'achat de ces câbles. L'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur de la part de cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires et la marge ; et
- un impact défavorable non récurrent sur la marge brute correspondant à l'effet de la baisse des prix de vente des câbles à base de cuivre entre le moment où ceux-ci ont été achetés et celui où ils ont été vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks. L'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks. Cet effet concerne essentiellement la marge brute ainsi que, le cas échéant, la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales.

Une hausse du prix des câbles à base de cuivre aurait les effets inverses de ceux décrits ci-dessus.

### Gestion du risque

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, les pays étant dans cette situation représentant plus des deux tiers du chiffre d'affaires consolidé du groupe Rexel (hors activités autres que celle de distribution de matériel électrique). Les procédures internes du groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70 % des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes

de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

En 2018, le groupe Rexel estime que les évolutions des prix des câbles ont contribué à augmenter, d'une manière récurrente, le chiffre d'affaires du groupe Rexel d'environ 0,4 % en données comparables et à nombre de jours constant (tels que ces termes sont définis à la section 5.1 « Rapport d'activité » du présent document de référence). Par ailleurs, l'évolution des prix des câbles au cours de l'année 2018 a entraîné un effet défavorable non récurrent sur l'EBITA estimé à 7,9 millions d'euros.

Par comparaison, en 2017, le groupe Rexel avait estimé que les évolutions des prix des câbles avaient contribué à augmenter, d'une manière récurrente, le chiffre d'affaires du groupe Rexel d'environ 1,4 % en données comparables et à nombre de jours constant (tels que ces termes sont définis à la section 5.1 « Rapport d'activité » du présent document de référence). Par ailleurs, l'évolution des prix des câbles au cours de l'année 2017 avait entraîné un effet favorable non récurrent sur l'EBITA estimé à 14,2 millions d'euros.

Si la survenance de risques externes ne peut être maîtrisée, le groupe Rexel a toutefois mis en place les outils nécessaires à la veille et à l'évaluation du niveau de risque et de ses impacts. Un *reporting* mensuel spécifique a été développé et fait l'objet d'analyses par les équipes centrales. Par ailleurs, le groupe Rexel communique sur des résultats ajustés des effets non récurrents des variations du cuivre.

### 2.1.4.2 Risques liés à l'évolution du prix des matières premières (hors cuivre)

#### Risque

Le groupe Rexel est également exposé aux variations des prix d'autres matières premières entrant dans la composition des produits distribués telles que les métaux (acier, aluminium ou nickel) ou le pétrole et ses dérivés (PVC, polyamide ou polycarbonate). Le pétrole a également un impact sur les coûts de transport des produits distribués par le groupe Rexel. En 2018, ces coûts de transport ont représenté 2,8 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel. L'évolution du prix de certaines matières premières pourrait avoir un effet défavorable sur la situation financière ou les résultats du groupe Rexel.

#### Gestion du risque

Le groupe Rexel suit l'évolution des prix des matières premières au niveau du Groupe. La majorité des

entités du groupe Rexel ont signé des contrats d'externalisation du transport, qui permettent de lisser les impacts de la variation des prix du pétrole.

### 2.1.4.3 Risques liés à l'endettement

#### Risque

Au 31 décembre 2018, l'endettement brut du groupe Rexel s'élevait à 2 590,2 millions d'euros et son endettement net à 2 030,4 millions d'euros. En 2016 et 2017, Rexel a notamment émis des obligations pour un montant total restant dû au 31 décembre 2018 de 1 450,0 millions d'euros.

Sous certaines conditions, Rexel et ses filiales pourraient en outre souscrire ou garantir de nouveaux emprunts. Le niveau d'endettement du groupe Rexel pourrait affecter sa capacité de financement ainsi que le coût financier de celui-ci. Le groupe Rexel pourrait être amené à consacrer une part significative de ses flux de trésorerie au remboursement du principal et des intérêts de sa dette, ce qui pourrait avoir pour conséquence de réduire les fonds disponibles pour financer son activité courante, ses investissements ou sa croissance organique ou externe. Particulièrement, le groupe Rexel pourrait voir sa charge financière augmenter dans le cas d'une augmentation sensible des taux d'intérêt, notamment sur la partie non couverte de sa dette.

Le groupe Rexel pourrait ainsi être désavantagé par rapport à des concurrents qui ne connaîtraient pas une situation d'endettement comparable à celle du groupe Rexel.

Par ailleurs, la capacité du groupe Rexel à honorer ses obligations, notamment le respect des restrictions et obligations contractuelles, contenues dans certains emprunts ou contrats (notamment celles relatives au Contrat de Crédit Senior, aux Obligations 2016 et Obligations 2017 ou aux contrats de cession de créances commerciales, tels que décrits en note 23 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence), à payer les intérêts au titre de ses emprunts ou encore à refinancer ou rembourser ses emprunts selon les modalités qui y sont prévues, dépendra de ses performances opérationnelles futures et pourra être affectée par de nombreux facteurs (conjoncture économique, conditions du marché de la dette, évolutions réglementaires, etc.) dont certains sont indépendants du groupe Rexel.

En cas d'insuffisance de liquidités afin d'assurer le service de sa dette, le groupe Rexel pourrait être contraint de réduire ou de différer des acquisitions ou des investissements, de céder des actifs, de refinancer son endettement ou de rechercher des financements complémentaires, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur son activité ou sa situation financière. Le groupe Rexel pourrait ne pas être en mesure de refinancer son endettement ou d'obtenir des financements complémentaires à des conditions satisfaisantes.

#### Gestion du risque

Les mesures mises en place pour gérer ces risques sont décrites dans les paragraphes 2.1.4.4 « Risques liés aux financements bancaires et obligataires (hors cession de créances commerciales) » et 2.1.4.5 « Risques liés à la cession des créances commerciales » du présent document de référence. En outre, cet endettement expose le groupe Rexel à un risque de taux, qui est décrit dans le paragraphe 2.1.4.7 « Risque de taux » du présent document de référence.

### 2.1.4.4 Risques liés aux financements bancaires et obligataires (hors cession de créances commerciales)

#### Risque

Certains emprunts bancaires et obligataires, notamment le Contrat de Crédit Senior, les Obligations 2016 et les Obligations 2017 (tels que décrits en note 23.1 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence), contiennent des restrictions usuelles qui restreignent la liberté opérationnelle du groupe Rexel. Ces clauses portent en particulier sur sa capacité à consentir des sûretés sur les actifs, à céder certains actifs, à réaliser des acquisitions ainsi que des opérations de fusion ou de restructuration, à contracter ou à consentir des emprunts, à accorder des garanties, à réaliser certains investissements, à établir des entreprises communes, à modifier l'activité du groupe Rexel. Le Contrat de Crédit Senior, les Obligations 2016 et les Obligations 2017 comprennent en outre des clauses aux termes desquelles les créanciers du groupe Rexel pourraient demander le remboursement anticipé total ou partiel des sommes prêtées, notamment en cas de cession de certains actifs ou de changement de contrôle. Ces restrictions pourraient avoir un impact sur sa capacité à s'adapter aux pressions



concurrentielles, au ralentissement de ses marchés ou, plus généralement, aux conditions économiques générales.

Les emprunts du groupe Rexel comprennent différents engagements financiers, décrits en note 23.1 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence. Au 31 décembre 2018, le groupe Rexel respectait l'ensemble des engagements financiers qui lui étaient applicables. Le groupe Rexel doit produire pour chacun de ces engagements financiers un certificat attestant du respect des engagements concernés et du calcul des éléments sur la base desquels le respect de ces engagements est apprécié, notamment du ratio d'endettement *pro forma* (c'est-à-dire le rapport de la dette nette consolidée ajustée sur l'EBITDA consolidé ajusté). Ce certificat fait l'objet d'une attestation délivrée par les Commissaires aux comptes de Rexel.

La capacité de Rexel à respecter ces engagements dépendra de la rentabilité financière et opérationnelle du groupe Rexel et de différents facteurs, dont certains sont indépendants du groupe Rexel. Le non-respect par le groupe Rexel de ses engagements financiers, en particulier des ratios financiers contenus dans le Contrat de Crédit Senior, les Obligations 2016 et les Obligations 2017 pourrait notamment conduire les prêteurs à résilier les contrats conclus avec le groupe Rexel et à demander, conformément à ces contrats, le remboursement anticipé de toute somme due, en principal et en intérêts.

Dans de tels cas, le groupe Rexel pourrait ne pas être en mesure de se refinancer à des conditions équivalentes, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur la situation financière ou les résultats du groupe Rexel.

En tant que société tête de groupe sans activité opérationnelle, Rexel dépend des distributions réalisées par ses filiales. L'impossibilité pour Rexel d'obtenir des fonds suffisants de la part de ses filiales pourrait avoir un impact sur sa capacité à honorer ses obligations au titre de son endettement ou à distribuer des dividendes.

### Gestion du risque

Afin de veiller au respect des ratios financiers et des clauses contractuelles, la Direction du groupe Rexel étudie périodiquement les situations actuelle et prévisionnelle et la mise en place de mesures correctives est proposée au Conseil d'administration

si besoin. Le Comité d'audit et des risques assure un suivi régulier de ces situations.

### 2.1.4.5 Risques liés à la cession des créances commerciales

#### Risque

Certaines sociétés du groupe Rexel sont engagées dans des programmes de cession de créances commerciales. Ces programmes sont soumis aux conditions habituelles applicables à ce type d'opérations financières et imposent certaines obligations en termes de service et de recouvrement des créances cédées dans les conditions décrites en note 23.1.3 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

Au 31 décembre 2018, le groupe Rexel respectait l'ensemble des engagements financiers qui lui étaient applicables dans le cadre de ces programmes de cession de créances commerciales.

Dans l'hypothèse où les sociétés concernées du groupe Rexel ne respecteraient pas leurs obligations, telles que déterminées par les établissements de crédit ou les investisseurs concernés, il pourrait être mis fin à ces programmes. En outre, la qualité des créances cédées a une incidence sur le coût et le montant du financement obtenu, ce qui pourrait affecter la situation financière du groupe Rexel en cas de détérioration de la qualité des créances. Enfin, les créances commerciales du groupe Rexel sont cédées à des entités *ad hoc* qui se financent en émettant des instruments de dette à court terme souscrits par des investisseurs. En cas de survenance d'événements exceptionnels, le groupe Rexel ne peut toutefois garantir que les entités *ad hoc* pourraient continuer à émettre ces instruments ou à le faire dans des conditions équivalentes. Dans ces conditions, le groupe Rexel pourrait être amené à devoir refinancer tout ou partie des programmes affectés par ces événements.

Les programmes de cession de créances constituent un élément important du financement du groupe Rexel. Dans les cas décrits au paragraphe ci-dessus, Rexel ne peut garantir que le groupe Rexel pourrait se refinancer à des conditions équivalentes ou même se refinancer. La mise en place de refinancement dans des conditions moins favorables pourrait avoir un effet défavorable sur la situation financière ou les résultats du groupe Rexel.

### Gestion du risque

Un suivi mensuel des obligations contractuelles à respecter est assuré par le département

Financement-Trésorerie. Pour les programmes paneuropéens, une simulation de sensibilité des différents ratios à l'évolution des prévisions de ventes (conditionnant le niveau de stock de créances) et l'évolution de certaines tranches de la balance âgée est effectuée mensuellement par le département Financement-Trésorerie du groupe Rexel en collaboration avec les directions financières des pays concernés. Pour les autres programmes, moins risqués, une revue mensuelle des ratios est effectuée.

Le traitement comptable des programmes de cession de créances commerciales est détaillé en note 23.1.3 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

#### 2.1.4.6 Risques liés aux plans de retraite

Les risques liés aux plans de retraite ainsi que le dispositif de gestion de ces risques sont détaillés en note 22.7 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

#### 2.1.4.7 Risque de taux

Le risque de taux ainsi que le dispositif de gestion de ce risque sont détaillés en note 24.1 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

La marge applicable au Contrat de Crédit Senior (tel que décrit en note 23.1.1 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence) est déterminée en fonction du Ratio d'Endettement (tel que ce terme est défini dans le Contrat de Crédit Senior), selon le mécanisme détaillé en note 23.1.1 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence. Ainsi, en fonction du niveau du Ratio d'Endettement, la marge applicable au Contrat de Crédit Senior peut varier entre 0,60 % et 2,25 % (soit une amplitude de 165 points de base) et donc entraîner une hausse des frais financiers. Sur la base du Ratio d'Endettement au 31 décembre 2018, elle est de 1,0 %.

#### 2.1.4.8 Risque de change

Le risque de change ainsi que le dispositif de gestion de ce risque sont détaillés en note 24.2 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

#### 2.1.4.9 Risque de liquidité

Le risque de liquidité ainsi que le dispositif de gestion de ce risque sont détaillés en note 24.3 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

L'endettement du groupe Rexel est décrit au paragraphe 5.1.2.2 « Sources de financement » du présent document de référence.

Une revue trimestrielle du niveau de liquidité du Groupe est effectuée lors de la tenue des Comités d'audit et des risques. Des actions correctives sont mises en place si le niveau de liquidité prévisionnel se situe à un niveau inférieur à celui considéré comme adéquat.

#### 2.1.4.10 Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie ainsi que le dispositif de gestion de ce risque sont détaillés en note 24.4 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

#### 2.1.4.11 Risque sur actions

À l'exception des actions Rexel autodétenues, le groupe Rexel ne détient pas, à la date du présent document de référence, de participations dans des sociétés cotées.

Au 31 décembre 2018, Rexel détenait 2 108 720 de ses propres actions, détaillées au paragraphe 3.8.3 « Autocontrôle, autodétention et acquisition par Rexel de ses propres actions » du présent document de référence.

En conséquence, le groupe Rexel considère ne pas être exposé à un risque sur actions de sociétés cotées autre que celui relatif aux actifs de couverture des engagements de retraite et exposé au paragraphe 2.1.4.6 « Risques liés aux plans de retraite » du présent document de référence.

## 2.2 Assurances

La politique d'assurances du groupe Rexel est centrée sur la couverture des risques assurables dont la survenance est de nature à affecter de manière significative ou à mettre en péril ses opérations. Ainsi, le groupe Rexel a mis en place des programmes d'assurance couvrant son activité, les centres logistiques et les agences contre les conséquences (dommages matériels et pertes d'exploitation consécutives) d'événements imprévisibles et difficilement maîtrisables, ainsi que des assurances « responsabilité civile ». Ces programmes couvrent tous les risques propres aux activités ainsi qu'aux implantations du groupe Rexel.

Dans le cadre du processus de gestion des risques exposé ci-dessous, le groupe Rexel déploie une politique de prévention et de protection des sites afin de limiter la probabilité de survenance et l'importance des sinistres potentiels, notamment : procédures et actions de sensibilisation, audit des principaux sites, suivi des recommandations émanant de professionnels de la sécurité.

En outre, le groupe Rexel estime que l'impact des sinistres sur sa situation financière peut être réduit compte tenu de la densité de son réseau d'agences, qui lui permet d'atténuer les conséquences de sinistres subis par un ou plusieurs de ses sites.

Les programmes d'assurance du groupe Rexel, souscrits auprès de compagnies d'assurance de réputation internationale, couvrent notamment les risques suivants :

- dommages matériels touchant les biens du groupe Rexel du fait d'un événement extérieur

fortuit, notamment incendie, explosion, dégât des eaux, foudre, orage, inondation, tempête, risques naturels, ainsi que les pertes d'exploitation consécutives ; et

- responsabilité civile : dommages matériels, corporels et immatériels (financiers) consécutifs à un dommage matériel causés à des tiers par le groupe Rexel dans le cadre de ses activités, pour les risques exploitation et après livraison.

Compte tenu de la présence internationale du groupe Rexel et des législations et obligations applicables, d'autres contrats sont souscrits localement pour tenir compte des spécificités ou contraintes du ou des pays considérés.

Ces polices font régulièrement l'objet d'analyses (expérience du groupe Rexel, échanges avec le marché, pratiques du secteur, conseil des courtiers) afin d'assurer l'adéquation des couvertures avec les risques potentiels. Leurs limites de garantie excèdent largement les montants des sinistres survenus dans le passé.

En outre, la couverture du risque de non-recouvrement des créances clients fait l'objet d'assurances-crédit mises en place localement dans les pays dans lesquels une pratique d'assurance existe et dans lesquels le groupe Rexel peut obtenir des conditions favorables. Les conditions contractuelles de ces assurances sont négociées au niveau du groupe Rexel auprès de compagnies d'assurance-crédit de réputation internationale. Les couvertures sont obtenues sous certaines conditions, client par client.

## 2.3 Procédures de contrôle interne et de gestion des risques

La méthodologie adoptée par le groupe Rexel pour le contrôle interne et la gestion des risques s'appuie sur le référentiel COSO (*Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*) ainsi que sur le cadre de référence proposé par l'Autorité des marchés financiers (AMF), complété de son guide d'application.

### 2.3.1 Dispositif de gestion des risques

Le dispositif de gestion des risques vise à identifier et analyser les principaux risques auxquels pourrait être exposé le groupe Rexel. Les risques dépassant les limites acceptables fixées par Rexel sont traités et font, le cas échéant, l'objet de plans d'action. Ceux-ci peuvent prévoir la mise en place de contrôles, un

transfert des conséquences financières (mécanisme d'assurance ou équivalent) ou une adaptation de l'organisation. Les contrôles à mettre en place relèvent du dispositif de contrôle interne.

La gestion des risques est un levier de management de Rexel qui contribue à :

- créer et préserver la valeur, les actifs et la réputation du groupe Rexel ;
- sécuriser la prise de décision et les processus du groupe Rexel pour réaliser sa stratégie et atteindre ses objectifs ;
- favoriser la cohérence des actions avec les valeurs du groupe Rexel ; et
- mobiliser les collaborateurs du groupe Rexel autour d'une vision commune des principaux risques.

### 2.3.1.1 Organisation du dispositif de gestion des risques

Le dispositif de gestion des risques s'appuie sur le Comité des risques, rattaché au Comité exécutif, qui a pour missions, notamment :

- le pilotage de la mise à jour annuelle de la cartographie des risques du Groupe et une veille permanente d'identification des risques ;
- l'identification des responsables de risque, la détermination des plans d'action correspondants et le suivi de la mise en œuvre de ces derniers ;
- la revue des procédures existantes et l'identification des procédures à mettre en place, ainsi que la mise en place d'un dispositif de maîtrise des risques au sein du Groupe ;
- de s'assurer de la coordination et de la cohérence des dites procédures et desdits plans ; et
- plus spécifiquement, de s'assurer de la mise en place de la politique de gestion des risques.

Le Comité des risques s'est réuni une fois au cours de l'exercice 2018. Il a rendu compte de ses travaux et a formulé ses recommandations une fois au Comité d'audit et des risques et une fois au Comité exécutif au cours de ce même exercice. Afin de renforcer l'orientation opérationnelle du Comité des risques, celui-ci est présidé par le Directeur Général d'une filiale depuis fin 2016.

### 2.3.1.2 Identification et évaluation des risques

Sous la supervision du Comité des risques, le responsable de la cartographie des risques conduit annuellement la mise à jour de la cartographie des risques du groupe Rexel sur la base d'un questionnaire d'identification des principaux risques

envoyé à plus de soixante contributeurs, dont des dirigeants d'entités du Groupe, des directeurs fonctionnels et le Directeur Général, mais aussi sur la base d'entretiens réalisés avec les membres du Comité des risques, les membres du Comité exécutif du groupe Rexel et un panel d'experts fonctionnels.

Le processus d'identification et d'évaluation des risques commence par la mise à jour de l'univers des risques, qui recense et hiérarchise l'ensemble des risques potentiels identifiés pour le groupe Rexel en fonction de leur nature et de leur impact.

Cet univers de risques couvre :

- les risques stratégiques liés à l'environnement dans lequel le Groupe opère ainsi qu'aux transformations en cours au sein du Groupe, notamment concernant ses projets de croissance externe ou encore ses innovations ;
- les risques opérationnels résultant de l'inadéquation ou de l'inefficience des processus, de l'organisation et des systèmes, ou bien d'événements externes impactant les opérations ;
- les risques juridiques, réputationnels et de non-conformité relatifs aux obligations de l'organisation par rapport aux réglementations auxquelles elle est assujettie localement ou globalement, mais aussi au regard des directives et procédures internes (y compris le programme de conformité), le Guide d'éthique, les contrats, ou encore les standards de l'industrie et les bonnes pratiques ; et
- les risques financiers résultant de l'activité du groupe Rexel.

Une fois l'univers de risques mis à jour, le responsable de la cartographie des risques demande à un panel représentatif du management de Rexel de classer les risques par ordre d'importance pour le Groupe, afin d'identifier les risques qui seront étudiés plus précisément par le Comité des risques. Cette classification est établie sur la base d'un questionnaire envoyé à plus de soixante contributeurs et d'entretiens avec une vingtaine de ces participants.

Sur la base de cette identification, le Comité des risques procède à l'évaluation des principaux risques du Groupe selon trois critères : leur impact potentiel sur le Groupe (financier, juridique, réputationnel, humain, environnemental), leur probabilité d'occurrence et le niveau actuel de maîtrise de ces risques au sein du Groupe. Cette évaluation permet au Comité des risques de construire une cartographie des risques servant à prioriser les actions de maîtrise des risques à mettre en œuvre. Utilisée à la fois comme outil d'identification et de

suivi, cette cartographie permet également de partager la vision des risques au sein du groupe Rexel et de mettre à jour les facteurs de risque présentés à la section 2.1 « Facteurs de risque » du présent document de référence. Le Comité des risques revoit annuellement la cohérence entre la cartographie des risques et la section présentant les facteurs de risque.

### 2.3.1.3 Suivi et maîtrise des risques

Les travaux de mise à jour de la cartographie des risques au sein du groupe Rexel réalisés en 2018 sous la supervision du Comité des risques ont permis de mettre à jour la liste des risques prioritaires nécessitant des plans d'action, mais aussi d'identifier les risques suffisamment maîtrisés mais dont les dispositifs de contrôle devaient être audités.

Pour les risques prioritaires, la démarche adoptée par le groupe Rexel consiste à proposer un responsable pour chaque risque prioritaire, qui est nommé par le Comité exécutif. Ce responsable est chargé d'analyser précisément le risque, ses impacts potentiels, les indicateurs et les actions mises en place pour le maîtriser, ainsi que, le cas échéant, de définir les plans d'action visant à ramener le risque à un niveau acceptable. Pour ce faire, il peut mettre en place un groupe de travail constitué de contributeurs experts du sujet afin de l'assister dans l'analyse du risque et l'élaboration des plans d'action. Ces plans d'action sont présentés au Comité exécutif pour revue. Le Comité des risques s'assure ensuite du suivi de la mise en œuvre des plans d'action en s'appuyant sur le responsable désigné pour chaque risque.

Par ailleurs, les dispositifs en place de contrôles des risques jugés par le Comité des risques comme les mieux maîtrisés sont intégrés au programme d'audit du département d'Audit Interne du Groupe afin de vérifier leur application et leur efficacité.

Certains risques n'entrent pas directement dans le champ d'application des travaux du Comité des risques. Ainsi, les risques liés à la gouvernance et certains risques transversaux font l'objet d'un suivi par le Comité exécutif du groupe Rexel aidé par des groupes de travail idoines qui fournissent une analyse détaillée de chaque risque et définissent des mesures afin de maîtriser ces risques. Les risques liés aux marchés financiers et les risques de non-conformité sont principalement suivis par les directions fonctionnelles du groupe Rexel. Elles définissent des plans d'action devant être déployés dans les entités et s'appuient pour cela sur des procédures qu'elles établissent. Le dispositif de contrôle interne et les

plans d'action définis par les entités permettent de gérer les risques opérationnels. Les équipes de contrôle interne sont chargées d'assurer le suivi de l'état d'avancement de ces plans d'action.

De la sorte, la politique de gestion des risques mise en place au sein du groupe Rexel permet d'assurer un niveau de risque acceptable compte tenu de l'activité et de la structure de celui-ci.

Bien que les procédures mises en œuvre en matière d'identification, d'évaluation et de gestion des risques soient considérées comme satisfaisantes par le groupe Rexel, des travaux d'évaluation sont régulièrement conduits afin d'identifier les domaines dans lesquels des améliorations apparaissent nécessaires ou souhaitables. Une fois ces domaines identifiés, des actions d'amélioration sont mises en place.

### 2.3.1.4 Présentation des risques et de leur suivi aux instances dirigeantes

Le Comité des risques présente régulièrement le résultat de ses travaux au Comité exécutif. Il rend compte ainsi des travaux annuels de mise à jour de la cartographie des risques du Groupe mais aussi de l'avancée des plans d'action mis en œuvre afin d'améliorer le niveau de maîtrise du Groupe de ses principaux risques. Les responsables de plans d'action peuvent également venir présenter le fruit de leurs travaux directement au Comité exécutif.

Les résultats des travaux du Comité des risques sont également présentés au Comité d'audit et des risques du Groupe lors d'une réunion spécifique : chaque année, la cartographie des risques validée par le Comité exécutif lui est présentée, ainsi qu'un point d'avancement quant aux dispositifs de contrôle en cours de mise en place afin de maîtriser les principaux risques identifiés.

## 2.3.2 Dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne, décrit ci-après, constitue un socle commun, qui doit être mis en œuvre par la direction de chacune des entités. Le groupe Rexel appréhende celui-ci comme un processus continu qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus de travail internes, notamment ceux concourant à la sécurité de ses salariés et à la sauvegarde des actifs ; et
- la fiabilité des informations financières.



Ainsi, le contrôle interne contribue à la maîtrise des risques, à la prévention et au suivi de la fraude, à l'efficacité des opérations et à l'utilisation efficiente des ressources du groupe Rexel. Cependant, aussi bien conçu et aussi bien appliqué soit-il, ce dispositif ne peut fournir une garantie absolue quant à la réalisation des objectifs et de la stratégie du groupe Rexel.

Chaque entité du groupe Rexel a la responsabilité de mettre en œuvre et de compléter ce dispositif de contrôle interne par d'éventuelles procédures locales si nécessaire. Ce dispositif s'applique à l'ensemble des entités consolidées.

### 2.3.2.1 L'environnement de contrôle

L'environnement de contrôle est considéré comme la clé de voûte du dispositif de contrôle interne. Cela se manifeste par l'importance des principes de responsabilité et de responsabilisation dans la définition des rôles de chacun. En effet, le groupe Rexel et son réseau d'agences forment une structure décentralisée qui repose sur la responsabilisation de l'ensemble de la chaîne hiérarchique.

La pierre angulaire de l'environnement de contrôle de Rexel est le Manuel des directives du contrôle interne. Ce Manuel présente, pour chacun des principaux processus, les risques, les objectifs de contrôle et les contrôles associés. Sa version 2018 a été largement diffusée, y compris au management de chaque entité. Il comprend, pour une entité opérationnelle, environ 680 contrôles, dont environ 150 contrôles critiques, qui se répartissent parmi les processus suivants :

- processus stratégiques : gouvernance, communication, développement, développement durable ;
- processus opérationnels : ventes, achats et logistique ; et
- processus de support : systèmes d'information, ressources humaines, information financière et comptable, trésorerie, fiscalité, affaires juridiques, conformité, immobilier et assurances.

S'appuyant sur le dispositif de gestion des risques décrit au paragraphe 2.3.1 « Dispositif de gestion des risques » du présent document de référence, le groupe Rexel a revu en 2018 ce Manuel afin de s'assurer de la cohérence avec la cartographie des risques et du ciblage des risques significatifs. Il est complété par des procédures établies par les directions fonctionnelles pour une mise en œuvre opérationnelle au sein des entités du groupe Rexel.

Par ailleurs, l'environnement de contrôle est favorisé par l'implication des dirigeants dans la promotion de la démarche éthique du Groupe, qui s'appuie depuis 2007 sur un Guide d'éthique, disponible dans les langues locales des pays dans lesquels le Groupe est implanté. En 2013, le Guide d'éthique a été révisé afin de décliner les valeurs promues à travers la stratégie du Groupe, puis en 2017 à nouveau afin de refléter les exigences légales et réglementaires applicables et d'inclure une nouvelle procédure d'alerte. Le Guide d'éthique mis à jour ainsi que le Code de conduite anticorruption ont été publiés sur une page internet publique dédiée (<http://ethique.rexel.com/>) et diffusés à tous les employés du groupe Rexel en 2018.

En outre, le Conseil d'administration a adopté le 22 mai 2014, puis mis à jour le 10 février 2017, sa Charte de déontologie boursière (la « Charte ») initialement adoptée en 2007, afin de se conformer au Règlement général de l'AMF. Cette Charte a pour objet de rappeler la réglementation applicable ainsi que les risques liés à la détention, à la divulgation ou à l'exploitation éventuelle d'une information privilégiée (étant précisé qu'une information privilégiée est « une information à caractère précis qui n'a pas été rendue publique, qui concerne, directement ou indirectement Rexel ou le groupe Rexel, ou un ou plusieurs titres Rexel, et qui, si elle était rendue publique, serait susceptible d'influencer de façon sensible le cours des titres Rexel »). La Charte précise notamment les conditions et les modalités d'établissement de liste d'initiés en présence d'une information privilégiée. En application des recommandations de l'AMF relatives à la réglementation « Abus de Marché » (règlement européen n°596/2014 du 16 avril 2014), la Charte a été complétée par une procédure interne relative à la qualification et à la gestion de l'information privilégiée (la « Procédure »). La Procédure instaure un comité interne *ad hoc*, chargé de déterminer si l'information qui lui est soumise doit être qualifiée de privilégiée, et met en place un processus interne de traitement de l'information privilégiée. La Procédure a été présentée au Conseil d'administration du 26 octobre 2017, après examen par le Comité d'audit et des risques qui s'est tenu le même jour.

Enfin, pour le processus de *reporting* de gestion et de préparation des états financiers, la Direction administrative et financière du groupe Rexel a défini un ensemble de procédures, outils et référentiels qui lui donnent les moyens de s'assurer de la qualité et de la cohérence des informations transmises. Ce référentiel est présenté au paragraphe 2.3.2.2 « Procédures de contrôle interne relatives à

l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière » du présent document de référence.

### 2.3.2.2 Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

#### La planification, le pilotage et le processus de reporting

Les processus de planification, de pilotage et de reporting sont organisés par entités, qui peuvent être des pays, des holdings ou des entités commerciales non liées à la distribution de matériel électrique. Les pays sont regroupés par régions géographiques. Les entités et les régions disposent chacune de leurs propres directions managériales, opérationnelles et financières.

Chaque année, un plan stratégique à trois ans, dont la première année constitue le budget, est établi au niveau des entités, validé par les Directions opérationnelles des entités et des régions concernées et revu de manière contradictoire par la Direction générale, la Direction du contrôle financier et les Directions des régions. Il est ensuite consolidé au niveau du groupe Rexel et soumis pour approbation au Conseil d'administration de Rexel. Ce processus permet de responsabiliser l'ensemble de l'organisation autour des objectifs du groupe Rexel et s'applique à l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation du groupe Rexel.

Les revues d'activité périodiques, qui réunissent la Direction générale, la Direction du contrôle financier et les Directions des régions, permettent d'appréhender l'évolution économique et financière des activités, d'évaluer les décisions opérationnelles à mettre en œuvre, d'analyser les écarts sur résultat entre les objectifs et les réalisations, de piloter la structure financière et de suivre la mise en place des plans d'action. La Direction générale s'appuie pour cela sur le reporting mensuel, les commentaires sur les évolutions constatées et les indicateurs de mesure de la performance opérationnelle et financière. Au niveau des entités, des régions et du groupe Rexel, des équipes de contrôleurs financiers sont responsables du suivi de la réalisation des objectifs et de l'analyse des informations comptables et financières.

Deux fois par an, des situations prévisionnelles de l'année en cours sont établies et comparées aux objectifs budgétaires afin de mettre en place les actions correctives requises. Ces situations prévisionnelles intègrent les éléments habituels de pilotage de l'activité du groupe Rexel et de

sa structure financière, y compris les prévisions quant aux ratios clés définis dans les contrats de financement (*covenants*).

Un document de synthèse de la performance financière est communiqué mensuellement aux membres du Conseil d'administration.

Les états financiers annuels, semestriels et trimestriels sont présentés au Comité d'audit et des risques et arrêtés par le Conseil d'administration.

#### Le référentiel commun et les procédures d'arrêtés des comptes

Les états financiers du groupe Rexel sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et élaborés sur la base des informations communiquées par les Directions financières des entités. Celles-ci sont responsables de la conformité de ces informations avec le référentiel du groupe Rexel (principes comptables et plan de comptes, repris dans un Manuel de reporting) et du respect des instructions détaillées transmises par la Direction administrative et financière.

Les données sont transmises par les Directions financières des entités selon un format imposé au moyen d'un outil de consolidation unique qui sert à l'élaboration du reporting mensuel et de l'information financière externe et ce pour l'ensemble des phases de consolidation : réalisé mensuel, budget, prévisions et plan stratégique. Cette unicité garantit la cohérence entre les différentes données utilisées pour le pilotage interne et la communication externe.

La Direction administrative et financière du groupe Rexel s'assure de la cohérence des remontées d'information des entités avant agrégation des résultats et écritures de consolidation. Elle prépare des analyses détaillées et documentées de ces informations, expliquant notamment les modifications de périmètre, les effets de change et les opérations non récurrentes.

Comme mentionné au paragraphe 2.3.2.1 « L'environnement de contrôle » du présent document de référence, le contrôle interne comptable et financier est intégré au dispositif général de contrôle interne.

### 2.3.3 Pilotage et surveillance du dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne repose sur l'autoévaluation des contrôles du Manuel des directives du contrôle interne par les entités, la revue par l'audit interne et/ou l'audit externe, et les directions fonctionnelles du siège qui assistent

les entités dans la mise en œuvre de ces contrôles. Le dispositif fait l'objet d'un pilotage et d'une surveillance par le Comité d'audit et des risques de Rexel.

### 2.3.3.1 Les directions fonctionnelles du siège

Le rôle des directions fonctionnelles sur les actions mises en œuvre pour gérer les risques est intégré au dispositif de contrôle interne et de gestion des risques. Elles s'appuient sur les réponses au questionnaire d'autoévaluation (présenté au paragraphe 2.3.3.2 « Le contrôle interne » du présent document de référence) et les rapports d'audit réalisés par l'audit interne pour identifier les besoins d'actions transverses au groupe Rexel. Chaque direction fonctionnelle apporte son concours aux entités du Groupe pour la mise en place des plans d'action visant à réduire les risques identifiés sur les sujets relevant de leurs compétences

### 2.3.3.2 Le contrôle interne

Le groupe Rexel s'est engagé dans une démarche d'amélioration permanente de son dispositif de contrôle interne. Pour cela, le Responsable du contrôle interne coordonne sur une base annuelle un exercice d'autoévaluation de la conformité des règles de fonctionnement au Manuel des directives du contrôle interne (présenté au paragraphe 2.3.2.1 « L'environnement de contrôle » du présent document de référence), à travers un questionnaire adressé aux Directions des entités. Les résultats sont partagés avec le Comité exécutif, les Directions opérationnelles des entités, les directions fonctionnelles du siège et le Comité d'audit et des risques qui en fait part au Conseil d'administration.

La dernière autoévaluation a été réalisée en 2018, et couvre l'ensemble des processus du référentiel du groupe Rexel (voir paragraphe 2.3.2.1 « L'environnement de contrôle » du présent document de référence).

Des plans d'action associés à ces autoévaluations sont définis et mis en œuvre sous la responsabilité des Directions des entités. Ils visent à amener chaque entité au niveau de maîtrise de ses processus préconisé par le groupe Rexel et ainsi à maîtriser les risques.

Ces autoévaluations permettent également d'identifier des axes de progrès de portée plus générale et qui font l'objet de plans d'action d'amélioration du contrôle interne au niveau des directions fonctionnelles du siège. Ces plans incluent notamment la définition et la diffusion de bonnes pratiques et l'assistance aux directions locales.

Certaines entités ont une moindre maturité dans leur dispositif de contrôle interne, en particulier des entités entrées récemment au sein du groupe Rexel à la suite d'opérations de croissance externe. Le plan d'amélioration continue du contrôle interne a pour but d'amener ces entités à un niveau approprié.

L'approche par autoévaluation n'étant pas, par nature, à même de garantir que le dispositif de contrôle interne est appliqué de manière effective, le groupe Rexel complète celle-ci par la réalisation d'audits internes lors desquels sont testés certains contrôles clés objets de l'autoévaluation par les entités. Les auditeurs externes revoient également régulièrement les dispositifs de contrôle interne au sein du groupe Rexel et communiquent les résultats de ces revues aux organes de direction et d'administration du groupe Rexel.

### 2.3.3.3 L'audit interne

La Direction de l'audit interne est chargée par la Direction générale de s'assurer du respect des règles du groupe Rexel dans les entités et plus généralement d'évaluer les risques, notamment opérationnels, financiers ou relatifs à la sûreté des personnes dans les domaines couverts par ses audits.

La mission, le périmètre et les responsabilités de l'audit interne ont été définis dans une Charte de l'audit interne, dont la mise à jour a été formellement approuvée par le Comité d'audit en février 2011.

À fin 2018, l'audit interne comptait 25 personnes dont 7 au siège et 18 dans les principales filiales du groupe Rexel (en Australie, en Autriche, en Allemagne, au Canada, en France, aux États-Unis et au Royaume-Uni), chacune des principales régions disposant ainsi *a minima* d'un auditeur.

Sur la base d'un plan approuvé par le Comité d'audit et des risques en février 2018, les équipes d'audit interne ont réalisé sur l'exercice 2018 environ 40 audits de processus comptables, financiers ou opérationnels. Près de 580 audits du réseau d'agences et de centres logistiques ont également été réalisés ou supervisés par cette équipe sur cette même période.

À la suite de chaque mission et sur la base de recommandations proposées par les auditeurs, des plans d'action sont préparés par les entités concernées pour corriger les faiblesses mises en évidence dans le rapport d'audit. La Direction de l'audit interne a mis en place un processus de suivi de la mise en œuvre des plans d'action afin de s'assurer que les faiblesses identifiées ont été corrigées.

En outre, ces missions permettent de vérifier les résultats des autoévaluations réalisées par les entités, une moitié environ des contrôles sujets à autoévaluation étant revus dans le cadre d'une mission d'audit standard de l'ensemble des processus comptables, financiers et opérationnels.

Enfin, chaque trimestre, le Directeur de l'audit interne présente au Comité d'audit et des risques de Rexel une synthèse de l'activité des équipes et des principales conclusions des missions réalisées, ainsi qu'un suivi de l'avancement des plans d'action correspondants.

#### 2.3.3.4 L'audit externe

Les auditeurs externes participent au processus de surveillance du dispositif de contrôle interne. En plus des revues effectuées dans le cadre du processus de certification des comptes, ils vérifient chaque année la fiabilité des résultats de la campagne d'autoévaluation sur une partie du référentiel, différente d'année en année. Bien que le périmètre de cette revue soit limité, cette vérification qui concerne l'ensemble des entités du groupe Rexel, associée à celles plus complètes réalisées par les équipes d'audit interne sur un nombre d'entités plus restreint, permet au groupe Rexel de renforcer la fiabilité des autoévaluations et d'harmoniser les pratiques.

#### 2.3.3.5 Implication des instances dirigeantes

L'animation du dispositif de contrôle interne nécessite la mobilisation des expertises idoines (afin qu'elles concourent à la maîtrise des risques par la conception des contrôles adéquats) et une communication adaptée destinée à permettre un meilleur partage des objectifs du groupe Rexel. Cette communication permet à la Direction générale du groupe Rexel de faire partager aux équipes de direction locales non seulement la démarche et les objectifs de maîtrise des risques, mais également

les informations nécessaires pour leur permettre d'aligner leurs décisions et leurs processus sur les objectifs définis.

Dans ce cadre, la communication aux organes de direction du Groupe se fait de manière régulière lors des réunions du Comité d'audit et des risques ou du Comité des risques. Chaque réunion trimestrielle du Comité d'audit et des risques permet de faire la synthèse des activités de contrôle et d'audit internes menées au cours du trimestre précédent. Le Comité d'audit et des risques formule ensuite ses recommandations ou propositions au Conseil d'administration. Les réunions du Comité exécutif ou celles organisées régulièrement au sein des différentes fonctions du groupe Rexel sont autant d'autres occasions de mobiliser les principaux responsables du siège et des filiales autour de l'importance de la conformité des activités du groupe Rexel avec les standards qu'il a établis.

Au niveau des filiales, le contrôle interne fait l'objet d'échanges réguliers tout au long de l'année, notamment à l'occasion des autoévaluations réalisées annuellement (voir paragraphe 2.3.3.2 « Le contrôle interne » du présent document de référence) et du suivi de l'avancement des plans d'action. Depuis 2012, une réunion formelle (comité d'audit zone) est organisée au moins une fois par an avec le Directeur général de chaque région, son Directeur Financier et le Directeur Général et la Direction financière du Groupe, afin d'assurer le suivi des différents sujets relatifs au contrôle interne au sein de cette région.

Enfin, le groupe Rexel développe à travers son Intranet un système de partage de connaissances qui s'articule, pour le contrôle interne, autour du Manuel des directives et des procédures qui le complètent. Différentes communautés spécifiques à chaque fonction assurent en outre la diffusion des instructions, procédures et bonnes pratiques qui leur sont propres.

[Cette page est intentionnellement laissée en blanc]



A nighttime photograph of a cityscape. In the foreground, a bridge with ornate railings and streetlights spans a body of water. The background features several tall, modern buildings with lit windows, and a few construction cranes are visible against the dark sky. The overall scene is illuminated by the warm glow of the city lights and the cool blue of the twilight sky.

# 3.

## Gouvernement d'entreprise





# Sommaire



<b>3.1</b>	<b>Organes d'administration et de direction</b>	<b>70</b>
3.1.1	Conseil d'administration	70
3.1.2	Comités du Conseil d'administration	97
3.1.3	Direction Générale	102
3.1.4	Comité exécutif	102
3.1.5	Déclarations concernant le Conseil d'administration	103
3.1.6	Conflit d'intérêts	103
3.1.7	Contrats de service entre les administrateurs et Rexel ou l'une de ses filiales	103

<b>3.2</b>	<b>Rémunération des mandataires sociaux</b>	<b>103</b>
3.2.1	Rémunération des mandataires sociaux non dirigeants (administrateurs)	103
3.2.2	Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du Code de commerce)	105
3.2.3	Rémunérations individuelles des dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2018	115
3.2.4	Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature soumis à l'approbation des actionnaires (article L.225-100 du Code de commerce)	124

**3.3 Opérations avec les apparentés 127**

3.3.1 Principales opérations avec les apparentés	127
3.3.2 Conventions entre les dirigeants ou les actionnaires de Rexel et les filiales de Rexel	128
3.3.3 Rapports spéciaux des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	128

**3.4 Charte de déontologie boursière 131****3.5 Application du code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef - paragraphe 27.1 131****3.6 Actes constitutifs et statuts 132**

3.6.1 Objet social (article 3 des statuts)	132
3.6.2 Organes de direction et d'administration (articles 14 à 23 des statuts)	132
3.6.3 Droits et obligations attachés aux actions (articles 8, 9, 11, 12 et 13 des statuts)	137
3.6.4 Modification des droits des actionnaires	138
3.6.5 Assemblées générales (articles 25 à 33 des statuts)	138
3.6.6 Clauses susceptibles d'avoir une incidence sur la survenance d'un changement de contrôle	140
3.6.7 Identification des actionnaires et franchissements de seuils (articles 10 et 11 des statuts)	140
3.6.8 Stipulations particulières régissant les modifications du capital social (article 7 des statuts)	141

**3.7 Actionnariat 142**

3.7.1 Principaux actionnaires	142
3.7.2 Capital social et droits de vote	142
3.7.3 Droits de vote des actionnaires	154
3.7.4 Structure de contrôle	155
3.7.5 Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle	155

**3.8 Capital social 155**

3.8.1 Capital social souscrit et capital social autorisé mais non émis	155
3.8.2 Titres non représentatifs de capital	159
3.8.3 Autocontrôle, autodétention et acquisition par Rexel de ses propres actions	159
3.8.4 Autres titres donnant accès au capital	162
3.8.5 Évolution du capital social	162
3.8.6 Nantissements, garanties et sûretés	164

**3.9 Autres éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique 164**

3.9.1 Mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionnariat du personnel	164
3.9.2 Accords conclus par Rexel devant être modifiés ou prenant fin en cas de changement de contrôle	165



### Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Le présent chapitre 3 constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L.225-37 du Code de commerce.

Ce rapport a été établi par le Conseil d'administration en collaboration avec la Direction Générale, le Secrétariat Général incluant la Direction Juridique, la Direction du Développement Durable et la Direction de la Communication Corporate, ainsi que la Direction des Ressources Humaines du groupe Rexel.

Rexel se réfère aux principes de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées énoncés dans

le code de gouvernement d'entreprise (le Code Afep-Medef) établi par l'Association française des entreprises privées (Afep) et le Mouvement des entreprises de France (Medef), dans sa dernière version révisée en juin 2018. Les points sur lesquels elle s'écarte des recommandations sont exposés à la section 3.5 « Application du code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef – paragraphe 27.1 du Code Afep-Medef » du présent chapitre.

Ce code est consultable sur le site internet du Medef ([www.medef.fr](http://www.medef.fr)) ou au siège de Rexel.

## 3.1 Organes d'administration et de direction

Rexel est une société anonyme à Conseil d'administration depuis le 22 mai 2014. Cette structure de gouvernance vise à :

- simplifier le processus décisionnel ;
- accélérer la mise en œuvre de la stratégie du groupe Rexel ;
- renforcer la responsabilité du Conseil d'administration ; et
- créer une plus grande proximité entre les administrateurs et les membres du Comité exécutif.

### Dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général

Le Conseil d'administration de Rexel est présidé par Ian Meakins, dirigeant mandataire social non-exécutif.

La Direction Générale est assurée par Patrick Berard.

Cette dissociation des fonctions a été décidée par le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, lors de sa réunion du 23 juin 2016, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2016. Le Conseil d'administration a en effet considéré, au regard notamment de l'environnement macroéconomique et concurrentiel difficile dans

lequel évolue le groupe Rexel, que les intérêts du Groupe seraient mieux servis en dissociant les fonctions de Président et de Directeur Général, le Directeur Général pouvant ainsi concentrer tous ses efforts sur la mise en œuvre et l'exécution de la stratégie du groupe Rexel.

### 3.1.1 Conseil d'administration

Aux termes des statuts, le Conseil d'administration est composé d'un minimum de 5 membres et d'un maximum de 15 membres, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

La durée de leur fonction est de 4 ans au plus.

Le Conseil d'administration se renouvelle par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans afin qu'il soit intégralement renouvelé tous les 4 ans.

Au 31 décembre 2018, le Conseil d'administration était composé de 11 administrateurs, dont un administrateur représentant les salariés. À la même date, le Conseil d'administration comprenait également un censeur.

Hors l'administrateur représentant les salariés et le censeur, le Conseil d'administration comptait 80 % de membres indépendants (soit 8 membres sur 10) et 40 % de femmes (soit 4 femmes sur 10).



Le tableau ci-après donne une présentation synthétique de la composition du Conseil d'administration au 31 décembre 2018 :

NOM	FONCTION AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE REXEL	SEXE	NATIONALITÉ	ÂGE	INDÉPENDANCE	AUTRES MANDATS D'ADMINISTRATEURS DANS DES SOCIÉTÉS COTÉES	PARTICIPATION À UN COMITÉ			DATE DE PREMIÈRE NOMINATION	ÉCHÉANCE DU MANDAT
							COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES	COMITÉ DES NOMINATIONS	COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS		
ADMINISTRATEUR											
Ian Meakins	Président	Homme	Britannique	62	Oui	Non	●	●	●	1 <sup>er</sup> juillet 2016 <sup>(1)</sup>	Assemblée générale 2021
François Henrot	Vice-Président Administrateur référént	Homme	Française	69	Oui	Oui		●	●	30 octobre 2013 <sup>(2)</sup>	Assemblée générale 2021
Marcus Alexanderson	Administrateur	Homme	Suédoise	43	Non	Non		●	●	15 mai 2017	Assemblée générale 2022
Patrick Berard	Administrateur	Homme	Française	65	Non	Non				23 mai 2017	Assemblée générale 2021
Julien Bonnel <sup>(3)</sup>	Administrateur représentant les salariés	Homme	Française	33	-	Non			●	17 novembre 2017	Assemblée générale 2021
Thomas Farrell	Administrateur	Homme	Américaine	62	Oui	Non	●	●		16 mai 2012 <sup>(2)</sup>	Assemblée générale 2020
Fritz Froehlich	Administrateur Président du Comité d'audit et des risques	Homme	Allemande	77	Oui	Non	■			4 avril 2007 <sup>(2)</sup>	Assemblée générale 2019
Elen Phillips <sup>(4)</sup>	Administrateur	Femme	Américaine et Britannique	59	Oui	Non	●	●		8 mars 2016	Assemblée générale 2020
Maria Richter	Administrateur	Femme	Américaine et Panaméenne	64	Oui	Oui	●		●	22 mai 2014	Assemblée générale 2022
Agnès Touraine <sup>(4)</sup>	Administrateur Présidente du Comité des rémunérations	Femme	Française	64	Oui	Oui			■	10 février 2017	Assemblée générale 2020
Herna Verhagen	Administrateur Présidente du Comité des nominations	Femme	Néerlandaise	52	Oui	Oui		■		28 novembre 2013 <sup>(2)</sup>	Assemblée générale 2022
CENSEUR											
François Auque	Censeur	Homme	Française	62	Oui	Oui	●			24 octobre 2018	Assemblée générale 2019

● Membre d'un comité ■ Président d'un comité

(1) En qualité d'administrateur, Ian Meakins est Président du Conseil d'administration depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016.

(2) En qualité de membre du Conseil de surveillance, puis d'administrateur à compter du 22 mai 2014.

(3) Désigné le 17 novembre 2017 par l'organisation syndicale la plus représentative en France, en application des dispositions de l'article 7.1 des statuts de Rexel tels que modifiés par l'Assemblée générale du 23 mai 2017. Conformément aux recommandations du Code Afep-Medef, l'administrateur représentant les salariés n'est pas pris en compte dans le calcul du taux d'indépendance du Conseil et des Comités.

(4) Le renouvellement de son mandat est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

Le tableau ci-après présente les principales caractéristiques du Conseil d'administration de Rexel et des Comités du Conseil d'administration au 31 décembre 2018 :

### Conseil d'administration

NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN	NOMBRE D'ADMINISTRATEURS <sup>(1)</sup>	TAUX D'INDÉPENDANCE <sup>(2)</sup>	REPRÉSENTATION DES FEMMES <sup>(2)</sup>	MOYENNE D'ÂGE
9	96 %	11	80 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 40 %</li> <li>• 2 Comités sur 3 présidés par des femmes</li> </ul>	59 ans

(1) Hors censeur.

(2) Hors administrateur représentant les salariés et censeur.

### Comité d'audit et des risques

NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN	NOMBRE DE MEMBRES <sup>(1)</sup>	TAUX D'INDÉPENDANCE	REPRÉSENTATION DES FEMMES <sup>(1)</sup>	MOYENNE D'ÂGE
5	96 %	5	100 %	2	64 ans

(1) Hors censeur.

### Comité des nominations

NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN	NOMBRE DE MEMBRES	TAUX D'INDÉPENDANCE	REPRÉSENTATION DES FEMMES	MOYENNE D'ÂGE
8	96 %	6	83 %	2	58 ans

### Comité des rémunérations

NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN	NOMBRE DE MEMBRES	TAUX D'INDÉPENDANCE <sup>(1)</sup>	REPRÉSENTATION DES FEMMES <sup>(1)</sup>	MOYENNE D'ÂGE
7	98 %	6	80 %	2	56 ans

(1) Hors administrateur représentant les salariés.

### 3.1.1.1 Composition du Conseil d'administration

Au 31 décembre 2018, le Conseil d'administration est composé de 11 administrateurs et d'un censeur dont les informations sont fournies ci-après.

#### 3.1.1.1.1 Les administrateurs

#### IAN MEAKINS

(62 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel  
13, Boulevard du Fort de Vaux  
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

115 250

#### Expérience et expertise

**Président du Conseil d'administration, membre du Comité d'audit et des risques, du Comité des nominations et du Comité des rémunérations**

Ian Meakins a été coopté en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration le 1<sup>er</sup> juillet 2016 en remplacement de Rudy Provoost. Il a également été nommé Président du Conseil d'administration le 1<sup>er</sup> juillet 2016 avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2016. La cooptation de Ian Meakins ainsi que le renouvellement de son mandat d'administrateur ont été approuvés par l'Assemblée générale du 23 mai 2017.

Ian Meakins est de nationalité britannique.

Ian Meakins était Directeur Général de Wolseley de juillet 2009 à août 2016, date à laquelle il a pris sa retraite de Wolseley. Il était auparavant Directeur Général de Travelex, une société internationale de change et de paiements.

Préalablement, il a été Directeur Général d'Alliance UniChem plc jusqu'à sa fusion avec Boots en juillet 2006. Entre 2000 et 2004, il a été Président en charge des principaux marchés européens et de l'approvisionnement mondial (*European Major Markets and Global Supply*) de Diageo plc, société au sein de laquelle il a occupé différents postes de direction internationale pendant plus de 12 ans. Il était administrateur non-exécutif et administrateur référent de Centrica plc.

Ian Meakins a étudié à l'Université de Cambridge.

#### Durée du mandat

**Première nomination :**

1<sup>er</sup> juillet 2016

**Mandat en cours :**

Du 23 mai 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

#### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

##### Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

**En cours :**

*En France*

- Président du Conseil d'administration de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel

*À l'étranger*

–

##### Au cours des cinq derniers exercices :

*En France*

- Membre du Comité d'investissement stratégique de Rexel
- Membre du Comité des nominations et des rémunérations de Rexel

*À l'étranger*

–

##### Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

**En cours :**

*En France*

–

*À l'étranger*

- Président non-exécutif de The Learning Network (Pays-Bas – société non cotée)

##### Au cours des cinq derniers exercices :

*En France*

–

*À l'étranger*

- Directeur Général de Wolseley plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Président du Comité exécutif de Wolseley plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Administrateur non-exécutif et administrateur indépendant de Centrica plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Membre du comité des rémunérations, comité des nominations et comité d'audit de Centrica plc (Royaume-Uni – société cotée)

## FRANÇOIS HENROT

(69 ans)

Adresse professionnelle :  
Rothschild & Cie  
23 bis avenue de Messine  
75008 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :  
7 133

### Expérience et expertise

**Administrateur référent,  
Vice-Président du Conseil  
d'administration, membre du Comité  
des nominations et du Comité des  
rémunérations**

François Henrot est administrateur référent et Vice-Président du Conseil d'administration de Rexel depuis le 22 mai 2014. Il a occupé les fonctions de président du Conseil d'administration à titre intérimaire entre le 1<sup>er</sup> juillet 2016 et le 1<sup>er</sup> octobre 2016. Auparavant, il était membre du Conseil de surveillance de Rexel depuis sa cooptation par le Conseil de surveillance du 30 octobre 2013 en remplacement de Manfred Kindle. La ratification de la cooptation de François Henrot en qualité de membre du Conseil de surveillance a été approuvée par l'Assemblée générale du 22 mai 2014. Le renouvellement de son mandat d'administrateur a été approuvé par l'Assemblée générale du 23 mai 2017.

François Henrot est de nationalité française.

François Henrot est Associé-Gérant de Rothschild & Cie depuis 1998 et Président de la banque d'affaires du groupe Rothschild. Il débute sa carrière en 1974 au Conseil d'État, puis il devient Directeur à la Direction Générale des Télécommunications en 1979. En 1985, il rejoint la Compagnie Bancaire où il occupe la fonction de Directeur Général puis de Président du Directoire. Il a été membre du Directoire de la Compagnie Financière de Paribas de 1995 à 1998 avant de rejoindre Rothschild. François Henrot est administrateur de Paris-Orléans SA - holding du groupe Rothschild -, Yam Invest NV et Cobepa dont il est Président.

François Henrot est diplômé de l'École Nationale d'Administration (ENA) et de l'Université de Stanford.

### Durée du mandat

#### Première nomination :

30 octobre 2013 (en qualité de membre du Conseil de surveillance)  
22 mai 2014 (en qualité d'administrateur)

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

#### Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

##### En cours :

##### En France

- Administrateur référent de Rexel
- Vice-Président du Conseil d'administration de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel

##### À l'étranger

-

#### Au cours des cinq derniers exercices :

##### En France

- Membre du Comité d'investissement stratégique de Rexel
- Président du Conseil d'administration de Rexel du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 septembre 2016
- Membre du Conseil de surveillance de Rexel
- Président du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel
- Membre du Comité stratégique de Rexel
- Président du Comité des nominations et des rémunérations de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel

##### À l'étranger

-

#### Mandat en cours :

Du 23 mai 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

#### Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

##### En cours :

##### En France

- Président de la Banque d'Affaires du Groupe Rothschild (France - société non cotée)
- Associé Gérant de Rothschild & Cie (France - société non cotée)
- Membre du Conseil de surveillance de Paris Orléans SA (holding du Groupe Rothschild) (France - société cotée)

##### À l'étranger

- Membre du Conseil de surveillance de Yam Invest NV (Pays-Bas - société non cotée)
- Président du Conseil d'administration de Cobepa (Belgique - société non cotée)

#### Au cours des cinq derniers exercices :

##### En France

- Associé Gérant de Rothschild & Cie Banque (France - société non cotée)
- Administrateur des 3 Suisses (France - société non cotée)
- Membre du Conseil de surveillance de Vallourec (France - société cotée)
- Censeur du Conseil de surveillance de Vallourec (France - société cotée)

##### À l'étranger

-

## MARCUS ALEXANDERSON

(43 ans)

Adresse professionnelle :  
Cevian Capital  
Engelbrektsgatan, 5  
11432 Stockholm – Suède

Nombre d'actions Rexel détenues :  
5 000

### Expérience et expertise

#### **Administrateur, membre du Comité des nominations et du Comité des rémunérations**

Marcus Alexanderson a été coopté en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration du 15 mai 2017 en remplacement de Pier-Luigi Sigismondi. La cooptation ainsi que le renouvellement de son mandat d'administrateur ont été approuvés par l'Assemblée générale du 24 mai 2018.

Marcus Alexanderson est de nationalité suédoise.

Marcus Alexanderson est *Partner* de Cevian Capital AB, conseil en investissement du fonds d'investissement Cevian Capital gérant 13 milliards d'euros d'actifs et investissant dans des sociétés cotées européennes. Il a rejoint Cevian Capital lors de sa fondation en 2002 et est co-responsable des activités investissement et actionnariat actif de Cevian. Précédemment, Marcus Alexanderson était analyste en investissement au sein d'AB Custos (Suède).

Marcus Alexanderson est titulaire d'un *Master of Science in Economics and Business Administration* de la *Stockholm School of Economics*.

### Durée du mandat

#### **Première nomination :**

15 mai 2017 (cooptation)

#### **Mandat en cours :**

Du 24 mai 2018 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

#### **Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### *En France*

- Administrateur de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel

##### *À l'étranger*

–

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### *En France*

–

##### *À l'étranger*

–

#### **Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### *En France*

–

##### *À l'étranger*

- *Partner* de Cevian Capital AB (Suède – société non cotée)

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### *En France*

–

##### *À l'étranger*

–



## PATRICK BERARD

(65 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel  
13, Boulevard du Fort de Vaux  
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

373 006

### Expérience et expertise

#### Administrateur, Directeur Général

Patrick Berard est administrateur de Rexel depuis le 23 mai 2017.

Patrick Berard est de nationalité française.

Patrick Berard est Directeur Général du Groupe depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016. Il a rejoint Rexel en 2003 en tant que Directeur Général de Rexel France. En 2007, il prend également la Direction de la zone Europe du Sud (France, Italie, Espagne, Portugal), puis, en 2013, de la Belgique et du Luxembourg, avant d'être nommé Directeur Général Europe en 2015.

Sa carrière a débuté en 1978 au *Pulp and Paper Research Institute of Canada*. De 1980 à 1987, Patrick Berard était consultant chez McKinsey, puis Directeur du Plan & de la Stratégie de la Division Industrie & Ingénierie de Thomson. De 1988 à 1999, il a occupé différentes fonctions chez Polychrome, dont celles de Directeur Général Europe et Vice-Président du Groupe, avant de devenir membre du Comité exécutif de Kodak Polychrome Graphics. Il a occupé le poste de Directeur des opérations d'Antalis (Groupe Arjo Wiggins) de 1999 à 2002, avant d'être nommé, en 2002, Président- Directeur Général de Pinault Bois & Matériaux, une société du groupe Kering (ex. groupe PPR).

Patrick Berard est titulaire d'un Doctorat de Sciences Économiques de l'Université de Grenoble.

### Durée du mandat

#### Première nomination :

23 mai 2017

#### Mandat en cours :

Du 23 mai 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

#### Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

##### En cours :

##### En France

- Administrateur de Rexel
- Directeur Général de Rexel
- Administrateur de Rexel France (France – société non cotée)

##### À l'étranger

- Administrateur de Rexel Sverige AB (Suède – société non cotée)
- Administrateur de Rexel North America Inc. (Canada – société non cotée)
- Président du Conseil d'administration de Rexel USA Inc. (États-Unis – société non cotée)
- Président du Conseil d'administration de Rexel Italia S.p.A. (Italie – société non cotée)

#### Au cours des cinq derniers exercices :

##### En France

- Président de Rexel France (France – société non cotée)
- Président de Dismo France (France – société non cotée)
- Président de Sofinther (France – société non cotée)

##### À l'étranger

- Administrateur de Rexel Belgium SA (Belgique – société non cotée)
- Administrateur de Electro-Industrie en Acoustiek NV (Belgique – société non cotée)
- Administrateur de Rexel Luxembourg SA (Luxembourg – société non cotée)
- Administrateur de Elektroskandia Norway Holdings AS (Norvège – société non cotée)
- Administrateur de Elektroskandia Norge AS (Norvège – société non cotée)
- Administrateur de Rexel Finland Oy (Finlande – société non cotée)
- Administrateur de Rexel UK Limited (Royaume-Uni – société non cotée)
- Administrateur de Rexel Holding Benelux B.V. (Pays-Bas – société non cotée)
- Administrateur de Moel AB (Suède – société non cotée)
- Président du Conseil d'administration de ABM Rexel (Espagne – société non cotée)

#### Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

##### En cours :

##### En France

–

##### À l'étranger

–

#### Au cours des cinq derniers exercices :

##### En France

–

##### À l'étranger

–

## JULIEN BONNEL

(33 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel Spain  
Avenida de la Recomba, 7  
28914 Leganès – Madrid  
Spain

Nombre d'actions Rexel détenues :

798

(Conformément à l'article 14 des statuts, l'administrateur représentant les salariés n'est pas tenu de détenir un nombre minimum d'actions de la Société)

### Expérience et expertise

#### **Administrateur représentant les salariés, membre du Comité des rémunérations**

Julien Bonnel a été désigné le 17 novembre 2017 comme administrateur représentant les salariés par l'organisation syndicale la plus représentative dans les filiales françaises du groupe Rexel.

Julien Bonnel est de nationalité française.

Julien Bonnel est Directeur de la transformation au sein de Rexel Spain (Espagne) depuis 2018. Il a rejoint le groupe Rexel en 2012, où il a exercé des fonctions au sein de la Direction Stratégie du Groupe, puis comme Directeur d'agence à Nîmes et enfin comme Directeur du pôle Hérault au sein de Rexel France. Il a débuté sa carrière en tant que consultant en stratégie au sein de Estin & Co (2009-2012).

Julien Bonnel est diplômé de l'École Centrale de Paris.

### Durée du mandat

#### **Première nomination :**

17 novembre 2017

#### **Mandat en cours :**

Du 17 novembre 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

#### **Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### *En France*

- Administrateur de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel

##### *À l'étranger*

–

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### *En France*

–

##### *À l'étranger*

–

#### **Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### *En France*

–

##### *À l'étranger*

–

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### *En France*

–

##### *À l'étranger*

–

## THOMAS FARRELL

(62 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel  
13, Boulevard du Fort de Vaux  
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

8 437

### Expérience et expertise

#### **Administrateur, membre du Comité d'audit et des risques et du Comité des nominations**

Thomas Farrell est administrateur de Rexel depuis le 22 mai 2014.

Le renouvellement de son mandat d'administrateur sera soumis par anticipation à l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

Auparavant, Thomas Farrell était membre du Conseil de surveillance et ce depuis le 16 mai 2012. De novembre 2011 à mai 2012, Thomas Farrell occupait les fonctions de censeur au sein du Conseil de surveillance de Rexel.

Thomas Farrell est de nationalité américaine.

Thomas Farrell a travaillé au sein du groupe Lafarge entre 1990 et 2015, après avoir exercé en qualité d'avocat au sein du cabinet Shearman & Sterling à Paris et à New York. Au sein du groupe Lafarge, Thomas Farrell a d'abord travaillé au siège à Paris en qualité de Directeur de la stratégie pendant deux ans. De 1992 à 2002, il a dirigé différentes unités opérationnelles du groupe Lafarge en France, au Canada et en Inde. De 1998 à 2002, il a exercé en tant que Directeur Général du groupe Lafarge en Inde. En juin 2002, Thomas Farrell a été désigné Directeur Général adjoint pour l'Amérique du Nord. En septembre 2007, il a été désigné Directeur Général adjoint, co-Président des activités granulats et béton et membre du Comité exécutif du groupe. En janvier 2012, il est devenu Directeur Général adjoint opérations en charge des opérations du groupe dans 20 pays.

Thomas Farrell est diplômé de l'université de Brown (1978) et docteur en droit de l'université de Georgetown (1981).

### Durée du mandat

#### **Première nomination :**

16 mai 2012 (en qualité de membre du Conseil de surveillance)  
22 mai 2014 (en qualité d'administrateur)

#### **Mandat en cours :**

Du 25 mai 2016 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

#### **Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### **En France**

- Administrateur de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel

##### **À l'étranger**

-

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### **En France**

- Membre du Conseil de surveillance de Rexel
- Censeur du Conseil de surveillance de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité d'audit de Rexel
- Membre du Comité stratégique de Rexel
- Membre du Comité des nominations et des rémunérations de Rexel

##### **À l'étranger**

-

#### **Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### **En France**

-

##### **À l'étranger**

-

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### **En France**

- Directeur Général adjoint opérations de Lafarge (France – société cotée)

##### **À l'étranger**

- Président de Lafarge Amérique du Nord (société non cotée)
- Président de Lafarge Russie (société non cotée)
- Président de Lafarge Bangladesh (société cotée)
- Co-Président de Lafarge Tarmac (Royaume-Uni – société cotée)
- Administrateur de Lafarge India (société non cotée)
- Administrateur de Bamburi Cement (Kenya – société cotée)

## FRITZ FROELICH

(77 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel  
13, Boulevard du Fort de Vaux  
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

5 300

## Expérience et expertise

**Administrateur, Président du Comité d'audit et des risques**

Fritz Froehlich est administrateur de Rexel depuis le 22 mai 2014. Auparavant, Fritz Froehlich était membre du Conseil de surveillance de Rexel, et ce depuis le 4 avril 2007.

Fritz Froehlich est de nationalité allemande.

Précédemment, Fritz Froehlich est intervenu au sein d'AKZO Nobel en qualité de Vice-Président et Directeur Financier entre 1998 et 2004 et de membre du Comité exécutif en charge des fibres entre 1991 et 1998.

Avant de rejoindre AKZO Nobel, il a occupé les fonctions de Directeur Général de Krupp Widia de 1984 à 1991 et de Directeur Général de Sachs Dolmar de 1976 à 1984. Il a débuté sa carrière en exerçant des fonctions dans le domaine du marketing et des études économiques. Il est membre du Conseil de surveillance d'Allianz Nederland Groep N.V.

Fritz Froehlich est titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Cologne et d'un *Master of Business Administration* (MBA).

## Durée du mandat

**Première nomination :**

4 avril 2007 (en qualité de membre du Conseil de surveillance)  
22 mai 2014 (en qualité d'administrateur)

**Mandat en cours :**

Du 27 mai 2015 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

**Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux****Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :****En cours :****En France**

- Administrateur de Rexel
- Président du Comité d'audit et des risques de Rexel

**À l'étranger**

-

**Au cours des cinq derniers exercices :****En France**

- Membre du Conseil de surveillance de Rexel
- Président du Comité d'audit de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel
- Membre du Comité des nominations et des rémunérations de Rexel

**À l'étranger**

-

**Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :****En cours :****En France**

-

**À l'étranger**

- Membre du Conseil de surveillance d'Allianz Nederland Groep N.V. (Pays-Bas – société non cotée)

**Au cours des cinq derniers exercices :****En France**

-

**À l'étranger**

- Président du Conseil de surveillance de Randstad Holding N.V. (Pays-Bas – société cotée)
- Vice-Président du Conseil de surveillance d'ASML N.V. (Pays-Bas – société cotée)
- Administrateur de Prysmian SpA (Italie – société cotée)

## ELEN PHILLIPS

(59 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel  
13, Boulevard du Fort de Vaux  
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

5 000

### Expérience et expertise

#### **Administrateur, membre du Comité d'audit et des risques et du Comité des nominations**

Elen Phillips a été cooptée en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration le 8 mars 2016 en remplacement d'Isabel Marey-Semper. La cooptation d'Elen Phillips en qualité d'administrateur ainsi que le renouvellement de son mandat d'administrateur ont été approuvés par l'Assemblée générale du 25 mai 2016.

Le renouvellement de son mandat d'administrateur sera soumis par anticipation à l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

Elen Phillips a la double nationalité britannique et américaine.

Elen Phillips a été Vice-Présidente en charge des ventes de fuel et du marketing de Shell Oil pour le continent américain à partir de 2010 et jusqu'à sa retraite du groupe Shell fin mars 2016.

Elen Phillips avait auparavant occupé diverses fonctions exécutives au sein du Groupe Shell et notamment Vice-Présidente en charge du réseau mondial de distribution de Shell International de 2004 à 2010, Responsable du réseau de distribution de Shell Retail International de 2002 à 2004 et Directeur Général en charge du développement réseau de Shell Oil de 2000 à 2002. Elen Phillips a été Directeur Général Retail Sales de la région de la Côte du Golfe des États-Unis de la société Motiva Enterprises LLC de 1998 à 2000. Elle a auparavant exercé les fonctions de Directeur commercial Retail de la région est de Shell Oil de 1997 à 1998. Elle a été consultante au sein de l'équipe transformation de l'entreprise Shell Oil de 1995 à 1997. Elen Phillips a été Directeur commercial en charge des carburants d'aviation de Shell Oil Product de 1993 à 1995. Elle a également été en charge du développement produits de Shell Chemical de 1991 à 1993 et du développement stratégique de Shell International Chemical de 1988 à 1990. Elen Phillips avait commencé sa carrière au sein du groupe Shell en 1983, où elle a été en charge du business development et du product management jusqu'en 1988.

Elen Phillips est titulaire d'une licence (B Sc) en *Chemistry & Business* (université de Salford) et d'un master en *Business Science* (Manchester Business School).

### Durée du mandat

#### **Première nomination :**

8 mars 2016 (cooptation)

#### **Mandat en cours :**

Du 25 mai 2016 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

#### **Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### *En France*

- Administrateur de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel

##### *À l'étranger*

-

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### *En France*

- Membre du Comité d'investissement stratégique de Rexel

##### *À l'étranger*

-

#### **Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### *En France*

-

##### *À l'étranger*

-

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### *En France*

-

##### *À l'étranger*

- Vice-Présidente, en charge des ventes de fuel et du marketing de Shell Oil pour le continent américain (États-Unis – société cotée)



## MARIA RICHTER

(64 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel  
13, Boulevard du Fort de Vaux  
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

4 500

### Expérience et expertise

#### **Administrateur, membre du Comité d'audit et des risques et du Comité des rémunérations**

Maria Richter a été cooptée en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration le 22 mai 2014 en remplacement de Roberto Quarta. La cooptation de Maria Richter en qualité d'administrateur ainsi que le renouvellement de son mandat d'administrateur ont été approuvés par l'Assemblée générale du 27 mai 2015. Le renouvellement de son mandat d'administrateur a été approuvé par anticipation par l'Assemblée générale du 24 mai 2018.

Maria Richter a la double nationalité américaine et panaméenne.

Maria Richter est une ancienne banquière d'investissement. Elle siège en qualité de membre non-exécutif au sein du conseil de sociétés cotées ou non cotées. De 2003 à juillet 2014, elle était administrateur non-exécutif, Présidente du Comité des finances et membre du Comité d'audit et du Comité des nominations de National Grid plc. Depuis 2008, elle est administrateur et membre du Comité des rémunérations de Bessemer Trust, une société de gestion de patrimoine aux États-Unis. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Maria Richter est aussi administrateur non-exécutif, membre du Comité d'audit et des risques et membre du Comité des ressources humaines et des rémunérations de Anglo Gold Ashanti, une société basée à Johannesburg. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017, Maria Richter est également administrateur non-exécutif de Barclays Bank plc. Maria Richter a débuté sa carrière comme avocate pour le cabinet Dewey Ballantine (1980-1985) avant de rejoindre The Prudential (1985-1992) où elle a occupé diverses fonctions exécutives et notamment celles de Vice-Président de la division financement pour les fournisseurs d'énergie ainsi que pour les producteurs d'énergie indépendants. Elle a rejoint Salomon Brothers (1992-1993) en tant que Vice-Président, puis Morgan Stanley (1993-2002) au poste de Directeur exécutif en charge de la division financement structuré et producteurs d'énergie indépendants pour ensuite devenir Directeur Général en charge des activités de banque d'investissement en Amérique du Sud puis Directeur Général de l'activité banque de réseau.

Maria Richter est titulaire d'une licence en études comparées de l'Université de Cornell et d'un doctorat en droit de l'Université de Georgetown.

### Durée du mandat

#### **Première nomination :**

22 mai 2014

#### **Mandat en cours :**

Du 24 mai 2018 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

#### **Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### **En France**

- Administrateur de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel

##### **À l'étranger**

-

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### **En France**

- Membre du Comité des rémunérations de Rexel
- Membre du Comité des nominations et des rémunérations de Rexel

##### **À l'étranger**

-

#### **Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### **En France**

-

##### **À l'étranger**

- Administrateur et membre du Comité des rémunérations de Bessemer Trust (États-Unis – société non cotée)
- Administrateur non-exécutif, membre du Comité d'audit et des risques et membre du Comité des ressources humaines et des rémunérations de Anglo Gold Ashanti (Afrique du Sud – société cotée)
- Administrateur non-exécutif de Barclays Bank plc, membre du Comité des risques et du Comité des rémunérations (Royaume-Uni – société cotée)

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### **En France**

-

##### **À l'étranger**

- Administrateur non-exécutif, Présidente du Comité des finances, membre du Comité d'audit et membre du Comité des nominations de National Grid, plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Administrateur, membre du Comité de gouvernance et membre du Comité des finances de The Pantry, Inc. (États-Unis – société cotée)
- Administrateur non-exécutif, membre du Comité d'audit, membre du Comité des nominations et membre du Comité des rémunérations de Vitec Group plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Administrateur de Pro Mujer International (États-Unis – organisation non cotée) et Présidente du conseil de la fondation de Pro Mujer UK (Royaume-Uni – organisation non cotée)

## AGNÈS TOURAINE

(64 ans)

Adresse professionnelle :  
IFA (Institut Français des  
Administrateurs)  
11 bis, rue Portalis  
75008 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :  
1 012

### Expérience et expertise

#### **Administrateur, Présidente du Comité des rémunérations**

Agnès Touraine a été cooptée en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration du 10 février 2017 en remplacement de Marianne Culver.

La cooptation d'Agnès Touraine a été approuvée par l'Assemblée générale du 23 mai 2017.

Agnès Touraine est de nationalité française.

Agnès Touraine est Présidente de l'IFA, l'Institut Français des Administrateurs.

Agnès Touraine est également Directrice Générale et fondatrice de Act III Consultants, un cabinet de conseil dédié aux transformations numériques. Auparavant, elle a été Présidente et Directrice Générale de Vivendi Universal Publishing après avoir passé 10 ans au sein du Groupe Lagardère et 4 ans chez McKinsey. Elle siège au conseil de GBL, de Keesing, de Proximus et au Conseil de surveillance de Tarkett. Elle a été précédemment administrateur non-exécutif de Cable&Wireless Plc (UK), Neopost et Darty Plc. Elle siège également aux conseils de différentes organisations à but non lucratif telles que l'IDATE et la *French American Foundation*.

Agnès Touraine est diplômée en droit de Sciences-Po Paris et de la *Columbia University Business School* (MBA).

### Durée du mandat

#### **Première nomination :**

10 février 2017 (cooptation)

#### **Mandat en cours :**

Du 10 février 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

#### **Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### *En France*

- Administrateur de Rexel
- Présidente du Comité des rémunérations de Rexel

##### *À l'étranger*

–

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### *En France*

- Membre du Comité des nominations et des rémunérations de Rexel

##### *À l'étranger*

–

#### **Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### *En France*

- Présidente de l'IFA, Institut Français des Administrateurs (France – association, non cotée)
- Membre du Conseil de surveillance de Tarkett (France – société cotée)
- Membre du Conseil de surveillance de 21Partners (France – association, non cotée)
- Membre du Conseil de surveillance de la *French American Foundation* (France – association, non cotée)

##### *À l'étranger*

- Administrateur de Proximus (Belgique – société cotée)
- Administrateur de Keesing (Pays-Bas – société non cotée)
- Administrateur de GBL (Belgique – société cotée)

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### *En France*

- Administrateur de Neopost (France – société cotée)
- Administrateur de Darty Plc (Royaume-Uni – société cotée)

##### *À l'étranger*

- Administrateur de Cable&Wireless Plc (Royaume-Uni – société cotée)

## HERNA VERHAGEN

(52 ans)

Adresse professionnelle :

Post NL  
Prinses Beatrixlaan 23  
2595 AK – La Haye – Pays-Bas

Nombre d'actions Rexel détenues :

1 000

### Expérience et expertise

#### **Administrateur, Présidente du Comité des nominations**

Herna Verhagen est administrateur de Rexel depuis le 22 mai 2014.

Auparavant, Herna Verhagen était membre du Conseil de surveillance de Rexel à la suite de sa cooptation par le Conseil de surveillance du 28 novembre 2013 en remplacement d'Akshay Singh. La cooptation de Herna Verhagen en qualité de membre du Conseil de surveillance ainsi que le renouvellement de son mandat de membre du Conseil de surveillance ont été approuvés par l'Assemblée générale du 22 mai 2014. Le renouvellement du mandat d'administrateur de Herna Verhagen a été approuvé par l'Assemblée générale du 24 mai 2018.

Herna Verhagen est de nationalité néerlandaise.

Herna Verhagen est Présidente- Directrice Générale de PostNL depuis avril 2012. Précédemment, elle a été, à partir de 2011, membre du Directoire de PostNL NV et Directrice Générale, en charge de la branche Colis et International de PostNL. Herna Verhagen a rejoint TNT Post en 1993 en tant que responsable commerciale et a ensuite occupé de nombreuses fonctions au sein de l'entreprise telles que Directrice commerciale, en charge de la coordination du courrier aux Pays-Bas, puis Directrice Générale Ressources Humaines Groupe de TNT N.V. Elle est membre du Comité exécutif et du conseil général de la Confédération Néerlandaise de l'Industrie et des Employeurs VNO- NCW. Elle est également membre du Conseil de surveillance de Concertgebouw.

Herna Verhagen a obtenu un master en Droit de l'Université de Nimègue et un master en Ressources Humaines de l'Université de Tilburg. Elle est aussi diplômée en Management International de l'INSEAD, en Économie de la London School of Economics et elle est titulaire d'un MBA de l'Université de Stanford.

### Durée du mandat

#### **Première nomination :**

28 novembre 2013 (en qualité de membre du Conseil de surveillance) et 22 mai 2014 (en qualité d'administrateur)

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

#### **Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### **En France**

- Administrateur de Rexel
- Présidente du Comité des nominations de Rexel

##### **À l'étranger**

-

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### **En France**

- Membre du Comité d'investissement stratégique de Rexel
- Membre du Conseil de surveillance de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité stratégique de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel

##### **À l'étranger**

-

#### **Mandat en cours :**

Du 24 mai 2018 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

#### **Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### **En France**

-

##### **À l'étranger**

- Présidente-Directeur Général et membre du Directoire de PostNL NV (Pays-Bas – société cotée)
- Membre du Conseil de surveillance de Concertgebouw (Pays-Bas – société non cotée)
- Membre du Comité exécutif et du Conseil Général de la Confédération Néerlandaise de l'Industrie et des Employeurs VNO-NCW

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### **En France**

-

##### **À l'étranger**

- Membre du Conseil de surveillance de Nutreco NV (Pays-Bas – société cotée)
- Administrateur non-exécutif d'Idorsia SA (Suisse – société cotée)

## 3.1.1.1.2 Le censeur

## FRANÇOIS AUQUE

(62 ans)

Adresse professionnelle :  
77 rue Madame  
75006 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

–

## Expérience et expertise

**Censeur :**

François Auque est censeur auprès du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques de Rexel depuis le 24 octobre 2018 dans la perspective de proposer sa candidature en tant qu'administrateur, en remplacement de Fritz Froehlich, à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

François Auque est de nationalité française.

François Auque a été Président du Comité d'investissement d'Airbus Ventures de juillet 2016 à septembre 2018. Précédemment, il a pendant 16 ans dirigé la division Espace du groupe Airbus en tant que membre du Comité Exécutif.

Auparavant, il a été Directeur Financier d'Aérospatiale Matra après avoir été Directeur financier d'Aérospatiale, de 1991 à 2000. Il a débuté sa carrière au sein de la Cour des Comptes, puis a rejoint le Groupe Suez, et Credisuez.

Il a été membre de divers Conseils d'administration : Dassault Aviation, Ariespace, GIFAS, Starsem (Russie), MBDA, OneWeb (Royaume-Uni/ États-Unis), Seraphim Space Fund (Royaume-Uni) et Président du Conseil d'administration de Bordeaux École de Management.

François Auque est diplômé d'HEC (École des hautes études commerciales), de l'IEP (l'Institut d'études politiques) et ancien élève de l'ENA (École nationale d'administration).

## Durée du mandat

**Première nomination :**

24 octobre 2018

**Mandat en cours :**

Du 24 octobre 2018 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

**Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux**
**Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :**
**En cours :****En France**

- Censeur auprès du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques de Rexel

**À l'étranger**

–

**Au cours des cinq derniers exercices :**
**En France**

–

**À l'étranger**

–

**Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**
**En cours :****En France**

- Président de François Auque Consulting (France – société non cotée)

**À l'étranger**

- Membre du Conseil d'administration de CyberArk (États-Unis – société cotée)

**Au cours des cinq derniers exercices :**
**En France**

- Membre du Conseil d'administration de Ariespace (France – société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de Starsem (France – société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de MBDA (France – société non cotée)

**À l'étranger**

- Membre suppléant du Conseil d'administration de OneWeb (Royaume-Uni/États-Unis – société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de Seraphim Space Fund (Royaume-Uni – société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de Airbus España (Espagne – société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de Airbus America (États-Unis – société non cotée)

### Départ, nomination et renouvellement des membres du Conseil d'administration

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les changements suivants sont intervenus dans la composition du Conseil d'administration :

ADMINISTRATEUR	NOMINATION/ COOPTATION	RENOUVELLEMENT	DÉPART	COMMENTAIRE
Marcus Alexanderson	x	x		Ratification par l'Assemblée générale du 24 mai 2018 de sa cooptation en qualité d'administrateur, décidée par le Conseil d'administration du 15 mai 2017, en remplacement de Pier-Luigi Sigismondi.  Renouvellement de son mandat d'administrateur pour une durée de 4 ans par l'Assemblée générale du 24 mai 2018.
Herna Verhagen		x		Renouvellement de son mandat d'administrateur pour une durée de 4 ans par l'Assemblée générale du 24 mai 2018.
Maria Richter		x		Renouvellement de son mandat d'administrateur, par anticipation en application de l'article 14.2 des statuts, pour une durée de 4 ans par l'Assemblée générale du 24 mai 2018.
CENSEUR	NOMINATION/ COOPTATION	RENOUVELLEMENT	DÉPART	COMMENTAIRE
François Auque	x			Nomination par le Conseil d'administration le 24 octobre 2018 dans la perspective de proposer sa candidature au poste d'administrateur, en remplacement de Fritz Froehlich, à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

Il sera proposé à l'Assemblée générale du 23 mai 2019 de :

- nommer François Auque en qualité de nouvel administrateur pour une durée de 4 ans en remplacement de Fritz Froehlich dont le mandat expire à l'issue de l'Assemblée générale ; et
- renouveler le mandat d'Agnès Touraine et d'Elen Phillips par anticipation pour une durée de quatre ans en application de l'article 14.2 des statuts lequel prévoit un renouvellement par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans.

### Plan de succession

Le Comité des nominations a établi un plan de succession des mandataires sociaux. À cet effet, le Comité a conçu plusieurs hypothèses avec un plan à court terme afin de couvrir les successions imprévues, notamment en cas d'empêchement ou de décès ; un plan à moyen terme afin de couvrir les successions prévues, notamment en cas d'atteinte de l'âge de la retraite ou d'arrivée à échéance du mandat ; et un plan à long terme reposant sur une identification des candidats potentiels à l'interne assortie d'un plan de formation sur la durée afin de leur permettre d'acquérir l'expérience et l'expertise

requis notamment en matières fonctionnelle et opérationnelle.

Pour l'ensemble des plans, le Comité des nominations a défini le profil adéquat du dirigeant en termes de leadership et de personnalité sur la base de plusieurs critères : une connaissance approfondie et une expérience dans le secteur de la distribution ou du commerce de gros, une solide expérience dans le numérique, une connaissance de l'environnement d'une société cotée en bourse, une expérience managériale internationale, une expérience entrepreneuriale ou managériale d'une *Business Unit* conséquente.

Le Comité des nominations a sollicité la contribution du Secrétaire Général, du Directeur des Ressources Humaines Groupe et du Directeur Général dans la préparation de la succession de ce dernier, notamment afin de définir les critères, identifier les candidats à l'interne, conduire des entretiens.

Le Comité des nominations se fait assister du cabinet de conseil Egon Zehnder dès la définition du profil recherché jusqu'à la présentation de candidats potentiels pour les fonctions de Directeur Général ou de membres du Conseil d'administration. Le Comité des nominations se coordonne avec le Comité des rémunérations.



Les trois plans de succession sont revus 2 à 3 fois par an.

Le Conseil d'administration a été informé de l'avancée des travaux relatifs à l'élaboration de ces trois plans en 2018 et sera tenu informé au fur et à mesure de leur mise en œuvre, le cas échéant, après chaque réunion du Comité des nominations. En cas de mise en œuvre de l'un de ces trois plans, le Conseil d'administration devra approuver la mise en œuvre du plan et du candidat, afin de soumettre le projet à l'Assemblée générale le cas échéant.

Trois plans de successions ont également été établis pour le Président et le Vice-Président du Conseil d'administration.

### 3.1.1.2 Une composition du Conseil d'administration axée sur les compétences et la diversité

#### Politique de diversité au sein du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est soucieux d'assurer une réelle diversité en son sein. Une équipe composée de membres aux profils diversifiés et complémentaires, bénéficiant par ailleurs de l'expérience et de l'expertise nécessaires, constitue en effet un élément clé pour assurer une administration efficace de Rexel.

La politique menée par le Conseil d'administration a ainsi pour objectifs de recruter des profils variés, dotés d'une expérience et d'une expertise suffisantes afin d'assurer une cohésion entre les administrateurs et de permettre au Conseil d'administration de mener ses travaux de manière approfondie et efficace en adéquation avec les activités du groupe Rexel.

La politique de diversité du Conseil d'administration s'articule autour des principes suivants :

- présence de membres aux compétences complémentaires et reconnues ;
- présence de membres indépendants ;
- diversité des nationalités et dimension multiculturelle ;
- présence de membres de sexe féminin.

Les nominations de nouveaux profils sont soumises par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale, après recommandations du Comité des nominations. Le Comité des nominations examine les compétences et expériences de chacun des administrateurs et vérifie que celles-ci sont en adéquation avec la politique fixée par le Conseil d'administration.

#### Des administrateurs aux compétences complémentaires et reconnues

Le Conseil d'administration estime que, dans sa composition actuelle, il bénéficie des compétences complémentaires et reconnues de ses membres. Les administrateurs disposent en effet de compétences pratiques et sectorielles permettant au Conseil de mener ses travaux de manière approfondie et efficace.

De même, dans ses travaux relatifs à l'évolution de sa composition, le Conseil d'administration prend en compte les compétences actuelles de ses membres et identifie les compétences à rechercher chez les candidats.

Les compétences représentées au sein du Conseil d'administration, au 31 décembre 2018, figurent ci-dessous.

### Matrice des compétences des administrateurs et du censeur

	EXPÉRIENCE INTERNATIONALE	EXPÉRIENCE MANAGÉRIALE	FINANCE	STRATÉGIE	SECTEUR DE LA DISTRIBUTION	RÉGLEMENTATION	DIGITAL	RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE
<b>ADMINISTRATEURS</b>								
Ian Meakins	✓	✓	✓	✓	✓			
François Henrot	✓	✓	✓	✓	✓			
Marcus Alexanderson	✓		✓	✓				
Patrick Berard	✓	✓		✓	✓		✓	
Julien Bonnel		✓		✓	✓			
Thomas Farrell	✓	✓	✓			✓		
Fritz Froehlich	✓	✓	✓	✓				
Elen Phillips	✓		✓		✓			✓
Maria Richter	✓		✓			✓		✓
Agnès Touraine	✓			✓		✓	✓	
Herna Verhagen	✓	✓	✓	✓				✓
<b>CENSEUR</b>								
François Auque	✓	✓	✓	✓				✓

#### Des administrateurs aux nationalités diverses donnant au Conseil une dimension multiculturelle

Au 31 décembre 2018, 7 administrateurs étaient de nationalité étrangère (Allemagne, États-Unis, Panama, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède).

Cette diversité culturelle dans la composition du Conseil d'administration permet à celui-ci de bénéficier de visions diverses et de mieux appréhender les enjeux internationaux qui sont ceux du groupe Rexel.

#### Des administrateurs indépendants

Conformément aux principes et bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise exposés dans son règlement intérieur, le Conseil d'administration et chacun des Comités comprennent des membres indépendants élus ou cooptés en tant que tels.

#### Définition et critères de l'indépendance

La définition et les critères de l'indépendance sont fixés par référence aux principes de gouvernement d'entreprise édictés par l'Afep et le Medef.

Ainsi, dans l'analyse de la situation de chaque administrateur, le Conseil d'administration examine les critères suivants :

- ne pas être salarié ou dirigeant mandataire social exécutif de la société ou d'une société qu'elle consolide, ni salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur de sa société mère ou d'une société que celle-ci consolide et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes ;

- ne pas être dirigeant mandataire social exécutif d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social exécutif de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;

- ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement, conseil (ou être lié directement à ces personnes) :

- significatif de la société ou de son groupe,
- ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité.

Dans le cadre de l'analyse de ce critère, le Conseil d'administration examine :

- le poids du fournisseur dans les dépenses totales du groupe / poids du client dans le chiffre d'affaires total du groupe, ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité, et
- l'appréciation de relations exclusives ;

- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ne pas avoir été commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des cinq années précédentes ; et
- ne pas être administrateur de l'entreprise depuis plus de douze ans. La perte de la qualité d'administrateur indépendant intervient à la date des douze ans.

Par ailleurs, un dirigeant mandataire social non-exécutif ne peut être considéré comme indépendant s'il perçoit une rémunération variable en numéraire ou des titres ou toute rémunération liée à la performance de la société ou du groupe.

Des administrateurs représentant des actionnaires importants de la société ou de sa société mère peuvent être considérés comme indépendants dès lors que ces actionnaires ne participent pas au contrôle de la société. Toutefois, au-delà d'un seuil de 10 % en capital ou en droits de vote, le Conseil, sur rapport du Comité des nominations, s'interroge systématiquement sur la qualification d'indépendant en tenant compte de la composition du capital de la société et de l'existence d'un conflit d'intérêts potentiel.

Le Conseil d'administration peut estimer qu'un administrateur, bien que remplissant les critères d'indépendance définis par les recommandations de l'Afep et du Medef, ne doit pas être qualifié d'indépendant compte tenu de sa situation particulière ou de celle de Rexel, eu égard à son actionnariat ou pour tout autre motif. Inversement, le Conseil d'administration peut estimer qu'un administrateur ne remplissant pas les critères détaillés ci-dessus est cependant indépendant.

### **Procédure de qualification des membres indépendants**

La qualification de membre indépendant est débattue chaque année par le Comité des nominations qui établit à ce sujet un rapport au Conseil d'administration. Chaque année, le Conseil d'administration examine, au vu de ce rapport, la situation de chaque administrateur au regard des critères d'indépendance.

Le Conseil d'administration doit porter les conclusions de son examen à la connaissance des actionnaires dans le rapport annuel.

Les conclusions du rapport du Conseil d'administration sont mentionnées ci-dessous.

Au 31 décembre 2018, conformément aux recommandations du Code Afep-Medef relatives à la part des membres indépendants au sein des conseils et des comités, et notamment la recommandation 8.3 prévoyant que les administrateurs représentant les salariés ne sont pas comptabilisés pour établir les pourcentages d'administrateurs indépendants au sein du Conseil d'administration :

- 8 membres sur 10 (hors administrateur représentant les salariés et censeur) du Conseil d'administration étaient considérés comme

indépendants : Thomas Farrell, Fritz Froehlich, François Henrot, Ian Meakins, Elen Phillips, Maria Richter, Agnès Touraine et Herna Verhagen, soit un taux d'indépendance de 80 % ;

- 5 membres sur 5 (hors censeur) du Comité d'audit et des risques étaient considérés comme indépendants : Thomas Farrell, Fritz Froehlich, Ian Meakins, Elen Phillips et Maria Richter, soit un taux d'indépendance de 100 % ;
- 5 membres sur 6 du Comité des nominations étaient considérés comme indépendants : Thomas Farrell, François Henrot, Ian Meakins, Elen Phillips et Herna Verhagen, soit un taux d'indépendance de 83 % ; et
- 4 membres sur 5 (hors administrateur représentant les salariés) du Comité des rémunérations étaient considérés comme indépendants : François Henrot, Ian Meakins, Maria Richter et Agnès Touraine, soit un taux d'indépendance de 80 %.

Le Conseil d'administration du 12 février 2019 a examiné, au vu du rapport établi par le Comité des nominations, la situation de chaque administrateur (hormis celle de l'administrateur représentant les salariés) au regard des critères d'indépendance énoncés par le Code Afep-Medef.

Le Conseil d'Administration a également procédé à un examen de la situation du censeur au regard des mêmes critères d'indépendance dans la perspective de proposer sa nomination en qualité d'administrateur, en remplacement de Fritz Froehlich, à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

La situation de François Henrot, et notamment le caractère significatif ou non des relations d'affaires existant entre Rexel et le groupe Rothschild, a notamment été analysée. À la suite de cette analyse, il a été conclu par le Conseil d'administration, au vu du rapport établi par le Comité des nominations, à l'absence de lien d'affaires significatif existant entre Rexel et le groupe Rothschild compte tenu :

- du faible pourcentage que représentent les honoraires du groupe Rothschild par rapport au chiffre d'affaires consolidé de Rexel (0,002 % en 2018) ;
- de la nature des missions fournies par le groupe Rothschild à Rexel. Ces missions de conseil financier ne relèvent pas du domaine d'intervention de François Henrot au sein du groupe Rothschild. Elles ne sont pas fournies par les départements ou services qui relèvent de sa responsabilité et François Henrot n'est pas informé au sein du groupe auquel il appartient des travaux menés au

bénéfice de Rexel compte tenu des « murailles de Chine » nécessairement mises en place ; et

- enfin, Rexel ne travaille pas à la date du présent document de référence sur des opérations de croissance externe avec le groupe Rothschild.

Le Conseil d'administration, au vu du rapport établi par le Comité des nominations, a conclu que les administrateurs et le censeur, à l'exception de Marcus

Alexanderson et de Patrick Berard remplissaient les critères d'indépendance au sens du Code Afep-Medef.

Cette analyse ne couvre pas Julien Bonnel en qualité d'administrateur représentant les salariés.

Le résultat de cet examen est récapitulé dans le tableau ci-dessous.

**Tableau récapitulatif des critères d'indépendance des administrateurs et du censeur au regard des critères du Code Afep-Medef**

	NE PAS ÊTRE, OU AVOIR ÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES SALARIÉ, DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL EXÉCUTIF OU ADMINISTRATEUR AU SEIN DU GROUPE	ABSENCE DE MANDATS CROISÉS	ABSENCE DE RELATIONS D'AFFAIRES	ABSENCE DE LIEN FAMILIAL	NE PAS ÊTRE AUDITEUR OU ANCIEN AUDITEUR	NE PAS ÊTRE ADMINISTRATEUR DEPUIS PLUS DE 12 ANS	NE PAS REPRÉSENTER UN ACTIONNAIRE DÉTENANT PLUS DE 10 %, SEUL OU DE CONCERT	QUALIFICATION RETENUE
<b>ADMINISTRATEURS</b>								
Ian Meakins	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
François Henrot	✓	✓	✓ <sup>(1)</sup>	✓	✓	✓	✓	Indépendant
Marcus Alexanderson	✓	✓	✓	✓	✓	✓	<sup>(2)</sup>	Non indépendant
Patrick Berard	<sup>(3)</sup>	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Non indépendant
Julien Bonnel								Administrateur représentant les salariés <sup>(4)</sup>
Thomas Farrell	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
Fritz Froehlich	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
Elen Phillips	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
Maria Richter	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
Agnès Touraine	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
Herna Verhagen	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
<b>CENSEUR</b>								
François Auque	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant <sup>(5)</sup>

(1) Voir ci-dessus pour une analyse de la situation de François Henrot.

(2) Marcus Alexanderson représente Cevian, actionnaire représentant plus de 10 % du capital social.

(3) Patrick Berard est Directeur Général de Rexel depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016. Son contrat de travail est suspendu pendant l'exercice de ses fonctions.

(4) Conformément aux recommandations du Code Afep-Medef, l'administrateur représentant les salariés n'est pas pris en compte dans le calcul du taux d'indépendance du Conseil et des Comités.

(5) Le censeur n'est pas pris en compte dans le calcul du taux d'indépendance du Conseil et des Comités. Son indépendance a été évaluée dans la perspective de sa nomination en qualité d'administrateur par l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

### Représentation équilibrée des femmes et des hommes

Au 31 décembre 2018, le Conseil d'administration comptait 4 membres de sexe féminin sur un total de 10 membres (hors administrateur représentant les salariés et censeur), soit 40 %, et était ainsi en conformité avec les dispositions de l'article L.225-18-1 du Code de commerce.

De plus, deux des trois Comités du Conseil d'administration sont présidés par une femme : le Comité des nominations est présidé par Herna Verhagen et le Comité des rémunérations est présidé par Agnès Touraine.

Dans le cadre du renouvellement du mandat de deux administrateurs (Agnès Touraine et Elen Phillips) et de la nomination de François Auque

en remplacement de Fritz Froehlich proposés à l'Assemblée générale du 23 mai 2019, et si l'Assemblée générale approuve ces renouvellements et nomination, le pourcentage de femmes restera inchangé et le Conseil d'administration demeurera en conformité avec les dispositions précitées.

### Cumul des mandats

En matière de cumul des mandats, Rexel entend se conformer aux recommandations formulées par le Code Afep-Medef.

Le Conseil d'administration examine, lors de la nomination d'un administrateur ou du Directeur Général ainsi que lors de chaque proposition de nomination d'un administrateur ou du Directeur Général au sein du Conseil d'administration d'une autre société cotée, les conséquences que cette nomination pourrait avoir sur le cumul des mandats conformément aux recommandations du Code Afep-Medef.

### Résultats de la politique de diversité

Conformément à la politique de diversité définie par le Conseil d'administration, le Conseil a soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 24 mai 2018, la ratification de la cooptation de Marcus Alexanderson en qualité d'administrateur le 15 mai 2017, le renouvellement de son mandat et du mandat d'administrateur de Maria Richter et de Herna Verhagen.

En outre, François Auque a été nommé en qualité de censeur le 24 octobre 2018 dans la perspective de sa nomination par l'Assemblée générale en tant qu'administrateur. Si l'Assemblée générale approuve cette nomination, François Auque remplacera Fritz Froehlich au Conseil d'administration, lequel se prononcera sur sa nomination en tant que Président du Comité d'audit et des risques. Cette nomination ne modifiera pas les taux de diversité et d'indépendance au Conseil.

#### 3.1.1.3 Règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé, organisé et accomplit les missions qui lui sont confiées conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables, aux statuts de Rexel et à son règlement intérieur.

Le règlement intérieur du Conseil d'administration a été adopté le 22 mai 2014. Sa dernière mise à jour date du 28 juillet 2017, date à laquelle le Conseil d'administration a décidé de scinder le Comité des nominations et des rémunérations en deux Comités

distincts. Le règlement intérieur a été adopté en application des statuts de Rexel et a pour objectif de préciser les dispositions régissant l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'administration ainsi que les droits et devoirs de ses membres. Il est inopposable aux tiers et ne peut être invoqué par eux à l'encontre des administrateurs.

Le règlement intérieur du Conseil d'administration est disponible sur le site Internet de Rexel ([www.rexel.com](http://www.rexel.com)) et ses principales stipulations sont reproduites ou résumées ci-après.

### Composition du Conseil d'administration

Sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion, le Conseil d'administration est composé d'un minimum de 5 membres et d'un maximum de 15 membres, nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires pour une durée de 4 ans au plus dans les conditions prévues par les statuts.

### Présidence, Vice-Présidence et administrateur référent indépendant, Direction Générale

Le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, personnes physiques, un Président et, le cas échéant, un Vice-Président dans les conditions prévues par les statuts.

#### Présidence

Le Président du Conseil d'administration est chargé de convoquer le Conseil d'administration et il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de Rexel et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président est également chargé de :

- veiller à ce que les principes de gouvernement d'entreprise soient définis et mis en œuvre ;
- avec l'aide du Comité des nominations, veiller à un fonctionnement efficace du Conseil d'administration et de ses Comités et organiser les remplacements et successions qui concernent le Conseil d'administration et les nominations sur lesquelles il est amené à se prononcer ;
- s'assurer que les administrateurs ont accès à toute la documentation et aux informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission dans les délais requis et sous une forme claire et appropriée ;
- selon le cas, assister et conseiller le Directeur Général tout en respectant les fonctions exécutives de celui-ci ;



- contribuer à la promotion des valeurs et de l'image de Rexel tant au sein du Groupe qu'à l'extérieur de celui-ci ; et
- veiller au maintien de la qualité de la relation avec les actionnaires en étroite coordination avec les actions menées dans ce domaine par le Directeur Général.

À cet effet, le Président :

- est tenu informé des événements significatifs relatifs à la vie de Rexel et du Groupe ;
- a accès aux documents et informations qu'il juge nécessaires ou utiles à l'accomplissement de ses missions ;
- peut assister, sans voix délibérative, à toute réunion des Comités dont il n'est pas membre ; et
- peut rencontrer les actionnaires actuels ou potentiels et faire part au Conseil de leurs préoccupations en matière de gouvernance.

Le Président rend compte de ses travaux au Conseil d'administration.

### Travaux du Président

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le Président du Conseil d'administration :

- est intervenu lors de l'Assemblée générale des actionnaires de Rexel qui s'est tenue le 24 mai 2018 ;
- s'est tenu informé des attentes des actionnaires notamment en matière de gouvernance, d'activité et de perspectives et a veillé à ce que leurs éventuelles préoccupations soient discutées en Conseil ;
- s'est entretenu à de multiples reprises avec le Directeur Général sur les opérations significatives et stratégiques pour Rexel. À l'issue de ces échanges, il a veillé à ce que les points importants (tels que la digitalisation, les plans de succession et les performances par pays) soient présentés et débattus en Conseil ;
- a rencontré à plusieurs reprises les membres du Comité exécutif et divers collaborateurs du Groupe afin de discuter avec eux des enjeux notamment organisationnels, stratégiques et commerciaux avant présentation au Conseil d'administration ;
- a participé activement à la recherche de nouveaux administrateurs et à leur recrutement en échangeant avec les autres membres du Comité des nominations et en rencontrant les candidats ;
- a échangé régulièrement, et au moins une fois par mois, avec chacun des présidents des Comités de façon à s'assurer que tous les points devant être débattus au sein du Conseil d'administration soient bien examinés par les membres des

Comités et présentés aux administrateurs pour discussion. Le Président s'est également assuré de la qualité de l'organisation des réunions du Conseil et des Comités et de l'efficacité du calendrier des séances ainsi que des réunions de travail des membres du Conseil et des Comités. Il a en outre veillé à une revue régulière du plan de succession du Directeur Général ; et

- a visité certaines implantations en Europe et aux États-Unis. Ces visites lui ont permis de se tenir informé de manière approfondie de l'actualité du Groupe et de son secteur et d'en tenir informés les autres membres du Conseil.

Enfin, dans le cadre de la finalisation de l'évaluation du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2017, le Président s'est également entretenu individuellement avec chaque administrateur. Il s'est notamment assuré que les conditions étaient remplies pour que chaque administrateur puisse exercer pleinement son mandat.

### Vice-Présidence

En cas d'empêchement du Président, le Vice-Président remplit les mêmes fonctions et jouit des mêmes prérogatives que celles du Président.

En outre, le Vice-Président peut également exercer les fonctions d'administrateur référent. Le Vice-Président administrateur référent doit être un membre indépendant au regard des critères définis par le Code Afep-Medef.

La nomination d'un Vice-Président est obligatoire si les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général sont exercées par la même personne. Dans ce cas, le Vice-Président occupe également les fonctions d'administrateur référent.

En qualité d'administrateur référent indépendant, le Vice-Président est responsable de :

- gérer les éventuelles situations de conflit d'intérêts ;
- selon le cas, assister et conseiller le Président du Conseil d'administration sur les principes de gouvernement d'entreprise ou sur l'organisation du Conseil d'administration et de ses Comités, tout en respectant les fonctions de ce dernier ; et
- conduire les évaluations annuelles de l'organisation et du fonctionnement du Conseil d'administration et de ses Comités.

À cet effet, le Vice-Président-administrateur référent indépendant :

- présente les éventuels conflits d'intérêts identifiés au Président du Conseil d'administration et au Conseil d'administration, ainsi que ses recommandations sur les moyens pour y faire face ;

- a accès aux documents et informations qu'il juge nécessaires ou utiles à l'accomplissement de ses missions ;
- peut assister, sans voix délibérative, à toute réunion des Comités dont il n'est pas membre ;
- peut réunir, au moins une fois par an, les administrateurs en dehors de la présence des mandataires sociaux exécutifs ; et
- peut rencontrer les actionnaires actuels ou potentiels et faire remonter au Conseil d'administration leurs préoccupations en matière de gouvernance.

Le Vice-Président rend compte de ses travaux au Conseil d'administration.

#### **Travaux du Vice-Président administrateur référent indépendant**

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le Vice-Président administrateur référent, François Henrot :

- est intervenu lors de l'Assemblée générale des actionnaires de Rexel le 24 mai 2018 et a présenté aux actionnaires le « Gouvernement d'entreprise » de Rexel ainsi que la « Rémunération des dirigeants », comprenant une présentation du Conseil d'administration, les propositions de nomination ou de renouvellement d'administrateurs et le détail de la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux ;
- s'est entretenu plusieurs fois avec le Président du Conseil d'administration, Ian Meakins, sur les caractéristiques et les spécificités de la gouvernance des sociétés cotées sur le marché français, et les bonnes pratiques observées en France, notamment en termes de rémunération des dirigeants mandataires sociaux ; ces échanges ont porté en particulier sur la rémunération de Patrick Berard dont le mandat de Directeur Général a été renouvelé à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2018 ;
- a participé activement à la recherche de nouveaux administrateurs et à leur recrutement en échangeant avec les autres membres du Comité des nominations et en rencontrant les candidats ;
- s'est entretenu à de multiples reprises avec les autres membres du Comité des rémunérations sur l'évolution des plans d'action de performance en termes de durée et de conditions de performance ; et
- a présenté la gouvernance de Rexel et le fonctionnement du Conseil d'administration et de ses Comités lors de *roadshows* gouvernance organisés en début d'année 2018 avec plusieurs investisseurs. La politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux a été abordée à

cette occasion et un compte rendu de ces échanges a été présenté au Conseil afin qu'il soit parfaitement informé des attentes des principaux investisseurs.

#### **Direction Générale**

La Direction Générale de Rexel est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique, administrateur ou non, nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.

La Direction Générale est assumée par Patrick Berard depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

Les informations concernant la Direction Générale de Rexel sont développées de manière détaillée au paragraphe 3.1.3 « Direction Générale » du présent document de référence.

#### **Censeur du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration peut nommer, pour une durée de 4 ans au plus, jusqu'à 3 censeurs choisis ou non parmi les actionnaires. Les censeurs peuvent participer aux réunions du Conseil d'administration et des Comités avec une voix consultative.

Les informations relatives à François Auque nommé en qualité de censeur par le Conseil d'administration du 24 octobre 2018 sont développées au paragraphe 3.1.1. « Conseil d'administration » du présent document de référence. François Auque a été nommé en qualité de censeur dans la perspective de proposer sa candidature en qualité d'administrateur, en remplacement de Fritz Froehlich, à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019. Ainsi, François Auque peut se préparer, pendant la période de transition courant jusqu'à l'Assemblée générale, à l'exercice des fonctions de membre indépendant et de président du Comité d'audit et des risques. À cet effet, François Auque participe aux réunions du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques.

#### **Fonctionnement du Conseil d'administration**

##### **Compétence**

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de Rexel et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de Rexel et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans ses rapports avec les tiers, Rexel est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet

objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer par le Président tous les documents qu'il estime utiles.

Chaque administrateur dispose de la possibilité de bénéficier, s'il le juge nécessaire, d'une formation sur les spécificités de Rexel, de ses métiers et de son secteur d'activité. En 2018, le censeur nouvellement nommé a reçu une formation sur l'activité, les métiers, la stratégie de Rexel et ses spécificités comptables et financières.

Compte tenu de son statut propre, l'administrateur représentant les salariés bénéficie d'un temps de préparation de 15 heures avant chaque séance, et d'un temps de formation de 20 heures par an. Ces formations peuvent porter, notamment, sur le fonctionnement du Conseil d'administration, les droits et devoirs d'un administrateur et sur l'activité de Rexel.

Le Conseil d'administration est notamment doté des pouvoirs suivants :

- (i) Pouvoirs en matière de contrôle :
  - contrôle de la gestion ;
  - examen de la situation financière, de la situation de trésorerie et des engagements de Rexel et de ses filiales ;
  - examen de la situation de liquidité de Rexel et de ses filiales ;
  - examen du processus de vérification des comptes et des informations données aux actionnaires et au marché ; et
  - autorisation des conventions réglementées.
- (ii) Pouvoirs en matière de nominations :
  - nomination et révocation du Président du Conseil d'administration et du Vice-Président du Conseil d'administration ;
  - nomination et révocation du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués, fixation de leur nombre dans la limite prévue par les statuts ;
  - choix du mode d'organisation de la Direction Générale (dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général ou unicité de ces fonctions) ;
  - cooptation des administrateurs ; et
  - information sur la nomination, licenciement/ révocation des membres du Comité exécutif.

(iii) Pouvoirs en matière de rémunérations :

- fixation de la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués ;
- répartition des jetons de présence ; et
- avis sur la politique de rémunération des membres du Comité exécutif.

(iv) Établissement de rapports à l'attention de l'Assemblée générale :

Chaque année, le Conseil d'administration doit présenter à l'Assemblée générale ordinaire un rapport sur la situation de Rexel et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé ainsi que sur les comptes de l'exercice. Il présente également un rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Le Conseil d'administration émet des propositions quant au renouvellement des postes d'administrateurs.

(v) Pouvoirs en matière d'autorisation préalable de certaines décisions du Directeur Général :

Le Conseil d'administration confère au Directeur Général les autorisations requises par une disposition légale ou une stipulation des statuts.

En vertu des statuts de Rexel et du règlement intérieur du Conseil d'administration, les décisions suivantes sont soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration :

- adoption du budget annuel ;
- adoption du plan stratégique ;
- proposition de résolutions à l'Assemblée générale relatives à toute distribution (notamment de dividendes ou réserves) aux actionnaires ;
- proposition de résolutions à l'Assemblée générale relatives au remplacement des Commissaires aux comptes ;
- adoption de changements significatifs des méthodes comptables ;
- acceptation et démission par Rexel de tout mandat de membre de conseils d'administration ou d'organes équivalents, ainsi que la nomination et la révocation des représentants permanents de Rexel dans ces conseils d'administration ou organes équivalents ;
- proposition de résolutions à l'Assemblée générale et exercice de délégations de compétence ou de pouvoirs de l'Assemblée générale, relatives à l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de Rexel, d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ;

- proposition de résolutions à l'Assemblée générale relatives à tout programme de rachat d'actions ;
- acquisitions et cessions de toutes branches d'activité, de participation dans toute société, de tout actif et réalisation de toute dépense d'investissement, dans chaque cas pour une valeur d'entreprise supérieure à un seuil fixé par le Conseil d'administration ;
- création de toute branche d'activité ou de toute filiale, réalisation de tout investissement dans toute branche d'activité ou acquisition de toute participation dans une entreprise dans un pays dans lequel Rexel n'a pas d'activité ;
- endettement (y compris par voie d'emprunts obligataires) ou reprise de passifs, dans chaque cas pour un montant supérieur à un seuil fixé par le Conseil d'administration ;
- attribution d'options de souscription ou d'acquisition d'actions, attribution d'actions gratuites ou autres plans en faveur des employés de Rexel ou de ses filiales relatifs à des titres de capital de Rexel ;
- signature de conventions de fusion, de scission ou d'apport d'actifs ;
- admission aux négociations de valeurs mobilières de Rexel ou d'une de ses filiales sur un marché réglementé ;
- toute opération entraînant un changement significatif du champ d'activité de Rexel et de ses filiales ; et
- toute transaction ou compromis, pour un montant supérieur à un seuil fixé par le Conseil d'administration, relatif à tout litige.

### Consultation préalable des Comités

Dans la mesure du possible et en fonction des circonstances applicables, toute délibération du Conseil d'administration relevant du domaine de compétence d'un Comité devra être précédée de la saisine dudit Comité et ne pourra être prise qu'après la remise par le Comité compétent de ses recommandations ou propositions.

### Réunions

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de Rexel l'exige, et au moins une fois par trimestre, sur la convocation de son Président ou de son Vice-Président dans les conditions prévues par les statuts.

La convocation ainsi que les documents nécessaires à la mission des administrateurs sont adressés trois jours ouvrés avant chaque réunion du Conseil d'administration.

### Réunions par visioconférence ou autres moyens de télécommunications

Les administrateurs peuvent participer aux réunions du Conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunications, dans les conditions légales et prévues dans les statuts.

### Règles de majorité

Conformément aux statuts de Rexel, les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante si et seulement si le Conseil d'administration est composé d'un nombre pair d'administrateurs en fonction et uniquement lors des réunions présidées par le Président du Conseil d'administration.

### Déontologie du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration, instance collégiale, a l'obligation d'agir en toutes circonstances dans l'intérêt social de l'entreprise.

Les administrateurs exercent leurs fonctions avec loyauté et professionnalisme.

Les administrateurs veillent à éviter tout conflit d'intérêts pouvant exister entre leurs intérêts personnels et ceux de Rexel. Ainsi :

- les administrateurs veillent à préserver en toutes circonstances leur indépendance de jugement, de décision et d'action. Ils s'interdisent d'être influencés par tout élément étranger à l'intérêt social qu'ils ont pour mission de défendre ; et
- les administrateurs s'engagent à éviter tout conflit pouvant exister entre leurs intérêts moraux et matériels et ceux de Rexel. Ils informent l'administrateur indépendant référent de tout conflit d'intérêts, actuel ou potentiel, dans lequel ils pourraient être impliqués. Dans ce cas, ils s'abstiennent de participer aux débats ainsi qu'à toute décision sur les matières concernées et ne reçoivent aucun document relatif à la situation qui génère, même potentiellement, un conflit d'intérêts.

L'administrateur indépendant référent, ou le Président si l'administrateur indépendant référent est concerné par le conflit, peut se saisir de tout conflit d'intérêts actuel ou potentiel qui pourrait être porté à sa connaissance et mener toute enquête afin d'identifier ou de prévenir tout conflit.

### Rémunérations

L'Assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux charges d'exploitation de Rexel et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration répartit cette rémunération entre les administrateurs comme il l'entend.

En outre, les administrateurs dont le pays de résidence est situé sur un autre continent que le lieu de la réunion du Conseil peuvent se voir attribuer une prime spécifique par déplacement appelée « *time and travel allowance* » d'un montant décidé par le Conseil d'administration.

Le Président du Conseil d'administration, le Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués et les administrateurs peuvent percevoir une rémunération dans les conditions fixées par la loi et les statuts.

### Détention d'actions par les administrateurs

Pendant toute la durée de leurs fonctions, les administrateurs sont tenus de détenir au moins mille actions de Rexel. Si, au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans les délais prévus par les lois et règlements applicables.

En sus de l'obligation de détenir au moins mille actions de Rexel, chaque administrateur, membre personne physique ou représentant permanent d'une personne morale, doit détenir, sous la forme nominative, pendant la durée de son mandat, un nombre d'actions de Rexel correspondant à un montant au moins égal à l'intégralité du montant brut de la part fixe théorique annuelle des jetons de présence perçus par ledit administrateur. Dans l'hypothèse où un administrateur ne détiendrait pas un nombre suffisant d'actions, ledit administrateur devrait acquérir progressivement lesdites actions sur une durée de quatre années en utilisant les jetons de présence perçus.

Ces obligations de détention d'actions ne s'appliquent pas à l'administrateur représentant les salariés ni au censeur.

### Comités du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration peut créer des Comités afin de l'assister dans l'exercice de ses missions (voir paragraphe 3.1.2 « Comités du Conseil d'administration » du présent document de référence).

Le règlement intérieur du Conseil d'administration fixe les règles communes à ces Comités, notamment celles relatives à leur composition et à leurs

modalités de fonctionnement, ainsi que certaines règles propres à chacun des Comités.

### Évaluation de l'organisation et du fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de Rexel procède périodiquement, et au moins une fois par an, à une auto-évaluation de sa performance. L'évaluation de la performance du Conseil d'administration est conduite par l'administrateur référent, le ou les censeurs en activité ou par un administrateur indépendant. Elle peut prendre la forme de questionnaires anonymes adressés à chaque administrateur. Une fois par an, les résultats de cette évaluation sont présentés et débattus lors d'une séance du Conseil d'administration, et sous la direction d'un censeur ou d'un administrateur indépendant. À cette occasion, les différents points de la mission et de l'engagement du Conseil et des administrateurs sont revus et évalués, et, le cas échéant, des préconisations pour un meilleur fonctionnement sont formulées.

En outre, au moins une fois tous les trois ans, une évaluation de la performance du Conseil d'administration est réalisée avec l'aide d'un consultant extérieur, éventuellement sous la direction d'un administrateur indépendant.

Pour l'année 2018, l'évaluation de la composition, du fonctionnement et de l'organisation du Conseil d'administration et des Comités a été réalisée sur la base de questionnaires envoyés aux administrateurs.

L'évaluation fait apparaître que la composition, le fonctionnement et les missions du Conseil et des Comités sont adéquats ; que les membres du Conseil et l'équipe de direction communiquent aisément et que les contributions individuelles de chacun des administrateurs sont appropriées. L'évaluation fait également ressortir que des améliorations pourraient être apportées, notamment en ce qui concerne la compréhension de l'activité et la formation prodiguée, les informations relatives au contrôle interne et à la gestion des risques, à la responsabilité sociale et aux performances extra-financières ou la revue de la politique de rémunération. En particulier, des suggestions ont été faites afin d'améliorer la composition du Conseil d'administration par l'ajout de compétences dans le domaine de secteur d'activité et du digital, l'organisation du Conseil d'administration par un allongement de la durée des réunions du Conseil afin de débattre plus en profondeur sur certains sujets et le fonctionnement du Conseil d'administration par une augmentation des discussions portant sur les risques notamment.



### 3.1.1.4 Les travaux du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2018

PRÉSIDENTE	NOMBRE DE MEMBRES <sup>(1)</sup>	TAUX D'INDÉPENDANCE <sup>(2)</sup>	MEMBRES DE SEXE FÉMININ <sup>(2)</sup>	NOMBRE TOTAL DE RÉUNIONS TENUES EN 2018	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN
Ian Meakins	11	80 %	40 %	9	96 %

(1) Hors censeur.

(2) Hors administrateur représentant les salariés et censeur.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le Conseil d'administration s'est réuni 9 fois.

Le Conseil d'administration s'est notamment prononcé sur :

- l'examen des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ainsi que la communication financière y afférente ;
- l'examen du document de référence 2017 et les informations y afférentes ;
- la rémunération des dirigeants mandataires sociaux ;
- l'approbation et l'examen annuel des conventions réglementées ; l'approbation d'une convention réglementée ;
- la préparation de l'Assemblée générale mixte des actionnaires de Rexel du 24 mai 2018 ; la proposition de distribution ;
- l'examen des états financiers trimestriels et semestriels ainsi que de la communication financière y afférente ;
- l'examen des travaux des Comités du Conseil ;
- le budget du groupe Rexel pour l'exercice 2019 ainsi que le plan stratégique pluriannuel ;

- les projets de cession et d'acquisition du groupe Rexel ; la revue des sujets stratégiques ;
- l'examen de la cartographie des risques ;
- l'évolution de la composition du Conseil d'administration ; la nomination d'un censeur ;
- le renouvellement du Directeur Général ;
- la mise en œuvre d'un plan d'actions de performance ;
- le plan de succession du Directeur Général et des membres du Comité exécutif et des Directeurs Généraux pays ;
- la présentation de l'évaluation du Conseil d'administration ;
- la responsabilité sociale et environnementale du Groupe ; et
- la mise en place du programme de rachat d'actions.

Le Conseil d'administration a par ailleurs été informé de l'évolution des principaux projets structurants menés par les filiales du groupe Rexel.

Le taux de présence aux réunions du Conseil d'administration et des Comités était le suivant :

	CONSEIL D'ADMINISTRATION		COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES		COMITÉ DES NOMINATIONS		COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS	
	Nombre de réunions	Taux de présence	Nombre de réunions	Taux de présence	Nombre de réunions	Taux de présence	Nombre de réunions	Taux de présence
<b>ADMINISTRATEURS</b>								
Ian Meakins	9	100 %	5	100 %	8	100 %	7	100 %
François Henrot	9	100 %	-	-	7	88 %	7	100 %
Marcus Alexanderson	9	100 %	-	-	8	100 %	7	100 %
Patrick Berard	9	100 %	-	-	-	-	-	-
Julien Bonnel	7	78 %	-	-	-	-	6	86 %
Thomas Farrell	8	89 %	4	80 %	7	88 %	-	-
Fritz Froehlich	9	100 %	5	100 %	-	-	-	-
Elen Phillips	9	100 %	5	100 %	8	100 %	-	-
Maria Richter	9	100 %	5	100 %	-	-	7	100 %
Agnès Touraine	9	100 %	-	-	-	-	7	100 %
Herna Verhagen	8	89 %	-	-	8	100 %	-	-
<b>Taux moyen</b>		<b>96 %</b>		<b>96 %</b>		<b>96 %</b>		<b>98 %</b>
<b>CENSEUR</b>								
François Auke <sup>(1)</sup>	2	100 %	1	100 %	-	-	-	-

(1) François Auke est censeur au Conseil d'administration et au Comité d'audit et des risques depuis le 24 octobre 2018 dans la perspective de proposer sa candidature en tant qu'administrateur à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

### 3.1.2 Comités du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration peut créer des Comités afin de l'assister dans l'exercice de ses missions.

Au 31 décembre 2018, les trois Comités du Conseil d'administration étaient : le Comité d'audit et des risques, le Comité des nominations et le Comité des rémunérations.

Les Comités sont chargés de faire part au Conseil d'administration de leurs avis, propositions ou recommandations. Ils ont uniquement un pouvoir consultatif et exercent leurs attributions sous la responsabilité du Conseil d'administration.

Pour délibérer valablement, la moitié au moins des membres doit être présente. Un membre ne peut pas se faire représenter par un autre membre.

Les recommandations ou propositions d'un Comité sont émises à la majorité simple des membres et la voix du président n'est pas prépondérante en cas de partage des voix.

Après en avoir informé le Président du Conseil d'administration (et le Directeur Général dans les cas (i) et (ii) ci-dessous) et à charge d'en rendre compte au Conseil d'administration, chacun des Comités peut, dans l'exercice de ses attributions :

- (i) se faire communiquer par Rexel tout document qui lui paraît utile à l'exercice de sa mission ;
- (ii) auditionner le Directeur Général ou toute autre personne que le Comité juge utile d'auditionner ; et
- (iii) se faire assister en réunion de tout tiers de son choix (expert, conseil, avocat ou commissaire aux comptes).

Les Comités peuvent également inviter le Directeur Général à assister à leurs réunions.

Chacun des Comités du Conseil d'administration peut établir un règlement intérieur qui doit être approuvé par le Conseil d'administration et qui complète les stipulations du règlement intérieur de celui-ci.

#### 3.1.2.1 Comité d'audit et des risques

PRÉSIDENT	NOMBRE DE MEMBRES	TAUX D'INDÉPENDANCE	NOMBRE TOTAL DE RÉUNIONS TENUES EN 2018	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN
Fritz Froehlich	5 <sup>(1)</sup>	100 %	5	96 %

(1) Hors le censeur.

#### Composition du Comité d'audit et des risques

Au 31 décembre 2018, le Comité d'audit et des risques était composé des membres suivants :

- Fritz Froehlich (Président et administrateur indépendant) ;
- Thomas Farrell (administrateur indépendant) ;
- Ian Meakins (administrateur indépendant) ;
- Elen Phillips (administrateur indépendant) ; et
- Maria Richter (administrateur indépendant).

En outre, François Auque, en qualité de censeur, a assisté aux réunions du Comité d'audit et des risques.

Les membres du Comité d'audit et des risques sont désignés en fonction de leurs compétences particulières en matière financière ou comptable, eu égard à leur formation académique et à leur expérience professionnelle, notamment en matière de préparation, d'audit et d'analyse des états financiers, de problématiques comptables ainsi que de suivi et gestion des risques.

Chacun des membres du Comité d'audit et des risques présente des compétences en matières financière et/ou comptable. Les membres du

Comité d'audit et des risques sont en outre informés des spécificités comptables, financières ou opérationnelles du groupe Rexel.

Les critères d'indépendance des administrateurs sont précisés au paragraphe 3.1.1.3 « Règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil d'administration » du présent document de référence. Au 31 décembre 2018, l'ensemble des membres du Comité d'audit et des risques étaient considérés comme indépendants, soit un taux d'indépendance de 100 %.

#### Fonctionnement du Comité d'audit et des risques

Les principales dispositions du règlement intérieur du Comité d'audit et des risques sont reproduites ci-après. Elles prennent en compte les conclusions du groupe de travail formé par l'AMF sur le Comité d'audit.

#### Composition

Le Comité d'audit et des risques est composé d'un nombre maximum de 7 membres et inclut des administrateurs indépendants. Un des administrateurs indépendants au moins doit

présenter des compétences en matières financière et comptable.

Les dirigeants mandataires sociaux exécutifs ne peuvent être membres du Comité.

Les membres du Comité d'audit et des risques sont choisis pour leurs compétences dans les domaines comptable et financier.

### Compétence

Le Comité d'audit et des risques assure le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières. Il aide le Conseil d'administration à veiller à l'exactitude et à la sincérité des comptes sociaux et consolidés de Rexel et à la qualité de l'information délivrée. Il reçoit notamment pour mission du Conseil d'administration à l'occasion de l'établissement des comptes sociaux et consolidés, établis sur une base tant annuelle que semestrielle et trimestrielle selon la réglementation applicable, ainsi que lors de la préparation de toute délibération concernant les comptes de Rexel, de formuler toute recommandation ou proposition au Conseil d'administration dans tous les domaines décrits ci-dessous :

- revue et contrôle des informations comptables et financières :
  - connaissance du périmètre de consolidation, des méthodes comptables et des procédures de contrôle ;
  - revue du processus d'élaboration de l'information financière, et le cas échéant, formulation de recommandations pour en garantir l'intégrité ;
  - examen des comptes trimestriels, semestriels et annuels, notamment analyse des provisions, et des risques et engagements hors bilan significatifs ;
  - connaissance des positions prises en matière comptable pour l'enregistrement des opérations importantes ;
  - avis au Conseil d'administration sur tout projet d'adoption de changements significatifs des méthodes comptables ;
  - examen de la structure financière du Groupe, examen et émission d'un avis au Conseil d'administration sur tout projet d'emprunt de Rexel ou de reprise de passifs, pour un montant dépassant le seuil au-delà duquel ces opérations sont soumises à autorisation préalable du Conseil d'administration ; et
  - examen des modalités d'établissement de l'information apportée aux actionnaires et au marché, et examen des communiqués de

presse du Groupe en matières comptable et financière.

- suivi de la réalisation de leur mission par les Commissaires aux comptes :
  - suivi des travaux des Commissaires aux comptes sur les états financiers trimestriels, semestriels et annuels, sociaux et consolidés ;
  - rendre compte au Conseil d'administration des résultats de la mission de certification des comptes, de la manière dont cette mission a contribué à l'intégrité de l'information financière et du rôle qu'il a joué dans ce processus et l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée ; et
  - suivi des contrôles effectués par le Haut Conseil du commissariat aux comptes.
- contrôle de l'indépendance des Commissaires aux comptes :
  - pilotage de la procédure de sélection des Commissaires aux comptes ;
  - recommandation au Conseil d'administration sur les projets de propositions à l'Assemblée générale quant à la nomination, au remplacement et au renouvellement des Commissaires aux comptes ;
  - connaissance du montant des honoraires des Commissaires aux comptes pour avis au Conseil d'administration ;
  - contrôle du respect par les Commissaires aux comptes des conditions d'indépendance ; et
  - approbation de la fourniture de services autres que la certification des comptes par les Commissaires aux comptes.
- suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne, de gestion des risques et d'audit interne :
  - avis sur la mission et l'organisation de l'audit interne du Groupe, et sur son plan d'intervention ;
  - revue des principaux constats effectués par l'audit interne dans le cadre de ses travaux, suivie d'un rapport au Conseil d'administration ;
  - revue de la contribution de l'audit interne à l'évaluation du processus de gestion des risques et du contrôle interne ; et
  - revue de l'organisation et de l'application du référentiel de contrôle interne dans le Groupe et revue du processus d'identification et de gestion des risques.

### Modalités de fonctionnement

Le Comité d'audit et des risques se réunit au moins 4 fois par an et chaque fois qu'il l'estime nécessaire, et préalablement aux réunions du

Conseil d'administration dont l'ordre du jour comporte l'examen d'un sujet se rapportant à sa mission. La périodicité et la durée des séances du Comité d'audit et des risques doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des matières relevant de la compétence du Comité d'audit et des risques.

### Les travaux du Comité d'audit et des risques au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Le Comité d'audit et des risques s'est réuni 5 fois au cours de l'exercice 2018, notamment préalablement aux réunions du Conseil d'administration appelé à statuer sur les comptes, et a rendu compte de ses travaux au Conseil d'administration.

Le taux de présence aux réunions du Comité d'audit et des risques était de 96 % pour l'exercice 2018.

Le Directeur financier Groupe, le Directeur du financement, de la trésorerie et de la fiscalité, le Directeur du contrôle financier Groupe, le Responsable comptable du Groupe, le Directeur de l'audit interne Groupe et les Commissaires aux comptes ont assisté à chacune de ces réunions. D'autres membres de la direction du groupe Rexel ont assisté à certaines de ces réunions lorsque des sujets requérant leur expertise figuraient à l'ordre du jour.

En outre, le Comité d'audit et des risques peut, s'il l'estime nécessaire en fonction des sujets inscrits à

l'ordre du jour de ses réunions, demander à entendre le Directeur Général.

En 2018, ses travaux ont notamment porté sur l'examen :

- des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, des états financiers semestriels résumés au 30 juin 2018 et des états financiers trimestriels résumés au 31 mars 2018 et au 30 septembre 2018 ;
- de la bonne application des principes comptables ;
- du fonctionnement des organes de contrôle interne de Rexel (voir notamment le chapitre 2 « Facteurs de risque et contrôle interne » du présent document de référence) ;
- de la situation fiscale du groupe Rexel ;
- des modalités de financement de Rexel ; et
- de la distribution du résultat.

Les Commissaires aux comptes ont présenté leurs conclusions dans le cadre de l'audit des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, de la revue limitée des états financiers semestriels résumés au 30 juin 2018 et des procédures conduites sur les états financiers trimestriels résumés au 31 mars 2018 et au 30 septembre 2018. Ils ont également été entendus par les membres du Comité à chaque réunion hors la présence de la direction du groupe Rexel.

### 3.1.2.2 Comité des nominations

COMITÉ	PRÉSIDENT	NOMBRE DE MEMBRES	TAUX D'INDÉPENDANCE	NOMBRE TOTAL DE RÉUNIONS TENUES EN 2018	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN
Comité des nominations	Herna Verhagen	6	83 %	8	96 %

#### Composition du Comité des nominations

Au 31 décembre 2018, le Comité des nominations était composé des membres suivants :

- Herna Verhagen (Président et administrateur indépendant) ;
- Marcus Alexanderson (administrateur non indépendant) ;
- Thomas Farrell (administrateur indépendant) ;
- François Henrot (administrateur référent indépendant) ;
- Ian Meakins (administrateur indépendant) ; et
- Elen Phillips (administrateur indépendant).

Les critères d'indépendance des administrateurs sont précisés au paragraphe 3.1.1.3 « Règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil

d'administration » du présent document de référence. Au 31 décembre 2018, 5 membres du Comité des nominations sur 6 étaient considérés comme indépendants, soit un taux d'indépendance de 83 %.

#### Fonctionnement du Comité des nominations

Les principales stipulations du règlement intérieur du Comité des nominations sont reproduites ci-après.

#### Composition

Le Comité des nominations est composé d'un nombre maximum de 7 membres et inclut des administrateurs indépendants. Il est présidé par un administrateur indépendant. Les dirigeants mandataires sociaux exécutifs ne peuvent pas être membres du Comité des nominations.

### Attributions

Le Comité des nominations est compétent afin de :

- effectuer toute proposition concernant les nominations, révocations, licenciements et renouvellements des administrateurs et du Président du Conseil d'administration, des membres et du Président de Comités, du Directeur Général ainsi que des Directeurs Généraux Délégués, et donner un avis sur les candidatures envisagées, en termes de compétence, de disponibilité, d'adéquation et de complémentarité avec les autres administrateurs ou de la Direction Générale ;
- être informé de toute nomination, licenciement ou révocation d'un membre du Comité exécutif ;
- proposer la qualification d'administrateur indépendant pour les administrateurs concernés ;
- contrôler la conformité avec les critères d'indépendance, donner un avis à cet égard le cas échéant, et conseiller le Président du Conseil d'administration sur le nombre d'administrateurs indépendants ;
- être en mesure à tout moment de formuler une proposition sur une éventuelle succession du Président du Conseil d'administration ou du Directeur Général ; et
- donner un avis, sur propositions du Directeur Général, sur l'acceptation et la démission par Rexel de tout mandat en qualité d'administrateurs ou d'organes équivalents, ainsi que sur la nomination et la révocation des représentants permanents de Rexel auxdits conseils d'administration ou organes équivalents.

Dans le cadre des attributions énoncées ci-dessus, les membres du Comité peuvent inviter les dirigeants mandataires sociaux exécutifs à participer aux

travaux afin qu'ils donnent leur appréciation sur les nominations envisagées, excepté lorsqu'il est fait état de leur situation personnelle.

### Modalités de fonctionnement

Le Comité des nominations se réunit au moins une fois par an, chaque fois qu'il l'estime nécessaire, et préalablement aux réunions du Conseil d'administration dont l'ordre du jour comporte l'examen d'un sujet se rapportant à sa mission. La périodicité et la durée des séances du Comité des nominations doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des matières relevant de sa compétence.

### Les travaux du Comité des nominations au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Le Comité des nominations s'est réuni 8 fois au cours de l'exercice 2018.

Le taux de présence aux réunions du Comité des nominations était de 96 % pour l'exercice 2018.

Il a rendu compte de ses travaux au Conseil d'administration.

En 2018, ses travaux ont notamment porté sur :

- le rapport du Comité des nominations sur l'indépendance des administrateurs ;
- la politique de diversité des membres du Conseil d'administration ;
- le renouvellement annuel des administrateurs et l'évolution de la composition du Conseil d'administration, la nomination d'un censeur ;
- le plan de succession du Directeur Général, des Directeurs Généraux pays et des membres du Comité exécutif ; et
- le suivi de l'actualité réglementaire et notamment la révision du code Afep-Medef en juin 2018.

### 3.1.2.3 Comité des rémunérations

COMITÉ	PRÉSIDENT	NOMBRE DE MEMBRES	TAUX D'INDÉPENDANCE	NOMBRE TOTAL DE RÉUNIONS TENUES EN 2018	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN
Comité des rémunérations	Agnès Touraine	6	80 % <sup>(1)</sup>	7	98 %

(1) Hors administrateur représentant les salariés.

### Composition du Comité des rémunérations

Au 31 décembre 2018, le Comité des rémunérations était composé des membres suivants :

- Agnès Touraine (Président et administrateur indépendant) ;

- Marcus Alexanderson (administrateur non indépendant) ;
- Julien Bonnel (administrateur représentant les salariés) ;
- François Henrot (administrateur référent indépendant) ;



- Ian Meakins (administrateur indépendant) ; et
- Maria Richter (administrateur indépendant).

Les critères d'indépendance des administrateurs sont précisés au paragraphe 3.1.1.3 « Règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil d'administration » du présent document de référence. Au 31 décembre 2018, 4 membres du Comité des rémunérations sur 5 étaient considérés comme indépendants, soit un taux d'indépendance de 80 % (hors l'administrateur représentant les salariés).

### Fonctionnement du Comité des rémunérations

Les principales stipulations du règlement intérieur du Comité des rémunérations, en vigueur au 31 décembre 2018, sont reproduites ci-après.

#### Composition

Le Comité des rémunérations est composé d'un nombre maximum de 7 membres et inclut des administrateurs indépendants. Il est présidé par un administrateur indépendant. Les dirigeants mandataires sociaux exécutifs ne peuvent pas être membres du Comité des rémunérations.

#### Attributions

Le Comité des rémunérations est compétent afin de :

- effectuer toute recommandation au Conseil d'administration sur la rémunération du Président du Conseil d'administration, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués, la règle de détermination de leurs éléments variables, et les éléments complémentaires tels que le régime de retraite et les avantages en nature ;
- effectuer toute recommandation au Conseil d'administration sur la répartition des jetons de présence alloués aux administrateurs ;
- être informé des indemnités envisagées dans le cadre de la rupture du contrat de travail du Directeur Général ou des Directeurs Généraux Délégués, et donner un avis à cet égard au Président du Conseil d'administration ;
- donner un avis sur la politique d'attribution de stock-options et d'attribution gratuite d'actions, concernant toutes les catégories de bénéficiaires, et plus particulièrement concernant le Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués et les membres du Comité exécutif de Rexel ; faire une recommandation sur la périodicité des attributions et les modalités d'attribution ; et
- effectuer toute recommandation concernant la politique de rémunération des membres du

Comité exécutif. À cette occasion, les dirigeants mandataires sociaux exécutifs pourront être invités par le Comité et participer à la réunion relative à la rémunération des membres du Comité exécutif.

### Modalités de fonctionnement

Le Comité des rémunérations se réunit au moins une fois par an, chaque fois qu'il l'estime nécessaire, et préalablement aux réunions du Conseil d'administration dont l'ordre du jour comporte l'examen d'un sujet se rapportant à sa mission. La périodicité et la durée des séances du Comité des rémunérations doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des matières relevant de sa compétence.

### Les travaux du Comité des rémunérations au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Le Comité des rémunérations s'est réuni 7 fois au cours de l'exercice 2018.

Le taux de présence aux réunions était de 98 % pour le Comité des rémunérations.

Il a rendu compte de ses travaux au Conseil d'administration.

En 2018, ses travaux ont notamment porté sur :

- la rémunération variable au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 des dirigeants mandataires sociaux exécutifs ;
- la rémunération au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 des dirigeants mandataires sociaux ;
- l'attribution d'actions de performance ;
- la rémunération des administrateurs (jetons de présence) ;
- la rémunération du censeur ;
- la politique de rémunération des membres du Comité exécutif ; et
- le suivi de l'actualité réglementaire et notamment la révision du code Afep-Medef de juin 2018.

Les développements relatifs aux modalités de rémunération des dirigeants mandataires sociaux figurent à la section 3.2 « Rémunérations des mandataires sociaux » du présent document de référence.

Les dirigeants mandataires sociaux exécutifs peuvent être invités aux séances par les membres du Comité, afin de donner un avis sur la rémunération des membres du Comité exécutif.

### 3.1.3 Direction Générale

À la date du présent document de référence, la Direction Générale de Rexel est exercée par un Directeur Général. Ce mode de direction résulte de la décision du Conseil d'administration de dissocier les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général (voir le paragraphe « Dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général » dans l'introduction de la section 3.1 « Organes d'administration et de direction » du présent document de référence).

Le Conseil d'administration a confié à Patrick Berard les fonctions de Directeur Général à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016. Le mandat de Directeur Général de Patrick Berard a été renouvelé le 24 mai 2018

à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2018 pour une durée courant jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à se prononcer en 2021 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Les décisions requérant l'autorisation préalable du Conseil d'administration sont décrites au paragraphe 3.1.1.3 « Règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil d'administration » du présent document de référence.

### 3.1.4 Comité exécutif

L'organisation opérationnelle de Rexel s'articule autour d'un Comité exécutif.

Le Comité exécutif, à la date du présent document de référence, est composé de 9 membres, dont 4 sont en charge d'activités opérationnelles clés :

Patrick Berard	Directeur Général
<b>Fonctions Groupe</b>	
Laurent Delabarre	Directeur Financier Groupe
Sébastien Thierry	Secrétaire Général et Secrétaire du Conseil d'administration
Frank Waldmann	Directeur des Ressources Humaines Groupe
Nathalie Wright	Directrice Digital et IT Transformation Groupe & Directrice Générale Pays Nordiques
<b>Fonctions opérationnelles</b>	
Jeff Baker	Directeur Général et Vice-Président (SVP) de Rexel USA
Pierre Benoît	Directeur Général Royaume-Uni / Irlande – Benelux
Eric Gauthier	Directeur Général Asie-Pacifique
Roger Little	Directeur Général Canada

Le Comité exécutif se réunit régulièrement afin de définir la stratégie du groupe Rexel, de coordonner les initiatives, notamment en matière opérationnelle, de suivre les performances du groupe Rexel et d'assurer la mise en œuvre de projets transversaux.

La Direction générale est attentive à la non-discrimination et à la diversité des membres du Comité exécutif et plus largement à celle de l'encadrement supérieur du Groupe afin de garantir un fonctionnement adapté à son activité et à son développement.

Ainsi, dans le respect du règlement intérieur et des dispositions du Code Afep-Medef, les politiques de Rexel en matière de non-discrimination et de diversité mises en place par la Direction générale visent à :

- assurer une représentation équilibrée homme/femme au sein du Comité exécutif et plus généralement au sein de l'encadrement supérieur. Dans le cadre de cette politique, la Direction Générale a notamment nommé une femme au sein du Comité exécutif ;

- refléter une égalité entre les hommes et les femmes en matière de recrutement, d'évolution de carrière, de formation et de rémunération dans un contexte de faible féminisation des collaborateurs dans le secteur de la distribution spécialisée (les indicateurs clés de performance sont abordés dans la déclaration de performance extra-financière (voir paragraphe 4.3.4.1 « Égalité hommes-femmes » du présent document de référence) ;

- maintenir une mixité intergénérationnelle au sein du Groupe compte tenu du niveau élevé de séniorité de ses collaborateurs. Cet enjeu est traité à travers la mise en place d'une politique proactive de gestion de carrière et des compétences (voir paragraphe 4.3.4.3 « Diversité générationnelle » du présent document de référence) ; et

- garantir une diversité grâce à une politique active de mobilité fonctionnelle et géographique des collaborateurs en offrant aux collaborateurs des opportunités d'évolution. Ces opportunités sont disponibles sur une plateforme dédiée (les

indicateurs clés de performance en termes de mobilité verticale et horizontale sont détaillés au paragraphe 4.3.2.2 « Fidéliser les talents » du présent document de référence).

### 3.1.5 Déclarations concernant le Conseil d'administration

À la connaissance de Rexel :

- il n'existe aucun lien familial entre les administrateurs et la Direction Générale de Rexel ;
- aucun des administrateurs ou membre de la Direction Générale de Rexel n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années ;
- aucun des administrateurs ou membre de la Direction Générale de Rexel n'a été associé à une « faillite », mise sous séquestre ou liquidation au cours des cinq dernières années ;
- aucun des administrateurs ou membre de la Direction Générale de Rexel n'a fait l'objet d'une incrimination ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires au cours des cinq dernières années ; et
- aucun des administrateurs ou membre de la Direction Générale de Rexel n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la

gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

### 3.1.6 Conflit d'intérêts

Les administrateurs en situation de conflit d'intérêts doivent informer l'administrateur référent. François Henrot a été nommé en qualité de Vice-Président du Conseil d'administration et d'administrateur référent indépendant par le Conseil d'administration, et est ainsi en charge notamment de la gestion des éventuelles situations de conflit d'intérêts.

Tout conflit d'intérêts potentiel fait l'objet d'un débat au sein du Conseil d'administration.

Les administrateurs en situation de conflit d'intérêts s'abstiennent de prendre part aux délibérations et au vote des décisions concernées.

À la date du présent document de référence et à la connaissance de Rexel, il n'existe pas de situation pouvant donner lieu à un conflit entre les intérêts privés des administrateurs ou de la Direction Générale et l'intérêt social de Rexel.

### 3.1.7 Contrats de service entre les administrateurs et Rexel ou l'une de ses filiales

Il n'existe pas de convention de service conclue entre les administrateurs ou de la Direction Générale de Rexel et Rexel ou l'une de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages.

## 3.2 Rémunération des mandataires sociaux

Le Conseil d'administration de Rexel se réfère aux recommandations du Code Afep-Medef pour la détermination des rémunérations et avantages consentis aux mandataires sociaux. Le Conseil d'administration se prononce sur la base des recommandations du Comité des rémunérations.

### 3.2.1 Rémunération des mandataires sociaux non dirigeants (administrateurs)

L'Assemblée générale des actionnaires de Rexel peut allouer aux administrateurs des jetons de présence.

L'Assemblée générale des actionnaires de Rexel a, le 22 mai 2014, alloué au titre de jetons de présence, une

enveloppe globale d'un montant de 1 315 000 euros, qui n'a pas été modifiée depuis cette date.

### Règles de répartition et montant des jetons de présence versés au titre de l'année 2018

Dans le cadre de cette enveloppe et sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil d'administration a décidé de répartir les jetons de présence au titre de l'exercice 2018 comme suit :

- part fixe : 40 000 euros<sup>(1)</sup> ;
- part variable : 5 000 euros par réunion de Comité avec une limite supérieure de 40 000 euros par membre<sup>(2)</sup> ;

(1) Le Président et le Vice-Président du Conseil d'administration ne sont pas éligibles à cette part fixe.

(2) Le Président du Conseil d'administration n'est pas éligible à cette part variable.

- pour les membres Présidents de Comités : un montant additionnel de 15 000 euros pour la présidence du Comité des nominations, un montant additionnel de 15 000 euros pour la présidence du Comité des rémunérations et un montant de 25 000 euros pour la présidence du Comité d'audit et des risques ;
- pour le Vice-Président et administrateur référent du Conseil d'administration : une part fixe de 100 000 euros, la part variable restant identique à ce qui est indiqué plus haut. Le Vice-Président et administrateur référent du Conseil d'administration n'a pas droit à des jetons liés à la présidence d'un Comité ; et

- pour les membres venant d'un autre continent pour participer aux réunions du Conseil d'administration : une allocation voyage d'un montant forfaitaire de 2 500 euros par séjour.

Le Conseil d'administration a souhaité, au regard de la situation particulière du censeur, plus précisément en vue de son éligibilité au poste d'administrateur, soumettre la rémunération du censeur à la même politique de rémunération que celle applicable aux administrateurs.

Sur recommandation du Comité des rémunérations, le Conseil d'administration du 12 février 2019 a fixé la rémunération des administrateurs et du censeur comme suit :

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE								
2018					2017			
	PARTIE FIXE	PARTIE VARIABLE	ALLOCATION VOYAGE	TOTAL	PARTIE FIXE	PARTIE VARIABLE	ALLOCATION VOYAGE	TOTAL
<b>ADMINISTRATEURS</b>								
Ian Meakins	-	-	-	-	-	-	-	-
François Henrot <sup>(1)</sup>	100 000	40 000	-	140 000	100 000	40 000	-	140 000
Marcus Alexanderson	40 000	40 000	-	80 000	25 200	25 000	-	50 200
Patrick Berard	-	-	-	-	-	-	-	-
Julien Bonnel	40 000	30 000	-	70 000	4 900	10 000	-	14 900
Thomas Farrell	40 000	40 000	15 000	95 000	40 000	40 000	15 000	95 000
Fritz Froehlich <sup>(2)</sup>	80 000	25 000	-	105 000	65 000	40 000	-	105 000
Elen Phillips	40 000	40 000	15 000	95 000	40 000	30 000	17 500	87 500
Maria Richter	40 000	40 000	17 500	97 500	40 000	40 000	17 500	97 500
Agnès Touraine	55 000	35 000	-	90 000	42 100	30 000	-	72 100
Herna Verhagen	55 000	40 000	-	95 000	46 500	25 000	-	71 500
<b>CENSEUR</b>								
François Auque <sup>(3)</sup>	7 600	5 000	-	12 600	-	-	-	-
<b>Total</b>				<b>880 100</b>				<b>733 700</b>

(1) Y compris la rémunération en qualité de Vice-Président du Conseil d'administration.

(2) Un complément de 15 000 euros a été versé à Fritz Froehlich compte tenu des travaux additionnels qu'il a effectués au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (réglementation comptable IFRS 16, intégration de François Auque en prévision de sa nomination en tant qu'administrateur, restructuration de certaines entités du Groupe).

(3) François Auque a été nommé censeur par le Conseil d'administration du 24 octobre 2018.

**Tableau récapitulatif de la rémunération versée aux administrateurs et au censeur au titre des 3 derniers exercices (en euros)**

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017	2016
<b>ADMINISTRATEURS</b>			
Ian Meakins	-	-	10 100
François Henrot	140 000	140 000	115 100
Marcus Alexanderson	80 000	50 200	-
Patrick Berard	-	-	-
Julien Bonnel	70 000	14 900	-
Thomas Farrell	95 000	95 000	95 000
Fritz Froehlich	105 000	105 000	105 000
Elen Phillips	95 000	87 500	62 800
Maria Richter	97 500	97 500	95 000
Agnès Touraine	90 000	72 100	-
Herna Verhagen	95 000	71 500	65 000
<b>CENSEUR</b>			
François Auke	12 600	-	-
<b>ANCIENS ADMINISTRATEURS</b>			
Isabel Marey-Semper	-	-	6 800
Monika Ribar	-	-	17 400
Pier-Luigi Sigismondi	-	-	82 500
Marianne Culver	-	-	48 300
<b>Total</b>	<b>880 100</b>	<b>733 700</b>	<b>703 000</b>

### Règles de répartition des jetons de présence à verser au titre de l'année 2019

Le Conseil d'administration a décidé de reconduire pour 2019 les règles de répartition des jetons de présence telles que définies ci-dessus pour 2018 et d'augmenter la part variable de 5 000 à 8 000 euros (avec maintien de la limite supérieure de 40 000 euros), dans le cadre de l'enveloppe de 1 315 000 euros inchangée.

Il est rappelé que les administrateurs sont soumis à une obligation de détention de titres sur la durée de leur mandat (d'une valeur équivalente au montant de la part fixe théorique annuelle des jetons de présence). Cette obligation ne s'applique pas à l'administrateur représentant les salariés.

### 3.2.2 Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du Code de commerce)

En application de l'article L.225-37-2 du Code de commerce, la présente section décrit les principes

et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019.

#### 3.2.2.1 Principes généraux de la politique de rémunération 2019

Les grands principes de la politique de rémunération sont fixés par le Conseil d'administration après avis du Comité des rémunérations. Conformément à la structure de gouvernance en place, les dirigeants mandataires sociaux sont :

- le Président du Conseil d'administration (dirigeant mandataire social non-exécutif) ; et
- le Directeur Général (dirigeant mandataire social exécutif).

La politique de rémunération définie par le Conseil d'administration pour les dirigeants non-exécutifs (le Président du Conseil d'administration) vise à attirer et retenir des dirigeants en charge de développer une relation de travail avec les administrateurs et



d'accroître les scénarios stratégiques apportant un soutien des actionnaires à l'entreprise et *vice versa*.

La politique de rémunération définie par le Conseil d'administration pour les dirigeants exécutifs (le Directeur Général) vise à attirer, retenir et motiver des dirigeants performants, qui développeront la performance et la compétitivité du Groupe sur le moyen et le long terme, conformément à la stratégie définie, en alignant leur intérêt avec l'intérêt social du Groupe et celui des actionnaires. Cette rémunération est déterminée en prenant en compte les pratiques de marché, les performances des dirigeants et les autres parties prenantes de l'entreprise. Cette politique est en ligne avec la politique applicable aux autres dirigeants du Groupe.

Afin de servir efficacement ces objectifs, le Conseil d'administration détermine avec exhaustivité et mesure les différentes composantes de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux. Des études réalisées annuellement par un cabinet de conseil indépendant (cabinet Willis Towers Watson), portant sur un panel de sociétés françaises et européennes de secteurs voisins et de taille comparable en termes de chiffre d'affaires, d'effectifs et de capitalisation boursière, permettent au Conseil d'administration d'apprécier la compétitivité de la rémunération des dirigeants.

Le Conseil d'administration vise à positionner la rémunération fixe annuelle des mandataires sociaux à la médiane du marché de référence et à proposer pour le Directeur Général une rémunération variable court terme et une rémunération variable long terme cibles plus dynamiques, mais intégralement assujetties à des conditions de performance exigeantes. Le Conseil d'administration examine l'équilibre de ces composantes.

### 3.2.2.2 Rémunération fixe 2019

La politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux définie par le Conseil d'administration prévoit l'attribution d'une rémunération fixe annuelle au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général.

Cette politique de rémunération prévoit que le Président du Conseil d'administration bénéficie d'une rémunération fixe annuelle, à l'exclusion de tout autre élément de rémunération.

Cette rémunération fixe annuelle est déterminée par le Conseil d'administration au début et pour toute la durée du mandat du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général. Le Conseil d'administration se réserve la possibilité de

réévaluer la politique de rémunération en cas de renouvellement du mandat de dirigeant mandataire social.

Le montant de la rémunération fixe annuelle est déterminé en fonction de critères propres à la personne concernée (expérience, ancienneté, responsabilités notamment) et de critères liés au secteur d'activité et à l'environnement économique général (en complément des études de marché susmentionnées).

Le Conseil d'administration vise à positionner la rémunération fixe annuelle des mandataires sociaux à la médiane du marché de référence et à proposer pour le Directeur Général une rémunération variable court terme et une rémunération variable long terme cibles plus dynamiques, mais intégralement assujetties à des conditions de performance exigeantes. Le Conseil examine l'équilibre de ces composantes.

### 3.2.2.3 Rémunération variable court terme 2019

Le Directeur Général est éligible à une rémunération variable annuelle.

La rémunération variable annuelle cible, définie en pourcentage de la rémunération fixe, est également déterminée pour la durée du mandat social.

Cette rémunération variable a pour objectif de mettre en corrélation la rémunération du Directeur Général avec les résultats de l'activité du groupe Rexel. La rémunération variable est ainsi calculée en fonction de la réalisation ou non de critères liés à la performance du groupe Rexel et de critères liés à la performance individuelle. Par ailleurs, la rémunération variable est limitée à un plafond exprimé en pourcentage de la rémunération variable cible.

Le Conseil d'administration vise à positionner la rémunération variable court terme cible au-delà de la médiane de marché et à l'assujettir intégralement à des conditions de performance exigeantes.

Les critères retenus par le Conseil d'administration pour apprécier la performance de la rémunération variable sont :

- d'une part, des critères financiers (critères quantifiables) déterminés en fonction et sur la base des résultats de Rexel et des agrégats que le Groupe utilise dans le cadre de l'analyse de sa situation financière (la part financière représente 75 % de la rémunération variable annuelle cible). Ces critères sont la croissance des ventes en volume

(40 %), la croissance de l'EBITA ajusté en volume (40 %) et le BFR opérationnel moyen (20 %). Le poids des critères a été ajusté de 2018 (1/3 pour chacun des critères) à 2019, en conformité avec les ambitions stratégiques et financières du Groupe ; et

- d'autre part, des critères non financiers (critères mesurables). La part non financière représente 25 % de la rémunération variable annuelle cible. Ces critères sont relatifs à des enjeux de transformation du Groupe, transformation digitale en particulier. Ils sont aussi relatifs à la bonne conduite des missions du Groupe, dans le cadre de sa politique RSE – Responsabilité Sociale des Entreprises. Ces critères ont été ajustés de 2018 à 2019 et sont conformes aux recommandations de l'article 24.3 du Code Afep-Medef, dans sa version révisée, publiée au mois de juin 2018.

Les critères et le niveau de réalisation attendu sont clairement définis de manière annuelle par le Conseil d'administration. Les critères financiers sont communiqués en début d'exercice. Le niveau de réalisation attendu et la performance atteinte sont communiqués de manière très précise *ex-post* dans le document de référence. Cette communication *ex-post* se justifie par la volonté de préserver les intérêts de l'entreprise en ne communiquant pas *ex-ante* des indications sur sa stratégie qui pourraient être exploitées par ses concurrents. En ce qui concerne les critères non financiers, ils sont également décrits de manière à préserver l'intérêt du groupe Rexel dans un environnement fortement concurrentiel. Leur taux de réalisation est précisé *ex-post*.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement de la rémunération variable est conditionné à l'approbation de l'Assemblée générale mixte.

Les critères sont détaillés dans le paragraphe 3.2.2.7 « Tableaux récapitulatifs des éléments de rémunération et des critères de performance pour l'exercice 2019 » du présent document de référence.

### 3.2.2.4 Rémunération variable long terme 2019

Afin d'associer les dirigeants au développement et à la performance du Groupe et d'aligner leurs intérêts sur ceux des actionnaires, le Conseil d'administration peut attribuer des actions de performance.

Le Directeur Général est éligible aux plans annuels d'attributions d'actions de performance, dispositif

historique de motivation et de fidélisation des salariés et dirigeants du Groupe.

Les actions attribuées au Directeur Général sont intégralement assujetties à des conditions de performance appréciées sur des périodes ne pouvant être inférieures à 3 ans.

Les critères de performance sont : la moyenne de croissance de l'EBITA (30 %), la moyenne des ventes organiques (30 %), la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts/EBITDA (20 %) et la performance du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR (20 %).

Comme indiqué précédemment concernant la rémunération variable annuelle, la nature des critères financiers, leur poids et leur niveau de réalisation attendu sont clairement définis par le Conseil d'administration au moment de l'attribution sur la base du « Plan Moyen Terme » de Rexel. Le niveau de réalisation attendu et la performance atteinte sont communiqués de manière très précise *ex-post* dans le document de référence, (la communication *ex-post* du niveau de réalisation attendu se justifie par la volonté de préserver les intérêts de l'entreprise en ne communiquant pas *ex-ante* des indications sur sa stratégie dans un environnement très concurrentiel).

Ces actions sont également attribuées sous condition de présence d'une durée de 3 ans.

Le Directeur Général est soumis à une obligation de conservation minimale de 20 % des titres acquis dans le cadre de ces dispositifs jusqu'à la cessation de ses fonctions.

Par ailleurs, une limite a été instaurée au cours de l'année 2015 concernant les mandataires sociaux, visant à assurer l'équilibre des composantes de leur rémunération. Ainsi, la valeur annuelle des actions de performance attribuées au titre d'un exercice au Directeur Général ne pourra excéder 100 % de sa rémunération annuelle fixe et variable cible au titre dudit exercice.

Une limite complémentaire prévoit également que le nombre de titres attribués aux mandataires sociaux ne pourra excéder 10 % de l'enveloppe globale d'actions gratuites attribuées à l'ensemble des bénéficiaires<sup>(1)</sup>.

Les règlements des plans d'attributions d'actions de performance prévoient la perte des titres non acquis en cas de départ du Groupe (hors cas de départ à la retraite ou de décès ou d'invalidité).

(1) Soit au maximum 0,14 % du capital social sur une période de 26 mois, sur la base de la dix-septième résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2018 qui prévoit un plafond maximal de 1,4 %.

Conformément à la Charte de déontologie arrêtée par le Conseil d'administration et au Code Afep-Medef, les bénéficiaires doivent formellement s'engager à ne pas recourir à des mécanismes de couverture des stock-options et des actions de performance reçus de la Société.

Les critères sont détaillés dans le paragraphe 3.2.2.7 « Tableaux récapitulatifs des éléments de rémunération et des critères de performance pour l'exercice 2019 » du présent document de référence.

### 3.2.2.5 Autres éléments de rémunération 2019

#### Ancien régime de retraite supplémentaire et nouveau dispositif collectif d'épargne moyen terme

##### Régime de retraite supplémentaire

Le Conseil d'administration du 10 février 2016 a décidé de fermer, à compter de 2016, le dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies (article 39 du Code général des impôts), au sens de l'article L.137-11 du Code de la Sécurité sociale. Ce régime avait été mis en place le 30 mars 2009 à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

Le Conseil d'administration du 10 février 2016 a notamment considéré que ce régime n'était plus adapté aux nouveaux profils des dirigeants du Groupe

(profils plus internationaux, intégrant le Groupe en milieu de carrière), à l'exception de certaines situations particulières. Par ailleurs, la législation afférente à ces dispositifs n'a cessé d'évoluer au cours de ces dernières années, rendant le système instable et limitant significativement l'attractivité de ces dispositifs pour les entreprises, notamment en raison de l'accroissement des contributions et charges sociales.

#### Dispositif collectif d'épargne moyen terme

Le Conseil d'administration a souhaité mettre en place, à compter de 2016, un dispositif permettant aux dirigeants de constituer une épargne moyen terme progressive (article 82 du Code général des impôts). Ce dispositif prévoit le versement d'une contribution annuelle au bénéfice du dirigeant, proportionnelle à la rémunération effectivement perçue et plafonnée. Cette contribution définie est assujettie, s'agissant du bénéficiaire, à charges sociales et impôt sur le revenu. Elle est versée par Rexel pour partie sur un support d'investissement moyen terme (type assurance-vie), pour partie sous forme monétaire afin de permettre au bénéficiaire d'acquitter les charges fiscales et sociales dues sur l'intégralité de la contribution.

Le Conseil d'administration a considéré que ce type de régime était plus adapté et attractif pour les dirigeants du Groupe que d'autres dispositifs tels que des régimes de retraite supplémentaire.

Les principales caractéristiques de ce régime sont les suivantes :

OBJECTIF ET LIEN AVEC LA STRATÉGIE	APPLICATION	VALEUR POTENTIELLE MAXIMALE	INDICATEURS DE PERFORMANCE
Nouveau dispositif collectif d'épargne à moyen terme Permettre la constitution d'une épargne à moyen terme pour les dirigeants. Pas d'engagements à long terme pour Rexel	Proposer un dispositif approprié pour les dirigeants en situation de mobilité/ internationaux.	La contribution annuelle équivaut à : • 20 % de la part de la rémunération versée comprise entre 4 et 20 PASS (1 PASS = 40 524 € en 2019), • et 10 % de la part de la rémunération versée comprise entre 20 et 40 PASS.  La rémunération variable prise en compte est limitée à 80 % de la rémunération fixe annuelle de référence.	La contribution est basée sur la rémunération fixe et variable réelle (plafonnée)

#### Situation particulière

Compte tenu de leur carrière et de leur ancienneté, quelques dirigeants ont été maintenus dans le dispositif de retraite à prestations définies ci-dessus visé. Ainsi, le Directeur Général, Patrick Berard, a été maintenu dans le dispositif de retraite à prestations définies compte tenu de son ancienneté au sein du Groupe et de sa carrière (Patrick Berard a rejoint Rexel en 2003) et ne bénéficie pas du dispositif collectif d'épargne moyen terme. Le bénéfice du

dispositif de retraite à prestations définies au titre du mandat social de Patrick Berard est assujetti à conditions de performance (il s'agit des mêmes conditions de performance que celles retenues pour l'exercice 2018 et décrites au paragraphe 3.2.3.2 « Rémunération et autres avantages du Directeur Général, Patrick Berard, pour l'exercice 2018 » du présent document de référence). Ce dispositif est conforme aux recommandations du Code Afep-Medef et aux dispositions de l'article L.225-42-1 du Code de commerce.

### Rémunérations exceptionnelles et indemnités de prise de fonction

Le Conseil d'administration considère que dans l'intérêt du Groupe et des parties prenantes, il convient de ne pas exclure par principe la possibilité d'attribuer des rémunérations exceptionnelles aux dirigeants mandataires sociaux exécutifs dans des circonstances très particulières, telles que prévues par le Code Afep-Medef (article 24.3.4), notamment en cas d'opérations importantes pour le groupe Rexel en raison de leur taille ou de leur nature, ou des changements qu'elles impliquent dans l'organisation ou les activités du groupe Rexel, de l'implication qu'elles requièrent ou des difficultés qu'elles présentent ou d'opérations qui n'entrent pas dans le champ des missions habituelles des dirigeants mandataires sociaux exécutifs. L'attribution de telles rémunérations devrait être motivée et les raisons ayant conduit à leur mise en œuvre explicitées. En tout état de cause, cette rémunération exceptionnelle serait plafonnée à 100 % de la rémunération fixe annuelle du dirigeant concerné.

De la même manière, si le Conseil d'administration entend privilégier le développement interne des talents dans les plans de succession, il considère également que le versement d'une indemnité de prise de fonction pour un dirigeant mandataire social exécutif doit pouvoir être envisagée, si l'intérêt du Groupe le justifiait, pour attirer un nouveau dirigeant de talent (Article 24.4 du Code Afep-Medef). Cette indemnité serait proportionnelle à la perte effectivement subie par le dirigeant lors de son changement de fonctions et notamment sur la part variable annuelle et la rémunération long terme et en toute hypothèse cette indemnité serait plafonnée à 2/3 de deux années de rémunération

globale du poste précédent. En application des exigences du Code Afep-Medef, la rémunération globale comprend la part fixe et la part variable.

En tout état de cause, ces rémunérations répondraient aux exigences du Code Afep-Medef et respecteraient notamment les principes de mesure et de juste équilibre entre les différents intérêts en présence. Ces rémunérations devront faire l'objet d'une communication appropriée et être précisément justifiées.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement d'éléments de rémunération exceptionnels (rémunération exceptionnelle ou indemnités de prise de fonction telles que décrites ci-dessus) ne pourrait intervenir qu'après approbation des éléments de rémunération de la personne concernée par une assemblée générale.

### Jetons de présence 2019

Depuis la décision du Conseil d'administration du 10 février 2016, aucun jeton de présence intragroupe n'est versé. Par ailleurs, aucun jeton de présence n'est versé au dirigeant mandataire social exécutif exerçant des fonctions d'administrateur de Rexel.

### Avantages en nature 2019

Les dirigeants mandataires sociaux exécutifs peuvent bénéficier également d'avantages en nature, résultant des fonctions exercées au sein du groupe Rexel tels qu'une couverture collective santé/prévoyance, un régime de retraite de base et complémentaire, un bilan de santé, une assistance fiscale et une assistance en matière de retraite et la mise à disposition d'un véhicule de fonction.

Le Directeur Général peut aussi bénéficier d'avantages en nature dans les conditions précisées ci-dessous :

OBJECTIF ET LIEN AVEC LA STRATÉGIE	APPLICATION	VALEUR POTENTIELLE MAXIMALE
Voiture de fonction Appliquer la politique applicable aux dirigeants de Rexel.	Éligibilité des cadres dirigeants à la politique générale de Rexel relative aux véhicules.	Valeur de la politique applicable aux dirigeants de Rexel.
Assurance médicale / décès et invalidité Protéger les dirigeants mandataires sociaux en appliquant les mêmes couvertures que celles appliquées aux autres salariés.	Éligibilité des cadres dirigeants à la couverture offerte aux salariés.	Contribution au sein d'un contrat d'assurance collectif (les règles sont identiques pour tous les salariés).
Couverture perte d'emploi GSC Protéger les dirigeants mandataires sociaux contre la perte d'emploi.	Souscription d'une couverture perte d'emploi pour les cadres dirigeants. <sup>(1)</sup>	Contributions applicables sur la base de la grille de la GSC.

(1) Patrick Berard n'est pas éligible à cette couverture.

### Rémunération pluriannuelle

Le Conseil d'administration n'a pas prévu de rémunération pluriannuelle au bénéfice des dirigeants mandataires sociaux.

### Indemnités de départ et clause de non-concurrence

La politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux exécutifs définie par le Conseil d'administration prévoit sous certaines conditions le versement d'indemnités en cas de départ.

Ces indemnités de départ sont soumises aux conditions cumulatives suivantes : (i) cas de départ contraint (il est précisé que le non-renouvellement de mandat du mandataire social n'est pas qualifié de départ contraint et n'entraîne pas le versement des indemnités visées) et (ii) changement de contrôle ou de stratégie.

Le versement de ces indemnités est par ailleurs soumis à des conditions de performance évaluées sur 2 ans <sup>(1)</sup>.

Les indemnités de départ sont plafonnées à une somme ne pouvant excéder 24 mois de la rémunération mensuelle de référence du dirigeant concerné (rémunération définie comme la dernière rémunération fixe et variable annuelle perçue, à l'exception de tout bonus exceptionnel, divisée par 12).

L'indemnité de départ n'est pas due en cas de démission, de révocation pour faute grave ou lourde, en cas de départ ou de mise à la retraite <sup>(2)</sup>.

Une clause de non-concurrence peut être prévue (période limitée à 12 mois). Le Conseil d'administration se réserve la possibilité de renoncer à appliquer cette clause au départ du dirigeant <sup>(3)</sup>.

L'indemnité de départ brute, plafonnée à 24 mois de rémunération mensuelle de référence, inclut le

cas échéant l'indemnité compensatrice de non-concurrence.

Par ailleurs, ainsi que cela est précisé au paragraphe 3.2.2.4 « Rémunération variable long terme 2019 » du présent document de référence, les règlements des plans d'attributions d'actions de performance prévoient la perte des titres non acquis en cas de départ du Groupe du dirigeant bénéficiaire (hors cas de départ à la retraite ou de décès ou d'invalidité).

### Situation particulière

Le Conseil d'administration peut décider qu'un dirigeant ne sera pas éligible à ces indemnités de départ au titre de son mandat social compte tenu de situations particulières (profil, carrière, etc.).

Ainsi, le Conseil d'administration a considéré que le Directeur Général, Patrick Berard, n'était pas éligible à cette indemnité de départ au titre de son mandat social compte tenu de sa carrière et de son profil.

### 3.2.2.6 Gouvernance des rémunérations

Le Comité des rémunérations veille à la bonne application de l'ensemble des principes décrits ci-dessus dans le cadre de ses travaux et de ses recommandations au Conseil d'administration, tant pour l'élaboration des politiques que dans leur mise en œuvre pour la détermination des montants ou valorisations des rémunérations ou avantages.

### 3.2.2.7 Tableaux récapitulatifs des éléments de rémunération et des critères de performance pour l'exercice 2019 - (« Say on Pay » Ex-ante)

Le Conseil d'administration a arrêté lors de sa réunion du 12 février 2019, les éléments suivants concernant la rémunération des dirigeants mandataires sociaux pour 2019.

### Ian Meakins, Président du Conseil d'administration

#### RÉMUNÉRATION FIXE ANNUELLE

DESCRIPTION	MONTANT
Rémunération fixe annuelle	500 000 €, inchangée depuis la prise de fonction le 1 <sup>er</sup> octobre 2016, fixée pour la durée du mandat social

À l'exclusion de tout autre élément de rémunération

(1) Le versement de 60 % de l'indemnité dépendrait du niveau d'EBITA du groupe Rexel. Ce versement serait dû à hauteur de 100 % si le niveau d'EBITA, calculé sur la base des états financiers audités consolidés de Rexel au titre des deux derniers exercices clos précédant la date de cessation du mandat social atteignait au minimum en moyenne 60 % des valeurs budgétées pour ces deux exercices ; et

Le versement de 40 % de l'indemnité dépendrait du niveau du BFR opérationnel moyen (besoin en fonds de roulement d'exploitation moyen) du groupe Rexel. Ce versement serait dû à hauteur de 100 % si le niveau du BFR opérationnel moyen, calculé sur la base des états financiers audités consolidés de Rexel au titre des deux derniers exercices clos précédant la date de cessation du mandat social atteignait au maximum en moyenne 125 % des performances budgétées pour ces deux exercices.

(2) La position retenue par le Conseil d'administration est plus restrictive que les recommandations du Code Afep-Medef, qui prévoient le versement de l'indemnité en cas de départ contraint, « quelle que soit la forme que revêt ce départ ».

(3) Le Conseil d'administration ayant la possibilité d'apprécier l'intérêt pour le Groupe d'activer la clause de non-concurrence ou d'y renoncer en fonction du risque effectif de concurrence au départ du dirigeant (notamment dans l'hypothèse où celui-ci pourrait continuer à exercer des missions ou des fonctions auprès de concurrents, même après un départ à la retraite), considère qu'il ne faut pas exclure par principe l'activation de cette clause dans l'hypothèse d'un départ à la retraite (de surcroît compte tenu des différentes législations applicables en matière de retraite pour les dirigeants internationaux).



## Patrick Berard, Directeur Général

### RÉMUNÉRATION FIXE ANNUELLE

DESCRIPTION	MONTANT
Rémunération fixe annuelle	650 000 € inchangée depuis la prise de fonction le 1 <sup>er</sup> juillet 2016, fixée pour la durée du mandat social

### RÉMUNÉRATION VARIABLE ANNUELLE

DESCRIPTION	MONTANT
La rémunération variable annuelle est constituée de deux parties :	La rémunération variable cible est inchangée depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 2016, fixée pour la durée du mandat
<b>Part financière (prépondérante)</b>	Valeur cible : 120 % de la rémunération fixe
<ul style="list-style-type: none"> <li>Objectifs quantifiables : <ul style="list-style-type: none"> <li>Part cible : 75 % de la rémunération variable annuelle cible</li> <li>Part maximum 75 % x 150 % = 112,5 % de la rémunération variable annuelle cible</li> </ul> </li> </ul>	Valeur maximum : 165 % de la rémunération fixe
<b>Part individuelle</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Objectifs quantifiables et/ou qualitatifs : <ul style="list-style-type: none"> <li>Part cible : 25 % de la rémunération variable annuelle cible</li> <li>Part maximum 25 % x 100 % = 25 % de la rémunération variable annuelle cible</li> </ul> </li> </ul>	

### Critères de performance

#### Part financière

CRITÈRES FINANCIERS	POIDS	MINIMUM	CIBLE	MAXIMUM
Croissance des ventes en volume	40 %	Paiement du 1 <sup>er</sup> euro à l'atteinte des ventes réalisées au cours de l'exercice précédent	Paiement à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paiement plafonné à 150 % si le résultat atteint 150 % de l'objectif
Croissance de l'EBITA	40 %	Paiement à 50 % à l'atteinte de l'EBITA ajusté réalisé au cours de l'exercice précédent	Paiement à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paiement plafonné à 150 % si le résultat atteint 150 % de l'objectif
BFR opérationnel moyen	20 %	Paiement à 50 % si le résultat atteint 95 % de l'objectif	Paiement à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paiement plafonné à 150 % si le résultat atteint 105 % de l'objectif
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	Calcul linéaire entre les points.		

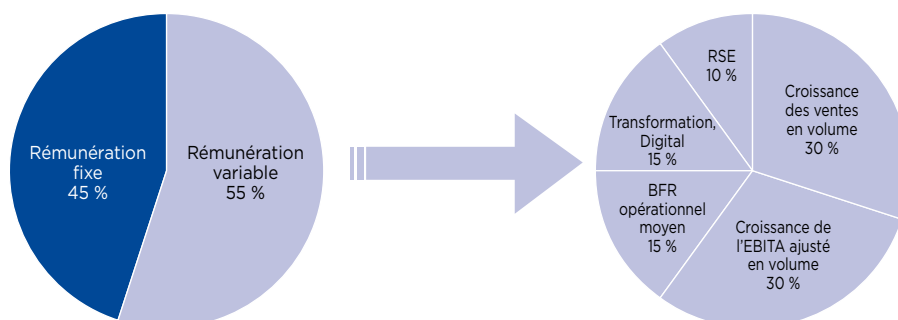
Depuis l'exercice 2018, il est rappelé qu'un nouveau mécanisme prévoit que le paiement d'une surperformance de l'objectif de croissance des ventes (> 100 %) est conditionné à une atteinte minimale du critère d'EBITA ajusté (atteinte minimale fixée à une performance représentant au moins 80 % de l'augmentation d'EBITA ajusté cible).

#### Part individuelle

CRITÈRES NON FINANCIERS <sup>(1)</sup>	POIDS	DESCRIPTION
Transformation, digitale en particulier	60 %	Construire une compagnie <i>data driven</i> . Renforcer les capacités d'analyse prédictive des forces de ventes. Outiller les pays pour qu'ils réussissent leur transformation, digitale en particulier. Identifier les talents, développer les compétences requises, pour cette réussite.
Responsabilité Sociale de l'Entreprise	40 %	Être une entreprise socialement responsable de premier plan. Renforcer les pratiques éthiques et responsables au-delà de ce qui est exigé par la loi. Développer l'employabilité de nos salariés, par le biais de politiques de mobilité et de formation. Participer à une société plus inclusive.
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	

(1) Les critères et le niveau de réalisation attendu sont définis annuellement par le Conseil d'administration. Les critères financiers sont communiqués en début d'exercice. Le niveau de réalisation attendu et la performance atteinte sont communiqués *ex-post* dans le document de référence. Cette communication *ex-post* se justifie par la volonté de préserver les intérêts du Groupe en ne communiquant pas *ex-ante* des indications sur sa stratégie qui pourraient être exploitées par ses concurrents. En ce qui concerne les critères non financiers, ils sont également décrits de manière à préserver l'intérêt du Groupe dans l'environnement fortement concurrentiel. Les taux de réalisation sont précisés *ex-post*. Les critères de responsabilité sociale de l'entreprise sont plus aisément communicables *ex-ante*. Ils comprennent une augmentation de 6 % des heures de formation par employé (autres que les heures obligatoires), en particulier sur les capacités numériques ainsi qu'une amélioration de 2 % du taux d'intégration (pourcentage d'employés restant au sein de l'entreprise au cours de leur première année). Le taux de réalisation sera précisé *ex-post*.

En prenant pour hypothèse la réalisation de l'ensemble des objectifs détaillés ci-dessus, la rémunération fixe et variable annuelle maximale pour 2019 se décomposerait ainsi :



RÉMUNÉRATION FIXE 2019 EN €	RÉMUNÉRATION VARIABLE 2019 CIBLE EN POURCENTAGE DE LA RÉMUNÉRATION FIXE	RÉMUNÉRATION VARIABLE 2019 CIBLE EN €	RÉMUNÉRATION FIXE ET VARIABLE 2019 CIBLE EN €	PARTIE FINANCIÈRE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE CIBLE EN ET EN €	PARTIE INDIVIDUELLE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE CIBLE EN ET EN €	ATTEINTE MAXIMALE DE LA PARTIE FINANCIÈRE	ATTEINTE MAXIMALE DE LA PARTIE INDIVIDUELLE	ATTEINTE MAXIMALE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE 2019 EN % DE LA CIBLE ET EN €	ATTEINTE MAXIMALE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE 2019 EN % DE LA RÉMUNÉRATION FIXE ET EN €
				75 %	25 %	(75 % x 150 %) = 112,5 %	(25 % x 100 %) = 25 %	137,5 %	165 %
650 000	120 %	780 000	1 430 000	585 000	195 000	877 500	195 000	1 072 500	1 072 500

#### RÉMUNÉRATION VARIABLE LONG TERME

DESCRIPTION	MONTANT
Attribution d'actions intégralement assujetties à des conditions de performance exigeantes appréciées sur une période de 3 ans et condition de présence	<p>Nombre maximal d'actions pouvant être attribuées : 10 % de l'enveloppe globale attribuée à l'ensemble des bénéficiaires (dans la limite globale du pourcentage de capital social autorisée par l'Assemblée générale du 24 mai 2018)<sup>(1)</sup></p> <p>Valeur maximale des actions à l'attribution : 100 % de la rémunération fixe et variable cible annuelle de Patrick Berard, soit 1 430 000 €</p>

#### Critères de performance

CRITÈRES	POIDS	SEUIL DE DÉCLENCHEMENT	CIBLE	MAXIMUM	COMMENTAIRES
Moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA 2018-2021 (Plan Moyen Terme)	30 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 75 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 125 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Moyenne annuelle des taux de croissance des ventes organiques 2018-2021 (Plan Moyen Terme)	30 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 75 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 125 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Moyenne entre les années 2019, 2020 et 2021 du ratio de trésorerie libre avant intérêts et impôts/ EBITDA (Plan Moyen Terme)	20 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 90 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 120 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR <sup>(2)</sup>	20 %	Acquisition égale à 50 % si la performance du titre Rexel est égale à la performance de l'indice SBF 120 GR	Acquisition égale à 100 % si la performance du titre Rexel surpasse la performance de l'indice SBF 120 GR de 5 %	Acquisition égale à 150 % si la performance du titre Rexel surpasse la performance de l'indice SBF 120 GR de 10 %	
<b>100 %</b> Le pourcentage réalisé est pondéré par le poids de chaque condition de performance pour obtenir un pourcentage total pondéré. Le nombre total après pondération ne pouvant excéder 100 % de l'attribution initiale					

(1) Soit au maximum 0,14 % du capital social sur une période de 26 mois, pour un plafond maximal de 1,4 % sur la même période.

(2) Le critère de performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR a remplacé celui du TSR antérieurement retenu sur la base d'un panel de sociétés sélectionnées. Ce changement s'explique par la difficulté à établir et faire évoluer un panel représentatif de sociétés comparables à Rexel (notamment en termes de géographies, d'enjeux stratégiques, de transformation digitale dans la vente de produits et services). L'indice SBF 120 GR dont Rexel fait partie intègre mieux certains de ces paramètres. Le poids de ce critère, le seuil de déclenchement, la cible et l'acquisition maximale ont été définis selon une structure comparable à celle du critère du TSR précédemment appliqué, en ligne avec les pratiques de marché.

Toute attribution d'actions à Patrick Berard, Directeur Général, sera soumise à l'atteinte d'objectifs de performance exigeants et adaptés à l'environnement actuel de Rexel. Ces objectifs seront définis conformément au Plan Moyen Terme (PMT <sup>(1)</sup>) de Rexel, tel qu'approuvé par le Conseil d'administration, le PMT précisant les objectifs du Groupe pour les trois prochaines années.

Les niveaux de performance relatifs aux critères de performance internes seront appréciés à l'issue de la période de trois ans, et correspondront à la moyenne des performances annuelles (annualisation des objectifs du PMT). Le niveau de performance relatif au titre Rexel sera également apprécié à l'issue de la période de trois ans.

Ces objectifs exigeants se sont traduits pour les derniers plans livrés par des niveaux d'acquisition très modérés : respectivement de 35,2 % pour le plan d'avril 2013, de 36 % pour le plan Transition 2+2 de mai 2014, de 31,0 % pour le plan *Key Managers* de mai 2014 et de 18,0 % pour le plan *Key Managers 3+2* de juillet 2015.

Le niveau de réalisation attendu et la performance atteinte seront communiqués de manière très précise *ex-post* dans le document de référence. Une communication *ex-ante* des objectifs ne permettrait pas de préserver les intérêts de l'entreprise en communiquant des indications sur sa stratégie long terme dans un environnement fortement concurrentiel. Les critères financiers principaux (croissance des ventes et de l'EBITA) sur trois ans sont voulus plus contraignants que les guidances annuelles.

Les critères de performance retenus pour la rémunération variable court terme et la rémunération

variable long terme peuvent être en partie de même nature (il s'agit en effet, pour certains, d'indicateurs clés pour apprécier la performance financière de Rexel). Cependant, la performance rémunérée peut varier dans la mesure où la rémunération variable court terme cible comprend 25 % de critères non financiers et la rémunération long terme comprend 20 % de performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR. Par ailleurs, les critères financiers de la rémunération variable court terme retiennent des objectifs annuels alors que les objectifs retenus pour la rémunération long terme sont ceux du Plan Moyen Terme à trois ans (reconnaissant une croissance durable). Enfin, les mécanismes tels que celui mis en place pour la rémunération variable 2019 conditionnant le versement d'une surperformance de la croissance des ventes à l'atteinte minimale du critère d'EBITA (80 % de l'augmentation de l'EBITA ajusté cible) permettent également de différencier la manière dont la performance est atteinte.

De manière plus globale, les actions de performance sont attribuées à un nombre significatif de collaborateurs (entre 600 et 700 en moyenne par an) et il est important que ces critères financiers clés mesurant la performance du Groupe puissent être retenus pour ces plans également.

### 3.2.2.8 Récapitulatif des éléments de rémunération par mandataire social pour l'exercice 2019

#### Ian Meakins

Conformément à la politique de rémunération qui est fixée pour la durée du mandat, la rémunération de Ian Meakins est inchangée pour l'exercice 2019 et est composée des éléments suivants :

Rémunération fixe annuelle	La rémunération fixe annuelle brute de Ian Meakins est maintenue à 500 000 euros. Cette rémunération est fixée pour la durée du mandat social.
Rémunération variable annuelle	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable annuelle.
Rémunération variable différée	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable différée.
Rémunération variable pluriannuelle	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération exceptionnelle.
Avantages de toute nature	Ian Meakins ne bénéficie d'aucun avantage en nature.
Rémunération long terme : attribution d'actions de performance	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération long terme.
Indemnité de départ	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune indemnité de départ.
Indemnité de non-concurrence	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune indemnité de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Ian Meakins ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire.

(1) PMT 2018 pour l'attribution 2019.

## Patrick Berard

Conformément à la politique de rémunération qui est fixée pour la durée du mandat, la rémunération de Patrick Berard est inchangée pour l'exercice 2019 et est composée des éléments suivants :

Rémunération fixe annuelle	La rémunération fixe annuelle brute de Patrick Berard est maintenue à 650 000 euros. Cette rémunération est fixée pour la durée du mandat social.
Rémunération variable annuelle	La rémunération variable annuelle cible de Patrick Berard est maintenue à 120 % de sa rémunération annuelle fixe brute. La rémunération variable 2019 se décompose en 75 % d'objectifs financiers et en 25 % d'objectifs individuels. Les objectifs financiers peuvent atteindre un résultat maximum de 150 %, si les résultats financiers dépassent 100 % des objectifs financiers fixés. La partie individuelle de la rémunération variable est plafonnée à 100 % de réalisation. La rémunération variable maximale ne peut ainsi excéder 165 % de la rémunération fixe. Les objectifs financiers sont : la croissance des ventes en volume (40 %), croissance de l'EBITA ajusté en volume (40 %) et le BFR opérationnel moyen (20 %).
Rémunération exceptionnelle	La politique de rémunération prévoit la possibilité de verser une rémunération exceptionnelle dans des conditions limitatives visées au paragraphe 3.2.2.5 « Autres éléments de rémunération 2019 » du présent document de référence.
Valorisation des avantages de toute nature	Patrick Berard bénéficie d'avantages en nature comprenant notamment la mise à disposition d'une voiture de fonction (conformément à la politique applicable aux dirigeants de Rexel).
Rémunération long terme : attributions d'actions de performance	Le Conseil d'administration considère que les mécanismes en actions, qui bénéficient également à d'autres fonctions clés de l'entreprise, sont particulièrement adaptés à la fonction de dirigeant mandataire social exécutif étant donné le niveau de responsabilité de cette fonction ainsi que sa capacité à contribuer directement à la performance long terme de l'entreprise de manière alignée avec les intérêts des actionnaires. Les actions attribuées au Directeur Général sont intégralement assujetties à des conditions de performance appréciées sur des périodes ne pouvant être inférieures à 3 ans. Ces actions sont également attribuées sous condition de présence d'une durée de 3 ans. Par ailleurs, l'attribution est encadrée par deux limites spécifiques en valeur et en nombre de titres : <ul style="list-style-type: none"> <li>la valeur annuelle des actions de performance attribuées au titre d'un exercice au Directeur Général ne pourra excéder 100 % de sa rémunération annuelle fixe et variable cible au titre dudit exercice (telle que définie au paragraphe 3.2.2.7 « Tableaux récapitulatifs des éléments de rémunération et des critères de performance pour l'exercice 2019 » du présent document de référence) ; et</li> <li>le nombre de titres attribués aux mandataires sociaux ne pourra excéder 10 % de l'enveloppe globale d'actions de performance attribuées à l'ensemble des bénéficiaires<sup>(1)</sup>.</li> </ul> Le Directeur Général est soumis à une obligation de conservation minimale de 20 % des titres acquis dans le cadre de ces dispositifs jusqu'à la cessation de ses fonctions.
Indemnité de départ / indemnité de non-concurrence	Le Conseil d'administration n'a pas accordé à Patrick Berard d'indemnité de départ au titre de la cessation de ses fonctions de Directeur Général, ni d'indemnité compensatrice de non-concurrence en lien avec la cessation de ces mêmes fonctions compte tenu de sa carrière et de son profil. Le contrat de travail de Patrick Berard, suspendu pendant l'exercice de son mandat de Directeur Général, prévoit sous certaines conditions en cas de rupture à l'initiative de l'employeur <sup>(2)</sup> , le versement de telles indemnités, dans la limite d'un montant global correspondant à 18 mois de la rémunération mensuelle de référence (soit la dernière rémunération annuelle fixe augmentée du montant moyen des deux derniers bonus perçus, le tout divisé par 12) <sup>(3)</sup> . Le contrat de travail suspendu de Patrick Berard prévoit également une possible indemnité de non-concurrence sous certaines conditions, dont l'indemnisation serait comprise dans la limite globale de 18 mois de rémunération mensuelle de référence telle que décrite ci-dessus. Il est précisé par le Conseil qu'en cas de réactivation du contrat de travail de Patrick Berard, ces éventuelles indemnités de départ seraient calculées sans tenir compte de la période d'exercice du mandat social (sans prise en considération de l'ancienneté, ni de la rémunération fixe ou variable perçue en tant que mandataire social).
Régime de retraite supplémentaire	Maintien du régime de retraite supplémentaire (tel que détaillé au paragraphe 3.2.2.5 « Autres éléments de rémunération 2019 » du présent document de référence), compte tenu de la carrière et de l'ancienneté de Patrick Berard. Le bénéfice du dispositif de retraite à prestations définies au titre du mandat social est assujéti à condition de performance.

(1) Soit un nombre de titres ne pouvant excéder 1,4 % du capital social sur une période de 26 mois selon la résolution adoptée lors de l'Assemblée générale mixte du 23 mai 2018.

(2) Hors cas de faute lourde ou grave ou de mise à la retraite.

(3) Ce montant inclut également toute indemnité légale ou conventionnelle.

### 3.2.2.9 Résolutions soumises à l'Assemblée générale mixte des actionnaires de Rexel du 23 mai 2019

Conformément à l'article L.225-37-2 du Code de commerce, les projets de résolutions soumis à l'Assemblée générale mixte des actionnaires de Rexel du 23 mai 2019 afin d'approuver les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des différentes composantes de rémunération du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général sont les suivants :

#### Pour le Président du Conseil d'administration :

##### « Sixième résolution

*(Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'administration pour l'exercice 2019)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du chapitre 3 du document de référence de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément aux articles L.225-37 et L.225-37-2 du Code de commerce, et plus particulièrement du paragraphe 3.2.2 « Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du Code de commerce) »,

Approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la

rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'administration à raison de son mandat pour l'exercice 2019, tels que détaillés dans ledit document. »

#### Pour le Directeur Général :

##### « Septième résolution

*(Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général pour l'exercice 2019)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du chapitre 3 du document de référence de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément aux articles L.225-37 et L.225-37-2 du Code de commerce, et plus particulièrement du paragraphe 3.2.2 « Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du Code de commerce) »,

Approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général à raison de son mandat pour l'exercice 2019, tels que détaillés dans ledit document. »

Ces projets de résolutions figurent au paragraphe 6.2 « Texte des projets de résolutions » du présent document de référence.

## 3.2.3 Rémunérations individuelles des dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2018

### 3.2.3.1 Rémunération et autres avantages du Président du Conseil d'administration, Ian Meakins, pour l'exercice 2018

#### Rémunérations et options/actions attribuées au cours des deux derniers exercices

(en €)	2018	2017
<b>IAN MEAKINS</b>		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	500 000	500 000
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
<b>Total</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>



## Tableau récapitulatif des rémunérations brutes sur les deux derniers exercices

(en €)	2018		2017	
	RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE	RÉMUNÉRATION VERSÉE	RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE	RÉMUNÉRATION VERSÉE
<b>IAN MEAKINS</b>				
Rémunération fixe	500 000	500 000	500 000	500 000
Rémunération variable	N/A	N/A	N/A	N/A
Jetons de présence	N/A	N/A	N/A	N/A
Avantages en nature	N/A	N/A	N/A	N/A
<b>Total</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, conformément à la politique en matière de rémunération monétaire qui est fixée pour la durée du mandat, la rémunération de Ian Meakins est restée inchangée.

**Rémunération fixe**

La rémunération fixe annuelle brute de Ian Meakins a été maintenue à 500 000 euros.

**Rémunération variable annuelle**

Ian Meakins ne dispose pas de rémunération variable annuelle.

**Autres éléments de rémunération**

Ian Meakins ne dispose pas d'autres éléments de rémunération.

**Tableau 11 - Contrat de travail / régime de retraite supplémentaire / indemnités liées à la cessation de fonction / clause de non-concurrence**

	CONTRAT DE TRAVAIL	RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE	INDEMNITÉS LIÉES À LA CESSATION DE FONCTION	CLAUDE DE NON-CONCURRENCE
Ian Meakins	Non	Non	Non	Non

### 3.2.3.2 Rémunération et autres avantages du Directeur Général, Patrick Berard, pour l'exercice 2018

**Rémunérations et options/actions attribuées au cours des deux derniers exercices**

(en €)	2018	2017
<b>PATRICK BERARD</b>		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	1 434 022	1 629 802
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice <sup>(1)</sup>	1 052 000	1 275 000
<b>Total</b>	<b>2 486 022</b>	<b>2 904 802</b>

(1) Valorisation sur la base de la juste valeur IFRS2 retenue pour les comptes consolidés (10,52 euros).

**Tableau récapitulatif des rémunérations brutes sur les deux derniers exercices**

	2018		2017	
	RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE	RÉMUNÉRATION VERSÉE	RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE	RÉMUNÉRATION VERSÉE
<b>PATRICK BERARD</b>				
Rémunération fixe	650 000	650 000	650 000	650 000
Rémunération variable	777 660 <sup>(1)</sup>	973 440 <sup>(2)</sup>	973 440	300 788
Jetons de présence	N/A	N/A	N/A	N/A
Avantages en nature	6 362	6 362	6 362	6 362
<b>Total</b>	<b>1 434 022</b>	<b>1 629 802</b>	<b>1 629 802</b>	<b>957 150</b>

(1) Versement soumis à l'approbation préalable de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

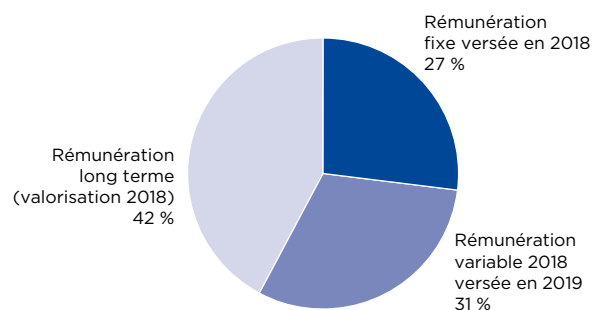
(2) Versement approuvé par l'Assemblée générale du 24 mai 2018.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, conformément à la politique en matière de rémunération monétaire qui est fixée pour la durée du mandat, la rémunération cible de Patrick Berard est restée inchangée.

### Structure de rémunération

La rémunération principale du Directeur Général est constituée d'une rémunération fixe, d'une rémunération variable annuelle et d'une rémunération long terme.

La répartition du poids de ces composantes fixe, variable annuelle cible et actions de performance est reportée ci-dessous. Il ressort de ce schéma que plus de 73 % de la rémunération du Directeur Général est assujettie à des conditions de performance (principalement financières). Il est précisé que pour la visibilité du graphique ci-dessous, le montant de l'avantage en nature (voiture) inclus dans la rémunération fixe est égal à 6 362 euros par an.



### Rémunération fixe

La rémunération fixe annuelle brute de Patrick Berard a été maintenue à 650 000 euros.

### Rémunération variable annuelle

La rémunération variable annuelle cible de Patrick Berard a été maintenue à 120 % de sa rémunération fixe annuelle brute.

La rémunération variable 2018 se décomposait en 75 % d'objectifs financiers et en 25 % d'objectifs individuels. Les objectifs financiers arrêtés au titre de 2018 étaient la croissance des ventes en volume (33,33 %), la croissance de l'EBITA ajusté en volume (33,33 %) et le BFR opérationnel moyen (33,33 %). Les cibles à atteindre étaient celles du budget 2018.

Les objectifs financiers pouvaient atteindre un résultat maximum de 150 % si les résultats financiers dépassaient 100 % des objectifs financiers fixés. La partie individuelle de la rémunération variable était plafonnée à 100 % de réalisation. La rémunération variable maximale pouvait représenter 165 % de la rémunération fixe.

Le Conseil d'administration du 12 février 2019 a procédé à l'évaluation de la performance du Directeur Général et a arrêté une performance globale de 99,7 % de la rémunération variable cible, soit un montant de 777 660 euros bruts à verser au titre de l'exercice 2018.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement de la rémunération variable 2018 sera conditionné à l'approbation de l'Assemblée générale mixte du 23 mai 2019.

Les niveaux de réalisation des critères 2018 mentionnés ci-dessus sont les suivants :

RÉMUNÉRATION FIXE 2018 EN €	RÉMUNÉRATION VARIABLE 2018 CIBLE EN POURCENTAGE DE LA RÉMUNÉRATION FIXE	RÉMUNÉRATION VARIABLE 2018 CIBLE EN €	PARTIE FINANCIÈRE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE CIBLE	PARTIE INDIVIDUELLE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE CIBLE	RÉSULTAT 2018 PARTIE FINANCIÈRE	RÉSULTAT 2018 PARTIE INDIVIDUELLE	RÉALISATION DE LA PARTIE FINANCIÈRE 2018	RÉALISATION DE LA PARTIE INDIVIDUELLE 2018	RÉALISATION GLOBALE EN POURCENTAGE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE CIBLE	MONTANT EN € À VERSER AU TITRE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE 2018
A	B	(A x B) = C	D	E	F	G	(D x F) = H	(E x G) = I	(H + I) = J	(C x J)
650 000	120 %	780 000	75 %	25 %	102,1 %	92,5 %	76,6 %	23,1 %	99,7 %	777 660

#### Détails concernant la réalisation des objectifs financiers 2018 :

CRITÈRES 2018	POIDS	OBJECTIF <sup>(1)</sup> 2018	MINIMUM	CIBLE	MAXIMUM	RÉALISÉ 2018		
						NIVEAU DE PERFORMANCE EN % DES OBJECTIFS	NIVEAU DE PAIEMENT AVANT PONDÉRATION	NIVEAU DE PAIEMENT APRÈS PONDÉRATION
Croissance des ventes en volume	33,33 %	439,3 M€	Paiement du 1 <sup>er</sup> euro à l'atteinte des ventes réalisées au cours de l'exercice précédent	Paiement à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paiement à 150 % si le résultat atteint 150 % de l'objectif	118,2 %	118,2 %	39,4 %
Croissance de l'EBITA ajusté en volume	33,33 %	+41,6 M€	Paiement à 50 % à l'atteinte de l'EBITA ajusté réalisé au cours de l'exercice précédent	Paiement à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paiement plafonné à 150 %	96,3 %	98,2 %	32,7 %
BFR opérationnel moyen	33,33 %	13,9 %	Paiement à 50 % si le résultat atteint 95 % de l'objectif	Paiement à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paiement à 150 % si le résultat atteint 105 % de l'objectif	99,0 %	89,9 %	30,0 %
<b>100 %</b>			Calcul linéaire entre les points					<b>102,1 %</b>

(1) Objectifs 2018 ajustés (à périmètre constant).

#### Détails concernant les objectifs individuels 2018 :

	POIDS	ATTEINTE	PERFORMANCE PONDÉRÉE
Transformation/redressement des opérations dans des régions clés et mise en place d'indicateurs de mesure et suivi de la performance	25 %	100 %	25 %
Plans de succession pour les pays prioritaires	25 %	80 %	20 %
Mise en œuvre de la stratégie numérique dans des régions clés	25 %	90 %	22,5 %
Assimilation et pilotage (indicateurs de performance)	25 %	100 %	25 %
<b>Total</b>			<b>92,5 %</b>

#### Autres éléments de rémunération sur la période considérée

Les différents avantages en nature étaient les suivants :

- couverture santé/prévoyance ; bilan de santé ;

- régime de retraite de base et complémentaire ;
- assistance fiscale et en matière de retraite ; et
- mise à disposition d'un véhicule de fonction (6 362 euros pour 2018).

## Rémunération long terme : options de souscription ou d'achat d'actions et attributions d'actions de performance

### Options de souscription ou d'achat d'actions

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée à Patrick Berard par Rexel ou par toute société du groupe Rexel, pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Aucune option de souscriptions ou d'achat d'actions n'a été levée pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

La charte de déontologie boursière de Rexel inclut l'engagement pour les mandataires sociaux de ne pas recourir à des options de couverture de leur risque sur les options, les actions issues des levées d'options ou sur les actions de performance.

### Attribution d'actions de performance

Le nombre d'actions de performance attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à Patrick Berard par Rexel et par toute société du groupe Rexel est détaillé ci-après :

ATTRIBUTAIRE	DATE D'ATTRIBUTION	NOM DU PLAN	NOMBRE D' ACTIONS	ÉVALUATION DES ACTIONS ATTRIBUÉES <sup>(1)</sup>	DATE D'ACQUISITION	DATE DE CESSIBILITÉ
Patrick Berard	24 mai 2018	Plan Rexel 2018 3+0	100 000	1 052 000 €	24 mai 2021	24 mai 2021

(1) Évaluation effectuée sur la base de la juste valeur IFRS2 utilisée pour les comptes consolidés (10,52 € en 2018).

Le nombre d'actions attribuées et leur valeur à l'attribution sont inférieurs aux limites instaurées par le Conseil d'administration.

Les critères de performance retenus et la méthode appliquée pour déterminer leur impact sur

l'acquisition future des actions de performance attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont détaillés au paragraphe 3.7.2.6 « Attribution gratuite d'actions » du présent document de référence.

### Historique des dernières actions de performance attribuées, acquises ou cessibles au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 pour Patrick Berard

DATE D'ATTRIBUTION DU PLAN	24 MAI 2018	23 MAI 2017	23 JUIN 2016
<b>Nombre d'actions attribuées<sup>(1)</sup></b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>85 000</b>
<i>Nombre ajusté d'actions attribuées<sup>(2)</sup></i>	-	-	87 876
Date d'acquisition	24 mai 2021	23 mai 2020	23 juin 2019
<b>Taux de performance</b>	non connu	non connu	non connu
<b>Nombre d'actions acquises définitivement</b>	non connu	non connu	non connu
Date de cessibilité	25 mai 2021	24 mai 2022	24 juin 2021
Nombre d'actions perdues au 31 décembre 2017		-	-

(1) Nombre d'actions attribuées depuis le début du mandat de Patrick Berard.

(2) Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition a été ajusté pour l'ensemble des bénéficiaires de ces plans, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2016 sur délégation du Conseil d'administration du 23 juin 2016. Cette décision vise à protéger les droits de tous les bénéficiaires et fait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,40 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

### Régimes supplémentaires de retraite à prestations définies au sens de l'article L.137-11 du Code de la Sécurité sociale (article 39 du Code général des impôts)

Compte tenu de la carrière de Patrick Berard (né en 1953) et de son ancienneté (Patrick Berard a rejoint le groupe Rexel en 2003), le Conseil d'administration du 1<sup>er</sup> juillet 2016 a décidé de ne pas interrompre le bénéfice du dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies dans lequel Patrick Berard

avait été maintenu en qualité de salarié avant sa prise de fonction de mandataire social (décision du Conseil d'administration du 10 février 2016 mettant en place le dispositif collectif d'épargne moyen terme). Cette décision a été maintenue par le Conseil d'administration du 24 mai 2018 lors du renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Afin de se conformer à l'article L.225-42-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a décidé que

les droits conditionnels que Patrick Berard pourrait acquérir au titre de son activité de Directeur Général dans le cadre de ce dispositif seraient soumis à des conditions de performance annuelles.

Les critères de performance retenus par le Conseil d'administration du 1<sup>er</sup> juillet 2016 puis par une décision du Conseil d'administration du 24 mai 2018 ont été alignés sur ceux de la rémunération variable annuelle du Directeur Général (part financière et part individuelle). Les conditions de performance seront considérées satisfaites si le niveau de paiement de la rémunération variable annuelle atteint au minimum 60 % de la rémunération variable cible pour l'année considérée (telle que décrite au paragraphe 3.2.2 « Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du Code de commerce) » du présent document de référence).

Ainsi, ce n'est qu'en cas d'atteinte de ces conditions annuelles de performance que :

- les périodes d'activité exercées en qualité de Directeur Général par Patrick Berard seront prises en compte pour le calcul de l'ancienneté ; et
- la rémunération perçue au titre des fonctions de Directeur Général sera prise en considération pour l'appréciation de la moyenne des trois meilleures années de rémunération.

Le Conseil d'administration du 12 février 2019 a constaté la réalisation de la condition de performance

Les caractéristiques des régimes sont les suivantes :

	RÉGIME 1	RÉGIME 2
Date d'effet	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 31 mai 2005</li> <li>• Gel des droits au 30 juin 2009</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1<sup>er</sup> juillet 2009</li> </ul>
Rémunération de référence	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyenne des trois meilleures années calendaires pleines de rémunération brute perçue</li> <li>• La rémunération brute inclut la rémunération fixe, les bonus annuels exclusivement contractuels et les avantages en nature (hors primes exceptionnelles, de sujétion et de nature équivalente)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyenne des trois meilleures années calendaires pleines de rémunération brute perçue</li> <li>• La rémunération brute inclut la rémunération fixe et les bonus annuels exclusivement contractuels limités à 80 % de la part fixe (hors primes exceptionnelles, de sujétion et de nature équivalente et hors avantages en nature)</li> <li>• Plafond global égal à 40 PASS</li> </ul>
Ancienneté	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ancienneté minimale de 4 ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entrée dans le groupe Rexel avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 (respect de la condition minimale d'ancienneté de 2 ans prévue par la Code Afep-Medef)</li> </ul>
Formule d'acquisition de droits	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2,5 % par année de service</li> <li>• Pour Patrick Berard, les droits potentiels accumulés gelés s'élèvent à 10,0 %</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1,00 % par année de service pour la fraction entre 4 et 20 PASS</li> <li>• 0,50 % par année de service pour la fraction entre 20 et 40 PASS</li> </ul>

pour l'exercice 2018 (le niveau de la rémunération variable 2018 ayant atteint une performance de 99,70 %). La période d'activité et la rémunération perçue au titre des fonctions de mandataire social sur la période considérée seront donc prises en considération pour le calcul des droits conditionnels (dans les limites prévues par le dispositif de retraite décrit ci-après).

### Caractéristiques du dispositif de retraite à prestations définies dont bénéficie le Directeur Général

Le Directeur Général bénéficie d'un dispositif de retraite à prestations définies au sens de l'article L.137-11 du Code de la Sécurité sociale, composé de deux régimes successifs :

- un premier régime mis en place unilatéralement à effet du 31 mai 2005 et modifié en dernier lieu à effet du 1<sup>er</sup> septembre 2016 (régime 1). Ce régime a été gelé au 30 juin 2009 ; et
- un second régime mis en place unilatéralement le 30 mars 2009, à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2009 et modifié en dernier lieu à effet du 1<sup>er</sup> septembre 2016 (régime 2).

Les droits conditionnels que le Directeur Général pourrait acquérir au titre de son activité de mandataire social, dans le cadre de ces dispositifs (ancienneté – régime 2 et prise en compte de la rémunération – pour les régimes 1 et 2), ne seront octroyés que si des conditions de performance telles que décrites ci-dessus sont atteintes.



	RÉGIME 1	RÉGIME 2
Plafonds applicables	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pension de retraite au titre de ce plan et des autres régimes de retraite supplémentaires de Rexel plafonnée à 12,5 % de la rémunération de référence</li> <li>Pour Patrick Berard, les droits potentiels accumulés sont inférieurs au plafond</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pension de retraite au titre de ce régime 2 plafonnée à 20 % de la rémunération de référence</li> <li>Pension de retraite au titre de ce plan et des autres régimes de retraite supplémentaires de Rexel (dont le régime 1) plafonnée à 25 % de la rémunération de référence</li> <li>Pension de retraite au titre de ce plan et de tous les autres régimes de retraite supplémentaires de Rexel (dont le régime 1), et des régimes obligatoires, plafonnée à 50 % de la rémunération de référence</li> </ul>
Rente de réversion	<ul style="list-style-type: none"> <li>60 % de la retraite supplémentaire calculée sur la base de l'ancienneté et de la rémunération de référence à la date du décès</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>50 % de la retraite supplémentaire calculée sur la base de l'ancienneté et de la rémunération de référence à la date du décès</li> </ul>
Conditions d'entrée dans le régime	<p>L'entrée dans le régime était soumise aux conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>avoir le statut de salarié et/ou de mandataire social</li> <li>et avoir un statut et une activité répondant à la définition de l'article L.3111-2 du Code du travail et un certain niveau de responsabilité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>avoir le statut de salarié et/ou de mandataire social</li> <li>être entré dans le groupe Rexel avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010</li> <li>et avoir un statut et une activité répondant à la définition de l'article L.3111-2 du Code du travail et un certain niveau de responsabilité</li> </ul>
Conditions communes du bénéfice des prestations – règle générale	<p>Le bénéfice des prestations est soumis aux conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>être affilié au régime de l'assurance vieillesse de la Sécurité sociale française</li> <li>faire partie de la société Rexel Développement (ou Rexel pour le régime 2) à la date du départ à la retraite ou de mise à la retraite</li> <li>achever définitivement sa carrière professionnelle au sein de la société Rexel Développement (ou Rexel pour le régime 2), conformément à la condition posée à l'article L.137-11 du Code de la Sécurité sociale</li> <li>avoir liquidé sa pension de vieillesse du régime de base de la Sécurité sociale française</li> </ul>	
Conditions communes du bénéfice des prestations – situations particulières	<p>Possibilité de maintien du régime dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>licenciement après l'âge de 55 ans (sauf faute lourde), sous réserve que l'assuré n'exerce ensuite aucune autre activité professionnelle</li> <li>classement en invalidité de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie au sens de la Sécurité sociale</li> <li>départ anticipé dans le cadre d'un dispositif de préretraite d'entreprise ; et</li> <li>décès avant le départ de l'entreprise (maintien des droits dérivés tels que la pension de réversion)</li> </ul> <p>Le bénéfice effectif des prestations intervient à compter de la liquidation effective de la pension de vieillesse du régime de base de la Sécurité sociale</p>	

Il est rappelé que ce dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies au sens de l'article L.137-11 du Code de la Sécurité sociale est en conformité avec l'ensemble des recommandations du Code Afep-Medef.

#### RECOMMANDATIONS AFEP-MEDEF

Critères d'éligibilité	Conforme
Proportion des mandataires sociaux par rapport au nombre total de bénéficiaires	Conforme
Critères d'ancienneté	Conforme
Conditions de performance exigeantes	Conforme
Pourcentage annuel d'acquisition des droits	Conforme
Période d'acquisition maximale des droits	Conforme
Rémunération de référence	Conforme
Niveau maximal de prestation	Conforme
Information sur les droits potentiels	Conforme

Ce dispositif, répondant aux caractéristiques des régimes mentionnés à l'article L.137-11 du Code de la Sécurité sociale a été soumis à la procédure des conventions réglementées régie par l'article L.225-42-1 du Code de commerce et est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019 à raison du renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard.

La provision totale enregistrée par Rexel pour l'ensemble des salariés bénéficiant de ce régime supplémentaire de retraite à prestations définies correspondait à un engagement de 6,8 millions d'euros au 31 décembre 2018 diminué de la valeur d'un actif de couverture placé auprès d'un organisme assureur.

Au 31 décembre 2018, cet actif est estimé à environ 0,6 million d'euros. Cet actif de couverture fait l'objet de versements de primes par Rexel en fonction des besoins de financement apparaissant au fur et à mesure des départs en retraite des bénéficiaires.

Depuis septembre 2018, le Directeur Général est le dernier bénéficiaire éligible à ce dispositif de retraite à prestations définies. Ce dispositif à l'origine destiné aux cadres dirigeants dont le statut et l'activité répondaient aux dispositions de l'article L311-2 du Code du travail et fermé en 2016, disparaîtra au départ du Directeur Général, Patrick Berard.

Il est également indiqué qu'à la clôture de l'exercice 2018, le montant annuel de la rente du Directeur Général, au titre de ce dispositif, était évalué à 188 202 euros. Cette évaluation a été réalisée sur la base de l'ancienneté acquise à la date de clôture de l'exercice et des rémunérations constatées au cours des derniers exercices, comme si le Directeur Général pouvait en bénéficier à compter du lendemain de la clôture de l'exercice.

Cette rente aurait été soumise à :

- la CSG et la CRDS (8,8 %), à la cotisation spéciale d'assurance maladie (1 %), à la CASA (contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie au taux de 0,3 %), ainsi qu'à une contribution spécifique pouvant aller jusqu'à 14 % (dans les conditions

prévues à l'article L.137-11-1 du Code de la Sécurité sociale) ; et

- l'impôt sur le revenu, après abattement de 10 %.

Les primes versées sont soumises à une contribution de 24 % à la charge de Rexel.

### Indemnités de départ

Compte tenu de la carrière de Patrick Berard et de son ancienneté au sein du groupe Rexel, le Conseil d'administration a décidé de maintenir et de suspendre le contrat de travail dont Patrick Berard disposait avant sa nouvelle prise de fonction.

Le Conseil d'administration n'a pas accordé à Patrick Berard d'indemnité de départ au titre de la cessation de ses fonctions de Directeur Général, ni d'indemnité compensatrice de non-concurrence en lien avec la cessation de ces mêmes fonctions compte tenu de sa carrière et de son profil.

Le contrat de travail de Patrick Berard, suspendu pendant l'exercice de son mandat de Directeur Général de la Société, prévoit sous certaines conditions en cas de rupture à l'initiative de l'employeur (hors cas de faute lourde ou grave ou de mise à la retraite), le versement de telles indemnités, dans la limite d'un montant global correspondant à 18 mois de la rémunération mensuelle de référence (soit la dernière rémunération annuelle fixe augmentée du montant moyen des deux derniers bonus perçus, le tout divisé par 12). Le contrat de travail suspendu de Patrick Berard prévoit également une possible indemnité de non-concurrence sous certaines conditions, dont l'indemnisation serait comprise dans la limite globale de 18 mois de rémunération mensuelle de référence telle que décrite ci-dessus.

Il est précisé par le Conseil d'administration qu'en cas de réactivation du contrat de travail de Patrick Berard, ces éventuelles indemnités de départ seraient calculées sans tenir compte de la période d'exercice du mandat social (sans prise en considération de l'ancienneté, ni de la rémunération fixe ou variable perçue en tant que mandataire social).

**Tableau 11 – contrat de travail / régime de retraite supplémentaire / indemnités liées à la cessation de fonction / clause de non-concurrence**

	CONTRAT DE TRAVAIL	RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE	INDEMNITÉS LIÉES À LA CESSATION DE FONCTION	INDEMNITÉS RELATIVES À UNE CLAUSE DE NON-CONCURRENCE
Patrick Berard	Oui – Contrat suspendu pendant la durée du mandat social	Oui – Régime de retraite à prestations définies (au sens de l'article 137-11 du Code de la Sécurité sociale)	Non – Pas d'indemnités prévues au titre du mandat social	Non – Pas d'indemnités prévues au titre du mandat social

### 3.2.3.3 Tableaux de synthèse relatifs aux rémunérations à court terme et à long terme

**Tableau 1 – Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque mandataire social**

Une synthèse de l'ensemble des éléments de rémunération dus aux dirigeants mandataires sociaux par les sociétés du groupe Rexel au titre des exercices clos les 31 décembre 2018 et 31 décembre 2017 est présentée dans le tableau ci-après :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
<b>IAN MEAKINS</b>		
Rémunération due au titre de l'exercice <sup>(1)</sup>	500 000 €	500 000 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice <sup>(2)</sup>	N/A	N/A
<b>Total</b>	<b>500 000 €</b>	<b>500 000 €</b>
<b>PATRICK BERARD</b>		
Rémunération due au titre de l'exercice <sup>(1)</sup>	1 434 022 €	1 629 802 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice <sup>(2)</sup>	1 052 000 €	1 275 000 €
<b>Total</b>	<b>2 486 022 €</b>	<b>2 904 802 €</b>

(1) Voir paragraphe 3.2.3 « Rémunérations individuelles des dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2018 » du présent document de référence.

(2) À la date d'octroi.

**Tableau 2 – Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social**

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE			
	2018		2017	
	DUS	VERSÉS	DUS	VERSÉS
<b>IAN MEAKINS</b>				
Rémunération fixe	500 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €
Rémunération variable annuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>500 000 €</b>	<b>500 000 €</b>	<b>500 000 €</b>	<b>500 000 €</b>
<b>PATRICK BERARD</b>				
Rémunération fixe	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €
Rémunération variable annuelle	777 660 € <sup>(1)</sup>	973 440 € <sup>(2)</sup>	973 440 € <sup>(2)</sup>	300 788 € <sup>(3)</sup>
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	6 362 €	6 362 €	6 362 €	6 362 €
<b>Total</b>	<b>1 434 022 €</b>	<b>1 629 802 €</b>	<b>1 629 802 €</b>	<b>957 150 €</b>

(1) Rémunération variable due au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et qui sera versée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 après approbation préalable de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

(2) Rémunération variable due au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et versée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, après approbation de l'Assemblée générale du 24 mai 2018.

(3) Rémunération variable due au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et versée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

**Tableau 3** – Tableau sur les jetons de présence et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants : voir paragraphe 3.2.1 « Rémunération des mandataires sociaux non dirigeants (administrateurs) » du présent document de référence

**Tableau 4** – Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par Rexel et par toute société du groupe Rexel : néant

**Tableau 5** – Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social : néant

**Tableau 6** – Actions de performance attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du Groupe : voir paragraphes 3.2.2 « Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 », 3.2.3 « Rémunérations individuelles des dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2018 » et 3.7.2.6 « Attribution gratuite d'actions » du présent document de référence

**Tableau 7** – Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque dirigeant mandataire social : voir paragraphes 3.2.2 « Politique

de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 », 3.2.3 « Rémunérations individuelles des dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2018 » et 3.7.2.6 « Attribution gratuite d'actions » du présent document de référence

**Tableau 8** – Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions : néant

**Tableau 9** – Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers durant l'exercice : néant

**Tableau 10** – Historique des attributions d'actions de performance : voir paragraphes 3.2.2 « Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 », 3.2.3 « Rémunérations individuelles des dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2018 » et 3.7.2.6 « Attribution gratuite d'actions » du présent document de référence

**Tableau 11** – Tableau de synthèse relatif aux contrats de travail, retraites spécifiques, indemnités de départ et clause de non-concurrence : voir paragraphe 3.2.3 « Rémunérations individuelles des dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2018 » du présent document de référence

### 3.2.4 Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature soumis à l'approbation des actionnaires (article L.225-100 du Code de commerce)

**Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et avantages de toute nature versés ou attribués à Ian Meakins, Président du Conseil d'administration, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale (8<sup>e</sup> résolution) :**

#### **Ian Meakins (Président non-exécutif du Conseil d'administration) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018**

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE SOUMIS AU VOTE	PRÉSENTATION
Rémunération fixe annuelle	500 000 euros	<p>Les principes de rémunération de Ian Meakins ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 mai 2017, ayant également eu à se prononcer sur le renouvellement de son mandat de Président du Conseil d'administration. Sur la base de ces principes, le Conseil d'administration du 13 février 2018 a fixé la rémunération fixe annuelle brute de Ian Meakins au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à 500 000 euros.</p> <p>Cette rémunération fixée pour la durée du mandat social, est inchangée depuis la nomination de Ian Meakins en qualité de Président du Conseil d'administration, le 1<sup>er</sup> octobre 2016.</p> <p>Cette rémunération avait été définie par le Conseil d'administration en tenant compte des pratiques de marchés français et européens, de la forte expertise de Ian Meakins en matière de distribution professionnelle notamment, de ses capacités reconnues de management et de son expérience internationale.</p> <p>Voir paragraphe 3.2.3.1 « Rémunération et autres avantages du Président du Conseil d'administration, Ian Meakins, pour l'exercice 2018 » du présent document de référence.</p>
Rémunération variable annuelle	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable annuelle.

**Ian Meakins (Président non-exécutif du Conseil d'administration) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018**

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE SOUMIS AU VOTE	PRÉSENTATION
Rémunération variable différée	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable différée.
Rémunération variable pluriannuelle	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération exceptionnelle.
Avantages de toute nature	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucun avantage en nature.
Valorisation de la rémunération long terme : attribution d'actions de performance	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération long terme.
Indemnité de départ	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune indemnité de départ.
Indemnité de non-concurrence	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune indemnité de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire.

**Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et avantages de toute nature versés ou attribués à Patrick Berard, Directeur Général, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale (9<sup>e</sup> résolution) :****Patrick Berard (Directeur Général) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018**

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE SOUMIS AU VOTE	PRÉSENTATION
Rémunération fixe annuelle	650 000 euros	<p>La rémunération fixe annuelle brute au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 arrêtée par le Conseil d'administration lors du renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard du 24 mai 2018 à effet au 1<sup>er</sup> juillet 2018 est de 650 000 euros.</p> <p>Cette rémunération fixée pour la durée du mandat social, est inchangée depuis la nomination de Patrick Berard en qualité de Directeur Général à effet au 1<sup>er</sup> juillet 2016.</p> <p>Cette rémunération avait été définie par le Conseil d'administration en fonction de la carrière, de l'expérience sectorielle et de la responsabilité de Patrick Berard dans cette nouvelle structure de gouvernance, ainsi qu'en tenant compte des différentes composantes de sa rémunération et des pratiques de marché.</p> <p>Voir paragraphe 3.2.3.2 « Rémunération et autres avantages du Directeur Général, Patrick Berard, pour l'exercice 2018 » du présent document de référence.</p>
Rémunération variable annuelle	777 660 euros	<p>La rémunération variable annuelle brute au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, arrêtée par le Conseil d'administration du 12 février 2019, est de 777 660 euros.</p> <p>La rémunération variable se composait pour 75 % d'objectifs financiers (croissance des ventes en volume, la croissance de l'EBITA ajusté en volume et BFR opérationnel moyen) et pour 25 % d'objectifs individuels. La performance financière en pourcentage s'est élevée à 102,1 % et la performance individuelle à 92,5 %.</p> <p>Ce montant correspond ainsi à 99,7 % de la rémunération variable cible (la rémunération variable cible était fixée à 120 % de la rémunération fixe annuelle), soit 119,6 % de la rémunération fixe pour la période considérée.</p> <p>Pour le détail du calcul de la rémunération variable 2018, voir paragraphe 3.2.3.2 « Rémunération et autres avantages du Directeur Général, Patrick Berard, pour l'exercice 2018 » du présent document de référence.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement de la rémunération variable 2018 est conditionné à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.</p>



**Patrick Berard (Directeur Général) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018**

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE SOUMIS AU VOTE	PRÉSENTATION
Rémunération exceptionnelle	Non applicable	Patrick Berard ne bénéficie d'aucune rémunération exceptionnelle.
Valorisation des avantages de toute nature	6 362 euros	Patrick Berard bénéficie d'avantages en nature comprenant la mise à disposition d'une voiture de fonction à hauteur de 6 362 euros. Voir paragraphe 3.2.3.2 « Rémunération et autres avantages du Directeur Général, Patrick Berard, pour l'exercice 2018 » du présent document de référence.
Valorisation de la rémunération long terme : attribution d'actions de performance	1 052 000 euros	Conformément à l'autorisation accordée par l'Assemblée générale des actionnaires de Rexel du 24 mai 2018 (dix-septième résolution), le Conseil d'administration a décidé le 24 mai 2018 de procéder à l'attribution d'actions de performance Rexel. Dans ce cadre, 100 000 actions, intégralement assujetties à conditions de performance, ont été attribuées à Patrick Berard en 2018. . Ce nombre d'actions est le nombre maximal pouvant être acquis en cas de surperformance des critères de performance et correspond à un pourcentage maximal d'acquisition de 100 %. Les limites spécifiques d'attribution pour les mandataires sociaux ont été respectées : <ul style="list-style-type: none"> <li>la valeur annuelle des actions de performance attribuées est inférieure à 100 % de la rémunération annuelle fixe et variable cible au titre dudit exercice ; et</li> <li>le nombre de titres attribués à Patrick Berard est inférieur à 10 % de l'enveloppe globale d'actions de performance attribuées à l'ensemble des bénéficiaires.</li> </ul> L'acquisition définitive des actions attribuées à Patrick Berard est intégralement soumise à des conditions de présence et de performance appréciées sur une durée de trois ans telles que décrites aux paragraphes 3.2.2« Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 », 3.2.3 « Rémunérations individuelles des dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2018 » et 3.7.2.6 « Attribution gratuite d'actions » du présent document de référence.
Indemnité de départ	Non applicable	
Indemnité de non-concurrence	Non applicable	
Régime de retraite supplémentaire	Aucun versement	Compte tenu de la carrière de Patrick Berard (né en 1953) et de son ancienneté (Patrick Berard a rejoint le groupe Rexel en 2003), le Conseil d'administration du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 a décidé de ne pas interrompre le bénéfice du dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies dans lequel Patrick Berard avait été maintenu en qualité de salarié avant sa prise de fonction de mandataire social. Le maintien de ce bénéfice a été confirmé par le Conseil d'administration du 24 mai 2018 qui s'est prononcé sur le renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard. Afin de se conformer à l'article L.225-42-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a décidé que les droits conditionnels que Patrick Berard pourrait acquérir au titre de son activité de Directeur Général dans le cadre de ce dispositif seraient soumis à des conditions de performance annuelles. Les critères de performance retenus par le Conseil d'administration du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 ont été alignés sur ceux de la rémunération variable annuelle du Directeur Général (part financière et part individuelle). Les conditions de performance seront considérées satisfaites si le niveau de paiement de la rémunération variable annuelle atteint au minimum 60 % de la rémunération variable cible pour l'année considérée. Le Conseil d'administration du 12 février 2019 a constaté la réalisation de la condition de performance pour l'exercice 2018 (le niveau de paiement de la rémunération variable 2018 ayant atteint 99,70 %). La période d'activité et la rémunération perçue au titre des fonctions de mandataire social sur la période considérée seront donc prises en considération pour le calcul des droits conditionnels (dans les limites prévues par le dispositif de retraite tel que décrit au paragraphe 3.2.3.2 « Rémunération et autres avantages du Directeur Général, Patrick Berard, pour l'exercice 2018 » du présent document de référence).

## 3.3 Opérations avec les apparentés

### 3.3.1 Principales opérations avec les apparentés

Les conventions importantes entre Rexel et des personnes apparentées, soit les membres de la Direction Générale de Rexel, les administrateurs de Rexel, les actionnaires de Rexel, les filiales de Rexel, dans les conditions des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, en vigueur au 31 décembre 2018, concernent la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de Rexel ainsi que les relations au sein du groupe Rexel. Ces conventions sont décrites ci-après.

Les principales opérations avec des apparentés sont par ailleurs décrites en détail à la note 27 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

#### 3.3.1.1 Rémunération des dirigeants mandataires sociaux

Le renouvellement du régime de retraite ci-dessous a été autorisé par le Conseil d'administration du 24 mai 2018 à l'occasion du renouvellement du mandat de Directeur Général de Monsieur Patrick Berard. L'approbation de ce renouvellement est soumise à l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

#### Régime de retraite supplémentaire à prestations définies

Lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> juillet 2016, le Conseil d'administration a décidé de maintenir au bénéfice de Patrick Berard, Directeur Général de Rexel, lors du renouvellement de son mandat, le dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies dont il bénéficiait en sa qualité de salarié, préalablement à sa nomination en qualité de Directeur Général de Rexel. Afin de se conformer à l'article L.225-42-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a décidé que les droits conditionnels que Patrick Berard pourrait acquérir au titre de son activité de Directeur Général dans le cadre de ce dispositif seront soumis à des conditions de performance annuelles. Cette décision a été maintenue par le Conseil d'administration du 24 mai 2018 qui s'est prononcé sur le renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Le bénéfice de ce régime de retraite est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

À la clôture de l'exercice 2018, le montant annuel de la rente du Directeur Général au titre de ce dispositif était évalué à 188 202 euros. Cette évaluation était réalisée sur la base de l'ancienneté acquise à la date de clôture de l'exercice et des rémunérations constatées au cours des derniers exercices, comme si le Directeur Général pouvait en bénéficier à compter du lendemain de la clôture de l'exercice. Aucune somme n'a été versée à ce titre au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Aucun autre membre de la Direction Générale ou du Conseil d'administration de Rexel ne bénéficie de ce régime.

#### Éléments de rémunération dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation des fonctions des dirigeants mandataires sociaux

##### Patrick Berard

Le Conseil d'administration n'a pas accordé à Patrick Berard d'indemnité de départ au titre de la cessation, le cas échéant, de ses fonctions de Directeur Général de Rexel, ni d'indemnité compensatrice de non-concurrence en lien avec la cessation de ces mêmes fonctions compte tenu de sa carrière et de son profil.

Le contrat de travail de Patrick Berard, suspendu pendant l'exercice de son mandat de Directeur Général de Rexel, prévoit sous certaines conditions, le versement de telles indemnités, dans la limite d'un montant global correspondant à 18 mois de la rémunération mensuelle de référence (soit la dernière rémunération annuelle fixe augmentée du montant moyen des deux derniers bonus perçus, le tout divisé par 12). Le contrat de travail suspendu de Patrick Berard prévoit également une possible indemnité de non-concurrence sous certaines conditions, dont l'indemnisation serait comprise dans la limite globale de 18 mois de rémunération mensuelle de référence telle que décrite ci-dessus.

En cas de réactivation du contrat de travail de Patrick Berard, ces éventuelles indemnités de départ seront calculées sans tenir compte de la période d'exercice du mandat social (sans prise en considération de l'ancienneté, ni de la rémunération fixe ou variable perçue en tant que mandataire social).

### 3.3.1.2 Relations au sein du groupe Rexel

Les principales conventions conclues au sein du groupe Rexel comprennent les conventions suivantes :

- une convention de prêt long terme entre Elektro-Material AG et Rexel conclue le 1<sup>er</sup> juillet 2013 ;
- une convention de prêt long terme entre Rexel Sverige AB (anciennement Svenka Elgrossist AB Selga) et Rexel, conclue le 1<sup>er</sup> juillet 2013 ;
- une convention de prêt long terme entre Elektroskandia Norway Holding AS et Rexel, conclue le 1<sup>er</sup> septembre 2013 ; et
- une convention d'intégration fiscale conclue les 9 et 24 mai 2012, 28 avril 2014, 20 avril 2015, 8 février et 14 février 2017 entre Rexel et chacune des sociétés incluses dans le périmètre d'intégration fiscale, constitué le 1<sup>er</sup> janvier 2005 dans les conditions et formes requises par les articles 223 A et suivants du Code général des impôts.

Ces conventions constituent des conventions courantes et conclues à des conditions normales par Rexel et ne sont pas soumises à la procédure visée aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce.

### 3.3.2 Conventions entre les dirigeants ou les actionnaires de Rexel et les filiales de Rexel

Les conventions conclues entre, d'une part, le Directeur Général ou l'un des administrateurs de Rexel ou l'un des actionnaires détenant plus de 10 % du capital de Rexel et, d'autre part, les sociétés dont Rexel détient, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital, comprennent la convention suivante :

- le contrat de travail entre Patrick Berard et Rexel Développement, suspendu depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016 (voir paragraphe 3.2 « Rémunérations des mandataires sociaux » du présent document de référence).

### 3.3.3 Rapports spéciaux des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

#### 3.3.3.1 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice 2018

Rexel S.A.

Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux – CS 60002 – 75838 Paris Cedex 17

Capital social : €1 519 944 495

#### Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

À l'assemblée générale de la société Rexel S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il

vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des

commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### Conventions et engagements autorisés et conclus au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants conclus au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

### Engagement pris au bénéfice de Monsieur Patrick Berard, Directeur Général de Rexel, au titre du contrat de régime supplémentaire de retraite à prestations définies

#### Personne concernée

Monsieur Patrick Berard, en sa qualité de Directeur Général de Rexel S.A. (depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, renouvelé en cette qualité à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2018 par le conseil d'administration du 24 mai 2018) et Administrateur (depuis le 23 mai 2017).

#### Nature et objet

Monsieur Patrick Berard bénéficiait, en qualité de salarié, d'un dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies. Le contrat de travail de Monsieur Patrick Berard est suspendu pendant la période de son mandat social.

Le Conseil d'administration du 24 mai 2018 a décidé à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2018 de maintenir le bénéfice de ce dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies pour Patrick Berard, Directeur Général de Rexel, pendant la période d'exercice de son mandat social.

#### Modalités

Les droits conditionnels que Monsieur Patrick Berard pourrait acquérir au titre de l'activité de Directeur Général dans le cadre de ce dispositif ne seront octroyés que si les conditions de performance annuelles sont remplies.

Les critères de performance retenus par le Conseil d'administration ont été alignés sur ceux de la

part variable annuelle du Directeur Général (part financière et individuelle).

Les conditions annuelles de performance seront considérées satisfaites si le niveau de paiement de la part variable annuelle atteint au moins 60% de la part variable cible.

Ainsi, ce n'est qu'en cas d'atteinte de ces conditions annuelles de performance que :

- les périodes d'activité exercées en qualité de Directeur Général par Monsieur Patrick Berard seront prises en compte pour le calcul de l'ancienneté et que ;
- la rémunération perçue au titre des fonctions de Directeur Général pourra être prise en considération pour l'appréciation de la moyenne des trois meilleures années de rémunération.

La retraite supplémentaire au titre de ce régime est égale au produit de la rémunération de référence, des années d'ancienneté et d'un facteur d'acquisition annuelle détaillé comme suit :

- jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2009 (régime 1), 2,5 % par année de service ;
- à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009 (régime 2), 1,00 % par année de service pour la tranche de rémunération comprise entre 4 à 20 PASS (« Plafond Annuel de Sécurité Sociale ») et 0,5% par année de service pour la tranche de rémunération comprise entre 20 et 40 PASS.

La rémunération de référence servant au calcul de la retraite supplémentaire est égale à la moyenne des trois meilleures années calendaires pleines de rémunération brute perçue au cours de la période durant laquelle le bénéficiaire potentiel justifie d'ancienneté et d'éligibilité.

Cet engagement ne s'est pas exécuté au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

## CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

En application de l'article R.225-30 du code de commerce, nous avons été informés de la poursuite des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours

d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

**Engagement pris au bénéfice de Monsieur Patrick Berard, Directeur Général de Rexel, au titre du contrat de régime supplémentaire de retraite à prestations définies**

Nous avons été informés de la poursuite de l'engagement décrit en détail ci-dessus, concernant

Paris La Défense, le 2 avril 2019

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Valérie Besson  
Associée

Jean-Marc Discours  
Associé

Neuilly-sur-Seine, le 2 avril 2019

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre Clavié  
Associé

Amélie Wattel  
Associée

**3.3.3.2 Rapports spéciaux des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour les exercices 2017 et 2016**

Les rapports spéciaux des Commissaires aux comptes de Rexel sur les conventions réglementées pour les exercices clos le 31 décembre 2017 et le

31 décembre 2016 figurent respectivement dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2018 sous le numéro D.18-0263 et dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 31 mars 2017 sous le numéro D.17-0272.



## 3.4 Charte de déontologie boursière

À la suite de la transformation de la société Rexel en société anonyme à Conseil d'administration, Rexel a adopté le 22 mai 2014, puis mis à jour le 10 février 2017, sa Charte de déontologie boursière (la « Charte »), initialement adoptée en 2007, afin de se conformer au règlement général de l'Autorité des marchés financiers (« AMF »). Cette Charte a pour objet de préciser la réglementation applicable en matière de transactions sur titres et au respect des règles concernant les abus de marché et notamment le délit d'initié.

Cette Charte est disponible sur le site internet de Rexel ([www.rexel.com](http://www.rexel.com)).

En application des recommandations de l'AMF relatives à la réglementation « Abus de Marché » (règlement européen n°2014/596 du 16 avril 2014), la Charte a été complétée par une procédure interne relative à la qualification et à la gestion de l'information privilégiée (la « Procédure »). La Procédure instaure un comité interne *ad hoc*, chargé de déterminer si l'information qui lui est soumise doit être qualifiée de privilégiée, et met en place un processus interne de traitement de l'information privilégiée.

## 3.5 Application du code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef – paragraphe 27.1

3

Rexel se réfère aux principes de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées énoncés dans le code de gouvernement d'entreprise (le Code Afep-Medef) établi par l'Association française des entreprises privées (Afep) et le Mouvement des entreprises de France (Medef).

Ce code est consultable sur le site internet du Medef ([www.medef.fr](http://www.medef.fr)) ou au siège de Rexel.

Rexel estime se conformer aux principes de gouvernement d'entreprise tels que définis par le Code Afep-Medef, dans la mesure où les principes édictés sont compatibles avec l'organisation, la taille et les moyens du groupe Rexel, à l'exception des éléments suivants :

RECOMMANDATIONS AFEP-MEDEF	PRATIQUE DU GROUPE REXEL ET EXPLICATIONS
<b>L'attribution de jetons de présence aux dirigeants mandataires sociaux (recommandation 20.1)</b>  Le mode de répartition de cette rémunération doit tenir compte de la participation effective des administrateurs au Conseil et dans les Comités, et donc comporter une part variable prépondérante.	Lors de sa réunion du 13 février 2018, le Conseil d'administration a confirmé qu'indépendamment de leur qualité d'administrateur, chaque administrateur est également membre d'un ou de deux Comités à l'exception de Patrick Berard, en raison de sa qualité de Directeur Général. En outre, les administrateurs, dont beaucoup résident à l'étranger, font preuve d'une grande disponibilité pour assister aux différentes réunions du Conseil d'administration et des Comités. Ainsi, en 2018, le Conseil d'administration s'est réuni 9 fois, le Comité d'audit et des risques 5 fois, le Comité des nominations s'est réuni 8 fois, et le Comité des rémunérations 7 fois. Le Conseil d'administration a en conséquence estimé qu'il n'était pas nécessaire de revoir la part variable des jetons de présence qui tient déjà compte de la participation effective des administrateurs aux séances des Comités.
<b>La cessation du contrat de travail en cas de mandat social (recommandation 21)</b>  Il est recommandé, lorsqu'un salarié devient dirigeant mandataire social de l'entreprise, de mettre fin au contrat de travail qui le lie à Rexel ou à une société du Groupe, soit par rupture conventionnelle, soit par démission.	Le Comité des nominations et des rémunérations a recommandé que le contrat de travail conclu entre Rexel Développement SAS et Patrick Berard, dans sa version amendée au 4 novembre 2015, soit maintenu en faisant l'objet d'une suspension (conformément à la jurisprudence en la matière) à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2016.  Patrick Berard, qui a rejoint le Groupe en 2003, outre le fait de justifier au 1 <sup>er</sup> juillet 2016, d'une ancienneté de treize ans au sein du groupe Rexel, était âgé de 63 ans et approchait par conséquent de la fin de sa carrière professionnelle. Patrick Berard, alors salarié du groupe Rexel, avait accepté de prendre les fonctions de Directeur Général dans le cadre du changement de gouvernance de Rexel et d'assumer la responsabilité de la direction du groupe Rexel, Patrick Berard était donc susceptible de subir un très important préjudice du fait de la perte de sa qualité de salarié dans le cadre de sa nomination en qualité de Directeur Général à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2016.

## 3.6 Actes constitutifs et statuts

Les principales stipulations décrites ci-dessous sont issues des statuts de Rexel mis à jour le 2 juillet 2018.

### 3.6.1 Objet social (article 3 des statuts)

Rexel a pour objet, à titre principal, d'exercer les activités suivantes, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- l'acquisition, la détention, la gestion et, le cas échéant, la cession ou tout autre transfert d'actions, de toutes autres valeurs mobilières et autres parts d'intérêt dans toutes sociétés ou groupements français ou étrangers, cotés ou non ;
- la fourniture de services à ces sociétés ou groupements, par la mise à disposition de personnel ou autrement, notamment pour leur apporter tous conseils et toute assistance quant à leur organisation, leurs investissements et leurs financements respectifs, et la coordination de leurs politiques en matière de développement, de gamme de produits, d'approvisionnement, et de distribution ;
- l'acquisition, la détention, l'administration et, le cas échéant, la cession ou tout autre transfert, de tout droit de propriété industrielle ou intellectuelle, de tout procédé ainsi que la prise ou l'octroi de licences sur de tels droits, se rattachant directement ou indirectement aux objets décrits ci-dessus ;
- et généralement, toutes opérations, notamment industrielles, commerciales, financières ou boursières, civiles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement aux objets de Rexel décrits ci-dessus ou à des objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, notamment par voie de prêt ou d'emprunt ou d'octroi de garanties et de sûretés couvrant ses obligations ou celles de sociétés apparentées.

### 3.6.2 Organes de direction et d'administration (articles 14 à 23 des statuts)

#### 3.6.2.1 Conseil d'administration (articles 14 à 18 des statuts)

##### Composition (article 14 des statuts)

1. Le Conseil d'administration est composé d'un minimum de 5 membres et d'un maximum de 15

membres, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires.

2. La durée de leurs fonctions est de 4 ans au plus.

Toutefois, les premiers administrateurs qui ont été nommés par l'Assemblée générale du 22 mai 2014 et qui étaient membres du Conseil de surveillance de Rexel à la date de l'Assemblée générale du 22 mai 2014, ont été nommés pour une durée égale à la durée restant à courir au titre de leur mandat de membre du Conseil de surveillance de Rexel.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Le Conseil d'administration se renouvelle par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans de façon à ce qu'il soit intégralement renouvelé tous les quatre ans. L'ordre des sorties par anticipation est déterminé par décision unanime des administrateurs présents ou représentés ou, en cas d'impossibilité de parvenir à l'unanimité, par tirage au sort. Le mandat des personnes ainsi désignées prend fin par caducité à la date fixée par la décision unanime du Conseil d'administration ou par le Président du Conseil d'administration préalablement au tirage au sort. Le renouvellement du Conseil d'administration s'effectue ensuite par ordre d'ancienneté des mandats.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée générale ordinaire.

Aucune personne physique ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut être nommée administrateur si la nomination a pour effet de porter à plus du tiers le nombre des administrateurs ayant dépassé cet âge.

3. Lorsqu'à la clôture d'un exercice, la part du capital détenue – dans le cadre prévu par les dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce – par le personnel de Rexel et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 dudit Code, représente plus de 3 %, un administrateur représentant les salariés actionnaires est nommé par l'Assemblée générale ordinaire selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur ainsi que par les statuts,

pour autant que le Conseil d'administration ne compte pas parmi ses membres un administrateur salarié actionnaire ou salarié élu.

Les candidats à la nomination au poste d'administrateur salarié actionnaire sont désignés dans les conditions suivantes :

- a) lorsque le droit de vote attaché aux actions détenues par les salariés ou par les fonds communs de placement dont ils sont membres est exercé par les membres du conseil de surveillance de ces fonds commun de placement, les candidats sont désignés en son sein par ce conseil ; et
- b) lorsque le droit de vote attaché aux actions détenues par les salariés (ou par les fonds communs de placement dont ils sont membres) est directement exercé par ces salariés, les candidats sont désignés à l'occasion de la consultation prévue à l'article L.225-106 du Code de commerce, soit par les salariés actionnaires spécialement réunis à cet effet, soit dans le cadre d'une consultation écrite. Seules les candidatures présentées par un groupe d'actionnaires représentant au moins 5 % des actions détenues par les salariés qui exercent leur droit de vote à titre individuel sont recevables.

**4.** Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente. Il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à Rexel, sans délai, par lettre recommandée ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission, ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

**5.** Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales, par suite de décès ou de démission, le Conseil d'administration peut procéder à une ou plusieurs cooptations à titre provisoire.

Les cooptations d'administrateurs faites par le Conseil d'administration sont soumises à la

ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

À défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement n'en demeurent pas moins valables.

Si le nombre d'administrateurs devient inférieur à trois, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter l'effectif du Conseil d'administration.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

**6.** Aucune personne ne peut être nommée administrateur si elle ne respecte pas les règles de cumul, d'incompatibilités, de déchéances ou d'interdictions prévues par la loi.

Le nombre des administrateurs liés à Rexel par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

**7.1.** Conformément à l'article L.225-27-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration comprend un ou deux administrateurs représentant les salariés du Groupe, désigné comme suit.

Lorsque le nombre d'administrateurs, calculé conformément à la loi, est inférieur ou égal à douze, le Conseil d'administration comprend un administrateur représentant les salariés désignés par l'organisation syndicale ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L.2122-1 et L.2122-4 du Code du travail dans Rexel et ses filiales, directes ou indirectes, dont le siège social est fixé sur le territoire français.

Lorsque le nombre d'administrateurs est supérieur à douze, et sous réserve que ce critère soit toujours rempli au jour de sa désignation, un second administrateur représentant les salariés est désigné par le Comité d'entreprise européen. Cette désignation intervient dans un délai de six mois à compter du dépassement du seuil de douze administrateurs.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, d'un siège d'administrateur représentant les salariés, le siège vacant est pourvu conformément aux dispositions de l'article L.225-34 du Code de commerce.

**7.2.** La durée du mandat des administrateurs salariés est de quatre ans.

Les fonctions de l'administrateur désigné en application de l'article L.225-27-1 du Code de

commerce prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

En outre, leur mandat prend fin de plein droit lorsque ces représentants des salariés ne remplissent plus les conditions d'éligibilité prévues à l'article L.225-28 du Code de commerce ou encore en cas de rupture de leur contrat de travail conformément à l'article L.225-32 dudit Code.

La réduction à douze ou moins de douze du nombre des administrateurs nommés par l'Assemblée générale annuelle est sans effet sur la durée du mandat de l'ensemble des représentants des salariés au Conseil d'administration, qui prend fin à l'arrivée de son terme normal.

**7.3.** Les dispositions de l'article 15 des présents statuts ne s'appliquent pas aux administrateurs représentant les salariés qui ne sont pas tenus de détenir un nombre minimum d'actions de Rexel.

**7.4.** Dans le cas où l'obligation de désignation d'un ou plusieurs administrateurs représentant les salariés en application de l'article L.225-27-1 du Code de commerce deviendrait caduque, le mandat du ou des administrateurs représentant les salariés au Conseil d'administration prendrait fin à son terme.

### **Actions des administrateurs (article 15 des statuts)**

Pendant toute la durée de leurs fonctions, les administrateurs sont tenus de détenir au moins mille (1000) actions de Rexel. Si, au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans les délais prévus par les lois et règlements applicables.

### **Président du Conseil d'administration - Vice-Président du Conseil d'administration - Bureau du Conseil d'administration (article 16 des statuts)**

**1.** Le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, personne physique, un président et, le cas échéant, un Vice-Président dont les fonctions durent aussi longtemps que leurs fonctions d'administrateurs, sauf si le Conseil d'administration décide de nommer un nouveau président et, le cas échéant, un nouveau Vice-Président.

**2.** Le Président du Conseil d'administration ne peut être âgé de plus de 68 ans ; ses fonctions cessent de

plein droit au 31 décembre de l'année au cours de laquelle survient son 68<sup>e</sup> anniversaire.

Le Président du Conseil d'administration représente le Conseil d'administration. Il est chargé de convoquer le Conseil d'administration et il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de Rexel et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Sous réserve du respect des dispositions légales et statutaires, le président peut toujours être réélu.

**3.** En cas d'empêchement du Président, le Vice-Président remplit les mêmes fonctions et jouit des mêmes prérogatives que celles du Président.

Le Vice-Président pourra également occuper les fonctions d'administrateur référent. Les missions de l'administrateur référent seront fixées dans le règlement intérieur du Conseil d'administration.

Par exception à ce qui précède, la nomination d'un Vice-Président est obligatoire si les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général sont exercées par la même personne ; dans ce cas, le Vice-Président occupera également les fonctions d'administrateur référent.

Sous réserve du respect des dispositions légales et statutaires, le Vice-Président peut toujours être réélu.

**4.** Le Conseil d'administration nomme également un secrétaire même en dehors de ses membres qui, avec le Président et le Vice-Président, forme le bureau. En cas d'absence du secrétaire, le Conseil d'administration désigne un de ses membres ou un tiers pour le suppléer.

**5.** Le Conseil d'administration est présidé par le Président ou, en cas d'absence de ce dernier, par le Vice-Président ou, à défaut, par un administrateur choisis par le Conseil au début de la séance.

### **Délibérations du Conseil d'administration (article 17 des statuts)**

**1.** Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de Rexel l'exige, et au moins une fois par trimestre, sur la convocation de son Président ou de son Vice-Président.

Sauf accord écrit de tous les administrateurs, les convocations doivent être faites par tous moyens écrits, y compris par fax ou par mail, au moins trois (3) jours avant la date de la réunion et être accompagnées de l'ordre du jour de la réunion et de tous documents préparés en vue d'être

soumis au Conseil d'administration. Toutefois, lorsque tous les administrateurs sont présents ou représentés (y compris par voie de participation ou représentation lors des conférences téléphoniques ou audiovisuelles) lors d'une réunion, celle-ci peut intervenir sans convocation préalable et sans l'obligation de respecter le délai de trois (3) jours.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Toutefois, si le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, un groupe d'administrateurs peut, à la condition de représenter au moins le tiers des membres en fonctions, demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Hors ce cas, l'ordre du jour est arrêté par le président et doit en tout état de cause être mentionné dans l'avis de convocation.

**2.** Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un administrateur.

Conformément à la réglementation applicable, un règlement intérieur du Conseil d'administration sera établi pour déterminer les participations et le vote aux séances du Conseil d'administration réuni par visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunications.

À la condition que le règlement intérieur du Conseil d'administration le prévoit, seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participeront à des réunions du Conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunications conformément au règlement intérieur.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante, si et seulement si le Conseil d'administration est composé d'un nombre pair d'administrateurs en fonctions et uniquement lors des réunions présidées par le Président du Conseil d'administration.

**3.** Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration, et qui mentionne le nom des administrateurs ayant participé aux délibérations par visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunications.

**4.** Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de séance et au moins par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'administration, le Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

### **Pouvoirs du Conseil d'administration (article 18 des statuts)**

**1.** Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de Rexel et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de Rexel et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, Rexel est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer par le Président tous les documents qu'il estime utiles.

**2.** Le Conseil d'administration accorde au Directeur Général les autorisations préalables à l'octroi de cautions, avals et garanties, aux cessions d'immeubles par nature, aux cessions totales ou partielles de participations et aux constitutions de sûretés.

**3.** Le règlement intérieur du Conseil d'administration fixe les décisions soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration.

**4.** Le Conseil d'administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers, actionnaires ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

**5.** Le Conseil d'administration peut nommer, en son sein, un ou plusieurs comités spécialisés dont il fixe



la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Les règles de fonctionnement desdits Comités sont déterminées dans le règlement intérieur du Conseil d'administration et, le cas échéant, précisées dans les règlements intérieurs établis par chacun des comités et approuvés par le Conseil d'administration.

### **Censeurs (article 21 des statuts)**

Le Conseil d'administration peut désigner jusqu'à trois censeurs. Les censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration. Ils peuvent faire partie des Comités créés par le Conseil d'administration.

Ils peuvent être choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux et recevoir une rémunération déterminée par le Conseil d'administration.

Les censeurs sont nommés pour quatre ans au plus. Les censeurs peuvent toujours être renouvelés dans leurs fonctions. Il peut à tout moment être mis fin aux fonctions des censeurs.

### **3.6.2.2 Direction Générale (article 19 des statuts)**

**1.** La Direction Générale de Rexel est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique, administrateur ou non, nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale précitées à la majorité visée au §2 de l'article 17 des statuts. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions définies par la loi.

Ce mode d'exercice demeure en application jusqu'à décision contraire prise aux mêmes conditions.

Le changement des modalités d'exercice de la Direction Générale de Rexel n'entraîne pas de modification des statuts.

**2.** Lorsque la Direction Générale de Rexel est assumée par le Président, les dispositions légales, réglementaires ou statutaires relatives au Directeur Général lui sont applicables et il prend le titre de Président-Directeur Général.

Lorsque le Conseil d'administration choisit la dissociation de la Présidence du Conseil d'administration et de la Direction Générale de Rexel, le Conseil procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat et l'étendue de

ses pouvoirs dans le respect de la loi et des statuts. Les décisions du Conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de 68 ans. Lorsqu'il atteint cette limite d'âge en cours de fonctions, lesdites fonctions cessent de plein droit et le Conseil d'administration procède à la nomination d'un nouveau Directeur Général. Ses fonctions de Directeur Général se prolongent cependant jusqu'à la date de réunion du Conseil d'administration qui doit procéder à la nomination de son successeur. Sous réserve de la limite d'âge telle qu'indiquée ci-avant, le Directeur Général est toujours rééligible.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration.

En cas d'empêchement temporaire du Directeur Général, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Directeur Général.

**3.** Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Rexel. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. Il représente Rexel dans ses rapports avec les tiers.

Le Directeur Général peut demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Si le Directeur Général n'est pas également administrateur, il peut assister aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative.

**4.** Sur la proposition du Directeur Général, le Conseil d'administration peut nommer une à cinq personnes physiques au maximum chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeur Général Délégué dont il détermine l'étendue et la durée des pouvoirs, étant entendu qu'à l'égard des tiers les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

Le ou les Directeurs Généraux Délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur Général.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, le ou les Directeurs Généraux Délégués conservent leurs fonctions et leurs pouvoirs jusqu'à la nomination d'un nouveau

Directeur Général, sauf décision contraire du Conseil d'administration.

5. Le Directeur Général et, le cas échéant, le ou les Directeurs Généraux Délégués peuvent être autorisés à consentir des délégations de pouvoirs dans la limite des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

### **3.6.2.3 Rémunération des administrateurs, du Président, du Directeur Général, du Directeur Général Délégué et des mandataires du Conseil d'administration (article 20 des statuts)**

1. L'Assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation de Rexel et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration répartit cette rémunération entre les administrateurs comme il l'entend.

2. La rémunération du Président du Conseil d'administration, celle du Directeur Général et celle des Directeurs Généraux Délégués, est fixée par le Conseil d'administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

3. Il peut être alloué par le Conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire selon la procédure des articles L.225-38 à L.225-42 du Code de commerce.

4. Le Conseil d'administration peut autoriser le remboursement des frais de voyage et de déplacement et des dépenses engagées par ses membres dans l'intérêt de Rexel.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues, ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à Rexel par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

### **3.6.2.4 Conventions conclues par Rexel avec ses actionnaires ou ses dirigeants (article 22 des statuts)**

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre Rexel et ses actionnaires ou l'un d'entre eux ou entre Rexel et ses dirigeants ou l'un d'entre eux sera soumise à la procédure applicable telle que définie par la loi.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par chaque intéressé au Président du Conseil d'administration. Celui-ci en communique la liste et l'objet aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes au plus tard le jour du Conseil arrêtant les comptes de l'exercice écoulé.

### **3.6.2.5 Responsabilité (article 23 des statuts)**

Les administrateurs et le Directeur Général sont responsables, individuellement ou solidairement selon le cas, envers Rexel ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés anonymes, soit des violations aux statuts, soit des fautes commises dans leur gestion, le tout dans les conditions prévues par la loi.

3

## **3.6.3 Droits et obligations attachés aux actions (articles 8, 9, 11, 12 et 13 des statuts)**

### **Libération des actions (article 8 des statuts)**

Les actions souscrites en numéraire sont émises et libérées dans les conditions prévues par la loi.

### **Forme des actions (article 9 des statuts)**

Les actions de Rexel sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions législatives ou réglementaires pouvant imposer, dans certains cas, la forme nominative.

Les actions de Rexel donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

### **Cession et transmission des actions (article 11.1 des statuts)**

Les actions sont librement négociables sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires. Elles se transmettent par virement de compte à compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

### **Droits et obligations attachés aux actions (article 12 des statuts)**

1. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

**2.** Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des Assemblées générales.

**3.** Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

#### **Indivisibilité des actions - Nue-propriété - Usufruit (article 13 des statuts)**

Les actions sont indivisibles à l'égard de Rexel.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter auprès de Rexel par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. À défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées générales extraordinaires.

### **3.6.4 Modification des droits des actionnaires**

Dans la mesure où les statuts ne prévoient pas de dispositions spécifiques, la modification des droits attachés aux actions est soumise aux dispositions légales.

### **3.6.5 Assemblées générales (articles 25 à 33 des statuts)**

#### **3.6.5.1 Assemblées générales (article 25 des statuts)**

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en Assemblées générales, lesquelles sont qualifiées

d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Toute Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des Assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

#### **3.6.5.2 Convocations aux Assemblées (article 26 des statuts)**

Les assemblées générales sont convoquées, dans les conditions et délais fixés par la loi, par le Conseil d'administration ou par toute personne habilitée par la loi.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

#### **3.6.5.3 Ordre du jour (article 27 des statuts)**

**1.** L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

**2.** L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

#### **3.6.5.4 Accès aux Assemblées (article 28 des statuts)**

**1.** Le droit de participer aux Assemblées générales est subordonné à un enregistrement ou à une inscription des actions dans les conditions et délais prévus par la réglementation en vigueur.

**2.** Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne morale ou physique de son choix :

(i) lorsque les actions de Rexel sont admises aux négociations sur un marché réglementé ;

(ii) lorsque les actions de Rexel sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation qui se soumet aux dispositions législatives ou réglementaires visant à protéger les investisseurs contre les opérations d'initiés, les manipulations de cours et la diffusion de fausses informations dans les conditions prévues

par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général.

Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à Rexel, dans les conditions prévues par la loi.

**3.** Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à Rexel dans les conditions fixées par la loi.

Ce formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la procuration ; dans ce cas, le document unique doit comporter les mentions et indications prévues par les dispositions réglementaires. Le formulaire doit parvenir à Rexel trois jours avant la date de la réunion de l'Assemblée, faute de quoi il n'en sera pas tenu compte. La signature électronique peut prendre la forme d'un procédé répondant aux conditions définies à la première phrase du second alinéa de l'article 1316-4 du Code civil.

Tout actionnaire pourra également, si le Conseil d'administration le décide au moment de la convocation de l'Assemblée, participer et voter à l'Assemblée générale par des moyens électroniques de télécommunication ou de télétransmission permettant son identification dans les conditions fixées par la loi.

**4.** Seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participeront à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens électroniques de télécommunication ou de télétransmission permettant leur identification dans les conditions fixées par la loi.

#### **3.6.5.5 Feuille de présence - bureau - procès-verbaux (article 29 des statuts)**

**1.** À chaque Assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

**2.** Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par le Vice-Président du Conseil d'administration ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet.

Si l'Assemblée est convoquée par le ou les Commissaires aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'Assemblée est présidée par l'un d'eux.

Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptant, représentant soit par eux-mêmes, soit comme mandataires, le plus grand nombre d'actions.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis et d'en assurer la régularité, et de veiller à l'établissement du procès-verbal et le signer.

**3.** Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

#### **3.6.5.6 Quorum - vote - nombre de voix (article 30 des statuts)**

**1.** Dans les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur la base de l'ensemble des actions composant le capital social, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par Rexel avant la réunion de l'Assemblée, dans les conditions et délais fixés par la loi.

**2.** Dans les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, l'actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation. En application de la faculté prévue à l'article L.225-123 du Code de commerce, les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au nom du même actionnaire ne bénéficient pas d'un droit de vote double.

**3.** Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée, à main levée, par voie électronique ou par tout moyen de télécommunications permettant l'identification des actionnaires dans les conditions réglementaires en vigueur.

### 3.6.5.7 Assemblée générale ordinaire (article 31 des statuts)

1. L'Assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes et le cas échéant sur les comptes consolidés de l'exercice social précédent.

2. L'Assemblée générale ordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui la régissent, exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par la loi.

### 3.6.5.8 Assemblée générale extraordinaire (article 32 des statuts)

1. L'Assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

2. L'Assemblée générale extraordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui la régissent, exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par la loi.

### 3.6.5.9 Droit de communication des actionnaires (article 33 des statuts)

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de Rexel.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

### 3.6.6 Clauses susceptibles d'avoir une incidence sur la survenance d'un changement de contrôle

Aucune stipulation des statuts ne pourrait, à la connaissance de Rexel, avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de Rexel.

Comme indiqué au paragraphe 3.7.5 « Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle » du présent document de référence, il n'existe pas à la meilleure connaissance de Rexel,

d'accords conclus entre les actionnaires. Par ailleurs, les dispositions du Contrat de Crédit Senior et des obligations susceptibles d'avoir une incidence en cas de changement de contrôle sont décrites dans la note 23.1 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés » du présent document de référence.

### 3.6.7 Identification des actionnaires et franchissements de seuils (articles 10 et 11 des statuts)

#### 3.6.7.1 Identification des actionnaires (article 10 des statuts)

Rexel se tient informée de la composition de son actionnariat dans les conditions prévues par la loi.

À ce titre, Rexel peut faire usage de toutes les dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires.

Ainsi, Rexel peut notamment demander à tout moment, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, contre rémunération à sa charge, des renseignements relatifs aux détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont lesdits titres peuvent être frappés.

Après avoir suivi la procédure décrite au paragraphe précédent et au vu de la liste transmise par le dépositaire central, Rexel peut également demander, soit par l'entremise de ce dépositaire central, soit directement, aux personnes figurant sur cette liste et dont Rexel estime qu'elles pourraient être inscrites pour compte de tiers, les informations concernant les propriétaires des titres prévues au paragraphe précédent.

S'il s'agit de titres de forme nominative, l'intermédiaire inscrit dans les conditions prévues par la loi est tenu de révéler l'identité des propriétaires de ces titres ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux sur simple demande de Rexel ou de son mandataire, dans les conditions légales et réglementaires applicables, cette demande pouvant être présentée à tout moment.



Aussi longtemps que Rexel estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été communiquée le sont pour compte de tiers, elle est en droit de demander à ces détenteurs de révéler l'identité des propriétaires de ces titres.

À l'issue des procédures d'identification, et sans préjudice des obligations de déclaration de participations significatives imposées par la loi, Rexel peut demander à toute personne morale propriétaire de ses actions et possédant des participations dépassant le quarantième du capital ou des droits de vote de lui faire connaître l'identité des personnes détenant directement ou indirectement plus du tiers du capital ou des droits de vote de cette personne morale.

L'inobservation par les détenteurs de titres ou les intermédiaires de leur obligation de communication des renseignements visés ci-dessus peut, dans les conditions prévues par la loi, entraîner la suspension voire la privation du droit de vote et du droit au paiement du dividende attaché aux actions.

### 3.6.7.2 Franchissements de seuils (article 11.2 des statuts)

Outre l'obligation légale d'informer Rexel des franchissements de seuils prévus par la loi, toute personne physique ou morale qui, agissant seule ou de concert, vient à posséder, directement ou indirectement au sens de la loi (et notamment de l'article L.233-9 du Code de commerce), un nombre d'actions représentant une fraction du capital ou des droits de vote supérieure ou égale à 2,5 %, doit informer Rexel du nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède, dans un délai de 5 jours de négociation à compter du franchissement de ce seuil et ce quelle que soit la date d'inscription en compte, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à son siège social, ou par tout autre moyen équivalent pour les actionnaires ou porteurs de titres résidents hors de France, en précisant le nombre total de titres qu'elle possède donnant accès à terme au capital social et de droits de vote qui y sont attachés. Cette déclaration de

franchissement de seuil indique également si les actions ou les droits de vote y afférents sont ou non détenus pour le compte ou de concert avec d'autres personnes physiques ou morales et précise, en outre, la date du franchissement de seuil. Elle est renouvelée pour la détention de chaque fraction additionnelle de 2,5 % du capital ou des droits de vote sans limitation, y compris au-delà de 5 %.

À défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans les conditions prévues ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote dans les conditions prévues par la loi, dès lors qu'un ou plusieurs actionnaires détenant une fraction du capital ou des droits de vote de Rexel au moins égale à 2,5 % du capital ou des droits de vote en font la demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée générale.

Tout actionnaire dont la participation en capital et/ou en droits de vote dans Rexel devient inférieure à l'un des seuils susvisés est également tenu d'en informer Rexel dans le même délai et selon les mêmes formes, quelle qu'en soit la raison.

Pour le calcul des seuils susvisés, il doit être tenu compte au dénominateur du nombre total d'actions composant le capital et auxquelles sont attachés des droits de vote, y compris celles privées de droit de vote, tel que publié par Rexel conformément à la loi (Rexel devant préciser dans ses publications le nombre total desdites actions avec droits de vote et le nombre d'actions parmi celles-ci ayant été privées de droit de vote).

### 3.6.8 Stipulations particulières régissant les modifications du capital social (article 7 des statuts)

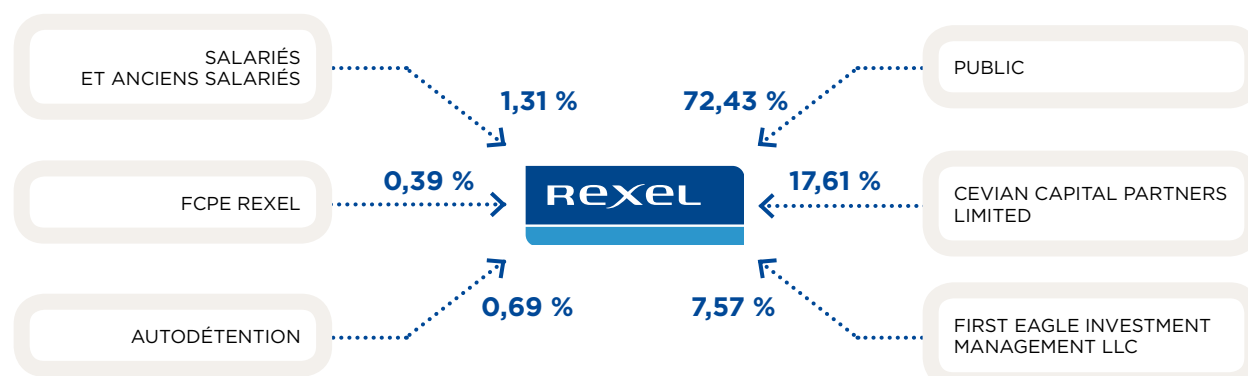
Le capital social de Rexel peut être augmenté ou réduit par tous modes et de toutes manières autorisées par la loi.

L'Assemblée générale extraordinaire pourra également décider de procéder à la division des actions ou à leur regroupement.

## 3.7 Actionnariat

### 3.7.1 Principaux actionnaires

L'organigramme ci-dessous présente la structure simplifiée de détention du capital de Rexel au 31 décembre 2018 :



### 3.7.2 Capital social et droits de vote

#### 3.7.2.1 Répartition du capital social et des droits de vote

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital social et des droits de vote de Rexel aux 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

ACTIONNAIRES	31 DÉCEMBRE											
	2018				2017				2016			
	NOMBRE D' ACTIONS	NOMBRE DE DROITS DE VOTE	% DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE THÉORIQUES <sup>(1)</sup>	% DES DROITS DE VOTE EXERCÉES <sup>(2)</sup>	NOMBRE D' ACTIONS	NOMBRE DE DROITS DE VOTE	% DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE THÉORIQUES <sup>(1)</sup>	% DES DROITS DE VOTE EXERCÉES <sup>(2)</sup>	NOMBRE D' ACTIONS	NOMBRE DE DROITS DE VOTE	% DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE THÉORIQUES <sup>(1)</sup>	% DES DROITS DE VOTE EXERCÉES <sup>(2)</sup>
Cevian Capital Partners Limited <sup>(3)</sup>	53 521 593	53 521 593	17,61 %	17,73 %	47 400 225	47 400 225	15,63 %	15,69 %	38 007 054	38 007 054	12,55 %	12,60 %
First Eagle Investment Management LLC <sup>(4)</sup>	23 023 337	23 023 337	7,57 %	7,63 %	23 023 337	23 023 337	7,59 %	7,62 %	23 023 337	23 023 337	7,60 %	7,64 %
Salariés et anciens salariés	3 978 149	3 978 149	1,31 %	1,32 %	3 865 410	3 865 410	1,27 %	1,28 %	3 767 218	3 767 218	1,24 %	1,25 %
FCPE Rexel	1 185 495	1 185 495	0,39 %	0,39 %	1 227 986	1 227 986	0,40 %	0,41 %	1 326 887	1 326 887	0,44 %	0,44 %
Public	220 171 605	220 171 605	72,43 %	72,93 %	226 536 850	226 536 850	74,68 %	75,00 %	235 424 300	235 424 300	77,72 %	78,07 %
Autodétention	2 108 720	2 108 720	0,69 %	0,00 %	1 289 369	1 289 369	0,43 %	0 %	1 349 227	1 349 227	0,45 %	0 %
<b>TOTAL</b>	<b>303 988 899</b>	<b>303 988 899</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>303 343 177</b>	<b>303 343 177</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>302 898 023</b>	<b>302 898 023</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

(1) Pourcentages de droits de vote calculés sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote, y compris les actions privées de droit de vote.

(2) Pourcentages calculés en excluant les actions propres détenues par Rexel qui sont privées de droit de vote.

(3) Sur la base des déclarations de franchissement de seuil en date des 1<sup>er</sup> juillet 2016, 14 septembre 2017 et 21 novembre 2018.

(4) Sur la base des déclarations de franchissement de seuil en date des 11 septembre 2015 et 11 février 2016.

En outre, Rexel a reçu les déclarations de franchissements de seuils mentionnées au

paragraphe 3.7.2.2 « Franchissements de seuils » du présent document de référence.

### 3.7.2.2 Franchissements de seuils

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et à la date du présent document de référence, Rexel a reçu les déclarations de franchissements de seuils suivantes :

SOCIÉTÉ	DATE DE LA DÉCLARATION	SEUILS LÉGAUX ET STATUTAIRES	SENS DU FRANCHISSEMENT	% DU CAPITAL ET DE DROIT DE VOTE APRÈS FRANCHISSEMENT	NOMBRE D'ACTIONS DÉTENUES APRÈS FRANCHISSEMENT
Norges Bank Investment Management	29 mars 2019	2,5 %	Hausse	2,51 %	7 625 071
BlackRock Inc.	14 janvier 2019	5 %	Hausse	5,06 %	15 377 024
BlackRock Inc.	11 janvier 2019	5 %	Baisse	4,99 %	15 194 947
BlackRock Inc.	10 janvier 2019	5 %	Hausse	5,14 %	15 614 024
Amundi <sup>(1)</sup>	24 décembre 2018	2,5 %	Baisse	2,46 %	7 480 321
BlackRock Inc.	14 décembre 2018	5 %	Baisse	4,96 %	15 085 309
Amundi <sup>(1)</sup>	6 décembre 2018	2,5 %	Hausse	2,92 %	8 890 985
Cevian Capital Partners Limited	22 novembre 2018	17,5 %	Hausse	17,61 %	53 521 593
BlackRock Inc.	19 octobre 2018	5 %	Hausse	5,16 %	15 700 892
T. Rowe Price <sup>(2)</sup>	5 octobre 2018	2,5 %	Baisse	2,47 %	7 533 901
Amundi	3 août 2018	2,5 %	Hausse	2,94 %	8 941 870
Amundi	1 <sup>er</sup> août 2018	2,5 %	Baisse	2,19 %	6 670 558
HSBC Holdings Plc <sup>(3)</sup>	26 juillet 2018	5 %	Baisse	0,12 %	350 220
Kiltearn Partners LLP <sup>(4)</sup>	18 juillet 2018	2,5 %	Hausse	2,53 %	7 623 760
HSBC Holdings Plc <sup>(5)</sup>	5 juillet 2018	5 %	Hausse	6,44 %	19 569 709
Citigroup Inc.	3 juillet 2018	3 %	Hausse	3,35 %	10 180 742
BlackRock Inc.	4 mai 2018	5 %	Baisse	4,86 %	14 736 625
BlackRock Inc.	3 mai 2018	5 %	Hausse	5,02 %	15 242 857
Amundi <sup>(6)</sup>	26 mars 2018	2,5 %	Hausse	2,96 %	8 986 412

(1) Déclaration effectuée par Amundi au regard des actions Rexel détenues dans les OPCVM.

(2) Déclaration effectuée par T. Rowe Price pour le compte des clients qu'elle conseille.

(3) Déclaration effectuée par HSBC Holdings Plc pour le compte des sociétés qu'elle contrôle (*i.e.* Internationale Kapitalanlagegesellschaft mbH. Düsseldorf, HSBC Global Asset Management (UK) Limited et HSBC Global Asset Management (Canada) Limited).

(4) Déclaration effectuée par Kiltearn Partners LLP pour le compte des sociétés dont elle gère les titres (*i.e.* Northern Trust Co et divers). Ces franchissements de seuils à la baisse résultent d'une diminution du nombre d'actions Rexel détenues dans le « *trading book* » de la Société.

(5) Déclaration effectuée par HSBC Holdings Plc pour le compte des sociétés HSBC Bank Plc, INKA Internationale Kapitalanlagegesellschaft mbH. Düsseldorf, HSBC Global Asset Management (UK) Limited et HSBC Global Asset Management (Canada) Limited. Ce franchissement de seuil résulte d'une augmentation du nombre d'actions de la Société empruntées.

(6) Déclaration effectuée par Amundi à la suite de l'unification de la politique des droits de vote des cinq sociétés de gestion fondamentale d'Amundi (*i.e.* Amundi Asset Management, Société Générale de Gestion, Etoile Gestion, CPR Asset Management et BFT Investment Managers).

À la connaissance de Rexel et sur la base des déclarations de franchissements de seuils qu'elle a reçues, aucun actionnaire, autre que ceux

mentionnés ci-dessus, ne détient, au 31 décembre 2018, plus de 5 % du capital et/ou des droits de vote de Rexel.

### 3.7.2.3 Participation des dirigeants dans le capital de Rexel

#### Intérêts des administrateurs, du censeur et du Directeur Général

Au 31 décembre 2018, les intérêts directs et indirects des administrateurs et des dirigeants dans le capital de Rexel se présentent comme suit :

	NOMBRE D'ACTIONS	POURCENTAGE DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE
<b>ADMINISTRATEURS</b>		
Ian Meakins (Président)	115 250	0,04%
François Henrot	7 133	NS
Marcus Alexanderson	5 000	NS
Patrick Berard (Directeur Général)	373 006	0,12%
Julien Bonnel (Administrateur représentant les salariés) <sup>(1)</sup>	798	NS
Thomas Farrell	8 437	NS
Fritz Froehlich	5 300	NS
Elen Phillips	5 000	NS
Maria Richter	4 500	NS
Agnès Touraine	1 012	NS
Herna Verhagen	1 000	NS
<b>CENSEUR</b>		
François Auque	-	-

(1) Conformément à l'article 14 des statuts, l'administrateur représentant les salariés n'est pas tenu de détenir un nombre minimum d'actions de la Société.

#### Opérations réalisées par les administrateurs, le Président du Conseil d'administration et le Directeur Général

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 les déclarations suivantes ont été effectuées :

	DATE DE L'OPÉRATION	NATURE DE L'OPÉRATION	NOMBRE D'ACTIONS	PRIX UNITAIRE	MONTANT GLOBAL
<b>ADMINISTRATEURS</b>					
Elen Phillips	15 novembre 2018	Acquisition	1 000	10,51501	10 515,01 €
Patrick Berard	30 juillet 2018	Livraison d'actions de performance	10 235	-	-
Elen Phillips	15 février 2018	Acquisition	2 000	14,72	29 440 €

### 3.7.2.4 Actionnariat salarié

Conformément aux autorisations consenties par l'Assemblée générale des actionnaires, Rexel a mis en place en 2012, 2013 et 2016 des plans d'actionnariat salarié par l'intermédiaire d'augmentations de capital réservées aux adhérents au PEG ou au PEGI ou dans le cadre du « *Share Incentive Plan* » au Royaume-Uni ainsi que d'attributions gratuites d'actions soumises à une condition de présence (sous réserve de certaines exceptions).

Au 31 décembre 2018, le nombre d'actions détenues par les salariés dans le cadre des plans d'actionnariat salarié, directement ou *via* les FCPE, était de 1 703 441 actions, soit 0,56 % du capital social et des droits de vote de Rexel.

### 3.7.2.5 Options de souscription ou d'achat d'actions

Le dernier plan d'options de souscription ou d'achat d'actions a pris fin le 30 novembre 2016.

### 3.7.2.6 Attribution gratuite d'actions

#### Attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013

##### Plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 30 avril 2013

Conformément aux autorisations conférées par l'Assemblée générale mixte des actionnaires de Rexel du 16 mai 2012 et par le Conseil de surveillance du 30 avril 2013, le Directoire, au cours de sa réunion du 30 avril 2013, a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 2 574 729 actions Rexel dans le cadre de quatre plans.

Le 30 avril 2013, à l'occasion de l'autorisation conférée au Directoire de procéder à l'attribution gratuite d'actions, le Conseil de surveillance a décidé

que les membres du Directoire bénéficiaires d'une attribution gratuite d'actions devront conserver au nominatif, jusqu'à la cessation de leurs fonctions, 20 % du nombre d'actions acquises.

##### Plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 25 juillet 2013

Conformément aux autorisations conférées par l'Assemblée générale mixte des actionnaires de Rexel du 22 mai 2013 et par le Conseil de surveillance du 25 juillet 2013, le Directoire, au cours de sa réunion du 25 juillet 2013, a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 78 410 actions Rexel dans le cadre de deux plans.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 :

PLAN	KEY MANAGERS 2+2	KEY MANAGERS 4+0	OPERATING MANAGERS 3+2	OPERATING MANAGERS 5+0	KEY MANAGERS 2+2	KEY MANAGERS 4+0
Assemblée générale	16 mai 2012			22 mai 2013		
Directoire	30 avril 2013			25 juillet 2013		
Nombre de bénéficiaires	163	324	91	377	9	6
Nombre d'actions attribuées gratuitement initialement	793 310	1 259 819	99 100	422 500	50 694	27 716
Mandataires sociaux						
• Rudy Provoost <sup>(1)</sup>	96 682	-	-	-	-	-
• Catherine Guillooard <sup>(2)</sup>	42 980	-	-	-	-	-
Dix premiers salariés <sup>(3)</sup>	229 544	307 300	13 000	16 000	50 694 <sup>(4)</sup>	27 716 <sup>(5)</sup>
Date d'acquisition définitive	30 avril 2015	30 avril 2017	30 avril 2016	30 avril 2018	25 juillet 2015	25 juillet 2017
Date de cessibilité des actions	2 mai 2017	2 mai 2017	2 mai 2018	2 mai 2018	26 juillet 2017	26 juillet 2017
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2017	-	-	-	331 145 <sup>(7)</sup>	-	-
Nombre d'actions annulées ou caduques <sup>(6)</sup>	-	-	-	-	-	-
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2018	-	-	-	331 145	-	-
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2018	-	-	-	-	-	-

(1) Cessation des fonctions de Président-Directeur Général le 30 juin 2016.

(2) Fin du mandat social de Directeur Général Délégué le 20 février 2017.

(3) Compte tenu du nombre d'actions attribuées aux salariés, ont été retenues les dix premières attributions.

(4) Ne concerne que 9 bénéficiaires.

(5) Ne concerne que 6 bénéficiaires.

(6) Condition de présence non remplie ou condition de performance non atteinte.

(7) Ajustement du nombre d'actions au 31 décembre 2017 suivant la mise à jour des situations individuelles de 3 bénéficiaires au cours de l'année 2018. Information connue postérieurement à la publication du document de référence 2017.

L'évaluation des actions correspond à la valeur retenue dans le cadre de l'application d'IFRS 2, avant effet de l'étalement de la charge sur la période d'acquisition (voir note 19 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés » du présent document de référence).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les bénéficiaires ont acquis définitivement des actions au titre des plans *Operating Managers* 5+0 prévoyant uniquement une condition de présence de deux ans. Aucune condition de performance n'a été appliquée pour ce plan.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, aucune action n'a été définitivement acquise par les mandataires.



## Attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014

### Plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 22 mai 2014

L'Assemblée générale des actionnaires de Rexel du 22 mai 2013 a autorisé le Directoire à procéder à l'attribution gratuite d'actions et le 22 mai 2014, après avoir approuvé la transformation de Rexel de société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance en société anonyme à Conseil d'administration, l'Assemblée générale des actionnaires de Rexel a réitéré cette autorisation en faveur du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration a décidé le 22 mai 2014 de procéder à l'attribution

gratuite de 1 641 008 actions Rexel dans le cadre de quatre plans.

Le 22 mai 2014, à l'occasion de l'autorisation conférée au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions, il a été décidé que le Président-Directeur Général et le Directeur Général délégué, bénéficiaires d'une attribution gratuite d'actions, devront conserver au nominatif, jusqu'à la cessation de leurs fonctions, 20 % du nombre d'actions acquises.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des actions attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 :

PLAN	TRANSITION 2+2	TRANSITION 4+0	KEY MANAGERS 3+2	KEY MANAGERS 4+0
Assemblée générale	22 mai 2013			
Conseil d'administration	22 mai 2014			
Nombre de bénéficiaires	168	368	168	368
Nombre d'actions attribuées gratuitement initialement	348 980	471 524	348 980	471 524
Mandataires sociaux				
• Rudy Provoost <sup>(1)</sup>	60 000	-	60 000 <sup>(2)</sup>	-
• Catherine Guillaouard <sup>(3)</sup>	29 100	-	29 100 <sup>(4)</sup>	-
Dix premiers salariés <sup>(5)</sup>	285 376			
Date d'acquisition définitive	22 mai 2016	22 mai 2018	22 mai 2017	22 mai 2018
Date de cessibilité des actions	23 mai 2018	23 mai 2018	23 mai 2019	23 mai 2018
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2017	-	132 508 <sup>(7)</sup>	-	96 266
Nombre d'actions annulées ou caduques <sup>(6)</sup>	-	-	-	498
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2018	-	132 508	-	95 768
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2018	-	-	-	-

(1) Cessation des fonctions de Président-Directeur Général le 30 juin 2016.

(2) Ces actions non acquises ont été annulées au départ du Président-Directeur Général le 30 juin 2016.

(3) Fin du mandat social de Directeur Général Délégué le 20 février 2017.

(4) Montant ajusté : 30 085. Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition au 1<sup>er</sup> juillet 2016 avait été ajusté, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2016 (sur délégation de pouvoirs octroyée par le Conseil d'administration du 23 juin 2016). Cette décision visait à protéger les droits des bénéficiaires et faisait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,40 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(5) Compte tenu du nombre d'actions attribuées aux salariés, ont été retenues les dix premières attributions.

(6) Condition de présence non remplie ou condition de performance non atteinte.

(7) Ajustement du nombre d'actions au 31 décembre 2017 suivant la mise à jour de la situation individuelle d'un bénéficiaire au cours de l'année 2018. Information connue postérieurement à la publication du document de référence 2017.

L'évaluation des actions correspond à la valeur retenue dans le cadre de l'application d'IFRS 2, avant effet de l'étalement de la charge sur la période d'acquisition (voir note 19 de l'annexe aux

états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés » du présent document de référence).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les bénéficiaires ont acquis définitivement des actions au titre du plan *Key Managers* 4+0 du 22 mai 2014 prévoyant une condition de présence de trois ans ainsi que les conditions de performance suivantes :

RÉALISATION DE LA PERFORMANCE SUR LES PLANS D'ACTIONS TRANSITION OCTROYÉES EN 2014	POIDS	OBJECTIF	SEUIL DE DÉCLENCHEMENT	CIBLE	MAXIMUM	POURCENTAGE D'ATTEINTE DE PERFORMANCE AVANT PONDÉRATION	POURCENTAGE D'ACTIONS DE PERFORMANCE ACQUISES APRÈS PONDÉRATION
Moyenne de la variation de la marge d'EBITA ajusté entre 2013 et 2016	40 %	5,4 % à 5,6 %	Attribution égale à 25 % si la réalisation atteint l'objectif moins 10 points de base	Attribution égale à 100 % si l'objectif est atteint	Attribution égale à 150 % si la réalisation atteint au moins l'objectif plus 30 points de base	0,0 %	0,0 %
Moyenne entre les années 2014, 2015 et 2016 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts/ EBITDA	30 %	76,2 %	Attribution égale à 50 % si au moins 90 % de l'objectif est atteint	Attribution égale à 100 % si l'objectif est atteint	Attribution égale à 150 % si au moins 120 % de l'objectif est atteint	101,8 %	31 %
TSR (Entreprises du Stoxx Europe TMI « <i>Electronic &amp; Electrical Equipment</i> », ainsi que les sociétés suivantes : Electrocomponents ; Wolseley ; Farnell ; Grainger ; Anixter et Wesco International)	30 %	70 <sup>e</sup> percentile	Attribution égale à 25 % si le TSR de Rexel est classé au moins au 40 <sup>e</sup> percentile des TSR des entreprises du panel	Attribution égale à 100 % si la performance de Rexel atteint au moins le 70 <sup>e</sup> percentile des TSR des entreprises du panel	Attribution égale à 150 % si le TSR de Rexel est classé au moins au 90 <sup>e</sup> percentile des TSR des entreprises du panel	0,0 %	0,0 %
							<b>31 %</b>

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 aucune d'action n'a été définitivement acquise par les mandataires sociaux.

Pour rappel, les actions attribuées aux bénéficiaires dans le cadre du plan *Key Managers* 3+2 du 22 mai

2014 étaient soumises aux mêmes critères de performance que le plan *Key Managers* 4+0 du 22 mai 2014 ci-dessus.

Par ailleurs, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les bénéficiaires ont acquis définitivement des actions au titre du plan Transition 4+0 du 22 mai 2014 prévoyant une condition de présence de deux ans ainsi que les conditions de performance suivantes :

RÉALISATION DE LA PERFORMANCE SUR LES PLANS D'ACTIONS TRANSITION OCTROYÉES EN 2014	POIDS	OBJECTIF	SEUIL DE DÉCLENCHEMENT	CIBLE	MAXIMUM	POURCENTAGE D'ATTEINTE DE PERFORMANCE AVANT PONDÉRATION	POURCENTAGE D'ACTIONS DE PERFORMANCE ACQUISES APRÈS PONDÉRATION
Moyenne de la variation de la marge d'EBITA ajusté entre 2013 et 2015	40 %	5,4 % à 5,3 %	Attribution égale à 25 % si la réalisation atteint l'objectif moins 10 points de base	Attribution égale à 100 % si l'objectif est atteint	Attribution égale à 150 % si la réalisation atteint au moins l'objectif plus 30 points de base	0,0 %	0,0 %
Moyenne entre les années 2014 et 2015 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts/ EBITDA	30 %	75,2 %	Attribution égale à 50 % si au moins 90 % de l'objectif est atteint	Attribution égale à 100 % si l'objectif est atteint	Attribution égale à 150 % si au moins 120 % de l'objectif est atteint	120 %	36 %
TSR (Entreprises du Stoxx Europe TMI « <i>Electronic &amp; Electrical Equipment</i> », ainsi que les sociétés suivantes : Electrocomponents ; Wolseley ; Farnell ; Grainger ; Anixter et Wesco International)	30 %	70 <sup>e</sup> percentile	Attribution égale à 25 % si le TSR de Rexel est classé au moins au 40 <sup>e</sup> percentile des TSR des entreprises du panel	Attribution égale à 100 % si la performance de Rexel atteint au moins le 70 <sup>e</sup> percentile des TSR des entreprises du panel	Attribution égale à 150 % si le TSR de Rexel est classé au moins au 90 <sup>e</sup> percentile des TSR des entreprises du panel	0,0 %	0,0 %
							<b>36 %</b>

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 aucune action n'a été définitivement acquise par les mandataires sociaux.

Pour rappel, les actions attribuées aux bénéficiaires dans le cadre du plan Transition 2+2 du 22 mai 2014 étaient soumises aux mêmes critères de performance que le plan Transition 4+0 du 22 mai 2014 ci-dessus.

### **Attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015**

#### **Plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 28 juillet 2015**

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Rexel du 27 juillet 2015 a autorisé le

Conseil d'administration à procéder à l'attribution gratuite d'actions. Le Conseil d'administration du 28 juillet 2015 a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 1 798 393 actions Rexel dans le cadre de deux plans.

Le 28 juillet 2015, à l'occasion de l'autorisation conférée au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions, il a été décidé que le Président-Directeur Général et le Directeur Général délégué, qui seront bénéficiaires d'une attribution gratuite d'actions, devront conserver au nominatif, jusqu'à la cessation de leurs fonctions, 20 % du nombre d'actions acquises.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

PLAN	KEY MANAGERS 3+2	KEY MANAGERS 4+0
Assemblée générale	27 juillet 2015	
Conseil d'administration	28 juillet 2015	
Nombre de bénéficiaires	172	419
Nombre d'actions attribuées gratuitement initialement	795 775	1 002 618
Mandataires sociaux		
• Rudy Provoost <sup>(1)</sup>	120 000 <sup>(2)</sup>	-
• Catherine Guillaud <sup>(3)</sup>	58 200 <sup>(4)</sup>	-
Dix premiers salariés <sup>(5)</sup>	305 125	
Date d'acquisition définitive	28 juillet 2018	28 juillet 2019
Date de cessibilité des actions	29 juillet 2020	29 juillet 2019
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2017	420 496	779 947
Nombre d'actions annulées ou caduques <sup>(6)</sup>	347 073	663 759
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2018	73 423	-
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2018	-	116 118

(1) Cessation des fonctions de Président-Directeur Général le 30 juin 2016.

(2) Ces actions non acquises ont été annulées au départ du Président-Directeur Général le 30 juin 2016.

(3) Fin du mandat social de Directeur Général Délégué le 20 février 2017.

(4) Ces actions non acquises ont été annulées au départ du Groupe de Catherine Guillaud suite à la fin de son mandat social le 20 février 2017.

(5) Compte tenu du nombre d'actions attribuées aux salariés, ont été retenues les dix premières attributions.

(6) Condition de présence non remplie ou condition de performance non atteinte.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le Conseil d'administration du 30 juillet 2018 a constaté la livraison de 73 423 actions ordinaires de la Société, acquises à la date du 28 juillet 2018 au titre du plan « *Key Managers 3+2* » du 28 juillet 2015.

Les actions attribuées et non encore livrées au 31 décembre 2018 pourraient donner lieu à la création de 116 118 actions nouvelles et ainsi entraîner une dilution de 0,04 %.

L'évaluation des actions correspond à la valeur retenue dans le cadre de l'application d'IFRS 2, avant effet de l'étalement de la charge sur la période d'acquisition (voir note 19 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés » du présent document de référence).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les bénéficiaires ont acquis définitivement des actions au titre du plan *Key Managers* 3+2 du 28 juillet 2015 prévoyant une condition de présence de trois ans ainsi que les conditions de performance suivantes :

RÉALISATION DE LA PERFORMANCE SUR LES PLANS D'ACTIONS TRANSITION OCTROYÉES EN 2014	POIDS	OBJECTIF	SEUIL DE DÉCLENCHEMENT	CIBLE	MAXIMUM	POURCENTAGE D'ATTEINTE DE PERFORMANCE AVANT PONDÉRATION	POURCENTAGE D'ACTIONS DE PERFORMANCE ACQUISES APRÈS PONDÉRATION
Moyenne de la variation de la marge d'EBITA ajusté entre 2014 et 2017	40 %	5,1 % à 5,2 %	Attribution égale à 25 % si la réalisation atteint l'objectif moins 10 points de base	Attribution égale à 100 % si l'objectif est atteint	Attribution égale à 150 % si la réalisation atteint au moins l'objectif plus 30 points de base	0,0 %	0,0 %
Moyenne entre les années 2015, 2016 et 2017 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts/ EBITDA	30 %	76,7 %	Attribution égale à 50 % si au moins 90 % de l'objectif est atteint	Attribution égale à 100 % si l'objectif est atteint	Attribution égale à 150 % si au moins 120 % de l'objectif est atteint	61 %	18 %
TSR (Entreprises du Stoxx Europe TMI « <i>Electronic &amp; Electrical Equipment</i> », ainsi que les sociétés suivantes : Electrocomponents ; Wolseley ; Farnell ; Grainger ; Anixter et Wesco International)	30 %	70 <sup>e</sup> percentile	Attribution égale à 50 % si le TSR de Rexel est classé au moins au 50 <sup>e</sup> percentile des TSR des entreprises du panel	Attribution égale à 100 % si la performance de Rexel atteint au moins le 70 <sup>e</sup> percentile des TSR des entreprises du panel	Attribution égale à 150 % si le TSR de Rexel est classé au moins au 90 <sup>e</sup> percentile des TSR des entreprises du panel	0,0 %	0,0 %
							<b>18 %</b>

Pour rappel, les actions attribuées aux bénéficiaires dans le cadre du plan *Key Managers* 4+0 du 28 juillet 2015 sont soumises aux mêmes critères de performance que le plan *Key Managers* 3+2 du 28 juillet 2015 ci-dessus.

#### **Attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016**

#### **Plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 23 juin 2016**

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Rexel du 25 mai 2016 a autorisé le

Conseil d'administration à procéder à l'attribution gratuite d'actions. Le Conseil d'administration du 23 juin 2016 a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 1 820 625 actions Rexel dans le cadre de 2 plans.

Le 23 juin 2016, à l'occasion de l'autorisation conférée au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions, il a été décidé que le Directeur Général et le Directeur Général Délégué, qui seront bénéficiaires d'une attribution gratuite d'actions, devront conserver au nominatif, jusqu'à la cessation de leurs fonctions, 20 % du nombre d'actions acquises.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

PLAN	REXEL 2016 3+2	REXEL 2016 4+0
Assemblée générale	25 mai 2016	
Conseil d'administration	23 juin 2016	
Nombre de bénéficiaires	222	524
Nombre d'actions attribuées gratuitement initialement	741 500	1 079 125
Mandataires sociaux		
• Patrick Berard	85 000 <sup>(1)</sup>	-
• Catherine Guillouard <sup>(2)</sup>	58 200 <sup>(3)</sup>	-
Dix premiers salariés <sup>(4)</sup>	258 900	
Date d'acquisition définitive	23 juin 2019	23 juin 2020
Date de cessibilité des actions	24 juin 2021	24 juin 2020
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2017	486 234	969 615
Nombre d'actions annulées ou caduques <sup>(5)</sup>	43 218	164 889
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2018	-	-
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2018	443 016	804 726

(1) Montant ajusté : 87 876. Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition au 1<sup>er</sup> juillet 2016 avait été ajusté, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2016 (sur délégation de pouvoirs octroyée par le Conseil d'administration du 23 juin 2016). Cette décision visait à protéger les droits des bénéficiaires et faisait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,40 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(2) Fin du mandat social le 20 février 2017.

(3) Ces actions non acquises ont été annulées au départ du Groupe de Catherine Guillouard suite à la fin de son mandat social le 20 février 2017.

(4) Compte tenu du nombre d'actions attribuées aux salariés, ont été retenues les dix premières attributions.

(5) Condition de présence non remplie ou condition de performance non atteinte.

Les actions attribuées et non encore livrées au 31 décembre 2018 pourraient donner lieu à la création de 1 247 742 actions nouvelles et ainsi entraîner une dilution de 0,41 %.

L'évaluation des actions correspond à la valeur retenue dans le cadre de l'application d'IFRS 2, avant effet de l'étalement de la charge sur la période d'acquisition (voir note 19 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés » du présent document de référence).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, aucune action n'a été définitivement acquise.

Pour information, la performance des plans 23 juin 2016 sera connue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (postérieurement à la publication du présent document de référence) compte tenu de la période d'appréciation du critère TSR.

### Attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017

#### Plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 23 mai 2017

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Rexel du 25 mai 2016 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à l'attribution gratuite d'actions. Le Conseil d'administration du 23 mai 2017 a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 1 873 975 actions Rexel dans le cadre de 2 plans.

Le 23 mai 2017, à l'occasion de l'autorisation conférée au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions, il a été décidé que le Directeur Général, qui sera bénéficiaire d'une attribution gratuite d'actions, devra conserver au nominatif, jusqu'à la cessation de ses fonctions, 20 % du nombre d'actions acquises.



Le tableau ci-dessous présente une synthèse des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

PLAN	REXEL 2017 3+2	REXEL 2017 4+0
Assemblée générale	25 mai 2016	
Conseil d'administration	23 mai 2017	
Nombre de bénéficiaires	187	476
Nombre d'actions attribuées gratuitement initialement	643 200	1 230 775
Mandataires sociaux		
• Patrick Berard	100 000	-
Dix premiers salariés <sup>(1)</sup>	259 000	
Date d'acquisition définitive	23 mai 2020	23 mai 2021
Date de cessibilité des actions	24 mai 2022	24 mai 2021
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2017	617 000	1 181 100
Nombre d'actions annulées ou caduques <sup>(2)</sup>	49 275	167 000
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2018	-	-
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2018	567 725	1 014 100

(1) Compte tenu du nombre d'actions attribuées aux salariés, ont été retenues les dix premières attributions.

(2) Condition de présence non remplie ou condition de performance non atteinte.

Les actions attribuées et non encore livrées au 31 décembre 2018 pourraient donner lieu à la création de 1 581 825 actions nouvelles et ainsi entraîner une dilution de 0,52 %.

L'évaluation des actions correspond à la valeur retenue dans le cadre de l'application d'IFRS 2, avant effet de l'étalement de la charge sur la période d'acquisition (voir note 19 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés » du présent document de référence).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, aucune action n'a été acquise définitivement.

Pour information, la performance des plans du 23 mai 2017 sera connue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 (postérieurement à la publication du présent document de référence) compte tenu de la période d'appréciation du critère TSR.

### Attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018

#### Plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 24 mai 2018

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Rexel du 24 mai 2018 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à l'attribution gratuite d'actions. Le Conseil d'administration du 24 mai 2018 a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 1 900 032 actions Rexel dans le cadre de 3 plans.

Le 24 mai 2018, à l'occasion de l'autorisation conférée au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions, il a été décidé que le Directeur général, qui sera bénéficiaire d'une attribution gratuite d'actions, devra conserver au nominatif, jusqu'à la cessation de ses fonctions, 20 % du nombre d'actions acquises.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

PLAN	REXEL 2018 ACTIONS DE PERFORMANCE 3+0	REXEL 2018 ACTIONS DE PERFORMANCE ET PRÉSENCE 3+0	REXEL 2018 ACTIONS DE PRÉSENCE 3+0
Assemblée générale		24 mai 2018	
Conseil d'administration		24 mai 2018	
Nombre de bénéficiaires	87	601	139
Nombre d'actions de performance attribuées gratuitement initialement	1 007 625	522 407	-
Nombre d'actions de présence attribuées gratuitement initialement <sup>(1)</sup>	-	300 500	69 500
Mandataires sociaux • Patrick Berard	100 000	-	-
Dix premiers salariés <sup>(2)</sup>	321 300		
Date d'acquisition définitive		24 mai 2021	
Date de cessibilité des actions		25 mai 2021	
Nombre d'actions annulées ou caduques <sup>(3)</sup>	59 300	29 588	1 000
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2018	-	-	-
Nombre d'actions de performance en vigueur au 31 décembre 2018 <sup>(1)</sup>	948 325	507 819	-
Nombre d'actions de présence en vigueur au 31 décembre 2018 <sup>(1)</sup>	-	285 500	68 500

(1) Les conditions appliquées aux actions de présence étant différentes de celles des actions de performance, la répartition de l'attribution s'effectue par typologie d'actions.

(2) Compte tenu du nombre d'actions attribuées aux salariés, ont été retenues les dix premières attributions.

(3) Condition de présence non remplie ou condition de performance non atteinte.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le Conseil d'administration a attribué aux mandataires sociaux et aux dix premiers salariés du groupe Rexel les actions suivantes :

ATTRIBUTAIRES	NOM DU PLAN	NOMBRE D'ACTIONS	ÉVALUATION DES ACTIONS ATTRIBUÉES <sup>(1)</sup>	DATE D'ACQUISITION	DATE DE CESSIBILITÉ	CONDITIONS <sup>(2)</sup>
<b>MANDATAIRES SOCIAUX</b>						
Patrick Berard	REXEL 3+0 Actions de Performance	100 000	1 052 000 euros	24 mai 2021	25 mai 2021	<sup>(2)</sup>
<b>DIX PREMIERS SALARIÉS</b>						
Salarié #1	REXEL 3+0 Actions de Performance	50 000	526 000 euros	24 mai 2021	25 mai 2021	<sup>(2)</sup>
Salarié #2	REXEL 3+0 Actions de Performance	40 000	420 800 euros	24 mai 2021	25 mai 2021	<sup>(2)</sup>
Salarié #3	REXEL 3+0 Actions de Performance	40 000	420 800 euros	24 mai 2021	25 mai 2021	<sup>(2)</sup>
Salarié #4	REXEL 3+0 Actions de Performance	40 000	420 800 euros	24 mai 2021	25 mai 2021	<sup>(2)</sup>
Salarié #5	REXEL 3+0 Actions de Performance	35 000	368 200 euros	24 mai 2021	25 mai 2021	<sup>(2)</sup>
Salarié #6	REXEL 3+0 Actions de Performance	30 000	315 600 euros	24 mai 2021	25 mai 2021	<sup>(2)</sup>
Salarié #7	REXEL 3+0 Actions de Performance	25 000	263 000 euros	24 mai 2021	25 mai 2021	<sup>(2)</sup>
Salarié #8	REXEL 3+0 Actions de Performance	25 000	263 000 euros	24 mai 2021	25 mai 2021	<sup>(2)</sup>
Salarié #9	REXEL 3+0 Actions de Performance	19 800	208 296 euros	24 mai 2021	25 mai 2021	<sup>(2)</sup>
Salarié #10	REXEL 3+0 Actions de Performance	16 500	173 580 euros	24 mai 2021	25 mai 2021	<sup>(2)</sup>

(1) L'évaluation des actions attribuées repose sur la juste valeur des instruments à la date d'attribution, respectivement 10,52€ pour le plan Rexel Actions de Performance 3+0.

(2) Voir tableau présentant les critères de performance retenus pour les plans 2018 ci-dessous.

Les actions attribuées et non encore livrées au 31 décembre 2018 pourraient donner lieu à la création de 1 810 144 actions nouvelles et ainsi entraîner une dilution de 0,60 %.

L'évaluation des actions correspond à la valeur retenue dans le cadre de l'application d'IFRS 2, avant effet de l'étalement de la charge sur la période d'acquisition (voir note 19 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour

l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés » du présent document de référence).

Le tableau ci-dessous présente les critères de performance retenus et la méthode appliquée pour déterminer leur impact sur l'acquisition future des actions de performance des plans Rexel 3+0 Actions de Performance et Rexel 3+0 Actions de Performance et Présence :

CRITÈRES	POIDS	SEUIL DE DÉCLENCHEMENT	CIBLE	MAXIMUM	COMMENTAIRES
Moyenne annuelle des taux de croissance d'EBITA 2017-2020	30 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 75 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Attribution égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 125 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Moyenne annuelle des taux de croissance des ventes 2017-2020	30 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 75 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 125 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Moyenne entre les années 2018, 2019, et 2020 du ratio de trésorerie libre avant intérêts et impôts/EBITDA	20 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 90 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 120 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR <sup>(1)</sup>	20 %	Acquisition égale à 50 % si la performance du titre Rexel est égale à la performance de l'indice SBF 120 GR	Acquisition égale à 100 % si la performance du titre Rexel surpasse la performance de l'indice SBF 120 GR de 5 %	Acquisition égale à 150 % si la performance du titre Rexel surpasse la performance de l'indice SBF 120 GR de 10 %	-
	100 %	Le pourcentage réalisé est pondéré par le poids de chaque condition de performance pour obtenir un pourcentage total pondéré. Le nombre total après pondération ne pouvant excéder 100% de l'attribution initiale			

(1) La performance de ce critère s'apprécie à l'issue d'une période de 3 ans (2018-2021).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, aucune action n'a été acquise définitivement.

Pour information, la performance des plans du 24 mai 2018 sera connue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 (postérieurement à la publication du présent document de référence) compte tenu de la période d'appréciation du critère de performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR.

Pour rappel, dans le cadre du plan Rexel 3+0 Actions de Présence, les actions attribuées ne sont pas soumises aux conditions de performance ci-dessus mais uniquement à une condition de présence de trois ans.

### 3.7.2.7 Dilution totale

Les actions attribuées gratuitement et non encore livrées pourraient donner lieu à la création de 4 755 829 actions nouvelles, représentant 1,56 % du capital et des droits de vote de Rexel au 31 décembre 2018.

### 3.7.3 Droits de vote des actionnaires

À chaque action de Rexel est attaché un droit de vote. En conséquence, les actionnaires de Rexel disposent, à la date du présent document de référence, d'un nombre de droits de vote égal au nombre d'actions qu'ils détiennent. En application

de la faculté prévue à l'article L.225-123 du Code de commerce, les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au nom du même actionnaire ne bénéficient pas d'un droit de vote double.

### 3.7.4 Structure de contrôle

La création de Comités du Conseil d'administration, la nomination de membres indépendants au Conseil d'administration et aux Comités du Conseil d'administration, la réalisation d'évaluations du fonctionnement et des travaux du Conseil d'administration et des Comités du Conseil

d'administration, dans les conditions décrites ci-dessus au paragraphe 3.1 « Organes d'administration et de direction » du présent document de référence, permettent notamment d'éviter qu'un contrôle sur Rexel ne soit exercé de « manière abusive » conformément au Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004.

### 3.7.5 Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle

Rexel n'a pas connaissance d'accords entre ses actionnaires.

## 3.8 Capital social

3

### 3.8.1 Capital social souscrit et capital social autorisé mais non émis

Au 31 décembre 2018, le capital de Rexel s'élevait à 1 519 944 495 euros divisé en 303 988 899 actions de 5 euros de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées et de même catégorie, contre un capital de 1 516 715 885 euros divisé en 303 343 177 actions de 5 euros de valeur nominale chacune au 31 décembre 2017.

Les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires du 23 mai 2017 et du 24 mai 2018 ont consenti au Conseil d'administration diverses délégations de compétence et autorisations qui ont été utilisées dans les conditions décrites ci-dessous. Par ailleurs, lors de sa réunion du 12 février 2019, le Conseil d'administration a décidé de soumettre à l'Assemblée générale du 23 mai 2019 certains projets de délégations de compétence et autorisations dans les conditions décrites ci-dessous.

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2019		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND

#### AUTORISATIONS DONT LE RENOUVELLEMENT N'EST PAS SOUMIS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2019

##### Actionnariat salarié, attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions, attributions gratuites d'actions

Attribution d'actions de performance	24 mai 2018 (résolution 17)	26 mois (23 juillet 2020)	1,4 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration	Attribution le 24 mai 2018 de 1 900 032 actions soit 9 500 160 euros	N/A	N/A	N/A
Attribution d'actions gratuites aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux souscrivant à un plan d'actionnariat	24 mai 2018 (résolution 18)	26 mois (23 juillet 2020)	0,3 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration	N/A	N/A	N/A	N/A

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2019		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Émission avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents à un plan d'épargne	24 mai 2018 (résolution 19)	26 mois (23 juillet 2020)	2 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration  Ce plafond s'impute sur le plafond de 720 M€ prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2017  Ce plafond s'impute sur le plafond de 2 % commun aux 19 <sup>e</sup> et 20 <sup>e</sup> résolutions	N/A	N/A	N/A	N/A
Émission avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée à certaines catégories de bénéficiaires pour permettre la réalisation d'opérations d'actionnariat des salariés	24 mai 2018 (résolution 20)	18 mois (23 novembre 2019)	1 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration.  Ce plafond s'impute sur le plafond de 720 M€ prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2017  Ce plafond s'impute sur le plafond de 2 % commun aux 19 <sup>e</sup> et 20 <sup>e</sup> résolutions	N/A	N/A	N/A	N/A

**AUTORISATIONS DONT LE RENOUVELLEMENT EST SOUMIS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2019**
**Augmentation du capital social**

Émission avec maintien du droit préférentiel de souscription	23 mai 2017 (résolution 22)	26 mois (22 juillet 2019)	Titres de capital : 720 000 000 € (soit 144 000 000 d'actions)  Ce plafond est commun aux 22 <sup>e</sup> à 29 <sup>e</sup> résolutions  Titres de créance : 1 000 000 000 €  Ce plafond est commun aux 22 <sup>e</sup> à 29 <sup>e</sup> résolutions	N/A	15	26 mois	Titres de capital : 720 000 000 € (soit 144 000 000 d'actions)  Ce plafond est commun aux 16 <sup>e</sup> à 20 <sup>e</sup> résolutions  Titres de créance : 1 000 000 000 €  Ce plafond est commun aux 16 <sup>e</sup> à 20 <sup>e</sup> résolutions
--	--------------------------------	------------------------------	--	-----	----	---------	---

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2019		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Émission par voie d'offre au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription	23 mai 2017 (résolution 23)	26 mois (22 juillet 2019)	Titres de capital : 140 000 000 € (soit 28 000 000 d'actions) Ce plafond est commun aux 23 <sup>e</sup> , 24 <sup>e</sup> et 27 <sup>e</sup> résolutions Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution Titres de créance : 1 000 000 000 € Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution	N/A	16	26 mois	Titres de capital : 140 000 000 € (soit 28 000 000 d'actions) Ce plafond est commun aux 17 <sup>e</sup> et 20 <sup>e</sup> résolutions Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 15 <sup>e</sup> résolution Titres de créance : 1 000 000 000 € Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 15 <sup>e</sup> résolution
Émission par voie d'offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription	23 mai 2017 (résolution 24)	26 mois (22 juillet 2019)	Titres de capital : 140 000 000 € (soit 28 000 000 d'actions) Ce plafond s'impute sur les plafonds prévus aux 22 <sup>e</sup> et 23 <sup>e</sup> résolutions Titres de créance : 1 000 000 000 € Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution	N/A	17	26 mois	Titres de capital : 140 000 000 € (soit 28 000 000 d'actions) Ce plafond s'impute sur les plafonds prévus aux 15 <sup>e</sup> et 16 <sup>e</sup> résolutions Titres de créance : 1 000 000 000 € Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 15 <sup>e</sup> résolution
Autorisation consentie à l'effet d'augmenter le montant de l'émission initiale avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription	23 mai 2017 (résolution 25)	26 mois (22 juillet 2019)	15 % de l'émission initiale Ce plafond s'impute sur le plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution	N/A	18	26 mois	15 % de l'émission initiale Ce plafond s'impute sur le plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond prévu à la 15 <sup>e</sup> résolution
Fixation du prix des émissions réalisées par voie d'offre au public ou d'offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10 % du capital par an	23 mai 2017 (résolution 26)	26 mois (22 juillet 2019)	10 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration fixant le prix d'émission par an Ce plafond s'impute sur le plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution	N/A	19	26 mois	10 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration fixant le prix d'émission par an Ce plafond s'impute sur le plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond prévu à la 15 <sup>e</sup> résolution



AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2019		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Émission dans la limite de 10 % du capital, en rémunération d'apports en nature	23 mai 2017 (résolution 27)	26 mois (22 juillet 2019)	10 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration décidant l'émission Ce plafond s'impute sur les plafonds prévus aux 22 <sup>e</sup> et 23 <sup>e</sup> résolutions	N/A	20	26 mois	10 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration décidant l'émission Ce plafond s'impute sur les plafonds prévus aux 15 <sup>e</sup> et 16 <sup>e</sup> résolutions
Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait admise	23 mai 2017 (résolution 30)	26 mois (22 juillet 2019)	200 000 000 € (soit 40 000 000 d'actions) Ce plafond ne s'impute sur aucun plafond	N/A	21	26 mois	200 000 000 € (soit 40 000 000 d'actions) Ce plafond ne s'impute sur aucun plafond
<b>Réduction du capital par annulation d'actions</b>							
Réduction de capital par annulation d'actions	24 mai 2018 (résolution 19)	18 mois (23 novembre 2019)	10 % du capital à la date d'annulation par période de 24 mois	N/A	14	18 mois	10 % du capital à la date d'annulation par période de 24 mois
<b>Rachat par Rexel de ses propres actions</b>							
Rachat d'actions	24 mai 2018 (résolution 15)	18 mois (23 novembre 2019)	10 % du capital à la date de réalisation Montant maximum total : 250 000 000 € Prix maximum de rachat : 30 €	Utilisation dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Natixis à des fins d'animation du marché : <ul style="list-style-type: none"> <li>• acquisition de 5 856 747 actions à un prix moyen de 13,70 euros ; et</li> <li>• cession de 5 639 142 actions à un prix moyen de 13,83 euros</li> </ul> Utilisation dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Natixis et Oddo, à des fins d'animation du marché : <ul style="list-style-type: none"> <li>• acquisition de 4 962 587 actions à un prix moyen de 11,93 euros ; et</li> <li>• cession de 4 787 418 actions à un prix moyen de 12,07 euros</li> </ul>	13	18 mois	10 % du capital à la date de réalisation Montant maximum total : 250 000 000 € Prix maximum de rachat : 30 €

### 3.8.2 Titres non représentatifs de capital

À la date du présent document de référence, Rexel n'a émis aucun titre non représentatif de capital.

### 3.8.3 Autocontrôle, autodétention et acquisition par Rexel de ses propres actions

#### Informations sur le programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée générale du 24 mai 2018

##### Caractéristiques du programme de rachat d'actions

L'Assemblée générale mixte des actionnaires de Rexel du 24 mai 2018 a autorisé le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, des articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et de la réglementation européenne applicable aux abus de marché, à acheter ou faire acheter un nombre maximal d'actions de Rexel, représentant jusqu'à 10 % du capital social de Rexel.

Ce programme de rachat a les caractéristiques suivantes :

TITRES CONCERNÉS	ACTIONS
Pourcentage maximum de capital pouvant être racheté	10 % (étant précisé que le nombre d'actions acquises par Rexel en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital de Rexel)
Nombre maximal de titres pouvant être acquis	Un nombre d'actions correspondant à 10 % du capital à la date de réalisation des achats
Montant global maximum du programme	250 millions d'euros
Prix d'achat unitaire maximum	30 euros
Durée du programme	18 mois, soit jusqu'au 23 novembre 2019

Les objectifs du programme, par ordre de priorité, décroissant sont les suivants :

- assurer la liquidité et animer le marché des actions de Rexel par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans le cadre d'un contrat de liquidité et conformément à une charte de déontologie reconnue par l'AMF ;

- honorer les obligations liées à des attributions d'options sur actions, des attributions gratuites d'actions ou à d'autres attributions, allocations ou cessions d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de Rexel ou d'une entreprise associée et réaliser toute opération de couverture afférente à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques où le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration agira ;
- assurer la couverture des engagements de Rexel au titre de droits avec règlement en espèces portant sur l'évolution positive du cours de bourse de l'action de Rexel consentis aux salariés et mandataires sociaux de Rexel ou d'une entreprise associée ;
- la conservation et la remise ultérieure d'actions de Rexel à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, conformément aux pratiques de marché reconnues et à la réglementation applicable ;
- la remise d'actions de Rexel à l'occasion d'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès par tout moyen, immédiatement ou à terme, à des actions de Rexel ;
- l'annulation de tout ou partie des actions ainsi rachetées, dans les conditions prévues par la loi, sous réserve d'une autorisation par l'Assemblée générale extraordinaire ; et
- toute autre pratique qui viendrait à être admise ou reconnue par la loi ou par l'AMF ou tout autre objectif qui serait conforme à la réglementation en vigueur.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions peuvent être réalisés par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par voie d'opérations sur blocs de titres ou d'offre publique, de mécanismes optionnels, d'instruments dérivés, d'achat d'options ou de valeurs mobilières dans le respect des conditions réglementaires applicables.

En cas d'offre publique sur les titres Rexel réglée intégralement en numéraire, Rexel ne peut poursuivre l'exécution de son programme de rachat d'actions.

#### Bilan du programme de rachat d'actions

Au 31 décembre 2018, Rexel détenait 2 108 720 actions, dont 801 539 dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Oddo et Natixis et 1 307 181 actions acquises antérieurement et détenues aux fins d'attributions aux salariés.

Dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Natixis, en vigueur jusqu'au 30 juin 2018, Rexel a acheté au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 5 856 747 actions (représentant 1,93 % du capital de Rexel) au prix moyen de 13,70 euros et pour un coût total de 80 250 492,33 euros. Ces actions ont été acquises en vue de l'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec Natixis. Par ailleurs, dans le cadre de ce contrat de liquidité, Rexel a cédé 5 639 142 actions pour un prix moyen de 13,83 euros.

Dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Oddo et Natixis, en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018, Rexel a acheté au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 4 962 587 actions (représentant 1,63 % du capital de Rexel) au prix moyen de 11,93 euros et pour un coût total de 59 209 850,51 euros. Ces actions ont été acquises en vue de l'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec Oddo et Natixis. Par ailleurs, dans le cadre de ce contrat de liquidité, Rexel a cédé 4 787 418 actions pour un prix moyen de 12,07 euros.

Au total, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les opérations réalisées par Rexel sur ses propres titres dans le cadre du programme de rachat autorisé se présentent de la manière suivante :

Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	0
Nombre d'actions autodétenues en portefeuille au 31 décembre 2017	1 289 369
• Achat d'actions	11 319 334
• Vente d'actions	(10 426 560)
• Transfert d'actions	(73 423)
• Annulation d'actions	0
• Nombre d'actions détenues en portefeuille au 31 décembre 2018	2 108 720
Pourcentage de capital autodétenu de manière directe ou indirecte au 31 décembre 2018	0,69 %
Valeur comptable du portefeuille	24 243 815,68
Valeur de marché du portefeuille au 31 décembre 2018	19 611 096
Détails des opérations réalisées par Rexel en 2018, par objectif :	
• Contrat de liquidité :	
<i>Achat d'actions</i>	10 819 334
<i>Vente d'actions</i>	10 426 560
<i>Nombre d'actions détenues en portefeuille au 31 décembre 2018</i>	801 539
• Annulation d'actions	
<i>Nombre d'actions annulées</i>	0
<i>Nombre d'actions détenues en portefeuille au 31 décembre 2018</i>	0
• Attribution aux salariés	
<i>Achat d'actions</i>	500 000
<i>Transfert d'actions</i>	(73 423)
<i>Nombre d'actions détenues en portefeuille au 31 décembre 2018</i>	1 307 181

Rexel ne détenait aucune position ouverte sur instrument dérivé à l'achat ou à la vente au 31 décembre 2018.

Les frais encourus par Rexel, au titre du contrat de liquidité, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de rachat d'actions, s'élèvent à 50 231,7 euros (Natixis) et à 25 115,85 euros (Oddo et Natixis), soit un total de 75 347,55 euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

### Descriptif du programme de rachat d'actions qui sera soumis à l'Assemblée générale

#### Informations sur le programme de rachat d'actions soumis à l'approbation de l'Assemblée générale

Le Conseil d'administration du 12 février 2019 a décidé de soumettre à l'Assemblée générale du 23 mai 2019 une résolution afin d'être autorisé, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants

du Code de commerce, des articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et de la réglementation européenne applicable aux abus de marché, à acheter ou faire acheter un nombre maximal d'actions de Rexel, représentant jusqu'à 10 % du capital social de Rexel.

### Objectifs du programme de rachat d'actions pour 2019

Les objectifs du programme, par ordre de priorité décroissant, seraient les suivants :

- assurer la liquidité et animer le marché des actions de Rexel par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- honorer les obligations liées à des attributions d'options sur actions, des attributions gratuites d'actions ou à d'autres attributions, allocations ou cessions d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de Rexel ou d'une entreprise associée et réaliser toute opération de couverture afférente à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques où le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration agira ;
- assurer la couverture des engagements de Rexel au titre de droits avec règlement en espèces portant sur l'évolution positive du cours de bourse de l'action de Rexel consentis aux salariés et mandataires sociaux de Rexel ou d'une entreprise associée ;
- la conservation et la remise ultérieure d'actions de Rexel à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, conformément aux pratiques de marché reconnues et à la réglementation applicable ;
- la remise d'actions de Rexel à l'occasion d'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès par tout moyen, immédiatement ou à terme, à des actions de Rexel ;
- l'annulation de tout ou partie des actions ainsi rachetées, dans les conditions prévues par la loi, sous réserve d'une autorisation par l'Assemblée générale extraordinaire ; et
- toute autre pratique qui viendrait à être admise ou reconnue par la loi ou par l'AMF ou tout autre objectif qui serait conforme à la réglementation en vigueur.

### Part maximale du capital, nombre maximal et caractéristiques des titres susceptibles d'être acquis dans le cadre du programme de rachat 2019

La part maximale du capital dont le rachat serait autorisé serait de 10 % du nombre total des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'Assemblée générale. Le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, scission ou d'apport ne pourra pas excéder 5 % du capital social de Rexel à cette même date.

À titre indicatif, sur la base du capital existant au 31 décembre 2018 et déduction faite des 2 108 720 actions détenues à cette même date, le nombre maximal d'actions susceptibles d'être acquises s'élève à 28 290 169.

Les titres que Rexel envisage d'acquérir sont des actions ordinaires.

### Prix maximum d'achat

Le prix maximum d'achat par action serait fixé à 30 euros, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement d'actions, ce prix serait ajusté pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximal des fonds destinés à financer le programme de rachat 2018 est estimé à 250 millions d'euros.

### Modalités des achats et des cessions

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourrait être effectué ou payé par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par voie d'opérations sur blocs de titres ou d'offre publique, de mécanismes optionnels, d'instruments dérivés, d'achat d'options ou de valeurs mobilières dans le respect des conditions réglementaires applicables.

En cas d'offre publique sur les titres Rexel réglée intégralement en numéraire, Rexel ne pourrait pas poursuivre l'exécution de son programme de rachat d'actions.

### Durée du programme de rachat d'actions

Le programme de rachat d'actions aurait une durée de 18 mois à compter de l'Assemblée générale, soit jusqu'au 22 novembre 2020.

### Répartition par objectifs des actions détenues par Rexel

Au 31 décembre 2018 :

- 1 307 181 actions sont affectées à la mise en œuvre de tous plans d'options de souscription d'actions de Rexel et d'attribution gratuite d'actions ; et
- 801 539 actions sont affectées à l'achat, la vente, la conversion, le transfert, le prêt ou la mise à disposition des actions dans le cadre du contrat de liquidité, conforme à la Charte de déontologie AMAFI, conclu avec Oddo et Natixis et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2018, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers ou de la réalisation d'opérations à contre-tendance du marché.

### 3.8.4 Autres titres donnant accès au capital

#### 3.8.4.1 Options d'achat ou de souscription d'actions

Rexel n'a pas émis d'option d'achat ou de souscription au cours de l'exercice 2018.

En outre, les options d'achat ou de souscription exerçables au titre des plans antérieurs sont échues depuis le 30 novembre 2016.

#### 3.8.4.2 Attributions gratuites d'actions

Rexel a attribué gratuitement des actions à certains salariés et mandataires sociaux du groupe Rexel dans les conditions décrites au paragraphe 3.7.2.6 « Attribution gratuite d'actions » du présent document de référence.

### 3.8.5 Évolution du capital social

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du capital social de Rexel sur les trois derniers exercices, à la date du présent document de référence.

DATE DE RÉALISATION DÉFINITIVE DE L'OPÉRATION	OPÉRATION	NOMBRE D'ACTIONS ÉMISES / ANNULÉES	MONTANT NOMINAL DE L'AUGMENTATION / LA RÉDUCTION DE CAPITAL (EN EUROS)	PRIME D'ÉMISSION / DE FUSION (EN EUROS)	MONTANT NOMINAL CUMULÉ DU CAPITAL SOCIAL (EN EUROS)	NOMBRE CUMULÉ D'ACTIONS	VALEUR NOMINALE PAR ACTION (EN EUROS)
10 février 2016	Augmentation de capital à la suite de l'exercice d'options de souscription d'actions	7 400	37 000	N/A	1 509 356 890	301 871 378	5
2 mai 2016	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	1 300	6 500	N/A	1 509 363 390	301 872 678	5
3 mai 2016	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	338 891	1 694 455	N/A	1 511 057 845	302 211 569	5
23 mai 2016	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	3 694	18 470	N/A	1 511 076 315	302 215 263	5
27 juillet 2016	Augmentation de capital à la suite de l'exercice d'options de souscription d'actions	6 000	30 000	N/A	1 511 106 315	302 221 263	5

DATE DE RÉALISATION DÉFINITIVE DE L'OPÉRATION	OPÉRATION	NOMBRE D'ACTIONS ÉMISES / ANNULÉES	MONTANT NOMINAL DE L'AUGMENTATION / LA RÉDUCTION DE CAPITAL (EN EUROS)	PRIME D'ÉMISSION / DE FUSION (EN EUROS)	MONTANT NOMINAL CUMULÉ DU CAPITAL SOCIAL (EN EUROS)	NOMBRE CUMULÉ D'ACTIONS	VALEUR NOMINALE PAR ACTION (EN EUROS)
27 juillet 2016	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	53 464	267 320	N/A	1 511 373 635	302 274 727	5
22 novembre 2016	Augmentation de capital réservée aux salariés	530 854	2 654 270	3 248 342,90	1 514 027 905	302 805 581	5
10 février 2017	Augmentation de capital à la suite de l'exercice d'options de souscription d'actions	92 442	462 210	796,16	1 514 490 115	302 898 023	5
10 février 2017	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	73	365	N/A	1 514 490 480	302 898 096	5
13 mars 2017	Augmentation de capital réservée aux salariés	39 114	195 570	328 753,17	1 514 686 050	302 937 210	5
2 mai 2017	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	276 373	1 381 865	N/A	1 516 067 915	303 213 583	5
23 mai 2017	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	3 037	15 185	N/A	1 516 083 100	303 216 620	5
3 juillet 2017	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	120 712	603 560	N/A	1 516 686 660	303 337 332	5
26 juillet 2017	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	5 845	29 225	N/A	1 516 715 885	303 343 177	5
2 mai 2018	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	331 145	1 655 725	N/A	1 518 371 610	303 674 322	5
23 mai 2018	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	132 508	662 540	N/A	1 519 034 150	303 806 830	5



DATE DE RÉALISATION DÉFINITIVE DE L'OPÉRATION	OPÉRATION	NOMBRE D'ACTIONS ÉMISES / ANNULÉES	MONTANT NOMINAL DE L'AUGMENTATION / LA RÉDUCTION DE CAPITAL (EN EUROS)	PRIME D'ÉMISSION / DE FUSION (EN EUROS)	MONTANT NOMINAL CUMULÉ DU CAPITAL SOCIAL (EN EUROS)	NOMBRE CUMULÉ D'ACTIONS	VALEUR NOMINALE PAR ACTION (EN EUROS)
23 mai 2018	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	95 768	478 840	N/A	1 519 512 990	303 902 598	5
2 juillet 2018	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	86 301	431 505	N/A	1 519 944 495	303 988 899	5

### 3.8.6 Nantissements, garanties et sûretés

À la date du présent document de référence et à la connaissance de Rexel, aucune action de Rexel ne fait l'objet d'un nantissement, d'une garantie ou d'une sûreté.

## 3.9 Autres éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

### 3.9.1 Mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionnariat du personnel

Dans le cadre des augmentations de capital réservées aux salariés, l'investissement des collaborateurs s'effectue dans certains pays par le biais de Fonds communs de placement « FCPE ». Les FCPE « Rexel Actionnariat Classique France » et « Rexel Actionnariat Classique International » ont été créés dans ce contexte.

Chacun de ces FCPE dispose d'un Conseil de surveillance dont les principales prérogatives sont les suivantes :

- il examine le rapport de gestion et les comptes annuels du fonds, la gestion financière, administrative et comptable et adopte son rapport annuel ;
- il exerce les droits de vote attachés aux titres de capital émis par Rexel et décide de l'apport des titres et, à cet effet, désigne un ou plusieurs mandataires représentant le fonds aux assemblées générales de Rexel ;
- il peut présenter des résolutions aux Assemblées générales de Rexel ;

- il donne son accord préalable à certaines modifications du règlement du FCPE : changement de la société de gestion, liquidation, fusion/scission, changement de l'orientation de gestion et de la classification ; et
- il peut agir en justice pour défendre ou faire valoir les droits ou intérêts des porteurs de parts.

Le Conseil de surveillance du FCPE est indépendant du Conseil d'administration de Rexel et ses décisions sont prises de manière autonome.

Les décisions du Conseil de surveillance du FCPE sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Les moyens mis à la disposition du Conseil de surveillance pour étayer ses décisions et pour effectuer ses missions sont les suivants : organisation de conférences téléphoniques, le cas échéant, au-delà du cadre formel des réunions ; données diverses fournies par Rexel, pour apprécier la situation économique et financière du groupe Rexel, et ses perspectives ; données fournies par la société de gestion.

### 3.9.2 Accords conclus par Rexel devant être modifiés ou prenant fin en cas de changement de contrôle

Les accords conclus par Rexel qui pourraient nécessiter une modification ou qui pourraient prendre fin en cas de changement de contrôle sont notamment les suivants :

- le Contrat de Crédit Senior (voir note 23.1.1 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés » du présent document de référence) ;
- les Obligations Senior 2016 et 2017 (voir note 23.1.2 de l'annexe aux états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés » du présent document de référence) ;

- le contrat de crédit bilatéral de 40 millions de dollars US conclu avec Wells Fargo Bank International le 27 juin 2014, tel que modifié par voie d'avenants en date du 26 juin 2015 puis en date du 26 juin 2017 (voir note 23.1.1 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés » du présent document de référence) ; et
- les programmes de cession de créance (voir note 23.1.3 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés » du présent document de référence).

An aerial photograph of a city at night, with numerous skyscrapers and buildings illuminated by their lights. The sky is a mix of deep purple, pink, and blue, suggesting a sunset or sunrise. A large, semi-transparent dark rectangle is overlaid on the upper half of the image, containing the text '4. Responsabilité d'entreprise'.

# 4.

# Responsabilité d'entreprise







# Sommaire



#### 4.1 Maîtriser l'énergie pour un avenir durable 170

- 4.1.1 Modèle d'entreprise 170
- 4.1.2 Agir pour une chaîne de valeur responsable 170
- 4.1.3 Principaux risques extrafinanciers 177

#### 4.2 Agir avec éthique et intégrité 181

- 4.2.1 Placer l'éthique des affaires au cœur de l'activité du Groupe 181
- 4.2.2 Déployer le programme de protection des données personnelles 183

#### 4.3 Impliquer et accompagner les collaborateurs 184

- 4.3.1 Soutenir la politique des ressources humaines par une organisation décentralisée 185
- 4.3.2 Attirer et fidéliser les talents 186
- 4.3.3 Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs 189
- 4.3.4 Soutenir la diversité, l'inclusion et l'égalité des chances 193
- 4.3.5 Note méthodologique des information sociales 195

#### 4.4 Améliorer la performance environnementale 196

- 4.4.1 Renforcer le pilotage environnemental 197
- 4.4.2 S'engager pour le climat 199
- 4.4.3 Être exemplaire dans les opérations 202
- 4.4.4 Favoriser une gestion durable des ressources 204
- 4.4.5 Informations complémentaires sur l'environnement 207
- 4.4.6 Note méthodologique et tableau de synthèse 207

#### 4.5 Promouvoir des pratiques responsables dans la chaîne de valeur 211

- 4.5.1 Développer des relations de confiance, des fournisseurs aux clients 211
- 4.5.2 Créer de la valeur pour les clients 212
- 4.5.3 Lutter pour le progrès énergétique 214

#### 4.6 Plan de vigilance 215

- 4.6.1 Présentation du plan de vigilance 215
- 4.6.2 Mesures du plan de vigilance 216

#### 4.7 Rapport de l'organisme tiers indépendant 221



Le chapitre « Responsabilité d'entreprise », à l'exception de la Section 4.6 « Plan de vigilance », constitue la déclaration de performance extrafinancière, telle que requise par l'Article L.225-

102-1 du Code de commerce. Le présent chapitre a été rédigé par la Direction du Développement Durable, en collaboration avec le Secrétariat Général et la Direction des Ressources Humaines.

## 4.1 Maîtriser l'énergie pour un avenir durable

La filière électrique connaît une mutation profonde. La maîtrise de l'énergie constitue un enjeu majeur et une opportunité de développement pour Rexel, expert de la distribution multicanale professionnelle. Favoriser l'innovation et le progrès énergétiques, dans les communautés au sein desquelles le Groupe opère, est à la fois une ambition et une responsabilité dans la construction d'un avenir durable.

Énergie propre et sûre dans son utilisation, l'électricité constitue un levier essentiel pour transformer durablement les territoires. Au cœur de la filière électrique, Rexel est engagé dans la limitation de la hausse des températures globales à +2°C d'ici la fin du siècle. La maîtrise de l'énergie peut à elle seule absorber 40 %<sup>(1)</sup> de la baisse d'émissions nécessaire au respect de l'Accord de Paris sur le climat. Rexel distribue et développe les produits et solutions permettant d'accélérer la transition énergétique, tout en réduisant sa propre empreinte environnementale.

Acteur clé de la chaîne de valeur, le groupe Rexel incite l'ensemble de ses parties prenantes à mettre en œuvre les pratiques responsables et éthiques qu'il applique à ses opérations et auprès de ses collaborateurs.

Ces convictions fondent les quatre piliers de la démarche de développement durable du Groupe :

- agir avec éthique et intégrité ;
- impliquer et accompagner les collaborateurs ;
- améliorer la performance environnementale ; et
- promouvoir des pratiques responsables dans la chaîne de valeur.

La stratégie de développement durable de Rexel est un des leviers privilégiés pour que le Groupe atteigne ses objectifs de croissance rentable et de création de valeur.

### 4.1.1 Modèle d'entreprise

Le groupe Rexel s'appuie sur des fondamentaux solides et des capitaux diversifiés qui lui permettent de créer de la valeur et de la partager avec ses actionnaires, ses parties prenantes et l'ensemble de la société en général.

Le modèle d'entreprise du groupe Rexel est détaillé à la Section 1.4 « Activités et stratégie » et synthétisé en pages 172 et 173 du présent document de référence.

### 4.1.2 Agir pour une chaîne de valeur responsable

#### 4.1.2.1 Démarche de développement durable

S'appuyant sur son *leadership* et sa proximité avec toutes les parties prenantes, le groupe Rexel privilégie une approche durable et responsable de ses activités.

Depuis 2011, le groupe Rexel est membre du Pacte Mondial des Nations Unies et s'engage à faire progresser les dix principes universellement acceptés relatifs aux Droits de l'Homme, aux normes du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.

Comme précisé dans son Guide d'éthique, le groupe Rexel respecte et promeut les recommandations des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail relatives au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective, à l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession, à l'élimination du travail forcé ou obligatoire et à l'abolition effective du travail des enfants.

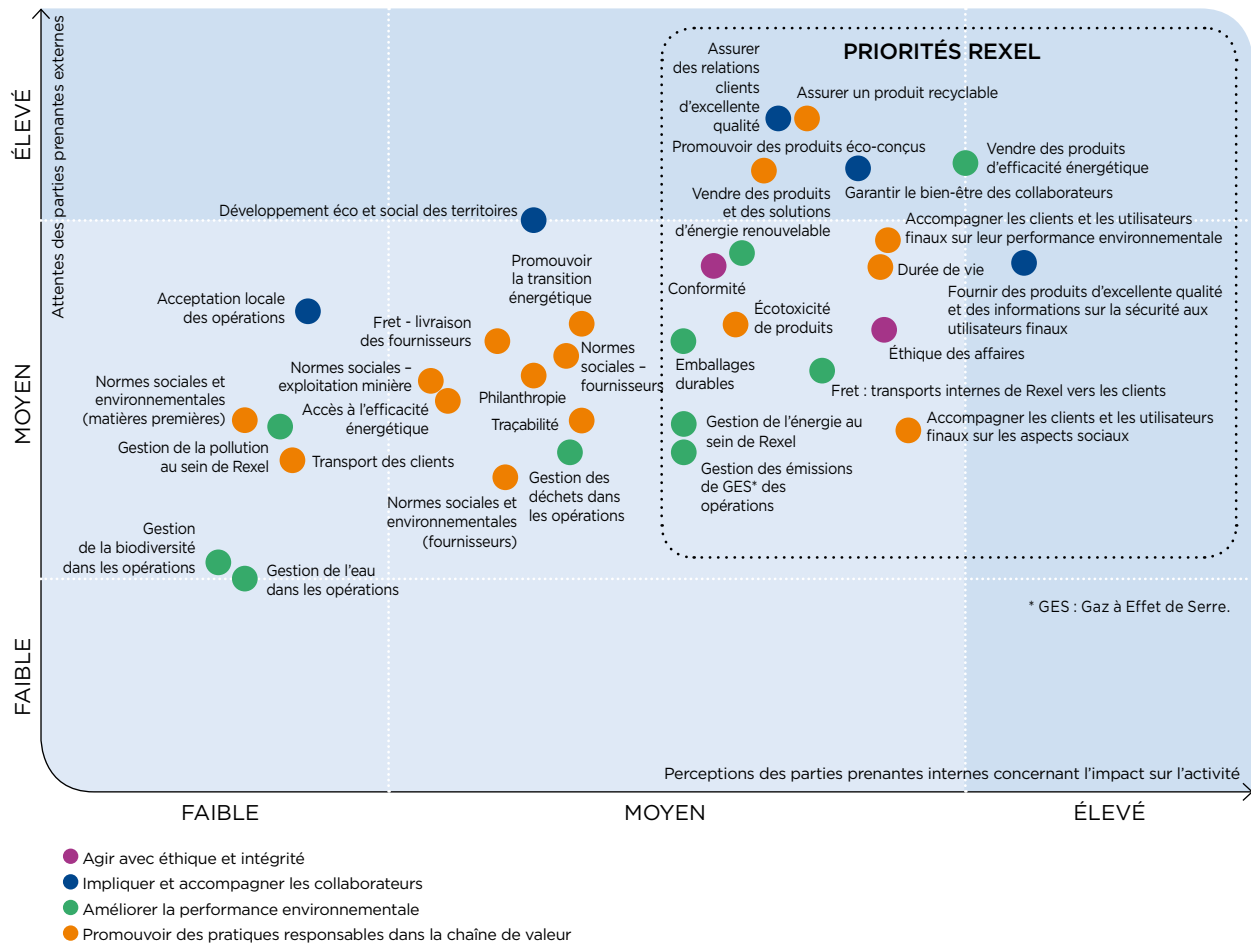
Le groupe Rexel a mené en 2015 une étude permettant d'identifier les impacts environnementaux et sociaux de ses activités tout

(1) Rapport IEA 2018, *Energy Efficiency 2018*.

au long de sa chaîne de valeur. Cette étude a conduit le Groupe à interroger ses parties prenantes clés (clients, fournisseurs, experts, ONG, représentants

des salariés, directeurs d'entités du Groupe) sur les enjeux prioritaires et à mener une revue interne de l'impact de ces enjeux sur ses activités.

## Matrice de matérialité



L'analyse de matérialité a permis d'aligner la démarche de développement durable du Groupe avec ses priorités stratégiques. Cette feuille de route s'articule autour de quatre piliers :

- Agir avec éthique et intégrité
  - placer l'éthique au cœur de l'activité du Groupe ; et
  - déployer le programme de protection des données personnelles.
- Impliquer et accompagner les collaborateurs
  - attirer et fidéliser les talents ;
  - développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs ; et

– soutenir la diversité, l'inclusion et l'égalité des chances.

- Améliorer la performance environnementale
  - s'engager pour le climat ;
  - être exemplaire dans les opérations ; et
  - favoriser une gestion durable des ressources.
- Promouvoir des pratiques responsables dans la chaîne de valeur
  - développer des relations de confiance depuis les fournisseurs jusqu'aux clients ;
  - créer de la valeur pour les clients ; et
  - lutter contre la précarité énergétique.

# MODÈLE D'AFFAIRES DE REXEL

## CRÉER UNE VALEUR DURABLE POUR LE MONDE DE L'ÉNERGIE

Rexel a fait des enjeux de développement durable le moteur de sa croissance et entend jouer un rôle de catalyseur grâce à sa position unique dans la chaîne de valeur de l'énergie.

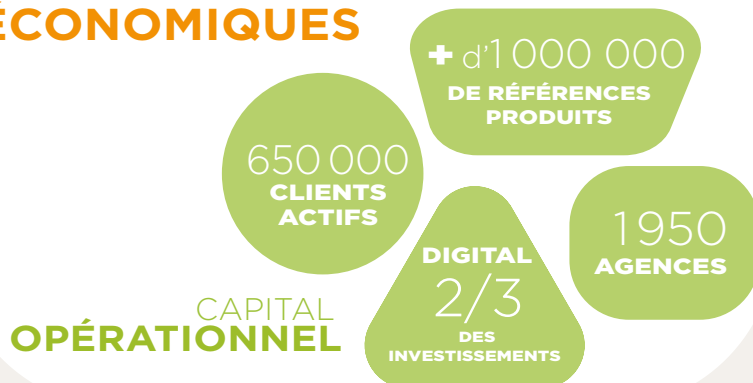
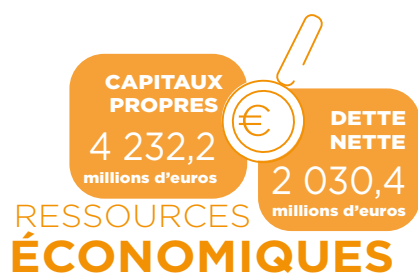
Agir avec éthique en toute situation, valoriser et développer les compétences de ses 26 807 collaborateurs, dialoguer en confiance avec l'ensemble des parties prenantes, réduire son empreinte environnementale, promouvoir la maîtrise de l'énergie, lutter contre la précarité énergétique grâce à sa Fondation sont les actions prioritaires de l'engagement responsable du groupe Rexel.

## LES RESSOURCES DU GROUPE

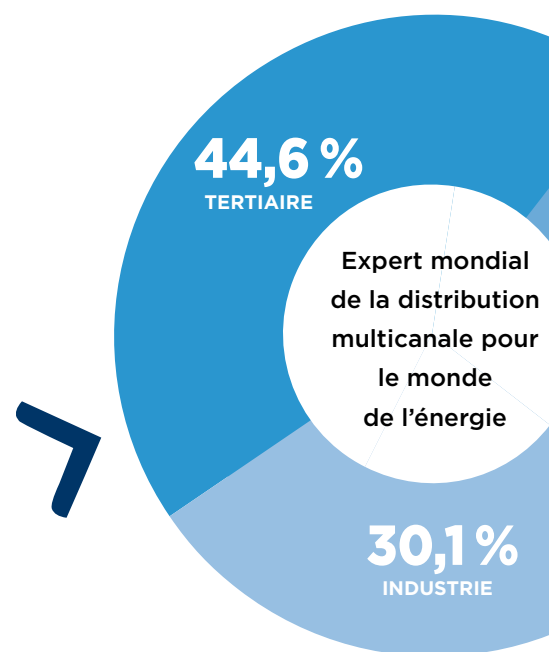
### RESSOURCES HUMAINES



### RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES



## LES MARCHÉS DE



# LA CRÉATION DE VALEUR DU GROUPE

## VALEUR SOCIALE

**4 852**  
collaborateurs  
embauchés,  
dont **87 %** en CDI



**85 %** des  
collaborateurs\*  
sont fiers de travailler  
pour Rexel

**5,72**

Taux de fréquence  
d'accident avec arrêt

**58 364 h**  
de formation  
à la sécurité



**91,5 %**  
des collaborateurs  
formés (399 514 h  
de formations)

**1 737** millions  
d'euros  
de ventes  
de produits  
d'efficacité  
énergétique  
et énergies  
renouvelables

**68,7 %**  
de déchets  
valorisés



**36,9 %** des émissions  
de GES (scopes 1&2  
par rapport à 2010)

## VALEUR ENVIRONNEMENTALE

**25,3 %**  
RÉSIDENTIEL



**2,1** Md€  
de ventes digitales

Chiffre  
d'affaires de  
**13 365,7**  
millions d'euros



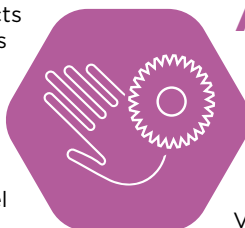
**41 %**  
du résultat net  
récurrent versé  
en dividendes

## VALEUR ÉCONOMIQUE

**54 %**

des achats directs  
évalués sur des  
critères RSE

**165 000** personnes  
impactées  
positivement par la  
Fondation Rexel



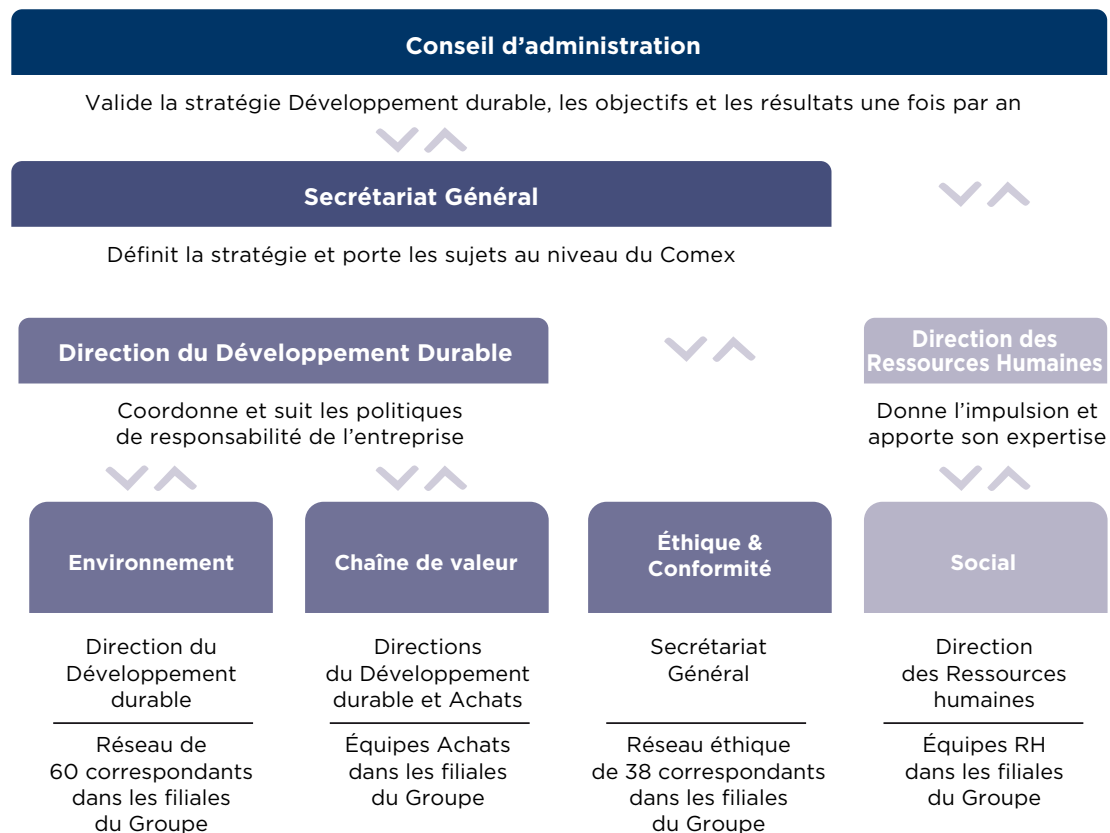
Score  
**A** obtenu  
au CDP climat

Performance  
RSE reconnue  
par le DJSI,  
FTSE4Good,  
EcoVadis,  
VigeoEiris

## VALEUR SOCIÉTALE

\* Collaborateurs ayant participé à l'enquête d'engagement Satisfaxion 2018.

## Organisation de la responsabilité d'entreprise



L'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie, ainsi que le suivi des performances en matière de développement durable requièrent l'implication de tous les niveaux hiérarchiques de l'organisation. Les objectifs, résultats et axes de progrès sont présentés une fois par an au Conseil d'administration de Rexel.

Les sujets liés au développement durable sont portés par le Secrétaire Général au sein du Comité exécutif, instance privilégiée du déploiement opérationnel de la stratégie du Groupe.

### 4.1.2.2 Ecosystème

Pour Rexel, la responsabilité sociétale passe par la prise en compte des attentes de son écosystème. L'organisation du Groupe, sa dimension internationale, son maillage local et la spécificité de ses métiers impliquent une gestion décentralisée du dialogue avec les parties prenantes laissant aux entités opérationnelles une grande autonomie dans la conduite des affaires. Le dialogue doit être constructif, transparent et fondé sur la confiance réciproque.

Ces échanges réguliers avec les parties prenantes permettent une meilleure identification des enjeux et

risques sociaux, environnementaux ou économiques et conditionnent l'adaptation du Groupe aux évolutions sociologiques, technologiques et sociétales.

### Les salariés et leurs instances représentatives

Pour favoriser des relations sociales de qualité, le Groupe promeut le dialogue social et garantit les principes de libre expression et de représentation syndicale. Le Guide d'éthique, diffusé auprès de l'ensemble des collaborateurs, rappelle l'attachement de Rexel à ces principes. Ainsi, au 31 décembre 2018, près de 15 000 collaborateurs sont représentés par le Comité d'entreprise européen.

La satisfaction et le bien-être des salariés sont également une préoccupation majeure pour le groupe Rexel. En 2018, le groupe Rexel a réalisé la sixième édition de son enquête d'engagement interne : Satisfaxion. Ce baromètre accessible en 14 langues a été déployé dans 23 pays du Groupe.

### Les clients

La mission de Rexel est d'accompagner ses clients partout dans le monde, pour créer de la valeur et leur permettre de gérer au mieux leurs activités.



Le Groupe a mis en place de nombreux systèmes d'information, de dialogue et d'écoute à destination de ses clients : animations commerciales, salons professionnels, sites web, enquêtes de satisfaction ou encore formations. Son modèle multicanal et la multiplicité des points de contacts lui permettent d'entretenir une relation de proximité avec ses clients professionnels.

Le Groupe consolide annuellement le taux de satisfaction de ses clients dans 9 pays (Australie, Autriche, Belgique, France, Pays-Bas, Suède, Suisse, Royaume-Uni et USA), ce qui lui permet de répondre au mieux à leurs demandes. Des enquêtes clients sont par ailleurs gérées localement dans les autres pays.

#### **Les fournisseurs et sous-traitants**

Le groupe Rexel s'emploie à instaurer avec ses fournisseurs un dialogue continu et constructif et à développer une relation pérenne et équilibrée, dans le respect des enjeux sociaux et environnementaux.

Le Groupe demande à ses fournisseurs et sous-traitants de se conformer aux principes présentés dans son Guide d'éthique et, sur un plan contractuel, de se conformer aux conditions générales d'achat dans lesquelles figurent en particulier des clauses sur l'obligation de respecter les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

#### **Les associations et organisations professionnelles**

Rexel participe aux débats publics sur les enjeux stratégiques pour son activité et son environnement. Ainsi, le Groupe et la plupart de ses filiales adhèrent à des associations professionnelles au niveau national ou supranational. Le Groupe est notamment membre de l'Afep (Association Française des Entreprises Privées) et participe aux associations professionnelles comme Perifem, la FDME (Fédération des Distributeurs de Matériel Électrique) et la EUEW (*European Union of Electrical Wholesalers*) afin d'échanger, partager et faire évoluer les pratiques de la profession.

Dans un objectif de transparence et de progrès, le groupe Rexel s'investit aussi dans différentes études et publications afin d'interagir avec ses parties prenantes mais également de faciliter les échanges d'expériences comme, par exemple, au sein de l'EpE (association Entreprises pour l'Environnement) et d'Agrion, réseau international des professionnels s'investissant sur les thématiques du développement durable et de l'énergie.

En 2018, le groupe Rexel a contribué de manière active à l'initiative ZEN 2050 qui propose une trajectoire pour une France neutre en carbone à 2050. Cette initiative menée durant toute l'année 2018 est coordonnée par l'EpE et réunit vingt-cinq grandes entreprises. Rexel a également pris la décision de rejoindre l'initiative *Science Based Target* en s'engageant à avoir des objectifs climat en ligne avec la science et l'Accord de Paris, d'ici 2020.

La Fondation Rexel pour le progrès énergétique contribue à favoriser l'accès à l'énergie pour toutes les populations et à lutter contre la précarité énergétique. Dans ce cadre elle a mis en place des partenariats avec le Centre Français des Fonds et des Fondations, les Entreprises pour la cité ainsi que le Cercle Grand Paris de l'Investissement Durable.

Les conditions d'intervention de tout collaborateur auprès d'associations et d'autorités sont définies dans le Code de conduite anticorruption du Groupe.

Le groupe Rexel a engagé environ 1,1 million d'euros auprès d'associations et organisations professionnelles en 2018.

#### **Les écoles et le monde académique**

Dans de nombreux pays, Rexel entretient des relations avec les écoles et acteurs académiques, en particulier dans les domaines du commerce et de l'énergie. Le Groupe favorise l'inclusion des jeunes, notamment à travers une politique volontariste de recrutement d'alternants.

Au-delà, la Fondation Rexel consacre une partie de ses ressources au soutien de programmes de recherche académique en attribuant des bourses à des étudiants en début de parcours professionnel ou à des chercheurs. Ces travaux sont l'occasion de mieux comprendre les modes de consommation d'énergie et de proposer des solutions pour faire évoluer les comportements. Le Groupe met aussi à la disposition de son écosystème le fruit de ses travaux, réflexions et études menés autour de l'efficacité énergétique.

Engagée pour la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, la Fondation Rexel s'est associée à la Fondation Teknik (FACE) pour mieux faire connaître aux collégiens et lycéens des réseaux d'éducation prioritaires les métiers de la filière électrique. D'ici 2020, plus de 100 000 jeunes bénéficieront de l'initiative Teknik et plus de 25 territoires seront engagés dans le projet. À fin 2018, ce programme a touché 38 000 personnes.

### Les actionnaires et investisseurs

Le groupe Rexel communique, en toute transparence, aux différents acteurs (actionnaires et investisseurs) ses résultats, initiatives et priorités en matière de développement durable. Ces échanges peuvent être ponctuels ou récurrents selon les acteurs et les événements de la vie du Groupe.

### Partenaires associatifs, ONG, société civile et communautés

La société civile et les communautés locales attendent de Rexel un impact positif sur l'économie locale et le soutien au progrès social. C'est l'une des missions de la Fondation Rexel qui entretient un dialogue permanent avec le réseau associatif par le biais de financements de projets solidaires dans ses pays d'implantation. La Fondation participe également à la promotion de modèles innovants via une plateforme de soutien à l'entrepreneuriat social.

### État et collectivités locales

Grâce à sa présence mondiale et son ancrage local (1 950 agences implantées dans 26 pays), le Groupe contribue largement au développement et à l'activité économique des régions et des pays en soutenant l'emploi local et le développement des territoires.

Comme tout groupe international opérant dans de multiples juridictions, le groupe Rexel a structuré ses activités commerciales et financières au

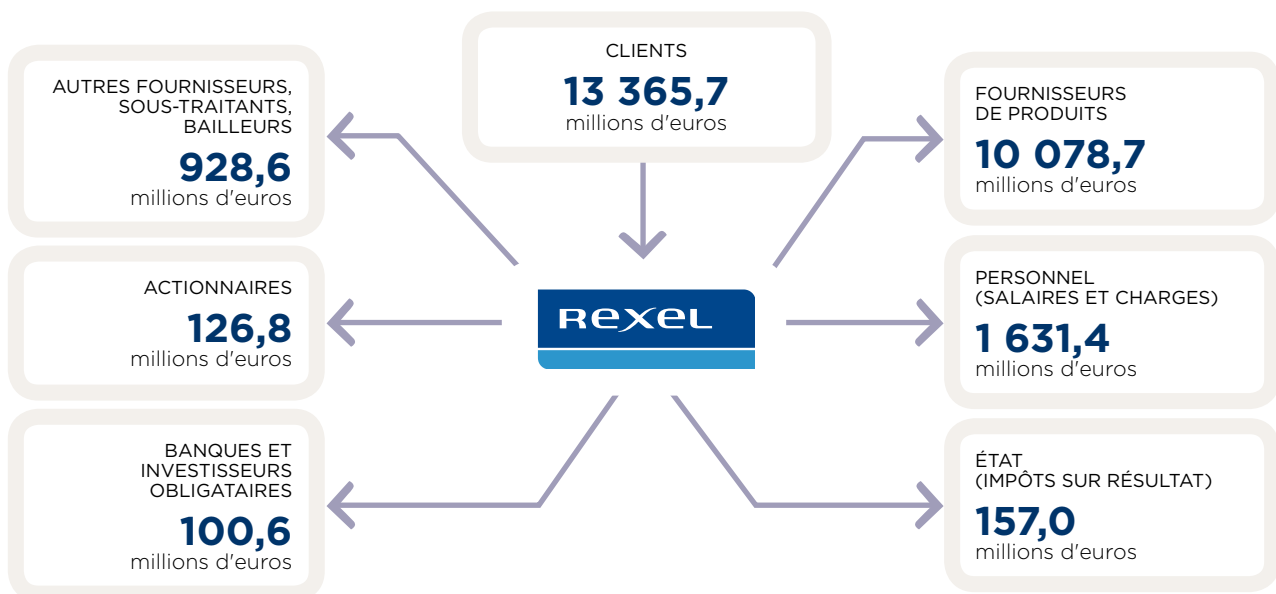
regard d'obligations juridiques et fiscales diverses, découlant de la réglementation en vigueur dans les différents pays d'implantation du Groupe et des traités internationaux entre ces pays.

Chaque année, à travers la campagne d'auto-évaluation du contrôle interne, le Groupe s'assure que l'organisation et les contrôles, définis dans son Manuel des directives du contrôle interne, sont en place et fonctionnent correctement, notamment en matière de respect de la législation fiscale et de la lutte contre la fraude. Outre la gestion de la conformité fiscale, la Direction Fiscale du Groupe dispense régulièrement des conseils et accompagne les équipes opérationnelles en matière de fiscalité. Elle assure également un rôle de veille et d'évaluation des effets liés aux évolutions de la réglementation fiscale sur les activités du Groupe.

Le Groupe s'appuie régulièrement sur l'avis de ses conseils fiscaux externes afin d'identifier et d'analyser les lois et règlements applicables au groupe Rexel au regard de sa situation, de ses activités et de ses pays d'implantation et de s'assurer du respect de ces lois et règlements, en particulier en cas d'opération stratégique majeure.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le groupe Rexel a payé un montant de 157,0 millions d'euros d'impôts sur les sociétés dans les pays dans lesquels il exerce ses activités.

## Les relations économiques du groupe Rexel avec ses principales parties prenantes



### 4.1.2.3 Notations extrafinancières

#### *Une performance reconnue*

Fruit de l'amélioration continue de sa démarche en matière environnementale, sociale, sociétale et de gouvernance, le groupe Rexel voit sa performance extrafinancière reconnue. Rexel fait ainsi partie des indices d'investissement socialement responsables (ISR) suivants :

- Dow Jones Sustainability Index Europe (DJSI Europe) ;
- FTSE4Good ;
- STOXX® Global ESG Leaders ;
- Ethibel Sustainability Index Excellence Europe ; et
- Euronext, Vigeo Eiris Eurozone 120 Index.

#### *2018, une année de progression*

Le Groupe a gagné deux places à l'indice Dow Jones Sustainability Index (DJSI) Europe : il se classe en tête des entreprises européennes et parmi les cinq meilleures entreprises mondiales du secteur.

Cette année, la performance de Rexel en matière de lutte contre le changement climatique a été reconnue par le CDP, qui a attribué la note A à Rexel, une progression par rapport à la note B de 2017. Le Groupe intègre ainsi la liste des 137 entreprises mondiales les plus investies en matière de lutte contre le changement climatique.

Enfin, Rexel répond à toutes les demandes de notation extrafinancière adressées par ses clients. Dans le cadre de l'évaluation effectuée par EcoVadis, le Groupe est classé au niveau *Gold*, avec une note de 71/100. Rexel se classe dans le top 5 % des entreprises évaluées par EcoVadis dans le monde, tous secteurs d'activités confondus, et dans le top 1 % de son secteur d'activité.

## 4.1.3 Principaux risques extrafinanciers

#### *Cartographie des risques extrafinanciers*

Dans un environnement international en évolution permanente, une gestion proactive des risques est un élément essentiel du développement durable de l'activité de l'entreprise, et un objectif commun à l'ensemble des collaborateurs. Cette démarche permet d'identifier des axes de progrès et d'opportunités.

Rexel est exposé aux risques décrits au Chapitre 2 « Facteurs de risque et contrôle interne » du présent document de référence qui sont les risques susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur le groupe Rexel, ses activités, sa situation financière,

ses résultats ou ses perspectives. Les procédures d'identification et de gestion de ces risques sont décrites au Chapitre 2 « Facteurs de risque et contrôle interne » du présent document de référence.

En complément, dans le cadre de la déclaration de performance extrafinancière, Rexel a conduit une analyse des principaux risques liés aux conséquences environnementales, sociales et sociétales de ses activités. Les procédures d'identification et d'analyse de ces risques sont spécifiques à la déclaration de performance extrafinancière et diffèrent de celles mises en œuvre dans le cadre des procédures de contrôle interne.

L'identification des risques extrafinanciers demande de recenser l'ensemble des événements en lien avec les conséquences environnementales et sociales de l'activité de l'entreprise, avec les Droits de l'Homme ou avec la corruption, et susceptibles :

- d'une part, d'affecter significativement les résultats souhaités et/ou attendus du groupe Rexel ; et
- d'autre part, d'avoir des conséquences significatives pour ses collaborateurs, ses actionnaires, ses partenaires commerciaux, ses autres parties prenantes externes ou l'environnement, dans l'ensemble de la chaîne de valeur de l'entreprise.

La cartographie des risques extrafinanciers présente les principaux risques, considérés comme matériels et nécessitant par conséquent l'attention de la direction.

#### *Élaboration de la cartographie*

Le processus de cartographie des risques extrafinanciers est coordonné par la Direction du Développement Durable et implique la Direction des Ressources Humaines, la Direction Financière, la Direction Digital and IT Transformation et le Secrétariat Général.

La cartographie des risques extrafinanciers est réalisée en trois étapes :

#### **• Identification des risques extrafinanciers par un comité d'experts internes**

Cette étape permet d'établir une liste relativement exhaustive des risques que Rexel pourrait faire peser sur ses parties prenantes et sur l'environnement. Les risques sont identifiés à partir d'entretiens avec des parties prenantes de Rexel et des cartographies de risques existantes dans le Groupe, complétés des résultats de différentes procédures internes, notamment :

- cartographie des risques du Groupe ;
- analyse de matérialité des enjeux de développement durable ;

- cartographie des risques liée au Devoir de Vigilance ;
- *reporting* des impacts environnementaux, sociaux et sociétaux ;
- dispositif d'alertes éthiques ; et
- toute disposition réglementaire demandant d'identifier, d'évaluer ou de cartographier des risques pouvant être considérés comme extrafinanciers (dont la Loi Sapin 2, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte, le Règlement Général sur la Protection des Données européen, etc.).

#### • Sélection des principaux risques lors de groupes de travail internes

Cette étape permet de restreindre la liste précédente à une quinzaine de risques extrafinanciers pertinents par rapport à l'activité du groupe Rexel. Les principaux risques sont sélectionnés par des experts internes lors de

groupes de travail organisés par la Direction du Développement Durable. Ces travaux incluent notamment les représentants du Comité d'entreprise européen.

Une attention particulière est portée aux risques identifiés dans le cadre de l'élaboration du plan de vigilance. Ceux-ci étant considérés comme majeurs, les experts des groupes de travail veillent à ce qu'ils soient bien présents dans la liste des risques extrafinanciers pertinents.

#### • Hiérarchisation des risques extrafinanciers

Un comité dédié, composé du Directeur des Ressources Humaines Groupe, du Directeur Financier Groupe, de la Directrice Digital and IT Transformation Groupe et du Secrétaire Général, hiérarchise les risques extrafinanciers au regard de la probabilité d'occurrence et de la gravité des impacts potentiels.

### Principaux facteurs de risques extrafinanciers

THÈMES	POLITIQUES ET MESURES DE GESTION	INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE	PLAN DE VIGILANCE	RÉFÉRENCES
<b>AGIR AVEC ÉTHIQUE ET INTÉGRITÉ</b>				
<b>Pratiques de gouvernance non conformes aux attentes des parties prenantes</b> Les parties prenantes attendent du Groupe qu'il mette en œuvre des pratiques de gouvernance responsables (dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, parité et diversité dans les organes décisionnels, etc.) et à ce qu'il maintienne un dialogue transparent avec ses diverses parties prenantes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Décision du Conseil d'administration d'appliquer le code Afep-Medef</li> <li>• Politique de diversité du Conseil d'administration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Seuil de 40 % au moins de femmes ou d'hommes au Conseil d'administration</li> <li>• Part d'administrateurs indépendants au Conseil d'administration et dans les comités conforme au code Afep-Medef</li> </ul>	Oui	Sections 3.5 « Application du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef – paragraphe 27.1 » et 4.2.1 « Placer l'éthique des affaires au cœur de l'activité du Groupe »
<b>Pratiques et comportements non conformes dans la conduite des affaires</b> Non-conformité des pratiques du Groupe avec les réglementations anticorruption, le droit de la concurrence ou les réglementations contre la fraude, pouvant conduire à des poursuites judiciaires.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Guide d'éthique</li> <li>• Code de conduite anticorruption</li> <li>• Mécanisme d'alerte (<i>whistleblowing</i>) et de saisine éthique</li> <li>• Formation des collaborateurs à l'éthique des affaires</li> <li>• <i>Due diligence</i> par tierces parties</li> <li>• Politique relative aux cadeaux et invitations</li> <li>• Autoévaluation et suivi des politiques liées à l'éthique et à la compliance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre annuel de saisines éthiques</li> </ul>	Oui	Section 4.2.1 « Placer l'éthique des affaires au cœur de l'activité du Groupe »

THÈMES	POLITIQUES ET MESURES DE GESTION	INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE	PLAN DE VIGILANCE	RÉFÉRENCES
<b>Manque d'éthique dans la conduite des affaires</b> Comportements et pratiques du Groupe non éthiques, pouvant conduire à des scandales publics.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Guide d'éthique</li> <li>Code de conduite anticorruption</li> <li>Mécanisme d'alerte (<i>whistleblowing</i>) et de saisine éthique</li> <li>Formation des collaborateurs à l'éthique des affaires</li> <li><i>Due diligence</i> par tierces parties</li> <li>Politique relative aux cadeaux et invitations</li> <li>Autoévaluation et suivi des politiques liées à l'éthique et à la conformité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre annuel de saisines éthiques</li> </ul>	Oui	Section 4.2.1 « Placer l'éthique des affaires au cœur de l'activité du Groupe »

### IMPLIQUER ET ACCOMPAGNER LES COLLABORATEURS

<b>Conditions de travail inappropriées ou non conformes</b> Le Groupe peut rencontrer des difficultés s'il ne fournit pas à ses salariés des conditions de travail permettant d'éviter les risques, qu'ils soient physiques ou psychologiques (relatifs à la santé et la sécurité au travail, REACH, ROHS, au stress, au harcèlement, aux discriminations, etc.).	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politique Santé-Sécurité déployée au niveau local</li> <li>Actions locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de fréquence des accidents</li> <li>Taux de gravité</li> <li>Part des salariés formés à la sécurité</li> </ul>	Oui	Section 4.3.3 « Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs »
<b>Difficultés à attirer et fidéliser des talents</b> Le Groupe peut rencontrer des difficultés à attirer et fidéliser les meilleurs profils (par manque de visibilité et/ou réputation sur le marché de l'emploi, non-attractivité des rémunérations globales, etc.). Cela a un impact sur la capacité d'anticipation du Groupe de son <i>turnover</i> (transfert des savoirs-faires et de l'expérience, renouvellement des salariés, en particulier, gestion des seniors, etc.). Dans le même temps, le Groupe assure l'employabilité de ses collaborateurs.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Marque employeur</li> <li>Stratégie d'intégration des nouveaux collaborateurs</li> <li>Politique de mobilité (<i>job board</i>) et processus dédiés</li> <li>Système d'évaluation de la performance &amp; culture du <i>feedback</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux d'intégration des nouveaux collaborateurs</li> <li>Taux de mobilités</li> <li>Part des collaborateurs évalués</li> <li>Taux de rotation des effectifs</li> </ul>	Non	Section 4.3.2 « Attirer et fidéliser les talents »
<b>Risque d'obsolescence des compétences dans un environnement en constante évolution</b> Le modèle multicanal, la numérisation, le progrès technique et l'évolution de l'offre produit, demandent de former continuellement les collaborateurs pour éviter le risque d'obsolescence des compétences.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rexel Academy</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Part des salariés formés au cours de l'année (hors sécurité)</li> <li>Nombre d'heures moyennes de formation par salarié formé</li> </ul>	Non	Section 4.3.3 « Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs »
<b>Manque d'engagement des collaborateurs (y compris pour des raisons de diversité et d'inclusion)</b> Motivation insuffisante des collaborateurs dans un contexte de forte concurrence et de mutation rapide et profonde des métiers de la distribution professionnelle. En particulier, démotivation liée au sentiment d'injustice ou de discrimination professionnelle.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Enquête d'engagement interne (Satisfaxion)</li> <li>Plans d'action locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux d'engagement des collaborateurs</li> <li>Part de femmes recrutées</li> <li>Part de jeunes diplômés recrutés</li> <li>Part de personnes en situation de handicap recrutées</li> </ul>	Non	Section 4.3.4 « Soutenir la diversité, l'inclusion et l'égalité des chances »

### AMÉLIORER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

<b>Opérations non conformes aux réglementations environnementales</b> Non conformité avec les réglementations environnementales en vigueur dans les pays dans lequel le Groupe est présent, par exemple REACH, RoHS, DEEE, ICPE, etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pacte mondial des Nations Unies</li> <li>Système de management environnemental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Part de sites couverts par des systèmes de management environnemental ou de l'énergie</li> </ul>	Oui	Section 4.4.1 « Renforcer le pilotage environnemental »
<b>Réponse inadéquate aux défis posés par le changement climatique</b> Absence de stratégie pour la gestion des émissions de gaz à effet de serre dans la chaîne de valeur (fournisseurs / interne / clients) ou non-atteinte des objectifs dans ce domaine, pouvant créer un risque pour un groupe du secteur de l'efficacité énergétique. Les émissions de gaz à effet de serre considérées incluent les scopes 1, 2 et 3.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Engagement auprès de l'initiative <i>Science Based Target</i></li> <li>Charte pour l'environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Émissions de gaz à effet de serre (scopes 1, 2 et 3)</li> <li>Consommation d'énergie</li> <li>Ventes de solution d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables</li> </ul>	Oui	Section 4.4.2 « S'engager pour le climat »

THÈMES	POLITIQUES ET MESURES DE GESTION	INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE	PLAN DE VIGILANCE	RÉFÉRENCES
<b>Gestion inadéquate des ressources</b> Les parties prenantes attendent du Groupe qu'il réduise ses déchets et qu'il promeuve une gestion durable des ressources, notamment en accompagnant ses clients dans la gestion de leurs déchets (DEEE) ou en agissant à la source (produits, emballages) pour anticiper la production de déchets.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Charte pour l'environnement</li> <li>Système de management environnemental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tonnage de déchets produits</li> <li>Tonnage d'emballages achetés</li> </ul>	Oui	Section 4.4.4 « Favoriser une gestion durable des ressources »
<b>PROMOUVOIR DES PRATIQUES RESPONSABLES DANS LA CHAÎNE DE VALEUR</b>				
<b>Pratiques inappropriées et/ou non conformes des fournisseurs ou sous-traitants</b> Pratiques inappropriées et/ou non conformes aux législations locales et normes internationales de la part des fournisseurs (quelque soit leur rang) et des sous-traitants, notamment en matière : <ul style="list-style-type: none"> <li>sociale (esclavagisme moderne, travail des enfants, conditions de travail dangereuses ou inhumaines, harcèlement ou maltraitements, bénéfices sociaux et sécurité sociale inadéquats, non-respect des standards internationaux en matière de travail, discrimination, etc.) ; et</li> <li>environnementale (rejet de déchets dans des zones inappropriées, destruction des écosystèmes, pollution de l'air et de l'eau, érosion des sols, épuisement des ressources, etc.).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Clauses développement durable dans les contrats fournisseurs</li> <li>Alertes éthiques</li> <li>Contrôle interne</li> <li>Processus d'évaluation de la performance RSE des fournisseurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Part des achats directs évalués sur des critères de développement durable</li> <li>Nombre annuel d'alertes éthiques concernant des fournisseurs et sous traitants</li> </ul>	Oui	Section 4.5.1 « Développer des relations de confiance, des fournisseurs aux clients »
<b>Protection des données personnelles inadéquate</b> Protection insuffisante des données des clients (dans les systèmes gérés par le Groupe) et des utilisateurs finaux (produits vendus) contre les intrusions par des tierces parties externes ou internes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politique et charte interne relative à la protection des données personnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Part de salariés formés à la protection des données</li> </ul>	Oui	Section 4.2.2 « Déployer le programme de protection des données personnelles »
<b>Produits non conformes avec la réglementation en matière de dangers pour les hommes et/ou l'environnement</b> Contrôle inadéquat des produits (y compris les produits importés, produits modifiés et ceux vendus sous marques propres) pouvant conduire à des non-conformités réglementaires (REACH, RoHS, DEEE, minéraux de conflit, etc.) et à des litiges.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Processus REACH et RoHS dédiés</li> <li>Clauses développement durable dans les contrats fournisseurs</li> <li>Alertes éthiques</li> <li>Processus d'évaluation de la performance RSE des fournisseurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Part des filiales concernées par les processus REACH/RoHS</li> <li>Nombre annuel d'alertes éthiques concernant la conformité des produits</li> </ul>	Oui	Sections 2.1.2.7 « Risques environnementaux », 4.4.1 « Renforcer le pilotage environnemental » et 4.5.2 « Créer de la valeur pour les clients »
<b>Atteintes à la sécurité et santé des personnes, à l'environnement liées aux produits vendus</b> Substances ou produits qui pourraient conduire à des maladies ou des accidents pour les personnes les manipulant (fournisseurs, clients, utilisateurs finaux, etc.) et/ou dégrader l'environnement tout au long de la chaîne de valeur.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Processus REACH et RoHS dédiés</li> <li>Clauses développement durable dans les contrats fournisseurs</li> <li>Alertes éthiques</li> <li>Processus d'évaluation de la performance RSE des fournisseurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Part des filiales concernées par les processus REACH/RoHS</li> <li>Nombre annuel d'alertes éthiques concernant la conformité des produits</li> </ul>	Oui	Sections 2.1.3.4 « Risques liés à la conformité des produits », 4.4.1 « Renforcer le pilotage environnemental » et 4.5.2 « Créer de la valeur pour les clients »
<b>Produits susceptibles d'induire en erreur le client ou l'utilisateur final</b> Produits qui ne correspondent pas aux promesses faites aux clients et/ou utilisateurs finaux en matière de durabilité (notamment obsolescence programmée), de consommation énergétique, de recyclabilité, etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Processus de contrôle qualité</li> <li>Clauses développement durable dans les contrats fournisseurs</li> <li>Alertes éthiques</li> <li>Processus d'évaluation de la performance RSE des fournisseurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre annuel d'alertes éthiques concernant les produits</li> </ul>	Oui	Sections 2.1.3.4 « Risques liés à la conformité des produits », 4.5.1 « Développer des relations de confiance, des fournisseurs aux clients » et 4.5.2 « Créer de la valeur pour les clients »



## 4.2 Agir avec éthique et intégrité

### Enjeux

#### *Image et réputation*

L'éthique et la responsabilité sont au cœur des activités et des processus du groupe Rexel tout au long de la chaîne de valeur. Le Groupe est convaincu qu'une gestion responsable des affaires contribue à préserver sa réputation et participe à la compétitivité et à l'attractivité de l'organisation. Cette responsabilité s'exprime à travers la sensibilisation des collaborateurs et se matérialise par la diffusion d'outils, de guides et chartes compilant les comportements à adopter dans les pays d'implantation du Groupe.

#### *Confiance pour les parties prenantes*

Rexel s'assure que ses activités sont toujours conformes aux principes éthiques les plus élevés. En plaçant la confiance et l'intégrité au cœur de son organisation, Rexel s'attache à créer des relations pérennes avec ses partenaires, clients et fournisseurs, améliore la qualité du climat social en interne et sa réputation, conditions indispensables pour attirer et fidéliser les talents.

#### *Conformité réglementaire*

Dans un environnement réglementaire évolutif et différent selon les pays, la mise en œuvre de procédures internes visant à assurer la conformité des opérations avec les normes et réglementations locales et internationales en vigueur est indispensable. Le Groupe met régulièrement à jour ses politiques et mobilise les ressources nécessaires pour s'assurer de l'efficacité de son programme de *compliance*.

### Engagement

Former les collaborateurs les plus exposés, à l'éthique des affaires.

#### 4.2.1 Placer l'éthique des affaires au cœur de l'activité du Groupe

Dans un monde de l'énergie en pleine transformation, le renouvellement de l'offre produits, la digitalisation des activités, l'accompagnement des clients vers des services à plus forte valeur ajoutée ou la mise en place de partenariats avec des fournisseurs stratégiques sur de nouveaux segments de marché sont générateurs de nouveaux risques. Le Groupe veille à ce que l'ensemble de ses collaborateurs et partenaires adoptent un comportement responsable

dans la conduite et la pratique de leurs activités au quotidien.

### Démarche

#### *Programme de compliance*

Rexel a déployé un programme de *compliance* commun à l'ensemble de ses filiales. Le contrôle interne permet de s'assurer de l'effective diffusion au sein du Groupe des règles d'éthique à respecter, notamment par l'intégration de contrôles liés à l'éthique des affaires dans le manuel des directives du contrôle interne. Il est mis à jour et enrichi chaque année pour s'adapter aux nouvelles normes et réglementations en vigueur. En 2018, 4 nouveaux contrôles liés à l'éthique des affaires ont été ajoutés.

Pour s'assurer que l'ensemble des entités et filiales suivent et respectent les procédures et le programme de *compliance*, une campagne d'autoévaluation est menée chaque année. Elle permet de disposer d'un état des lieux annuel de l'application des règles. Les résultats de la campagne permettent d'identifier les points de non-conformité au sein du Groupe. Le cas échéant, des plans d'actions correctifs sont mis en œuvre par les filiales. L'audit interne peut effectuer des audits sur le déploiement du programme de *compliance* dans les filiales.

#### *Un cadre de référence commun : le Guide d'éthique*

Rexel s'est engagé depuis plus de 10 ans dans une démarche de progrès continu. Cet engagement s'est traduit par l'élaboration d'un Guide d'éthique destiné à l'ensemble des collaborateurs, partenaires et fournisseurs du groupe Rexel. Ce guide aborde, d'une part, l'éthique des affaires (corruption, conflits d'intérêt, règles relatives à la concurrence, relations clients et fournisseurs, protection des données personnelles et utilisation des médias sociaux) et, d'autre part, des sujets relatifs aux collaborateurs (santé et sécurité au travail, discrimination et harcèlement, dialogue social). Il présente les grands principes adoptés par le Groupe que chaque filiale et chaque collaborateur doit mettre en œuvre et fournit des éléments d'appréciation et des références à suivre dans la conduite des activités professionnelles. Pour faciliter sa diffusion en interne ainsi qu'auprès des clients, des fournisseurs et de l'ensemble des partenaires du Groupe, le Guide d'éthique est disponible dans toutes les langues du Groupe et en version numérique.

## Réalisations

Pour répondre aux attentes des parties prenantes et de la société civile en matière de respect des droits humains et à un contexte réglementaire de plus en plus exigeant, la poursuite d'objectifs clairs, partagés et ambitieux en matière d'éthique des affaires et de *compliance* est indispensable. L'année 2018 a été marquée par des initiatives visant à mieux accompagner les collaborateurs et réaffirmer les engagements du Groupe.

### Actualisation du Guide d'éthique

Le Guide d'éthique est régulièrement mis à jour. Ainsi, les engagements de lutte contre la corruption ont été revus notamment dans le contexte français de la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique. Ce support clé est enrichi de documents spécifiques tels que le Code de conduite anticorruption, le Guide droit de la concurrence et la Charte pour l'environnement, qui viennent détailler les engagements plus spécifiques du Groupe.

### Alerte éthique

En 2018, Rexel a mis à jour son dispositif d'alerte ouvert aux salariés, collaborateurs extérieurs et occasionnels, fournisseurs, clients et parties prenantes dans tous les pays. Le nouveau dispositif permet le recueil d'alertes dans toutes les langues du Groupe. Le système d'alerte est disponible sur le site internet dédié (<http://ethique.rexel.com>). Il est centralisé et confidentiel. Chaque alerte est traitée par le Comité d'éthique - comité *ad hoc* composé du Secrétaire Général, du Directeur des Ressources Humaines Groupe et du *Compliance Officer*. Cette nouvelle ligne d'alerte tient compte des exigences des lois françaises relatives à la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique, d'une part, et au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, d'autre part. Le dispositif répond aux exigences légales notamment quant aux garanties des droits des lanceurs d'alerte.

### Adresser un message au Correspondant éthique d'une entité du groupe Rexel

Les Correspondants éthique répondent également aux questions concernant les pratiques éthiques du groupe Rexel qui peuvent leur être adressées. Toute personne, collaborateur ou non, peut les solliciter en toute confidentialité.

Le tableau ci-après récapitule les demandes reçues en 2018 par l'ensemble des Correspondants éthique selon leur type, leur auteur, le sujet et la zone géographique.

63 cas d'éthique ont ainsi été portés à la connaissance d'un des Correspondants éthique du groupe Rexel au cours de l'année.

Toutes les demandes ont été traitées, vérifiées (par des audits ou enquêtes menés par la direction du pays concerné) et suivies d'actions préventives et/ou correctives selon les cas. Le reste des cas est encore en cours d'investigation ou de résolution.

		NOMBRE DE SAISINES DES CORRESPONDANTS ÉTHIQUES
Type de demandes	Information	27
	Plainte	36
	Litiges	0
	Autres	0
Auteurs des demandes	Clients	5
	Collaborateurs Rexel	49
	Fournisseurs	4
	Autorités locales	0
	Représentants du personnel, syndicats	0
	Anonymes	4
	Autres	1
Sujet de la demande	Relations avec les clients	6
	Relations avec les fournisseurs	0
	Relations entre collaborateurs	12
	Discrimination	7
	Conditions de travail	12
	Lutte contre la corruption	1
	Lutte contre la fraude et le vol	25
	Protection de l'environnement	0
Type d'actions mises en place	Préventive	16
	Corrective	18
Zone géographique	Europe	1
	Amérique du Nord	31
	Asie-Pacifique	31

### Poursuite du déploiement du programme anticorruption

En 2018, Rexel a renforcé son programme de détection et de prévention de la corruption en publiant son Code de conduite anticorruption. Ce code répond aux exigences de la législation française. Il définit et illustre les différents types de comportements à proscrire. Ce Code de conduite mentionne les paiements et pratiques nécessitant une attention particulière et notamment il définit les conditions d'intervention de tout collaborateur auprès d'associations et d'autorités. Annexé au règlement intérieur, il invite les collaborateurs à

communiquer sur l'engagement et les règles de prévention de la corruption auprès de l'ensemble des parties prenantes : clients, fournisseurs et partenaires. Ce document est disponible sur le site internet dédié à l'éthique et à la *compliance* : <http://ethique.rexel.com>.

#### **De nouvelles lignes directrices relatives aux cadeaux et voyages d'affaires**

Le Groupe est un maillon clé de la chaîne de valeur entre les fournisseurs de matériel électrique, les clients et les utilisateurs finaux. La proximité des commerciaux avec les fournisseurs et les clients est un avantage. Cette proximité commerciale doit aussi rester exemplaire pour maintenir des relations d'affaires durables dans un climat de confiance et de respect mutuel. Afin d'offrir un cadre de conduite clair et structuré à l'ensemble de ses collaborateurs, le Groupe a mis en place des règles spécifiques relatives aux voyages d'affaires et aux cadeaux et invitations offerts et reçus.

#### **Formation des collaborateurs à l'éthique des affaires**

Le respect des règles d'éthique implique une mobilisation continue des collaborateurs. La formation et la sensibilisation des équipes sont, à ce titre, incontournables. Ces sessions spécifiques portent sur les obligations en matière de concurrence, de lutte contre la corruption, de protection des données et de restrictions commerciales. Elles sont disponibles dans les langues parlées dans le Groupe. Des programmes spécifiques en présentiel sont également proposés aux collaborateurs les plus exposés à certains risques.

#### **Diffusion d'une culture d'éthique des affaires**

L'intégration des valeurs et principes éthiques du Groupe dans les comportements est un facteur clé pour le succès de la démarche. Cette exigence est portée notamment par un réseau de Correspondants *compliance* et un réseau de Correspondants éthique qui travaillent en collaboration étroite avec le management local. La mise en place d'une organisation collaborative et décentralisée permet de s'assurer de la compréhension des principes éthiques et du déploiement des plans d'actions dans les différents pays d'implantation du Groupe.

L'efficacité de cette organisation se traduit dans les résultats de la dernière enquête d'engagement interne Satisfaxion menée par le Groupe en 2018 : « 86 % des répondants sont parfaitement informés des engagements éthiques de Rexel à travers le Guide d'éthique », soit une hausse de 5 points au regard de la campagne précédente (2015).

## **Performance**

### **Taux de pénétration des formations liées à l'éthique des affaires chez Rexel France**

	FORMATION « DROIT DE LA CONCURRENCE »	FORMATION « ANTI- CORRUPTION »
Pourcentage de collaborateurs considérés comme sensibles ayant réalisé les formations	60%	50 %

### **4.2.2 Déployer le programme de protection des données personnelles**

Entré en vigueur en 2018, le Règlement Général relatif à la Protection des Données (RGPD) vient uniformiser les règles applicables à la protection des données personnelles au sein de l'Union Européenne. Il définit les principes et obligations que les entreprises doivent respecter en matière de droits des personnes concernées et de sécurisation du traitement des informations qui les concernent.

La mise en œuvre de cette réglementation s'inscrit dans un contexte de digitalisation des activités et des procédures internes du groupe Rexel. Au-delà de la conformité, la protection des données personnelles est un enjeu opérationnel fort pour le groupe Rexel.

#### **Démarche**

Rexel a engagé une démarche de mise en conformité au RGPD pour ses filiales opérant dans l'espace économique européen (EEE) et en Suisse, s'agissant principalement des données :

- des clients et prospects, en particulier dans le cadre des activités e-commerce et des services d'optimisation énergétique ou de solutions domotiques ;
- des collaborateurs exerçant dans l'ensemble des filiales opérant dans l'EEE ; et
- des fournisseurs et prestataires du groupe Rexel.

#### **Une feuille de route globale**

Le plan d'action de Rexel résulte des travaux d'un groupe de travail transverse, sur la base d'une impulsion initiée par le Groupe en fin d'année 2016.

Ce groupe de travail a conduit une analyse en approche pilote qui a permis de dresser une cartographie du traitement des données personnelles, au sein de plusieurs filiales de Rexel en France et en Europe. Les retours d'expérience et de pratiques obtenus et l'analyse des résultats de ce pilote ont mené à l'élaboration d'un programme

de protection des données, assorti d'une feuille de route, déployée à l'échelle de l'EEE. Une analyse de l'application du RGPD pour les filiales de Rexel opérant hors de l'EEE a été menée dans un deuxième temps.

Pour mettre en place cette feuille de route, Rexel a constitué un réseau « Protection des données » qui s'appuie sur la désignation d'un Chef de projet, d'un Délégué Groupe à la protection des données et de Référents protection des données dans les filiales. Ce réseau est accompagné et animé par un comité de pilotage regroupant les fonctions Systèmes d'Information, sécurité des systèmes d'information et juridique autour du Chef de projet et du Délégué Groupe.

#### **Des initiatives transverses**

La feuille de route s'articule autour de plusieurs grandes initiatives comprenant notamment l'établissement du registre des activités de traitement, la formation des collaborateurs, la gestion de l'exercice des droits, la gouvernance des procédures et des données, les engagements contractuels ou encore la protection des systèmes d'information.

#### **Performance**

Au 31 décembre 2018, 80 % des collaborateurs des filiales européennes ont été formés à la protection des données personnelles et à la mise en œuvre opérationnelle du Règlement Général relatif à la Protection des Données européen.

#### **Réalisations**

##### **Politiques et procédures**

Le Groupe a élaboré une charte interne relative à la protection des données personnelles, qui définit un corpus de règles à respecter dans le cadre des

activités de Rexel. Cette charte reprend les grands principes de protection des données personnelles et se décline en plusieurs politiques et procédures afin d'accompagner les collaborateurs et les partenaires de Rexel dans le cadre de leurs activités.

À titre d'exemple, l'une des procédures se concentre sur l'application pratique des droits des personnes concernées, une autre sur le principe de protection des données dès la conception (*privacy by design*). Un dispositif spécifique de signalement (une ligne d'alerte par e-mail au Délégué Groupe à la protection des données personnelles) a été mis en place en matière de violation de données. Des lignes directrices ont été établies afin de déterminer et encadrer les engagements exigés des prestataires pour la protection des données personnelles confiées.

##### **Formations des collaborateurs**

Différentes sessions de formation et de sensibilisation sont proposées sous plusieurs formats : modules de formation en ligne portant sur les grands principes de protection des données, sur la protection des données dès la conception et sur le RGPD de manière générale.

Des campagnes d'affichage spécifiques sont également réalisées. Enfin, des présentations plus ciblées sont prévues auprès des équipes traitant plus spécialement des données personnelles, comme les départements ressources humaines, e-commerce, systèmes d'information et services généraux.

##### **Engagements contractuels**

Les fournisseurs et prestataires partenaires de Rexel peuvent eux-mêmes traiter des données personnelles pour le compte du Groupe. Rexel doit veiller à ce que ses partenaires et fournisseurs appliquent des niveaux de protection adéquats des données. Cela passe par la revue et la mise à jour des engagements contractuels et des politiques de sécurité mises en place par ces prestataires.

## **4.3 Impliquer et accompagner les collaborateurs**

#### **Enjeux**

##### **Recrutement et fidélisation des talents**

Le recrutement des talents est un enjeu clé pour Rexel qui évolue dans un environnement très concurrentiel. Pour accompagner la transformation

et la digitalisation de son activité, le Groupe s'appuie notamment sur sa marque employeur et plus spécifiquement a mis en place une stratégie de recrutement et de communication ambitieuse, visant à renforcer l'attractivité du Groupe.

**Développement des compétences**

Les femmes et les hommes de Rexel ont développé des savoir-faire très spécifiques pour offrir une expérience client différenciante. Cette expertise repose sur des compétences régulièrement mises à jour. Développer une culture du partage des connaissances et des expériences, proposer une offre de formation sur-mesure aux collaborateurs, font partie des priorités stratégiques du Groupe.

**Engagement des collaborateurs**

Pour se positionner sur les marchés de demain : efficacité énergétique, industrie 4.0, bâtiments connectés, l'engagement des collaborateurs est indispensable. Cet engagement repose sur la compréhension de la stratégie, le management, le développement de carrière, l'image de l'entreprise et le travail d'équipe.

**Engagements**

Fort des politiques mises en place pour répondre à ces différents enjeux, le groupe Rexel a pris un certain nombre d'engagements :

- améliorer le taux d'intégration ;
- augmenter le nombre d'heures de formation par salarié formé (excluant la formation à la sécurité) ; et
- améliorer le niveau d'engagement.

**4.3.1 Soutenir la politique des ressources humaines par une organisation décentralisée****Politiques ressources humaines**

Les politiques ressources humaines de Rexel s'appuient sur un management décentralisé, dans lequel les fonctions centrales apportent leur expertise aux filiales. Cette organisation proche du terrain et des spécificités locales renforce la flexibilité, l'agilité du Groupe et l'autonomie des équipes. Elle nécessite de trouver le juste équilibre entre l'impulsion de la Direction des Ressources Humaines Groupe qui établit la feuille de route et son déploiement à l'échelle locale.

Ces politiques ressources humaines sont soutenues par des outils qui visent à renforcer leur efficacité parmi lesquels une académie en ligne (Rexel Academy), un système d'information des ressources humaines (SuccessFactors), un *job board* digital, des outils de gestion et de reconnaissance de la performance, une enquête régulière qui vise notamment à mesurer l'engagement des collaborateurs.

**Répartition des effectifs**

Au 31 décembre 2018, le Groupe comptait 26 807 collaborateurs, contre 27 024 au 31 décembre 2017.

**4****Ventilation des effectifs par zone géographique**

NOMBRE DE SALARIÉS	EFFECTIFS INSCRITS (NOMBRE DE PERSONNES) AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
Effectif total	26 807	27 024
<b>PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE</b>		
Europe	15 686	16 052
Amérique du Nord	8 451	8 233
Asie-Pacifique	2 670	2 739

### Répartition des collaborateurs par sexe et statut au 31 décembre 2018

	MANAGERS		NON-MANAGERS	
	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES
<b>Groupe Rexel</b>	<b>1 195 (21,1 %)*</b>	<b>4 467 (78,9 %)*</b>	<b>4 904 (23,2 %)**</b>	<b>16 241 (76,8 %)**</b>
Europe	564 (18,2 %)*	2 534 (81,8 %)*	2 863 (22,7 %)**	9 725 (77,3 %)**
Amérique du nord	516 (26,2 %)*	1 450 (73,8 %)*	1 400 (21,6 %)**	5 085 (78,4 %)**
Asie-Pacifique	115 (19,2 %)*	483 (80,8 %)*	641 (30,9 %)**	1 431 (69,1 %)**
<b>Total par statut</b>	<b>5 662</b>		<b>21 145</b>	

\* Pourcentage des managers.

\*\* Pourcentage des non-managers.

## 4.3.2 Attirer et fidéliser les talents

### 4.3.2.1 Attirer les talents

La capacité de Rexel à repérer et identifier les profils en phase avec ses priorités stratégiques est essentielle et passe par une gestion active des talents. Ainsi, les équipes ressources humaines sont formées aux nouvelles approches de recrutement visant à sélectionner les meilleurs profils, notamment au travers des réseaux sociaux de référence. Le Groupe revoit et améliore sans cesse son organisation et ses processus pour anticiper les besoins de demain.

Au cours de l'année 2018, le groupe Rexel a embauché 4 852 collaborateurs toutes natures de contrats et tous statuts confondus contre 4 823 recrutements en 2017. L'ensemble de ces recrutements représentait 18,1 % de l'effectif total du groupe Rexel (contre 17,8 % en 2017).

#### Performance

#### Nombre et caractéristiques des recrutements

	2018
<b>Nombre d'embauches</b>	<b>4 852</b>
<b>Dont :</b>	
• Embauches en CDI	4 232
• Embauches en CDD	620
• Embauches de managers en CDI	654
• Embauches de non-managers en CDI	3 578
• Embauches de femmes en CDI	955
• Embauches d'hommes en CDI	3 277

## Démarche et réalisations

### Intégration des collaborateurs

De nombreuses mesures sont prises à l'échelle des pays pour favoriser l'intégration des nouveaux collaborateurs et réduire le *turnover* : présentation de

l'entreprise, remise d'un livret d'accueil, mise en place de tutorats, entretiens de suivi réguliers, formations techniques, produits ou organisationnelles, rotation inter-départements, séminaire d'intégration, font partie des outils proposés.

Au niveau du Groupe, un site spécifique *onboarding* est mis à disposition des filiales depuis 2016. Il présente les activités et métiers aux nouveaux collaborateurs, en amont de leur arrivée.

Le taux d'intégration des nouveaux collaborateurs (défini comme le taux de nouveaux embauchés en CDI présents dans le Groupe trois mois après leur recrutement) s'établissait en 2018 à 92,3 % contre 92,7 % en 2017. Le taux d'intégration à moyen terme (défini comme le taux de nouveaux embauchés en CDI présents dans le groupe Rexel un an après leur recrutement) était de 74,1 % contre 77,6 % en 2017.

L'objectif de Rexel est d'atteindre un taux d'intégration à moyen terme supérieur à 80 % d'ici à 2020.

### Marque employeur

La marque employeur (*employee value proposition*) de Rexel se décline en cinq promesses : « voir plus loin », « travailler avec une super équipe », « créer la différence », « apprendre des meilleurs », « construire sa carrière ». Ces promesses incarnent l'énergie collective et irriguent l'ensemble de la politique et des engagements ressources humaines du Groupe. Chaque filiale décline ces promesses à l'échelle locale.

Une marque employeur forte a un impact positif sur la capacité à attirer les talents. Elle est un instrument au service de la fidélisation et de la motivation des collaborateurs. Ainsi, 85 % des répondants à l'enquête interne Satisfaxion 2018 ont déclaré être « fiers de travailler pour leur société ».

### 4.3.2.2 Fidéliser les talents

89 % des répondants à l'enquête d'engagement interne Satisfaxion 2018 pensent que leurs « qualités



et compétences sont pleinement mises à contribution dans le travail ». 81 % estiment « que le travail leur procure un sentiment d'accomplissement personnel ». Ces résultats matérialisent la capacité du Groupe à proposer un environnement de travail stimulant et enrichissant, propice à la fidélisation des talents.

## Démarche et réalisations

### Évaluation de la performance

Le groupe Rexel mène une politique volontariste afin de généraliser la pratique d'un entretien annuel de performance pour l'ensemble de ses collaborateurs.

#### Performance

En 2018, la plupart des entités ont organisé une session annuelle d'entretiens individuels de performance ayant bénéficié à un total de 82,3 % de collaborateurs.

#### ■ Évaluation de la performance

	2018	2017
Nombre de collaborateurs ayant reçu une évaluation de la performance	22 070	20 881
% de collaborateurs évalués par rapport à l'effectif total	82,3 %	77,3 %

### Culture du feedback

En 2018, deux filiales pilotes du Groupe ont mis en place des outils et formations visant à développer une culture du *feedback*. L'objectif est de renforcer les moments d'échanges réguliers entre les managers et leurs collaborateurs. Cette démarche sera progressivement généralisée à l'ensemble des filiales en 2019 et sera intégrée au système de revue de la performance.

### Politique de mobilité

La mobilité fonctionnelle et géographique est un axe important de la stratégie ressources humaines et un levier au service de la fidélisation des talents. La politique mobilité de Rexel, couplée à la gestion des compétences, offre aux collaborateurs des opportunités d'évolution. Ces opportunités sont disponibles sur un *job board* Groupe. Fin 2018, plus de 700 offres étaient disponibles sur ce portail.

#### Performance

Au total, 2 416 collaborateurs en contrat à durée indéterminée ont bénéficié d'une mobilité en 2018 (2 743 en 2017), soit 9,2 % de l'effectif en CDI.

Parmi les 2 416 collaborateurs ayant bénéficié d'une mobilité en 2018, 1 199 collaborateurs ont été concernés par une promotion (mobilité verticale), soit 4,6 % des salariés en contrat à durée indéterminée du groupe Rexel (1 074 en 2017, soit 4,1 % de l'effectif). 38,2 % de ces collaborateurs ayant reçu une promotion sont des non-managers devenus managers (30,4 % en 2017).

Parmi les 2 416 collaborateurs ayant bénéficié d'une mobilité en 2018, 1 217 collaborateurs ont été concernés par une mobilité horizontale, soit 4,7 % des salariés en contrat à durée indéterminée du groupe Rexel (1 669 en 2017 soit 6,3 %).

### Programmes de développement managérial

Pour fidéliser ses talents clés, le Groupe a renforcé ses formations autour du *leadership*. Le *Group Advanced Leadership* est un programme qui se déroule sur un cycle de 9 mois avec un système d'apprentissage mixte qui conjugue les formations en présentiel et en *e-learning*. Le dispositif est complété par des sessions de coaching externes et de développement personnel ainsi que l'élaboration d'un *business case* autour de la transformation.

De nombreux programmes de ce type sont également déployés au sein des filiales. Par exemple, aux États-Unis, le programme *Gain (Grow Achieve Inquire Network)* s'attache à développer le *leadership* et le développement personnel des collaborateurs autour de trois domaines de compétences : communication, gestion des opérations et approche commerciale. Ce programme est déployé en partie sur la Rexel Academy.

#### Performance

6 058 managers du Groupe (définis comme les personnes ayant au moins un collaborateur sous leur responsabilité, ou selon l'application de définitions locales comme l'inclusion de tout collaborateur de statut « cadre » pour certains pays), ont bénéficié d'une formation en 2018, soit 24,7 % des personnes formées (contre 21,5 % en 2017).

### Plans d'actions pour réduire l'absentéisme

Rexel met en œuvre des mesures spécifiques afin de réduire le taux d'absentéisme. Ces actions comprennent notamment un suivi spécifique par des responsables des ressources humaines, la mise en place d'un *reporting* régulier, la concertation et la formation, des visites médicales régulières et des campagnes de sensibilisation, l'indexation des bonus sur la présence au travail, des aménagements de postes ou d'horaires et des bilans de retour au travail. En Suisse par exemple, tous les managers

sont formés sur la conduite d'entretiens de retour au travail afin de limiter l'absentéisme.

### Performance

Le taux d'absentéisme du groupe Rexel s'établissait à 3,3 % en 2018, contre 3,2 % en 2017.

### 4.3.2.3 Dynamique de l'emploi

#### Rotation des effectifs

Conscient de l'enjeu que représente la rotation de ses effectifs, le groupe Rexel analyse les motifs de départs des salariés ainsi que l'évolution du taux d'intégration des nouveaux embauchés (voir section 4.3.2.1 « Attirer les talents » du présent document de référence). Par ailleurs, la plupart des filiales du Groupe organise des entretiens de sortie avec les salariés démissionnaires pour comprendre les raisons de la démission.

Le taux de rotation est défini comme la moyenne des taux d'entrée et de départ :

- le taux d'entrée est défini comme le nombre total d'embauches en CDI divisé par l'effectif CDI total ; et
- le taux de départ est défini comme le nombre total de départs de collaborateurs en CDI divisé par l'effectif CDI total.

En 2018, le taux d'entrée au sein du groupe Rexel s'élevait à 16,2 %.

En 2018, le taux de départ des salariés du groupe Rexel s'établissait à 17,7 %

Ainsi, pour l'année 2018, le taux de rotation du groupe Rexel était de 16,9 %.

#### Taux de rotation du groupe Rexel au 31 décembre

	2018	2017
Taux de rotation	16,9 %	16,3 %

#### Recrutements

Au cours de l'année 2018, l'ensemble des 4 852 recrutements réalisés représentait 18,1 % de l'effectif total du Groupe (voir section 4.3.2.1 « Attirer les talents » du présent document de référence).

#### Départs

Au cours de l'exercice 2018, 4 621 salariés en contrat à durée indéterminée ont quitté le groupe Rexel (contre 4 311 pour 2017).

Les motifs de départs sont précisés ci-dessous.

#### Motifs des départs des salariés en CDI en 2018

	NOMBRE	EN POURCENTAGE DES DÉPARTS
<b>Nombre de départs</b>	<b>4 621</b>	<b>17,2 % de l'effectif CDI total</b>
<b>Dont :</b>		
• Démissions	2 730	59,1 %
• Licenciements économiques	619	13,4 %
• Licenciements pour autre raison	536	11,6 %
• Départs en retraite ou pré-retraite	290	6,3 %
• Cessation et/ou cession d'activité	73	1,6 %
• Autres départs	373	8,1 %

#### Procédures collectives

En 2018, les licenciements économiques au sein du groupe Rexel ont concerné 619 salariés contre 268 en 2017.

Les plus importantes réorganisations ont eu lieu en Allemagne, en Espagne au Royaume-Uni. Des alternatives aux licenciements ont été mises en place, telles des solutions de reclassement interne et/ou externe, notamment au Royaume-Uni.

De plus, et dans la mesure du possible, les réorganisations ont été discutées avec les représentants du personnel permettant aux salariés concernés de disposer de mesures d'accompagnement, notamment *outplacement*, pré-retraites et compensation financière.

### 4.3.2.4 Rémunération

#### Démarche et réalisations

La politique des rémunérations est fondée sur la performance individuelle et les résultats de l'entreprise. Les niveaux de rémunération sont définis pour chaque pays afin de satisfaire à deux exigences : la compétitivité des rémunérations proposées et l'équité interne.

58,3 % des collaborateurs du groupe Rexel inscrits en contrat à durée indéterminée sont éligibles à une rémunération variable individuelle. Sont principalement concernés les fonctions commerciales et les collaborateurs exerçant des responsabilités d'encadrement.

Enfin, 63,2 % des salariés du groupe Rexel bénéficient d'un plan d'intéressement calculé sur la base de résultats collectifs.

En 2018, dans le cadre du plan français de mobilisation économique et social, l'ensemble des entités françaises du Groupe ont octroyé une prime à chacun de leurs collaborateurs.

#### Performance

Au total, les salaires et charges ont représenté 1 631,4 millions d'euros en 2018, contre 1 642,7 millions d'euros en 2017.

#### **Actionnariat salarié**

Depuis l'introduction en Bourse du Groupe en 2007, cinq plans d'actionnariat ont été proposés aux collaborateurs. Réservés aux salariés, ils permettent d'acquérir des actions Rexel à des conditions préférentielles (décote sur le prix de référence de l'action et abondement de l'employeur). L'enjeu consiste à associer les collaborateurs aux performances du Groupe et accroître leur participation à son capital, afin de consolider leur engagement.

Le dernier d'entre eux, Opportunity16, a été proposé à près de 90 % de l'effectif du Groupe dans 14 pays et a enregistré un taux de participation global de 17,6 % avec des taux supérieurs à 20 % en Belgique, au Canada, en Chine, aux Pays-Bas et en France.

#### Performance

Au 31 décembre 2018, le nombre d'actions détenues par les salariés et ex-salariés dans le cadre de plans d'actionnariat salarié représentait 0,56 % du capital social et des droits de vote de Rexel.

#### **Avantages sociaux**

Dans la majorité des pays dans lesquels est implanté le groupe Rexel, des contrats d'assurance santé et prévoyance complémentaires sont proposés aux collaborateurs en plus des couvertures obligatoires prévues légalement. L'adhésion à ces régimes complémentaires est soit volontaire soit obligatoire, selon les pays, et concerne le plus fréquemment la totalité des salariés. Par ailleurs, en fonction des réglementations locales, certaines entités du Groupe ont mis en place des programmes de retraite complémentaire au profit de leurs collaborateurs.

Enfin, le groupe Rexel a instauré un minimum standard de couverture des accidents liés à l'activité professionnelle au travers du plan « Rexel + ». Celui-ci prévoit la mise en place d'une indemnisation correspondant à une ou deux années de salaire de

base en cas de décès ou d'invalidité permanente grave. Lancé le 1<sup>er</sup> juillet 2010, ce plan, géré au niveau local, illustre l'engagement continu de Rexel en matière de responsabilité sociale. Le programme « Rexel + » se compose de quatre polices locales couvrant l'Autriche, la Hongrie, le Luxembourg, le Royaume-Uni et d'une police émise par la France couvrant la Slovénie en libre prestation de service.

#### Performance

Au 31 décembre 2018, cinq pays étaient donc concernés par le programme « Rexel + » permettant ainsi à près de 3 000 collaborateurs de bénéficier de cette couverture.

#### **Autres avantages**

Par ailleurs, un certain nombre d'avantages ou services sont souvent accordés aux collaborateurs en plus des obligations légales. Ils sont soit négociés dans le cadre d'accords collectifs, soit octroyés de façon unilatérale et concernent notamment des allocations logement, des indemnités repas et/ou transports, des services de conciergerie, une participation à la garde d'enfants, des congés familiaux, de l'assistance médicale ou des services d'assistance juridique.

### **4.3.3 Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs**

#### **4.3.3.1 L'engagement interne**

##### **Enquêtes d'engagement**

##### **Réalisation**

Rexel a réalisé en 2018 sa sixième enquête d'engagement interne « Satisfaxion ». Ce baromètre a enregistré un taux de participation de 71 % (contre 69 % en 2015). 24 635 collaborateurs ont été invités à répondre à ce questionnaire en ligne réalisé dans 14 langues et administré dans 23 pays du Groupe. Les deux questions ouvertes de cette enquête ont recueilli 23 648 commentaires.

Par rapport à la dernière enquête de 2015 : parmi les dix catégories, huit ont reçu des résultats plus favorables, une est stable et une n'est pas comparable car nouvelle. Les cinq catégories qui constituent les leviers de l'engagement des collaborateurs de Rexel ont connu les évolutions suivantes par rapport à la dernière enquête de 2015 :

- stratégie et leadership : 80 % d'opinions favorables (+ 4 points) ;

- développement de carrière : 64 % d'opinions favorables (+ 4 points) ;
- management : 77 % (+2 points) ;
- image de l'entreprise : 73 % (+ 2 points) ; et
- travail d'équipe & coopération : 81 % d'opinions favorables (+ 2 points).

Les résultats de l'enquête confirment l'importance accordée à l'esprit d'équipe ancré dans la culture et l'identité du Groupe. 90 % des répondants estiment par ailleurs que le travail accompli « contribue à la réalisation des objectifs de l'entreprise ».

S'agissant du niveau d'engagement (catégorie qui recouvre les questions relatives à l'engagement), il a atteint 79 % (+1 point par rapport à 2015) et le Groupe entend atteindre un niveau d'au moins 80 % lors de la prochaine enquête.

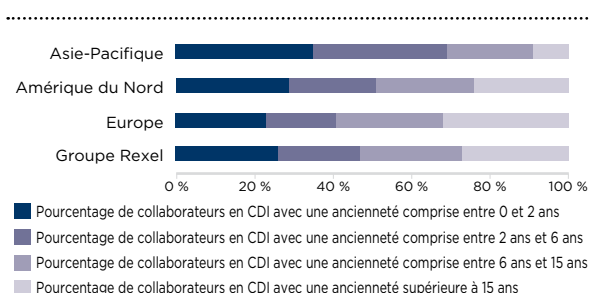
Des restitutions ont été faites aux équipes dans l'ensemble des filiales. Afin d'améliorer la compréhension de certains sujets, des ateliers de travail impliquant des collaborateurs ont été organisés dans certaines d'entre elles. Les réflexions autour des axes d'amélioration seront concrétisées sous forme de plans d'action déployés au niveau des filiales. Les résultats de l'enquête d'engagement permettent au Groupe et à ses filiales d'évaluer la mise en place de leurs politiques.

### Ancienneté

L'engagement des collaborateurs de Rexel se traduit également à travers l'ancienneté moyenne des collaborateurs (10 ans) et la variété des profils.

### Performance

#### Répartition des effectifs en CDI par ancienneté



Traditionnellement, de fortes variations de l'ancienneté en fonction des zones géographiques peuvent être relevées : le renouvellement des salariés est beaucoup plus rapide en Asie-Pacifique (68,1 % des salariés en CDI y ont moins de 6 ans d'ancienneté) alors qu'en Europe, les collaborateurs

ayant plus de 15 ans d'ancienneté représentent 32,1 % de l'effectif en CDI dans cette zone.

### 4.3.3.2 Développement et formation

La formation est indispensable pour acquérir de nouvelles expertises et maîtriser les technologies, notamment digitales. Pour préparer les équipes au monde de l'énergie de demain, le Groupe s'appuie notamment sur son académie en ligne : Rexel Academy. Cette plateforme accessible dans 24 pays propose différents types de programmes pour développer les compétences professionnelles et produits, favoriser le développement personnel, et *in fine* l'employabilité des collaborateurs.

### Démarche et réalisations

Les programmes sont alignés sur les priorités stratégiques du Groupe. En 2018, 824 nouveaux modules ont été déployés.

En 2018, plusieurs orientations et formations ont été identifiées pour répondre à cet objectif : maîtrise des nouvelles technologies numériques et impact de la donnée dans l'organisation (CRM, *pricing*, *webshop*), outils collaboratifs, nouvelles techniques de vente, conseil et service client.

Les solutions d'apprentissage proposées aux collaborateurs sont flexibles : *e-learning* et formations présentielles. Les sessions sont adaptées en fonction du poste occupé, des compétences, des perspectives d'évolution, des exigences locales et des objectifs personnels et collectifs. Certains modules sont conçus par des spécialistes – *category managers* ou experts du *pricing* – afin de mieux répondre aux besoins des apprenants. En 2018, Rexel Academy est accessible à 26 481 personnes, soit un taux de pénétration de 88,8 %.

### Performance

Le nombre total de personnes ayant reçu une formation (excluant les formations à la sécurité) s'élevait à 24 518 en 2018, soit 91,5 % de l'effectif total contre 20 226 en 2017 (74,9 %).

Le nombre d'heures de formation dispensées (excluant les formations à la sécurité) a augmenté pour passer de 365 673 heures au 31 décembre 2017 à 399 514 heures au 31 décembre 2018. Le nombre moyen d'heures de formation (excluant les formations à la sécurité) suivi par les salariés ayant reçu une formation en 2018 s'est élevé à 16. Le Groupe s'est fixé comme ambition d'augmenter

ce nombre d'heures à plus de 17 heures par collaborateur formé.

189 930 heures de formation se sont tenues en ligne en 2018 contre 186 968 heures en 2017.

En 2018, 24,7 % des 24 518 personnes ayant reçu une formation sont des managers et 75,3 % occupent des fonctions non managériales.

#### Nombre total d'heures de formations (excluant les formations à la sécurité)

	2018		2017	
	NOMBRE TOTAL DE PERSONNES FORMÉES (EXCLUANT LES FORMATIONS À LA SÉCURITÉ)	NOMBRE TOTAL D'HEURES DE FORMATION (EXCLUANT LES FORMATIONS À LA SÉCURITÉ)	NOMBRE TOTAL DE PERSONNES FORMÉES (EXCLUANT LES FORMATIONS À LA SÉCURITÉ)	NOMBRE TOTAL D'HEURES DE FORMATION (EXCLUANT LES FORMATIONS À LA SÉCURITÉ)
Groupe Rexel	24 518	399 514	20 226	365 673
Europe	13 675	132 014	9 372	114 569
Amérique du Nord	8 607	214 436	8 233	201 184
Asie-Pacifique	2 236	53 065	2 621	49 919

#### 4.3.3.3 Dialogue social

Rexel accorde une grande importance à la liberté d'expression et de représentation de ses salariés. Le Groupe reconnaît ainsi l'importance des partenaires sociaux. Ce principe est repris dans le Guide d'éthique applicable dans l'ensemble des pays d'implantation du groupe Rexel (voir section 4.2 « Agir avec éthique et intégrité » du présent document de référence).

#### Démarche

##### Représentation des salariés

La représentation des salariés du groupe Rexel est telle que :

- 429 collaborateurs sont impliqués au niveau des instances représentatives, soit 1,6 % de l'effectif total inscrit en CDI au sein du groupe Rexel ; et
- 104 collaborateurs sont désignés par une organisation syndicale en qualité de représentants, soit environ 0,4 % de l'effectif total inscrit en CDI au sein du groupe Rexel.

##### Comité d'entreprise européen

Instauré en décembre 2005, le Comité d'entreprise européen est une plateforme d'échange et d'information qui assure la représentation des 15 686 salariés européens du groupe Rexel. Le Comité est un lieu de dialogue entre la Direction et les 22 représentants du personnel des 16 pays européens représentés. Il se réunit une fois par an. Le Bureau est composé de cinq membres permanents et se réunit quatre fois par an. La protection des données personnelles et le programme de conformité ont fait partie des sujets présentés en 2018. Le Comité d'entreprise européen a été associé à l'identification des risques extrafinanciers dans le cadre de la déclaration de performance extrafinancière.

##### Accords collectifs

En 2018, 31 accords ont été négociés et signés entre les représentants des salariés et les entités du groupe Rexel. Au total, 41,6 % de l'effectif du groupe Rexel est couvert par un accord collectif. Ces accords ont été majoritairement signés en Espagne, France, Belgique et Allemagne et portaient notamment sur la qualité de vie au travail, les salaires, l'intéressement, la participation, le dialogue social et le droit à la déconnexion.

Parmi l'ensemble des accords, trois accords étaient relatifs à la santé et/ou à la sécurité.

##### Accords d'intéressement et de participation en France

Au 31 décembre 2018, les collaborateurs de Rexel France, Rexel Développement, Conectis et Dismo sont couverts par un accord d'intéressement avec des critères de calcul spécifiques à chacune de ces filiales.

Les accords de participation présents au sein des filiales françaises concernées suivent les dispositions prévues par le Code du travail.

##### Mouvements sociaux

En 2018, le nombre total d'heures de grève était de 415 heures, dont 412 heures en Belgique suite à un mouvement national non lié à l'activité de Rexel dans ce pays.

#### 4.3.3.4 Bien-être et santé-sécurité au travail

La responsabilité du Groupe se manifeste, au-delà de ses obligations légales, dans l'attention constante portée à la santé et à la sécurité de ses collaborateurs. La sécurité des collaborateurs, des parties prenantes et des biens a toujours été une priorité pour Rexel.

Les principaux risques pour les collaborateurs sont liés à la circulation routière, aux chutes, à la conduite d'engins, à la manutention, au maniement des câbles et au travail sur ordinateur.

### Démarche et réalisations

Une politique en matière de sécurité responsable, efficace et cohérente est déployée depuis 2015 dans les pays où le Groupe opère. Afin de renforcer la culture et les pratiques responsables, le Groupe enrichit et complète les procédures et règles en vigueur pour favoriser un cadre commun pour toutes ses entités.

L'initiative Groupe a pour objectifs de :

- garantir un environnement de travail sûr partout où Rexel opère ;
- construire une culture de responsabilité partagée ; et
- assurer l'engagement des collaborateurs à travers l'échange de bonnes pratiques.

Afin de créer un langage commun autour de la sécurité, Rexel a mis en place 10 principes de sécurité. Ces 10 principes permettent d'établir une approche globale et valorisent les pratiques et comportements sûrs et responsables. Ils adressent les risques clés auxquels Rexel est exposé du fait de son activité.

Certains pays ont choisi de s'engager dans la démarche de certification santé-sécurité au travail OHSAS 18001. Les filiales basées en Autriche, en Hongrie, en Finlande, en Espagne, en Chine, et au Royaume-Uni ont mis en place cette méthode de management des risques santé-sécurité.

Ces initiatives offrent aux collaborateurs un environnement de travail sécurisé. 92 % des répondants de l'enquête d'engagement Satisfaxion affirment que leur « *espace de travail est un endroit où l'on peut travailler en toute sécurité* ».

### Bien-être au travail

La qualité de vie au travail est une composante essentielle pour fidéliser les équipes. Chaque filiale est invitée à mettre en place des plans d'actions pour susciter l'engagement des salariés. De nombreuses initiatives illustrent cette préoccupation.

Ainsi, au sein de la principale filiale française Rexel France, représentant 18,3 % des effectifs, un programme de lutte contre la dépendance (tabac,

alcool, etc.) a été déployé pour les collaborateurs qui le souhaitent et une aide financière a été proposée. Les collaborateurs peuvent se faire accompagner par un médecin spécialisé (acupuncture, etc.). Un dispositif en faveur des salariés aidants familiaux a également été mis en place. La filiale française met à la disposition des collaborateurs confrontés à la maladie ou la perte d'autonomie d'un proche, une plateforme téléphonique qui les accompagne dans la constitution d'un dossier, le choix d'une maison médicalisée, ou un service à domicile. Cette solution clés en main vise à prévenir l'épuisement des salariés et l'absentéisme. Le dispositif comprend également un volet sur l'accompagnement social destiné aux salariés en difficulté (logement, surendettement, divorce ou santé au travail). Des forums santé et bien-être avec des ateliers sur la nutrition, le sommeil, le sport, l'échauffement ont également été mis en place afin de favoriser le bien-être des collaborateurs de Rexel France.

En Australie, un portail dédié à la santé fait la promotion d'un mode de vie plus sain à travers des conseils et des articles dédiés.

Enfin, le siège social de Rexel a mis en place des règles d'utilisation du numérique en dehors du temps de travail à travers un accord sur le droit à la déconnexion. Il s'agit de promouvoir un usage raisonné des communications à distance.

### Performance

Au niveau du groupe Rexel, de nombreux indicateurs sont suivis et analysés afin de permettre la définition de plans d'actions adaptés.

#### Nombre d'accidents

	2018	2017
Nombre d'accidents ayant entraîné la mort	0	0
Nombre d'accidents ayant donné lieu à un arrêt de travail	267	294
Nombre d'accidents n'ayant pas donné lieu à un arrêt de travail	861	587

En 2018, 1 128 accidents du travail ont été recensés au sein du groupe Rexel : aucun n'ayant entraîné de décès, 267 ayant donné lieu à un arrêt de travail et 861 n'ayant pas donné lieu à un arrêt de travail.



Le nombre de jours de travail perdus à la suite d'accidents du travail était de 6 499 en 2018 contre 6 112 en 2017.

Les accidents du travail ayant donné lieu à un arrêt de travail ont concerné en grande majorité la fonction logistique (145 accidents, soit 54,3 %) et la fonction commerciale/vente (91 accidents, soit 34 %).

#### Taux de fréquence

	2018	2017
Taux de fréquence	5,72	6,19

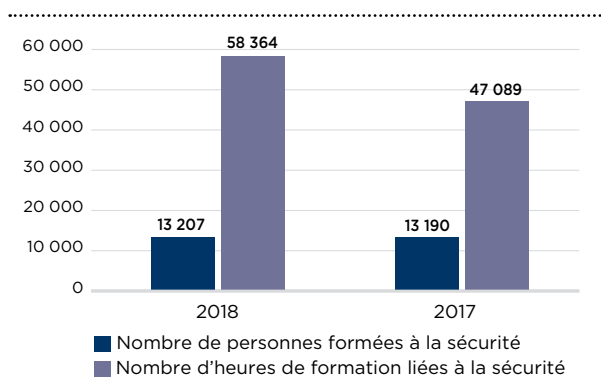
Le taux de fréquence des accidents du travail du groupe Rexel, calculé comme le nombre d'accidents du travail ayant entraîné un arrêt de travail par million d'heures travaillées, s'est établi à 5,72 en 2018. Ce taux est en baisse par rapport à 2017 (6,19).

#### Taux de gravité

	2018	2017
Taux de gravité	0,14	0,13

Le taux de gravité des accidents du travail du groupe Rexel, défini comme le nombre de jours de travail perdus par incapacité temporaire pour 1 000 heures travaillées s'est établi à 0,14 en 2018 contre 0,13 en 2017.

#### Formation à la sécurité



La proportion de personnes formées à la sécurité était de 49,3 % de l'effectif total en 2018 (soit 13 207 collaborateurs).

#### Comités d'hygiène et de sécurité

En 2018, il existait 63 CHSCT (Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) au sein du groupe Rexel. 411 collaborateurs y étaient impliqués, représentant 1,6 % de l'effectif total inscrit en contrat à durée indéterminée.

#### Maladies professionnelles

En 2018, 3 maladies professionnelles ont été déclarées et 3 ont été reconnues.

#### 4.3.3.5 Organisation du temps de travail

La durée du temps de travail varie en fonction des réglementations des pays dans lesquels le Groupe opère.

En moyenne dans le groupe Rexel, les collaborateurs travaillent 39 heures par semaine, soit près de 8 heures par jour.

#### Répartition des effectifs par type de contrat et par fonction

Le groupe Rexel emploie peu de salariés en contrat à durée déterminée ou de salariés intérimaires. Le recours à ces types de contrats se fait essentiellement pour faire face à des besoins ponctuels.

En 2018, le nombre mensuel moyen de travailleurs intérimaires en équivalent temps plein était de 1 047,7, soit 4 % de l'effectif total mensuel moyen (3,5 % en 2017).

#### Organisation du temps de travail

RECOURS AU TEMPS PARTIEL ET HEURES SUPPLÉMENTAIRES	2018	2017
Pourcentage de collaborateurs à temps partiel	3,5 %	3,3 %
Pourcentage d'heures supplémentaires/ nombre total d'heures travaillées	1,4 %	1,4 %
Nombre d'heures supplémentaires	644 016	658 551

Le nombre de personnes employées à temps partiel au sein du groupe Rexel était de 935 au 31 décembre 2018, soit 3,5 % de l'effectif total.

#### Heures supplémentaires

Dans la gestion du temps de travail de ses collaborateurs, le groupe Rexel a peu recours aux heures supplémentaires : 644 016 heures supplémentaires ont été effectuées en 2018 par l'ensemble des collaborateurs du groupe Rexel, soit 1,4 % du nombre annuel d'heures travaillées (contre 658 551 heures supplémentaires, soit 1,4 % du nombre annuel total d'heures travaillées en 2017).

#### 4.3.4 Soutenir la diversité, l'inclusion et l'égalité des chances

Parce que la diversité représente un enjeu sociétal mais aussi un levier d'amélioration de la performance,

Rexel s'engage, notamment par l'intermédiaire de son Guide d'éthique, à assurer un traitement égal entre hommes et femmes, à situation comparable et dans tous les domaines : recrutement, rémunération, carrière, formation, etc.

Le Guide d'éthique présente les principes que le groupe Rexel défend et respecte en matière économique, environnementale et sociale. Sont ainsi explicitement visés la dignité, la diversité et le respect des personnes. Le Guide d'éthique prohibe par ailleurs toute forme de discrimination envers les salariés.

Une section dédiée à la diversité et à l'inclusion a été lancée dans la *Rexel Academy* début 2019. Cette section contient des modules valorisant la diversité et met en avant des témoignages de collaborateurs.

#### 4.3.4.1 Égalité hommes-femmes

##### Réalisation

Rexel s'attache à respecter, à situations comparables, l'égalité entre les hommes et les femmes en matière d'évolution de carrière, de formation et de rémunération.

##### Performance

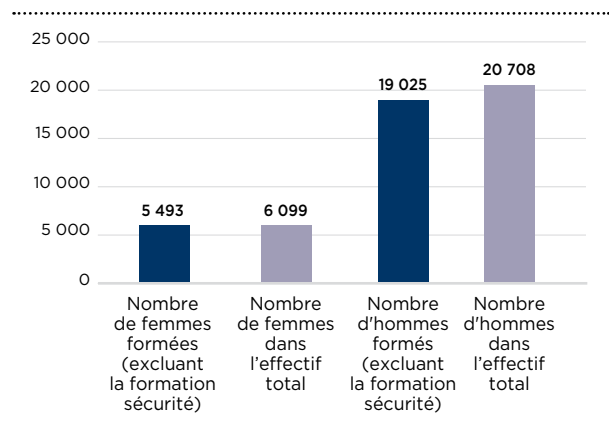
Au 31 décembre 2018, les femmes représentaient 22,8 % de l'effectif total (identique en 2017). Ce pourcentage est en ligne avec la réalité du marché et la faible féminisation des collaborateurs du secteur de la distribution spécialisée.

Les indicateurs 2018 montrent des écarts peu significatifs sur les données suivantes :

- Mobilité et promotion  
Au cours de l'année 2018, 9,3 % des femmes ont bénéficié d'une mobilité contre 9,2 % des hommes (respectivement 9 % et 10,8 % en 2017).  
110 femmes non-managers ont été promues managers, soit 2,2 % des femmes non-managers (79 soit 1,5 % en 2017). S'agissant des hommes, le taux était proche : 348 hommes, soit 2,1 % des hommes non-managers (248, soit 1,5 % en 2017).
- Augmentation de salaire  
77,2 % des femmes en CDI et ayant au moins un an d'ancienneté ont bénéficié d'une augmentation en 2018 contre 71,5 % des hommes en CDI et ayant au moins un an d'ancienneté.
- Formation  
En 2018, 22,4 % des salariés ayant reçu une formation sont des femmes, alors qu'elles représentaient 22,8 % de l'effectif total, et 77,6 %

des salariés ayant reçu une formation sont des hommes, alors qu'ils représentaient 77,2 % de l'effectif total du groupe Rexel.

#### Répartition des effectifs et de la formation par sexe (excluant la formation sécurité)



##### • Recrutement

Parmi les recrutements de salariés en contrat à durée indéterminée réalisés en 2018, 22,6 % ont concerné des femmes et 77,4 % ont concerné des hommes.

#### 4.3.4.2 Collaborateurs en situation de handicap

Favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap est une conviction qui s'inscrit dans une démarche d'égalité d'accès à l'emploi pour tous.

##### Démarche et réalisations

En France, Rexel France a renouvelé son accord en faveur de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap pour la période 2017-2020.

Les mesures déployées sont les suivantes :

- un plan de communication et de sensibilisation des collaborateurs et des managers. Les équipes RH et tous les membres du CHSCT ont suivi des formations spécifiques en 2017 et 2018. Une campagne de sensibilisation au handicap a été lancée avec la création d'affiches et d'une newsletter diffusée en interne. Une vidéo des salariés met également en avant le bon vivre au quotidien ;
- un plan de recrutement a été lancé avec la publication d'offres sur des sites spécialisés à l'insertion professionnelle et sociale (Association AGEFIPH). Rexel se mobilise également en faveur de l'accès aux études supérieures des jeunes en situation de handicap. La filiale française a participé à l'édition du concours vidéo handicap

étudiant aux côtés de l'association TousHanScène. Une centaine de vidéos ont été réalisées par des étudiants issus de 58 établissements supérieurs. Les collaborateurs ont eu l'opportunité de voter pour la vidéo de leur choix ; et

- un dispositif de maintien dans l'emploi est également déployé avec des études acoustiques et ergonomiques, des aménagements de poste pour améliorer les conditions de travail des personnes en situation de handicap.

Ainsi, la proportion de personnes déclarant un handicap parmi l'effectif total de Rexel France est passée de 1,1 % en 2008 à 3,4 % en 2018.

Ces mesures de sensibilisation, d'éducation des salariés et de recrutement visent à promouvoir l'égalité des chances et à atteindre un taux d'emploi de personnes en situation de handicap de 3,8 % à échéance 2020.

### Performance

En 2018, le groupe Rexel employait 441 collaborateurs déclarant un handicap, soit environ 1,6 % de son effectif total.

Les salariés se déclarant en situation de handicap recrutés en 2018 représentaient 1,1 % de la totalité des recrutements en contrat à durée indéterminée au 31 décembre 2018.

#### 4.3.4.3 Diversité générationnelle

La mixité intergénérationnelle est un enjeu pour Rexel. 31,3 % des effectifs du Groupe sont seniors (salariés ayant plus de 50 ans). Cet enjeu est traité à travers la mise en place d'une politique proactive de gestion de carrière et des compétences (voir Section 4.3.3 « Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs » du présent document de référence). Les seniors ont représenté 9,3 % des recrutements en CDI en 2018 et les jeunes diplômés ont représenté 4,7 %.

Rexel développe l'inclusion des jeunes notamment à travers une politique volontariste de recrutement d'alternants (211 alternants recrutés en 2018, essentiellement en France et en Allemagne). Rexel s'est par ailleurs engagé à ce que chaque agence en France accueille un collégien dans le cadre d'un stage de découverte.

Cette diversité générationnelle est appréciée des collaborateurs comme le montrent les résultats de la dernière enquête Satisfaxion : 90 % des répondants sont satisfaits des relations entre personnes de générations différentes.

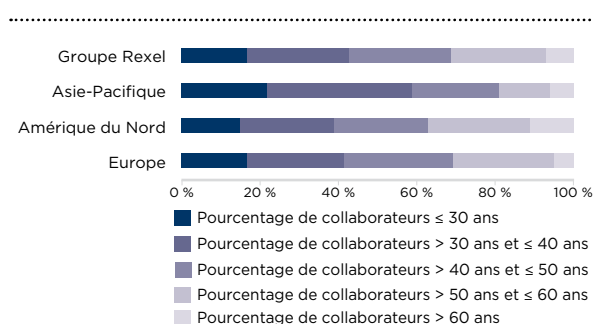
### Performance

Au 31 décembre 2018, la moyenne d'âge de l'ensemble des collaborateurs du groupe Rexel était de 43,3 ans ; cette moyenne était de 43,2 ans au 31 décembre 2017.

La tranche d'âge la plus représentée est celle des plus de 40-50 ans (6 958 personnes), suivie de celle des 50-60 ans (6 554 personnes).

Les seniors (définis comme les collaborateurs de plus de 50 ans) représentaient 31,3 % de l'effectif total et les moins de 30 ans 16,8 %.

#### Répartition des effectifs en CDI par âge



#### 4.3.5 Note méthodologique des informations sociales

Le périmètre de *reporting* social inclut l'ensemble des entités juridiques consolidées dans le périmètre financier en intégration globale et disposant d'une masse salariale non nulle. En cas d'acquisition ou de création de nouvelles entités, l'intégration dans le périmètre de *reporting* est effective :

- dès l'année d'acquisition si elle a eu lieu avant le 1<sup>er</sup> novembre (inclus) ; ou
- à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1, si elle a eu lieu après le 1<sup>er</sup> novembre.

L'analyse des données sociales est faite à périmètre courant pour les années 2017 et 2018.

Les indicateurs sociaux sont collectés et consolidés via l'outil Enablon auquel toutes les entités ont accès.

L'analyse des données sociales selon les zones géographiques se fait selon la répartition suivante :

- Amérique du Nord : Canada et États-Unis ;
- Asie-Pacifique : Arabie saoudite, Australie, Chine, Emirats arabes unis, Inde et Nouvelle-Zélande ; et
- Europe : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Irlande,

Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Russie, Slovénie, Suède et Suisse.

La collecte et la consolidation des indicateurs sociaux sont réalisées *via* le logiciel « Enablon » auquel l'ensemble des entités de *reporting* ont accès.

Il est à noter que :

- l'effectif inscrit est défini par le nombre de salariés ayant un contrat de travail avec l'entreprise (CDI ou CDD), inscrits dans le système de paie au 31 décembre et quel que soit le taux d'activité (temps plein, temps partiel). Les salariés dont le contrat est suspendu en attente de la reprise de leur activité professionnelle (congé parental, congé sabbatique, congé création d'entreprise, etc.) sont inclus dans l'effectif reporté.

Sont exclus :

- les stagiaires rémunérés ou non ;
- les intérimaires ;
- les sous-traitants ;
- les effectifs fin de carrière (personnes pré-retraitées, pré-pensionnées, en cessation anticipée d'activité ayant un contrat de travail en cours jusqu'à son départ effectif en retraite) ; et
- les VIE (Volontariat International à l'Étranger) ;
- les entrées du personnel sont reportées selon les catégories de motif :
  - recrutements externes en CDD ou CDI, quel que soit le taux d'activité (temps plein ou temps partiel) ;
  - entrées suite aux acquisitions de nouvelles entités ; et
  - autres entrées : par exemple, mobilité Groupe (mutations internes du personnel sous contrat CDI, d'une entité/société à une autre au sein du groupe Rexel).

Sont exclus :

- les promotions ;
- le changement de poste ou de statut (cadre/non-cadre) au sein d'une même entité ;

- les recrutements de stagiaires et d'intérimaires ; et
- les recrutements VIE ;

- dans les pays où le recours au CDI n'est pas une pratique courante (par exemple, les États-Unis et la Chine), la notion de CDI s'applique à tout collaborateur qui n'est pas embauché pour un projet précis ayant une date de fin prédéterminée ;
- le nombre d'heures de formation repose en partie sur un suivi extrait de Rexel Academy. Cet outil ne permet pas un recensement exhaustif. C'est pourquoi une autre partie repose, pour certaines entités, sur des estimations (par exemple, sur la base d'un nombre d'heures moyen de formation par collaborateur) ;
- l'amélioration du processus de *reporting* dans certains pays a conduit à modifier les valeurs des indicateurs suivants pour 2017 : le taux d'intégration à moyen terme, le nombre de jours de travail perdus dus aux accidents de travail ;
- le calcul du taux d'absentéisme est réalisé par référence au nombre de jours calendaires conformément au protocole à partir du nombre total de jours d'absence (tous types d'absences confondus) et du nombre de jours dans l'année ;
- le taux de fréquence calculé prend en compte uniquement les accidents du travail donnant au moins un jour d'arrêt (le jour de l'accident exclu) ;
- le taux de gravité est calculé à partir des jours perdus pour accident du travail avec arrêt et du nombre d'heures travaillées. Le nombre d'heures travaillées correspond à la durée réelle du temps de travail pendant laquelle les salariés s'exposent à un risque d'accident ; et
- les règles de calcul du nombre de journées d'arrêt liées aux accidents du travail sont, compte tenu des législations locales, hétérogènes et peuvent être différentes de celles qui sont définies dans le référentiel de *reporting* social. Sont exclus les accidents de trajet.

## 4.4 Améliorer la performance environnementale

### Enjeux

#### Changement climatique

La lutte contre le changement climatique est l'un des défis majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour empêcher une hausse des températures globales de plus de 2°C d'ici 2100, objectif de l'Accord de Paris, l'économie

mondiale doit se transformer profondément. Acteur de cette transformation, Rexel développe des solutions efficaces et des programmes innovants pour la maîtrise de l'énergie et la réduction des émissions de gaz à effet de serre tout au long de sa chaîne de valeur.

### Exemplarité opérationnelle

La performance environnementale du Groupe est au cœur de sa démarche de développement durable. Acteur de la transition énergétique, Rexel se donne des objectifs ambitieux qui confortent sa position de premier plan auprès de ses parties prenantes.

### Gestion des ressources

50 millions de tonnes d'équipements électriques et électroniques sont jetées chaque année<sup>(1)</sup> dans le monde, et 10 % seulement intégreront une filière de recyclage. Réduire au minimum les déchets générés en agence ou dans les centres logistiques et proposer à ses clients des solutions pour la collecte et le recyclage des produits sont les deux priorités de Rexel en matière de gestion durable des ressources.

### Engagements

Réduire d'au moins 30 % les émissions de gaz à effet de serre de ses opérations d'ici 2020, par rapport à 2010.

Doubler *a minima* les ventes de produits et services d'efficacité énergétique d'ici 2020, par rapport à 2011.

Se fixer des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre alignés sur l'objectif +2°C, dans le cadre de l'initiative *Science Based Targets*.

## 4.4.1 Renforcer le pilotage environnemental

### 4.4.1.1 Politique environnementale

Présent dans 26 pays et sur plus de 2 000 sites (agences, centres logistiques, sièges), le groupe Rexel fait face à un défi environnemental qui réside davantage dans la dispersion de ses impacts que dans leur ampleur. Le pilotage de la démarche environnementale est donc un élément clé pour gérer de manière cohérente et durable la réduction de l'empreinte des sites, des transports et des solutions commercialisées par le groupe Rexel.

### Démarche et réalisations

La stratégie de développement durable du Groupe, sa politique environnementale et sa mise en œuvre opérationnelle sont pilotées par la Direction du Développement Durable, rattachée au Secrétariat Général du Groupe, en coordination avec les directions fonctionnelles du siège et les équipes opérationnelles locales. Les objectifs, résultats et projets sont présentés une fois par an au Conseil d'administration de Rexel.

Le Groupe met en place des procédures, des outils et des ressources dédiés afin de gérer et piloter ses impacts environnementaux. La sensibilisation des collaborateurs à la prise en compte de ces enjeux est un levier essentiel à la réussite de cette politique.

La démarche environnementale du Groupe est structurée sur trois niveaux :

1. des procédures et règles communes à l'ensemble des filiales ;
2. un contrôle de la mise en œuvre de ces règles dans les opérations ; et
3. des indicateurs de performance validant les progrès.

#### 4.4.1.1.1 Procédures et règles communes

##### Charte pour l'environnement

Pour soutenir la mise en place opérationnelle de sa politique, le groupe Rexel s'appuie depuis plusieurs années sur sa Charte pour l'environnement. Régulièrement mise à jour pour tenir compte des évolutions de la société, elle est aujourd'hui publiée en 23 langues et déployée dans l'ensemble des filiales du groupe Rexel.

La Charte pour l'environnement présente les trois engagements du groupe Rexel en faveur de l'environnement :

1. améliorer la performance environnementale des bâtiments
  - par la modernisation des locaux avec des équipements économes en énergie pour l'éclairage, le chauffage, la climatisation, etc. ; et
  - par la gestion et le tri sélectif des déchets en vue du recyclage ou d'un autre traitement approprié ;
2. réduire l'empreinte environnementale des opérations
  - par la diminution des consommations de papier et d'emballage ; et
  - par l'optimisation des flux de transports, limitant ainsi les consommations de carburants et les émissions de gaz à effet de serre ;
3. développer et promouvoir les solutions d'efficacité énergétique
  - par la commercialisation d'une large gamme de produits et de services innovants pour la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables ; et
  - par la formation des équipes commerciales du groupe Rexel aux nouvelles technologies et la mise à disposition de supports d'information et outils marketing spécifiques.

(1) Estimation du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (<https://www.unenvironment.org/es/node/6295>).

## Performance

À fin 2018, la Charte pour l'environnement est affichée dans 94 % des sites du groupe Rexel.

### Le reporting environnemental

Afin de mesurer la performance des filiales, Rexel a mis en place un *reporting* centralisé. Cet outil de pilotage permet de suivre les impacts environnementaux de l'ensemble des activités et de disposer d'une vision globale de l'empreinte environnementale du Groupe, *via* le suivi d'indicateurs clés. L'outil favorise l'amélioration continue de la performance et les échanges entre les filiales du Groupe.

Les informations environnementales et les procédures de *reporting* sont auditées chaque année par un Organisme Tiers Indépendant. Au-delà de la réponse à la réglementation, cet audit permet d'assurer la fiabilité des informations publiées et de suivre la mise en œuvre des plans d'actions.

Le référentiel de *reporting* s'appuie sur des standards internationaux reconnus :

- les lignes directrices pour le *reporting* développement durable de la GRI (*Global Reporting Initiative*) version 4, cadre reconnu sur le plan international, pour définir les indicateurs de performance et les procédures de *reporting* ; et
- le GHG Protocol (pour *Greenhouse Gas Protocol*, ou Protocole des gaz à effet de serre) pour quantifier et rendre compte de ses émissions de gaz à effet de serre de façon transparente.

Chaque année, une synthèse du *reporting* environnemental est envoyée à chaque pays. Ce document permet à chaque filiale de se comparer par rapport aux autres entités du Groupe sur l'ensemble des indicateurs en restituant les informations physiques et financières.

#### 4.4.1.1.2 Contrôle de la mise en œuvre

##### Le système de management environnemental

Le groupe Rexel poursuit la mise en place de systèmes de management environnemental (SME) qui visent à définir et documenter des procédures pour maîtriser les aspects environnementaux de ses activités et permettre le pilotage de plans d'amélioration. Depuis 2013, le groupe Rexel a édité son propre standard de management environnemental visant à harmoniser, soutenir et accélérer le déploiement du SME dans les filiales.

Plusieurs filiales ont entrepris une démarche de certification ISO 14001, qui atteste de leur engagement pour l'amélioration continue de leur démarche environnementale.

## Performance

À la date du présent document de référence, le nombre de sites du groupe Rexel appliquant un SME est stable par rapport à 2017, atteignant 45 % des sites du Groupe.

À fin 2018, 24 % des sites ont obtenu une certification ISO 14001, contre 25 % en 2017.

En complément, certaines filiales se sont également engagées dans la mise en œuvre de systèmes de management de l'énergie répondant à la norme ISO 50001. Ces filiales représentent environ 17 % des sites du Groupe et 15 % de la consommation d'énergie sur site du Groupe.

En 2018, l'Autriche et la Grande-Bretagne ont mis en place une démarche très structurée à travers l'obtention de quatre certifications (ISO 14001, ISO 9001, ISO 50001 et OHSAS 18001).

### Le réseau d'experts environnement

Rexel s'appuie sur un réseau d'environ 60 Correspondants environnement répartis dans les filiales. Ces experts sont chargés de mettre en œuvre les politiques Groupe, d'animer la démarche et de piloter le *reporting* environnemental en complément de leurs responsabilités opérationnelles.

En avril 2018, ils ont participé comme chaque année au séminaire international sur le développement durable afin d'échanger sur les enjeux et priorités du Groupe et partager les bonnes pratiques des filiales. Ateliers, interventions d'experts externes, présentation de la politique santé-sécurité et de l'enquête d'engagement collaborateurs, restitution des travaux de la Fondation Rexel, ont fait partie de ce programme qui s'est tenu durant trois jours aux Pays-Bas.

Afin de nourrir le dialogue et de faire remonter l'information locale, ce rendez-vous annuel est complété par des points trimestriels et des échanges informels réguliers, pilotés par la Direction du Développement Durable. Une plateforme d'échanges met aussi à la disposition de cette communauté les documents clés pour les aider à diffuser les meilleures pratiques. Un réseau social interne permet en complément aux Correspondants environnement de partager de l'information sur le développement durable et d'échanger autour de l'avancement de leurs réalisations.

### Formation des collaborateurs

La Direction du Développement Durable sensibilise l'ensemble des collaborateurs aux enjeux environnementaux et sociétaux. Une formation sur le développement durable est disponible sur la



*Rexel Academy.* Elle présente les principaux enjeux et principes du développement durable avec des vidéos, des cas pratiques et des quiz. L'objectif est de sensibiliser au développement durable 100 % des collaborateurs du Groupe.

Un module d'e-learning complet sur l'efficacité énergétique est par ailleurs disponible pour tous selon trois niveaux d'expertise. L'objectif de ce programme est d'aider les collaborateurs à améliorer leur niveau de connaissances, à renforcer leur expertise et à gagner en assurance lorsqu'ils échantent au sujet de l'efficacité énergétique.

#### 4.4.1.2 Incidents environnementaux

##### Démarche

La conformité aux exigences réglementaires environnementales est un élément primordial dans la définition de la politique environnementale au niveau du Groupe, comme au niveau local. Les principales réglementations susceptibles d'avoir un impact sur les activités du groupe Rexel sont décrites dans la Section 1.8.2 « Réglementation environnementale » du présent document de référence.

##### **Prévention et gestion des incidents environnementaux**

L'analyse des risques extrafinanciers fait apparaître que les activités du groupe Rexel présentent un risque limité sur l'environnement. Les incidents environnementaux font tout de même l'objet d'une attention particulière et d'un suivi quotidien au travers des SME et annuel *via* le *reporting* environnemental. En 2018, aucune entité du groupe Rexel n'a communiqué d'incident environnemental significatif.

Certaines installations sont soumises à une déclaration ou un enregistrement auprès des autorités administratives, à l'obtention de permis environnementaux et permis d'exploiter et à des contrôles réglementaires. En France par exemple, le groupe Rexel est concerné par la législation concernant les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). À ce titre, quelques installations, des centres logistiques notamment, sont soumises à déclaration ou enregistrement en fonction du niveau des dangers ou inconvénients qu'elles représentent : entrepôt couvert avec stockage de matières combustibles, stockage de matières plastiques, dépôt de papier carton bois, atelier de charge d'accumulateurs. Le cas échéant, l'obtention et le renouvellement de ces déclarations et autorisations administratives font l'objet d'un suivi local.

##### **Moyens consacrés à la réduction des risques pour l'environnement**

Compte tenu du profil du groupe Rexel, le risque environnemental est faible. Les coûts liés à l'évaluation, à la prévention et au traitement des risques environnementaux représentent donc des sommes peu élevées qui sont intégrées dans les processus d'investissement du groupe Rexel et n'ont pas donné lieu à une identification séparée. Par ailleurs, le risque environnemental est pris en compte dans les processus d'acquisition de nouvelles entités.

##### **Dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité sur l'environnement**

Les sites pour lesquels certains risques environnementaux ont été identifiés, notamment ceux disposant d'un point de stockage de carburant, appliquent les réglementations qui les concernent et mettent en œuvre des procédures opérationnelles, des systèmes de qualité et un ensemble de mesures de sécurité. Les dépenses engagées par le groupe Rexel pour prévenir les conséquences de l'activité sur l'environnement sont intégrées dans le processus classique d'investissement du Groupe et n'ont pas donné lieu à une identification séparée.

#### 4.4.2 S'engager pour le climat

Le changement climatique est l'un des défis majeurs de ce siècle. La maîtrise de l'énergie peut, à elle seule, absorber 40 % de la baisse d'émissions de gaz à effet de serre nécessaire au respect de l'Accord de Paris sur le climat.

Le groupe Rexel est engagé dans la limitation de la hausse des températures globales à +2°C d'ici la fin du siècle et contribue à la lutte contre le changement climatique :

- en proposant à ses clients les produits et solutions permettant d'accélérer la transition énergétique ;
- en réduisant sa propre empreinte environnementale ; et
- en encourageant l'ensemble de ses parties prenantes à s'engager pour être acteur de la transition bas-carbone.

##### 4.4.2.1 Objectif 2 degrés

En 2018, Rexel confirme l'atteinte des deux objectifs environnementaux que le Groupe s'était fixés pour 2020.

D'abord, le Groupe s'est engagé à réduire d'au moins 30 % les émissions de gaz à effet de serre de ses opérations (scopes 1 et 2) par rapport à 2010. En 2018, Rexel a réduit ses émissions de 36,9 % par rapport à 2010, et de 2,5 % par rapport à 2017.

Ensuite, Rexel s'est donné pour objectif de doubler, *a minima*, les ventes de produits et services d'efficacité énergétique par rapport à 2011. À fin 2018, l'objectif est atteint avec des ventes multipliées par 2,07 par rapport à 2011, en progrès de 3,3 % par rapport à l'exercice 2017.

La réalisation anticipée de ces objectifs a conduit le Groupe à élaborer une nouvelle feuille de route climat en 2018 et à inscrire plus largement ses responsabilités dans son écosystème. Les engagements pris par Rexel s'alignent sur l'Accord de Paris (COP21) à travers de nouveaux objectifs climat compatibles avec une trajectoire +2°C.

Dans ce cadre, Rexel a rejoint en 2018 l'initiative *Science Based Target* (SBTi) et s'engage à se fixer des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) alignés sur l'objectif +2°C. L'initiative *Science Based Targets* est un projet d'experts internationaux regroupant le *World Wildlife Fund* (WWF), le Pacte Mondial des Nations Unies, le CDP et le *World Resources Institute* (WRI). L'initiative vise à encourager les entreprises à définir des objectifs de réduction des émissions de GES en cohérence avec les préconisations scientifiques. Les

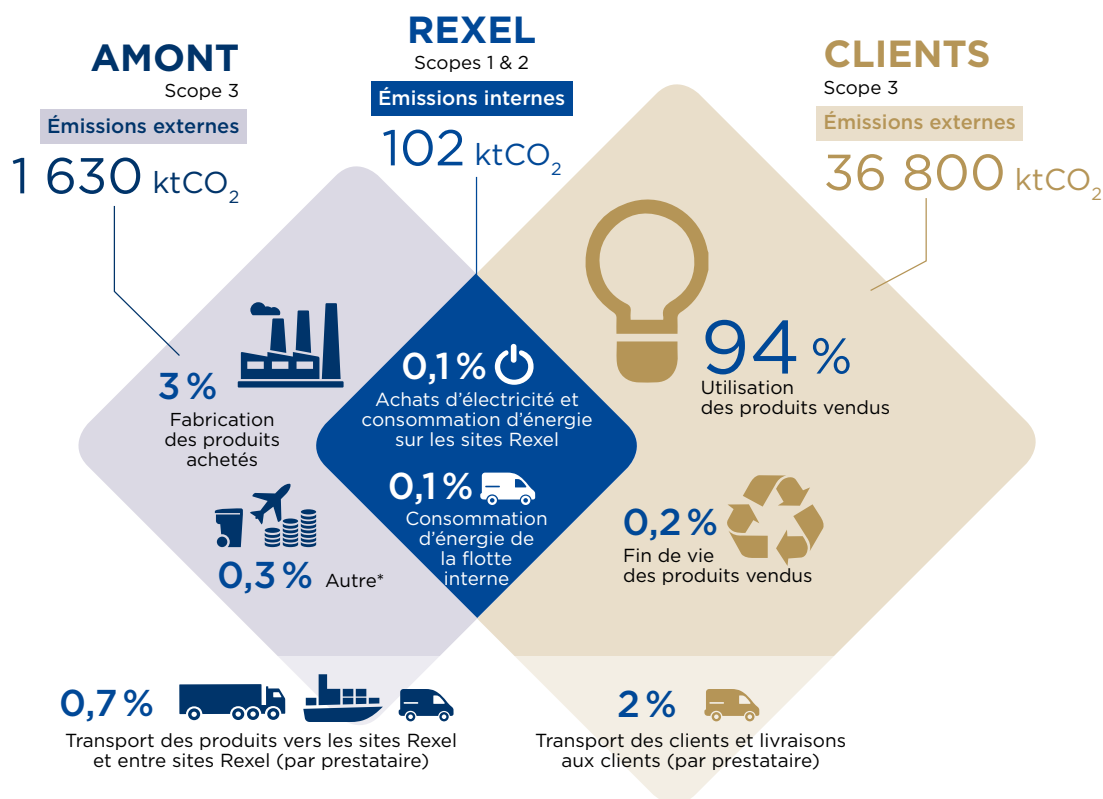
cibles de réductions retenues sont ensuite évaluées scientifiquement et validées par la SBTi.

### Démarche et réalisations

Pour élaborer son scénario +2°C en ligne avec les recommandations de l'initiative *Science Based Target*, Rexel a organisé en 2018 deux ateliers de travail avec des parties prenantes internes et externes. Fournisseurs, clients, experts et collaborateurs ont été invités à construire ensemble les plans d'actions à déployer pour permettre au Groupe d'atteindre des objectifs ambitieux.

#### 4.4.2.2 Réduire les émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble de la chaîne de valeur

Rexel suit et mesure ses émissions de CO<sub>2</sub> grâce à la réalisation de son bilan d'émissions de gaz à effet de serre, réalisé sur la totalité de la chaîne de valeur en 2017 et actualisé en 2018. L'analyse du bilan d'émissions de gaz à effet de serre fait apparaître que les émissions internes (scopes 1 et 2 tels que définis ci-après) sont relativement faibles. Le poste le plus significatif est celui lié à l'usage des produits (scope 3 tel que défini ci-après).



\* Déplacements domicile-travail, voyages d'affaires, déchets sur les sites Rexel, biens d'équipement, etc.

### Scope 1

Les émissions directes de gaz à effet de serre (scope 1) du Groupe restent mesurées, comparativement à l'ensemble de la chaîne de valeur. Elles comprennent les émissions liées à la consommation d'énergie primaire (gaz naturel et fioul domestique principalement) sur site ainsi que les émissions liées aux consommations de carburants des véhicules opérés par le groupe Rexel.

### Performance

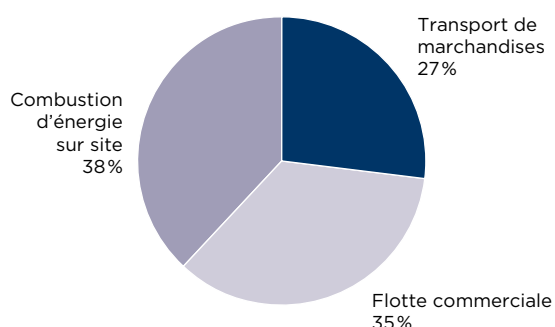
En 2018, les émissions directes de gaz à effet de serre représentent ainsi 71 543 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>, valeur obtenue sur un périmètre représentant 99,6 % du chiffre d'affaires du Groupe. Ces émissions sont en baisse de 3,5 % par rapport à l'exercice précédent, à périmètre constant.

Les émissions directes de gaz à effet de serre liées à la combustion d'énergies primaires sur site sont estimées à 27 412 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> en 2018. Ces émissions ont augmenté de 3,5 % par rapport à 2017, à périmètre constant.

Les émissions de gaz à effet de serre liées au transport de marchandises se sont élevées à 19 081 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>. Ces émissions ont diminué de 7,3 % par rapport à 2017, à périmètre constant.

Les émissions concernant les déplacements professionnels réalisés par la flotte de voitures détenue en propre ou en location longue durée par les filiales du groupe Rexel ont représenté 25 051 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>. Ces émissions ont diminué de 7,4 % par rapport à 2017, à périmètre constant.

### Répartition des émissions scope 1 par source (2018)



### Scope 2

Les émissions indirectes dites « scope 2 » sont liées à la production de l'électricité, de la vapeur et de la chaleur consommées par les sites du Groupe. Plus de 97 % de ces émissions sont liées à la consommation

d'électricité dans les bâtiments. Le solde des émissions indirectes de scope 2 est associé à la consommation de chaleur.

### Performance

Les émissions indirectes dites scope 2 s'élèvent en 2018 à 30 077 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>, valeur obtenue sur un périmètre représentant 99,6 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel.

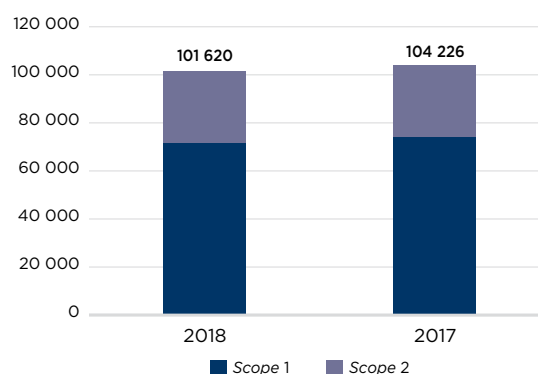
Les émissions liées à la consommation d'électricité s'élèvent à 29 203 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> et sont stables entre 2017 et 2018, la consommation d'électricité étant restée sensiblement la même entre les deux exercices, à périmètre constant.

Les émissions de gaz à effet de serre liées à la production de chaleur s'élèvent à 873 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> et ont baissé de 3,3 % entre 2017 et 2018, à périmètre constant, tandis que la consommation de chaleur a augmenté de 0,3 %. Cette diminution s'explique par le transfert de production de chaleur vers des solutions moins émettrices en gaz à effet de serre.

### Émissions internes (scopes 1 et 2)

Le total des émissions de scopes 1 et 2 a diminué de 2,5 % à périmètre constant entre 2017 et 2018. Ces résultats s'expliquent notamment par la performance de la logistique du Groupe et la maîtrise énergétique des bâtiments.

### Évolution des émissions de scope 1 et scope 2 (en t eq. CO<sub>2</sub>), à périmètre constant



### Scope 3

Rexel a réalisé pour la quatrième fois en 2018 une évaluation des émissions de gaz à effet de serre indirectes (Scope 3). Dans une démarche d'amélioration continue, les résultats ont été de nouveau affinés cette année. Basé sur une méthodologie robuste, ce travail conséquent reste la meilleure estimation disponible, il ne peut pas refléter avec exactitude les émissions réelles du Scope 3.

Ces émissions sont estimées à 38,5 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (Mt éq.CO<sub>2</sub>) et représentent plus de 99,7 % de l'impact du Groupe sur le climat :

- le premier poste estimé à 36,2 Mt éq.CO<sub>2</sub> concerne l'utilisation des produits vendus par Rexel ;
- le deuxième poste le plus important correspond aux achats de biens et services représentant un peu plus d'1,2 million de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ; et
- viennent ensuite les transports de marchandises et produits amont et aval qui représentent un peu moins d'un million de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>.

#### 4.4.2.3 Aider les professionnels à promouvoir et à installer des solutions d'efficacité énergétique

Pour contribuer à la lutte contre le changement climatique, Rexel doit accélérer la diffusion de solutions éco-performantes et des énergies renouvelables auprès de ses 650 000 clients actifs dans le monde. Sa responsabilité en tant que distributeur est de rechercher et encourager les solutions plus économes en énergie et moins impactantes pour la planète.

Le renouvellement et la diversification du portefeuille de produits et services en faveur de solutions moins consommatrices d'énergie participent également à la performance économique du Groupe. Ces solutions permettent aussi aux utilisateurs finaux de réduire leur facture énergétique et de rationaliser leurs coûts. Ces solutions sont présentées dans la Section 4.5.2 « Créer de la valeur pour les clients » du présent document de référence.

Au-delà de satisfaire les besoins des clients et des utilisateurs finaux, la promotion de solutions d'efficacité énergétique contribue à l'atteinte des objectifs climat de Rexel, dans le cadre notamment de l'initiative *Science Based Target*.

#### 4.4.3 Être exemplaire dans les opérations

Pour réduire son empreinte environnementale et rester exemplaire, le Groupe poursuit une démarche de performance opérationnelle avec la mise en place de solutions d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable sur ses sites.

##### 4.4.3.1 Renforcer l'efficacité énergétique des sites

###### Démarche et réalisations

L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments passe par la mesure et le pilotage des consommations. Rexel a entrepris depuis plusieurs

années une démarche d'amélioration continue, intégrée au cœur de son système de management environnemental.

Pour aller plus loin, un nombre croissant de filiales du Groupe mettent en œuvre des plans d'actions d'efficacité énergétique, à la suite d'audits énergétiques ou à la suite d'une certification ISO 50001.

Cette démarche d'amélioration continue, ainsi que la généralisation des éclairages LED dans les agences et les centres logistiques, expliquent la baisse continue de consommation énergétique du groupe Rexel.

Rexel poursuit ses efforts à travers la mise en place des mesures suivantes :

- l'amélioration des équipements d'éclairage, par l'emploi de technologies basse consommation (notamment LED) et de systèmes de contrôle et d'automatisation (domotique, détecteurs de présence et de luminosité, etc.) ;
- la modernisation des systèmes de chauffage, climatisation et ventilation et un meilleur pilotage (abaissement de la consigne de température ambiante, etc.) ; et
- le pilotage des consommations énergétiques *via le reporting* environnemental annuel ou des mesures et outils de pilotage spécifique dans certaines filiales (pilotage site par site à fréquence mensuelle, voire en temps réel).

###### Performance

Plus de 80 % des sites du Groupe sont équipés de LED et de systèmes de contrôle de la consommation d'énergie.

En 2018, la consommation totale d'énergie sur site s'élevait à 287 705 MWh, valeur obtenue sur un périmètre représentant 99,6 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel. Cette consommation a augmenté de 1,6 % par rapport à l'exercice précédent, à périmètre constant, en raison notamment des conditions climatiques des mois de janvier à mars 2018.

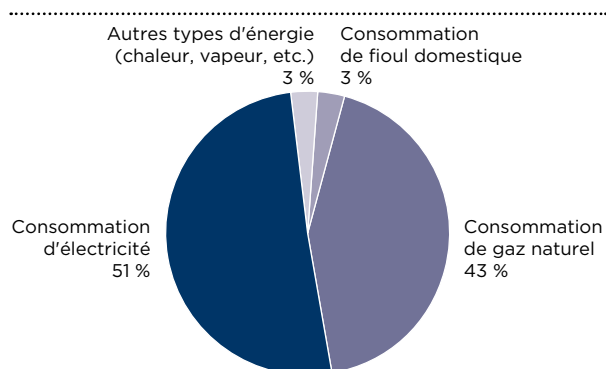
Le Groupe s'emploie à recourir dans la mesure du possible aux énergies renouvelables, en développant ses propres capacités de production photovoltaïque, en souscrivant à des contrats d'électricité avec certificat d'origine renouvelable (photovoltaïque, hydraulique, biomasse, etc.) ou encore en se raccordant directement à des réseaux de chaleur fonctionnant grâce à la biomasse.

En France, par exemple, Rexel s'est installé dans un nouvel entrepôt logistique de 20 000 m<sup>2</sup> à proximité de Bordeaux en 2018. Ce bâtiment

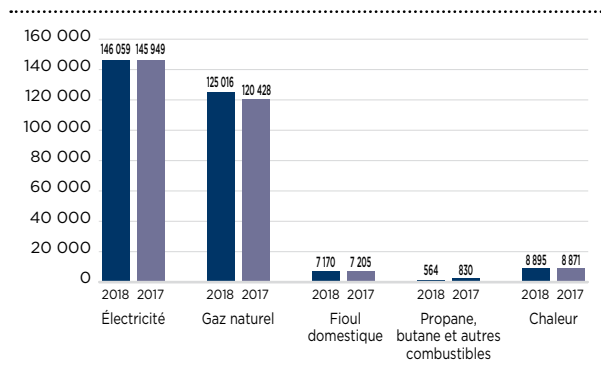
certifié BREEAM GOOD dispose d'une centrale photovoltaïque de près de 2 000 m<sup>2</sup> en toiture, en autoconsommation. L'installation permet de couvrir 20 % des besoins énergétiques du centre logistique.

En 2018, 16 % de la consommation d'électricité étaient issus de contrats garantissant une origine renouvelable ou de la production d'énergie renouvelable sur site.

#### Consommation d'énergie sur site par type (2018)



#### Évolution de la consommation d'énergie sur site (MWh), à périmètre constant



### 4.4.3.2 Réduire l'empreinte carbone des transports

#### Démarche

Le transport est un axe important de la politique de développement durable de Rexel. Les activités du Groupe impliquent d'optimiser de manière continue la logistique, depuis les fournisseurs jusqu'aux clients. Le Groupe possède des sites logistiques dans chaque pays et une organisation flexible qui lui permet d'optimiser ses approvisionnements au plus près des besoins de ses clients. Par ailleurs, l'activité commerciale du Groupe requiert une présence

quotidienne des forces de vente auprès des clients, au cœur des territoires. Rexel veille donc à réduire l'impact de ses transports sur le climat.

#### Flux logistiques

Le maillage étendu d'agences sur l'ensemble du territoire en France et à l'international associé à une logistique de pointe pour livrer en « flux tendu » environ 500 000 commandes par jour font partie des défis qui conduisent Rexel à optimiser sans cesse son organisation et ses processus.

Optimiser les coûts, accroître la flexibilité et le service aux clients tout en réduisant les kilométrages parcourus et la consommation de carburant de sa flotte directe et indirecte, sont les objectifs que Rexel s'est fixés pour réduire son empreinte carbone :

- mutualiser le transport : en sous-traitant le transport à des prestataires qui optimisent le remplissage des camions avec d'autres entreprises locales, Rexel rationalise ses opérations logistiques et réduit son impact environnemental ;
- rationaliser les tournées de livraisons : des outils de planification performants permettent de réduire les kilomètres parcourus. L'optimisation du chargement des véhicules, l'utilisation de systèmes GPS pour la mesure des divers indicateurs de performance (consommation de carburants, émissions de CO<sub>2</sub>, distances parcourues, taux de chargement, etc.) ou encore le recours à des véhicules électriques et hybrides contribuent également à limiter ces impacts ; et
- privilégier les transporteurs « propres » : la prise en compte de critères environnementaux dans le choix des transporteurs fait aussi partie des mesures prises par le Groupe. La performance environnementale des véhicules et leur entretien, la formation des conducteurs et le suivi des consommations de carburant et des émissions de gaz à effet de serre font partie des critères de sélection de ses partenaires logistiques.

Par ailleurs, le Groupe propose à certains de ses clients, en milieu urbain, de les livrer afin d'optimiser la logistique globale. Ce service permet d'optimiser la logistique et apporte des bénéfices à l'échelle du territoire : réduction des kilomètres parcourus et des émissions de gaz à effet de serre, baisse de la congestion routière ou encore amélioration de la qualité de l'air.

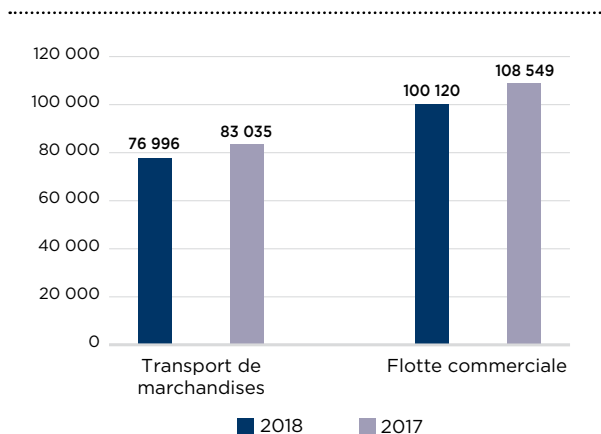
#### Performance

La flotte interne du groupe Rexel pour le transport des marchandises se composait en 2018 de 903 camions et 818 camionnettes au total, soit une très légère augmentation du nombre de véhicules par rapport

à 2017 à périmètre constant (872 camions et 843 camionnettes).

Cette flotte a consommé, en 2018, 4,66 millions de litres de gazole et 2,88 millions de litres d'essence, soit une consommation énergétique de 76 996 MWh. À périmètre constant entre 2017 et 2018, la consommation énergétique a diminué de 7,3 %.

#### Évolution de la consommation d'énergie pour les flottes internes (MWh), à périmètre constant



#### Flotte commerciale

Les activités de Rexel impliquent de nombreux déplacements commerciaux. La plupart des filiales ont une flotte de véhicules en propre ou en location longue durée. Une gestion durable de la flotte permet de limiter la consommation de carburant et les émissions associées.

Le département des achats indirects de Rexel déploie depuis plusieurs années des accords-cadres pour rationaliser la flotte de véhicules de société (voitures et utilitaires) et améliorer sa performance environnementale. Grâce aux partenariats signés avec des loueurs de longue durée et certains constructeurs automobiles, le groupe Rexel accompagne ses filiales dans la mise en place de cette politique de rationalisation et encourage le suivi d'indicateurs de performance (consommation de carburant, taux d'émission de CO<sub>2</sub> par kilomètre).

#### Performance

En 2018, le parc du groupe Rexel était composé de 4 979 voitures (hors véhicules utilitaires) et a consommé près de 7,38 millions de litres de gazole et 2,31 millions de litres d'essence. Cela représente une consommation énergétique de 100 120 MWh. À périmètre constant entre 2017 et 2018, la consommation énergétique a diminué de 7,8 %.

#### 4.4.4 Favoriser une gestion durable des ressources

La gestion durable des ressources permet d'assurer la compétitivité et la continuité de l'activité du Groupe dans un contexte d'évolution rapide des législations et d'épuisement des ressources naturelles. La réduction et la valorisation des déchets dans la chaîne de valeur sont un enjeu majeur pour Rexel.

#### Démarche et réalisations

Dans le cadre de son engagement en faveur de l'économie circulaire, Rexel cherche à réduire la quantité de déchets générés par ses activités et favorise leur valorisation. Le Groupe encourage l'ensemble de ses agences, centres logistiques et sièges de filiales, notamment au travers de sa Charte pour l'environnement, à :

- mettre en place un système de tri sélectif des déchets de type papiers, cartons, plastiques et bois, en vue de leur recyclage ou de leur valorisation ;
- s'assurer que les déchets spécifiques (comme les piles et batteries, les équipements informatiques et électriques) soient acheminés pour être traités et recyclés dans le respect de l'environnement ; et
- contribuer, dans le cadre des réglementations locales, à la collecte et la valorisation de certains déchets spécifiques des clients, comme ceux provenant des équipements électriques et électroniques dits « DEEE ».

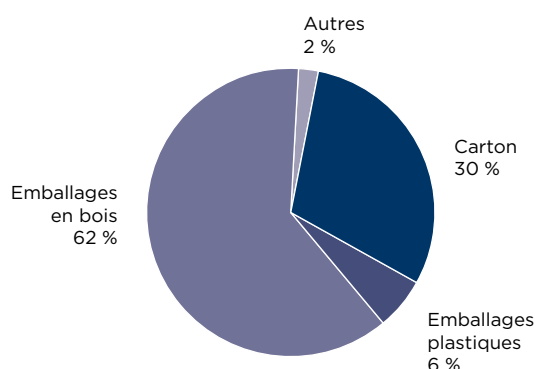
#### Emballages

Le Groupe s'est engagé dans une politique de réduction de ses emballages. La réduction des volumes, le recours aux emballages innovants et recyclables, l'utilisation de matériaux réutilisables,



font partie des initiatives déployées de longue date. De nombreux pays ont mis en place un système de réutilisation des palettes, tourets en bois et cartons des fournisseurs pour la livraison des clients. Les emballages réutilisables sont aussi de plus en plus répandus. L'utilisation de bacs plastiques réutilisables entre les centres logistiques et les agences permet de rationaliser les emballages et de limiter l'usage de films plastiques.

#### Consommation par type d'emballage (2018)



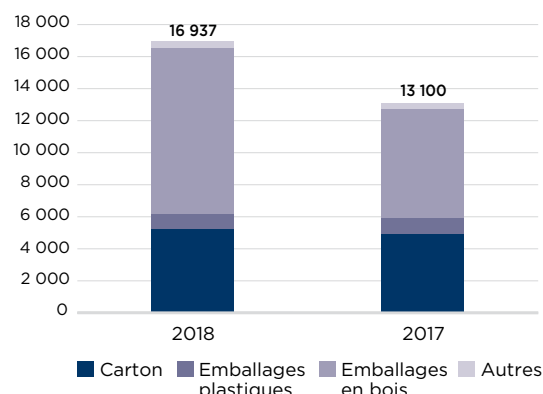
#### Performance

La quantité totale d'emballages (carton, plastique, bois et autres emballages) consommés par le groupe Rexel en 2018 est estimée, sur la base d'un périmètre représentant 99,6 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel, à 16 937 tonnes.

L'évolution des modèles de distribution a entraîné une augmentation de la consommation de matériaux d'emballages de 29 %, à périmètre constant par rapport à 2017. Cette hausse est majoritairement due au renouvellement des palettes en bois dans des filiales importantes du groupe Rexel.

Par ailleurs, le suivi des consommations est amélioré d'année en année (grâce à la mise en place d'une comptabilité séparée des autres consommables) et est donc plus exhaustif.

#### Évolution de la consommation de matériaux d'emballage (tonnes), à périmètre constant



#### Consommation de papier

Depuis plusieurs années, le Groupe a mis en place des plans d'actions pour réduire la consommation de papier notamment au travers de la sensibilisation des collaborateurs à une utilisation raisonnée et plus sobre de celui-ci et de la réduction du nombre d'impressions des catalogues et documents commerciaux imprimés.

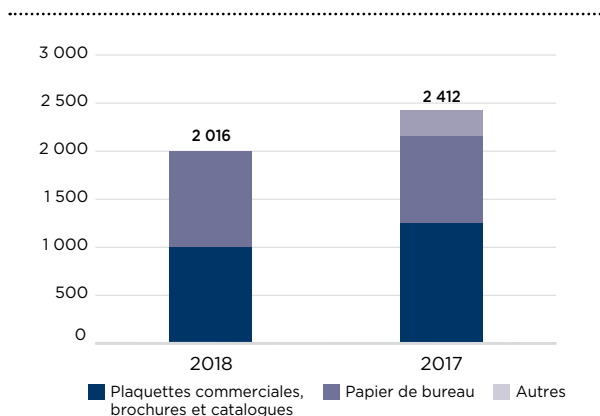
La numérisation des catalogues, des brochures ainsi que la dématérialisation des processus de commandes, livraison et facturation participent également à cette baisse de la consommation.

#### Performance

Pour l'impression de ses plaquettes commerciales, brochures et catalogues, le groupe Rexel a consommé environ 1 001 tonnes de papier en 2018. La consommation d'autres papiers (papier de bureau, facturation, etc.) s'est élevée à près de 1 015 tonnes. La consommation totale de papier a ainsi diminué de 16,4 % entre 2017 et 2018, à périmètre constant. Ces chiffres ont été calculés sur la base d'un périmètre représentant 99,6 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel.

68 % de la quantité totale de papier utilisée étaient certifiés (issus de fibres recyclées ou de forêts gérées durablement).

### Évolution de la consommation de papier (tonnes), à périmètre constant



### Gestion de déchets

La responsabilité de Rexel est de limiter et recycler les déchets issus de son activité et d'aider ses clients à réduire et gérer leurs déchets.

Le tonnage de déchets générés par Rexel est estimé à 29 103 tonnes en 2018, tous matériaux confondus (hors DEEE et batteries), sur la base d'un périmètre représentant 96,1 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel.

À périmètre constant, une hausse de 8,6 % des déchets générés est constatée par rapport à 2017.

### Déchets courants

Les agences du Groupe sont incitées à mettre en place des systèmes de tri sélectif (notamment le

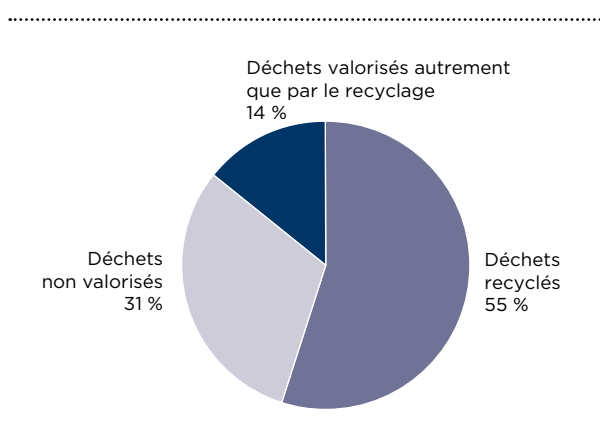
carton, le plastique et le bois) en vue d'un recyclage ou d'une valorisation. La quantité totale de déchets valorisés par Rexel, tous matériaux confondus (hors DEEE et batteries), était d'environ 19 999 tonnes en 2018, soit 68,7 % du total de déchets générés. À périmètre constant, on observe une augmentation de 15,6 % du total de déchets valorisés par rapport à 2017.

### Déchets spécifiques

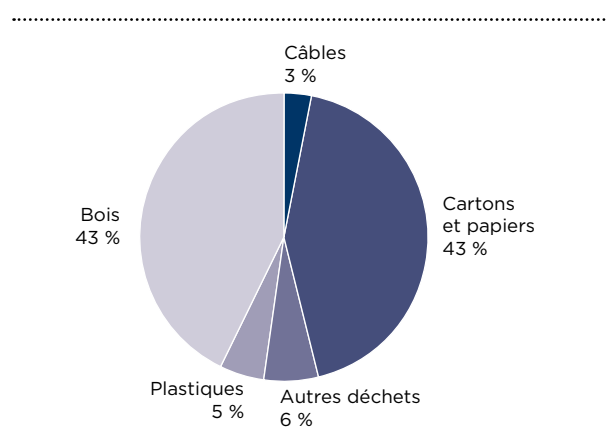
Le Groupe a mis en place un système de gestion et de reprise des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dans ses filiales et ses agences européennes conformément à la Directive européenne sur les DEEE. Environ 1 666 tonnes de ces déchets ont été envoyées au recyclage, en augmentation de 8,9 % par rapport à 2017. Hors Europe, certaines filiales sont allées au-delà des exigences légales applicables et proposent également ce service à leurs clients. Aujourd'hui, 18 pays ont mis en place ce type de démarche.

En France, le programme « chez Rexel c'est 100 % des équipements recyclés » s'appuie sur un partenariat avec l'éco-organisme Récylum déployé depuis 2016. Trois solutions sont proposées : dépose dans une agence, mise à disposition de conteneurs directement chez les clients ou encore sur leurs chantiers. Tous les équipements usagés peuvent être recyclés : appareillage du bâtiment, appareillage industriel, infrastructure réseau, sécurité communication, génie climatique, production d'énergie, outillage mesure et fixation, éclairage, plomberie.

### Déchets générés par destination (2018)



### Déchets recyclés par type (2018)



#### 4.4.5 Informations complémentaires sur l'environnement

L'évaluation des risques extrafinanciers du Groupe, complétée de l'analyse de matérialité de ses enjeux RSE, permet à Rexel de considérer que les informations suivantes sont peu significatives au regard de son activité et des attentes de ses parties prenantes :

- consommation d'eau ;
- pollution et nuisances ;
- rejets dans l'eau et dans le sol ;
- rejets dans l'air (hors gaz à effet de serre) ;
- nuisances sonores ;
- nuisances olfactives ; et
- biodiversité.

Le groupe Rexel a tout de même mis en place un système de suivi de certains de ces aspects environnementaux, afin de prévenir toute dérive et d'anticiper des contraintes futures. Des indicateurs quantitatifs concernant ces informations sont présentés dans le tableau de synthèse à la Section 4.4.6.2 « Tableau de synthèse des indicateurs environnementaux » du présent document de référence.

#### 4.4.6 Note méthodologique et tableau de synthèse

##### 4.4.6.1 Note méthodologique

##### Protocole de reporting

Le *reporting* environnemental a pour principaux objectifs d'alimenter annuellement le tableau de bord de la Direction du Développement Durable pour piloter le déploiement de la démarche, de faciliter le partage d'informations et la détection de bonnes pratiques au sein du groupe Rexel et de répondre aux exigences de *reporting* externe, notamment le dispositif dit de « Déclaration de la Performance Extra Financière » (DPEF) en application des articles L.225 102-1, R.225-105 et R.225-105-1 du Code de commerce, mais également aux sollicitations des parties prenantes (clients, investisseurs, agences de notation, etc.).

Le groupe Rexel s'attache donc à ce que son *reporting* environnemental remplisse les exigences suivantes : cohérence (s'assurer que les données sont comparables et établies selon des règles homogènes), exhaustivité et exactitude (les données reportées donnent une image fidèle de la réalité), matérialité (les données rendent compte des enjeux les plus significatifs), transparence et vérifiabilité (les sources des données, les méthodes de calcul et d'estimation sont disponibles et faciles d'accès).

Dans chaque entité, un contributeur est chargé de collecter l'ensemble des données qui sont ensuite contrôlées par un validateur.

Certaines informations mentionnées par les articles L.225 102-1, R.225-105 et R.225-105-1 du Code de commerce ne sont pas abordées dans le présent document de référence. En effet, l'analyse des risques extrafinanciers, tout comme l'analyse de matérialité, montrent que les thématiques suivantes ne sont pas pertinentes ou ne présentent pas de risques significatifs au regard des activités du groupe Rexel :

- gaspillage alimentaire ; et
- engagements sociétaux en faveur de la lutte contre la précarité alimentaire, du respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable.

Depuis 2008, un logiciel de *reporting* dédié prenant la forme d'une plateforme Internet sécurisée permet au groupe Rexel de fiabiliser la collecte des données. En 2018, la Direction du Développement Durable a poursuivi ses efforts pour fiabiliser les processus de collecte et assurer une bonne application des règles définies dans son protocole de *reporting* accessible en quatre langues. Ce protocole de *reporting* environnemental définit :

- les objectifs du *reporting* environnemental ;
- le périmètre d'application du *reporting* ;
- les procédures relatives à la collecte et la remontée des informations ;
- les indicateurs retenus et leur définition, afin d'en assurer une compréhension correcte et homogène par l'ensemble des contributeurs ; et
- les formules utilisées pour le calcul de certains indicateurs, tels que les facteurs de conversion.

### Vérification externe

L'ensemble des informations environnementales matérielles, qu'elles soient qualitatives ou quantitatives, a fait l'objet d'une vérification externe par l'un des Commissaires aux comptes mandatés, dans l'objectif d'accroître la confiance des parties prenantes sur ces informations et en conformité avec le dispositif « DPEF » et son décret d'application.

### Périmètre de reporting

Le périmètre couvert par le processus de *reporting* environnemental a vocation à être identique à celui retenu pour l'établissement des comptes financiers consolidés, tel que défini par la Direction Financière du groupe Rexel.

Les entités acquises récemment (c'est-à-dire en cours d'exercice ou tard dans l'exercice précédent) ne sont pas intégrées dans le périmètre, en raison de la difficulté d'obtention de certaines informations lors de l'année d'acquisition. En 2018, aucune entité n'est concernée.

### Retraitement des données 2017

Certaines données 2017 nécessitent des corrections appliquées rétroactivement.

INDICATEUR	RETRAITEMENT
<b>Consommation d'énergie</b>	La donnée 2017 a été revue à la baisse suite à des corrections appliquées <i>a posteriori</i> aux chiffres de l'entité britannique au niveau de l'électricité, et de l'entité hongroise au niveau de la consommation de gaz naturel.
<b>Production de déchets</b>	La donnée 2017 a été revue à la hausse suite à des modifications appliquées <i>a posteriori</i> sur les chiffres reportés.
<b>Quantité totale d'emballages achetés</b>	La donnée 2017 a été revue à la baisse suite à des corrections apportées <i>a posteriori</i> aux chiffres de l'entité italienne et d'une entité française.
<b>Émissions directes de scope 1 dues aux transports</b>	La donnée 2017 a été revue à la baisse suite à des modifications appliquées <i>a posteriori</i> sur les chiffres reportés.

### Calcul du périmètre constant

Afin d'analyser les variations d'une année sur l'autre, les indicateurs environnementaux sont également présentés sur un périmètre constant. Les données sont retraitées de la manière suivante :

- les données de l'année N-1 n'incluent pas : les entités sorties du périmètre (suite à une cession)

Par conséquent, en 2018, 100 % du périmètre environnemental correspond au *reporting* financier.

### Calcul des périmètres de couverture des indicateurs

De manière exceptionnelle, et si leur fiabilité n'est pas jugée satisfaisante, certaines données de certaines entités peuvent être exclues du *reporting*. Trois entités sont exclues sur certains indicateurs en raison de la difficulté à disposer de données fiables. En 2018, parmi ces trois entités, la seule entité significative représentant plus de 1 % du chiffre d'affaires du Groupe est Rexel APAC & Rexel China.

Ces exclusions sont prises en compte dans le calcul des périmètres de couverture. Ces périmètres de couverture sont indiqués pour chaque indicateur dans le texte et dans le tableau de synthèse du paragraphe 4.4.6.2 « Tableau de synthèse des indicateurs environnementaux » du présent document de référence. Ils correspondent au ratio du total des chiffres d'affaires des entités ayant reporté l'indicateur sur le chiffre d'affaires total du groupe Rexel hors entités acquises au cours de l'exercice.

ainsi que les entités dont les chiffres ont fait l'objet d'une exclusion partielle en année N ; et

- les données de l'année N n'incluent pas : les entités nouvellement intégrées au *reporting* (suite à une acquisition ou un élargissement de périmètre) ainsi que les entités dont les chiffres ont fait l'objet d'une exclusion partielle en année N-1.

Ces retraitements ne corrigent pas les variations liées à la croissance ou à la réduction de l'activité au sein même des entités.

### **Comptabilité des émissions de gaz à effet de serre**

#### Méthodologie et références

La méthodologie utilisée par le groupe Rexel pour la quantification de ses émissions de gaz à effet de serre s'appuie sur le référentiel du *GHG Protocol* (Protocole des GES en français).

Le *scope 1* représente les émissions directes de GES, provenant de sources détenues ou contrôlées par le groupe Rexel. Ainsi, le groupe Rexel a choisi d'y inclure les émissions liées aux véhicules en location longue durée sur lesquels il exerce un contrôle opérationnel.

Le *scope 2* retenu rend compte des émissions indirectes de GES associées à la production d'électricité et de chaleur achetées par le groupe Rexel.

Le *scope 3* rend compte des autres émissions indirectes de GES résultant des activités du groupe Rexel, mais qui proviennent de sources ne lui appartenant pas ou sur lesquelles il n'exerce qu'un contrôle opérationnel ou une influence très réduite.

#### Facteurs d'émissions utilisés

En 2018, les facteurs d'émissions relatifs au *scope 1* proviennent du *GHG Protocol* (« *Emission Factors from Cross-Sector Tools 2014* ») à l'exception des catégories « autres » comme les facteurs d'émissions associés aux consommations d'énergies primaires hors gaz naturel, fioul domestique, propane et butane, qui sont renseignés par les contributeurs locaux.

Les facteurs d'émissions liés à la consommation d'électricité du réseau, utilisés dans le logiciel de *reporting*, sont les facteurs publiés par l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie). En 2018, les facteurs appliqués sont ceux des facteurs de 2016, comme pour l'année 2017.

Dans le cas de contrats d'approvisionnement spécifiques (notamment incluant une proportion d'électricité d'origine renouvelable), les facteurs d'émissions appliqués sont ceux indiqués par les fournisseurs.

#### Calcul des émissions liées aux transports

Afin d'obtenir les données les plus fiables possibles sur la base des données d'activités disponibles, les émissions dues aux transports sont calculées :

- à partir des consommations de carburant en appliquant pour chaque type de combustible (diesel, essence ou GPL) un facteur d'émissions ; et
- à défaut, à partir des distances parcourues en appliquant un facteur d'émissions moyen au kilomètre, en distinguant trois catégories de véhicules : voitures, véhicules utilitaires légers type camionnette (poids inférieur ou égal à 3,5 tonnes) et véhicules lourds (poids supérieur à 3,5 tonnes).

### **Chiffre d'affaires issu des ventes de solutions d'efficacité énergétique et énergies renouvelables**

En 2011, la définition des catégories de ventes liées à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables a été précisée. Le segment des solutions d'efficacité énergétique regroupe les produits et services qui permettent une réduction mesurable, directe ou indirecte, de la consommation d'énergie. Cela inclut l'éclairage écoproformant (sources et accessoires), les systèmes de contrôle (comme les détecteurs et capteurs), les systèmes de mesure (compteurs intelligents, etc.), et les systèmes de motorisation éco-performants.

Le segment des énergies renouvelables comprend les offres photovoltaïques (tous produits, accessoires et services liés aux systèmes photovoltaïques connectés ou non au réseau) et les ventes de produits et services au marché de l'éolien (composants et accessoires fournis aux différents acteurs de la filière).

Les chiffres d'affaires 2017 et 2018 sont présentés à taux de change et structure comparables.

## 4.4.6.2 Tableau de synthèse des indicateurs environnementaux

INDICATEUR	UNITÉ	2018	PÉRIMÈTRE	PÉRIMÈTRE CONSTANT			
				2018	2017	VARIATION	PÉRIMÈTRE
CONSOMMATION DE RESSOURCES							
Consommation d'énergie sur site	MWh	287 705	99,59 %	287 705	283 284	1,6 %	99,59 %
Dont consommation d'électricité	MWh	146 059	99,59 %	146 059	145 949	0,1 %	99,59 %
Dont consommation de gaz naturel	MWh	125 016	99,59 %	125 016	120 428	3,8 %	99,59 %
Dont consommation de fioul domestique	MWh	7 170	99,59 %	7 170	7 205	-0,5 %	99,59 %
Dont consommation de propane, butane et autres combustibles	MWh	564	99,59 %	564	830	-32,0 %	99,59 %
Dont consommation de chaleur	MWh	8 895	99,59 %	8 895	8 871	0,3 %	99,59 %
Consommation d'énergie par la flotte interne	MWh	177 116	99,59 %	177 116	191 585	-7,6 %	99,59 %
Dont consommation pour le transport de marchandises	MWh	76 996	99,59 %	76 996	83 035	-7,3 %	99,59 %
Dont consommation pour les déplacements professionnels	MWh	100 120	99,59 %	100 120	108 549	-7,8 %	99,59 %
Consommation d'eau	m³	307 532	96,15 %	295 043	287 218	2,7 %	96,12 %
Consommation totale de matériaux pour l'emballage	Tonnes	16 937	99,56 %	16 937	13 100	29,3 %	99,56 %
Dont carton	Tonnes	5 130	99,56 %	5 130	4 870	5,3 %	99,56 %
Dont emballages plastiques	Tonnes	987	99,56 %	987	1 027	-3,9 %	99,56 %
Dont emballages bois	Tonnes	10 419	99,56 %	10 419	6 809	53,0 %	99,56 %
Dont autres matériaux	Tonnes	401	99,56 %	401	394	1,9 %	99,56 %
Consommation de papier	Tonnes	2 016	99,59 %	2 016	2 412	-16,4 %	99,59 %
Dont publications commerciales	Tonnes	1 001	99,59 %	1 001	1 241	-19,4 %	99,59 %
DÉCHETS							
Quantité totale de déchets générés	Tonnes	29 103	96,12 %	29 103	26 810	8,6 %	95,67 %
Dont quantité totale de déchets valorisés	Tonnes	19 999	96,12 %	19 999	17 300	15,6 %	95,67 %
Taux de valorisation	%	68,7 %	96,12 %	68,7 %	64,5 %	+4,7 pts	95,67 %
ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE							
Émissions directes de scope 1	t éq. CO <sub>2</sub>	71 543	99,59 %	71 543	74 131	-3,5 %	99,59 %
Émissions liées à la combustion d'énergies sur site	t éq. CO <sub>2</sub>	27 412	99,59 %	27 412	26 488	3,5 %	99,59 %
Émissions liées au transport de marchandises par la flotte interne	t éq. CO <sub>2</sub>	19 081	99,59 %	19 081	20 593	-7,3 %	99,59 %
Émissions liées aux déplacements professionnels en voitures de société	t éq. CO <sub>2</sub>	25 051	99,59 %	25 051	27 049	-7,4 %	99,59 %
Émissions indirectes de scope 2	t eq. CO <sub>2</sub>	30 077	99,59 %	30 077	30 095	-0,1 %	99,59 %
Émissions liées à la production de l'électricité achetée et consommée	t éq. CO <sub>2</sub>	29 203	99,59 %	29 203	29 192	0,0 %	99,59 %
Émissions liées à la production de chaleur achetée et consommée	t éq. CO <sub>2</sub>	873	99,59 %	873	904	-3,3 %	99,59 %
Émissions indirectes de scope 3 (estimation)	t eq. CO <sub>2</sub>	38 500 000	100,00 %	38 500 000	-	-	100,00 %
VENTES DE SOLUTIONS D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES							
Chiffre d'affaires issu des ventes de solutions d'efficacité énergétique	Millions d'euros	-	-	1 472,7	1 424,9	3,3 %	100 %
Chiffre d'affaires issu des ventes de solutions photovoltaïques	Millions d'euros	-	-	204,8	192,3	6,5 %	100 %
Chiffre d'affaires issu des ventes au marché de l'éolien	Millions d'euros	-	-	59,1	74,5	-20,7 %	100 %



## 4.5 Promouvoir des pratiques responsables dans la chaîne de valeur

### Enjeux

#### *Traçabilité de la chaîne fournisseurs*

Rexel entretient un dialogue régulier avec ses fournisseurs afin de partager avec eux ses ambitions en matière de développement durable. Leur engagement est en effet indispensable pour maîtriser les risques sociaux et environnementaux sur la chaîne de valeur et pour proposer aux installateurs et utilisateurs des solutions de maîtrise de l'énergie responsables.

#### *Solutions écoresponsables*

La performance énergétique est au cœur du modèle économique de Rexel. Prescripteur de solutions écoresponsables, le Groupe renouvelle et adapte constamment son offre afin de fournir à ses clients professionnels des produits et solutions plus respectueux de l'environnement et plus économes en énergie. Rexel met à la disposition de ses clients les ressources et expertises nécessaires afin de les accompagner au mieux sur ces nouveaux marchés et de les aider à être plus compétitifs.

#### *Progrès énergétique*

Plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité dans le monde et le nombre de personnes en situation de précarité énergétique ne cesse de croître. Le Groupe met son savoir-faire, son expertise et son réseau au service de l'innovation sociale et de la lutte contre la précarité énergétique en soutenant des projets et initiatives solidaires via la Fondation Rexel pour le progrès énergétique.

### Engagement

80 % du volume d'achats directs évalué sur des critères RSE d'ici 2020.

#### 4.5.1 Développer des relations de confiance, des fournisseurs aux clients

Maillon essentiel de la chaîne de valeur de l'énergie, Rexel a l'ambition d'être un partenaire de confiance à la fois pour ses fournisseurs, pour ses clients et pour les utilisateurs finaux. La création de valeur partagée passe par des relations saines et équilibrées entre l'ensemble des parties prenantes, mais aussi par une évaluation régulière et contrôlée de la performance

sociale, sociétale et environnementale à chaque étape.

Les fournisseurs et sous-traitants contribuent à la croissance du groupe Rexel grâce à leur capacité d'innovation, à leur exigence en matière de qualité des produits et à leur capacité à développer de nouveaux marchés. Rexel participe à leur performance en les accompagnant dans leur croissance et en soutenant leur activité grâce à sa présence multicanale, à l'expertise reconnue de ses équipes commerciales et à sa capacité d'innovation en matière de vente et de logistique.

La responsabilité de Rexel, en tant que distributeur, est d'orienter les clients vers les meilleurs produits, les solutions les plus adaptées et de les accompagner dans une industrie en transformation permanente. Pour aller au-delà de leurs attentes et les soutenir dans une démarche responsable, la préoccupation première du Groupe est de leur assurer des services d'excellence, fondement de la légitimité et de la confiance dont il jouit auprès d'eux.

Au cœur de la chaîne de valeur, Rexel a un rôle clé pour faire le lien entre les fournisseurs et les clients. La responsabilité de Rexel est d'informer les fournisseurs sur les besoins, usages et contraintes des clients et consommateurs finaux. Le rôle de Rexel est également d'informer les clients et consommateurs finaux sur les spécificités des produits et préparer les marchés aux innovations futures. Rexel peut ainsi assurer à ses clients que les produits qu'il sélectionne sont fabriqués dans de bonnes conditions et correspondent aux normes environnementales et sociales. Cela contribue à développer et pérenniser un climat de confiance au sein de la chaîne de valeur de l'énergie.

### Démarche

#### *Clauses développement durable dans les contrats*

Le Groupe exige de ses fournisseurs, lors de la signature des contrats, qu'ils se conforment à ses exigences en matière de travail forcé, travail des enfants, salaires et avantages, santé et sécurité, non-discrimination, respect et dignité, liberté de parole et d'association. Conformément au Guide d'éthique de Rexel, les fournisseurs s'engagent à respecter ces principes et notamment les règles de l'Organisation Internationale du Travail.

### **Plateforme d'évaluation RSE des fournisseurs**

Rexel a déployé depuis 2015 une démarche d'analyse de la performance RSE de ses fournisseurs pour anticiper et maîtriser les risques propres à leurs activités. Le dispositif repose sur des procédures de contrôle et de suivi sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Depuis 2017, ce dispositif est un élément clé de la réponse de Rexel à la loi sur le devoir de vigilance, comme précisé à la Section 4.6.2.2 « Procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques » du présent document de référence.

L'approche du Groupe repose sur l'utilisation d'une plateforme partagée qui permet de collecter les données sociales, éthiques et environnementales de ses principaux fournisseurs. Le dispositif permet de prévenir les risques liés au respect des droits humains et des libertés fondamentales, aux conditions de travail et à l'environnement. La démarche se concentre essentiellement sur les fournisseurs dits « stratégiques » c'est-à-dire les fournisseurs dont la valeur ajoutée est significative pour le Groupe en matière de chiffre d'affaires, de déploiement géographique ou d'innovations.

### **Audits sur site**

En complément de cette plateforme, Rexel réalise pour certains fournisseurs situés notamment dans les pays à risque des audits sur sites.

### **Réalisations**

Le Groupe s'est fixé un objectif de couverture de 80 % de son volume d'achat direct en valeur, d'ici 2020. En 2018, Rexel a déployé sa deuxième campagne d'évaluation des fournisseurs. Le questionnaire en ligne, envoyé à plus de 250 fournisseurs représentant 59,4 % des achats directs du Groupe, couvre 120 critères répartis selon quatre piliers : social, éthique, environnement et achats responsables. Au-delà de l'évaluation, les fournisseurs doivent apporter les preuves que des procédures pérennes sont mises en œuvre et que les résultats sont suivis pour l'ensemble des piliers évalués.

Le dispositif d'évaluation suit une méthodologie et un calendrier structurés et précis. Pour chaque fournisseur, un binôme est mis en place. Ce binôme comprend un membre de l'équipe développement durable, chargé d'animer la démarche, et l'acheteur responsable du fournisseur à l'échelle locale. Celui-ci a un rôle clé : en contact permanent avec les fournisseurs, il explique la démarche, encourage la participation et communique les résultats. L'enjeu

est de faire remonter les informations locales et de promouvoir l'application de ces principes éthiques et de développement durable auprès des fournisseurs dans une optique de création de valeur partagée.

Chaque fournisseur reçoit un retour individualisé à la suite de l'évaluation. Le cas échéant, des actions correctives ou d'amélioration peuvent être mises en place. Ce dispositif d'évaluation exigeant permet d'améliorer la transparence et la traçabilité de la chaîne de valeur de Rexel et de limiter ses risques. La récupération des données permet de comparer les performances par le biais d'indicateurs communs et de partager les résultats avec l'ensemble des parties prenantes. L'objectif poursuivi est d'initier une dynamique collective d'amélioration continue et de promouvoir un modèle de relation basé sur la confiance et l'intégrité.

### **Performance**

Lors de la clôture de cette campagne au 31 décembre 2018, 129 fournisseurs, représentant 48,5 % des achats directs (en valeur), ont participé à cette campagne et ont donc été évalués sur la base de critères RSE. Depuis le début de cette démarche d'évaluation, ce sont ainsi 161 fournisseurs uniques, représentant 54,0 % des achats directs (en valeur) du groupe Rexel, qui ont été évalués.

### **Audits sur site**

Suite au travail effectué dans le cadre de l'élaboration du plan de vigilance, Rexel a revu le périmètre des audits sur site de ses fournisseurs et sous-traitants, en intégrant des contrôles supplémentaires relatifs à la performance sociale, environnementale et en matière de Droits de l'Homme. 8 audits ou visites sur site incluant des critères RSE ont été réalisés en 2018 par un tiers. En complément, 26 audits spécifiques RSE ont été contractualisés en 2018 et seront réalisés début 2019. 20 audits seront réalisés en Asie et 6 en Europe.

À la suite de ces audits, des plans de progrès peuvent être mis en place. Si le niveau de conformité n'est pas satisfaisant et si les mesures correctives demandées ne sont pas mises en œuvre, il est mis fin à la collaboration avec le fournisseur.

## **4.5.2 Créer de la valeur pour les clients**

Rexel occupe une position privilégiée pour faire connaître, comprendre et adopter les solutions électriques et énergétiques écoresponsables auprès de ses clients professionnels : grands installateurs et artisans, entreprises d'installation, industriels et entreprises du secteur tertiaire. Le Groupe a

sélectionné une offre de solutions qui répond aux tendances structurelles de son marché : le besoin de maîtrise énergétique pour mieux et moins consommer et le nécessaire développement des énergies renouvelables.

### Démarche

Le confort, la sécurité, l'ergonomie et l'efficacité énergétique des équipements électriques font aujourd'hui partie des exigences des clients (industriels, installateurs et utilisateurs finaux). En accompagnant l'évolution des usages et des modes de consommation, Rexel permet aux installateurs de se développer sur de nouveaux marchés tels que la mobilité électrique, les certificats d'économie d'énergie ou le marché des objets connectés.

### Réalisations

#### *Efficacité énergétique de l'habitat*

Dans le domaine de la maison connectée, la solution *Energeasy Connect* développée par Rexel permet de piloter, *via* une application dédiée et des scénarios programmables, les différentes fonctionnalités de l'habitat liées au confort, à la sécurité et au contrôle de la consommation d'électricité. Avec plus de 8 000 installations en France réalisées par 4 500 installateurs et près de 100 000 équipements connectés à ce jour, Rexel renforce sa proposition de valeur sur ce marché.

Dans le secteur de la rénovation énergétique, le programme Primexel, développé par le Groupe en partenariat avec Économies d'Énergie, positionne Rexel comme un acteur engagé en faveur de la transition énergétique. L'outil permet aux clients professionnels éligibles aux Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) de simuler leur gain et le montant de leurs primes s'ils réalisent des travaux de réduction de la consommation énergétique des bâtiments.

#### *Mobilité électrique*

Rexel se positionne sur ce secteur à fort potentiel avec une offre de bornes de recharge de véhicules électriques. Le Groupe propose des solutions packagées en fonction du nombre de véhicules à recharger, du niveau d'accessibilité nécessaire et du type d'alimentation classique ou photovoltaïque. Ces solutions globales comprennent l'étude des besoins, le montage du dossier de subventions, le financement locatif si nécessaire ainsi que l'installation proprement dite par la mise en relation avec un installateur certifié : configuration du tableau électrique et raccordement, protection associée, mise en service et prise en main, tableau de bord.

#### *Solutions d'énergie renouvelable*

Partout dans le monde, les solutions solaires photovoltaïques ont fait la preuve de leur efficacité pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments résidentiels ou tertiaires, à des coûts toujours plus compétitifs. Rexel fournit une gamme complète de solutions : panneaux solaires, structures de fixation, onduleurs, câbles spéciaux, équipements de sécurité.

Dans le secteur de l'éolien, le Groupe propose à la fois l'approvisionnement, la gestion des stocks et la mise à disposition de produits pour les lignes d'assemblage, avec dans certaines filiales une offre de *kitting* (préparation par lots). Sa gamme couvre les composants électriques, les câbles et tous les autres éléments nécessaires à la fabrication des turbines ou au fonctionnement des fermes éoliennes.

En 2018, Rexel a réalisé un chiffre d'affaires de 1,47 milliard d'euros sur les ventes de solutions d'efficacité énergétique, 205 millions d'euros sur les ventes de solutions photovoltaïques, et 59 millions d'euros sur les ventes liées au marché de l'éolien.

#### *Formation des installateurs*

Nouvelles réglementations environnementales, offres de financement adossées à des produits d'efficacité énergétique, produits à forte composante technologique ou technique, le métier et les compétences des installateurs et électriciens évoluent.

Pour favoriser la montée en compétence de ses clients, le Groupe met l'accent sur le conseil, l'assistance financière et technique et la formation. Les clients sont ainsi accompagnés pour mieux vendre, concevoir et installer ces nouvelles solutions en toute sécurité sur les chantiers.

Les formations adaptées aux besoins des installateurs sont dispensées le plus souvent dans les agences par des collaborateurs experts, des intervenants extérieurs ou des fabricants. Elles sont complétées par des outils (sites web, tutoriels d'installation, hotline téléphonique, documentations) qui permettent aux clients de se former en continu et de maintenir leur expertise. Le Groupe met à la disposition des prescripteurs et utilisateurs le réseau communautaire « *The Grid* », proposant de la documentation, un blog et un espace de discussion pour les encourager à échanger et à suivre l'évolution des tendances du marché des produits connectés.

#### *Conformité et sécurité des produits pour le client et l'utilisateur final*

En tant que distributeur non fabricant, la responsabilité de Rexel est de s'assurer que les produits sélectionnés sont conformes aux normes de santé et de sécurité en vigueur.

L'engagement de Rexel s'articule autour de deux axes :

- le respect des réglementations environnementales : un responsable est identifié au sein de chaque filiale concernée et veille au respect de la réglementation européenne liée à la directive RoHS pour les substances chimiques à usage restreint et au règlement REACH pour la déclaration des substances chimiques. Des questionnaires d'évaluation sont adressés aux fournisseurs à la demande des clients. Le Groupe veille également au respect du règlement sur les minerais provenant de zones de conflits ; et
- la communication sur la sécurité des produits et solutions : les installateurs sont formés et sensibilisés aux règles de sécurité liées à la manipulation des produits et aux équipements sur les chantiers.

#### **Proximité et satisfaction client**

La qualité et la disponibilité des produits sont deux vecteurs essentiels de la satisfaction client. La connaissance du parcours client, l'expertise technique et financière des équipes de vente, l'innovation produit et l'excellence logistique font partie des leviers et avantages compétitifs qui contribuent à la fidélisation et à la satisfaction des clients.

Rexel a bâti une organisation centrée sur le client en s'appuyant sur un modèle multicanal. L'éventail des points de contact ne cesse de s'élargir : agence, centre d'appels, technico-commercial itinérant, centre technique, commande par EDI (*Electronic Data Interchange*), *webshop*, configurateur web ou encore application mobile.

Cette organisation s'appuie au quotidien sur des relations de confiance, gage d'une création de valeur partagée et pérenne. Dans ce cadre, Rexel s'engage à donner à ses clients une information complète et de qualité sur les produits et services proposés.

Aux États-Unis, le Groupe propose par exemple une application pour passer commande sans délai. En quelques secondes, à partir d'une photo prise sur le chantier, un installateur peut accéder à toutes les spécifications d'un produit, vérifier son prix et son accessibilité.

La capillarité de son réseau de distribution est aussi un véritable avantage concurrentiel. Les 1 950 agences du Groupe s'adaptent en permanence à l'évolution des besoins et des modes de vie. L'installation d'agences mobiles sur les chantiers de construction ou l'approvisionnement dans des comptoirs ouverts jour et nuit comme en Finlande en témoignent.

Ce modèle permet de garder un contact continu avec les électriciens. Celui-ci passera à l'agence le matin avant d'aller sur le chantier et se rendra le soir sur le *webshop* pour passer commande et être livré le lendemain soit en agence en *click&collect*, soit directement sur son chantier.

Parce que la fiabilité de l'approvisionnement est aussi un facteur clé en matière de satisfaction client, Rexel fait de l'optimisation des flux logistiques une priorité. 104 structures logistiques s'engagent à livrer près de 50 000 références à J+1 à l'ensemble des clients dans le monde. Des outils sur-mesure comme le *kitting* (préassemblage de commandes) assurent aux clients un approvisionnement en continu et améliorent leur productivité. Au-delà de son métier de distributeur, le Groupe se positionne comme un facilitateur pour ses clients.

Le Groupe consolide annuellement le taux de satisfaction de ses clients dans 9 pays (Australie, Autriche, Belgique, France, Pays-Bas, Suède, Suisse, Royaume-Uni et États-Unis), ce qui lui permet de répondre au mieux à leurs demandes. Des enquêtes clients sont par ailleurs gérées localement dans les autres pays.

#### **Performance RSE de Rexel vis-à-vis de ses clients**

Rexel a l'ambition d'être un partenaire de confiance au sein de la chaîne de valeur de l'énergie. Le Groupe répond de manière systématique aux demandes d'évaluation RSE de ses clients. Avec un score EcoVadis de 71/100 en 2018, Rexel a conservé son niveau *Gold* et se classe dans le top 5 % des entreprises évaluées par EcoVadis dans le monde, tous secteurs d'activités confondus.

### **4.5.3 Lutter pour le progrès énergétique**

Depuis 2013, Rexel s'engage à travers sa Fondation à travailler aux côtés d'associations, d'organisations non-gouvernementales et de partenaires pour soutenir des projets solidaires et améliorer l'accès des plus défavorisés à l'efficacité énergétique et ainsi apporter des solutions qui répondent aux défis sociétaux d'aujourd'hui :

- sur le plan économique, l'efficacité énergétique permet une réduction de la dépendance énergétique vis-à-vis des énergies fossiles ;
- sur le plan environnemental, elle répond à la nécessité de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre ; et
- sur le plan social, elle facilite l'accès de tous à l'énergie et permet de lutter contre la précarité énergétique.

## Démarche

La mission de la Fondation Rexel s'articule autour de trois axes :

- le soutien à des projets solidaires d'intérêt général portés par des ONG, associations et partenaires pour améliorer l'accès des populations défavorisées à l'efficacité énergétique ;
- la promotion et l'accompagnement de solutions et de modèles innovants à travers une plateforme d'innovation et de soutien à l'entrepreneuriat social. Cette plateforme est centrée sur l'efficacité énergétique ; et
- le développement des savoirs et la sensibilité au sujet de l'efficacité énergétique en constituant un socle de connaissances partagées *via* des études, des conférences, des ateliers et des programmes de recherche appliquée.

## Réalisations

### Projet d'entrepreneuriat social en Inde

En 2018, la Fondation Rexel a décidé de soutenir l'association LP4Y *via* le projet « *Green Village* » en Inde qui accompagne l'intégration professionnelle et sociale des jeunes en difficulté. L'initiative vise à développer l'esprit entrepreneurial de jeunes vivant dans des zones défavorisées, rurales et éloignées de l'emploi. 20 jeunes de 17 à 24 ans ont intégré ce projet à Raipur pour suivre un programme autour de la création, de la construction et du management du « *Green Village* ». Ils bénéficient de formations en matière de communication ou de travail d'équipe avant d'être connectés au monde du travail grâce à un réseau de partenaires et d'acteurs locaux.

### Inclusion des personnes en précarité énergétique à Roubaix

La Fondation Rexel organise depuis 4 ans un *Innovation Day* sur le thème de la précarité énergétique. En 2018, la Fondation a souhaité inscrire sa démarche autour de « l'impact social » à travers une

approche collaborative inédite. Associations locales, collectivités locales, partenaires, collaborateurs se sont réunis, à Roubaix, autour d'habitants de la ville en situation de précarité énergétique. Ces habitants ont participé aux côtés d'acteurs locaux à des ateliers participatifs. L'objectif était de réfléchir ensemble à ces « parcours de vie » pour trouver collectivement des solutions.

Au terme de cet événement, un collectif a été mis en place afin de proposer une première expérimentation à partir des idées et pistes d'actions identifiées dans le cadre de cet événement. Ce projet sera mis en place progressivement en 2019. L'objectif est de documenter la démarche et mettre la méthodologie en *open source* pour renforcer l'impact social du projet et le transposer sur d'autres territoires.

### Implication des collaborateurs et des partenaires

La Fondation encourage également les collaborateurs du Groupe à s'impliquer dans la Fondation à travers les initiatives suivantes :

- être un ambassadeur dans son pays pour soutenir les équipes de la Fondation ; et
- être parrain d'un projet en soumettant un projet solidaire en ligne avec le positionnement de la Fondation.

De nombreuses entités du groupe Rexel ont aussi apporté leur soutien à des initiatives collectives et solidaires en mettant gracieusement à disposition des produits, des équipements ou du mécénat de compétence.

Le montant total des donations du groupe Rexel, incluant les fonds versés par la Fondation Rexel, s'est élevé en 2018 à 1 155 553 euros et en 2017 à 915 666 euros.

### Performance

La fondation Rexel intervient dans 20 pays. Elle a soutenu plus de 70 projets en faveur de 165 000 bénéficiaires depuis la création en 2013.

## 4.6 Plan de vigilance

### 4.6.1 Présentation du plan de vigilance

La loi n° 2017-399 du 27 mars 2017, relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, impose aux grandes entreprises de mettre en place des mesures de vigilance propres

à identifier et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement, qui pourraient résulter des activités de leur groupe et de leur chaîne de valeur.



Les entreprises doivent ainsi mettre en œuvre un plan de vigilance comprenant cinq mesures :

1. une cartographie des risques destinée à leur identification, leur analyse et leur hiérarchisation (Section 4.6.2.1 « Cartographie des risques destinée à leur identification, leur analyse et leur hiérarchisation » du présent document de référence) ;
2. des procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques (Section 4.6.2.2 « Procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques » du présent document de référence) ;
3. des actions adaptées d'atténuation des risques ou de prévention des atteintes graves (Section 4.6.2.3 « Actions adaptées d'atténuation des risques ou de prévention des atteintes graves » du présent document de référence) ;
4. un mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques, établi en concertation avec les organisations syndicales représentatives dans ladite société (Section 4.6.2.4 « Mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques, établi en concertation avec les organisations syndicales représentatives au sein du Groupe » du présent document de référence) ; et
5. un dispositif de suivi des mesures mises en œuvre et d'évaluation de leur efficacité (Section 4.6.2.5 « Dispositif de suivi des mesures mises en œuvre et d'évaluation de leur efficacité » du présent document de référence).

En 2017, afin de se conformer à la nouvelle loi française et soucieux de préserver les valeurs du Groupe, Rexel a adopté le plan de vigilance décrit ci-après. Celui-ci repose notamment sur une démarche d'identification des risques majeurs tout au long de la chaîne de valeur en tenant compte de l'ensemble des activités amont et aval de Rexel et de ses parties prenantes : collaborateurs, fournisseurs, utilisateurs des produits et services, ainsi que le recensement des procédures d'évaluation et des mesures d'atténuation existantes, à l'échelle du Groupe et de ses filiales.

Parallèlement, Rexel a mis en place son mécanisme d'alerte et de recueil des signalements afin de se conformer aux différentes exigences réglementaires applicables. Ce plan de vigilance vient renforcer les

actions mises en place depuis plusieurs années afin d'identifier et de prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement dans les filiales et l'ensemble de la chaîne de valeur.

Le plan de vigilance mobilise la Direction du Développement Durable, la Direction Juridique, la Direction des Achats et des Relations Fournisseurs, la Direction des Ressources Humaines, la Direction Financière ainsi que des experts externes. Il sera envisagé au cours de l'exercice d'impliquer d'autres parties prenantes de la chaîne de valeur tant internes qu'externes dans l'élaboration du plan de vigilance.

## 4.6.2 Mesures du plan de vigilance

### 4.6.2.1 Cartographie des risques destinée à leur identification, leur analyse et leur hiérarchisation

Rexel a initié une démarche d'identification et d'évaluation de ses risques majeurs liés aux Droits de l'Homme et libertés fondamentales, à la santé sécurité et à l'environnement en mettant en place la méthodologie décrite dans le plan de vigilance 2017 et rappelée ci-après. En 2018, cette analyse a été réalisée au niveau Groupe, tout au long de sa chaîne de valeur et pour l'ensemble des familles de produits de Rexel.

La méthodologie utilisée pour réaliser cette cartographie permet d'évaluer les risques propres aux activités de Rexel et les risques présents au sein de la chaîne de valeur. Cette cartographie a été réalisée au moyen d'outils statistiques qui ont permis d'évaluer les risques par famille de produits et par pays, complétés par des recherches bibliographiques et des entretiens avec des experts internes et externes pour les natures de risques les plus spécifiques à Rexel ainsi que certaines procédures internes, notamment :

- cartographie des risques du Groupe ;
- analyse de matérialité des enjeux de développement durable ;
- cartographie des risques liée à la Déclaration de Performance extra-financière
- *reporting* des impacts environnementaux, sociaux et sociétaux ;
- dispositif d'alertes éthiques ; et
- toute disposition réglementaire demandant d'identifier, d'évaluer ou de cartographier des risques pouvant être considérés comme



extrafinanciers (dont la Loi Sapin 2, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte, le Règlement Général sur la Protection des Données européen, etc.).

Dans un second temps, un groupe d'experts internes a sélectionné les risques les plus pertinents par rapport à l'activité du groupe Rexel lors de groupes de travail organisés par la Direction du Développement Durable. Ces travaux incluent notamment les représentants du Comité d'Entreprise Européen.

Enfin, la sélection des risques dans le cadre du plan de vigilance a été faite conjointement avec l'analyse des risques réalisée dans le cadre de la loi sur la Déclaration de Performance Extra Financière. L'ensemble des risques sur le Devoir de Vigilance est synthétisé dans le tableau Facteurs de risques extrafinanciers dans la Section 4.1.3 « Principaux risques extrafinanciers » du présent document de référence.

#### 4.6.2.2 Procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques

##### Filiales du groupe Rexel

Le groupe Rexel souhaite être exemplaire et a mis en place depuis plusieurs années des mesures afin d'identifier et de prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement dans ses filiales.

Le groupe Rexel et son réseau d'agences sont une structure décentralisée qui repose sur la responsabilisation de l'ensemble de la chaîne hiérarchique (voir la Section 2.3.3 « Pilotage et surveillance du dispositif de contrôle interne » du présent document de référence). Le Manuel des directives du contrôle interne revu en 2016 intègre des contrôles liés à l'éthique, la santé-sécurité des collaborateurs ainsi que le respect des lois liées à l'environnement et aux libertés fondamentales et Droits de l'Homme. Le dispositif d'évaluation repose sur l'autoévaluation annuelle de ces contrôles par les filiales et la mise en place de plans d'actions afin d'améliorer leur maîtrise.

Pour animer la démarche éthique du groupe Rexel, un réseau de Correspondants éthique a été mis en place. Ils sont nommés par le directeur général du pays et exercent cette fonction en sus de leurs autres activités. Ils veillent à la diffusion du Guide

d'éthique auprès de tous les salariés, prennent toutes initiatives pour la mise en œuvre des principes et des pratiques éthiques du groupe Rexel et répondent aux questions qui peuvent leur être adressées.

En complément de l'autoévaluation faite par les filiales, des actions d'atténuation des risques sont menées par l'audit interne et/ou l'audit externe ainsi que les directions fonctionnelles du siège qui assistent les entités dans la mise en œuvre de ces contrôles. Ce dispositif fait l'objet d'un pilotage et d'une surveillance par le Comité d'audit et des risques de Rexel.

##### Évaluation des fournisseurs et sous-traitants

###### Démarche

À la suite des résultats positifs d'un projet pilote mené en 2013 et 2014, le groupe Rexel a déployé mondialement en 2015 et 2016 une plateforme permettant d'évaluer la performance RSE (Responsabilité Sociale et Environnementale) de ses fournisseurs et sous-traitants.

Le questionnaire d'évaluation couvre 120 critères répartis sur quatre piliers : environnement, social et Droits de l'Homme, éthique et achats responsables. Les fournisseurs et sous-traitants doivent apporter les preuves que des procédures pérennes sont mises en œuvre et que les résultats sont suivis sur l'ensemble des piliers. Les questionnaires sont évalués par un expert externe, qui attribue une note sur chacun des quatre thèmes.

Au-delà de la plateforme, le processus d'évaluation suit une méthodologie et un calendrier structurés qui sont les garants de son succès. Afin d'accompagner ses partenaires dans cette démarche, Rexel met en place, pour chaque fournisseur, un binôme intégrant une personne de la Direction du Développement Durable du Groupe, garante du respect de la méthode, et un acheteur responsable du fournisseur, chargé, d'une part, d'expliquer la démarche et d'impliquer le fournisseur et, d'autre part, de communiquer les progrès à l'ensemble des équipes achats.

Chaque demande d'évaluation est accompagnée d'informations expliquant la démarche, la méthodologie à suivre ainsi que les coordonnées des personnes en charge pour Rexel. Le Groupe effectue de nombreuses relances, appels téléphoniques et mobilise son management pour inciter ses principaux fournisseurs à participer.

À la fin de chaque campagne, les fournisseurs reçoivent un retour individualisé. Un compte-rendu détaillé de la performance RSE et des axes de

progrès est mis à disposition de tous les fournisseurs ayant participé à la campagne. Tandis que ceux ayant décliné, malgré les efforts du Groupe, reçoivent un courrier individualisé rappelant les engagements de Rexel et alertant des conséquences d'un refus.

### Engagement

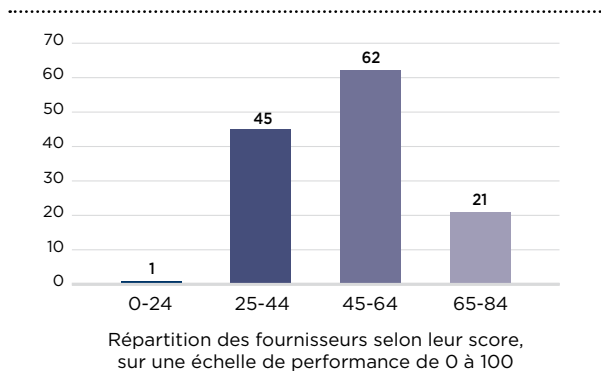
Le Groupe s'est fixé pour objectif d'évaluer la performance RSE de 80 % de son volume d'achats directs (en valeur) d'ici 2020.

### Résultats

Après une première campagne en 2016, le Groupe a décidé de lancer une seconde campagne en 2018. Sur le second semestre 2018, le questionnaire en ligne a été envoyé à plus de 250 fournisseurs représentant 59,4 % des achats directs du groupe Rexel.

Lors de la clôture de cette campagne au 31 décembre 2018, 129 fournisseurs, représentant 48,5 % des achats directs (en valeur), ont participé à cette campagne et ont donc été évalués sur la base de critères RSE. Depuis le début de cette démarche d'évaluation, ce sont ainsi 161 fournisseurs uniques, représentant 54,0 % des achats directs (en valeur) du groupe Rexel, qui ont été évalués.

Les résultats de la campagne 2018 sont présentés ci-après :



### Audits fournisseurs

En complément de ces évaluations et sur la base de la cartographie des risques, en particulier le croisement des risques spécifiques aux produits avec les risques liés aux pays, Rexel réalise pour certains fournisseurs ciblés des audits sur site. En 2018, dans le cadre de la mise en place du plan de vigilance, le Groupe a entrepris deux actions :

- étendre le périmètre des audits sur site pour s'assurer de couvrir l'ensemble des thèmes du devoir de vigilance ; et
- augmenter le nombre d'audits sur site en se focalisant sur les pays les plus risqués.

Suite au travail effectué dans le cadre de l'élaboration du plan de vigilance, Rexel a revu le périmètre des audits sur site de ses fournisseurs et sous-traitants, en intégrant des contrôles supplémentaires relatifs à la performance sociale, environnementale et en matière de Droits de l'Homme. 8 audits ou visites sur site incluant des critères RSE ont été réalisés en 2018 par un tiers, contre 18 en 2017. En complément, 26 audits spécifiques RSE ont été contractualisés et seront réalisés début 2019. 20 audits seront réalisés en Asie et 6 en Europe.

À la suite de ces audits, des plans de progrès peuvent être mis en place. Si le niveau de conformité n'est pas satisfaisant et si les mesures correctives demandées ne sont pas mises en œuvre, il est mis fin à la collaboration avec le fournisseur.

#### 4.6.2.3 Actions adaptées d'atténuation des risques ou de prévention des atteintes graves

En complément des actions d'évaluation des fournisseurs et sous-traitants citées précédemment, Rexel demande à l'ensemble de ses fournisseurs et sous-traitants de se conformer aux principes présentés dans son Guide d'éthique et sur un plan contractuel, de se conformer aux conditions générales d'achats dans lesquelles figurent en particulier des clauses sur l'obligation de respecter les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail et la législation locale, notamment en matière de salaire minimum, de temps de travail, d'environnement, de santé et de sécurité.

En interne, le respect des règles d'éthique implique une mobilisation continue des collaborateurs. La formation et la sensibilisation des équipes sont, à ce titre, incontournables. Ces sessions spécifiques portent sur les obligations en matière de concurrence, de lutte contre la corruption, de protection des données et de restrictions commerciales. Elles sont disponibles dans les langues parlées dans le Groupe. Des programmes spécifiques en présentiel sont également proposés aux collaborateurs les plus exposés à certains risques.

L'intégration des valeurs et principes éthiques du Groupe dans les comportements est un facteur clé pour le succès de la démarche. Cette exigence est portée notamment par un réseau de Correspondants conformité et un réseau de Correspondants éthique qui travaillent en collaboration étroite avec le management local. La mise en place d'une organisation collaborative et décentralisée permet de s'assurer de la compréhension des principes éthiques et du déploiement des plans d'actions dans les différents pays d'implantation du Groupe.

L'efficacité de cette organisation se traduit dans les résultats de la dernière enquête d'engagement interne Satisfaxion menée par le Groupe en 2018 : « 86 % des répondants sont parfaitement informés des engagements éthiques de Rexel à travers le Guide d'éthique », soit une hausse de 5 points au regard de la campagne précédente (2015).

Toutefois, aucun système de contrôle, quel que soit son degré de maturité et d'expérimentation, ne peut garantir l'absence de risque et il appartient au Groupe et à ses filiales de développer, avec les fournisseurs et les sous-traitants, les systèmes de collaboration et de contrôle les plus performants afin de minimiser les risques et de mettre en œuvre toute mesure corrective dans les cas où une non-conformité est identifiée.

#### 4.6.2.4 Mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques, établi en concertation avec les organisations syndicales représentatives au sein du Groupe

En 2018 Rexel a mis à jour son dispositif d'alerte ouvert aux salariés, collaborateurs extérieurs et occasionnels, fournisseurs, clients et parties prenantes dans tous les pays. Le nouveau dispositif permet le recueil d'alertes dans toutes les langues du Groupe. Le système d'alerte est disponible sur le site internet dédié (<http://ethique.rexel.com>). Il est centralisé et confidentiel. Chaque alerte est traitée par le Comité d'éthique – comité *ad hoc* composé du Secrétaire Général, du Directeur Groupe des Ressources Humaines et du *Compliance Officer*. Cette nouvelle ligne d'alerte tient compte des exigences des lois françaises relatives à la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique, d'une part, et au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, d'autre part. Le dispositif répond aux exigences légales notamment quant aux garanties des droits des lanceurs d'alerte.

Les Correspondants éthique répondent également aux questions concernant les pratiques éthiques du groupe Rexel qui peuvent leur être adressées. Toute personne, collaborateur ou non, peut les solliciter en toute confidentialité.

Le tableau ci-après récapitule les demandes reçues en 2018 par l'ensemble des Correspondants éthique selon leur type, leur auteur, le sujet et la zone géographique.

63 cas d'éthique ont ainsi été portés à la connaissance d'un Correspondant éthique du groupe Rexel au cours de l'année. L'ensemble des demandes a été

traité, vérifié et suivi d'actions préventives et/ou correctives selon les cas.

Le reste des cas est encore en cours d'investigation ou de résolution.

		NOMBRE DE SAISINES DES CORRESPONDANTS ÉTHIQUES
Type de demandes	Information	27
	Plainte	36
	Litiges	0
	Autres	0
Auteurs des demandes	Clients	5
	Collaborateurs Rexel	49
	Fournisseurs	4
	Autorités locales	0
	Représentants du personnel, syndicats	0
	Anonymes	4
	Autres	1
Sujet de la demande	Relations avec les clients	6
	Relations avec les fournisseurs	0
	Relations entre collaborateurs	12
	Discrimination	7
	Conditions de travail	12
	Lutte contre la corruption	1
	Lutte contre la fraude et le vol	25
	Protection de l'environnement	0
Type d'actions mises en place	Préventive	16
	Corrective	18
Zone géographique	Europe	1
	Amérique du Nord	31
	Asie-Pacifique	31

#### 4.6.2.5 Dispositif de suivi des mesures mises en œuvre et d'évaluation de leur efficacité

Rexel a mis en place un Comité de pilotage en charge de la mise en œuvre du devoir de vigilance. Le Comité coordonne et valide la cartographie des risques ainsi que le plan d'actions et sa mise en œuvre. En 2018, le Comité de pilotage a évalué la pertinence des actions d'atténuation des risques et a décidé de mettre en place les plans d'actions suivants :

- Lancement d'une nouvelle campagne d'évaluation de la performance RSE des fournisseurs en 2018, couvrant près de 60 % des achats directs (voir Section 4.6.2.2 « Procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la

cartographie des risques » du présent document de référence).

- Mise à jour en 2018 du mécanisme d'alerte (voir Section 4.6.2.4 « Mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques, établi en concertation avec les organisations syndicales représentatives au sein du Groupe » du présent document de référence).
- Revue des périmètres d'audit des fournisseurs et sous-traitants pour y intégrer des critères RSE (voir Section 4.6.2.2 « Procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques » du présent document de référence).

- Actualisation du Guide d'éthique.

Le Guide d'éthique est régulièrement mis à jour. Ainsi, les engagements de lutte contre la corruption ont été revus en 2018 notamment dans le contexte français de la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique. Ce support clé est enrichi de documents spécifiques tels que le Code de conduite anticorruption, le Guide droit de la concurrence et la Charte pour l'environnement, qui viennent éclairer les engagements plus spécifiques du Groupe.

- Poursuite du déploiement du programme anticorruption

En 2018, Rexel a renforcé son programme de détection et de prévention de la corruption avec la publication de son Code de conduite anticorruption. Ce code répond aux exigences de la législation française. Il définit et illustre les différents types de comportements à proscrire. Annexé au règlement intérieur, il invite les collaborateurs à communiquer sur l'engagement et les règles de prévention de la corruption auprès de l'ensemble des parties prenantes : clients, fournisseurs, et partenaires. Ce document est disponible sur le site internet dédié à l'éthique et à la conformité <http://ethique.rexel.com>.

- Nouvelles lignes directrices relatives aux cadeaux et voyages d'affaires

Le Groupe est un maillon clé de la chaîne de valeur entre les fournisseurs de matériel électrique, les clients et les utilisateurs finaux. La proximité des 16 000 commerciaux avec les fournisseurs

et les clients est un avantage. Cette proximité commerciale doit aussi rester exemplaire pour maintenir des relations d'affaires durables dans un climat de confiance et de respect mutuel. Afin d'offrir un cadre de conduite clair et structuré à l'ensemble de ses collaborateurs, le Groupe a mis en place des règles spécifiques relatives aux voyages d'affaires et aux cadeaux et invitations offerts et reçus.

- Renforcement de la protection des données personnelles

En 2018, le Groupe a élaboré une charte interne relative à la protection des données personnelles, qui définit un corpus de règles à respecter dans le cadre des activités de Rexel. Cette charte reprend les grands principes de protection des données personnelles et se décline en plusieurs politiques et procédures afin d'accompagner les collaborateurs et les partenaires de Rexel dans le cadre de leurs activités.

Différentes sessions de formation et de sensibilisation sont proposées à l'ensemble des collaborateurs, en particulier des modules *e-learning* et des campagnes d'affichage spécifiques.

Des présentations plus ciblées sont prévues auprès des équipes traitant plus spécialement des données personnelles, comme les départements ressources humaines, e-commerce, systèmes d'information et services généraux.

Les fournisseurs et prestataires partenaires de Rexel peuvent eux-mêmes traiter des données personnelles pour le compte du Groupe. Rexel doit veiller à ce que ses partenaires et fournisseurs appliquent des niveaux de protection adéquats des données. Cela passe par la revue et la mise à jour d'engagements contractuels et des politiques de sécurité mises en place par ces prestataires.

D'une manière générale, sur l'ensemble du plan de vigilance, la démarche d'identification des risques sera revue régulièrement afin d'intégrer les changements potentiels dans la chaîne d'approvisionnement du Groupe ainsi que des modifications d'évaluation des impacts ou de la probabilité d'occurrence.

Rexel veillera à ce que le plan de vigilance suive les évolutions affectant le Groupe, notamment en cas de changement de stratégie, d'opérations importantes de croissance externe ou la conquête de nouveaux marchés comportant des risques nouveaux.

## 4.7 Rapport de l'organisme tiers indépendant

### Rapport de l'un des Commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux actionnaires,

IE En notre qualité de commissaire aux comptes du groupe Rexel (ci-après « l'entité ») désigné organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1060 rév.2 (portée d'accréditation disponible sur le site [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)), nous vous présentons notre rapport sur la déclaration consolidée de performance extra-financière relative à l'exercice clos le 31 décembre 2018 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion du Groupe en application des dispositions légales et réglementaires des articles L.225-102-1, R.225-105 et R.225-105-1 du Code de commerce.

#### Responsabilité de l'entité

Il appartient au Conseil d'administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de l'entité, (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont disponibles sur demande au siège de la Société.

#### Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du code de commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, de la doctrine professionnelle et des textes légaux et réglementaires applicables.

#### Responsabilité du commissaire aux comptes désigné OTI

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R.225-105 du Code de commerce ;
- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R.225-105 du Code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur :

- le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment, en matière de plan de vigilance et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

#### Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A.225 1 et suivants du code de commerce déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention ainsi qu'à la norme internationale ISAE 3000 - *Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*.

Nous avons mené des travaux nous permettant d'apprécier la conformité de la Déclaration aux

dispositions réglementaires et la sincérité des Informations :

- nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, de l'exposé des principaux risques sociaux et environnementaux liés à cette activité, et de ses effets quant au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale, ainsi que des politiques qui en découlent et de leurs résultats ;
- nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L.225 102 1 en matière sociale et environnementale ainsi que de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- nous avons vérifié que la Déclaration comprend une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2<sup>e</sup> alinéa du III de l'article L.225-102-1 ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et les principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance ;
- nous avons vérifié, lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques ou des politiques présentés, que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R.225-105 ;
- nous avons apprécié le processus de sélection et de validation des principaux risques ;
- nous nous sommes enquis de l'existence de procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité ;
- nous avons apprécié la cohérence des résultats et des indicateurs clés de performance retenus au regard des principaux risques et politiques présentés ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L.233-16 avec les limites précisées dans la Déclaration ;

- nous avons apprécié le processus de collecte mis en place par l'entité visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- nous avons mis en œuvre pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants et dont la liste est donnée en annexe :
  - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
  - des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices, à savoir Rexel Canada, Rexel Australia Holdings, Rexel India, Rexel Netherlands, Elektroskandia Norge et Elektronabava , et couvrent entre 16 et 22 % des données consolidées des indicateurs clés de performance et résultats sélectionnés pour ces tests ;
- nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes et dont la liste est donnée en annexe ;
- nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

### Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 7 personnes et se sont déroulés entre fin novembre 2018 et mi-février 2019 sur une durée totale d'intervention de 6 semaines.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené 5 entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment les directions développement durable, ressources humaines et conformité, santé et sécurité, environnement et achats.



## Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance

extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Neuilly-sur-Seine, le 12 février 2019

L'un des Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Amélie Wattel  
Associée

Pascal Baranger  
Directeur au sein du Département  
Développement Durable

## Annexe : Liste des informations que nous avons considérées comme les plus importantes

### Informations quantitatives

- **Périmètre social :**
  - Pourcentage de mobilité ;
  - Pourcentage d'entretiens annuels réalisés ;
  - Formation en sécurité et pourcentage des salariés formés ;
  - Pourcentage de femmes au Comité de Direction ;
  - Taux de fréquence des accidents du travail ;
  - Taux de sévérité des accidents du travail ;
  - Nombre de salariés formés et ratio de pourcentage hors sécurité ;
  - Moyenne d'heures de formation par salarié ;
  - Pourcentage des *turnovers* ;
  - Pourcentage de femmes recrutées ;
  - Pourcentage de personnes en situation de handicap dans la société ;
  - Indice de satisfaction des salariés « *Satisfaction survey* » ;
  - Nombre d'entretiens annuels réalisés et pourcentage des salariés concernés.
- **Périmètre environnemental :**
  - Déploiement des systèmes de management environnementaux et énergétiques (ISO 14001, ISO 50001) ;
  - Émissions de GES scopes 1, 2 et 3 ;
  - Consommations énergétiques (dont électricité, gaz) ;
  - Consommation d'eau ;
  - Ventes de solutions d'efficacité énergétique et énergies renouvelables ;
  - Volumes de déchets produits et mode de traitement ;
  - Volumes d'emballages achetés.
- **Périmètre sociétal :**
  - Taux de résolution des alertes éthiques ;
  - Taux de résolution des alertes éthiques (côté client notamment) ;
  - Part des achats directs évalués sur des critères RSE ;
  - Pourcentage de filiales concernées par une démarche REACH / RoHS ;
  - Taux de couverture de la formation RGPD.

### Informations qualitatives

- Les résultats de l'enquête Satisfaction 2018 ;
- La présentation du dispositif de formation Rexel Academy ;
- Les émissions de GES Scope 3 ;
- Le résultat de l'évaluation des performances RSE des fournisseurs ;
- Les sites certifiés ISO 14001 et 50001 ;
- La démarche REACH.



# 5.

# Informations financières et comptables







# Sommaire



<b>5.1</b>	<b>Rapport d'activité</b>	<b>230</b>
5.1.1	Examen de la situation financière et du résultat du Groupe	230
5.1.2	Trésorerie et capitaux	240
5.1.3	Perspectives	243
5.1.4	Politique de distribution de dividendes	244
5.1.5	Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	244
5.1.6	Informations relatives au délai de paiement des fournisseurs et clients de Rexel (clôture de l'exercice 2018)	244

<b>5.2</b>	<b>États financiers consolidés</b>	<b>248</b>
5.2.1	États financiers consolidés au 31 décembre 2018	248
5.2.2	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	311
<b>5.3</b>	<b>Comptes annuels</b>	<b>318</b>
5.3.1	Comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	318
5.3.2	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	335





# 5.1

## Rapport d'activité



<b>5.1</b>	<b>Rapport d'activité</b>	<b>230</b>
5.1.1	Examen de la situation financière et du résultat du Groupe	230
5.1.2	Trésorerie et capitaux	240
5.1.3	Perspectives	243
5.1.4	Politique de distribution de dividendes	244
5.1.5	Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	244
5.1.6	Informations relatives au délai de paiement des fournisseurs et clients de Rexel (clôture de l'exercice 2018)	244

En application de l'article 28 du Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- l'examen des résultats et de la situation financière du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les états financiers consolidés (ainsi que le rapport des Commissaires aux comptes correspondant) et les états financiers annuels (ainsi que le rapport des Commissaires aux comptes correspondant) qui figurent respectivement aux pages 198 à 212, aux pages 214 à 274 et aux pages 275 à 298 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2018 sous le numéro D.18-0263 ; et
- l'examen des résultats et de la situation financière du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les états financiers consolidés (ainsi que le rapport des Commissaires aux comptes correspondant) et les états financiers annuels (ainsi que le rapport des Commissaires aux comptes correspondant) qui figurent respectivement aux pages 172 à 186, aux pages 188 à 248 et aux pages 250 à 271 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 31 mars 2017 sous le numéro D.17-0272.

Les parties non incluses de ces documents sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du document de référence.

## 5.1 Rapport d'activité

### 5.1.1 Examen de la situation financière et du résultat du Groupe

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner, en raison des arrondis.

#### 5.1.1.1 Situation financière du Groupe

##### 5.1.1.1.1 Présentation générale du Groupe

Rexel, est un spécialiste mondial de la distribution professionnelle multicanale de produits et services pour le monde de l'énergie. Le Groupe offre une gamme de produits et services de maîtrise de l'énergie pour la construction, la rénovation, la production et la maintenance.

Il organise son activité principalement autour des trois zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du *reporting* financier du Groupe.

En 2018, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 13 365,7 millions d'euros, dont 7 350,0 millions d'euros en Europe (soit 55 % du chiffre d'affaires), 4 801,3 millions d'euros en Amérique du Nord (soit 36 % du chiffre d'affaires) et 1 214,4 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 9 % du chiffre d'affaires).

Les activités du Groupe en Europe (55 % du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en France (qui représente 37 % du chiffre d'affaires du Groupe dans cette zone), au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suède, en Suisse, en Belgique, en Autriche, aux Pays-Bas, en Norvège, en Espagne, en Finlande, en Italie, en Irlande, en Slovaquie, en Russie, au Portugal et au Luxembourg.

Les activités du Groupe en Amérique du Nord sont exercées aux États-Unis (79 % du chiffre d'affaires de cette zone) et au Canada (21 % du chiffre d'affaires de cette zone).

Les activités du Groupe dans la zone Asie-Pacifique sont exercées en Australie (41 % du chiffre d'affaires de cette zone), en Chine (41 % du chiffre d'affaires de cette zone), et également dans une moindre mesure en Nouvelle-Zélande, au Moyen-Orient et en Inde.

Dans le présent rapport, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces trois zones géographiques ainsi que pour le segment « Autres activités ».

##### 5.1.1.1.2 Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres, car le besoin en fonds de roulement est plus élevé au cours de ces périodes.

##### 5.1.1.1.3 Effets liés aux variations du prix du cuivre

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est indirectement exposé aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituent environ 15 % du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60 % de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de *reporting* interne mensuel du groupe Rexel :

- **l'effet récurrent** lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur du cuivre incluse dans le prix

de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires ;

- **l'effet non récurrent** lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le groupe Rexel. De surcroît, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10 % de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70 % des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

#### 5.1.1.1.4 Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. De plus, les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Par ailleurs, le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

#### Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

Ainsi, le Groupe a retraité les données de l'exercice précédent, pour tenir compte de la cession des activités opérées dans le Sud-Est Asiatique au cours de l'exercice 2017.

#### Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

#### Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.3 ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

#### Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires

consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- **en données comparables**, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ;
- **en données comparables et à nombre de jours constant**, qui signifie en données comparables (tel que mentionné ci-dessus) et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ; et
- **en données comparables ajustées**, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent

lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA. Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus.

#### Changement de principes comptables

Le Groupe applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produit des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » de manière rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Ces nouvelles normes remplacent IAS 39 « Instruments financiers » et IAS 18 « Produits des activités ordinaires ». L'application de ces nouvelles normes n'a eu d'effet significatif sur les états financiers consolidés du Groupe, cependant l'information comparative a été retraitée en conséquence.

La performance du Groupe est analysée notamment à travers l'EBITA et l'EBITA Ajusté, qui ne sont pas des agrégats comptables définis par les normes IFRS. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

	PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
(en millions d'euros)		
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges</b>	<b>584,7</b>	<b>575,1</b>
Effets de périmètre	-	5,2
Effets de change	-	(12,0)
Effet non récurrent lié au cuivre	7,9	(13,9)
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	15,7	19,0
<b>EBITA Ajusté en données comparables</b>	<b>608,3</b>	<b>573,3</b>

## 5.1.1.2 Comparaison des résultats au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017

## 5.1.1.2.1 Résultats consolidés du groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour 2018 et 2017, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires.

	PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017	Variation en %
(en millions d'euros)			
<b>DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES</b>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>13 365,7</b>	<b>13 303,0</b>	<b>0,5 %</b>
Marge brute	3 286,9	3 282,1	0,1 %
Frais administratifs et commerciaux <sup>(1)</sup>	(2 686,5)	(2 688,0)	(0,1) %
<b>EBITA</b>	<b>600,4</b>	<b>594,1</b>	<b>1,1 %</b>
Amortissement des actifs incorporels <sup>(2)</sup>	(15,7)	(19,0)	(17,4) %
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges</b>	<b>584,7</b>	<b>575,1</b>	<b>1,7 %</b>
Autres produits et charges	(174,9)	(253,0)	(30,9) %
Résultat opérationnel	409,8	322,1	27,2 %
Frais financiers	(100,6)	(145,6)	(30,9) %
Impôt sur le résultat	(157,0)	(71,9)	118,2 %
<b>Résultat net</b>	<b>152,3</b>	<b>104,6</b>	<b>45,6 %</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>1,1 %</i>	<i>0,8 %</i>	
(1) Dont dépréciations et amortissements.	(100,1)	(99,8)	0,2 %
(2) Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions.			

	PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017	Variation en %
(en millions d'euros)			
<b>DONNÉES FINANCIÈRES COMPARABLES AJUSTÉES</b>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>13 365,7</b>	<b>12 876,7</b>	<b>3,8 %</b>
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			3,5 %
Marge brute	3 295,0	3 178,7	3,7 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	24,7 %	24,7 %	
Frais administratifs et commerciaux	(2 686,7)	(2 605,4)	3,1 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(20,1) %	(20,2) %	
<b>EBITA</b>	<b>608,3</b>	<b>573,3</b>	<b>6,1 %</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>4,6 %</i>	<i>4,5 %</i>	

**Chiffre d'affaires**

En 2018, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 13 365,7 millions d'euros, contre 13 303,0 millions d'euros en 2017.

En données publiées, le chiffre d'affaires a augmenté de 0,5 % par rapport à 2017, incluant un effet défavorable lié à l'évolution des taux de change pour 2,5 % et un effet net négatif des variations de périmètre pour 0,7 %.

- L'effet défavorable de l'évolution des taux de change s'est élevé à 327,8 millions d'euros, essentiellement lié à la dépréciation du dollar américain contre l'euro.
- L'effet net négatif des variations de périmètre s'est élevé à 98,6 millions d'euros et résulte de la cession des opérations en Asie du Sud-Est réalisée en 2017.

En données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont augmenté de 3,5 %,



conformément aux objectifs de 2018. Par zone géographique, les ventes en Europe ont augmenté de 1,7 %, de 6,1 % en Amérique du Nord et de 5,2 % en Asie-Pacifique. Hors un effet positif de 0,4 point de pourcentage lié à la hausse du prix des câbles à base de cuivre, les ventes ont augmenté de 3,1 % par rapport à 2017.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a progressé de 3,8 %, incluant un effet calendaire favorable de 0,3 point de pourcentage.

Le tableau ci-dessous résume les effets du nombre de jours ainsi que des effets de périmètre et de change, sur l'évolution du chiffre d'affaires.

	T1	T2	T3	T4	CUMULÉ
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	3,9 %	5,1 %	3,4 %	1,9 %	3,5 %
Effet du nombre de jours	(1,1) %	0,6 %	0,4 %	1,1 %	0,3 %
<b>Croissance en données comparables et à nombre de jours réels</b>	<b>2,8 %</b>	<b>5,7 %</b>	<b>3,8 %</b>	<b>3,0 %</b>	<b>3,8 %</b>
Effets de périmètre	(0,8) %	(0,9) %	(0,7) %	(0,5) %	(0,7) %
Effets de change	(6,0) %	(3,6) %	(0,6) %	0,3 %	(2,5) %
<b>Total des effets périmètre et change</b>	<b>(6,8) %</b>	<b>(4,4) %</b>	<b>(1,4) %</b>	<b>(0,2) %</b>	<b>(3,2) %</b>
<b>Croissance en données publiées <sup>(1)</sup></b>	<b>(4,2) %</b>	<b>1,0 %</b>	<b>2,4 %</b>	<b>2,7 %</b>	<b>0,5 %</b>

(1) Croissance en données comparables et à nombre de jours réels composée avec les effets de périmètre et de change.

### Marge brute

En 2018, la marge brute s'est établie à 3 286,9 millions d'euros, en hausse de 0,1 % par rapport aux 3 282,1 millions d'euros enregistrés en 2017 en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 3,7 % alors que le taux de marge brute a légèrement baissé de 3 points de base à 24,7 % du chiffre d'affaires, reflétant un environnement concurrentiel en Europe et en Asie-Pacifique et une amélioration en Amérique du Nord.

### Frais administratifs et commerciaux

En 2018, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 2 686,5 millions d'euros, en baisse de 0,1 % par rapport aux 2 688,0 millions d'euros enregistrés en 2017 en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 3,1 %, sous l'effet d'une hausse en Europe et en Amérique du Nord. Ils ont représenté 20,1 % du chiffre d'affaires en 2018 par rapport à 20,2 % du chiffre d'affaires en 2017, soit une amélioration de 13 points de base.

### EBITA

En 2018, en données publiées, l'EBITA s'est élevé à 600,4 millions d'euros contre 594,1 millions d'euros en 2017, en hausse de 1,1 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation comprend un effet défavorable des taux de change de 2,0 %, un effet positif des variations de périmètre de 0,9 % et un effet défavorable des variations du prix des câbles à base de cuivre de 3,8 %.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 6,1 % pour s'établir à 608,3 millions d'euros, conformément aux objectifs de 2018 et la marge d'EBITA se situe à 4,6 % du chiffre d'affaires, en hausse de 10 points de base par rapport à 2017.

### Autres produits et autres charges

En 2018, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 174,9 millions d'euros, comprenant principalement :

- Une charge de restructuration de 82,5 millions d'euros liée aux plans de restructuration, notamment en Allemagne (46,1 millions d'euros), en Espagne (11,8 millions d'euros) et au Royaume-Uni (7,9 millions d'euros). Ces plans incluent la fermeture d'un nombre important d'agences, une réorganisation logistique et la réduction des effectifs dans les sièges administratifs de ces pays ;
- Une charge de 61,9 millions d'euros concernant la dépréciation du *goodwill* et des autres actifs incorporels ayant une durée de vie indéterminée, dont 29,2 millions d'euros au titre de la Norvège, 26,9 millions d'euros au titre de la Finlande et 5,8 millions d'euros au titre de l'Espagne, compte tenu d'une performance plus faible que prévue ; et
- Une charge de 25,4 millions d'euros concernant la dépréciation d'actifs détenus en vue de leur cession, relatifs au désinvestissement de nos activités de détaillant et celles dans le domaine du tertiaire en Chine, au cours du premier trimestre 2019. Ces activités ont représenté 48,9 millions d'euros de ventes en 2018.

En 2017, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 253,0 millions d'euros, comprenant principalement :

- Une charge de 133,7 millions d'euros concernant la dépréciation du *goodwill* (46,8 millions d'euros en 2016) dont 86,2 millions d'euros au titre de l'Allemagne, 34,5 millions d'euros au titre de la Finlande et 13,0 millions d'euros au titre de la Nouvelle-Zélande, ainsi qu'une perte de 68,7 millions d'euros relative à la cession de Lenn International Pte. Ltd pour 11,1 millions d'euros et à celle de Rexel South East Asia pour 57,6 millions d'euros ; et
- Une charge de restructuration de 44,1 millions d'euros liés à (i) des programmes de transformation des activités (US, UK, Suède), (ii) à l'arrêt de l'activité pétrolière et gazière en Thaïlande, du fait de l'arrêt de la demande sur ce marché et (iii) aux changements intervenus au sein de la direction du Groupe.

### Résultat financier

Les charges financières nettes se sont établies à 100,6 millions d'euros en 2018, en baisse par rapport aux 145,6 millions d'euros enregistrés en 2017. Si l'on exclut une charge exceptionnelle de 18,8 millions d'euros en 2017 liée aux opérations de refinancement et à l'effet d'actualisation des lettres de crédit émises par des établissements financiers étrangers pour

un montant de 10,9 millions d'euros, les charges financières nettes ont diminué de 15,3 millions d'euros, sous l'effet de la baisse de 37 points de base du taux d'intérêt effectif de la dette brute, passant de 3,2 % en 2017 à 2,8 % en 2018, consécutivement aux opérations de refinancement réalisées en 2017 et de la réduction de l'endettement moyen.

### Impôt

En 2018, la charge d'impôt s'est élevée à 157,0 millions d'euros par rapport aux 71,9 millions d'euros enregistrés en 2017. Si l'on exclut un effet positif exceptionnel de 62,9 millions d'euros lié aux baisses des taux d'impôt sur les sociétés promulguées aux États-Unis et en France en 2017, entraînant la réévaluation de la position des impôts différés au 31 décembre 2017, la charge d'impôt a augmenté de 22,2 millions d'euros du fait de l'amélioration du résultat imposable par rapport à 2017 et de l'effet d'un redressement fiscal en Finlande pour un montant de 13,5 millions d'euros. Ainsi, le taux d'impôt effectif a augmenté passant de 40,7 % en 2017 à 50,8 % en 2018.

### Résultat net

En conséquence des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat net s'établit à 152,3 millions d'euros en 2018, en amélioration de 45,6 % par rapport aux 104,6 millions d'euros en 2017.

#### 5.1.1.2.2 Europe (55 % du chiffre d'affaires du Groupe)

	PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017	Variation en %
(en millions d'euros)			
<b>DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES</b>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>7 350,0</b>	<b>7 286,9</b>	<b>0,9 %</b>
Marge brute	1 961,1	1 977,2	(0,8) %
Frais administratifs et commerciaux	(1 551,7)	(1 542,2)	0,6 %
<b>EBITA</b>	<b>409,3</b>	<b>435,0</b>	<b>(5,9) %</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,6 %	6,0 %	
	PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017	Variation en %
(en millions d'euros)			
<b>DONNÉES FINANCIÈRES COMPARABLES AJUSTÉES</b>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>7 350,0</b>	<b>7 221,5</b>	<b>1,8 %</b>
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			1,7 %
Marge brute	1 966,6	1 949,3	0,9 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	26,8 %	27,0 %	-24 bps
Frais administratifs et commerciaux	(1 551,9)	(1 528,4)	1,5 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(21,1) %	(21,2) %	5 bps
<b>EBITA</b>	<b>414,7</b>	<b>420,9</b>	<b>(1,5) %</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,6 %	5,8 %	

### Chiffre d'affaires

En 2018, le chiffre d'affaires en Europe s'est établi à 7 350,0 millions d'euros contre 7 286,9 millions d'euros en 2017, en hausse de 0,9 % par rapport à l'année précédente, en données publiées.

La variation défavorable des taux de change s'est traduite par une diminution de chiffre d'affaires de 65,4 millions d'euros, principalement due à la dépréciation de la couronne suédoise, du franc suisse et de la livre sterling par rapport à l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en hausse de 1,7 % par rapport en 2017. Si l'on exclut l'effet positif de 0,4 point de pourcentage lié à la hausse du prix des câbles en cuivre, le chiffre d'affaires a augmenté de 1,3 % par rapport à 2017.

En **France**, le chiffre d'affaires s'est établi à 2 717,3 millions d'euros en 2018, en hausse de 1,7 % par rapport en 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, principalement tiré par des marchés résidentiel et tertiaire dynamiques, particulièrement au premier semestre quand le second semestre a été impacté par un fort effet de base.

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires s'est établi à 801,3 millions d'euros en 2018, en baisse de 4,8 % par rapport en 2017, en données comparables et à nombre de jours constant. Cette baisse est principalement liée à un environnement politique incertain ainsi qu'à un volume d'activité moindre avec six installateurs grands comptes. L'activité a également été temporairement impactée par la montée en régime de la force de vente récemment embauchée et la fermeture de 33 agences contribuant pour -1,2 % à l'évolution des ventes, dans un marché en baisse.

En **Allemagne**, le chiffre d'affaires s'est établi à 764,1 millions d'euros en 2018, en baisse de 6,0 % par rapport à 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, lié au programme de transformation des activités dans le pays, annoncée en juin 2018, incluant la fermeture de 17 agences, ainsi que le recentrage sur les activités rentables tel que le segment industriel au niveau national et le segment « installation » dans le sud du pays.

En **Scandinavie**, le chiffre d'affaires s'est établi à 962,5 millions d'euros en 2018, soit une hausse de 4,4 % par rapport à 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, avec une bonne performance en Suède (+5,2 %) portée par les marchés industriel et tertiaire en partie compensée par une baisse sur le marché résidentiel, une croissance de 1,9 % en Norvège ; et de 5,3 % en Finlande.

En **Belgique** et aux **Pays-Bas**, le chiffre d'affaires s'est respectivement élevé à 403,1 millions d'euros et

284,7 millions d'euros en 2018. Le chiffre d'affaires en Belgique a augmenté de 7,2 % en incluant un impact positif de 1,3 % lié à l'acquisition d'une agence dans la région de Courtrai. Hors cet effet, les ventes ont été portées par un environnement de marché favorable. Les ventes aux Pays-Bas ont augmenté de 11,8 %, en données comparables et à nombre de jours constant, principalement en raison de la bonne dynamique des ventes d'équipements photovoltaïques.

En **Suisse** et en **Autriche**, le chiffre d'affaires s'est élevé respectivement à 459,2 millions d'euros et 366,8 millions d'euros en 2018. Les ventes en Suisse ont augmenté de 8,4 % par rapport à 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, tirées par le gain d'un important contrat ainsi que par les ventes d'équipements d'installation. Le chiffre d'affaires en Autriche a progressé de 4,1 % par rapport à 2017, en données comparables et à nombre de jours constant.

En **Europe du Sud**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 373,6 millions d'euros en 2018, en baisse de 0,8 % par rapport à 2017, en données comparables et à nombre de jours constant. Cela reflète principalement une hausse de 6,1 % en Italie et une baisse de 5,9 % en Espagne, impacté par le programme de transformation avec notamment 15 fermetures d'agences.

### Marge brute

En 2018, en Europe, la marge brute s'est établie à 1 961,1 millions d'euros contre 1 977,2 millions d'euros en 2017, en baisse de 0,8 %, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 0,9 % et le taux de marge brute a diminué de 24 points de base pour s'établir à 26,8 % du chiffre d'affaires, affectée par un environnement concurrentiel en Suisse et en Scandinavie.

### Frais administratifs et commerciaux

En 2018, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 1 551,7 millions d'euros contre 1 542,2 millions d'euros en 2017, en hausse de 0,6 %, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 1,5 % en 2018, traduisant notamment une hausse des coûts variables de transport, ainsi que l'effet des augmentations des salaires et des charges sociales. Les frais administratifs et commerciaux se sont établis à 21,1 % du chiffre d'affaires, en baisse de 5 points de base, liée à un volume des ventes en hausse.

### EBITA

En 2018, l'EBITA s'est établi à 409,3 millions d'euros contre 435,0 millions d'euros en 2017. En données

publiées, l'EBITA a baissé de 5,9 %, affecté par l'effet défavorable lié à l'évolution des taux de change de 0,8 % et à la variation du prix des câbles à base cuivre de 3,7 %.

En données comparables ajustées, l'EBITA a baissé de 1,5 % par rapport à 2017 et le taux d'EBITA a diminué de 19 points de base pour s'établir à 5,6 % du chiffre d'affaires.

### 5.1.1.2.3 Amérique du Nord (36 % du chiffre d'affaires du Groupe)

	PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017	Variation en %
(en millions d'euros)			
<b>DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES</b>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>4 801,3</b>	<b>4 707,1</b>	<b>2,0 %</b>
Marge brute	1 105,3	1 070,0	3,3 %
Frais administratifs et commerciaux	(908,1)	(889,8)	2,1 %
<b>EBITA</b>	<b>197,1</b>	<b>180,2</b>	<b>9,4 %</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>4,1 %</i>	<i>3,8 %</i>	
	PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017	Variation en %
(en millions d'euros)			
<b>DONNÉES FINANCIÈRES COMPARABLES AJUSTÉES</b>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>4 801,3</b>	<b>4 505,2</b>	<b>6,6 %</b>
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			<i>6,1 %</i>
Marge brute	1 107,9	1 020,9	8,5 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>23,1 %</i>	<i>22,7 %</i>	<i>41 bps</i>
Frais administratifs et commerciaux	(908,1)	(851,6)	6,6 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(18,9) %</i>	<i>(18,9) %</i>	<i>-1 bps</i>
<b>EBITA</b>	<b>199,8</b>	<b>169,3</b>	<b>18,0 %</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>4,2 %</i>	<i>3,8 %</i>	

#### Chiffre d'affaires

En 2018, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 4 801,3 millions d'euros contre 4 707,1 millions d'euros en 2017, soit une augmentation de 2,0 % par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet défavorable de l'évolution des taux de change, notamment lié à la dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro, a représenté un montant de 202,0 millions d'euros.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé de 6,1 % par rapport à 2017.

Aux **États-Unis**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est élevé à 3 780,3 millions d'euros en 2018, en hausse de 6,9 % par rapport à 2017. Cette augmentation est principalement liée à l'impact commercial favorable de la nouvelle organisation par région dans un marché dynamique ainsi qu'aux ouvertures d'agences.

Au **Canada**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 1 020,9 millions d'euros en 2018, en hausse de 3,6 % par rapport à 2017, principalement grâce au marché industriel, incluant l'industrie minière et l'industrie pétrolière et gazière.

#### Marge brute

En 2018, en Amérique du Nord, la marge brute a atteint 1 105,3 millions d'euros contre 1 070,0 millions d'euros en 2017, soit une hausse de 3,3 % en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a progressé de 8,5 % et le taux de marge brute a augmenté de 41 points de base par rapport à 2017, à 23,1 % du chiffre d'affaires, du fait de l'optimisation de la tarification clients, notamment au Canada.

#### Frais administratifs et commerciaux

En 2018, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 908,1 millions d'euros contre

889,8 millions d'euros en 2017, en hausse de 2,1 % en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 6,6 % en 2018, représentant 18,9 % du chiffre d'affaires, soit une baisse d'1 point de base par rapport à 2017, impactée par l'inflation sur les coûts et par les investissements dans le réseau d'agences et le capital humain.

## EBITA

En 2018, en conséquence, l'EBITA s'est élevé à 197,1 millions d'euros contre 180,2 millions d'euros en 2017, soit une hausse de 9,4 % en données publiées. Cela inclut un effet négatif de l'évolution des taux de change de 4,3 % ainsi qu'un effet défavorable de 3,4 % lié à la variation du prix des câbles à base de cuivre.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 18,0 % par rapport à 2017.

### 5.1.1.2.4 Asie-Pacifique (9 % du chiffre d'affaires du Groupe)

	PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017	Variation en %
(en millions d'euros)			
<b>DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES</b>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 214,4</b>	<b>1 309,0</b>	<b>(7,2) %</b>
Marge brute	220,0	234,9	(6,4) %
Frais administratifs et commerciaux	(195,3)	(223,0)	(12,4) %
<b>EBITA</b>	<b>24,7</b>	<b>11,9</b>	<b>107,5 %</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>2,0 %</i>	<i>0,9 %</i>	
	PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017	Variation en %
(en millions d'euros)			
<b>DONNÉES FINANCIÈRES COMPARABLES AJUSTÉES</b>			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 214,4</b>	<b>1 150,0</b>	<b>5,6 %</b>
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			<i>5,2 %</i>
Marge brute	220,0	208,5	5,5 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>18,1 %</i>	<i>18,1 %</i>	<i>-2 bps</i>
Frais administratifs et commerciaux	(195,3)	(192,5)	1,5 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(16,1) %</i>	<i>(16,7) %</i>	<i>65 bps</i>
<b>EBITA</b>	<b>24,7</b>	<b>16,0</b>	<b>53,9 %</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>2,0 %</i>	<i>1,4 %</i>	

#### Chiffre d'affaires

En 2018, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique s'est élevé à 1 214,4 millions d'euros contre 1 309,0 millions d'euros en 2017, en baisse de 7,2 % en données publiées.

L'effet défavorable de l'évolution des taux de change a représenté 60,4 millions d'euros, principalement dû à la dépréciation du dollar australien par rapport à l'euro.

L'effet de la cession des activités en Asie du Sud-Est a représenté un montant négatif des variations de périmètre de 98,6 millions d'euros.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 5,2 % par rapport à 2017.

En **Australie**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 501,1 millions d'euros, soit une baisse de 0,5 % par rapport à 2017, affecté par la cession de l'activité d'automatismes industriels Rockwell, effective au 30 avril 2018, représentant une baisse de 3,8 %, en partie compensée par la bonne performance des marchés industriel et tertiaire alors que le marché résidentiel a enregistré un déclin.



En **Chine**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 495,3 millions d'euros en 2018, soit une hausse de 6,0 % par rapport en 2017, essentiellement tirée par l'activité Automatismes industriels et solutions.

La progression du chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique a également été alimentée par un projet industriel significatif et ponctuel au Moyen-Orient dont les ventes se sont élevées à 27,2 millions d'euros en 2018 dont 8,2 millions au quatrième trimestre.

#### Marge brute

En **2018**, en Asie-Pacifique, la marge brute a diminué de 6,4 % à 220,0 millions d'euros contre 234,9 millions d'euros en 2017, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 5,5 % et le taux de marge brute s'est établi à 18,1 % en diminution de 2 points de base par rapport à 2017, principalement liée au poids plus important dans le chiffre d'affaires des projets à marge plus faibles que la moyenne, en particulier au Moyen-Orient.

#### Frais administratifs et commerciaux

En **2018**, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 195,3 millions d'euros, en baisse

de 12,4 % par rapport à 2017 où ils s'élevaient à 223,0 millions d'euros, en données publiées, reflétant l'effet de l'inflation courante compensée par une baisse des créances irrécouvrables, en particulier en Chine.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 1,5 % par rapport à 2017, représentant 16,1 % du chiffre d'affaires en 2018, soit une amélioration de 65 points de base par rapport à 2017 traduisant les initiatives entreprises pour dynamiser les ventes en Asie-Pacifique.

#### EBITA

En **2018**, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 24,7 millions d'euros, contre 11,9 millions d'euros en 2017, soit une amélioration de 107,5 % en données publiées, incluant un effet défavorable de variation des taux de change pour 7,4 %, un effet positif des variations de périmètre pour 43,1 % et un effet défavorable de 0,7 % lié à la variation des prix des câbles à base de cuivre.

En données comparables ajustées, il a augmenté de 53,9 % par rapport à 2017. Le taux d'EBITA a progressé de 64 points de base à 2,0 % du chiffre d'affaires.

#### 5.1.1.2.5 Autres activités

(en millions d'euros)

##### DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES

	PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017	Variation en %
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(0,0)</b>	<b>N.A.</b>
Marge brute	0,6	(0,0)	N.A.
Frais administratifs et commerciaux	(31,4)	(32,9)	(4,8) %
<b>EBITA</b>	<b>(30,7)</b>	<b>(33,0)</b>	<b>6,8 %</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>N.A.</i>	<i>N.A.</i>	

(en millions d'euros)

##### DONNÉES FINANCIÈRES COMPARABLES AJUSTÉES

	PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017	Variation en %
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(0,0)</b>	<b>N.A.</b>
Marge brute	0,6	(0,0)	N.A.
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>N.A.</i>	<i>N.A.</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(31,4)	(32,9)	(4,7) %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>N.A.</i>	<i>N.A.</i>	
<b>EBITA</b>	<b>(30,7)</b>	<b>(32,9)</b>	<b>6,7 %</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>N.A.</i>	<i>N.A.</i>	

Ce segment concerne principalement les frais de siège non alloués. En 2018, l'EBITA s'est établi en perte à hauteur de 30,7 millions d'euros, contre

32,9 millions d'euros en 2017, traduisant des économies de frais administratifs et commerciaux au niveau du siège du Groupe.

## 5.1.2 Trésorerie et capitaux

### 5.1.2.1 Flux de trésorerie

	PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017	Variation en valeur
<i>(en millions d'euros)</i>			
Flux de trésorerie d'exploitation	612,6	612,8	(0,2)
Intérêts	(85,3)	(101,6)	16,2
Impôts	(80,7)	(102,5)	21,8
Variation du besoin en fonds de roulement	(161,8)	(118,5)	(43,3)
<b>Flux nets des activités opérationnelles</b>	<b>284,7</b>	<b>290,2</b>	<b>(5,5)</b>
<b>Flux nets des activités d'investissement</b>	<b>(95,5)</b>	<b>(134,6)</b>	<b>39,1</b>
<i>Dont investissements opérationnels<sup>(1)</sup></i>	<i>(93,8)</i>	<i>(110,3)</i>	<i>16,5</i>
<b>Flux nets des activités de financement</b>	<b>(158,2)</b>	<b>(261,3)</b>	<b>103,2</b>
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	<b>31,1</b>	<b>(105,7)</b>	<b>136,8</b>
Flux de trésorerie d'exploitation	612,6	612,8	(0,2)
Variation du besoin en fonds de roulement	(161,8)	(118,5)	(43,3)
Investissements opérationnels <sup>(1)</sup>	(93,8)	(110,3)	16,5
<b>Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets avant intérêts et impôts</b>	<b>357,0</b>	<b>384,0</b>	<b>(27,0)</b>
Intérêts	(85,3)	(101,6)	16,2
Impôts	(80,7)	(102,5)	21,8
<b>Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets après intérêts et impôts</b>	<b>191,0</b>	<b>179,9</b>	<b>11,0</b>
31 DÉCEMBRE			
	2018	2017	
<b>Besoin en fonds de roulement, en % du chiffre d'affaires<sup>(2)</sup> au :</b>			
Données comparables	11,2 %	10,6 %	

(1) Nets des cessions.

(2) Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois.

#### 5.1.2.1.1 Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets provenant des activités opérationnelles du Groupe ont représenté une ressource de 284,7 millions d'euros en 2018 contre 290,2 millions d'euros en 2017.

#### Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôts et variation du besoin en fonds de roulement

s'élèvent à 612,6 millions d'euros en 2018, stable par rapport à 2017 (612,8 millions).

#### Intérêts et impôts

En 2018, les intérêts versés ont diminué pour s'établir à 85,3 millions d'euros contre 101,6 millions d'euros en 2017. Cette diminution provient essentiellement du refinancement des emprunts obligataires à des taux plus faibles intervenu en 2017, ainsi qu'à la réduction de l'endettement moyen.

En 2018, l'impôt sur les sociétés payé a diminué pour s'établir à 80,7 millions d'euros contre 102,5 millions d'euros en 2017, du fait des remboursements des acomptes excédentaires obtenus en 2018 et payés au titre de l'exercice précédent, ainsi qu'à l'encaissement des réclamations auprès de l'administration fiscale française portant sur la taxe sur les dividendes de 3 %.

### Variation du besoin en fonds de roulement

En 2018, la variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi net de trésorerie de 161,8 millions d'euros contre 118,5 millions d'euros en 2017, soit une augmentation de 43,3 millions d'euros traduisant des décaissements plus importants liés à la TVA ainsi qu'aux paiements de primes variables.

(en millions d'euros)

PÉRIODE CLOSE LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017
Acquisition d'immobilisations opérationnelles	(122,1)	(112,5)
Produits de cession d'immobilisations opérationnelles	24,0	3,5
Variation nette des dettes et créances sur immobilisations	4,3	(1,3)
<b>Flux nets des activités d'investissement opérationnel</b>	<b>(93,8)</b>	<b>(110,3)</b>
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(2,7)	0,0
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	0,0	(23,1)
<b>Flux nets des activités d'investissement financier</b>	<b>(2,7)</b>	<b>(23,1)</b>
<b>Variation nette des placements à long terme</b>	<b>1,0</b>	<b>(1,2)</b>
<b>Flux nets des activités d'investissement</b>	<b>(95,5)</b>	<b>(134,6)</b>

### Acquisitions et cessions d'immobilisations opérationnelles

Le montant des acquisitions d'immobilisations net des cessions a représenté un emploi de 98,1 millions d'euros en 2018 contre 108,9 millions d'euros en 2017.

En 2018, les dépenses brutes d'investissement se sont élevées à 122,1 millions d'euros (112,5 millions d'euros en 2017), soit 0,9 % du chiffre d'affaires pour les deux périodes. Les projets informatiques et le numérique ont représenté 54 % du total des dépenses brutes d'investissement en 2018 (56 % en 2017). Les cessions d'immobilisations opérationnelles ont généré une ressource de 24,0 millions d'euros (3,5 millions d'euros en 2017), comprenant le prix de cession de l'activité relative aux automatismes industriels Rockwell en Australie.

### Investissements financiers

Les investissements financiers ont représenté un emploi net de 2,7 millions d'euros en 2018 contre 23,1 millions d'euros en 2017.

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, à données comparables, le besoin en fonds de roulement s'est élevé à 11,2 % du chiffre d'affaires au 31 décembre 2018 contre 10,6 % au 31 décembre 2017, du fait de l'élargissement de l'offre de produits pour développer les ventes et d'une baisse des dettes fournisseurs.

### 5.1.2.1.2 Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle représentait un emploi de 95,5 millions d'euros en 2018 contre un emploi de 134,6 millions d'euros en 2017.

En 2018, les investissements financiers concernent l'acquisition d'une agence en Belgique.

En 2017, les investissements financiers à hauteur de 23,1 millions d'euros correspondaient à la contribution du Groupe aux filiales cédées en Asie du Sud-Est.

### 5.1.2.1.3 Trésorerie nette provenant des activités de financement

En 2018, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un décaissement net de 158,2 millions d'euros, comprenant principalement :

- le rachat net d'actions propres pour un montant de 10,2 millions d'euros ;
- une baisse de 9,6 millions d'euros des facilités de crédit et billets de trésorerie ;
- une diminution de 6,9 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation ; et
- la distribution de dividendes pour 126,8 millions d'euros

En 2017, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflétait un décaissement net de 261,3 millions d'euros, comprenant principalement :

- le remboursement anticipé de 330,0 millions de dollars américains d'obligations à échéance 2020 et portant intérêt à 5,25 %, pour un montant de 302,3 millions d'euros incluant une prime de remboursement de 6,3 millions d'euros ; ces obligations ont été refinancées par une émission de 300 millions d'euros portant intérêt à 2,625 %, à échéance 2024 ;
- le remboursement anticipé de 500 millions d'euros d'obligations à échéance 2022, le 20 novembre 2017, pour un montant de 517 millions d'euros incluant une prime de remboursement de 17,0 millions d'euros ; ces obligations ont été refinancées par

une émission de 500 millions d'euros portant intérêt à 2,125 %, à échéance 2025 ;

- la diminution de 112,9 millions d'euros des billets de trésorerie, de la titrisation et des autres emprunts ; et
- la distribution de dividendes pour 120,8 millions d'euros.

### 5.1.2.2 Sources de financement

En complément de la trésorerie provenant de son activité, le Groupe se finance principalement au moyen d'emprunts obligataires, de cessions de créances commerciales et de lignes de crédit multilatérales. Au 31 décembre 2018, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 2 030,4 millions d'euros contre 2 041,2 au 31 décembre 2017 et s'analysait comme suit :

	31 DÉCEMBRE					
	2018			2017		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
<i>(en millions d'euros)</i>						
Obligations Senior	-	1 456,2	1 456,2	-	1 446,6	1 446,6
Titrisation	517,0	484,2	1 001,2	-	1 007,6	1 007,6
Emprunts auprès des établissements de crédit	7,7	0,9	8,6	12,1	1,8	13,9
Billets de trésorerie	40,0	-	40,0	41,7	-	41,7
Concours bancaires et autres emprunts	84,1	-	84,1	100,6	-	100,6
Location-financement	4,5	11,2	15,8	6,2	14,3	20,5
Intérêts courus	5,0	-	5,0	6,3	-	6,3
Moins coûts de transaction	(4,4)	(16,3)	(20,7)	(5,1)	(19,7)	(24,7)
<b>Total des dettes financières et intérêts courus</b>	<b>654,0</b>	<b>1 936,2</b>	<b>2 590,2</b>	<b>161,8</b>	<b>2 450,5</b>	<b>2 612,3</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(544,9)			(563,6)
Créances sur intérêts courus			(2,2)			(1,0)
Dérivés de couverture de la dette			(12,7)			(6,5)
<b>Endettement financier net</b>			<b>2 030,4</b>			<b>2 041,2</b>

Au 31 décembre 2018, la liquidité du Groupe s'élevait à 1 305,7 millions d'euros (1 304,7 millions d'euros au 31 décembre 2017) et s'analysait comme suit :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
<i>(en millions d'euros)</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	544,9	563,6
Découverts bancaires	(84,1)	(100,6)
Billets de trésorerie	(40,0)	(41,7)
Contrat de Crédit Senior non tiré	850,0	850,0
Lignes bilatérales	34,9	33,4
<b>Liquidité</b>	<b>1 305,7</b>	<b>1 304,7</b>

(1) Après prise en compte de l'avenant au Contrat de Crédit Senior signé le 31 janvier 2018.

Au 31 décembre 2018, les notations de Rexel par les agences de notation financière étaient les suivantes :

31 DÉCEMBRE 2018			
Agence	Moody's	Standard & Poor's	Fitch Ratings
Dettes long terme	Ba2	BB-	BB
Perspectives	Stables	Stables	Stables
Dettes court terme	NP	B	B

En 2018, Rexel a décidé de ne pas renouveler son contrat avec l'agence Fitch Ratings, qui arrivait à échéance le 31 décembre 2018. Le Groupe reste noté par les agences Moody's et Standard and Poor's.

Au 31 décembre 2017, les notations de Rexel par les agences de notation financière étaient les suivantes :

31 DÉCEMBRE 2017			
Agence	Moody's	Standard & Poor's	Fitch Ratings
Dettes long terme	Ba2	BB	BB
Perspectives	Stables	Stables	Stables
Dettes court terme	NP	B	B

### Contrat de crédit syndiqué

En janvier 2019, le contrat de crédit syndiqué d'un montant maximum de 850 millions d'euros a été prorogé afin d'étendre son échéance d'un an, jusqu'au 31 janvier 2024. Au 31 décembre 2018, ces lignes n'étaient pas tirées.

Le ratio d'endettement, tel que calculé selon les termes du Contrat de Crédit Syndiqué, a baissé pour atteindre 2,67 au 31 décembre 2018 (contre 2,84 au 31 décembre 2017) conformément à la prévision du Groupe.

## 5.1.3 Perspectives

*Les objectifs et prévisions présentés dans cette section ont été établis sur la base de données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la direction du groupe Rexel. Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, comptable, concurrentiel et réglementaire ou en fonction d'autres facteurs dont le groupe Rexel n'aurait pas connaissance à la date du présent document de référence. En outre, la réalisation de certains risques décrits au chapitre 2 « Facteurs de risque et contrôle interne » du présent document de référence pourrait avoir un impact sur l'activité, la situation financière, les résultats du groupe Rexel et ainsi sa capacité à réaliser ses objectifs et prévisions. Le groupe Rexel ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie sur la réalisation des objectifs et prévisions figurant dans le présent paragraphe.*

### 5.1.3.1 Comparaison des prévisions de résultat de Rexel pour 2018 avec les réalisations

Pour 2018, Rexel avait formulé les prévisions suivantes, sur la base des hypothèses indiquées dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2018 sous le numéro D.18-0263 :

- des ventes en progression à un chiffre et inférieure à 5 % (à nombre de jours constants) retenant l'hypothèse d'une poursuite de la croissance dans un environnement de marché qui devrait rester favorable dans la plupart de ses principales zones géographiques;
- une croissance de l'EBITA ajusté d'au moins 5 % et inférieure à 10 % ; et
- la poursuite de l'amélioration du ratio d'endettement (dette nette/EBITDA).

Lors de la communication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2018, le 31 juillet 2018, le groupe Rexel a confirmé ses objectifs annuels, tels que détaillés ci-dessus.

Lors de la communication des résultats du troisième trimestre et des neufs premiers mois de l'année 2018, le 31 octobre 2018, Rexel a confirmé une nouvelle fois ses objectifs financiers.

Le 13 février 2019, Rexel a publié ses résultats annuels 2018, en ligne avec ses objectifs :

- les ventes progressent de 3,5 %, en données comparables et à nombre de jours constant, incluant un effet cuivre positif de 0,4 %. En 2018, les ventes se sont élevées à 13,37 milliards d'euros ;
- la croissance de l'EBITA ajusté s'établit à 6,1 %. La marge d'EBITA ajusté progresse de 10 bps par rapport à 2017, à 4,6 % des ventes ; et
- l'amélioration du ratio d'endettement, avec une dette nette représentant 2,67x l'EBITDA contre 2,84x à fin 2017 (Dette nette / EBITDA calculé selon les termes du Contrat de Crédit Senior).

### 5.1.3.2 Objectifs du groupe Rexel pour 2019

Rexel a achevé avec succès la première étape de ses objectifs stratégiques, en consolidant sa présence géographique, en refondant son modèle opérationnel en faisant progresser son chiffre d'affaires digital, et en renforçant sa structure financière, faisant de Rexel un groupe plus robuste.

Rexel entame désormais sa deuxième étape, pour parachever sa transformation en un groupe de service axé sur l'utilisation des données, offrant plus de solutions connectées dans un univers de la distribution de produits électriques en rapide mutation.



Conformément à son ambition à moyen-terme, et en prenant l'hypothèse d'un environnement macroéconomique globalement inchangé, Rexel vise pour 2019, à périmètre et taux de change comparables :

- une croissance des ventes à nombre de jours constant comprise entre 2 % et 4%, hors effet défavorable de 1 % provenant des fermetures d'agences en Allemagne et en Espagne ;
- une croissance de l'EBITA ajusté comprise entre 5 % et 7 % ;
- la poursuite de l'amélioration du ratio d'endettement (dette nette / EBITDA).

### 5.1.4 Politique de distribution de dividendes

Le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende. Les dividendes non réclamés sont prescrits au profit de l'État dans un délai de cinq ans à compter de la date de leur mise en paiement.

À moyen terme, Rexel entend dégager un solide flux de trésorerie disponible avant intérêts et impôts, grâce à une faible intensité capitalistique et à une gestion serrée du besoin en fonds de roulement, permettant notamment de financer un dividende attractif d'au moins 40 % du résultat net récurrent.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale des actionnaires devant se tenir le 23 mai 2019, le versement d'un dividende de 0,44 euro par

action, payable en numéraire, afin de permettre à Rexel de se conformer à ses engagements en matière de distribution de dividendes à ses actionnaires.

Les montants mis en distribution par Rexel au titre des trois derniers exercices sont les suivants :

ANNÉE	MONTANT MIS EN DISTRIBUTION TOTAL	MONTANT MIS EN DISTRIBUTION PAR ACTION
2018	132 827 278 euros <sup>(*)</sup>	0,44 euro <sup>(*)</sup>
2017	126 851 362 euros	0,42 euro
2016	120 822 691 euros	0,40 euro

(\*) Montant soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale.

### 5.1.5 Changements significatifs de la situation financière ou commerciale

Le 12 mars 2019, Rexel a réalisé une émission obligataire de 600 millions d'euros au taux de 2,75 % par an à échéance 2026. Les obligations, non assorties de sûretés, sont admises à la négociation sur le marché Euro MTF de la bourse du Luxembourg. Le produit net de cette émission obligataire a été affecté, ainsi que les liquidités disponibles, au remboursement par anticipation le 19 mars 2019 de l'emprunt obligataire de 650 millions d'euros de 3,50 % à échéance 2023 qui avait été émis le 18 mai 2016.

À la connaissance de Rexel et à l'exception des éléments qui sont décrits dans le présent document de référence, aucun autre changement significatif de la situation financière et commerciale du groupe Rexel n'est survenu depuis la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

### 5.1.6 Informations relatives au délai de paiement des fournisseurs et clients de Rexel (clôture de l'exercice 2018)

**Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice 2018 dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D.441-4 du Code de commerce)**

	ARTICLE D. 441 I.-1° : FACTURES REÇUES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU	ARTICLE D. 441 I.-2° : FACTURES ÉMISES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU
<b>(A) Factures en retard de paiement</b>		
Nombre de factures concernées	4	0
Montant total des factures concernées TTC (en milliers d'euros)	2	
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice HT (en milliers d'euros)	0,02 %	
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice		
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées</b>		
Nombre des factures exclues	2	
Montant total des factures exclues TTC (en milliers d'euros)	7	
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du Code de commerce)</b>		
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retard de paiement	Délais contractuels : 30 j en moyenne Délais légaux : NA	Délais contractuels : 30 j Délais légaux : NA

[Cette page est intentionnellement laissée en blanc]



# 5.2

## États financiers consolidés

<b>5.2 États financiers consolidés</b>	<b>248</b>	15. Trésorerie et équivalents de trésorerie	277
5.2.1 États financiers consolidés au 31 décembre 2018	248	16. Synthèse des actifs financiers	278
Compte de résultat consolidé	248	17. Capital social et prime d'émission	279
Résultat global consolidé	249	18. Dividendes	280
Bilan consolidé	250	19. Paiements fondés sur des actions	280
Tableau des flux de trésorerie consolidé	251	20. Résultats par action	286
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	252	21. Provisions et autres passifs non courants	286
Notes annexes	253	22. Avantages du personnel	287
1. Informations générales	253	23. Endettement financier	294
2. Événements significatifs des exercices clos le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2017	253	24. Risques de marché et instruments financiers	300
3. Principales méthodes comptables	253	25. Synthèse des passifs financiers	304
4. Regroupements d'entreprises	266	26. Contrats de location simple	305
5. Cession d'entités consolidées	266	27. Transactions avec les parties liées	305
6. Information sectorielle	267	28. Honoraires des Commissaires aux comptes	305
7. Frais administratifs et commerciaux	268	29. Litiges et autres passifs éventuels	305
8. Charges de personnel	268	30. Événements postérieurs à la période de <i>reporting</i>	307
9. Autres produits et autres charges	269	31. Sociétés consolidées au 31 décembre 2018	307
10. Charges financières nettes	270	5.2.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	311
11. Impôt sur les bénéfices	270		
12. Actifs non courants	272		
13. Actifs courants	276		
14. Actifs destinés à être cédés	277		

En application de l'article 28 du Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- les comptes financiers consolidés et le rapport d'audit correspondant pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 qui figurent aux pages 214 à 274 du document de référence pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2018 sous le numéro D.18.0263 ; et
- les comptes financiers consolidés et le rapport d'audit correspondant pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 qui figurent aux pages 187 à 248 du document de référence pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 31 mars 2017 sous le numéro D.17-0272.

## 5.2 États financiers consolidés

### 5.2.1 États financiers consolidés au 31 décembre 2018

#### Compte de résultat consolidé

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE			
	Note	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)			
Chiffre d'affaires	6	13 365,7	13 303,0
Coût des ventes		(10 078,7)	(10 020,9)
Marge brute		3 286,9	3 282,1
Frais administratifs et commerciaux	7	(2 702,2)	(2 707,0)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		584,7	575,1
Autres produits	9	15,4	7,1
Autres charges	9	(190,3)	(260,1)
Résultat opérationnel		409,8	322,1
Produits financiers		3,3	2,3
Coût de l'endettement financier		(76,9)	(91,9)
Frais financiers liés aux opérations de refinancement		-	(18,8)
Autres charges financières		(27,0)	(37,3)
Charges financières (nettes)	10	(100,6)	(145,6)
Résultat net avant impôt		309,2	176,5
Impôt sur le résultat	11	(157,0)	(71,9)
Résultat net		152,3	104,6
Dont attribuable :			
aux actionnaires de la société mère		150,7	105,5
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		1,6	(0,9)
Résultat net par action :			
Résultat de base par action (en euros)	20	0,50	0,35
Résultat dilué par action (en euros)	20	0,50	0,35

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.



## Résultat global consolidé

		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	Note	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)			
Résultat net		152,3	104,6
Éléments destinés à être reclassés ultérieurement en compte de résultat			
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger		(18,7)	51,9
Effet d'impôt		6,4	(19,3)
Sous-total		(12,3)	32,6
Écarts de conversion		35,9	(281,6)
Effet d'impôt		(10,7)	43,0
Sous-total		25,2	(238,6)
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie		(1,2)	5,1
Effet d'impôt		0,5	(1,8)
Sous-total		(0,8)	3,3
Éléments non reclassables ultérieurement en compte de résultat			
Gains / (pertes) actuariels(les) sur engagements de retraite et avantages assimilés	22.3	41,7	(2,4)
Effet d'impôt		(3,6)	(2,5)
Sous-total		38,1	(4,9)
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt		50,3	(207,5)
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt		202,6	(102,9)
Dont attribuable :			
aux actionnaires de la société mère		201,0	(101,3)
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		1,6	(1,6)

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Bilan consolidé

		31 DÉCEMBRE		1 <sup>ER</sup> JANVIER
	Note	2018	2017 <sup>(1)</sup>	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)				
ACTIF				
Goodwill	12.1	3 871,1	3 914,9	4 300,2
Immobilisations incorporelles	12.1	1 038,8	1 049,7	1 109,5
Immobilisations corporelles	12.2	281,1	272,0	282,4
Actifs financiers non courants	12.3	42,6	38,0	41,8
Actifs d'impôt différé	11.2	85,8	96,6	129,3
Total des actifs non courants		5 319,4	5 371,2	5 863,2
Stocks	13.1	1 674,2	1 544,9	1 579,8
Créances clients	13.2	2 091,5	2 074,4	2 184,9
Créances d'impôt courant		14,4	48,1	23,5
Autres actifs	13.3	519,0	512,7	510,1
Actifs destinés à être cédés	14	41,9	-	0,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	544,9	563,6	619,3
Total des actifs courants		4 885,9	4 743,7	4 917,8
Total des actifs		10 205,3	10 114,9	10 781,0
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	17	1 519,9	1 516,7	1 514,5
Prime d'émission	17	1 554,0	1 559,2	1 561,2
Réserves		1 154,5	1 079,5	1 296,3
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société		4 228,4	4 155,4	4 372,0
Intérêts ne conférant pas le contrôle		3,8	2,2	5,2
Total des capitaux propres		4 232,2	4 157,6	4 377,2
DETTES				
Dettes financières non courantes	23	1 936,2	2 450,5	2 195,1
Provisions pour retraites et avantages assimilés	22.2	266,2	319,9	338,5
Passifs d'impôt différé	11.2	225,2	172,8	238,6
Provisions et autres passifs non courants	21	63,2	56,3	84,7
Total des passifs non courants		2 490,7	2 999,6	2 856,9
Dettes financières courantes	23	649,0	155,5	603,6
Intérêts courus	23	5,0	6,3	6,3
Dettes fournisseurs		2 024,6	2 034,8	2 179,0
Dette d'impôt exigible		26,8	34,8	37,4
Autres dettes	25	738,8	726,3	720,5
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	14	38,3	-	-
Total des passifs courants		3 482,4	2 957,7	3 546,9
Total des passifs		5 973,1	5 957,3	6 403,8
Total des passifs et des capitaux propres		10 205,3	10 114,9	10 781,0

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Tableau des flux de trésorerie consolidé

		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	Note	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)			
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>			
Résultat opérationnel		409,8	322,1
Amortissements et dépréciations et mises au rebut d'actifs	7-9	203,5	264,1
Avantages du personnel		(18,5)	(17,6)
Variation des autres provisions		10,1	(26,2)
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		7,6	70,4
Intérêts payés		(85,3)	(101,6)
Impôt payé		(80,7)	(102,5)
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>446,5</b>	<b>408,7</b>
Variation des stocks		(130,3)	(80,7)
Variation des créances clients		(28,7)	(24,7)
Variation des dettes fournisseurs		13,9	(41,2)
Variations des autres créances et autres dettes		(16,7)	28,2
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>(161,8)</b>	<b>(118,5)</b>
<b>Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles</b>		<b>284,7</b>	<b>290,2</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(117,8)	(113,8)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		24,0	3,5
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		(2,7)	-
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	5	0,0	(23,1)
Variation des placements à long terme		1,0	(1,2)
<b>Trésorerie nette provenant des activités d'investissement</b>		<b>(95,5)</b>	<b>(134,6)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation de capital	17.1	-	0,5
Ventes / (Achats) d'actions propres		(10,2)	0,1
Émission d'emprunts obligataires nette des coûts de transaction	23.2	-	790,6
Remboursement d'emprunts obligataires	23.2	-	(819,3)
Résiliation de <i>swaps</i> de taux d'intérêt qualifiés de couverture de juste valeur		-	0,5
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	23.2	(9,6)	(80,5)
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	23.2	(6,9)	(29,3)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	23.2	(4,7)	(3,0)
Dividendes payés	18	(126,8)	(120,8)
<b>Trésorerie nette provenant des activités de financement</b>		<b>(158,2)</b>	<b>(261,3)</b>
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>31,1</b>	<b>(105,7)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		563,6	619,3
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie détenue		(20,6)	50,1
Trésorerie reclassée en actifs destinés à être cédés		(29,3)	-
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>		<b>544,9</b>	<b>563,6</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	NOTE	CAPITAL SOCIAL (NOTE 17.1)	PRIME D'ÉMISSION (NOTE 17.1)	RÉSULTATS ACCUMULÉS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVE DE CONVERSION	RÉSERVE DE COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE FUTURS	REVALORISATION DE LA DETTE NETTE DE PENSION	TOTAL ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	INTÉRÊTS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
<b>POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017</b>										
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (publié)</b>		<b>1 514,5</b>	<b>1 561,2</b>	<b>1 303,1</b>	<b>185,5</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(185,6)</b>	<b>4 378,1</b>	<b>5,2</b>	<b>4 383,3</b>
Effet du changement de méthode comptable relatif à l'application de la norme IFRS 15		-	-	(3,0)	-	-	-	(3,0)	-	(3,0)
Effet du changement de méthode comptable relatif à l'application de la norme IFRS 9		-	-	(3,1)	-	-	-	(3,1)	-	(3,1)
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (retraité)</b>		<b>1 514,5</b>	<b>1 561,2</b>	<b>1 297,0</b>	<b>185,5</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(185,6)</b>	<b>4 372,0</b>	<b>5,2</b>	<b>4 377,2</b>
Résultat net (retraité)		-	-	105,5	-	-	-	105,5	(0,9)	104,6
Autres éléments du résultat global (retraité)		-	-	-	(205,2)	3,3	(4,9)	(206,8)	(0,7)	(207,5)
<b>Résultat global de l'exercice (retraité)</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>105,5</b>	<b>(205,2)</b>	<b>3,3</b>	<b>(4,9)</b>	<b>(101,3)</b>	<b>(1,6)</b>	<b>(102,9)</b>
Distribution de dividendes en numéraire	18	-	-	(120,8)	-	-	-	(120,8)	-	(120,8)
Augmentation de capital	2,2	(2,0)	(0,1)	-	-	-	-	0,1	-	0,1
Paiements fondés sur des actions	-	-	4,9	-	-	-	-	4,9	-	4,9
Cession de participations	-	-	-	-	-	-	-	-	(1,4)	(1,4)
Cessions / (achats) d'actions propres	-	-	0,6	-	-	-	-	0,6	-	0,6
<b>Au 31 décembre 2017 retraité</b>		<b>1 516,7</b>	<b>1 559,2</b>	<b>1 287,0</b>	<b>(19,7)</b>	<b>2,6</b>	<b>(190,5)</b>	<b>4 155,4</b>	<b>2,2</b>	<b>4 157,6</b>
<b>POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018</b>										
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (retraité)</b>		<b>1 516,7</b>	<b>1 559,2</b>	<b>1 287,0</b>	<b>(19,7)</b>	<b>2,6</b>	<b>(190,5)</b>	<b>4 155,4</b>	<b>2,2</b>	<b>4 157,6</b>
Résultat net		-	-	150,7	-	-	-	150,7	1,6	152,3
Autres éléments du résultat global		-	-	-	13,0	(0,8)	38,1	50,3	-	50,3
<b>Résultat global de l'exercice</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>150,7</b>	<b>13,0</b>	<b>(0,8)</b>	<b>38,1</b>	<b>201,0</b>	<b>1,6</b>	<b>202,6</b>
Distribution de dividendes en numéraire	18	-	-	(126,8)	-	-	-	(126,8)	-	(126,8)
Augmentation de capital	3,2	(5,2)	2,0	-	-	-	-	0,0	0,1	0,1
Paiements fondés sur des actions	-	-	8,4	-	-	-	-	8,4	-	8,4
Cessions / (achats) d'actions propres	-	-	(9,6)	-	-	-	-	(9,6)	-	(9,6)
<b>Au 31 décembre 2018</b>		<b>1 519,9</b>	<b>1 554,0</b>	<b>1 311,7</b>	<b>(6,7)</b>	<b>1,8</b>	<b>(152,4)</b>	<b>4 228,4</b>	<b>3,8</b>	<b>4 232,2</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Notes annexes

### 1. Informations générales

La société Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, de l'industrie et des services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Chine, Australie et Nouvelle-Zélande).

Les présents états financiers consolidés couvrent la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018 et ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 12 février 2019.

### 2. Événements significatifs des exercices clos le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2017

Il n'y a pas eu d'évènement significatif au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

#### Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, le Groupe a réalisé les opérations suivantes :

##### Cession de Rexel South East Asia

Dans le cadre de sa stratégie visant à se recentrer sur les marchés et activités les plus attractifs, le Groupe s'est désengagé de ses opérations dans le Sud-Est asiatique en 2017. Ce désengagement, qui comprend les activités en Thaïlande, en Indonésie, à Singapour, au Vietnam, aux Philippines, à Macao et en Malaisie a été réalisé en deux opérations. La première, portant sur la cession de la société Lenn international Pte Ltd intervenue le 25 mai 2017 et la seconde, intervenue le 19 décembre 2017, pour les autres activités. Le résultat de cession avant impôt représente une perte d'un montant de 68,7 millions d'euros (voir note 5).

##### Opérations de refinancement

Rexel a conclu deux opérations de refinancement ayant pour objectif d'étendre la maturité de la dette et d'optimiser le coût de l'endettement financier. Rexel a ainsi émis un emprunt obligataire de 300 millions d'euros au taux de 2,625 % à échéance

2024 en mars 2017 et un emprunt obligataire de 500 millions d'euros au taux de 2,125 % à échéance 2025 en novembre 2017. Ces émissions ont permis de rembourser par anticipation le solde des obligations de 500 millions de dollars américains à échéance 2020 émises au taux de 5,25 % pour un montant de 330 millions de dollars américains ainsi que les obligations de 500 millions d'euros à échéance 2022 émises au taux de 3,25 % (voir note 23.1).

### 3. Principales méthodes comptables

#### 3.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2018 (désignés ci-après comme « les états financiers ») ont été établis en conformité avec les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne, et avec celles émises par le Comité des Normes Comptables Internationales (IASB), applicables au 31 décembre 2018.

Le Groupe a appliqué pour la première fois en 2018 les normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » et IFRS 9 « Instruments financiers », dont les effets significatifs sont décrits dans la note 3.2.1.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)).

#### 3.2 Préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables, sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

Les informations sur les principales hypothèses relatives aux estimations et sur les jugements exercés



dans l'application des méthodes comptables, dont l'effet sur les montants comptabilisés dans les états financiers est significatif, sont décrites dans les notes suivantes :

- Regroupements d'entreprises (notes 3.5 et 4) ;
- Dépréciation du *goodwill* et des actifs incorporels (notes 3.5 et 12.1) ;
- Évaluation des obligations liées aux avantages du personnel (notes 3.13 et 22) ;
- Provisions et passifs éventuels (notes 3.15, 21 et 29) ;
- Rabais fournisseurs (note 3.17 et 13.3) ;
- Reconnaissance des impôts différés actifs (notes 3.20 et 11) ;
- Évaluation des paiements fondés sur des actions (notes 3.14 et 19).

### 3.2.1 Changements de méthodes – amendements des normes IFRS

Le Groupe applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 les normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1.1) et IFRS 9 « Instruments financiers » (voir note 3.2.1.2).

D'autres nouveaux amendements, tels que des amendements à IFRS 2 « Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » et l'interprétation IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée », sont appliqués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 mais n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe.

En base annuelle, les impacts de l'application de la norme IFRS 15 sur le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été les suivants :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017		
	PUBLIÉ	AJUSTEMENTS	IFRS 15 RETRAITÉ
(en millions d'euros)			
Chiffre d'affaires	13 310,1	(7,1) <sup>(1)</sup>	13 303,0
Coût des ventes	(10 045,9)	25,0 <sup>(2)</sup>	(10 020,9)
<b>Marge brute</b>	<b>3 264,2</b>	<b>17,9</b>	<b>3 282,1</b>
Frais administratifs et commerciaux	(2 688,9)	(18,1) <sup>(3)</sup>	(2 707,0)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>322,3</b>	<b>(0,2)</b>	<b>322,1</b>
<b>Résultat net avant impôt</b>	<b>176,4</b>	<b>0,1</b>	<b>176,5</b>
Impôt sur le résultat	(71,5)	(0,4)	(71,9)
<b>Résultat net</b>	<b>104,9</b>	<b>(0,3)</b>	<b>104,7</b>

(1) Selon IFRS 15, le chiffre d'affaires a été ajusté à la baisse de 7,1 millions d'euros, dont (24,2) millions d'euros relatifs aux ventes directes pour lesquelles le Groupe est réputé agir comme un agent (voir (2)) et à la hausse de 15,7 millions d'euros liés aux frais de port facturés aux clients et présentés antérieurement en diminution des frais administratifs et commerciaux (voir (3)).

(2) Reflète principalement l'ajustement relatif aux ventes directes. Celles-ci correspondent aux accords avec les clients au terme desquels le Groupe mandate, sur la base d'un bon de commande du client adressé à Rexel, un fournisseur tiers pour expédier des produits chez le client sans que ceux-ci ne transitent par les entrepôts du Groupe. Les ventes directes représentent environ 20 % du chiffre d'affaires de Rexel. Sur la base de l'analyse des risques et avantages définie par IAS18, le Groupe porte notamment le risque de crédit des créances attachées à ces ventes directes. Par conséquent, il agit comme principal et comptabilise la valeur brute de ces ventes en chiffre d'affaires. IFRS 15 évolue d'une approche fondée sur les risques et avantages à une approche fondée sur le transfert de contrôle. Dans la plupart des ventes directes, le Groupe est responsable vis-à-vis du client du traitement de sa commande et il en détermine le prix. Il obtient le contrôle des marchandises au moment où elles sont enlevées par le transporteur chez le fournisseur tiers mais ne transfère pas le contrôle avant qu'elles ne soient livrées dans l'entrepôt du client. Rexel porte le risque d'inventaire durant le transfert des marchandises et le risque de retour consécutif à la livraison. Dans un nombre limité de cas où ces conditions ne sont pas remplies, le Groupe est réputé agir comme un agent et comptabilise une commission représentant la différence entre le montant facturé au client et celui facturé par le fournisseur.

(3) Reflète essentiellement le reclassement lié aux frais de port facturés aux clients, qui étaient antérieurement comptabilisés en réduction des coûts de transport classés dans les frais administratifs et commerciaux en application d'IAS 18. Ces services, considérés comme une obligation de performance de Rexel, sont désormais classés en chiffre d'affaires en application de la norme IFRS 15.

### 3.2.1.2 IFRS 9 « Instruments financiers »

La norme IFRS 9, qui remplace la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », traite de la classification et de l'évaluation, ainsi que de la dépréciation et de la comptabilité de couverture des actifs et passifs financiers.

La norme IFRS 9 maintient en grande partie les principes de classement et d'évaluation des passifs financiers retenus par la norme IAS 39. Cependant, elle supprime les anciennes catégories d'IAS 39 des actifs financiers : placements détenus jusqu'à leur échéance, créances et dettes émises par l'entreprise et actifs disponibles à la vente. Lors de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont reconnus dans le bilan à leur juste valeur et classés dans l'une des catégories suivantes : coût amorti, juste valeur en capitaux propres « JVCAP » ou juste valeur en résultat « JVRES ». Ce classement

détermine le traitement comptable appliqué aux périodes ultérieures. Les actifs financiers du Groupe sont essentiellement composés d'instruments dérivés, notamment des *swaps* de taux d'intérêt et des contrats de change à terme qualifiés de couverture, ainsi que d'autres instruments dérivés de taux d'intérêt non qualifiés de couverture, de créances commerciales et de trésorerie et équivalents de trésorerie.

L'application des principes de classification et d'évaluation prévus par la norme IFRS 9 n'a pas eu d'impact significatif dans le bilan ou dans les capitaux propres du Groupe. Le tableau suivant présente les catégories d'actifs financiers selon la norme IAS 39 ainsi que celles selon la norme IFRS 9 pour chaque classe d'actifs financiers au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Il indique l'ajustement lié à la dépréciation des créances clients en fonction des pertes attendues selon IFRS 9.

(en millions d'euros)	CLASSIFICATION INITIALE SELON IAS 39	NOUVELLE CLASSIFICATION SELON IFRS 9	VALEUR COMPTABLE INITIALE SELON IAS 39	NOUVELLE VALEUR COMPTABLE SELON IFRS 9
<b>Actifs financiers</b>				
Instruments dérivés dans une relation de couverture	JV Rés.	JV Rés.	8,7	8,7
Instruments dérivés dans une relation de couverture	JV Cap.	JV Cap.	3,6	3,6
Autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture	JV Rés.	JV Rés.	0,2	0,2
Prêts	Prêts et créances	Coût amorti	0,1	0,1
Dépôts	Prêts et créances	Coût amorti	25,2	25,2
<b>Actifs financiers non courants</b>			<b>37,8</b>	<b>37,8</b>
Créances clients <sup>(1)</sup>	Prêts et créances	Coût amorti	2 077,0	2 073,2
Rabais fournisseurs à recevoir	Prêts et créances	Coût amorti	348,6	348,6
Autres créances	Prêts et créances	Coût amorti	86,6	86,6
Instruments dérivés dans une relation de couverture	JV Cap.	JV Cap.	1,0	1,0
Autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture	JV Rés.	JV Rés.	0,1	0,1
<b>Actifs financiers courants</b>			<b>2 513,3</b>	<b>2 509,5</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>JV Rés.</b>	<b>JV Rés.</b>	<b>563,6</b>	<b>563,6</b>
<b>Total des actifs financiers</b>			<b>3 114,7</b>	<b>3 110,9</b>

(1) Créances clients ajustées des pertes de crédit attendues sous IFRS 9.

JV Rés. Juste valeur en résultat.

JV Cap. Juste valeur en capitaux propres.

Concernant la dépréciation des actifs financiers, et notamment la dépréciation des créances clients, le modèle préconisé par la norme IFRS 9 est fondé sur les pertes de crédit attendues, par opposition aux pertes de crédit reconnues en application

d'IAS 39. Selon cette dernière, une dépréciation était constatée sur la base d'une matrice standard d'antériorité des créances échues au-delà de 30 jours. Au titre d'IFRS 9, le Groupe applique la méthode simplifiée et enregistre les pertes de

crédit attendues sur les créances non échues et celles échues depuis moins de 30 jours sur la base des pertes de crédit historiques rapportées aux ventes. L'application de cette nouvelle méthode de dépréciation a eu pour effet de diminuer les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de 3,0 millions d'euros. Il n'y a pas eu d'effet sur le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Concernant la comptabilité de couverture, l'ensemble des relations de couverture existantes considérées efficaces sous IAS 39 demeurent applicables selon IFRS 9. En effet, les principes généraux de comptabilisation des instruments éligibles ne sont pas modifiés par IFRS 9. En conséquence, l'application des obligations en matière de comptabilité de couverture selon IFRS 9 n'a pas d'effet significatif sur les états financiers consolidés.

### 3.2.2 Nouvelles normes et interprétations d'application ultérieure approuvées par l'Union européenne

Les normes suivantes ont été publiées par l'IASB et ont été approuvées par l'Union européenne mais ne sont pas encore applicables :

- Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location », qui a été approuvée par l'Union européenne le 31 octobre 2017. Elle représente une évolution majeure dans la comptabilisation des contrats de location. La norme prévoit un modèle unique de comptabilisation chez le preneur qui nécessite de reconnaître les actifs et passifs pour tous les contrats de location à l'exception de ceux d'une durée inférieure à 12 mois ou ceux dont l'actif sous-jacent est de faible valeur. À la prise d'effet d'un contrat de location, le preneur constate une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers et un actif représentant le droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat. Pendant cette durée, il doit présenter séparément la charge d'intérêts relative à la dette de loyers de la charge d'amortissement du droit d'utilisation. Si un événement particulier survient (*i.e.* révision de la durée du contrat, changement des loyers variables basés sur un taux ou un index), le preneur doit réévaluer la dette en contrepartie du droit d'utilisation constaté à l'actif. IFRS 16 est applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et autorise les preneurs à choisir entre la méthode rétrospective et l'approche rétrospective simplifiée présentant l'effet cumulé à la date de première application, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2019, sans information comparative au titre de

l'exercice clos le 31 décembre 2018. Le Groupe a décidé d'appliquer la méthode rétrospective à la date de transition.

Cette nouvelle norme devrait avoir un effet significatif sur la situation financière de Rexel et ses résultats puisque le Groupe a conclu des contrats de location pour la plupart des sites de son réseau d'agences commerciales, de ses centres logistiques et de ses bâtiments administratifs. Rexel a entrepris dès 2016 un important projet de transition à travers l'ensemble du Groupe, afin d'identifier et d'évaluer environ 10 000 contrats de location : ceux-ci étant essentiellement composés d'immobilier et de matériel (principalement des véhicules et des équipements logistiques). À ce titre, Rexel a déployé un logiciel de traitement des contrats de location conforme à IFRS 16. À ce jour, toutes les données historiques ont été reprises dans le logiciel et les résultats provisoires sont en cours de finalisation. Rexel prévoit de terminer le processus de transition au cours du premier semestre 2019.

Dans le cadre du projet de transition, l'analyse préliminaire conduirait à reconnaître un droit d'utilisation estimé à 0,8 milliard d'euros et une dette sur contrat de location de 0,9 milliard d'euros.

Les hypothèses clés supportant ces estimations portent principalement sur les durées de location et les taux d'actualisation :

- les durées de location ont été estimées à la dernière date du dernier renouvellement des contrats de location en fonction des périodes contractuelles, en prenant en compte les options d'extension ou de rupture anticipée de la location dès lors qu'il est raisonnablement certain d'exercer ces options ;
- les taux d'actualisation ont été évalués sur une base historique par référence aux taux sans risque par devise, à laquelle est ajoutée la marge de crédit du Groupe.

En cas de changement de méthodes comptables, le contrat de Crédit Senior (RCFA) stipule que le calcul du ratio d'endettement (Dette nette / EBITDA) doit être réalisé sur la base des états financiers préparés selon les méthodes utilisées antérieurement à ces changements. En conséquence, l'adoption de la norme IFRS 16 est neutre sur l'obligation relative au ratio d'endettement.

- Le 12 octobre 2017, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 9 intitulé « Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative » pour autoriser la méthode du coût amorti en cas d'instruments contenant une clause

de paiement anticipé lorsque l'exercice de celle-ci entraîne un remboursement inférieur à la somme du principal et des intérêts (ou en juste valeur par le résultat global en fonction du *business model*). Cet amendement est applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

- Le 7 juin 2017, le Comité d'Interprétation de la Fondation IFRS a publié l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux ». Cette interprétation clarifie l'application d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat. Elle précise particulièrement :
  - si le traitement de l'incertitude fiscale doit s'effectuer de façon globale ou séparée ;
  - les hypothèses à retenir relatives à l'examen des traitements fiscaux par les administrations fiscales ;
  - comment une entité détermine le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases d'imposition, les déficits reportables, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'imposition ;
  - qu'une entité doit réévaluer ses jugements et ses estimations en cas de changement dans les faits et circonstances.

IFRIC 23 est applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, avec une application anticipée possible. Rexel ne prévoit pas d'effet significatif du fait de l'adoption d'IFRS 23.

### 3.2.3 Normes et interprétations publiées par l'IASB et par le Comité d'Interprétation des normes internationales d'Information Financière (IFRIC) et non encore approuvées par l'Union européenne

Les normes et interprétations suivantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore approuvées par l'Union européenne. Leur effet éventuel sur le Groupe est en cours d'analyse :

- Le 12 décembre 2017, l'IASB a publié le cycle d'amélioration des normes IFRS 2015-2017, contenant quelques amendements aux IFRS et notamment :
  - IAS 12 « Impôts sur le résultat » : les amendements précisent que les conséquences fiscales des distributions de dividendes doivent être reconnues dans le compte de résultat quelle que soit l'origine de l'impôt sur les distributions.
  - IAS 23 « Coûts d'emprunt » : les amendements précisent que si un emprunt demeure après que l'actif adossé soit mis en service pour son utilisation prévue ou sa cession, alors cet emprunt est considéré comme partie des

ressources générales affectées au calcul du taux de capitalisation des emprunts.

Ces amendements sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

### 3.3 Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Rexel S.A., société mère du Groupe, et ses filiales directes et indirectes au 31 décembre 2018. Les filiales (y compris les entités *ad hoc*) sont des entités contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financière et opérationnelle de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote exerçables effectifs ou potentiels sont pris en considération.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est obtenu et jusqu'à la date où il cesse. Tous les actifs et passifs, pertes et gains latents, produits et charges, dividendes et autres transactions résultant de transactions intra-groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Les pertes supportées par les filiales consolidées sont attribuées aux intérêts ne conférant pas le contrôle pour leur quote-part, y compris lorsqu'elles conduisent à reconnaître des montants débiteurs.

### 3.4 Conversion des opérations en devises étrangères

Les opérations incluses dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évaluées en utilisant la devise de l'environnement économique dans lequel l'entité opère (monnaie fonctionnelle).

La monnaie fonctionnelle de Rexel et la monnaie de présentation des états financiers du Groupe sont l'euro.

#### Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euro en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant du règlement des transactions en monnaie étrangère et de la conversion au cours de clôture des actifs et passifs non monétaires en monnaie étrangère sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires

libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction.

### Activités à l'étranger

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger, y compris le *goodwill* et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation, sont convertis en euro en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euro en utilisant le cours approchant les cours de change aux dates de transactions. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres (écarts de conversion).

### Investissement net dans une activité à l'étranger

Les écarts de change résultant de la conversion d'un investissement net dans une activité à l'étranger sont comptabilisés en réserve de conversion. Ils sont repris lors de la sortie de l'activité à l'étranger et sont intégrés au résultat de cession.

## 3.5 Immobilisations incorporelles

### Goodwill

Le coût d'une acquisition est déterminé à la date d'acquisition. Les contreparties conditionnelles sont comptabilisées à leur juste valeur estimée à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur des contreparties conditionnelles, classées en actifs ou en dettes, sont comptabilisées en résultat. Pour chaque acquisition, le Groupe évalue les intérêts ne conférant pas le contrôle, soit à leur juste valeur, soit à leur quote-part dans les actifs nets identifiables. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

À la date d'acquisition, l'excédent entre la contrepartie transférée augmentée des intérêts ne conférant pas le contrôle et la juste valeur des actifs nets acquis est comptabilisé en *goodwill*.

Le *goodwill* est ensuite évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Il est affecté à des unités génératrices de trésorerie (UGT).

Le *goodwill* n'est pas amorti, mais est soumis à un test de dépréciation lorsque des circonstances indiquent qu'une perte de valeur est susceptible d'être intervenue et dans tous les cas au moins une fois par an. De telles circonstances incluent des changements significatifs, défavorables et présentant un caractère durable de l'environnement économique ou des hypothèses et objectifs mis en avant lors de l'acquisition.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat (dans la rubrique « Autres charges »).

Les pertes de valeur comptabilisées au titre du *goodwill* sont irréversibles.

Si le *goodwill* a été affecté à une unité génératrice de trésorerie (ou groupe d'unités génératrices de trésorerie) et si une activité au sein de cette unité est cédée, le *goodwill* lié à l'activité sortie est inclus dans la valeur comptable de l'activité lors de la détermination du résultat de cession. Le *goodwill* ainsi cédé est évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité cédée et de la part de l'unité génératrice de trésorerie conservée.

### Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et des pertes de valeur.

Les actifs incorporels identifiables, acquis lors d'un regroupement d'entreprises, sont comptabilisés à la juste valeur dans le cadre de l'affectation du coût de regroupement. Les actifs incorporels sont considérés comme identifiables, s'ils résultent de droits contractuels ou légaux ou s'ils sont séparables.

### Amortissement

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel, sauf si cette durée d'utilité est indéfinie. Les actifs incorporels, dont la durée d'utilité est indéfinie, font l'objet d'un test de dépréciation systématique au minimum à chaque date de clôture. La durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle à durée de vie indéfinie est réexaminée annuellement, afin de déterminer si l'appréciation du caractère indéfini de la durée d'utilité pour cet actif continue d'être justifiée. Lorsque la durée d'utilité devient déterminable, l'appréciation du caractère indéfini de la durée d'utilité est modifiée de manière prospective. Les autres actifs incorporels sont amortis à partir de la date à laquelle ils sont prêts à être mis en service. Les durées d'utilité estimées pour les frais de développement de logiciels activés sont comprises entre 3 et 10 ans.

## 3.6 Immobilisations corporelles

### Actifs en pleine propriété

Une immobilisation corporelle est évaluée à son coût diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et des pertes de valeur.



### Actifs en location

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement. Les autres contrats de locations sont classés en tant que contrats de location simple.

Les actifs acquis dans le cadre d'un contrat de location-financement sont comptabilisés pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location au commencement du contrat, diminuée du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et des pertes de valeur. Les paiements minimaux de location sont répartis entre la charge financière et la réduction de la dette restant due. La charge financière est allouée pour chaque période durant la durée de location, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette. Les gains de cession résultant des opérations de cession-bail d'immobilisations corporelles sont reconnus intégralement lors de la vente, lorsque le contrat de location est un contrat de location simple et que la transaction est réalisée à la juste valeur. Ils sont étalés en linéaire sur la durée de location dans le cas d'un contrat de location-financement.

Les actifs détenus dans le cadre de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité attendue, de la même manière que les immobilisations en propre ou, lorsqu'elle est plus courte, sur la durée du contrat de location.

Les paiements relatifs aux contrats de locations simples sont reconnus dans le compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location. Les primes et avantages reçus lors de l'entrée dans la location sont reconnus en résultat de manière linéaire comme faisant intégralement partie de la charge de location.

### Amortissement

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle.

Les terrains ne sont pas amortis.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- |  |             |
|--|-------------|
| • Bâtiments administratifs et commerciaux              | 20 à 35 ans |
| • Agencements et aménagements, installations générales | 5 à 10 ans  |
| • Matériel de transport                                | 3 à 8 ans   |
| • Matériel informatique                                | 3 à 5 ans   |

Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus et modifiés, si nécessaire, à chaque clôture annuelle.

### 3.7 Stocks

Les stocks comprennent essentiellement des marchandises. Ils sont évalués au plus faible entre le coût et la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé par référence à la méthode du Premier Entré, Premier Sorti, en incluant les coûts de transport et en déduisant les remises et rabais fournisseurs. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé à la date de clôture, diminué des coûts estimés pour réaliser la vente, en tenant compte de leur obsolescence technique ou commerciale et des risques liés à leur faible rotation.

### 3.8 Actifs financiers

#### Classification et évaluation des actifs financiers

Lors de sa comptabilisation initiale, un actif financier est classé comme étant évalué au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVCAP) ou à la juste valeur par le biais du compte de résultat (JVRES). Les actifs financiers détenus par le Groupe sont composés principalement de créances commerciales, de trésorerie et équivalents de trésorerie, d'instruments dérivés financiers comprenant des *swaps* de taux d'intérêt et des contrats de change à terme destinés à la couverture, ainsi que d'autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilisation de couverture.

Lors de la comptabilisation initiale, à l'exception des créances commerciales, le Groupe évalue un actif financier à la juste valeur, à laquelle s'ajoutent, dans le cas d'un actif financier qui n'est pas classé en JVRES, les coûts de transaction. Les créances commerciales, ne contenant pas de composante financière significative, sont évalués à leur valeur de transaction lors de leur comptabilisation initiale.

Les créances commerciales sont classifiées comme étant évaluées au coût amorti étant donné qu'elles sont uniquement détenues dans le but de percevoir les flux de trésorerie contractuel correspondant aux remboursements du principal et aux versements d'intérêts sur le principal restant dû. Les actifs financiers évalués au coût amorti sont ensuite évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont susceptibles d'être dépréciés. Les produits et charges liés à une décomptabilisation, à une modification ou à une dépréciation de l'actif financier sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les instruments dérivés actifs désignés comme instruments de couverture des flux de trésorerie sont évalués, lors de la comptabilisation initiale, à la JVCAP. Les variations de juste valeur sont constatées dans le résultat global. Lors de la décomptabilisation, les variations de juste valeur cumulées dans le résultat global sont recyclées dans le compte de résultat (voir note 3.10).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi que les instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture sont classifiés comme JVRES. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse et les dépôts à vue, ainsi que les placements à court terme très liquides dont le risque de variation de valeur n'est pas significatif. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés au bilan à la juste valeur et les variations sont constatées dans le compte de résultat.

#### Décomptabilisation des créances clients

Rexel gère plusieurs programmes de titrisation de créances commerciales et d'affacturage lui permettant de céder des créances commerciales éligibles et de recevoir un paiement en numéraire. Les créances clients sont décomptabilisées dès lors que :

- le Groupe a transféré ses droits à recevoir des paiements au titre de l'actif ou qu'il a rempli son obligation de payer les flux de trésorerie reçus à une tierce partie dans le cadre d'un accord de transfert ;
- le Groupe a transféré, en substance, tous les risques et avantages attachés aux créances.

Quand le Groupe a transféré ses droits à recevoir des paiements en numéraire au titre d'un actif ou a conclu un contrat de transfert de créances, il évalue dans quelle mesure il a conservé les risques et avantages liés à la possession des créances. Quand il n'a pas transféré les risques et avantages de l'actif, les créances cédées restent inscrites à l'actif du bilan tandis que les financements reçus sont traités comme des dettes financières.

#### Dépréciation

Le Groupe constate une dépréciation pour les pertes de crédit attendues sur toutes les créances clients. Il applique la méthode simplifiée pour calculer les pertes de crédit attendues et comptabilise une provision pour dépréciation fondée sur une matrice standard d'antériorité des créances échues. Le Groupe considère qu'une créance client échue depuis plus de 30 jours présente un risque de défaut. La perte de crédit attendue comptabilisée par le

Groupe sur les créances non risquées (non échues et échues depuis moins de 30 jours) est calculée selon l'historique des pertes de crédit rapportées aux ventes. Dans certains cas, le Groupe peut également constater qu'une créance présente un risque de non-recouvrement lorsqu'il existe des indications objectives que le Groupe ne recevra pas le montant contractuel de la créance en totalité.

#### 3.9 Passifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont classés en passifs financiers évalués à la juste valeur par le compte de résultat, en emprunts et dettes financières, en dettes fournisseurs ou en instruments dérivés affectés à des couvertures efficaces. Les passifs financiers du Groupe sont composés de dettes fournisseurs et autres créditeurs, d'emprunts et dettes financières incluant les découverts, ainsi que d'instruments dérivés financiers. Les passifs financiers sont évalués, lors de leur comptabilisation initiale, à la juste valeur et, pour ce qui concerne les emprunts et les dettes financières, sont diminués des coûts de transaction qui leur sont directement attribuables. Ces coûts de transaction incluent les honoraires et les commissions payés aux agents et aux conseils, ainsi que les prélèvements des autorités de marché, les commissions de bourse et les droits d'enregistrement. En revanche, ils n'incluent ni les primes d'émission, ni l'allocation de frais administratifs internes ou de frais de siège.

Les dettes fournisseurs ne comprennent que les dettes dues aux fournisseurs de marchandises destinées à être revendues. Les factures à payer aux fournisseurs de frais généraux sont classées en autres dettes dans les passifs courants. Les prix de transaction sont considérés comme représentatifs de la juste valeur étant donné que ces dettes ne contiennent pas de composante financière significative (la date d'échéance étant inférieure à un an).

La catégorie « emprunts et dettes financières » est la plus importante pour le Groupe. Après leur comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêts sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont inclus dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et, ainsi, sont amortis en résultat sur la durée de l'instrument. Les pertes et profits liés à la décomptabilisation sont comptabilisés en compte de résultat.

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat incluent uniquement les instruments financiers dérivés qui ne sont pas

qualifiés d'instruments de couverture. Les variations ultérieures de juste valeur sont constatées en compte de résultat.

Les instruments financiers passifs de couverture de flux de trésorerie sont évalués à la juste valeur par le résultat global lors de leur comptabilisation initiale. Les variations ultérieures de juste valeur sont constatées en résultat global. Lors de leur décomptabilisation, l'effet cumulé des variations de juste valeur est recyclé en résultat (voir note 3.10).

### 3.10 Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, tels que les contrats à terme, des *swaps* de taux d'intérêt afin de couvrir ses risques de taux de change et ses risques de taux d'intérêt. Ces instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur du jour où le contrat de dérivé est conclu. Postérieurement, ils sont réévalués à la juste valeur. Les dérivés sont assimilés à des actifs financiers lorsque la juste valeur est positive et à des passifs financiers lorsque la juste valeur est négative.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont classées de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur afin de couvrir l'exposition à la variabilité de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement hors bilan ;
- Couverture de flux de trésorerie afin de couvrir l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie associée à un risque particulier sur un actif ou un passif ou sur une transaction prévue hautement probable ou au risque de variation des taux de change sur un engagement hors bilan ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

Lors de la mise en place d'une relation de couverture, le Groupe désigne formellement la couverture et décrit dans une documentation structurée la relation de couverture qu'il espère atteindre en décrivant l'objectif de l'entité en matière de gestion des risques et sa stratégie de couverture.

#### Couverture de juste valeur

La comptabilité de couverture de juste valeur est utilisée lorsqu'un instrument financier dérivé est désigné en tant que couverture des variations de juste valeur d'une dette figurant au bilan, telle qu'une dette financière à taux fixe, comme, par exemple, des obligations.

Les instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Les éléments couverts sont réévalués à leur juste valeur pour la part du risque couvert. Les ajustements de la valeur nette comptable de l'élément couvert correspondant sont également comptabilisés en résultat.

Pour la couverture de juste valeur adossée à des éléments comptabilisés au coût amorti, tout ajustement de la valeur comptable est amorti par le compte de résultat sur la durée de vie restante de l'instrument dérivé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Quand la couverture est décomptabilisée, la juste valeur non amortie est constatée immédiatement en résultat.

#### Couverture de flux de trésorerie

Lorsqu'un instrument financier dérivé est désigné comme instrument de couverture des variations de flux de trésorerie d'un actif ou passif comptabilisé, ou d'une transaction future hautement probable, la part efficace du profit ou de la perte sur l'instrument financier dérivé est comptabilisée dans la réserve de couverture des flux de trésorerie incluse dans les autres éléments du résultat global.

Si la transaction future conduit ultérieurement à comptabiliser un actif ou un passif non financier, les profits et pertes associés sont recyclés de la réserve de couverture des flux de trésorerie vers le coût initial de l'actif ou du passif non financier. Si la transaction future conduit ultérieurement à comptabiliser un actif ou un passif financier, les profits et pertes associés, qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, sont repris dans le résultat de la ou des période(s) au cours desquelles l'actif ou le passif affecte le résultat (par exemple, lorsque le produit ou la charge d'intérêt est comptabilisé).

Pour les couvertures de flux de trésorerie autres que celles décrites dans le paragraphe précédent, les profits et pertes associés cumulés sont recyclés de la réserve de couverture des flux de trésorerie vers le résultat de la ou des périodes au cours desquelles la transaction future couverte affecte le résultat. La part inefficace du profit ou de la perte est comptabilisée immédiatement en résultat.

Lorsque la transaction couverte n'est plus hautement probable, le profit (la perte) cumulé(e) latent(e), qui avait été comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global, est reclassé(e) immédiatement en résultat.

### Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger

La part du produit ou de la perte sur un instrument de couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger, qui est considérée comme une couverture efficace, est comptabilisée directement en autres éléments du résultat global. La part inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont reconnus dans le compte de résultat lorsque l'activité à l'étranger est cédée.

### 3.11 Estimation de la juste valeur

Le Groupe évalue les instruments financiers tels que les dérivés à la juste valeur à chaque arrêté.

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est soit reconnue, soit donnée en information sont classés dans des catégories selon une hiérarchie de juste valeur :

#### Niveau 1

La juste valeur des instruments financiers échangés sur des marchés actifs (tels que les dérivés et les placements échangés sur des marchés publics) est basée sur le prix de marché coté à la date de clôture. Le prix de marché coté utilisé pour les actifs financiers détenus par le Groupe est le prix vendeur ; le prix de marché coté approprié pour les dettes financières est le prix acheteur. Cette méthode d'évaluation est qualifiée de niveau 1 dans la hiérarchie définie par la norme IFRS 13.

#### Niveau 2

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs (par exemple les dérivés de gré à gré) est déterminée grâce à des techniques d'évaluation. Les hypothèses utilisées sont observables soit directement (c'est-à-dire telles que des prix) ou indirectement (c'est-à-dire déterminées à partir de prix). Cette méthode d'évaluation est qualifiée de niveau 2 dans la hiérarchie définie par la norme IFRS 13.

Le niveau utilisé pour évaluer la juste valeur d'un instrument financier est indiqué dans la synthèse des actifs financiers (note 16) et dans la synthèse des passifs financiers (note 25).

### 3.12 Capital

#### Rachat d'instruments de capitaux propres

Lorsque la Société rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée, y compris les coûts directement attribuables, est comptabilisé en réduction des capitaux propres.

### Dividendes

Les dividendes payés en numéraire sont comptabilisés en tant que dette au cours de la période où la distribution a été votée.

### 3.13 Avantages du personnel

#### 3.13.1 Avantages du personnel à court terme

Les avantages du personnel à court terme comprennent les salaires et rémunérations, les cotisations de sécurité sociale, les absences rémunérées, l'intéressement et les primes payables dans les douze mois suivant la fin de la clôture de l'exercice. Ils sont évalués sur une base non actualisée et sont comptabilisés dans le résultat opérationnel dès que le service est rendu. Un passif est comptabilisé pour le montant correspondant aux bonus et plans d'intéressement réglés en trésorerie, dès lors que le Groupe a une obligation légale ou implicite de payer ces rémunérations en raison de services rendus par les salariés et lorsque l'obligation peut être estimée de façon fiable.

#### 3.13.2 Engagements de retraite et autres avantages à long terme

Les engagements de retraite et avantages assimilés couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui incluent notamment les indemnités de départ à la retraite, les compléments de retraite, ainsi que la couverture de certains frais médicaux pour les retraités ;
- les autres avantages à long terme (pendant la période d'activité) qui recouvrent principalement les médailles du travail.

Ces avantages se caractérisent de deux manières :

- les régimes à cotisations définies, qui ne sont pas porteurs d'engagement futur lorsque l'obligation juridique ou implicite de l'employeur est limitée au versement régulier de cotisations enregistrées en charges lorsqu'elles sont dues ;
- les régimes à prestations définies, par lesquels l'employeur garantit un niveau futur de prestations.

#### Engagements de retraite

L'obligation nette du Groupe au titre des régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi, incluant les régimes de retraite, est calculée séparément pour chaque plan, en estimant le montant des avantages futurs auxquels les employés ont droit, au titre des services rendus dans la période en cours et dans les périodes passées. Ce montant est actualisé afin de calculer sa valeur actuelle. Le taux d'actualisation est le taux de rendement à la clôture des obligations de première catégorie, présentant une échéance

similaire aux engagements du Groupe. Le calcul est réalisé périodiquement, par un actuaire indépendant, à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées.

Le passif, enregistré au bilan au titre des régimes à prestations définies, représente la valeur actualisée de l'obligation au titre des plans à prestations définies à la date de clôture, diminuée de la juste valeur des actifs dédiés.

Lorsque la valeur des actifs du plan excède le montant des engagements du Groupe, l'actif reconnu est limité à la valeur actualisée des remboursements futurs des fonds disponibles du régime ou des réductions de cotisations futures.

Lorsque les droits des employés augmentent (ou sont réduits), la part de l'augmentation (ou de la diminution), liée aux services passés rendus par les employés, est reconnue immédiatement en charge (produit) dans le compte de résultat. Le coût des services au titre de la période, ainsi que les coûts administratifs de gestion des fonds, sont présentés au compte de résultat en frais commerciaux et administratifs. Les charges et produits liés à l'actualisation de l'obligation au titre des régimes à prestations définies nette des actifs du plan sont présentés en charges et produits financiers.

Les réévaluations de l'obligation au titre des régimes à prestations définies comprenant (i) les pertes et gains actuariels, (ii) le rendement réel des actifs incluant les dépenses administratives liées à la gestion des actifs et (iii) les variations de l'effet du plafonnement des actifs sont constatées dans les autres éléments du résultat global.

#### Autres avantages à long terme

Les avantages à long terme comprennent essentiellement les médailles du travail et les congés sabbatiques. L'obligation nette du Groupe au titre des avantages à long terme, autres que les avantages postérieurs à l'emploi, est égale à la valeur des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures. Le montant de l'obligation est déterminé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Ce montant est actualisé au taux fondé sur des obligations de première catégorie, dont les dates d'échéance sont proches de celles des engagements du Groupe prévalant à la date de clôture.

Les pertes et gains actuariels sont reconnus immédiatement en résultat, dans les frais administratifs et commerciaux.

### **3.14 Paiements fondés sur des actions**

Les programmes d'attribution gratuite d'actions, qualifiés de transaction réglée en instruments de capitaux propres, permettent aux membres du personnel du Groupe de recevoir des actions de la société mère du Groupe. La juste valeur des actions attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des autres réserves sur la période durant laquelle le personnel acquiert les droits. La charge est déterminée en tenant compte d'une estimation du nombre d'instruments en fonction des conditions d'attribution.

La juste valeur des actions attribuées est évaluée à la date d'attribution en utilisant un modèle approprié en fonction des caractéristiques des plans.

### **3.15 Provisions**

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Dès lors que l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux reflétant, d'une part, les appréciations actuelles de la valeur temps de l'argent par le marché et, d'autre part, les risques spécifiques à ce passif, le cas échéant.

#### **Provisions pour restructuration**

Une restructuration est un programme planifié et contrôlé par la Direction, qui modifie de façon significative, soit le champ d'activité de l'entité, soit la manière dont cette activité est gérée.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan formalisé et détaillé de restructuration et a, soit commencé à exécuter le plan, soit rendu public le plan. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées. Les dépenses de restructuration sont comptabilisées en « autres charges » (voir note 3.16). Les coûts de restructuration comprennent principalement les charges de personnel (indemnités pour rupture de contrat de travail, préretraite, préavis non effectués), les fermetures d'établissements et les indemnités de rupture de contrats non résiliables.

#### **Provisions pour contrats déficitaires**

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les avantages économiques



attendus du contrat sont inférieurs aux coûts inévitables devant être engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles.

### Provisions pour litiges et contentieux

Les provisions pour litiges et contentieux comprennent les coûts estimés au titre des risques, litiges, contentieux et réclamations de la part de tiers, ainsi que l'effet probable des garanties données par le Groupe dans le cadre de cession d'immobilisations ou de filiales.

Ces provisions incluent également les charges relatives aux contentieux de nature sociale et fiscale. Le montant des redressements notifiés (ou en cours de notification) par l'administration compétente ne fait pas l'objet d'une provision s'il existe une probabilité satisfaisante de faire valoir le bien-fondé de la position du Groupe dans le contentieux en cours l'opposant à l'administration compétente.

La part des redressements non contestés est enregistrée en dettes, dès que le montant peut être chiffré de manière fiable.

### 3.16 Produits des contrats conclus avec les clients

Les obligations de performance de Rexel consistent essentiellement à fournir des produits électriques et à les acheminer sur le site du client en fournissant la prestation de transport. Compte tenu de la nature de son activité, les contrats conclus avec les clients ont généralement une durée inférieure à un an.

Les revenus générés par la vente de produits et les prestations de transport facturées aux clients sont présentés en chiffre d'affaires dans le compte de résultat. Les ventes sont comptabilisées au moment où le contrôle des marchandises est transféré au client, en général lors de la livraison ou de l'expédition des marchandises.

Rexel satisfait à ses obligations de prestation par le biais de ventes sur stocks ou de ventes directes :

- Les ventes sur stocks sont expédiées directement des entrepôts de Rexel vers les sites des clients ;
- Les ventes directes sont représentatives d'accords avec les clients au terme desquels le Groupe mandate un fournisseur tiers pour expédier des produits chez le client sur la base d'un bon de commande du client adressé à Rexel sans que ces produits ne transitent pas les entrepôts du Groupe. Dans la plupart des cas, le Groupe agit comme principal dès lors :
  - qu'il a la responsabilité ultime de satisfaire la commande du client et qu'il fixe le prix,

- qu'il obtient le contrôle des marchandises au moment où elles sont enlevées par le transporteur jusqu'à ce qu'elles soient livrées sur le site du client,
- qu'il porte le risque de stock durant le transfert des marchandises et le risque de retour consécutif à la livraison.

Dans des cas très limités où ces conditions ne sont pas remplies, Rexel est considéré comme agent et comptabilise en chiffre d'affaires une commission représentant la différence entre le montant facturé au client et celui facturé par le fournisseur.

Le Groupe accorde des remises de volume à certains clients dès lors que les quantités achetées sur une période donnée sont supérieures à un seuil fixé contractuellement. Les remises sont déduites des montants dus par les clients. Pour estimer le montant des remises à accorder, le Groupe applique la méthode du montant le plus probable d'après le contrat et comptabilise un rabais à accorder aux clients.

Certains contrats accordent aux clients un droit de retour de marchandises dans une période donnée. Pour les marchandises qui sont susceptibles d'être retournées, le Groupe constate une dette liée à la réduction du chiffre d'affaires pour le montant estimé le plus probable. Un droit de retour correspondant au droit de récupérer des produits en provenance d'un client est également comptabilisé à l'actif en contrepartie du coût des ventes.

### 3.17 Rabais fournisseurs

Conformément à la pratique en vigueur dans le secteur de la distribution, Rexel conclut des accords annuels avec un certain nombre de fournisseurs, au terme desquels le Groupe reçoit des rabais fondés sur des volumes d'achats, des subventions marketing et d'autres remises du fait des achats de marchandises réalisés avec ces fournisseurs.

Les rabais relatifs aux achats de marchandises destinées à être revendues sont comptabilisés en diminution du coût des marchandises vendues ou contribuent à réduire la valeur d'inventaire des marchandises en stock à la clôture de l'exercice.

Une partie de ces rabais liés aux volumes d'achat est calculée mécaniquement selon des taux garantis (rabais inconditionnels) avec une part limitée de jugement. Une autre partie de ces rabais est conditionnée à l'atteinte d'objectifs et est déterminée selon des taux croissants par tranche d'achats réalisés sur une période donnée (rabais conditionnels). La plupart des accords s'appliquent sur la base d'achats annuels qui sont éligibles à un

rabais. La détermination du montant des rabais enregistrés au compte de résultat à la clôture de l'exercice est basée sur la méthode du montant le plus probable et repose sur l'estimation des achats bénéficiant de rabais par catégorie d'articles.

Les rabais liés à des actions marketing spécifiques, qui représentent une part mineure des rabais reçus par le Groupe, sont comptabilisés en minoration du coût des ventes lorsque les prestations sont exécutées.

### 3.18 Autres produits et autres charges

Les autres produits et autres charges opérationnels comprennent, quel que soit leur montant, les gains et pertes sur cessions d'actifs, les dépréciations d'actifs, les charges de restructuration et d'intégration des entreprises acquises, les coûts de cessation d'activité, les frais connexes des acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises ainsi que d'autres éléments significatifs tels que les litiges. Ces éléments sont présentés séparément dans le compte de résultat, afin de permettre l'évaluation de la performance commerciale des secteurs opérationnels par la Direction Générale de Rexel, agissant en tant que principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8 « Secteurs Opérationnels ».

### 3.19 Charges financières (nettes)

Les charges financières (nettes) comprennent les intérêts à payer sur les emprunts qui sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les dividendes sur les actions préférentielles remboursables, les intérêts à recevoir sur les placements, les produits provenant des autres dividendes, les profits et pertes de change et les produits et charges sur les instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le compte de résultat (voir note 3.10).

Les produits correspondant à des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils sont acquis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits provenant des dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultat soit dès que le Groupe acquiert le droit à percevoir les paiements, soit dans le cas des titres cotés, à la date de détachement du coupon. La charge d'intérêt comprise dans les paiements effectués au titre d'un contrat de location-financement est comptabilisée en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

### 3.20 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge (ou le produit) d'impôt exigible et la charge (ou produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat

sauf s'il se rattache à des éléments qui sont constatés directement en autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé respectivement en autres éléments du résultat global ou en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant, d'une part, les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasiment adoptés à la date de clôture et, d'autre part, tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé : (i) le *goodwill* non déductible fiscalement, (ii) les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dès lors qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible, ainsi que (iii) la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction, qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur les hypothèses retenues par le Groupe pour recouvrer la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables suffisants pour le recouvrer. Il est réduit dès lors qu'il devient improbable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible, en constatant une provision pour dépréciation de cet actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de régler les actifs et passifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net.

Le calcul de l'impôt sur le résultat de l'exercice est expliqué dans la note 11.

### 3.21 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à la disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique en accord avec l'organisation interne du Groupe.

Sur ces bases, les secteurs opérationnels sont les suivants :

- l'Europe ;
- l'Amérique du Nord ;
- la zone Asie-Pacifique.

Le *reporting* financier du Groupe est revu mensuellement par la Direction Générale agissant en tant que principal décideur opérationnel.

### 3.22 Résultats par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué pour ses actions ordinaires.

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat par action dilué est déterminé en retraçant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, qui comprennent les options sur actions et les actions attribuées gratuitement aux membres du personnel.

## 4. Regroupements d'entreprises

En 2017 et en 2018, le Groupe n'a réalisé aucun investissement significatif.

## 5. Cession d'entités consolidées

En 2018, Rexel a décidé de recentrer ses activités en Chine sur le marché des automatismes industriels et de sortir des activités non rentables de distributeur généraliste et du marché de la construction non

résidentielle. En conséquence, le Groupe a conclu des accords pour céder les entités concernées par ces activités. La cession sera effective au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2019. Rexel a enregistré une dépréciation de 25,4 millions d'euros sur les actifs destinés à être cédés (voir note 14).

Ces activités ne sont pas significatives à l'échelle du Groupe.

Dans le cadre de son programme de désinvestissement, le Groupe a cédé, en 2017, ses activités en Asie du Sud-Est incluant la Thaïlande, l'Indonésie, Singapour, le Vietnam, les Philippines, Macao et la Malaisie. Cette cession a été réalisée en deux opérations distinctes :

- Le 25 mai 2017, le Groupe a cédé, pour un montant de 3,5 millions d'euros, sa filiale Lenn International Pte Ltd, un distributeur de câbles basé à Singapour. Cette opération s'est traduite par une perte de cession avant impôt d'un montant de 11,1 millions d'euros (10,1 millions d'euros après impôt) ; et
- Le 19 décembre 2017, Rexel a vendu sa participation dans Rexel South East Asia, société holding contrôlant l'ensemble de ses activités dans le Sud-Est asiatique, à la société d'investissements American Industrial Acquisition Corporation. Rexel a fait un apport en numéraire de 26,6 millions d'euros au moment de la vente. Une perte de cession de 57,6 millions d'euros avant impôt (47,7 millions d'euros après impôt) a été enregistrée au titre de cette opération. Les résultats des activités du Sud-Est asiatique et les flux de trésorerie ont été consolidés jusqu'au 30 novembre 2017.

Les contrats de cession n'incluent aucune garantie spécifique vis-à-vis des acquéreurs autre que celles habituellement octroyées.

## 6. Information sectorielle

Les secteurs opérationnels présentés sont l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique.

### Informations par secteur géographique pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

2018						
(en millions d'euros)	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	ASIE- PACIFIQUE	TOTAL DES SECTEURS OPÉRATIONNELS	HOLDINGS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE RÉCONCILIATION	TOTAL CONSOLIDÉ
<b>EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018</b>						
Ventes sur stock	6 889,7	3 056,8	1 073,2	11 019,7	-	11 019,7
Ventes directes	673,8	1 763,7	141,9	2 579,4	-	2 579,4
Ristournes, escomptes et services	(213,5)	(19,2)	(0,7)	(233,3)	-	(233,3)
<b>Chiffre d'affaires hors Groupe</b>	<b>7 350,0</b>	<b>4 801,3</b>	<b>1 214,4</b>	<b>13 365,7</b>	-	<b>13 365,7</b>
EBITA <sup>(1)</sup>	409,3	197,1	24,7	631,1	(30,7)	600,4
Dépréciation du <i>goodwill</i>	(56,3)	-	-	(56,3)	-	(56,3)
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2018</b>						
Besoin en fonds de roulement	660,6	725,8	136,7	1 523,2	(4,3)	1 518,9
<i>Goodwill</i>	2 324,0	1 408,0	139,0	3 871,1	-	3 871,1
2017 <sup>(2)</sup>						
(en millions d'euros)	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	ASIE- PACIFIQUE	TOTAL DES SECTEURS OPÉRATIONNELS	HOLDINGS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE RÉCONCILIATION	TOTAL CONSOLIDÉ
<b>EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017</b>						
Ventes sur stock	6 757,1	2 982,7	1 207,2	10 947,0	-	10 947,0
Ventes directes	720,1	1 735,3	103,5	2 558,9	-	2 558,9
Ristournes, escomptes et services	(190,3)	(10,8)	(1,8)	(202,9)	-	(202,9)
<b>Chiffre d'affaires hors Groupe</b>	<b>7 286,9</b>	<b>4 707,1</b>	<b>1 309,0</b>	<b>13 303,0</b>	-	<b>13 303,0</b>
EBITA <sup>(1)</sup>	435,0	180,2	11,9	627,1	(33,0)	594,1
Dépréciation du <i>goodwill</i>	(120,7)	-	(13,0)	(133,7)	-	(133,7)
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>						
Besoin en fonds de roulement	668,7	616,9	121,3	1 406,9	(36,9)	1 369,9
<i>Goodwill</i>	2 377,4	1 380,4	157,1	3 914,9	-	3 914,9

(1) L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits et autres charges.

(2) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE		
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)		
<b>EBITA</b>	<b>600,4</b>	<b>594,1</b>
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(15,7)	(19,0)
Autres produits et autres charges	(174,9)	(253,0)
Charges financières (nettes)	(100,6)	(145,6)
<b>Résultat net avant impôt</b>	<b>309,2</b>	<b>176,5</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)		
Besoin en fonds de roulement	1 518,9	1 369,9
Goodwill	3 871,1	3 914,9
<b>Total des actifs et passifs alloués</b>	<b>5 389,9</b>	<b>5 284,8</b>
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 762,2	2 759,9
Intérêts courus à recevoir	2,2	1,0
Autres actifs non courants	1 362,6	1 359,7
Actifs d'impôt différé	85,8	96,6
Créances d'impôt courant	14,4	48,1
Actifs destinés à être cédés	41,9	-
Instruments dérivés	1,5	1,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	544,9	563,6
<b>Total des actifs du Groupe</b>	<b>10 205,3</b>	<b>10 114,9</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

## 7. Frais administratifs et commerciaux

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)		
Charges de personnel	1 631,4	1 643,0
Charges d'occupation des locaux	269,0	271,9
Coûts de transport	246,8	238,6
Autres charges externes	412,9	410,2
Amortissements	100,1	99,8
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	15,7	19,0
Créances irrécouvrables	26,4	24,6
<b>Total des frais administratifs et commerciaux</b>	<b>2 702,2</b>	<b>2 707,0</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

## 8. Charges de personnel

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)		
Salaires et charges sociales	1 562,6	1 558,4
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	9,1	5,4
Charges de retraite - régime à prestations définies	14,0	12,6
Autres charges de personnel	45,7	66,5
<b>Total charges de personnel</b>	<b>1 631,4</b>	<b>1 643,0</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

Le tableau suivant présente l'effectif moyen par zone géographique :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
Europe	15 723	15 787
Amérique du Nord	8 451	8 274
Asie-Pacifique	2 671	3 245
<b>Total des secteurs opérationnels</b>	<b>26 844</b>	<b>27 306</b>
Holdings	171	224
<b>Effectif moyen du Groupe</b>	<b>27 015</b>	<b>27 530</b>



## 9. Autres produits et autres charges

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
(en millions d'euros)		
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	5,2	1,6
Reprise de provisions non utilisées	9,4	2,1
Gains sur compléments de prix	0,3	1,9
Autres produits opérationnels	0,5	1,5
<b>Total des autres produits</b>	<b>15,4</b>	<b>7,1</b>
Charges de restructuration <sup>(2)</sup>	(82,5)	(44,1)
Dépréciation du <i>goodwill</i> et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie <sup>(3)</sup>	(61,9)	(133,7)
Dépréciation des actifs destinés à être cédés <sup>(4)</sup>	(25,4)	-
Perte de cession de l'activité pétrolière et gazière à Singapour <sup>(5)</sup>	-	(68,7)
Moins-values de cession d'immobilisations	(1,5)	(4,6)
Dépréciation des immobilisations corporelles	(3,0)	-
Litiges	(4,0)	(4,0)
Autres charges opérationnelles <sup>(6)</sup>	(12,0)	(5,2)
<b>Total des autres charges</b>	<b>(190,3)</b>	<b>(260,1)</b>

(1) Dont un gain de 2,9 millions d'euros sur des cessions d'immeubles et un gain de 1,8 million d'euros dans le cadre de la cession de l'activité automatismes industriels Rockwell en Australie.

(2) Incluant en 2018, les coûts liés aux programmes de transformation des opérations en Allemagne (46,1 millions d'euros), en Espagne (11,8 millions d'euros) et au Royaume-Uni (7,9 millions d'euros). Ces plans comprennent la fermeture d'agences, la réorganisation logistique et la réduction des effectifs des sièges sociaux de ces pays.

Incluant en 2017 (i) des coûts de liquidation pour un montant de 8,8 millions d'euros, principalement constitués de dépréciations d'actifs liés à l'abandon de l'activité pétrolière et gazière en Thaïlande (ii) les coûts de restructuration relatifs aux programmes de transformation des opérations à hauteur de 32,9 millions d'euros (nouvelle organisation régionale aux États-Unis, fusion des enseignes au Royaume-Uni, Suède), ainsi que (iii) les coûts liés aux départs de personnel occupant des fonctions de direction au sein du Groupe, pour un montant de 2,4 millions d'euros.

(3) Dont 56,3 millions d'euros de dépréciation du *goodwill* (29,2 millions d'euros au titre de la Norvège, 21,3 millions d'euros au titre de la Finlande et 5,8 millions d'euros au titre de l'Espagne) et 5,6 millions d'euros de dépréciation du réseau de distribution de la Finlande (dépréciation du *goodwill* pour 86,2 millions d'euros au titre de l'Allemagne, 34,5 millions d'euros au titre de la Finlande et 13,0 millions d'euros au titre de la Nouvelle-Zélande en 2017) (voir note 12.1).

(4) Dépréciation des actifs destinés à être cédés en Chine (voir note 14).

(5) Perte de cession de Rexel South East Asia pour un montant de 57,6 millions d'euros et de Lenn International Pte Ltd pour un montant de 11,1 millions d'euros en 2017 (voir note 5).

(6) Comprenant l'effet de (i) l'égalisation des droits à la retraite minimum garantie pour 3,3 millions d'euros et (ii) la cessation de contrat de travail de cadres exécutifs.

## 10. Charges financières nettes

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
<i>(en millions d'euros)</i>		
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1,3	-
Produits d'intérêts sur les créances et prêts	2,0	2,3
<b>Total des produits financiers</b>	<b>3,3</b>	<b>2,3</b>
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti)	(81,3)	(94,7)
Produit (charge) d'intérêt sur les dérivés de taux d'intérêt	7,7	5,1
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat	(3,3)	(2,3)
<b>Coût de l'endettement financier</b>	<b>(76,9)</b>	<b>(91,9)</b>
<b>Frais financiers liés aux opérations de remboursement<sup>(2)</sup></b>	<b>-</b>	<b>(18,8)</b>
<i>Gain / (perte) de change</i>	<i>1,3</i>	<i>(2,0)</i>
<i>Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résultat</i>	<i>(0,1)</i>	<i>3,2</i>
Résultat de change net	1,3	1,2
Charge nette sur engagements au titre des avantages du personnel	(8,4)	(9,8)
Charges financières diverses <sup>(3)</sup>	(19,8)	(28,7)
<b>Autres charges financières</b>	<b>(27,0)</b>	<b>(37,3)</b>
<b>Charges financières nettes</b>	<b>(100,6)</b>	<b>(145,6)</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

(2) Relatifs au remboursement anticipé en 2017 (i) des obligations de 500 millions d'euros à échéance 2022 pour un montant de 12,5 millions d'euros et (ii) des obligations de 330 millions de dollars américains initialement émises pour 500 millions de dollars américains à échéance 2020 pour un montant de 6,3 millions d'euros (voir note 23.1.2).

(3) Comprenant, en 2017, une charge de 10,9 millions d'euros liée à la charge d'actualisation des lettres de crédit dues par des organismes financiers étrangers.

## 11. Impôt sur les bénéfices

Au 1<sup>er</sup> janvier 2005, Rexel et ses filiales françaises ont constitué un groupe d'intégration fiscale. Rexel utilise également les possibilités de consolidation fiscale dans les pays où de tels régimes existent.

### 11.1 Charge d'impôt

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
<i>(en millions d'euros)</i>		
Impôt courant	(110,0)	(66,5)
Impôt différé	(47,5)	(7,6)
Ajustements d'impôt relatifs aux exercices antérieurs	0,6	2,2
<b>Charge d'impôt totale</b>	<b>(157,0)</b>	<b>(71,9)</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

### 11.2 Actifs et passifs d'impôt différé

La variation des actifs / (passifs) d'impôt différé nets au bilan se présente ainsi :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
<i>(en millions d'euros)</i>		
<b>Impôt différé net à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>(76,2)</b>	<b>(109,3)</b>
Impôt différé par résultat	(50,3)	(4,5)
Autres éléments du résultat global	(7,3)	19,5
Variations de périmètre	0,2	0,7
Écarts de conversion	(5,4)	16,5
Autres variations	(0,4)	0,9
<b>Impôt différé net à la clôture de l'exercice</b>	<b>(139,4)</b>	<b>(76,2)</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

Les actifs / (passifs) d'impôt différé proviennent des postes suivants :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)		
Immobilisations incorporelles	(306,6)	(292,6)
Immobilisations corporelles	(9,0)	(5,9)
Actifs financiers	20,2	21,1
Créances clients	12,9	13,8
Stocks	20,1	14,9
Avantages du personnel	78,6	86,8
Provisions pour risques et charges	7,0	7,1
Coûts de transaction sur la dette	2,4	(3,2)
Autres postes	(15,2)	(10,2)
Déficits fiscaux	233,3	252,2
<b>Impôt différé avant dépréciation</b>	<b>43,6</b>	<b>84,1</b>
Dépréciation des actifs d'impôt différé	(183,0)	(160,2)
<b>Actifs (passifs) nets d'impôt différé</b>	<b>(139,4)</b>	<b>(76,2)</b>
dont actifs d'impôt différé	85,8	96,6
dont passifs d'impôt différé	(225,2)	(172,8)

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

La dépréciation des actifs d'impôt différé à hauteur de 183,0 millions d'euros au 31 décembre 2018 (160,2 millions d'euros au 31 décembre 2017) résulte de l'analyse du caractère recouvrable des actifs d'impôt différé de chaque entité fiscale, qui repose sur les résultats taxables prévisionnels des 5 prochains exercices et sur l'analyse des risques liés aux redressements fiscaux notifiés et contestés par le Groupe.

Au 31 décembre 2018, les déficits fiscaux reportables qui ne seront pas utilisés dans les 5 ans et ayant fait l'objet d'une dépréciation concernent principalement ceux encourus en Espagne, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie. La date d'expiration des déficits reportables est présentée dans le tableau ci-dessous :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)		
Un an	-	0,0
Deux ans	0,3	0,5
Trois ans	2,1	0,3
Quatre ans	3,9	2,1
Cinq ans	5,2	4,0
Plus de cinq ans	757,6	562,5
<b>Total des déficits fiscaux (base taxable) soumis à dépréciation</b>	<b>769,1</b>	<b>569,4</b>

### 11.3 Analyse du taux effectif d'impôt

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE			
	2018		2017 <sup>(1)</sup>	
(en millions d'euros)				
Résultat avant impôt et avant quote-part de résultat dans les entreprises associées	309,2		176,5	
Taux d'impôt légal en France		34,4 %		34,4 %
Impôt sur le résultat calculé sur la base du taux légal	(106,5)		(60,8)	
Contribution exceptionnelle de 15 % au taux d'impôt légal en France	-	-	(4,9)	-
Différences entre le taux français et les taux étrangers	17,6	(5,7 %)	4,5	(2,5 %)
Variations de taux d'impôt <sup>(2)</sup>	1,1	(0,3 %)	62,6	(35,5 %)
(Déficits fiscaux et crédits d'impôt non reconnus), déficits fiscaux antérieurs reconnus <sup>(3)</sup>	(30,5)	9,9 %	(10,4)	5,9 %
(Charges non déductibles), produits non imposables <sup>(4)</sup>	(21,0)	6,8 %	(49,6)	28,1 %
Autres <sup>(5)</sup>	(17,7)	5,7 %	(13,2)	7,5 %
<b>Charge d'impôt de l'exercice</b>	<b>(157,0)</b>	<b>50,8 %</b>	<b>(71,9)</b>	<b>40,7 %</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

(2) Comprenant en 2017 (i) un gain de 56,0 millions d'euros relatif à la baisse du taux d'impôt fédéral aux États-Unis de 35 % à 21 % effective en 2018 et (ii) un gain de 6,9 millions d'euros relatif à la baisse progressive du taux d'impôt en France de 34,4 % à 25,8 % en 2022.

(3) Incluant l'effet d'impôt lié à l'absence de reconnaissance de déficits fiscaux reportables en Allemagne pour 18,1 millions d'euros (2,3 millions d'euros en 2017) et en Espagne pour 5,8 millions d'euros (2,8 millions d'euros en 2017).

(4) Comprenant l'effet d'impôt lié à la non-déductibilité de la dépréciation du *goodwill* pour un montant de 13,6 millions d'euros (36,9 millions d'euros en 2017).

(5) Comprenant la charge d'impôt liée au redressement fiscal dans la succursale finlandaise de Hagemayer Finance BV pour un montant de 13,5 millions d'euros (voir note 29.1) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour un montant de 6,6 millions d'euros. En 2017, les autres effets d'impôt concernaient (i) l'effet d'impôt relatif à la perte de cession non déductible de Rexel South East Asia à hauteur de 9,8 millions d'euros, (ii) un gain de 9,9 millions d'euros concernant le remboursement de la taxe de 3 % sur les dividendes (au titre des années 2013 à 2017), déclarée anticonstitutionnelle, et (iii) la CVAE pour un montant de 6,7 millions d'euros.

## 12. Actifs non courants

### 12.1 Goodwill et immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	PARTENARIATS STRATÉGIQUES	RÉSEAUX DE DISTRIBUTION	LOGICIELS ET AUTRES	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	GOODWILL
<b>Valeurs brutes au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>185,6</b>	<b>682,6</b>	<b>717,3</b>	<b>1 585,5</b>	<b>4 741,1</b>
Variations de périmètre	-	(1,8)	(1,6)	<b>(3,4)</b>	<b>(40,9)</b>
Acquisitions	-	-	50,2	<b>50,2</b>	-
Cessions	-	-	(53,6)	<b>(53,6)</b>	-
Écarts de conversion	-	(33,3)	(33,9)	<b>(67,2)</b>	<b>(225,3)</b>
Autres variations	-	-	1,9	<b>1,9</b>	-
<b>Valeurs brutes au 31 décembre 2017</b>	<b>185,6</b>	<b>647,6</b>	<b>680,2</b>	<b>1 513,4</b>	<b>4 474,9</b>
Variations de périmètre	-	-	0,1	<b>0,1</b>	<b>2,9</b>
Acquisitions	-	-	52,3	<b>52,3</b>	-
Cessions	-	-	(3,9)	<b>(3,9)</b>	<b>(11,2)</b>
Écarts de conversion	-	2,9	4,4	<b>7,3</b>	<b>16,5</b>
Autres variations	-	-	(1,0)	<b>(1,0)</b>	<b>(4,6)</b>
<b>Valeurs brutes au 31 décembre 2018</b>	<b>185,6</b>	<b>650,4</b>	<b>732,2</b>	<b>1 568,3</b>	<b>4 478,4</b>
<b>Amortissements et dépréciations au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>-</b>	<b>(5,8)</b>	<b>(470,3)</b>	<b>(476,1)</b>	<b>(440,8)</b>
Variations de périmètre	-	-	0,6	<b>0,6</b>	<b>15,2</b>
Dotations aux amortissements	-	-	(62,1)	<b>(62,1)</b>	<b>(11,6)</b>
Dépréciations	-	-	-	-	<b>(133,7)</b>
Reprises d'amortissements	-	-	49,8	<b>49,8</b>	-
Écarts de conversion	-	-	23,9	<b>23,9</b>	<b>10,8</b>
Autres variations	-	-	0,1	<b>0,1</b>	-
<b>Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2017</b>	<b>-</b>	<b>(5,8)</b>	<b>(457,9)</b>	<b>(463,7)</b>	<b>(560,0)</b>
Variations de périmètre	-	-	(0,1)	<b>(0,1)</b>	-
Dotations aux amortissements	-	-	(59,6)	<b>(59,6)</b>	-
Dépréciations	-	(5,6)	(0,1)	<b>(5,7)</b>	<b>(56,3)</b>
Reprise d'amortissement	-	-	3,2	<b>3,2</b>	-
Écarts de conversion	-	-	(4,0)	<b>(4,0)</b>	<b>4,3</b>
Autres variations	-	-	0,4	<b>0,4</b>	<b>4,6</b>
<b>Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2018</b>	<b>-</b>	<b>(11,4)</b>	<b>(518,0)</b>	<b>(529,4)</b>	<b>(607,4)</b>
<b>Valeurs nettes au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>185,6</b>	<b>676,8</b>	<b>247,1</b>	<b>1 109,5</b>	<b>4 300,2</b>
<b>Valeurs nettes au 31 décembre 2017</b>	<b>185,6</b>	<b>641,8</b>	<b>222,3</b>	<b>1 049,7</b>	<b>3 914,9</b>
<b>Valeurs nettes au 31 décembre 2018</b>	<b>185,6</b>	<b>639,0</b>	<b>214,2</b>	<b>1 038,8</b>	<b>3 871,1</b>

#### Partenariats stratégiques

Les partenariats stratégiques, acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, résultent de droits contractuels. Ils sont évalués sur la base d'un modèle de flux de trésorerie actualisés.

#### Réseaux de distribution

Les réseaux de distribution sont considérés comme des actifs séparables dans la mesure où ils pourraient être franchisés. Ils correspondent à la valeur apportée aux agences par leur appartenance à un réseau, notamment à travers les enseignes et les catalogues. Ils sont évalués en utilisant un

taux de redevance applicable à des contrats de franchise et en tenant compte de leur rentabilité. Le taux de redevance est compris dans une fourchette de 0,4 % à 1,0 % des ventes, selon les pays.

Les partenariats stratégiques et les réseaux de distribution ont une durée de vie indéfinie, s'il n'y a pas de limite prévisible à la période au cours de laquelle on s'attend à ce qu'ils génèrent des entrées nettes de trésorerie pour le Groupe. Ils ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an et chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

**Logiciels et autres immobilisations incorporelles**

Ce poste comprend principalement la valeur nette comptable des logiciels pour un montant de 126,9 millions d'euros au 31 décembre 2018 (128,5 millions d'euros au 31 décembre 2017) et celle des relations clients pour un montant de 34,7 millions d'euros au 31 décembre 2018 (47,9 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Des relations clients sont reconnues lorsqu'une entité acquise bénéficie de relations contractuelles avec des clients clés. Elles sont évaluées en utilisant la méthode du surprofit et sont amorties sur leur durée de vie en fonction de leur attrition constatée sur une base historique, comprise entre 5 et 15 ans.

Le tableau suivant présente l'allocation du *goodwill* et des actifs incorporels à durée de vie indéfinie par unités génératrices de trésorerie :

		AU 31 DÉCEMBRE					
		2018			2017		
(en millions d'euros)							
UGT	SECTEUR GÉOGRAPHIQUE	GOODWILL	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL	GOODWILL	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
France	Europe	1 047,7	169,4	1 217,1	1 047,7	169,4	1 217,1
États-Unis	Amérique du Nord	972,4	149,7	1 122,1	928,3	142,9	1 071,3
Canada	Amérique du Nord	435,7	64,9	500,6	452,1	67,4	519,4
Suisse	Europe	266,0	37,4	303,4	256,2	36,0	292,2
Royaume-Uni	Europe	193,4	57,2	250,6	195,0	57,7	252,6
Suède	Europe	180,5	18,3	198,8	188,0	19,1	207,1
Allemagne	Europe	98,2	51,7	149,9	98,2	51,7	149,9
Norvège	Europe	128,1	12,5	140,5	158,0	12,6	170,6
Australie	Asie-Pacifique	101,4	23,9	125,3	118,7	25,3	144,0
Autriche	Europe	88,5	13,0	101,5	88,5	13,0	101,5
Belgique	Europe	79,3	-	79,3	76,4	-	76,4
Autres		280,0	226,6	506,6	307,8	232,4	540,2
Total		3 871,1	824,7	4 695,8	3 914,9	827,4	4 742,3

**Test de dépréciation du *goodwill***

Le Groupe réalise des tests de dépréciation du *goodwill* au niveau du pays, qui représente, pour une entité, le niveau le plus fin de suivi des opérations gérées par la direction, afin d'apprécier le retour sur investissement.

**Principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité**

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie est déterminée sur la base de la valeur d'utilité, dont le calcul repose sur les flux de trésorerie issus du plan stratégique à 3 ans établi lors du processus budgétaire en novembre 2018. Les flux de trésorerie sont extrapolés sur une période supplémentaire de deux années et prennent en

**Goodwill**

Le *goodwill* acquis lors d'un regroupement d'entreprises représente un paiement en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et comptabilisés séparément, tels que les parts de marché, la valeur du capital humain, la capacité à développer des actifs existants et les synergies attendues de l'acquisition. Dans le secteur de la distribution professionnelle, ces synergies recouvrent en particulier celles attendues en termes d'achats, de logistique, de réseau et de gestion administrative. Le *goodwill* fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an.

compte une valeur terminale. Un taux de croissance à long terme a été utilisé pour le calcul de la valeur terminale. Par ailleurs, les flux de trésorerie sont actualisés à un taux représentant le coût moyen pondéré du capital après impôt pour chaque pays. Le risque spécifique à chaque unité génératrice de trésorerie est pris en compte à travers le taux d'intérêt de la dette souveraine de chaque pays et le coefficient bêta. Le coût moyen pondéré du capital représente la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs, non déjà retenus dans les projections de flux de trésorerie, en prenant en considération la structure financière et des conditions de financement d'un acteur standard du marché.

Le calcul de la valeur d'utilité est particulièrement sensible aux hypothèses du taux d'EBITA retenu



dans la valeur terminale, du taux d'actualisation et du taux de croissance à long terme :

- Taux d'EBITA

Le taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale est déterminé pays par pays en fonction des performances passées et attendues, de la part de marché de Rexel, des caractéristiques du marché local, ainsi que par référence à des unités

génératrices de trésorerie du Groupe ayant un profil identique.

- Taux d'actualisation et taux de croissance à long terme

Les taux d'actualisation après impôt et les taux de croissance à long terme utilisés pour évaluer la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie sont les suivants :

	2018			2017		
	TAUX D'ACTUALISATION (WACC)	TAUX DE CROISSANCE À LONG TERME	WACC - TAUX DE CROISSANCE À LONG TERME	TAUX D'ACTUALISATION (WACC)	TAUX DE CROISSANCE À LONG TERME	WACC - TAUX DE CROISSANCE À LONG TERME
France	7,3 %	1,8 %	5,6 %	7,8 %	1,8 %	6,0 %
États-Unis	8,5 %	2,3 %	6,3 %	7,8 %	1,8 %	6,0 %
Canada	8,5 %	2,3 %	6,3 %	7,8 %	1,8 %	6,0 %
Suisse	7,2 %	1,0 %	6,2 %	7,0 %	0,8 %	6,2 %
Royaume-Uni	7,6 %	1,8 %	5,9 %	7,8 %	1,8 %	6,0 %
Suède	7,6 %	1,8 %	5,9 %	7,8 %	1,8 %	6,0 %
Allemagne	6,8 %	1,8 %	5,1 %	7,3 %	1,8 %	5,5 %
Norvège	7,7 %	1,8 %	6,0 %	7,8 %	1,8 %	6,0 %
Australie	8,8 %	2,5 %	6,3 %	9,8 %	2,5 %	7,3 %
Autriche	7,7 %	1,8 %	6,0 %	7,3 %	1,8 %	5,5 %
Belgique	7,2 %	1,8 %	5,5 %	7,3 %	1,8 %	5,5 %
Autres	5,8 % à 15,7 %	1,0 % à 5,0 %	4,8 % à 10,7 %	5,8 % à 15,5 %	1,0 % à 5,0 %	4,8 % à 13,8 %

### Dépréciation

Compte tenu d'une rentabilité plus faible que prévue en 2018 en Norvège, en Finlande et en Espagne, le Groupe a revu ses prévisions à la baisse, y compris le taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale. Il en résulte une charge de dépréciation de 56,3 millions d'euros, allouée aux *goodwill* de la Norvège pour 29,2 millions d'euros, de la Finlande pour 21,3 millions d'euros et de l'Espagne pour 5,8 millions d'euros, portant la valeur nette comptable du *goodwill* de la Norvège à 128,1 millions d'euros, celles de la Finlande et de l'Espagne à zéro.

Par ailleurs, une dépréciation des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie de la Finlande a été constatée pour un montant de 5,6 millions d'euros.

En 2017, une dépréciation avait été constatée pour un montant de 133,7 millions d'euros et allouée aux *goodwill* de l'Allemagne pour 86,2 millions d'euros, de la Finlande pour 34,5 millions d'euros et de la Nouvelle-Zélande pour 13,0 millions d'euros, portant la valeur nette comptable des *goodwill* de l'Allemagne, de la Finlande et de la Nouvelle-Zélande respectivement à 98,2 millions d'euros, 21,3 millions d'euros et 11,2 millions d'euros.

### Analyse de sensibilité

Le tableau suivant présente l'effet sur la charge de dépréciation du *goodwill* d'une variation de 50 points de base du taux d'EBITA, du taux d'actualisation et du taux de croissance à long terme :

	GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES À DURÉE DE VIE INDÉFINIE	EBITA (-50 PT DE %)	TAUX D'ACTUALISATION (+ 50 PT DE %)	CROISSANCE À L'INFINI (-50 PT DE %)
France	1 217,1	-	-	-
États-Unis	1 122,1	-	-	-
Canada	500,6	(27,6)	(26,9)	(15,2)
Suisse	303,4	-	-	-
Royaume-Uni	250,6	(40,8)	(27,6)	(19,7)
Suède	198,8	-	-	-
Allemagne	149,9	(25,7)	(4,6)	-
Norvège	140,5	(13,9)	(14,6)	(10,4)
Australie	125,3	(12,4)	(5,7)	(0,2)
Autriche	101,5	-	-	-
Belgique	79,3	-	-	-
Autres	506,6	(17,6)	(9,5)	(4,0)
<b>Total</b>	<b>4 695,8</b>	<b>(138,0)</b>	<b>(88,9)</b>	<b>(49,5)</b>

## 12.2 Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	TERRAINS ET CONSTRUCTIONS	MATÉRIELS ET OUTILLAGES	AUTRES ACTIFS CORPORELS	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES
<b>Valeurs brutes au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>237,6</b>	<b>682,3</b>	<b>30,7</b>	<b>950,6</b>
Variations de périmètre	–	(2,8)	(0,2)	<b>(3,0)</b>
Acquisitions	5,9	47,2	9,1	<b>62,3</b>
Cessions	(1,0)	(59,8)	(0,6)	<b>(61,4)</b>
Écarts de conversion	(5,9)	(24,0)	(0,7)	<b>(30,6)</b>
Autres variations	0,1	1,5	(3,5)	<b>(1,9)</b>
<b>Valeurs brutes au 31 décembre 2017</b>	<b>236,7</b>	<b>644,5</b>	<b>34,8</b>	<b>916,0</b>
Variations de périmètre	–	0,1	–	<b>0,1</b>
Acquisitions	4,2	59,3	6,2	<b>69,8</b>
Cessions	(5,2)	(30,9)	(2,8)	<b>(38,9)</b>
Écarts de conversion	0,7	0,9	0,1	<b>1,7</b>
Autres variations	–	(1,5)	(0,1)	<b>(1,6)</b>
<b>Valeurs brutes au 31 décembre 2018</b>	<b>236,5</b>	<b>672,4</b>	<b>38,2</b>	<b>947,1</b>
<b>Amortissements et dépréciations au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>(138,8)</b>	<b>(510,0)</b>	<b>(19,4)</b>	<b>(668,2)</b>
Variations de périmètre	–	1,9	0,1	<b>2,0</b>
Dotations aux amortissements	(8,2)	(46,1)	(2,3)	<b>(56,7)</b>
Dépréciations	–	–	(0,1)	<b>(0,1)</b>
Reprises d'amortissements	0,6	57,5	0,6	<b>58,8</b>
Écarts de conversion	3,1	16,8	0,1	<b>20,0</b>
Autres variations	(0,1)	0,2	–	<b>0,1</b>
<b>Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2017</b>	<b>(143,3)</b>	<b>(479,7)</b>	<b>(21,0)</b>	<b>(644,0)</b>
Variations de périmètre	–	(0,1)	–	<b>(0,1)</b>
Dotations aux amortissements	(7,6)	(46,1)	(2,4)	<b>(56,2)</b>
Dépréciations	(0,4)	–	–	<b>(0,4)</b>
Reprises d'amortissements	3,6	29,9	0,3	<b>33,7</b>
Écarts de conversion	(0,3)	(0,2)	–	<b>(0,5)</b>
Autres variations	(0,1)	1,4	0,1	<b>1,4</b>
<b>Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2018</b>	<b>(148,1)</b>	<b>(494,8)</b>	<b>(23,1)</b>	<b>(666,0)</b>
<b>Valeurs nettes au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>98,8</b>	<b>172,3</b>	<b>11,3</b>	<b>282,4</b>
<b>Valeurs nettes au 31 décembre 2017</b>	<b>93,4</b>	<b>164,8</b>	<b>13,8</b>	<b>272,0</b>
<b>Valeurs nettes au 31 décembre 2018</b>	<b>88,4</b>	<b>177,6</b>	<b>15,1</b>	<b>281,1</b>

Les acquisitions de l'exercice 2018 comprennent 2,6 millions d'euros (5,4 millions d'euros en 2017) d'actifs financés par voie de contrats de location-financement. Dans le tableau des flux de trésorerie consolidé, ces acquisitions sont incluses dans les flux provenant des activités d'investissement, la dette financière correspondante étant intégrée dans la ligne « Variation des dettes résultant des contrats de location » au sein des flux provenant des activités de financement.

## 12.3 Actifs financiers

(en millions d'euros)	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(n)</sup>
Prêts	0,1	0,1
Dépôts	24,7	25,2
Instruments dérivés	17,7	12,5
Autres actifs financiers	0,2	0,2
<b>Actifs financiers</b>	<b>42,6</b>	<b>38,0</b>

### 13. Actifs courants

#### 13.1 Stocks

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)		
Coût	1 753,2	1 622,7
Dépréciation	(79,0)	(77,8)
<b>Stocks</b>	<b>1 674,2</b>	<b>1 544,9</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

#### Évolution des provisions pour dépréciation

	2018	2017
(en millions d'euros)		
<b>Dépréciation des stocks au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>(77,8)</b>	<b>(96,4)</b>
Variations de périmètre	(0,4)	3,7
Dépréciation nette	(7,0)	3,2
Écarts de conversion	(0,5)	4,7
Autres variations	6,7	7,0
<b>Dépréciation des stocks au 31 décembre</b>	<b>(79,0)</b>	<b>(77,8)</b>

#### 13.2 Créances clients

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)		
Valeur nominale	2 205,3	2 192,4
Dépréciation	(113,8)	(118,1)
<b>Créances clients</b>	<b>2 091,5</b>	<b>2 074,4</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

Les créances clients incluent les taxes collectées sur le chiffre d'affaires pour le compte des autorités fiscales qui, dans certains cas, peuvent être récupérées auprès de celles-ci lorsque le client fait défaut. Ces taxes recouvrables s'élevaient à 250,0 millions d'euros au 31 décembre 2018 (234,0 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Le Groupe a mis en place des programmes d'assurance-crédit dans certains pays significatifs. Le montant des créances couvertes par ces programmes s'élevait à 820,1 millions d'euros au 31 décembre 2018 (867,7 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Enfin, dans certains pays, le Groupe bénéficie de garanties supplémentaires en fonction des spécificités juridiques locales, notamment aux États-Unis et au Canada. Les montants couverts par ces garanties représentent 225,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 (226,1 millions d'euros au 31 décembre 2017).

#### Évolution des provisions pour dépréciation

	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)		
<b>Dépréciation des créances clients au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>(118,1)</b>	<b>(129,7)</b>
Variations de périmètre	(0,1)	3,5
Dépréciation nette <sup>(2)</sup>	4,5	5,0
Écarts de conversion	(0,2)	3,2
<b>Dépréciation des créances clients au 31 décembre</b>	<b>(113,8)</b>	<b>(118,1)</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

(2) Dont reprise de provisions relatives à des créances passées en pertes pour un montant de 25,5 millions d'euros en 2018 (34,3 millions d'euros en 2017).

Au 31 décembre 2018, des créances clients font l'objet de dépréciations estimées sur une base individuelle à la suite de la constatation d'un risque avéré de défaut du client en question, pour un montant de 87,3 millions d'euros (87,3 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Conformément au principe comptable énoncé dans la note 3.8, toutes les créances ont fait l'objet d'une dépréciation fondée sur une matrice standard d'antériorité pour un montant de 26,5 millions d'euros au 31 décembre 2018 (30,8 millions d'euros au 31 décembre 2017 – montant retraité en conformité avec les changements de principes comptables IFRS 9).

L'échéancier des créances est le suivant :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)		
Non échues	1 739,7	1 748,4
De 1 à 30 jours	273,2	277,4
De 31 à 60 jours	73,7	64,1
De 61 à 90 jours	31,1	25,5
De 91 à 180 jours	37,5	32,5
> 180 jours	50,2	44,4
<b>Total</b>	<b>2 205,3</b>	<b>2 192,4</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

### 13.3 Autres actifs

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)		
Rabais fournisseurs à recevoir <sup>(2)</sup>	370,0	348,6
TVA déductible et autres taxes sur les ventes	16,3	23,8
Charges constatées d'avance	38,6	35,7
Instruments dérivés	1,5	1,1
Autres créances	92,6	103,5
<b>Autres actifs</b>	<b>519,0</b>	<b>512,7</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

(2) Les rabais des fournisseurs relatifs aux marchandises et services ont représenté un produit de 874,6 millions d'euros en 2018 (863,1 millions d'euros en 2017).

### 14. Actifs destinés à être cédés

Les actifs et les passifs sont classés comme « détenus en vue de la vente » dès lors que leur valeur comptable est recouvrable au travers d'une transaction de vente plutôt qu'au travers de leur utilisation. Cette condition est remplie lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe d'actifs) est disponible pour une vente immédiate en l'état. Le Groupe doit être engagé à vendre et la vente doit être hautement probable dans l'année qui suit la date de classification. L'évaluation des actifs (ou d'un groupe d'actifs et passifs destiné à être cédé) est mise à jour immédiatement avant la classification en « détenus en vue de la vente » en fonction des différentes normes IFRS qui leur sont applicables. Puis, lorsqu'ils sont classés en « Actifs destinés à être cédés », les actifs non courants (ou les groupes d'actifs) et les passifs non courants sont évalués au plus bas de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de cession.

En 2018, Rexel a décidé de recentrer ses activités en Chine sur le secteur des automatismes industriels et de céder ses activités de distributeur généraliste non rentables et du marché de la construction non résidentielle. En conséquence, le 10 décembre 2018, le Groupe a conclu des accords pour céder ses titres de participation dans les sociétés LuckyWell (société détenue à 100 %) et Maxqueen (société détenue à 60 %), deux sous-filiales dont les sièges sociaux sont situés à Pékin et Shanghai. Les contrats de cession

requièrent la réalisation de certaines conditions préalables à la cession qui devrait intervenir au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2019. Au 31 décembre 2018, le groupe d'actifs est présenté dans les postes « actifs destinés à être cédés », dès lors que la vente de ces actions est hautement probable. Le Groupe a enregistré une dépréciation des actifs destinés à être cédés d'un montant de 25,4 millions d'euros pour ajuster la valeur nette comptable des actifs destinés à être cédés à la juste valeur diminuée des coûts de transaction. (voir note 9). Les contrats de cession n'incluent aucune garantie spécifique vis-à-vis des acquéreurs autre que celles habituellement octroyées.

Les actifs et passifs de ces activités classés en actifs et passifs destinés à être cédés se présentent ainsi :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	
(en millions d'euros)		
<b>Actifs</b>		
Actifs non courants	0,7	
Actifs courants	11,9	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29,3	
<b>Total des actifs</b>	<b>41,9</b>	
<b>Passifs</b>		
Dettes financières	19,3	
Passifs courants	19,0	
<b>Total des passifs</b>	<b>38,3</b>	
<b>Actifs nets destinés à être cédés</b>	<b>3,6</b>	

Au 31 décembre 2018, la réserve de conversion incluse dans les capitaux propres à recycler en résultat lors de la cession effective s'élève à 0,4 million d'euros.

### 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
(en millions d'euros)		
Disponibilités	543,9	562,6
Fonds de caisse	0,9	1,0
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>544,9</b>	<b>563,6</b>

## 16. Synthèse des actifs financiers

				AU 31 DÉCEMBRE			
				2018		2017 <sup>(1)</sup>	
(en millions d'euros)	NOTE	CATÉGORIE IFRS 9	HIÉRARCHIE JUSTE VALEUR*	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Instruments dérivés dans une relation de couverture <sup>(2)</sup>		JV Rés.	2	13,3	13,3	8,7	8,7
Instruments dérivés dans une relation de couverture <sup>(2)</sup>		JV Cap.	2	4,3	4,3	3,6	3,6
Autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture		JV Rés.	2	0,0	0,0	0,2	0,2
Dépôts		Coût amorti		24,7	24,7	25,2	25,2
Prêts		Coût amorti		0,1	0,1	0,1	0,1
Autres actifs financiers <sup>(3)</sup>		JV Rés.		0,2	N/A	0,2	N/A
<b>Actifs financiers non courants</b>	12.3			<b>42,6</b>	<b>-</b>	<b>38,0</b>	<b>-</b>
<b>Créances clients</b>	13.2	Coût amorti		<b>2 091,5</b>	<b>2 091,5</b>	<b>2 074,4</b>	<b>2 074,4</b>
Rabais fournisseurs à recevoir	13.3	Coût amorti		370,0	370,0	348,6	348,6
TVA et autres créances d'impôt <sup>(3)</sup>	13.3	N/A		16,3	N/A	23,8	N/A
Autres créances	13.3	Coût amorti		92,6	92,6	103,5	103,5
Instruments dérivés dans une relation de couverture	13.3	JV Cap.	2	0,9	0,9	1,0	1,0
Autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture	13.3	JV Rés.	2	0,6	0,6	0,1	0,1
Charges constatées d'avance <sup>(3)</sup>		N/A		38,6	N/A	35,7	N/A
<b>Autres actifs courants</b>				<b>480,6</b>	<b>-</b>	<b>476,9</b>	<b>-</b>
Disponibilités et fonds de caisse		JV Rés.		544,9	544,9	563,6	563,6
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	15			<b>544,9</b>	<b>-</b>	<b>563,6</b>	<b>-</b>
Juste valeur par le résultat sur option		JV Rés.					
Juste valeur par les autres éléments du résultat global		JV Cap.					
Non applicable		N/A					

\* Pour la définition des hiérarchies de la juste valeur, voir la note 3.11.

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

(2) Méthode comptable spécifique aux relations de couverture.

(3) Ne constitue pas un instrument financier au sens de la norme IFRS 9.



## 17. Capital social et prime d'émission

### 17.1 Évolution du capital social et de la prime d'émission

Le capital de Rexel est composé d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros. Les opérations sur le capital et la prime d'émission sont détaillées dans le tableau suivant :

	NOMBRE D'ACTIONS	CAPITAL SOCIAL <i>(en millions d'euros)</i>	PRIME D'ÉMISSION
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>302 898 023</b>	<b>1 514,5</b>	<b>1 561,2</b>
Émission d'actions liée au plan de souscription d'actions réservé aux salariés	159 899	0,8	0,3
Émission d'actions liée aux plans d'attribution gratuite d'actions <sup>(1)</sup>	285 255	1,4	-
Attribution gratuite d'actions	-	-	(9,4)
Annulation d'actions attribuées gratuitement	-	-	7,0
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>303 343 177</b>	<b>1 516,7</b>	<b>1 559,2</b>
Émission d'actions liée au plan de souscription d'actions réservé aux salariés	86 301	0,4	-
Émission d'actions liée aux plans d'attribution gratuite d'actions <sup>(2)</sup>	559 421	2,8	-
Attribution gratuite d'actions	-	-	(9,5)
Annulation d'actions attribuées gratuitement	-	-	4,3
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>303 988 899</b>	<b>1 519,9</b>	<b>1 554,0</b>

(1) Émission de 282 218 actions dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions de 2013 (« Plan 4+0 ») et de 3 037 actions dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions de 2014 (« Plan 3+2 »).

(2) Émission de 331 145 actions dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions de 2013 (« Plan 5+0 ») et de 228 276 actions dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions de 2014 (« Plan 4+0 »).

### 17.2 Gestion du capital et actions propres

L'Assemblée générale du 24 mai 2018 a autorisé le Conseil d'administration de la Société, avec faculté de subdélégation, à acheter ou faire acheter un nombre maximal d'actions de la Société représentant jusqu'à 10 % du capital social de la Société à un prix maximum de 30 euros par action. Ce programme est limité à 250 millions d'euros et a une durée de 18 mois à compter de la date de l'Assemblée générale, soit jusqu'au 23 novembre 2019.

Les objectifs de ce programme sont par ordre de priorité décroissant :

- d'assurer la liquidité et d'animer le marché des actions par l'intermédiaire d'un courtier en valeurs mobilières ;
- de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions de la Société ;
- de conserver et de remettre des actions ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe et ce dans la limite de 5 % du capital social de la Société ;
- de remettre des actions à l'occasion d'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ;
- d'annuler tout ou partie des titres ainsi rachetés ;

- ainsi que tout autre objectif qui serait conforme à la réglementation en vigueur.

Dans le cadre de ce programme, Rexel a conclu avec un établissement financier un mandat conforme à la Charte de Déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) en vue de favoriser la liquidité des transactions sur les actions Rexel pour un montant de 14,2 millions d'euros au 31 décembre 2018 (16,8 millions d'euros au 31 décembre 2017).

En complément de ce programme, Rexel a racheté des actions propres pour les remettre aux bénéficiaires de plans d'attribution gratuite d'actions (1 307 181 actions détenues au 31 décembre 2018).

Au 31 décembre 2018, Rexel détenait 2 108 720 actions propres (1 289 369 au 31 décembre 2017), valorisées au cours moyen de 11,85 euros (13,47 euros au 31 décembre 2017) et comptabilisées en réduction des capitaux propres, pour un montant de 25,0 millions d'euros (17,4 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Par ailleurs, les moins-values réalisées sur la cession des actions propres au cours de l'exercice 2018 se sont élevées à 1,1 million d'euros nettes d'impôt et ont été comptabilisées en diminution des capitaux propres (plus-values de 0,1 million d'euros en 2017).

## 18. Dividendes

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
Dividende par action attribué aux actions ordinaires	0,42 €	0,40 €
<b>Dividendes versés (en millions d'euros)</b>	<b>126,8</b>	<b>120,8</b>
dont :		
• dividendes payés en numéraire	126,8	120,8
• dividendes payés par émission d'actions	-	-

## 19. Paiements fondés sur des actions

## 19.1 Plans d'attribution gratuite d'actions

En complément à sa politique à long terme d'intéressement des salariés, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions dont les caractéristiques sont exposées ci-après :

## Plans mis en place en 2018

Le 24 mai 2018, Rexel a mis en place trois plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 900 032 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de trois ans (25 mai 2021), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+0 » ;

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Plan	3+0 Plan d'attribution d'actions de performance	3+0 Plan d'attribution d'actions de présence et de performance	3+0 Plan d'attribution d'actions de présence	TOTAL
<b>Conditions d'acquisition</b>	Présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :  (i) la moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA en valeur 2017-2020, (ii) la moyenne annuelle des taux de croissance des ventes 2017-2020, (iii) la moyenne entre les années 2018, 2019 et 2020 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Pour un nombre défini d'actions, présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance et pour les actions restantes, conditions également basées sur :	Présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance	
Date de livraison des actions du plan	25 mai 2021	25 mai 2021	25 mai 2021	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 24 mai 2018 <sup>(1)</sup>	10,52	10,88	11,50	10,71
<b>Nombre maximum d'actions attribuées au 24 mai 2018</b>	<b>1 007 625</b>	<b>822 907</b>	<b>69 500</b>	<b>1 900 032</b>
Nombre d'actions annulées	(59 300)	(29 588)	(1 000)	(89 888)
<b>Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018</b>	<b>948 325</b>	<b>793 319</b>	<b>68 500</b>	<b>1 810 144</b>

(1) La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon sur trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

**Plans mis en place en 2017**

Le 23 mai 2017, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 873 975 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- trois ans (24 mai 2020), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire

de deux ans (24 mai 2022) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 » ;

- quatre ans (24 mai 2021), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

<b>Conditions d'acquisition</b>	Présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	Présence au 4 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	<b>TOTAL</b>
	(i) la moyenne de la variation de l'EBITA en volume entre 2016 et 2019, (ii) la croissance organique moyenne du chiffre d'affaires entre 2016 et 2019, (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2017 et 2019, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.		
<b>Plan</b>	<b>3+2</b>	<b>4+0</b>	
Date de livraison des actions du plan	24 mai 2020	24 mai 2021	
<i>Juste valeur des actions à la date d'octroi du 23 mai 2017<sup>(1)</sup></i>	12,75	12,34	<b>12,48</b>
<b>Nombre maximum d'actions attribuées au 23 mai 2017</b>	<b>643 200</b>	<b>1 230 775</b>	<b>1 873 975</b>
Nombre d'actions annulées	(75 475)	(216 675)	<b>(292 150)</b>
<b>Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018</b>	<b>567 725</b>	<b>1 014 100</b>	<b>1 581 825</b>

(1) La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon sur trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

**Plans mis en place en 2016**

Le 23 juin 2016, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 820 625 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- trois ans (24 juin 2019), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de

deux ans (24 juin 2021) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 » ;

- quatre ans (24 juin 2020), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

<b>Conditions d'acquisition</b>	Présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	Présence au 4 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	<b>TOTAL</b>
	(i) la moyenne de la variation de l'EBITA en volume entre 2015 et 2018, (ii) la croissance organique moyenne du chiffre d'affaires entre 2015 et 2018, (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2016 et 2018, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.		
<b>Plan</b>	<b>3+2</b>	<b>4+0</b>	
Date de livraison des actions du plan	24 juin 2019	24 juin 2020	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 23 juin 2016 <sup>(1)</sup>	10,91	10,50	<b>10,64</b>
<b>Nombre maximum d'actions attribuées au 23 juin 2016</b>	<b>741 500</b>	<b>1 079 125</b>	<b>1 820 625</b>
Ajustement des droits <sup>(2)</sup>	25 142	36 695	<b>61 837</b>
Nombre d'actions annulées	(323 626)	(311 094)	<b>(634 720)</b>
<b>Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018</b>	<b>443 016</b>	<b>804 726</b>	<b>1 247 742</b>

(1) La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon sur trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

(2) Consécutivement à la distribution, le 5 juillet 2016, d'un dividende prélevé sur la prime d'émission et conformément aux dispositions prévues dans les plans d'options de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions, les droits octroyés au titre des plans vivants ont été ajustés pour permettre à leurs bénéficiaires d'investir la même somme que celle prévue au moment de l'attribution des droits.

### Plans mis en place en 2015

Le 28 juillet 2015, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 798 393 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- trois ans (29 juillet 2018), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire

de deux ans (29 juillet 2020) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 » ;

- quatre ans (29 juillet 2019), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

<b>Conditions d'acquisition</b>	Présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la moyenne de la variation de la marge d'EBITA Ajusté entre 2014 et 2017, (ii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2015 et 2017, (iii) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Présence au 4 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la moyenne de la variation de la marge d'EBITA Ajusté entre 2014 et 2017, (ii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2015 et 2017, (iii) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	<b>TOTAL</b>
<b>Plan</b>	<b>3+2</b>	<b>4+0</b>	
Date de livraison des actions du plan	29 juillet 2018	29 juillet 2019	
<i>Juste valeur des actions à la date d'octroi du 28 juillet 2015<sup>(1)</sup></i>	<i>10,56</i>	<i>9,91</i>	
<b>Nombre maximum d'actions attribuées au 28 juillet 2015</b>	<b>795 775</b>	<b>1 002 618</b>	<b>1 798 393</b>
Ajustement des droits <sup>(2)</sup>	26 760	32 913	<b>59 673</b>
Nombre d'actions annulées	(742 787)	(885 068)	<b>(1 627 855)</b>
Nombre d'actions livrées	(73 423)	-	<b>(73 423)</b>
<b>Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018</b>	<b>-</b>	<b>116 188</b>	<b>116 188</b>

(1) La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon sur trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

(2) Consécutivement à la distribution, le 5 juillet 2016, d'un dividende prélevé sur la prime d'émission et conformément aux dispositions prévues dans les plans d'options de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions, les droits octroyés au titre des plans vivants ont été ajustés pour permettre à leurs bénéficiaires d'investir la même somme que celle prévue au moment de l'attribution des droits.

#### Plans mis en place en 2014

Le 22 mai 2014, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants et collaborateurs clés pour un nombre maximum de 1 641 008 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- deux ans (23 mai 2016), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (23 mai 2018) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 2+2 » ;

- trois ans (23 mai 2017), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (23 mai 2019) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 » ;
- quatre ans (23 mai 2018), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre de deux plans intitulés « Plans 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence et de performance posées par le Plan.

Les conditions d'attribution sont présentées dans le tableau suivant :

Conditions d'acquisition	Présence au 2 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la croissance du taux d'EBITA Ajusté entre 2013 et 2015, (ii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2014 et 2015, (iii) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.		Présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la croissance du taux d'EBITA Ajusté entre 2013 et 2016, (ii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2014 et 2016, (iii) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.		TOTAL
Plan	2+2	4+0	3+2	4+0	
Date de livraison des actions du plan	23 mai 2016	23 mai 2018	23 mai 2017	23 mai 2018	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 22 mai 2014 <sup>(1)</sup>	13,49	12,14	12,78	12,11	
Nombre maximum d'actions attribuées au 22 mai 2014	348 980	471 524	348 980	471 524	1 641 008
Ajustement des droits <sup>(2)</sup>	–	12 433	11 111	12 433	35 977
Nombre d'actions annulées	(233 377)	(351 449)	(293 431)	(388 189)	(1 266 446)
Nombre d'actions livrées	(115 603)	(132 508)	(66 660)	(95 768)	(410 539)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018	–	–	–	–	–

(1) La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon sur trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

(2) Consécutivement à la distribution, le 5 juillet 2016, d'un dividende prélevé sur la prime d'émission et conformément aux dispositions prévues dans les plans d'options de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions, les droits octroyés au titre des plans vivants ont été ajustés pour permettre à leurs bénéficiaires d'investir la même somme que celle prévue au moment de l'attribution des droits.

### Plans mis en place en 2013

Le 30 avril et le 25 juillet 2013, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants et collaborateurs clés pour un nombre maximum de 2 131 539 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires seront éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de deux ans à compter de la date d'attribution, ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans dans le cadre du plan intitulé « Plan 2+2 » ou de quatre ans à compter de la date d'attribution, ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre du plan intitulé « Plan 4+0 ».

Par ailleurs, le 30 avril 2013, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur

de ses chefs d'agence pour un nombre maximum de 521 600 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires seront éligibles à recevoir des actions Rexel, soit à l'issue d'une période de trois ans (2 mai 2016), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (2 mai 2018) dans le cadre du plan intitulé « Plan 3+2 », soit à l'issue d'une période de cinq ans, ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre du plan intitulé « Plan 5+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence et de performance posées par le Plan.



Les conditions d'attribution sont présentées dans le tableau suivant :

BÉNÉFICIAIRES	CADRES DIRIGEANTS ET EXÉCUTIFS		MANAGERS OPÉRATIONNELS		TOTAL
<b>Conditions d'acquisition</b>	Présence au 2 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions de performance basées sur : (i) l'EBITA Ajusté de 2013, (ii) la croissance du taux d'EBITA Ajusté entre 2012 et 2014, (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2013 et 2014, (iv) le niveau de flux de trésorerie libre avant intérêts et impôt 2013, et (v) la présence au 2 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions de performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à un panel d'actions d'entreprises du même secteur d'activité.		Présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan.		
<b>Plan</b>	2+2	4+0	3+2	5+0	
Date de livraison des actions du plan de mai	4 mai 2015	2 mai 2017	2 mai 2016	2 mai 2018	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 30 avril 2013 <sup>(1)</sup>	13,70	12,04	14,37	12,71	
<b>Nombre maximum d'actions attribuées au 30 avril 2013</b>	793 310	1 259 819	99 100	422 500	<b>2 574 729</b>
Date de livraison des actions du plan de juillet	27 juillet 2015	26 juillet 2017			
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 25 juillet 2013	15,73	14,07			
<b>Nombre maximum d'actions attribuées au 25 juillet 2013</b>	50 694	27 716			<b>78 410</b>
<b>Total du nombre d'actions attribuées en 2013</b>	<b>844 004</b>	<b>1 287 535</b>	<b>99 100</b>	<b>422 500</b>	<b>2 653 139</b>
Ajustement des droits <sup>(2)</sup>	-	9 404	-	11 174	<b>20 578</b>
Nombre d'actions annulées	(643 484)	(1 014 721)	(21 200)	(102 529)	<b>(1 781 934)</b>
Nombre d'actions livrées	(200 520)	(282 218)	(77 900)	(331 145)	<b>(891 783)</b>
<b>Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018</b>	-	-	-	-	-

(1) La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon sur trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

(2) Consécutivement à la distribution, le 5 juillet 2016, d'un dividende prélevé sur la prime d'émission et conformément aux dispositions prévues dans les plans d'options de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions, les droits octroyés au titre des plans vivants ont été ajustés pour permettre à leurs bénéficiaires d'investir la même somme que celle prévue au moment de l'attribution des droits.

## 19.2 Charge liée aux paiements fondés sur des actions

La charge relative aux plans d'attribution gratuite d'actions a été comptabilisée dans le poste « Frais administratifs et commerciaux ». Elle est présentée dans le tableau suivant :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
<i>(en millions d'euros)</i>		
Plans mis en place en 2013	(0,1)	0,2
Plans mis en place en 2014	(0,2)	(1,3)
Plans mis en place en 2015	(0,4)	(0,9)
Plans mis en place en 2016	1,0	3,6
Plans mis en place en 2017	5,1	3,1
Plans mis en place en 2018	3,4	-
Charge relative à l'offre réservée aux salariés	0,4	0,7
<b>Total charge liée aux paiements fondés sur des actions</b>	<b>9,1</b>	<b>5,4</b>

## 20. Résultats par action

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
<b>Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)</b>	<b>150,7</b>	<b>105,5</b>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation <i>(en milliers)</i>	301 846	301 841
Actions potentielles non dilutives <i>(en milliers)</i>	248	685
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles non dilutives (en milliers)</b>	<b>302 094</b>	<b>302 526</b>
<b>Résultat net par action (en euros)</b>	<b>0,50</b>	<b>0,35</b>
Actions potentielles dilutives <i>(en milliers)</i>	406	354
• dont options de souscription d'actions <i>(en milliers)</i>	-	-
• dont actions attribuées gratuitement <i>(en milliers)</i> <sup>(2)</sup>	406	354
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles dilutives (en milliers)</b>	<b>302 500</b>	<b>302 880</b>
<b>Résultat net dilué par action (en euros)</b>	<b>0,50</b>	<b>0,35</b>

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

(2) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions attribuées gratuitement dont l'attribution est soumise à des conditions de performance ou de marché non encore réalisées à la date de clôture.

## 21. Provisions et autres passifs non courants

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
<i>(en millions d'euros)</i>		
Provisions	53,2	46,2
Instruments dérivés	2,4	1,7
Autres passifs non courants <sup>(1)</sup>	7,5	8,4
<b>Provisions et autres passifs non courants</b>	<b>63,2</b>	<b>56,3</b>

(1) Comprennent les dettes relatives à la participation des salariés en France pour un montant de 7,5 millions d'euros (8,4 millions d'euros au 31 décembre 2017).

La variation des provisions est détaillée dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	RESTRUCTURATION <sup>(1)</sup>	LITIGES FISCAUX	AUTRES LITIGES ET GARANTIES <sup>(2)</sup>	IMMEUBLES VACANTS <sup>(3)</sup>	TOTAL PROVISIONS
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>27,7</b>	<b>5,8</b>	<b>27,4</b>	<b>10,9</b>	<b>71,8</b>
Augmentations de provisions	13,8	-	5,2	2,3	<b>21,2</b>
Reprises de provisions utilisées	(23,0)	(4,9)	(7,6)	(3,8)	<b>(39,4)</b>
Reprises de provisions non utilisées	(1,5)	-	(0,6)	(0,1)	<b>(2,2)</b>
Écarts de conversion	(0,8)	-	(0,2)	(0,4)	<b>(1,3)</b>
Autres variations	0,1	(0,2)	(3,8)	-	<b>(3,9)</b>
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>16,2</b>	<b>0,6</b>	<b>20,5</b>	<b>8,9</b>	<b>46,1</b>
Augmentations de provisions	25,4	0,3	7,2	8,5	<b>41,4</b>
Reprises de provisions utilisées	(12,8)	(0,1)	(3,0)	(6,2)	<b>(22,0)</b>
Reprises de provisions non utilisées	(0,3)	-	(9,4)	(0,4)	<b>(10,2)</b>
Écarts de conversion	0,0	-	(0,1)	(0,0)	<b>(0,1)</b>
Autres variations	(2,9)	-	0,8	-	<b>(2,1)</b>
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>	<b>25,5</b>	<b>0,9</b>	<b>16,0</b>	<b>10,7</b>	<b>53,2</b>

Les provisions couvrent principalement :

- (1) Les coûts des programmes de réorganisation et de transformation des activités opérationnelles visant à adapter la structure du Groupe à la conjoncture actuelle. Ces plans de restructuration concernent la fermeture d'agences, l'optimisation de centres logistiques et la réorganisation des services administratifs. Les restructurations engagées au 31 décembre 2018 concernent principalement l'Europe pour un montant de 23,1 millions d'euros (8,4 millions d'euros en 2017), l'Amérique du Nord pour un montant de 1,3 million d'euros (5,0 millions d'euros en 2017), l'Asie-Pacifique pour un montant de 1,0 million d'euros (1,7 million d'euros en 2017) et les Holdings pour zéro (1,1 million d'euros en 2017).
- (2) Les autres litiges et les garanties s'élèvent à 16,0 millions d'euros (20,5 millions d'euros en 2017), dont un montant de 2,6 millions d'euros relatif à un contentieux avec l'URSSAF (9,8 millions d'euros en 2017), un montant de 3,7 millions d'euros (3,8 millions d'euros en 2017) relatif aux litiges liés au personnel, un montant de 2,0 millions d'euros relatif à la taxe sur les ventes et d'autres litiges au Canada et un montant de 1,8 million d'euros (2,3 millions d'euros en 2017) relatif aux litiges commerciaux.
- (3) Les coûts générés par des locaux laissés vacants concernent principalement le Royaume-Uni, pour un montant de 4,5 millions d'euros (4,1 millions d'euros en 2017), l'Allemagne pour un montant de 3,3 millions d'euros et la France pour un montant de 1,0 million d'euros (1,6 million d'euros en 2017).

## 22. Avantages du personnel

### 22.1 Description des régimes à prestations définies

Les avantages du personnel dans le Groupe se présentent sous diverses formes, dont des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies. Les caractéristiques spécifiques de ces plans varient en fonction des réglementations applicables à chaque pays concerné. Les différents types de plans concernent les régimes de retraite, les indemnités de fin de carrière, les médailles du travail, les départs en retraite anticipés, les couvertures médicales et d'assurance-vie accordés aux anciens salariés, y compris les retraités.

Les régimes de retraite financés les plus importants concernent le Canada, le Royaume-Uni et la Suisse et sont gérés dans des structures indépendantes du Groupe.

Au Royaume-Uni, les plans de retraite à prestations définies sont gérés par le fonds de pension *Rexel UK Pension Scheme*. Ce plan est fermé aux nouveaux entrants depuis le 5 avril 2002. Les droits accumulés

et les pensions font l'objet d'une indexation. Les objectifs statutaires de financement sont validés conjointement par le *Trustee board* et la société. Dans ce cadre, le *Trustee board* procède à l'évaluation du régime au moins tous les trois ans. Sur la base de cette évaluation, un échéancier des cotisations, permettant de restaurer l'équilibre du régime à terme, est décidé avec la société. La dernière évaluation du régime a été réalisée le 5 avril 2017. L'évaluation 2018 a été projetée sur la base de cette dernière évaluation. Le *Trustee board* est également responsable de la stratégie d'investissement du fonds.

En Suisse, Rexel propose un régime de retraite complémentaire pour ses employés. Les actifs sont gérés dans un fonds de pension *Pension Kasse*, réservé à Elektro Material. Le régime fonctionne comme un contrat de retraite à cotisations définies assorti d'un rendement garanti, le qualifiant ainsi de régime à prestations définies. Le *Conseil de Fondation* est responsable de la mise en œuvre d'une stratégie adaptée d'allocation des actifs ayant pour objectif d'en garantir le rendement. Le fonds fait l'objet d'une évaluation tous les ans.

Au Canada, les régimes à prestations définies concernent principalement :

- Le régime « Employés », qui est agréé fiscalement et qui a deux types de dispositions : celles qualifiées de prestations définies et celles qualifiées de cotisations définies. Les prestations définies relèvent d'une formule basée sur le salaire moyen en cours de carrière. Ce plan a été fermé pour les membres du personnel entrant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000.
- Le régime de retraite « Cadres » et le régime complémentaire « Dirigeants » (« SERP »), qui assurent aux retraités une pension calculée sur

un pourcentage des derniers salaires perçus. Le régime « Cadres » est un plan agréé fiscalement. Le régime « Dirigeants » offre deux prestations : la première assure un complément de prestations au-delà des limites fixées pour le régime « Cadres ». La seconde offre une rente calculée sur le capital constitutif lors du départ à la retraite.

Une évaluation complète des plans canadiens est effectuée tous les trois ans. La dernière évaluation a été réalisée au 31 décembre 2016. Les données quantitatives au titre de 2018 ont été projetées sur la base des dernières évaluations disponibles.

## 22.2 Informations relatives aux régimes à prestations définies

L'évolution de la valeur actuelle de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est la suivante :

	VALEUR ACTUELLE DE L'OBLIGATION				
	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
<i>(en millions d'euros)</i>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>519,9</b>	<b>259,0</b>	<b>237,2</b>	<b>197,9</b>	<b>1 214,0</b>
Coûts des services rendus de la période	-	2,5	7,4	5,8	15,6
Charges d'intérêts financiers	13,8	8,8	1,1	4,1	27,8
Prestations servies	(15,3)	(12,2)	(5,8)	(9,6)	(42,9)
Cotisations versées par les participants	-	0,5	3,6	0,4	4,5
Variations de périmètre	-	-	-	13,4	13,4
Écarts de conversion	(18,3)	(14,8)	(20,2)	(4,2)	(57,5)
Effet des réductions et liquidations de régime / autres	-	-	(2,9)	-	(2,9)
Réévaluation					
<i>Effet des changements d'hypothèses démographiques</i>	-	(6,0)	-	(0,8)	(6,8)
<i>Effet des changements d'hypothèses financières</i>	22,9	13,9	-	5,4	42,2
<i>Effet des ajustements liés à l'expérience</i>	(10,1)	(3,0)	10,6	(3,8)	(6,3)
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>512,9</b>	<b>248,8</b>	<b>231,0</b>	<b>208,5</b>	<b>1 201,2</b>
Coûts des services rendus de la période	-	2,4	6,4	5,5	14,3
Charges d'intérêts financiers	12,7	7,9	1,2	3,6	25,3
Prestations servies	(16,2)	(12,1)	(5,9)	(13,2)	(47,4)
Cotisations versées par les participants	-	0,4	3,8	0,4	4,6
Écarts de conversion	(3,7)	(8,6)	8,6	0,3	(3,5)
Effet des réductions et liquidations de régime / autres	3,3	-	-	(0,1)	3,1
Réévaluation					
<i>Effet des changements d'hypothèses démographiques</i>	(28,4)	-	-	0,4	(28,0)
<i>Effet des changements d'hypothèses financières</i>	(29,1)	(17,9)	(16,1)	(12,6)	(75,6)
<i>Effet des ajustements liés à l'expérience</i>	9,9	0,3	(0,8)	1,0	10,4
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>461,5</b>	<b>221,1</b>	<b>228,1</b>	<b>193,7</b>	<b>1 104,4</b>

L'évolution de la juste valeur des actifs des régimes à prestations définies est la suivante :

	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES				
(en millions d'euros)	ROYAUME- UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>380,6</b>	<b>189,6</b>	<b>223,6</b>	<b>81,7</b>	<b>875,4</b>
Cotisations versées par l'employeur	12,9	7,2	5,7	6,1	31,9
Cotisations versées par les participants	-	0,5	3,6	0,4	4,5
Rendements des actifs	8,4	6,8	1,1	1,7	18,0
Prestations servies	(15,3)	(12,2)	(5,9)	(9,6)	(43,0)
Variations de périmètre	-	-	-	12,3	12,3
Écarts de conversion	(13,4)	(10,9)	(19,5)	(1,0)	(44,9)
Rendement des fonds investis à l'exclusion des intérêts financiers (résultat global)	1,4	4,5	18,8	2,2	26,8
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>374,6</b>	<b>185,5</b>	<b>227,3</b>	<b>93,8</b>	<b>881,1</b>
Cotisations versées par l'employeur	9,8	6,7	7,5	11,8	35,7
Cotisations versées par les participants	-	0,4	3,8	0,4	4,6
Rendements des actifs	8,3	5,9	1,2	1,6	17,0
Prestations servies	(16,2)	(12,1)	(5,9)	(13,2)	(47,4)
Écarts de conversion	(2,9)	(6,5)	8,4	(0,5)	(1,4)
Rendement des fonds investis à l'exclusion des intérêts financiers (résultat global) <sup>(1)</sup>	(19,5)	(11,6)	(17,6)	(2,8)	(51,5)
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>354,1</b>	<b>168,3</b>	<b>224,6</b>	<b>91,1</b>	<b>838,0</b>

(1) Dont un montant de (14,2) millions d'euros relatif au plafonnement des actifs de couverture du plan suisse (un montant de (6,7) millions d'euros en 2017).

L'évolution des actifs et passifs nets des régimes à prestations définies se présente comme suit :

	PASSIF (ACTIF) NET AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES				
(en millions d'euros)	ROYAUME- UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>139,3</b>	<b>69,4</b>	<b>13,6</b>	<b>116,1</b>	<b>338,5</b>
Coûts des services rendus de la période	-	2,5	7,4	5,8	15,6
Charges d'intérêts financiers	5,3	2,1	0,1	2,3	9,8
Effet des réductions et liquidations de régime / autres	-	-	(2,9)	-	(2,9)
Cotisations versées par l'employeur	(12,9)	(7,2)	(5,7)	(6,1)	(31,9)
Prestations servies	0,0	-	0,1	-	0,1
Variations de périmètre	-	-	-	1,1	1,1
Écarts de conversion	(4,9)	(3,9)	(0,7)	(3,2)	(12,7)
Réévaluation	11,5	0,4	(8,2)	(1,4)	2,3
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>138,3</b>	<b>63,2</b>	<b>3,7</b>	<b>114,7</b>	<b>319,9</b>
Coûts des services rendus de la période	-	2,4	6,4	5,5	14,3
Charges d'intérêts financiers	4,3	2,0	(0,0)	2,0	8,4
Effet des réductions et liquidations de régime / autres	3,3	-	-	(0,1)	3,1
Cotisations versées par l'employeur	(9,8)	(6,7)	(7,5)	(11,8)	(35,7)
Prestations servies	0,0	-	-	-	0,0
Écarts de conversion	(0,8)	(2,1)	0,1	0,8	(2,0)
Réévaluation	(28,0)	(6,1)	0,8	(8,5)	(41,7)
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>107,4</b>	<b>52,7</b>	<b>3,5</b>	<b>102,6</b>	<b>266,2</b>

Le rapprochement du passif au bilan avec l'obligation actuarielle des plans à prestations définies s'analyse comme suit :

	RAPPROCHEMENT DU PASSIF AU BILAN AVEC L'OBLIGATION ACTUARIELLE DES PLANS À PRESTATIONS DÉFINIES				
(en millions d'euros)	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
<b>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017</b>					
<b>Valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies</b>	<b>512,9</b>	<b>248,8</b>	<b>231,0</b>	<b>208,5</b>	<b>1 201,2</b>
dont Plans par capitalisation	512,5	227,3	227,3	123,9	1 091,0
dont Plans par répartition	0,4	21,4	3,7	84,6	110,1
Juste valeur des actifs	(374,6)	(185,5)	(227,3)	(93,7)	(881,1)
<b>Situation financière</b>	<b>138,3</b>	<b>63,2</b>	<b>3,7</b>	<b>114,7</b>	<b>319,9</b>
dont « Avantages du personnel »	138,3	63,2	3,7	114,7	319,9
<b>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018</b>					
<b>Valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies</b>	<b>461,5</b>	<b>221,1</b>	<b>228,1</b>	<b>193,7</b>	<b>1 104,4</b>
dont Plans par capitalisation	461,1	201,7	224,6	114,6	1 002,1
dont Plans par répartition	0,4	19,4	3,5	79,0	102,3
Juste valeur des actifs	(354,1)	(168,3)	(224,6)	(91,0)	(838,0)
<b>Situation financière</b>	<b>107,4</b>	<b>52,7</b>	<b>3,5</b>	<b>102,6</b>	<b>266,2</b>
dont « Avantages du personnel »	107,4	52,7	3,5	102,6	266,2

### 22.3 Réévaluation de la provision comptabilisée

	ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
(en millions d'euros)	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
Rendement des actifs à l'exclusion des produits financiers et limitation d'actif	(1,4)	(4,5)	(20,5)	(2,2)	(28,5)
Effet des changements d'hypothèses démographiques	-	(6,0)	-	(0,3)	(6,3)
Effet des changements d'hypothèses financières	22,9	13,9	-	4,5	41,3
Effet des ajustements liés à l'expérience	(10,1)	(3,0)	12,2	(3,3)	(4,1)
<b>Éléments reconnus en résultat global au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017</b>	<b>11,4</b>	<b>0,4</b>	<b>(8,2)</b>	<b>(1,2)</b>	<b>2,4</b>
Rendement des actifs à l'exclusion des produits financiers et limitation d'actif	19,5	11,6	17,6	2,8	51,5
Effet des changements d'hypothèses démographiques	(28,4)	-	-	0,4	(28,0)
Effet des changements d'hypothèses financières	(29,1)	(17,9)	(16,1)	(12,6)	(75,6)
Effet des ajustements liés à l'expérience	9,9	0,3	(0,8)	1,0	10,4
<b>Éléments reconnus en résultat global au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018</b>	<b>(28,0)</b>	<b>(6,1)</b>	<b>0,8</b>	<b>(8,5)</b>	<b>(41,7)</b>



## 22.4 Charge comptabilisée

La charge comptabilisée au compte de résultat consolidé s'analyse ainsi :

(en millions d'euros)	CHARGE COMPTABILISÉE				
	ROYAUME- UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
Coûts des services rendus de la période <sup>(1)</sup>	-	2,5	7,2	5,8	15,5
Coût des services passés – courant <sup>(1)</sup>	-	-	(2,9)	-	(2,9)
Coût des services passés – non courant <sup>(3)</sup>	-	-	-	0,7	0,7
Charge d'intérêt nette <sup>(2)</sup>	5,3	2,1	0,1	2,3	9,8
Autres <sup>(1)</sup>	0,0	0,0	0,0	(0,0)	0,0
<b>Charge comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017</b>	<b>5,4</b>	<b>4,5</b>	<b>4,4</b>	<b>8,9</b>	<b>23,1</b>
Coûts des services rendus de la période <sup>(1)</sup>	-	2,4	6,4	5,5	14,3
Coût des services passés <sup>(4)</sup>	3,3	-	-	(0,3)	3,0
Charge d'intérêt nette <sup>(2)</sup>	4,3	2,0	0,0	2,0	8,4
Autres <sup>(1)</sup>	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,1)	(0,1)
<b>Charge comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018</b>	<b>7,6</b>	<b>4,3</b>	<b>6,4</b>	<b>7,2</b>	<b>25,6</b>

(1) Inclus dans les charges de personnel (voir note 8).

(2) Inclus dans les charges financières nettes (voir note 10).

(3) Inclus dans les autres charges.

(4) Inclus dans les autres charges et représente l'effet de l'égalesation de la pension minimum garantie (*Guaranteed Minimum Pension* ou GMP) (voir note 9) et dans les charges de personnel (voir note 8).

### Effet des modifications substantielles et extinctions des régimes à prestations définies

#### Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Il n'y a eu aucun événement significatif au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

#### Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017

En Suisse, le régime de retraite a été modifié pour réduire le facteur de conversion du capital d'épargne salariale en pension de retraite. La diminution du facteur de conversion a été partiellement compensée par une cotisation complémentaire de l'employeur aux fonds d'épargne salariale. Cette modification s'est traduite par une réduction du coût des services

passés d'un montant net de 2,9 millions d'euros (3,3 millions de francs suisses) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

De surcroît, dans le cadre de sa stratégie de réduction des risques, le Groupe a conclu un contrat d'assurance d'une durée de 5 ans pour financer les indemnités versées en cas d'invalidité, précédemment financées par le fonds de pension suisse. Ce contrat prévoit que la compagnie d'assurance versera les indemnités aux bénéficiaires du plan au nom du fonds de pension. En conséquence, un gain d'un montant de 3,8 millions d'euros a été constaté dans le résultat global au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

## 22.5 Nature des fonds investis dans les plans de retraite

(en millions d'euros)	NATURE DES FONDS INVESTIS DANS LES PLANS DE RETRAITE		
	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,3	0,9	11,1
Actions (cotées sur un marché actif)	14,9	80,7	80,7
Instruments de dettes (cotés sur un marché actif)	78,4	100,9	86,3
Biens immobiliers	-	-	44,8
Fonds d'investissements	276,3	-	-
Actifs détenus par des compagnies d'assurance	3,7	3,1	6,9
Autres	0,2	-	4,2
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>373,8</b>	<b>185,6</b>	<b>233,9</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4,4	0,8	12,5
Actions (cotées sur un marché actif)	14,1	73,1	84,0
Instruments de dettes (cotés sur un marché actif)	74,1	91,5	88,0
Biens immobiliers	-	-	51,7
Fonds d'investissements	257,6	-	-
Actifs détenus par des compagnies d'assurance	3,5	2,9	4,7
Autres	0,3	-	4,3
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>354,1</b>	<b>168,4</b>	<b>245,2</b>

## 22.6 Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

	ROYAUME-UNI		CANADA		SUISSE	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Maturité moyenne du plan (en années)	17	19	12	13	15	15
Taux d'actualisation (en %)	3,00	2,50	3,90	3,25	1,00	0,50
Taux d'augmentation futur des salaires (en %)	N/A	N/A	3,00	3,14	1,00	1,00

Les taux d'actualisation ont été déterminés par référence aux taux de rendement des obligations de première catégorie (obligations cotées AA par au moins une des trois premières agences de notation : Standard & Poor's, Moody's et Fitch) ayant une échéance identique aux régimes concernés. Les prestations attendues de chaque plan sont actualisées avec la courbe des taux correspondant à leur échéance. S'il n'existe pas d'obligations d'une durée suffisamment longue, le taux d'actualisation est estimé en extrapolant les taux de marché suivant la courbe. Puis, un taux d'actualisation synthétique est calculé, qui, appliqué à l'ensemble des flux de trésorerie, permet de restituer la même charge d'intérêt que si les taux individuels avaient été appliqués.

## 22.7 Analyse des risques liés aux plans de retraite

Afin d'identifier et de traiter les risques inhérents à la gestion des plans de retraite et autres avantages

postérieurs à l'emploi, un comité, composé de représentants de la direction financière et de la direction des ressources humaines, se réunit tous les trimestres. Ce comité, assisté d'experts, revoit plus particulièrement le financement des plans et la performance des actifs de couverture. Il est informé de tout événement significatif relatif aux avantages accordés aux salariés, à leur incidence financière et aux modifications de la réglementation. Il rend compte au Comité d'Audit une fois par an.

Les principaux régimes à prestations définies du Groupe sont soumis à des règles de financement qui dépendent essentiellement des taux d'intérêt, de la performance des actifs de couverture et des modifications des réglementations locales. Toute évolution défavorable de ces paramètres nécessiterait le versement de contributions complémentaires par le Groupe aux fonds de pension dans le cadre d'un échéancier.

**Volatilité des taux d'actualisation et d'inflation**

La valeur actuelle de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs. Les taux d'actualisation sont déterminés par référence aux taux de rendement des obligations à la date d'évaluation, qui peuvent varier d'une période à l'autre. Par ailleurs, les prestations accumulées et les rentes de retraite sont généralement soumises à des augmentations de salaires et à des indexations conditionnelles ou inconditionnelles qui varient selon le niveau d'inflation. Tout changement de ces paramètres peut modifier la valeur actuelle de l'obligation et le

coût des services, déclenchant ainsi le versement de contributions supplémentaires, afin de respecter les exigences locales de financement minimum.

**Volatilité de la valeur des actifs de couverture**

Les actifs de couverture sont constitués d'actions, d'obligations et d'autres actifs dont la valeur est soumise aux fluctuations du marché. Un retournement des marchés financiers augmenterait le passif net au titre des régimes à prestations définies. Les ratios de couverture des plans diminueraient en conséquence, nécessitant des versements complémentaires de cotisations par le Groupe dans le cadre d'un échéancier.

**Analyse de la sensibilité**

SENSIBILITÉ CONSÉCUTIVE À LA BAISSSE DE 50 POINTS DE BASE DU TAUX D'ACTUALISATION					
(en millions d'euros)	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
Coûts des services rendus de la période	-	0,1	0,5	0,3	1,0
Valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies	40,6	14,6	18,9	13,0	87,0

SENSIBILITÉ CONSÉCUTIVE À LA BAISSSE DE 10 % DES MARCHÉS FINANCIERS					
(en millions d'euros)	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
Fonds investis dans les plans de retraite	(1,4)	(7,3)	(8,4)	(0,5)	(17,6)

**Analyse du risque**

Afin d'atténuer les risques identifiés ci-dessus, le Groupe a mis en œuvre ou est en train de mettre en place les actions suivantes qui incluent des changements dans la conception des régimes à prestations définies, ainsi que des mesures financières, parmi lesquelles :

- clôture de plans, lorsqu'appropriée, et migration vers des plans à cotisations définies, avec gel des prestations ;
- rationalisation des prestations incluant le niveau de pensions versées, les facteurs de taux de conversion et les plafonds d'indexation ;
- versement sélectif de cotisations en complément des cotisations récurrentes, afin d'augmenter la couverture du fonds ;

- couverture financière des taux d'intérêt et d'inflation ;
- adoption de stratégies d'investissement qui permettent une meilleure cohérence de la nature des dettes avec un alignement progressif de l'allocation des actifs et de la maturité des plans de retraite ;
- réunions régulières avec les représentants des fonds de pension ;
- revue périodique de la performance des investissements par des experts indépendants pour piloter leur volatilité.

**22.8 Flux de trésorerie prévisionnels**

FLUX DE TRÉSORERIE PRÉVISIONNELS					
(en millions d'euros)	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
Prestations attendues pour 2019	15,0	12,2	6,6	8,5	42,3
Prestations attendues pour 2020	14,8	12,6	6,9	9,5	43,7
Prestations attendues pour 2021	15,3	12,9	7,1	15,3	50,6
Prestations attendues pour 2022	16,4	13,1	7,4	10,1	47,0
Prestations attendues pour 2023 et au-delà	112,1	83,9	51,8	63,0	310,9
Cotisations prévues pour 2019	11,2	6,6	7,1	8,2	33,0

## 23. Endettement financier

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 31 décembre 2018. L'endettement financier inclut les dettes auprès d'établissements financiers portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

### 23.1 Endettement financier net

Au 31 décembre 2018, l'endettement financier net consolidé de Rexel s'élève à 2 030,4 millions d'euros et s'analyse ainsi :

	AU 31 DÉCEMBRE					
	2018			2017		
	COURANT	NON COURANT	TOTAL	COURANT	NON COURANT	TOTAL
(en millions d'euros)						
Obligations Senior	-	1 456,2	1 456,2	-	1 446,6	1 446,6
Titrisation	517,0	484,2	1 001,2	-	1 007,6	1 007,6
Emprunts auprès des établissements de crédit	7,7	0,9	8,6	12,1	1,8	13,9
Billets de trésorerie	40,0	-	40,0	41,7	-	41,7
Concours bancaires et autres emprunts	84,1	-	84,1	100,6	-	100,6
Location-financement	4,5	11,2	15,8	6,2	14,3	20,5
Intérêts courus <sup>(1)</sup>	5,0	-	5,0	6,3	-	6,3
Moins coûts de transaction	(4,4)	(16,3)	(20,7)	(5,1)	(19,7)	(24,7)
<b>Total dettes financières et intérêts courus</b>	<b>654,0</b>	<b>1 936,2</b>	<b>2 590,2</b>	<b>161,8</b>	<b>2 450,5</b>	<b>2 612,3</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(544,9)			(563,6)
Intérêts courus à recevoir			(2,2)			(1,0)
Dérivés de couverture adossés à la dette financière <sup>(2)</sup>			(12,7)			(6,5)
<b>Endettement financier net</b>			<b>2 030,4</b>			<b>2 041,2</b>

(1) Dont intérêts courus sur les obligations pour un montant de 1,8 million d'euros au 31 décembre 2018 (2,5 millions d'euros au 31 décembre 2017).

(2) Les dérivés de couverture de la dette incluent les instruments de taux désignés comme couverture de juste valeur et des dérivés de couverture de change adossés à la dette financière.

#### 23.1.1 Contrat de Crédit Senior

Le 15 mars 2013, Rexel a conclu un contrat de Crédit Senior, ayant fait l'objet d'amendements successifs dont le dernier en date du 31 janvier 2018. Il comprend une ligne de crédit multidevises renouvelable d'une maturité de 5 ans d'un montant initial de 850 millions d'euros. Ce contrat est conclu avec BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, HSBC France, ING Belgium SA, succursale française, Natixis et Société Générale Corporate & Investment Banking en qualité d'arrangeurs et de teneurs de livre associés. Son échéance a été fixée au 31 janvier 2023. La ligne de crédit peut, entre autres, être utilisée au moyen de tirages au jour le jour (*swingline loans*) à hauteur de 137,8 millions d'euros. Le 31 janvier 2019, Rexel a exercé son option pour proroger son échéance d'un an du 31 janvier 2023 au 31 janvier 2024.

#### Intérêts et marge

Les montants utilisés portent intérêt à un taux déterminé en référence (i) au taux EURIBOR lorsque les fonds sont tirés en euros et au taux LIBOR lorsque les fonds sont tirés dans des devises différentes de l'Euro, (ii) à la marge applicable, (iii) à certaines primes relatives aux emprunts en devises autres que l'euro et (iv) le cas échéant, à des coûts obligatoires (correspondant aux coûts devant être supportés par les prêteurs au titre du financement du système de contrôle bancaire imposé par les autorités de régulation bancaire de leurs pays respectifs).

Les tirages au jour le jour portent intérêt à un taux déterminé en référence (i) au taux EONIA, (ii) à la marge applicable et (iii) le cas échéant, aux coûts obligatoires.

La marge initiale applicable était de 1,25 % par an et varie en fonction du ratio d'endettement de Rexel

(défini comme le ratio entre la dette nette totale consolidée ajustée et l'EBITDA consolidé ajusté, tels que ces termes sont définis dans le Contrat de Crédit Senior), calculé au 31 décembre et au 30 juin de chaque année. La marge s'étale de 0,60 % à 2,25 %.

De plus, la marge applicable est augmentée des commissions d'utilisation qui varient en fonction du pourcentage des fonds effectivement tirés par rapport à l'ensemble des lignes disponibles à tout moment au titre du Contrat de Crédit Senior.

Rexel devra aussi payer une commission de non utilisation dans la devise de chaque tirage disponible. Le montant de cette commission varie en fonction du montant de ratio d'endettement.

Le Ratio d'Endettement est égal au rapport de la dette nette ajustée sur l'EBITDA ajusté tels que décrits ci-après :

L'EBITDA ajusté signifie, pour une période déterminée, le résultat opérationnel consolidé avant autres produits et autres charges, tel que présenté dans les états financiers consolidés du Groupe :

- majoré de l'EBITDA ajusté des douze derniers mois de toute filiale acquise pendant la période considérée au *pro rata* de la participation du Groupe ;
- majoré des produits relatifs aux dérivés sur matières premières pour couvrir l'exposition aux fluctuations des prix de certaines matières premières lorsque ces dérivés ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture de flux de trésorerie selon les normes IFRS ;
- majoré de l'EBITDA des actifs destinés à être cédés et à l'exclusion de l'EBITDA des actifs vendus au cours de la période ;
- majoré des amortissements et des dépréciations ;
- à l'exclusion des charges relatives à toute rémunération en actions des salariés et dirigeants lorsque ces rémunérations ont un effet sur l'endettement financier ;
- majoré des charges calculées relatives à des plans de rémunérations en actions et des charges relatives à la participation des salariés lorsque ces charges ont un effet sur l'endettement ;

- ajusté de l'effet non récurrent de l'évolution du prix du cuivre inclus dans les câbles tel que mentionné dans le communiqué de presse relatif aux états financiers consolidés de la période considérée ;
- majoré des coûts de restructuration et des coûts relatifs aux acquisitions.

La dette nette consolidée ajustée signifie :

- toute dette financière portant intérêts (que les intérêts au titre de cette dette soient payés ou capitalisés) courante et non courante :
  - excluant les coûts de mise en place des financements (commissions de montage, honoraires juridiques, frais de conseil), ainsi que des charges financières supportées au titre du remboursement anticipé de la dette ;
  - excluant les prêts intra-groupe ;
  - incluant toute dette relative à l'émission de valeurs mobilières qui ne sont pas obligatoirement remboursables en actions ;
  - incluant tout autre montant assimilé à un emprunt selon les normes comptables internationales ;
- majorée des intérêts courus (y compris les intérêts capitalisés) à l'exclusion des intérêts courus au titre de prêts intra-groupe ; et
- diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ce ratio d'endettement peut excéder 3,50 trois fois durant la durée du Contrat de Crédit Senior, étant précisé que ce seuil ne peut être dépassé plus de deux fois consécutivement. Par ailleurs, ce seuil pourra être porté au-delà de 3,75 une seule fois sans jamais pouvoir dépasser 3,90 au cours de la vie du Contrat de Crédit Senior.

En complément du Crédit Senior, Rexel dispose de deux lignes de crédit bilatérales de 34,9 millions d'euros (40 millions de dollars américains) et 45 millions d'euros. Le 27 juin 2017, Rexel a prorogé la date d'échéance de la ligne de crédit de 40 millions de dollars américains avec Wells Fargo Bank International au 26 juin 2020, alors que la ligne de crédit de 45 millions d'euros a été clôturée le 31 janvier 2018.

Au 31 décembre 2018, ces lignes n'étaient pas tirées.

### 23.1.2 Obligations

Au 31 décembre 2018, la valeur comptable des obligations se détaille comme suit :

	AU 31 DÉCEMBRE							
	2018				2017			
	NOMINAL (en millions de devises)	NOMINAL (en millions d'euros)	AJUSTE- MENTS DE JUSTE VALEUR <sup>(1)</sup>	TOTAL	NOMINAL (en millions de devises)	NOMINAL (en millions d'euros)	AJUSTE- MENTS DE JUSTE VALEUR <sup>(1)</sup>	TOTAL
Obligations portant intérêt à 3,500 % et remboursables en 2023	EUR 650,0	650,0	0,7	<b>650,7</b>	EUR 650,0	650,0	0,1	<b>650,1</b>
Obligations portant intérêt à 2,625 % et remboursables en 2024	EUR 300,0	300,0	2,9	<b>302,9</b>	EUR 300,0	300,0	(1,2)	<b>298,8</b>
Obligations portant intérêt à 2,125 % et remboursables en 2025	EUR 500,0	500,0	2,6	<b>502,6</b>	EUR 500,0	500,0	(2,4)	<b>497,6</b>
<b>TOTAL</b>		1 450,0	6,2	<b>1 456,2</b>		1 450,0	(3,4)	<b>1 446,6</b>

(1) Ajustement pour traduire les variations du taux d'intérêt sur une partie des obligations couvertes par des instruments dérivés de couverture de juste valeur (voir note 24.1).

#### Obligations de 650 millions d'euros remboursables en 2023

Le 18 mai 2016, Rexel a émis des obligations pour un montant de 650 millions d'euros remboursables en 2023 et portant intérêt annuel à 3,50 %.

Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés. Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 décembre 2016. Les obligations sont remboursables le 15 juin 2023 et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Ces obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 juin 2019 à un prix égal au montant total du nominal augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. À partir du 15 juin 2019, elles seront remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)
15 juin 2019	101,750 %
15 juin 2020	100,875 %
15 juin 2021 et au-delà	100,000 %

#### Obligations de 300 millions d'euros remboursables en 2024

Le 13 mars 2017, Rexel a émis des obligations pour un montant de 300 millions d'euros à échéance 2024 et portant intérêt à 2,625 % par an.

Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés. Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 juin 2017. Les obligations sont remboursables le 15 juin 2024 et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Ces obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 mars 2020 à un prix égal au montant total du nominal augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. À partir du 15 mars 2020, elles seront remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)
15 mars 2020	101,313 %
15 mars 2021	100,656 %
15 mars 2022 et au-delà	100,000 %

Le Groupe a utilisé les produits de cette émission obligataire pour rembourser par anticipation, le 16 juin 2017, le solde des obligations de 500 millions de dollars américains à échéance 2020 et portant intérêt à 5,25 %, soit 330 millions de dollars américains. Le prix de remboursement s'est établi à 102,625 % de la valeur nominale des obligations, soit un montant de 302,3 millions d'euros. Une charge financière de 6,3 millions d'euros a été constatée et représente la prime de remboursement anticipé, les coûts de



transaction non amortis et l'ajustement de la dette comptabilisé au titre des couvertures de juste valeur adossées aux obligations remboursées.

#### Obligations de 500 millions d'euros remboursables en 2025

Le 20 novembre 2017, Rexel a émis des obligations pour un montant de 500 millions d'euros à échéance 2025 et portant intérêt à 2,125 % par an.

Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés. Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 juin 2018. Les obligations sont remboursables le 15 juin 2025 et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Ces obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 décembre 2020 à un prix égal au montant total du nominal augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. À partir du 15 décembre 2020, elles seront remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)
15 décembre 2020	101,063 %
15 décembre 2021	100,531 %
15 décembre 2022 et au-delà	100,000 %

Le Groupe a utilisé les produits de cette émission obligataire pour rembourser, le 15 décembre 2017, les obligations à échéance 2022 et portant intérêt à 3,250 % pour un montant total de 517,0 millions d'euros. Une charge financière de 12,5 millions d'euros a été constatée et représentait la prime de remboursement anticipé de 17,0 millions d'euros, les coûts de transaction non amortis et l'ajustement de la dette comptabilisé au titre des couvertures de juste valeur adossées aux obligations remboursées.

#### **23.1.3 Programmes de titrisation des créances commerciales**

Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales, présentés dans le tableau ci-dessous, lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Les spécificités des programmes de cession de créances du Groupe varient selon les pays considérés. Les filiales concernées restent en charge du recouvrement des créances après leur cession.

Ces créances sont cédées à des entités « *ad hoc* », fonctionnant sans aucune intervention des filiales. Les entités « *ad hoc* » obtiennent le financement nécessaire à l'achat de celles-ci notamment par l'émission d'instruments de dette à court terme, comme des billets de trésorerie français ou du *commercial paper* américain ou canadien, notés par des agences de notation.

En contrepartie des créances cédées, les filiales reçoivent un paiement en numéraire de la part de ces entités « *ad hoc* », représentant la valeur des créances diminuée d'un montant pour garantir le recouvrement, ce dernier montant étant seulement remboursé, en tout ou partie, après complet paiement des créances. Toutefois, certains programmes prévoient que les filiales concernées bénéficient de la possibilité de céder leurs créances contre la souscription de titres subordonnés du véhicule de titrisation.

Au titre de ces programmes, le Groupe continuant d'assumer une part significative du retard de paiement et du risque de crédit, les créances cédées ne remplissent pas les conditions requises pour leur décomptabilisation conformément à IFRS 9, à l'exception du programme de financement hors-bilan aux États-Unis. Par conséquent, les créances cédées restent inscrites à l'actif du bilan dans le poste « Créances clients », alors que les financements reçus sont traités comme des dettes financières.

Par ailleurs, le Groupe a conclu en 2009 un contrat avec Ester Finance Titrisation (l'acquéreur), filiale française de Calyon, portant sur la cession des droits aux flux de trésorerie relatifs à des créances commerciales des filiales américaines du Groupe, dans le cadre d'un *Receivables Participation Agreement* (« RPA »). En 2016, un avenant au contrat permet au Groupe de céder ses créances éligibles et de recevoir un paiement en numéraire pour un montant maximum de 225 millions de dollars américains. L'échéance du programme a été prorogée en décembre 2019.

Le prix de cession de ces créances est égal à la valeur nominale des créances diminuée d'une décote correspondant à la rémunération du risque de crédit et du coût de financement des fonds mis à disposition. Au titre du RPA, le Groupe conserve la responsabilité de la collecte des créances pour le compte de l'acquéreur en contrepartie d'une rémunération (« *service fee* »). Dans le cadre de cette transaction, le Groupe a signé un contrat « *Collateral and Intercreditor Agreement* », afin de garantir ses obligations au titre du RPA. Les obligations du Groupe au titre du RPA garantissent

la remise des fonds recouverts par le Groupe pour le compte de l'acquéreur, ainsi que le paiement de frais et indemnités dus par le Groupe. Cependant, ces garanties ne comportent aucune obligation d'indemnisation au titre des créances non recouvrées.

Il résulte de ce contrat que les risques de crédit, de taux et de retard de paiement attachés aux créances visées dans le programme Ester sont transférés à l'acquéreur à travers la décote appliquée aux créances, qui correspond à la rémunération du risque de crédit et du coût de financement. Dans l'analyse des risques et avantages, le risque de dilution n'est pas considéré comme un risque attaché aux créances, mais est assimilé à un risque de mauvaise utilisation du programme de titrisation, dès lors que les créances douteuses ne sont pas éligibles à ce programme ou sont analysées comme un risque attaché au recouvrement de la créance et sont couverts par une caution bancaire. En conséquence, les créances cédées au titre du programme Ester sont décomptabilisées.

La différence entre le prix de vente et la valeur comptable de ces créances a été enregistrée dans le compte de résultat en charges financières.

Au 31 décembre 2018, les créances décomptabilisées s'élèvent à 196,5 millions d'euros (183,3 millions d'euros au 31 décembre 2017). La perte relative à ce programme reflétant la décote accordée à

l'acquéreur des créances commerciales est enregistrée en charges financières pour un montant de 10,4 millions d'euros (9,4 millions d'euros en 2017). La valeur nette comptable et la juste valeur des fonds collectés dans le cadre de ce contrat au titre des créances décomptabilisées et non encore transférées à l'acquéreur s'élèvent à 31,9 millions d'euros (33,2 millions d'euros au 31 décembre 2017) et sont comptabilisées en dettes financières.

Le Groupe n'a conservé aucun intérêt résiduel dans les créances cédées au titre de ce programme.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 31 décembre 2018, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites. Ces programmes sont permanents et ne subissent aucun effet de saisonnalité autre que celui relatif à l'activité courante.

Les principales informations de ces programmes de titrisation, incluant le programme hors bilan, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

PROGRAMME	ENCOURS MAXIMUM AUTORISÉ	MONTANT DES CRÉANCES CÉDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2018	SOMMES TIRÉES AU 31 DÉCEMBRE 2018	SOLDE DÛ AU 31 DÉCEMBRE		ÉCHÉANCE
				2018	2017	
	(en millions de devises)			(en millions d'euros)		
Europe – Australie	375,0 EUR	506,7 EUR	372,3 EUR	372,3	376,0	16/12/2020
Europe	309,0 EUR	405,1 EUR	263,7 EUR	263,7	288,3	20/11/2019
États-Unis – Dette enregistrée au bilan	290,0 USD	484,0 USD	290,0 USD	253,3	226,8	20/12/2019
États-Unis – Financement hors bilan	225,0 USD	225,0 USD	225,0 USD	196,5	183,3	20/12/2019
Canada <sup>(1)</sup>	180,0 CAD	260,4 CAD	174,6 CAD	112,0	116,4	18/01/2020
<b>TOTAL</b>				<b>1 197,7</b>	<b>1 190,8</b>	
dont :						
• dette enregistrée au bilan				1 001,2	1 007,6	
• financement hors bilan				196,5	183,3	

(1) En décembre 2018, Rexel a modifié son programme de cession de créances au Canada et a reporté l'échéance en janvier 2020. L'encours maximal de ce programme a été augmenté de 175 à 180 millions de dollars canadiens.

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variables majorés d'une marge spécifique à chaque programme.

Par rapport au 31 décembre 2017, l'encours maximum autorisé de ces programmes de titrisation a augmenté de 3,2 millions d'euros (5 millions de

dollars canadiens) à la suite de la modification du programme du Canada. Au 31 décembre 2018, il s'élevait à 1 249,1 millions d'euros et était utilisé à hauteur de 1 197,7 millions d'euros.

### 23.1.4 Contrats d'affacturage

En complément de ses programmes de titrisation de créances commerciales, Rexel a recours à des contrats d'affacturage en France et en Belgique, au terme desquels Rexel cède des créances commerciales au factor en contrepartie de trésorerie pour un financement maximum de 95 millions d'euros.

Au titre de ces contrats, le Groupe transfère le risque de crédit, le risque de retard de paiement au factor mais reste responsable du recouvrement de la créance pour le compte du factor.

Au 31 décembre 2018, Rexel a décomptabilisé les créances commerciales cédées au factor pour un montant de 74,8 millions d'euros (73,2 millions d'euros au 31 décembre 2017). Le montant de trésorerie encaissée pour le compte du factor relative aux créances transférées a été comptabilisée en dettes financières pour un montant de 18,9 millions d'euros au 31 décembre 2018 (25,6 millions d'euros au 31 décembre 2017).

## 23.2 Variation de l'endettement net

Au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
(en millions d'euros)		
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>2 041,2</b>	<b>2 172,6</b>
Émission d'emprunts obligataires nette des coûts de transaction	-	790,6
Remboursements d'obligations	-	(819,3)
Coûts de transaction	(1,3)	(0,1)
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	(8,3)	(80,4)
<b>Variation nette des lignes de crédit</b>	<b>(9,6)</b>	<b>(109,3)</b>
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	(6,9)	(29,3)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	(4,7)	(3,0)
<b>Variation nette des dettes financières</b>	<b>(21,2)</b>	<b>(141,6)</b>
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(31,1)	105,7
Effet de la variation des taux de change sur l'endettement net	22,4	(111,0)
Effet des acquisitions sur l'endettement brut	1,1	0,0
Effet des cessions sur l'endettement brut	-	(12,1)
Amortissement des coûts de transaction	4,4	6,0
Frais financiers non récurrents liés aux opérations de refinancement	1,1	23,3
Reclassement en actifs destinés à être cédés	10,0	-
Autres variations	2,7	(1,7)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2 030,4</b>	<b>2 041,2</b>

### 23.1.5 Billets de trésorerie

Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 300 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à trois mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 31 décembre 2018, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 40,0 millions d'euros (41,7 millions d'euros au 31 décembre 2017).

### 23.1.6 Billets à ordre

Afin de piloter son risque de crédit en Chine, le Groupe escompte sans recours auprès de divers établissements financiers des billets à ordre non échus émis par des banques (*Bank Acceptance Drafts*). Les billets à ordre sont reçus des clients en règlement de créances commerciales. Rexel transfère les risques et avantages lors de l'escompte des billets à ordre. Au 31 décembre 2018, les billets à ordre escomptés non échus ont été décomptabilisés du bilan pour un montant de 52,8 millions d'euros (55,9 millions d'euros au 31 décembre 2017).

## 24. Risques de marché et instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir l'exposition aux risques de change et de taux. Les instruments dérivés qui ne sont pas qualifiés de couverture sont comptabilisés comme des instruments de transaction.

### 24.1 Risque de taux

Rexel est exposé au risque de taux lié à son endettement et à la gestion de trésorerie. Les éléments couverts comprennent les emprunts, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi les transactions hautement probables prévues dans le plan d'affaires à 3 ans du Groupe. Le risque de taux est lié à la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en fonction des fluctuations des taux d'intérêt du marché. L'exposition du Groupe au risque de variation des taux du marché concerne essentiellement la dette du Groupe portant intérêt, se composant des

obligations à taux fixe, de la titrisation et des contrats d'affacturage, ainsi que des billets de trésorerie et des autres lignes de crédit. La composante du risque est limitée au taux d'intérêt sans risque, excluant la marge et toute autre composante financière.

Afin de couvrir son exposition à l'évolution des taux d'intérêt, le Groupe a opté pour une stratégie de couverture visant à maintenir, à taux fixe ou plafonné, 80 % de son endettement net à un an, 50 % de son endettement net à deux ans et 25 % de son endettement net à trois ans, le solde étant à taux variable. Pour atteindre cet objectif, le Groupe a mis en place des *swaps* de taux d'intérêt, au terme desquels il s'engage à échanger, selon une périodicité régulière, la différence entre taux fixe et taux variable utilisé pour calculer les intérêts sur le montant notionnel du principal.

La ventilation de la dette financière entre taux fixe et taux variable, avant et après couverture, est la suivante :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
(en millions d'euros)		
Emprunts obligataires et autres dettes émises à taux fixe	1 446,5	1 445,7
<i>Swaps</i> receveurs du taux variable et payeurs du taux fixe	1 221,4	1 037,0
<i>Swaps</i> receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable	(850,0)	(850,0)
<b>Sous-total taux fixe ou plafonné après couverture</b>	<b>1 817,9</b>	<b>1 632,6</b>
Dettes à taux variable avant couverture	1 128,8	1 159,2
<i>Swaps</i> receveurs du taux variable et payeurs du taux fixe	(1 221,4)	(1 037,0)
<i>Swaps</i> receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable	850,0	850,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(544,9)	(563,6)
<b>Sous-total dette nette à taux variable après couverture</b>	<b>212,5</b>	<b>408,6</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>2 030,4</b>	<b>2 041,2</b>

### Instruments dérivés de couverture de juste valeur

Au 31 décembre 2018, le portefeuille des *swaps* de taux d'intérêt associé à ces dérivés qualifiés de couverture de juste valeur relatifs aux obligations décrites dans la note 23.1.2 est le suivant :

	TOTAL NOMINAL (en millions de devises)	TOTAL NOMINAL (en millions d'euros)	DATE D'ÉCHÉANCE	TAUX MOYEN PONDÉRÉ FIXE REÇU	TAUX VARIABLE PAYÉ	JUSTE VALEUR <sup>(1)</sup> (en millions d'euros)
<b>SWAPS PAYEURS DE TAUX VARIABLE</b>						
Euro	500,0	500,0	juin 2022	0,55 %	Euribor 3M	11,1
	50,0	50,0	juin 2023	0,31 %	Euribor 3M	0,6
	300,0	300,0	juin 2024	0,33 %	Euribor 3M	1,9
<b>Total</b>		<b>850,0</b>				<b>13,6</b>

(1) Les instruments dérivés sont présentés à leur juste valeur y compris les intérêts courus à recevoir pour un montant de 0,3 million d'euros.

Les gains ou pertes sur l'élément couvert attribuables au risque couvert viennent en ajustement de l'élément couvert et sont reconnus au compte de résultat en coût de l'endettement financier. Les variations de juste valeur des instruments dérivés destinés à couvrir les variations de juste valeur de l'élément couvert sont comptabilisées en résultat financier de manière symétrique.

Tout ajustement de la valeur comptable des éléments évalués au coût amorti est constaté en résultat sur la durée restant à courir.

Les variations de juste valeur des *swaps* de taux qualifiés de couverture de juste valeur au 31 décembre 2018 représentent un gain de 6,6 millions d'euros, compensé partiellement par une perte de 9,6 millions d'euros résultant de la variation de juste valeur des obligations.

### Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie

Dans le cadre de la politique définie ci-dessus, le Groupe a souscrit différents *swaps* payeurs du taux fixe.

Les *swaps* qualifiés de couvertures de flux de trésorerie arrivent à échéance en décembre 2021. Le Groupe a l'intention de renouveler une part significative de ces *swaps* de façon à se couvrir contre la variabilité des intérêts futurs associés à son endettement à taux variable concernant principalement les programmes de titrisation, conformément à la stratégie décrite ci-dessus. Les couvertures sont allouées par devise en fonction des anticipations du Groupe sur l'évolution des taux d'intérêt liés à ces devises.

Au 31 décembre 2018, les instruments dérivés qualifiés de couvertures de flux de trésorerie sont présentés dans le tableau suivant :

	TOTAL NOMINAL (en millions de devises)	TOTAL NOMINAL (en millions d'euros)	DATE D'ÉCHÉANCE	TAUX VARIABLE REÇU	TAUX MOYEN PONDÉRÉ FIXE PAYÉ	JUSTE VALEUR <sup>(1)</sup> (en millions d'euros)
<b>SWAPS PAYEURS DE TAUX FIXE</b>						
Dollar américain	100,0	87,3	décembre 2019	Libor 3M	1,68 %	0,9
	150,0	131,0	avril 2020	Libor 3M	1,78 %	1,7
	150,0	131,0	septembre 2020	Libor 3M	1,68 %	2,5
	250,0	218,3	décembre 2021	Libor 3M	2,88 %	(1,8)
Dollar canadien	30,0	19,2	juin 2020	CDOR 3M	1,11 %	0,3
	50,0	32,0	août 2021	CDOR 3M	2,34 %	(0,1)
Dollar australien	75,0	46,2	juillet 2020	BBSW AUD 3M	1,94 %	(0,0)
Franc suisse	50,0	44,4	octobre 2021	Libor 3M	(0,43) %	(0,2)
Euros	150,0	150,0	janvier 2019	Euribor 3M	(0,30) %	(0,0)
	200,0	200,0	janvier 2020	Euribor 3M	(0,19) %	(0,3)
<b>Total</b>		<b>1 059,6</b>				<b>3,1</b>

(1) Les instruments dérivés sont présentés à leur juste valeur y compris les intérêts courus à recevoir pour un montant de 0,2 million d'euros.

Les variations de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, sont comptabilisées en diminution de la réserve de couverture de flux de trésorerie pour un montant de 1,8 million d'euros (avant impôt). L'inefficacité reconnue en résultat en 2018 n'est pas significative.

### Instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture

Dans le cadre de sa politique de fixation des taux d'intérêt de son endettement net, le Groupe a souscrit différents *swaps* payeurs du taux fixe non qualifiés de couverture de flux de trésorerie.

	TOTAL NOMINAL (en millions de devises)	TOTAL NOMINAL (en millions d'euros)	DATE D'ÉCHÉANCE	TAUX VARIABLE REÇU	TAUX MOYEN PONDÉRÉ FIXE PAYÉ	JUSTE VALEUR <sup>(1)</sup> (en millions d'euros)
<b>SWAPS PAYEURS DE TAUX FIXE</b>						
Couronne suédoise	750,0	73,1	février 2020	Stibor 3M	(0,07) %	(0,0)
Franc suisse	100,0	88,7	février 2020	Libor 3M	(0,69) %	(0,2)
<b>Total</b>		<b>161,9</b>				<b>(0,3)</b>

(1) Les instruments dérivés sont présentés à leur juste valeur y compris les intérêts courus à payer pour un montant de 0,1 million d'euros.

Ces dérivés sont désignés essentiellement comme des couvertures de flux de trésorerie variables adossés à des *swaps* de taux d'intérêt et ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture selon la norme IAS 39.

### Sensibilité à la variation des taux d'intérêt

Au 31 décembre 2018, une augmentation des taux d'intérêt de 1 % sur la dette à taux variable après prise en compte des opérations de couverture effective aurait pour conséquence une hausse de la charge annuelle d'intérêt d'un montant de 8,8 millions d'euros et un gain de 17,5 millions d'euros relatif à la variation de la juste valeur des instruments de couverture, dont 3,2 millions d'euros d'augmentation des produits financiers et 14,3 millions d'euros d'augmentation des autres éléments du résultat global.

## 24.2 Risque de change

La politique de financement du Groupe consiste à centraliser les dettes externes et assurer le financement de ses filiales étrangères dans leurs devises de fonctionnement. Le risque de change survient principalement des financements intragroupes en devises autres que l'euro et est géré au niveau de la *holding* du Groupe. Dans le but de neutraliser l'exposition au risque de change, la société mère du Groupe se finance avec de la dette externe en devises autres que l'euro ou souscrit à des dérivés de change (contrats à terme ou *swap* de change). Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la perte de change non réalisée relative aux emprunts externes qualifiés de couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger s'élève à 18,7 millions d'euros avant impôt et est constatée dans le résultat global.

Au 31 décembre 2018, les contrats à terme présentent une valeur notionnelle de 622,0 millions d'euros

(dont 637,6 millions d'euros de ventes à terme et 15,6 millions d'euros d'achats à terme) et sont comptabilisés à leur juste valeur pour un montant net négatif de 0,6 million d'euros. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la variation de juste valeur des contrats à terme est comptabilisée en produits financiers pour un montant de 0,4 million d'euros.

### Sensibilité à la variation des taux de change

Le Groupe publiant ses états financiers en euro, il convertit les actifs, les passifs, les produits et les charges libellés dans d'autres monnaies que l'euro.

Les résultats des activités libellées en devises étrangères sont consolidés dans le compte de résultat du Groupe, après conversion au taux moyen de la période. Aussi, en base annuelle, une appréciation (dépréciation) de 5 % de l'euro par rapport aux principales devises (dollars américain, canadien, australien et livre sterling) se traduirait par une diminution (augmentation) du chiffre d'affaires de 307,0 millions d'euros et par une baisse (hausse) du résultat opérationnel avant autres produits et autres charges de 11,3 millions d'euros.

Les dettes financières et les capitaux propres du Groupe sont consolidés dans le bilan après conversion au taux de clôture de l'exercice. Aussi, une appréciation (dépréciation) de 5 % de l'euro vis-à-vis de l'ensemble des devises du Groupe par rapport aux taux de change de clôture au 31 décembre 2018 aurait pour conséquence une diminution (augmentation) de l'endettement financier et des capitaux propres de respectivement 46,4 millions d'euros et 137,2 millions d'euros.

### Endettement financier net par devise de remboursement

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la dette financière nette à la variation des taux de change par devise de remboursement :

(en millions d'euros)	EURO	DOLLAR US	DOLLAR CANADIEN	DOLLAR AUSTRALIEN	COURONNE NORVÉGIENNE	COURONNE SUÉDOISE	LIVRE STERLING	FRANC SUISSE	RENMINBI CHINOIS	AUTRES DEVISES	TOTAL
Dettes financières	1 929,5	287,3	112,8	86,5	0,0	1,2	128,0	0,2	25,4	6,6	2 577,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(203,7)	(58,5)	(54,6)	(12,2)	(11,3)	(10,3)	(176,7)	(22,7)	(13,9)	16,9	(547,0)
<b>Position nette avant couverture</b>	<b>1 725,8</b>	<b>228,8</b>	<b>58,2</b>	<b>74,3</b>	<b>(11,3)</b>	<b>(9,1)</b>	<b>(48,7)</b>	<b>(22,5)</b>	<b>11,5</b>	<b>23,5</b>	<b>2 030,4</b>
Effet des couvertures	(623,5)	216,5	-	33,5	15,3	47,1	-	309,3	-	1,9	0,0
<b>Position nette après couverture</b>	<b>1 102,3</b>	<b>445,3</b>	<b>58,2</b>	<b>107,8</b>	<b>4,0</b>	<b>38,0</b>	<b>(48,7)</b>	<b>286,7</b>	<b>11,5</b>	<b>25,3</b>	<b>2 030,4</b>
Impact d'une augmentation de 5 % des taux de change	-	22,3	2,9	5,4	0,2	1,9	(2,4)	14,3	0,6	1,3	46,4



### 24.3 Risque de liquidité

La politique poursuivie par le Groupe pour gérer ses liquidités consiste à s'assurer qu'il y aura un montant suffisant de liquidités pour payer les dettes à leur échéance. Le Groupe vise à maintenir le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que celui des facilités de crédit disponibles, à un montant qui couvre les décaissements relatifs aux dettes financières à un horizon de 12 mois.

L'échéancier des remboursements contractuels des dettes financières, en capital, est le suivant :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
(en millions d'euros)		
<b>ÉCHÉANCES</b>		
Un an	658,4	166,9
Deux ans	488,2	638,2
Trois ans	2,2	379,4
Quatre ans	1,2	1,7
Cinq ans	651,8	0,8
Au-delà	809,0	1 450,2
<b>Sous-total dette financière avant coûts de transaction</b>	<b>2 610,9</b>	<b>2 637,1</b>
Coûts de transaction	(20,7)	(24,7)
<b>Dette financière</b>	<b>2 590,2</b>	<b>2 612,3</b>

Au 31 décembre 2018, les échéances contractuelles résiduelles relatives à l'endettement financier et aux instruments dérivés, y compris intérêts à payer, sont les suivantes :

(en millions d'euros)	DETTE FINANCIÈRE ET INTÉRÊTS	DÉRIVÉS	TOTAL
<b>ÉCHÉANCES</b>			
Un an	722,4	(9,2)	713,1
Deux ans	536,2	(6,1)	530,2
Trois ans	44,6	(2,5)	42,0
Quatre ans	43,4	(0,3)	43,1
Cinq ans	681,5	1,3	682,8
Au-delà	826,5	0,8	827,3
<b>Total</b>	<b>2 854,6</b>	<b>(16,1)</b>	<b>2 838,5</b>

Les obligations émises en mai 2016 pour un montant de 650 millions d'euros arrivent à échéance en juin 2023, celles émises en mars 2017 pour un montant de 300 millions d'euros arrivent à échéance en juin 2024 et celles émises en novembre 2017 d'un montant de 500 millions d'euros arrivent à échéance en juin 2025.

Conformément à l'option d'extension d'un an exercée le 31 janvier 2019, l'échéance du Contrat de Crédit

Senior a été prorogée jusqu'en janvier 2024. Le Contrat de Crédit Senior offre une ligne de crédit multidevises renouvelable d'un montant total de 850 millions d'euros, qui peut également être utilisée au moyen de tirages au jour le jour jusqu'à hauteur d'un montant de 137,8 millions d'euros. Au 31 décembre 2018, cette ligne de crédit n'est pas utilisée.

Le 26 juin 2017, Rexel a prorogé de trois ans la date d'échéance de la ligne de crédit de 40 millions de dollars américains avec Wells Fargo Bank International, la portant au 26 juin 2020. Au 31 décembre 2018, cette ligne de crédit n'était pas utilisée.

Enfin, les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2019 et 2020, conformément à des amendements effectués en 2016, 2017 et 2018 (voir note 23.1.3). Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées. Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité. Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités *ad hoc* ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette (billets de trésorerie) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient être affectées.

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 2 024,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 (2 034,8 millions d'euros au 31 décembre 2017) et sont exigibles à moins d'un an.

Le montant des liquidités du Groupe est passé de 1 304,7 millions d'euros au 31 décembre 2017 à 1 305,7 millions d'euros au 31 décembre 2018. En conséquence, le montant des liquidités du Groupe représente un excédent de 647,3 millions d'euros comparé au montant de 658,4 millions d'euros de dettes exigibles à l'horizon de 12 mois.

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017 <sup>(1)</sup>
(en millions d'euros)		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	544,9	563,6
Concours bancaires	(84,1)	(100,6)
Billets de trésorerie	(40,0)	(41,7)
Contrat de Crédit Senior non tiré	850,0	850,0
Lignes bilatérales	34,9	33,4
<b>Liquidité</b>	<b>1 305,7</b>	<b>1 304,7</b>

(1) Prend en compte les conséquences de l'avenant au Contrat de Crédit Senior signé le 31 janvier 2018 (voir note 23.1.1)

## 24.4 Risque de contrepartie

Les instruments financiers pouvant exposer le Groupe au risque de contrepartie sont principalement les créances clients, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les instruments dérivés.

Le risque de contrepartie concernant les créances clients est limité du fait du grand nombre de clients, de la diversité de leurs activités (installateurs, industries, administrations publiques) et de leur dispersion géographique en France et à l'étranger. Par ailleurs, des programmes d'assurance-crédit ont été mis en place dans certains pays significatifs du Groupe. Au 31 décembre 2018, le risque maximum, correspondant à l'encours total du poste clients s'élève à 2 091,5 millions d'euros (2 074,4 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité) et est détaillé en note 13.2.

Le risque de contrepartie concernant la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les instruments dérivés actifs est également limité par la qualité des contreparties en question qui sont les établissements financiers historiques du Groupe situés quasi-exclusivement en Europe. L'encours s'élève à 563,9 millions d'euros au 31 décembre 2018 (577,3 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité) et correspond à la valeur nette comptable de l'ensemble de ces éléments.

Le risque de contrepartie maximum sur les autres actifs financiers du Groupe s'élève à 561,6 millions d'euros (550,7 millions d'euros au 31 décembre 2017 retraité) et correspond principalement aux rabais fournisseurs à recevoir.

## 25. Synthèse des passifs financiers

			AU 31 DÉCEMBRE			
			2018		2017 <sup>(1)</sup>	
(en millions d'euros)	CATÉGORIE IFRS 9	HIÉRARCHIE JUSTE VALEUR*	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Obligations	Coût amorti	1	1 456,2	1 433,9	1 446,6	1 481,4
Autres dettes financières, y compris intérêts courus	Coût amorti		1 134,0	1 134,0	1 165,7	1 165,7
<b>Total des dettes financières</b>			<b>2 590,2</b>	<b>-</b>	<b>2 612,3</b>	<b>-</b>
Instruments dérivés dans une relation de couverture <sup>(2)</sup>	JV Res.	2	-	-	1,6	1,6
Instruments dérivés dans une relation de couverture <sup>(2)</sup>	JV Cap.	2	2,4	2,4	-	-
Autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture	JV Rés.	2	0,0	0,0	0,1	0,1
Autres passifs <sup>(3)</sup>	N/A	2	7,5	N/A	8,4	N/A
<b>Total autres passifs non courants</b>			<b>9,9</b>	<b>-</b>	<b>10,1</b>	<b>-</b>
<b>Dettes fournisseurs</b>	Coût amorti		<b>2 024,6</b>	<b>2 024,6</b>	<b>2 034,8</b>	<b>2 034,8</b>
Remises clients à payer	Coût amorti		155,1	155,1	137,9	137,9
Dettes au personnel et charges sociales <sup>(3)</sup>	N/A		253,0	N/A	253,7	N/A
TVA à payer et autres taxes sur le chiffre d'affaires <sup>(3)</sup>	N/A		61,8	N/A	76,1	N/A
Instruments dérivés dans une relation de couverture <sup>(2)</sup>	JV Cap.	2	-	-	0,1	0,1
Autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture	JV Rés.	2	1,1	1,1	1,1	1,1
Autres dettes	Coût amorti		259,9	259,9	248,9	248,9
Produits constatés d'avance <sup>(3)</sup>	N/A		7,9	N/A	8,6	N/A
<b>Total des autres dettes</b>			<b>738,8</b>	<b>-</b>	<b>726,3</b>	<b>-</b>
Juste valeur par le résultat sur option	JV Rés.					
Juste valeur par les autres éléments du résultat global	JV Cap.					
Non applicable	N/A					

\* Pour la définition des hiérarchies de juste valeur, voir la note 3.11.

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » (voir note 3.2.1).

(2) Traitement spécifique pour la couverture.

(3) Ne constitue pas un instrument financier au sens de la norme IFRS 9.

## 26. Contrats de location simple

Le tableau ci-dessous présente, en 2018, le montant des paiements au titre des contrats de locations non résiliables.

	RESTANT À PAYER AU 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
<i>(en millions d'euros)</i>		
<b>ÉCHÉANCES</b>		
Un an	217,3	201,8
Deux ans	164,1	155,8
Trois ans	133,9	123,4
Quatre ans	94,1	94,8
Au-delà	234,7	185,2
<b>Total</b>	<b>844,1</b>	<b>761,0</b>

Dans le cadre de l'application à venir de la norme IFRS 16 « Contrats de location », le Groupe a modifié au 31 décembre 2018 le calcul des paiements au titre des contrats de location pour mieux refléter la durée attendue des contrats de location plutôt que l'obligation minimum.

Les dépenses totales relatives aux contrats de location simple s'élèvent à 212,1 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (218,6 millions d'euros au 31 décembre 2017).

## 28. Honoraires des Commissaires aux comptes

Conformément au Règlement n°2016-09 émis par l'Autorité des normes comptables (ANC), le tableau suivant présente le montant hors taxes des honoraires (hors débours) versés par la maison mère et ses filiales françaises au titre du mandat de Commissaire aux comptes :

	PWC AUDIT		KPMG AUDIT		TOTAL	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
<i>(en millions d'euros)</i>						
Audit	0,8	1,0	0,9	0,9	1,7	1,9
Services liés à l'Audit	0,2	0,2	0,1	0,1	0,3	0,3
<b>TOTAL</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>	<b>2,2</b>

Les services liés à l'audit intègrent les honoraires relatifs à des travaux requis par la loi, ainsi qu'aux lettres de confort, au rapport RSE.

## 29. Litiges et autres passifs éventuels

### 29.1 Litiges

Le Groupe peut être impliqué dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée dès lors qu'il existe une probabilité

## 27. Transactions avec les parties liées

### Rémunération des dirigeants

Les charges au titre des rémunérations des membres du comité exécutif du Groupe sont les suivantes :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
<i>(en millions d'euros)</i>		
Salaires et autres avantages à court terme	7,1	8,8
Avantages postérieurs à l'emploi - coût des services rendus	0,4	0,3
Indemnités de fin de contrat	1,0	2,1
Actions gratuites et stock-options <sup>(1)</sup>	1,5	1,8

(1) Charge liée aux plans d'attribution gratuite d'actions et aux plans de stock-options décrits en note 18 Paiements fondés sur des actions.

Les salaires et autres avantages à court terme comprennent les charges sociales payées par le Groupe et les charges assises sur salaires.

En cas de rupture du contrat de travail, le Groupe pourrait être amené à verser pour l'ensemble des membres du Comité Exécutif un montant global de 7,8 millions d'euros.

considère que le risque de supporter des charges importantes au titre de ces litiges est limité et que ces litiges n'auraient pas, individuellement ou collectivement, un effet défavorable significatif sur sa situation financière ou ses résultats, dès lors que ces plaintes pourraient être rejetées ou réglées pour des montants couverts partiellement ou totalement par les polices d'assurance du Groupe. Compte tenu de la diversité des procédures, de leur état d'avancement différent, du nombre de plaignants et de l'absence de demandes visant individuellement le Groupe, ce dernier n'est pas en mesure d'évaluer précisément les conséquences financières qu'il pourrait supporter.

### Enquête de l'Autorité de la concurrence

Le 6 septembre 2018, des perquisitions ont été menées dans les locaux de Rexel dans le cadre d'une information judiciaire menée par un juge d'instruction au Tribunal de Grande Instance de Paris.

Cette enquête, menée avec le concours de l'Autorité de la Concurrence, porte principalement sur les mécanismes de formation des prix sur le marché de la distribution de matériel électrique.

À ce stade, Rexel n'est pas partie à la procédure et n'a donc pas connaissance des pratiques qui pourraient lui être reprochées. Si un certain nombre d'informations ont été diffusées dans la presse, elles ne permettent pas de déterminer les infractions qui pourraient viser Rexel.

Il n'est donc pas possible à ce jour d'évaluer le degré de probabilité d'une éventuelle mise en cause de la responsabilité de Rexel, ni *a fortiori* d'une éventuelle condamnation et donc d'évaluer le risque financier auquel Rexel pourrait potentiellement être exposée.

### Contentieux fiscal – Rexel

À la suite d'un contrôle fiscal, la société a reçu en décembre 2011 une proposition de rectification dans laquelle l'administration fiscale prétendait que Rexel n'a pas apporté la preuve que les emprunts contractés auprès de Ray Finance LP (filiale de Ray Investment Sarl) de 2005 à 2007 pour un montant de 952 millions d'euros fussent des opérations réelles. Elle alléguait également que Ray Finance LP bénéficiait d'un régime fiscal privilégié et rejetait par ces moyens la déduction de 91 millions d'euros d'intérêts pour les années 2005 à 2007. Rexel a contesté l'ensemble de cette argumentation et a porté le litige devant le tribunal administratif en avril 2014. Une provision de 30 millions d'euros pour dépréciation des actifs d'impôts différés relative aux déficits fiscaux reportables a été enregistrée.

En mars 2016, le tribunal administratif a jugé que la position de Rexel était correcte. En juillet 2016, l'administration fiscale ayant fait appel de ce jugement, la provision a été maintenue au bilan. L'audience de la Cour d'Appel administrative est prévue le 12 février 2019.

### Contentieux fiscal - Succursale finlandaise de Hagemeyer Finance BV

Dans un rapport de mai 2014, l'administration fiscale finlandaise a estimé que les intérêts sur l'emprunt destiné à financer l'acquisition de la société Elektroskandia Oyj auraient dû être pris en charge par le siège de Hagemeyer Finance BV situé aux Pays-Bas, plutôt que par la succursale finlandaise de cette société. Sur ce fondement, l'administration a signifié un redressement d'impôt en décembre 2014, au titre des exercices 2008 à 2012, pour un montant de 11,3 millions d'euros. La succursale a fait appel de cette décision devant une commission des redressements « *Board of Adjustments* » en 2015. En décembre 2015, les redressements au titre des exercices 2013 et 2014 ont été signifiés, augmentant le montant de 1,5 million d'euros, contesté également par la succursale. En avril 2017, le *Board of Adjustments* a rejeté la demande de la succursale. En juillet 2017, le Groupe a porté l'affaire devant la Cour Administrative d'Helsinki. En novembre 2018, la Cour a jugé que la position de l'administration fiscale était correcte. En décembre 2018, Rexel a fait appel de ce jugement devant la Cour Suprême Administrative. Une charge d'impôt d'un montant de 13,5 millions d'euros a été comptabilisée au 31 décembre 2018.

À la connaissance de Rexel, il n'y a pas d'autre procédure judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel.

## 29.2 Autres passifs éventuels

Dans le cadre de cessions d'actifs, le Groupe a octroyé les garanties suivantes aux acquéreurs.

### Amérique latine

Dans le cadre des accords de cession de ses activités en Amérique latine, le Groupe s'est engagé à indemniser l'acquéreur des passifs antérieurs à la cession dans la limite de 9 millions de dollars américains. Aucune réclamation n'est en cours à la date d'arrêté des comptes.

### Slovaquie, Pologne et pays Baltes

Les contrats de cession signés avec le groupe Würth dans le cadre de la cession des activités en

Slovaquie, en Pologne et aux pays Baltes prévoient que Rexel indemnise l'acquéreur pour tout passif qu'il aurait à subir au titre de cette transaction. La garantie de passif est limitée à un montant de 8,0 millions d'euros. À la date d'arrêté des comptes, cette garantie n'a pas été appelée.

#### Garantie environnementale

En vertu d'un contrat conclu le 28 février 2003 avec la société Ashtenne, une société immobilière, relatif à la cession-bail de 45 sites en Europe, le Groupe s'est engagé à indemniser l'acquéreur pour tous les préjudices environnementaux, liés à toutes réclamations d'un tiers ou injonction

gouvernementale. Cette garantie est donnée pour un montant maximum de 4 millions d'euros hors taxes pour l'ensemble des immeubles vendus avec un seuil minimum de 30 000 euros. Cet engagement expire dans les 5 ans suivant la date de fin du contrat de location. À la date d'arrêté des comptes, cette garantie n'a pas été appelée.

#### 30. Événements postérieurs à la période de reporting

À la date de présentation des états financiers consolidés, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 31 décembre 2018 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

#### 31. Sociétés consolidées au 31 décembre 2018

	SIÈGE SOCIAL	% INTÉRÊT
<b>FRANCE</b>		
<b>Holding et sociétés de services du Groupe</b>		
Rexel	Paris	Société mère
Rexel Développement S.A.S.	Paris	100,00
Rexel Amérique Latine S.A.S.	Paris	100,00
<b>Sociétés d'exploitation</b>		
Rexel France S.A.S.	Paris	100,00
Dismo France S.A.S.	St-Ouen l'Aumône	100,00
Espace Elec S.A.S.	Ajaccio	100,00
BizLine S.A.S.	Paris	100,00
BCCT	Paris	100,00
Conectis S.A.S.	Paris	100,00
Francofa Eurodis S.A.S.	Neuilly-Plaisance	100,00
SBEM	Paris	100,00
La Boîte Electrique	Paris	100,00
Esabora Digital Services	Paris	100,00
Sofinther	Bouguenais	100,00
Cordia	Mitry-Mory	100,00
<b>EUROPE</b>		
<b>Allemagne</b>		
Rexel GmbH	Munich	100,00
Hagemeyer Deutschland GmbH & Co KG	Munich	100,00
Hagemeyer Deutschland Verwaltungs GmbH	Munich	100,00
Hagemeyer Beteiligungs GmbH	Munich	100,00
Silstar Deutschland GmbH	Emmerich am Rhein	100,00
Hagemeyer Holding Deutschland GmbH	Munich	100,00
Rexel Industrial Solutions GmbH	Munich	100,00

	SIÈGE SOCIAL	% INTÉRÊT
<b>Royaume-Uni</b>		
Rexel Senate Ltd.	Birmingham	100,00
Denmans Electrical Wholesalers Ltd.	Birmingham	100,00
Senate Group Ltd.	Birmingham	100,00
Rexel (UK) Holdings Ltd.	Birmingham	100,00
Rexel (UK) Ltd.	Birmingham	100,00
Newey & Eyre Ltd.	Birmingham	100,00
Parker Merchanting Limited	Birmingham	100,00
WF Electrical Plc	Birmingham	100,00
Newey & Eyre (C.I.) Ltd.	Guernesey	100,00
Warrior (1979) Ltd.	Birmingham	100,00
H.A. Wills (Southampton) Ltd.	Birmingham	100,00
Rexel UK Pension Trustees Ltd.	Birmingham	100,00
J&N Wade Limited	Birmingham	100,00
Clearlight Electrical Company	Birmingham	100,00
Power Industries Limited	Birmingham	100,00
<b>Suède</b>		
Rexel Sverige AB	Älvsjö	100,00
Moel AB	Bredaryd	100,00
<b>Autriche</b>		
Rexel Central Europe Holding GmbH	Vienne	100,00
Rexel Austria GmbH	Vienne	100,00
<b>Pays-Bas</b>		
Rexel Nederland B.V.	Zoetermeer	100,00
Cosa Liebermann B.V.	Hoofddorp	100,00
Rexel Holding Netherlands B.V.	Hoofddorp	100,00
Hagemeyer Finance B.V.	Hoofddorp	100,00
Borsu International B.V.	Hoofddorp	100,00
Rexel Holding Benelux BV	Hoofddorp	100,00
<b>Italie</b>		
Rexel Italia SpA	Milan	100,00
<b>Espagne</b>		
ABM-Rexel SL	Madrid	100,00
Suministros Eléctricos Erka, S.L.	Renteria	100,00
<b>Belgique</b>		
Rexel Belgium S.A.	Zellik	100,00
DES-Elektro, N.V.	Moen	100,00



	SIÈGE SOCIAL	% INTÉRÊT
<b>Portugal</b>		
Rexel Distribuição de Material Eletrico S.A.	Lisbonne	100,00
<b>Irlande</b>		
Rexel Electrical Supply & Services Holding Ltd.	Tralee	100,00
M Kelliher 1998 Ltd.	Tralee	100,00
Astrotek Ireland Limited	Tralee	100,00
<b>Suisse</b>		
Elektro Material AG	Zurich	100,00
Digitalfeld AG	Zurich	70,00
<b>Luxembourg</b>		
Rexel Luxembourg S.A.	Luxembourg	100,00
Rexel RE S.A.	Luxembourg	100,00
<b>République tchèque</b>		
Rexel CZ s.r.o.	Brno	100,00
<b>Hongrie</b>		
Rexel Hungary General Supply & Services LLC	Fót	100,00
<b>Slovénie</b>		
Elektronabava d.o.o.	Ljubljana	100,00
<b>Russie</b>		
OOO Elektroskandia Rus	St. Petersburg	100,00
<b>Finlande</b>		
Rexel Finland Oy	Hyvinkää	100,00
<b>Norvège</b>		
Elektroskandia Norge AS	Langhus	100,00
Elektroskandia Norway Holding AS	Langhus	100,00
<b>AMÉRIQUE DU NORD</b>		
<b>États-Unis</b>		
Rexel USA, Inc.	Dallas	100,00
SKRLA LLC	Dallas	100,00
SPT Holdings Inc.	Dallas	100,00
Rexel of America LLC	Dallas	100,00
Rexel Patriot Acquisition, LLC	Dallas	100,00
<b>Canada</b>		
Rexel North America Inc.	St Laurent	100,00
Rexel Canada Electrical Inc.	Mississauga	100,00

	SIÈGE SOCIAL	% INTÉRÊT
<b>ASIE-OCÉANIE</b>		
<b>Hong Kong RAS</b>		
Rexel Hong Kong Ltd.	Kowloon	100,00
Huazhang Electric Automation Holding Co. Ltd.	Hong Kong	100,00
LuckyWell Int'l Investment Ltd.	Hong Kong	100,00
<b>Chine</b>		
Rexel Ouneng (Beijing) Technology Co. Ltd.	Pékin	55,00
Rexel Hailongxing Electrical Equipment Co. Ltd.	Pékin	65,00
Rexel Electric Co. Ltd.	Shanghai	100,00
Zhejiang Huazhang Automation Equipment Co. Ltd.	Huanzhou	100,00
Rexel Integrated Solutions (Shanghai) Co. Ltd.	Shanghai	100,00
Rexel China Management Co. Ltd.	Shanghai	100,00
Suzhou Xidian Co. Ltd.	Suzhou	100,00
Beijing LuckyWell-ZN Electrical Co. Ltd.	Pékin	100,00
Beijing Zhongheng Hengxin Automation Equipment Co. Ltd	Pékin	100,00
Henan Qixin Automation Equipment Co. Ltd.	Zhengzhou	100,00
Shanghai Suhua Industrial Control Equipment Co. Ltd	Shanghai	100,00
LinElec Business Consulting (Shanghai) Limited	Shanghai	100,00
Shanghai Maxqueen Industry Development Co. Ltd	Shanghai	60,00
Zhonghao (Shanghai) Technology Co. Ltd.	Shanghai	60,00
Jinan Rexel Enterprise Management Service Co., Ltd.	Jinan	100,00
<b>Inde</b>		
Rexel India Private Limited	Pune	100,00
<b>Corée</b>		
Gexpro Korea Co., Ltd.	Séoul	100,00
<b>Australie</b>		
Rexel Holdings Australia Pty Ltd.	Sydney	100,00
Rexel Electrical Supplies Pty Ltd.	Sydney	100,00
Australian Regional Wholesalers Pty Ltd.	Sydney	100,00
EIW Holding Pty Ltd.	Sydney	100,00
Hagemeyer Holdings (Australia) Pty Ltd.	Sydney	100,00
<b>Nouvelle-Zélande</b>		
Rexel New Zealand Limited	Auckland	100,00
Redeal Pensions Ltd	Auckland	100,00
<b>Royaume d'Arabie Saoudite</b>		
Rexel Services KSA LLC	Riyadh	100,00
Rexel Arabia Electrical Supplies LLC	Riyadh	65,00
<b>Émirats Arabes Unis</b>		
Redco FZE	Jebel Ali	100,00
Rexel Emirates LLC	Abu Dhabi	90,00

## 5.2.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63 rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**KPMG Audit**  
*Département de KPMG S.A.*  
Tour Egho  
2, avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris-La Défense

**Rexel S.A.**

### Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

À l'Assemblée générale de la société Rexel S.A.,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Rexel S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

#### Fondement de l'opinion

##### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.2.1 « Changements de méthodes - amendements des normes IFRS » de l'annexe aux comptes consolidés qui expose les impacts de la première application au 1<sup>er</sup> janvier 2018 des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers ».

#### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### **Évaluation de la valeur recouvrable des *goodwill* et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie**

#### **Notes 3.5 et 12.1 de l'annexe aux comptes consolidés**

##### Description du risque

Au 31 décembre 2018, les *goodwill* et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont inscrits respectivement au bilan pour une valeur nette comptable de 3 871,1 millions d'euros et 824,6 millions d'euros, soit 46 % du total des actifs du Groupe. Un test de dépréciation de ces actifs est réalisé au moins une fois par an au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles sont rattachés ces actifs. Comme mentionné dans les notes 3.5 et 12.1 de l'annexe aux comptes consolidés, une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'une UGT est supérieure à sa valeur recouvrable.

La détermination de la valeur recouvrable des UGT (pays) est réalisée sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés et requiert des jugements importants de la Direction, en particulier pour la détermination des prévisions de chiffres d'affaires et de marges d'EBITA ainsi que pour le choix des taux d'actualisation et de croissance sur le long terme.

Tel qu'indiqué dans la note 12.1 de l'annexe aux comptes consolidés, la performance en 2018 en retrait sur certains pays a conduit le Groupe à revoir à la baisse ses prévisions, y compris la marge d'EBITA normative sur ces pays. Ceci s'est traduit par la constatation d'une charge de dépréciation de 61,9 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Nous avons considéré l'évaluation de la valeur recouvrable des *goodwill* et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie comme un point clé de l'audit, du fait de l'importance de ces actifs dans le bilan consolidé et des incertitudes inhérentes à certains éléments notamment la réalisation des prévisions entrant dans la détermination de la valeur recouvrable, et des analyses de sensibilité présentées en note 12.1.

##### Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons revu le processus budgétaire du Groupe, à partir duquel sont construites les prévisions de flux de trésorerie utilisées pour réaliser ces tests de dépréciation.

Pour les UGT dont la valeur recouvrable est proche de la valeur nette comptable, nous avons :

- apprécié les éléments composant la valeur comptable des UGT auxquelles les *goodwill* sont rattachés par le Groupe ;
- apprécié la cohérence des projections de flux de trésorerie au regard des environnements économiques dans lesquels opèrent les filiales du Groupe et la fiabilité du processus d'établissement des estimations, notamment en examinant les éventuelles différences entre les prévisions passées et les réalisations ;
- apprécié, avec l'appui de nos experts en évaluation financière, le caractère raisonnable des taux d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie prévisionnels des différentes unités génératrices de trésorerie ;
- comparé les taux de croissance à long terme des UGT avec les prévisions macro-économiques ;
- corroboré, notamment par des entretiens avec la Direction le caractère raisonnable des principales données et hypothèses reprises dans les prévisions de trésorerie (croissance des ventes, marge d'EBITA) ;
- testé l'exactitude arithmétique du modèle d'élaboration des flux de trésorerie utilisé et des analyses de sensibilité ;
- vérifié que la note 12.1 de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

#### **Rabais fournisseurs**

#### **Notes 3.7, 3.17 et 13.3 de l'annexe aux comptes consolidés**

##### Description du risque

Le Groupe conclut des contrats avec ses fournisseurs par lesquels il bénéficie en particulier de rabais, généralement annuels, basés sur les volumes de marchandises acquises ainsi que sur la réalisation d'actions commerciales spécifiques. Ces rabais peuvent être dépendants ou non de l'atteinte d'objectifs prédéterminés d'achat (rabais conditionnels ou inconditionnels).

Ces rabais sont comptabilisés en diminution du coût des ventes.

Nous avons considéré la reconnaissance des rabais reçus des fournisseurs comme un point clé de l'audit, compte tenu :

- du montant significatif des rabais,
- de la diversité des contrats,
- des estimations nécessaires relatives aux données d'achats auxquelles doivent être appliquées les clauses des contrats pour la détermination du montant à recevoir à la clôture,
- de leur incidence sur la valorisation des stocks.

#### Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons analysé les procédures de contrôle interne relatives au suivi des contrats de rabais conclus avec les fournisseurs, et à l'estimation des rabais dans la détermination du coût des ventes.

Nous avons également réalisé les procédures suivantes :

- analysé, sur base d'échantillonnage, les contrats signés avec les fournisseurs ainsi que la correcte application des termes de ces contrats pour la détermination des rabais comptabilisés sur l'exercice en particulier au regard des volumes achetés y compris l'estimation des remises à recevoir à la clôture ;
- réconcilié, sur base d'échantillonnage, le montant des achats réalisés avec les bases de calcul utilisées pour la détermination des rabais à recevoir en fin d'exercice, ainsi qu'avec les éventuelles confirmations d'achats reçues des fournisseurs, et apprécié l'atteinte des objectifs conditionnels au regard des volumes achetés ;
- évalué le caractère recouvrable des créances à recevoir des fournisseurs au titre des rabais et vérifié l'absence de créances anciennes à recevoir ;
- comparé les rabais reçus après la clôture comptable de l'exercice précédent avec les créances comptabilisées à la clôture afin d'évaluer la fiabilité des estimations réalisées par la Direction ;
- vérifié, sur base d'échantillonnage, la correcte prise en compte des rabais dans la valorisation des stocks de marchandises.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

#### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

##### **Désignation des Commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société Rexel S.A. par votre Assemblée générale du 16 mai 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 25 mai 2016 pour le cabinet KPMG Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 7<sup>e</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit dans la 3<sup>e</sup> année.

##### **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives

à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.



Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de

déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La Défense, le 13 février 2019


Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Valérie Besson Jean-Marc Discours

PricewaterhouseCoopers Audit

Amélie Wattel Pierre Clavié

A nighttime photograph of a city skyline with several illuminated skyscrapers. A semi-transparent red rectangular overlay covers the upper half of the image, serving as a background for the title text.

# 5.3

## Comptes annuels

<b>5.3 Comptes annuels</b>	<b>318</b>	<b>Notes aux comptes annuels</b>	<b>322</b>
5.3.1 Comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	318	1. Informations générales	322
Compte de résultat	318	2. Règles et méthodes comptables	322
Bilan	319	3. Informations relatives au compte de résultat	323
Résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices (Article R.225-102 du Code de commerce)	320	4. Informations relatives au bilan	324
Tableau des filiales et participations	321	5. Informations diverses	330
		5.3.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018	335

En application de l'article 28 du Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- les comptes annuels et le rapport d'audit correspondant pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 qui figurent aux pages 275 à 298 du document de référence pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2018 sous le numéro D.18-0263; et
- les comptes annuels et le rapport d'audit correspondant pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 qui figurent aux pages 249 à 271 du document de référence pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 31 mars 2017 sous le numéro D.17-0272.

## 5.3 Comptes annuels

### 5.3.1 Comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

#### Compte de résultat

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE			
	Note	2018	2017
(en millions d'euros)			
Produits d'exploitation		2,5	2,1
Autres achats et charges externes		(8,4)	(20,0)
Impôts et taxes assimilées		(0,5)	(0,9)
Autres charges		(2,7)	(4,6)
Dotations aux amortissements et aux provisions		(0,1)	(0,1)
Charges d'exploitation		(11,7)	(25,5)
Résultat d'exploitation	3.1	(9,2)	(23,5)
Autres revenus (titres de placement, prêts et différences de change)		27,1	41,6
Produits financiers		27,1	41,6
Intérêts et charges assimilées et différences de change		(45,6)	(85,2)
Dotations aux provisions		(0,8)	(3,1)
Charges financières		(46,3)	(88,4)
Résultat financier	3.2	(19,3)	(46,8)
Résultat courant		(28,4)	(70,2)
Résultat exceptionnel	3.3	0,0	(1,5)
Résultat avant impôt		(28,4)	(71,7)
Impôt sur les sociétés	3.5	54,4	86,0
Résultat net		26,0	14,3

## Bilan

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE			
	Note	2018	2017
<i>(en millions d'euros)</i>			
<b>ACTIF</b>			
Immobilisations corporelles		0,2	0,3
Participations		4 104,9	4 104,9
Prêts et autres immobilisations financières		29,9	393,9
<b>Actifs immobilisés</b>	4.1	<b>4 135,0</b>	<b>4 499,0</b>
Créances clients et comptes rattachés	4.2	2,6	2,3
Autres créances	4.2	579,6	321,3
Valeurs mobilières de placement, instruments de trésorerie et disponibilités	4.3	16,8	13,4
Charges constatées d'avance		0,2	0,1
<b>Actifs circulants</b>		<b>599,2</b>	<b>337,1</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>4 734,2</b>	<b>4 836,1</b>
<b>PASSIF</b>			
Capital		1 519,9	1 516,7
Prime d'émission, de fusion et d'apport		1 554,0	1 559,2
Réserve légale		69,7	69,0
Autres réserves		38,7	36,7
Report à nouveau		3,3	116,6
Résultat de l'exercice		26,0	14,3
<b>Total capitaux propres</b>	4.4	<b>3 211,7</b>	<b>3 312,5</b>
<b>Provisions pour risques &amp; charges</b>		<b>16,4</b>	<b>11,0</b>
Emprunts obligataires	4.5	1 451,6	1 452,2
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4.5	40,0	41,7
Autres emprunts et dettes financières	4.5	10,7	9,0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.5	1,0	3,0
Autres dettes d'exploitation	4.5	2,9	6,7
Produits constatés d'avance		0,0	-
<b>Total des dettes</b>		<b>1 506,2</b>	<b>1 512,6</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>4 734,2</b>	<b>4 836,1</b>

## Résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices (Article R.225-102 du Code de commerce)

	DU 1 <sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE				
	2014	2015	2016	2017	2018
(en euros)					
<b>SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE</b>					
a) Capital souscrit	1 460 027 880	1 509 356 890	1 514 490 115	1 516 715 885	1 519 944 495
b) Nombre d'actions émises	292 005 576	301 871 378	302 898 023	303 343 177	303 988 899
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
<b>RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTIVES</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxe	1 475 018	1 086 524	1 544 737	1 900 545	2 234 707
b) Résultat avant impôt, amortissements et provisions	158 900 553	(135 871 677)	216 217 885	(70 780 934)	(27 864 731)
c) Impôt sur les bénéfices	(62 368 238)	(72 318 484)	(44 184 303)	(86 022 026)	(54 447 774)
d) Résultat après impôt, amortissements et provisions	221 076 956	(77 523 045)	260 711 376	14 281 261	26 018 952
e) Montant des bénéfices distribués	218 459 916	120 307 183	120 822 691	126 851 362	132 827 279 <sup>(1)</sup>
<b>RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION</b>					
a) Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions	0,76	(0,21)	0,86	0,05	0,09
b) Résultat après impôt, amortissements et provisions	0,76	(0,26)	0,86	0,05	0,09
c) Dividende versé à chaque action	0,75	0,40	0,40	0,42	0,44 <sup>(1)</sup>
<b>PERSONNEL</b>					
a) Nombre de salariés	-	-	-	-	-
b) Montant de la masse salariale	-	-	-	-	-
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	-	-	-	-	-

(1) Proposition à l'Assemblée générale ordinaire du 23 mai 2019.



## Tableau des filiales et participations

31 DÉCEMBRE 2018 (en millions d'euros)

DÉNOMINATION	SIÈGE SOCIAL	CAPITAL	RÉSERVES ET REPORT À NOUVEAU AVANT AFFECTATION	QUOTE-PART DE CAPITAL DÉTENU	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DÉTENUS		PRÊTS CONSENTIS NON ENCORE REMBOURSÉS	CAUTIONS ET AVALS DONNÉS	RÉSULTAT DU DERNIER EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSÉS	CHIFFRE D'AFFAIRES
					BRUTE	NETTE					
Rexel Développement SAS 13 boulevard du Fort de Vaux 75017 Paris	Paris	2 098,6	1 933,6	100,00 %	4 104,9	4 104,9	556,6	0,0	31,5	0,0	57,3
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>2 098,6</b>	<b>1 933,6</b>		<b>4 104,9</b>	<b>4 104,9</b>	<b>556,6</b>	<b>0,0</b>	<b>31,5</b>	<b>0,0</b>	<b>57,3</b>

## Notes aux comptes annuels

### 1. Informations générales

La société Rexel SA, créée en décembre 2004, est la société holding du groupe Rexel. Elle détient les titres de la société Rexel Développement SAS, et assure le financement des filiales directes et indirectes du Groupe.

### 2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de la société Rexel clos le 31 décembre 2018 ainsi que ceux présentés à titre de comparaison au 31 décembre 2017 ont été arrêtés conformément aux dispositions légales, au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, et aux pratiques comptables généralement admises.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ; et
- indépendance des exercices.

Les principales règles utilisées sont décrites ci-après.

#### 2.1 Titres de participation

La valeur brute des titres de participation figurant au bilan est constituée par leur coût d'acquisition. Une provision est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire correspond à la valeur d'utilité. Rexel apprécie la valeur d'utilité des titres de participation par la méthode des flux financiers de trésorerie nets de l'endettement des filiales. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable une dépréciation est enregistrée pour la différence.

#### 2.2 Prêts et autres immobilisations financières

Les prêts et autres immobilisations financières sont valorisés à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée pour tenir compte du risque de non-recouvrement.

Les actions propres détenues sont valorisées au cours de fin d'exercice.

### 2.3 Créances et dettes

Elles sont inscrites au bilan à leur coût historique. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte du risque de non-recouvrement.

Les créances et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ».

Pour les dettes et créances en devises faisant l'objet d'une couverture de change fixant le cours de la monnaie étrangère à l'échéance, les deux situations suivantes sont à considérer :

- la couverture est parfaite (le nominal du dérivé correspond au nominal du sous-jacent à la clôture) : aucun écart de conversion n'est constaté, la perte ou le gain de change sur le sous-jacent étant compensé par un résultat de change de sens opposé à celui de la couverture ; et
- la couverture est imparfaite, le montant nominal du dérivé étant différent du nominal du sous-jacent à la clôture : dans ce cas seule la perte latente est reconnue au compte de résultat.

#### 2.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'achat, les moins-values latentes éventuelles faisant l'objet d'une provision.

Les actions propres détenues et affectées à des plans d'actions gratuites sont valorisées à leur coût d'entrée jusqu'à leur livraison aux bénéficiaires.

#### 2.5 Emprunts et frais d'émission des emprunts

Les emprunts sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les frais d'émission d'emprunts émis sont constatés dans le résultat. Les primes d'émission sont amorties, *pro rata temporis* sur la durée de l'emprunt, ou *pro rata* des intérêts courus.

Les emprunts libellés en devises sont convertis au cours de clôture.

#### 2.6 Couvertures de taux d'intérêt et de change

Afin d'optimiser la gestion de sa dette financière, Rexel utilise des instruments dérivés pour se prémunir contre les risques de marché liés aux variations des taux d'intérêt et des cours de change, notamment des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises, des contrats de change à terme, des options de taux d'intérêt et de change.

Les principes de comptabilisation des instruments de couverture sont définis par le règlement ANC 2015-05 :

- les résultats latents et réalisés liés aux instruments de couverture sont enregistrés au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle de l'élément couvert, de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et charges sur cet élément ;
- les variations de valeurs des instruments de couverture ne sont pas reconnues au bilan, sauf si la comptabilisation de ces variations permet

d'assurer un traitement symétrique avec l'élément couvert ; et

- le résultat de la couverture est présenté dans le même poste que l'élément couvert.

### 3. Informations relatives au compte de résultat

#### 3.1 Produits et charges d'exploitation

Le résultat d'exploitation au 31 décembre 2018 est une charge de (9,2) millions d'euros et comprend les éléments suivants :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
<i>(en millions d'euros)</i>		
Facturation de services rendus aux filiales	2,2	1,9
Reprises de provisions	0,2	0,2
<b>Total Produits d'exploitation</b>	<b>2,5</b>	<b>2,1</b>
Honoraires, redevances et autres charges	(4,2)	(4,7)
Commissions bancaires	(3,5)	(6,0)
Frais d'émission d'emprunts	(0,6)	(9,3)
Impôts et taxes	(0,5)	(0,9)
Frais de personnel et autres charges	(2,7)	(4,6)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(0,1)	(0,1)
<b>Total Charges d'exploitation</b>	<b>(11,7)</b>	<b>(25,6)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(9,2)</b>	<b>(23,5)</b>

#### 3.2 Résultat financier

Le résultat financier comprend les éléments suivants :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2018	2017
<i>(en millions d'euros)</i>		
Gains d'intérêts sur swaps de devises	1,2	6,9
Gains d'intérêts sur swaps de taux	6,6	7,2
Intérêts sur prêts et avance en compte courant	7,9	23,1
Primes de remboursement anticipé reçues	10,4	-
Autres produits financiers	0,1	1,1
Gains de change nets	0,1	2,4
Gains de cession des actions propres	0,8	0,9
<b>Total Produits financiers</b>	<b>27,1</b>	<b>41,6</b>
Intérêts des emprunts obligataires	(41,3)	(53,0)
Primes de remboursement anticipé des emprunts obligataires	-	(24,7)
Pertes d'intérêts sur swaps de devises	(1,2)	(2,5)
Pertes d'intérêts sur swaps de taux	(0,4)	(3,3)
Autres intérêts et charges financières	(0,2)	(0,7)
Pertes de cession des actions propres	(2,5)	(1,1)
Autres dotations aux provisions / amortissements	(0,8)	(3,1)
<b>Total Charges financières</b>	<b>(46,3)</b>	<b>(88,4)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(19,3)</b>	<b>(46,8)</b>

### 3.3 Résultat exceptionnel

En 2017, le résultat exceptionnel de (1,5) millions d'euros correspondait à des charges exceptionnelles relatives au départ de personnel au sein de la direction.

### 3.4 Rémunération des organes de direction

Le montant des jetons de présence versés au cours de l'exercice 2018 s'élève à 0,8 million d'euros (0,8 million d'euros en 2017).

Le montant des rémunérations et indemnités versées aux mandataires sociaux en 2018 s'est élevé à 2,2 millions d'euros (2,8 millions d'euros en 2017).

### 3.5 Impôt sur les sociétés

Toutes les filiales françaises de Rexel, détenues directement ou indirectement au moins à 95 %,

sont membres du groupe d'intégration fiscale dont la société mère est Rexel SA. Aux termes d'une convention d'intégration fiscale, Rexel SA prend en charge l'impôt dû par le groupe intégré. Chaque filiale supporte la charge d'impôt sur les sociétés calculée sur ses résultats propres. Les éventuelles économies d'impôt réalisées sont appréhendées par Rexel SA, société mère du groupe intégré.

À ce titre Rexel SA a comptabilisé un produit de 54,4 millions d'euros au titre de l'exercice 2018 (79,9 millions d'euros en 2017) correspondant principalement aux pertes fiscales supportées par les filiales déficitaires françaises membres du groupe d'intégration fiscale. Le déficit reportable du groupe intégré au 31 décembre 2018 s'élève à 151,1 millions d'euros (233,6 millions d'euros en 2017).

## 4. Informations relatives au bilan

### 4.1 Actif immobilisé

		VALEUR NETTE AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2018	AUGMENTATION	DIMINUTION	VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2018
<i>(en millions d'euros)</i>					
Immobilisations corporelles		0,2	-	-	0,2
Immobilisations financières		4 498,8	-	(364,0)	4 134,8
<i>Titres de participation</i>	<i>4.1. 1</i>	<i>4 104,9</i>	-	-	<i>4 104,9</i>
<i>Prêts et autres immobilisations financières</i>	<i>4.1. 2</i>	<i>393,9</i>	-	(364,0)	<i>29,9</i>
<b>TOTAL</b>		<b>4 499,0</b>	<b>-</b>	<b>(364,0)</b>	<b>4 135,0</b>

#### 4.1.1 Titres de participation :

Le poste titres de participation est constitué exclusivement par les actions de Rexel Développement, filiale détenue à 100 %. Au

31 décembre 2018, la valeur brute et nette de ces actions est de 4 104,9 millions d'euros et n'a pas changé par rapport au 31 décembre 2017.

## 4.1.2 Prêts et autres immobilisations financières :

(en millions d'euros)	SOLDE NET AU 31 DÉCEMBRE 2017	REMBOURSEMENT ANTICIPÉ / VARIATION	EFFET CHANGE	SOLDE NET AU 31 DÉCEMBRE 2018
Prêts <sup>(1)</sup>	377,2	(354,8)	(6,7)	15,7
<i>Rexel Sverige</i>	137,8	(131,8)	(6,0)	-
<i>Rexel New Zealand</i>	11,9	(11,7)	(0,2)	-
<i>Elektro Material AG</i>	132,4	(131,1)	(1,3)	-
<i>Elektroskandia Norway</i>	53,7	(54,6)	0,9	-
<i>Rexel Holdings Australia</i>	26,1	(25,5)	(0,6)	-
<i>Rexel Arabia ES</i>	8,3	-	0,4	8,7
<i>Francofa Eurodis</i>	7,0	-	-	7,0
Contrat de liquidité <sup>(2)</sup>	16,7	(2,5)	-	14,2
<b>Prêts et autres immobilisations financières</b>	<b>393,9</b>	<b>(357,3)</b>	<b>(6,7)</b>	<b>29,9</b>

- (1) Au cours de l'exercice 2018, plusieurs filiales ont remboursé par anticipation à Rexel SA les prêts à long terme (à échéance 30 juin 2020) pour un montant nominal de 354,8 millions d'euros. Elles ont versé des primes de remboursement anticipé pour un montant de 10,3 millions d'euros. Au 31 décembre 2018, le solde est constitué par deux prêts à des filiales :

	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018 (en millions d'euros)	SOLDE EN DEVISES (en millions de devises)	DEVISE	TAUX D'INTÉRÊTS	ÉCHÉANCE
<i>Rexel Arabia ES</i>	8,7	10,0	USD	4,73 %	15/06/2020
<i>Francofa Eurodis</i>	7,0	7,0	EUR	4,28 %	15/06/2022
<b>Prêts</b>	<b>15,7</b>				

- (2) Le contrat de liquidité vise à favoriser la liquidité des transactions sur le titre Rexel dont le gestionnaire est la banque ODDO depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Dans le cadre de ce contrat de liquidité, le nombre d'actions propres détenues et affectées à la régularisation des cours s'élevait au 31 décembre 2018 à 801 539 titres pour une valeur brute de 8,2 millions d'euros, elles ont été dépréciées à hauteur de 0,7 million d'euros et leur valeur nette est de 7,5 millions d'euros. Par ailleurs, des disponibilités bancaires à hauteur de 6,7 millions d'euros sont détenues au titre de ce contrat de liquidité.

## 4.2 Créances

Les créances comprennent les éléments suivants :

(en millions d'euros)	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2017
Créances clients	2,6	2,3
Comptes courants Rexel Développement	556,3	284,2
Autres créances	23,3	37,1
<b>Total des créances</b>	<b>582,2</b>	<b>323,6</b>

Les échéances de ces créances sont les suivantes :

(en millions d'euros)	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	À UN AN AU PLUS	À PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	À PLUS DE 5 ANS
Créances clients	2,6	2,6	-	-
Comptes courants Rexel Développement	556,3	556,3	-	-
Autres créances	23,3	13,8	9,4	-
<b>TOTAL</b>	<b>582,2</b>	<b>572,7</b>	<b>9,4</b>	<b>-</b>

### 4.3 Valeurs mobilières de placement, instruments de trésorerie et disponibilités

(en millions d'euros)	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2017
Coûts d'acquisition des actions propres <sup>(1)</sup>	16,8	11,2
Instruments de trésorerie de change	-	2,2
<b>Total</b>	<b>16,8</b>	<b>13,4</b>

(1) Le coût d'acquisition d'actions propres détenues et affectées à certains plans d'actions gratuites, au 31 décembre 2018 : le nombre d'actions s'élève à 1 307 181 pour une valeur de 16,8 millions d'euros.

### 4.4 Capitaux propres

Au 31 décembre 2018, le capital social de la société s'élève à 1 519 944 495 euros, divisé en 303 988 899 actions d'une seule catégorie d'une valeur nominale de 5 euros chacune.

(en millions d'euros)	MONTANT AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2018	AFFECTATION DU RÉSULTAT 2017 (3)	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (7)	RÉAFFECTATION DES RÉSERVES (1) (2) (4) (5) (6)	MONTANT AU 31 DÉCEMBRE 2018
Capital	1 516,7	-	-	3,2	1 519,9
Primes d'émission	1 559,2	-	-	(5,2)	1 554,0
Réserve légale	69,0	0,7	-	-	69,7
Autres réserves	36,7	-	-	2,0	38,7
Report à nouveau	116,6	(113,3)	-	-	3,3
Résultat de l'exercice	14,3	(14,3)	26,0	-	26,0
<b>TOTAL</b>	<b>3 312,5</b>	<b>(126,8)</b>	<b>26,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3 211,7</b>

(1) Le 2 mai 2018, le capital social a été augmenté d'un montant de 1,7 million d'euros par création de 331 145 actions d'une valeur nominale de 5 euros chacune. Cette augmentation de capital, résultant de la livraison de 331 145 actions gratuites attribuées en 2013, a été réalisée par imputation sur le compte de réserves indisponibles.

(2) Le 23 mai 2018, le capital social a été augmenté d'un montant de 1,1 million d'euros par création de 228 276 actions d'une valeur nominale de 5 euros chacune. Cette augmentation de capital, résultant de la livraison de 228 276 actions gratuites attribuées en 2014, a été réalisée par imputation sur le compte de réserves indisponibles.

(3) L'Assemblée générale mixte du 24 mai 2018 a décidé d'affecter le résultat 2017 de 14,3 millions d'euros, augmenté du report à nouveau de 113,3 millions d'euros, à la réserve légale pour 0,7 million d'euros et au versement d'un dividende de 126,8 millions d'euros payé le 6 juillet 2018.

(4) Le 24 mai 2018, le Conseil d'administration a décidé d'affecter à un compte de réserves indisponibles par prélèvement sur le compte prime d'émission la somme de 9,5 millions d'euros correspondant à la valeur de 1 900 032 actions gratuites, d'une valeur nominale de 5 euros chacune, attribuées à cette date.

(5) Le 2 juillet 2018, le capital social a été augmenté d'un montant de 0,4 million d'euros par création de 86 301 actions d'une valeur nominale de 5 euros chacune. Cette augmentation de capital résultant de la livraison de 86 301 actions gratuites attribuées en 2013 au titre de l'offre d'achat d'actions réservée aux salariés « Opportunity 13 » a été réalisée par imputation sur le compte de réserves indisponibles.

(6) Les sommes précédemment affectées au compte de réserves indisponibles concernant des attributions d'actions gratuites devenues sans objet sur l'exercice 2018 ont été réaffectées au compte primes d'émission pour un montant de 4,3 millions d'euros.

(7) Le résultat de l'exercice 2018 est un profit de 26,0 millions d'euros.

### 4.5 Informations sur les dettes

Les dettes comprennent les éléments suivants :

(en millions d'euros)		MONTANT BRUT AU 31 DÉCEMBRE 2018	MONTANT BRUT AU 31 DÉCEMBRE 2017
Emprunts obligataires	4.5.1	1 451,6	1 452,2
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4.5.2	40,0	41,7
Autres emprunts et dettes financières	4.5.3	10,7	9,0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1,0	3,0
Autres dettes d'exploitation		2,9	6,7
<b>Total</b>		<b>1 506,2</b>	<b>1 512,6</b>



Les échéances de ces dettes sont les suivantes :

		MONTANT BRUT 31 DÉCEMBRE 2018	À UN AN AU PLUS	À PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	À PLUS DE 5 ANS
<i>(en millions d'euros)</i>					
Emprunts obligataires	4.5.1	1 451,6	1,6	-	1 450,0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4.5.2	40,0	40,0	-	-
Autres emprunts et dettes financières	4.5.3	10,7	10,7	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1,0	1,0	-	-
Autres dettes d'exploitation		2,9	2,9	-	-
<b>Total</b>		<b>1 506,2</b>	<b>56,2</b>	<b>-</b>	<b>1 450,0</b>

#### 4.5.1 Emprunts obligataires

##### Obligations à échéance 2023

Le 18 mai 2016, Rexel a émis des obligations senior d'un montant nominal de 650 millions d'euros. Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés et portent intérêt au taux annuel de 3,50 %. Elles sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 décembre 2016. Les obligations sont remboursables en totalité le 15 juin 2023.

Les obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 juin 2019 pour le montant total du principal, augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. À partir du 15 juin 2019, elles sont remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)
15 juin 2019	101,750 %
15 juin 2020	100,875 %
15 juin 2021 et au-delà	100,000 %

##### Obligations à échéance 2024

Le 13 mars 2017, Rexel a émis des obligations senior d'un montant nominal de 300 millions d'euros. Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés et portent intérêt au taux annuel de 2,625 %. Elles sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 juin 2017.

Les obligations sont remboursables en totalité le 15 juin 2024.

Les obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 mars 2020 pour le montant total du principal, augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. À partir du 15 mars 2020, elles sont remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)
15 mars 2020	101,313 %
15 mars 2021	100,656 %
15 mars 2022 et au-delà	100,000 %

Le Groupe a utilisé les produits de cette émission obligataire pour rembourser par anticipation, le 16 juin 2017, le solde des obligations de 500 millions de dollars américains à échéance 2020 et portant intérêt à 5,25 %, soit 330 millions de dollars américains. Le prix de remboursement s'est établi à 102,625 % de la valeur nominale des obligations, soit un montant de 302,3 millions d'euros. Une charge financière de 6,3 millions d'euros a été constatée et représente la prime de remboursement anticipé.

##### Obligations à échéance 2025

Le 20 novembre 2017, Rexel a émis des obligations senior d'un montant nominal de 500 millions d'euros. Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés et portent intérêt au taux annuel de 2,125 %. Elles sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 juin 2018.

Les obligations sont remboursables en totalité le 15 juin 2025.

Les obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 décembre 2020 pour le montant total du principal, augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. À partir du 15 décembre 2020, elles sont remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)
15 décembre 2020	101,063 %
15 décembre 2021	100,531 %
15 décembre 2022 et au-delà	100,000 %

Le Groupe a utilisé les produits de cette émission obligataire pour rembourser, le 15 décembre 2017, les obligations à échéance 2022 et portant intérêt à 3,250 % pour un montant total de 517,0 millions d'euros. Une charge financière de 12,5 millions d'euros a été constatée et représente la prime de remboursement anticipé de 17,0 millions d'euros.

### Contrat de Crédit Senior

Le Contrat de Crédit Senior conclu le 15 mars 2013 comprend une ligne de crédit multidevises pour un montant nominal de 850 millions d'euros avec BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, HSBC France, ING Belgium SA, succursale française, Natixis et Société Générale Corporate & Investment Banking en qualité d'arrangeurs et de teneurs de livres associés. Ce contrat peut être utilisé soit au moyen de lignes de crédit multidevises renouvelables dans la limite du montant nominal, soit au moyen de tirages au jour le jour (*swingline loans*) à hauteur de 137,8 millions d'euros dans la limite du montant nominal. Le 31 janvier 2019, le Contrat de Crédit Senior a été amendé pour allonger son échéance au 31 janvier 2024.

### Intérêts et marge

Les montants utilisés portent intérêt à un taux déterminé en référence (i) au taux EURIBOR lorsque les fonds sont tirés en euros et au taux LIBOR lorsque les fonds sont tirés dans des devises différentes de l'Euro, (ii) à la marge applicable, (iii) certaines primes relatives aux emprunts en devises autres que l'euro et (iv) le cas échéant, à des coûts obligatoires (correspondant aux coûts devant être supportés par les prêteurs au titre du financement du système de contrôle bancaire imposé par les autorités de régulation bancaire de leurs pays respectifs).

Les tirages au jour le jour portent intérêt à un taux déterminé en référence (i) au taux EONIA, (ii) à la marge applicable et (iii) le cas échéant, aux coûts obligatoires.

La marge initiale applicable est de 1,25 % par an et varie en fonction du ratio d'endettement de Rexel (défini comme le ratio entre la dette nette totale consolidée et ajustée et l'EBITDA consolidé ajusté, tels que ces termes sont définis dans le Contrat de Crédit Senior), calculé au 31 décembre et au 30 juin de chaque année. La marge s'étale de 0,60 % à 2,25 %.

De plus, la marge applicable est augmentée des commissions d'utilisation qui varient en fonction du pourcentage des fonds effectivement tirés par rapport à l'ensemble des lignes disponibles au titre du Contrat de Crédit Senior à tout moment.

Rexel est également assujettie à une commission de non-utilisation dans la devise de chaque tirage disponible. Le montant de cette commission varie en fonction du montant de ratio d'endettement.

Selon les termes de ce Contrat de Crédit Senior, Rexel doit maintenir un ratio d'endettement inférieur à 3,50 au 30 juin et au 31 décembre de chaque année.

Le Ratio d'Endettement est égal au rapport de la dette nette consolidée ajustée sur EBITDA consolidé ajusté tel que décrits ci-après :

L'EBITDA consolidé ajusté signifie le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges majoré des dotations aux amortissements, tel que présenté dans les états financiers consolidés du Groupe et :

- majoré de l'EBITDA ajusté des douze derniers mois de toute filiale acquise pendant la période ;
- majoré de l'EBITDA ajusté des douze derniers mois de toute filiale acquise pendant la période considérée au *pro rata* de la participation du Groupe ;
- majoré des produits relatifs aux dérivés sur matières premières pour couvrir l'exposition aux fluctuations des prix de certaines matières premières lorsque ces dérivés ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture de flux de trésorerie selon les normes IFRS ;
- majoré de l'EBITDA des actifs destinés à être cédés et à l'exclusion de l'EBITDA des actifs vendus au cours de la période ;
- majoré des amortissements et des dépréciations ;
- à l'exclusion des charges relatives à toute rémunération en actions des salariés et dirigeants

lorsque ces rémunérations ont un effet sur l'endettement financier ;

- majoré des charges calculées relatives à des plans de rémunérations en actions et des charges relatives à la participation des salariés lorsque ces charges ont un effet sur l'endettement ;
- ajusté de l'effet non récurrent de l'évolution du prix du cuivre inclus dans les câbles tel que mentionné dans le communiqué de presse relatif aux états financiers consolidés de la période considérée ;
- majoré des coûts de restructuration et des coûts relatifs aux acquisitions.

La dette nette consolidée ajustée signifie toute dette financière (que les intérêts au titre de cette dette soient payés ou capitalisés) convertie au taux moyen des 12 derniers mois quand la dette est libellée dans une devise autre que l'euro et :

- excluant les coûts de mise en place des financements (commissions de montage, honoraires juridiques, frais de conseil), ainsi que des charges financières supportées au titre du remboursement anticipé de la dette ;
- excluant les prêts intra-groupes ;
- incluant toute dette relative à l'émission de valeurs mobilières qui ne sont pas obligatoirement remboursables en actions ;
- incluant tout autre montant assimilé à un emprunt selon les normes comptables internationales ;
- majorée des intérêts courus (y compris les intérêts capitalisés) à l'exclusion des intérêts courus au titre de prêts intra-groupes ;
- diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ce ratio d'endettement peut excéder 3,50 trois fois durant la durée du Contrat de Crédit Senior, étant précisé que ce seuil ne peut être dépassé plus de deux fois consécutivement. Par ailleurs, ce seuil est porté au-delà de 3,75 une seule fois sans jamais pouvoir dépasser 3,90 au cours de la vie du Contrat de Crédit Senior.

## Opérations d'échange de taux

NATURE DU CONTRAT	ÉCHÉANCE	MONTANTS NOTIONNELS EN MILLIONS DE DEVISES	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE HORS INTÉRÊTS COURUS EN MILLIONS D'EUROS
Contrat d'échange de taux d'intérêts payeur EURIBOR 3 mois	2022	500,0 EUR	10,9
Contrat d'échange de taux d'intérêts payeur EURIBOR 3 mois	2023	50,0 EUR	0,6
Contrat d'échange de taux d'intérêts payeur EURIBOR 3 mois	2024	300,0 EUR	1,9

Par ailleurs, Rexel a signé une ligne de crédit bilatérale de 34,9 millions d'euros (40 millions de dollars américains) avec Wells Fargo Bank International à échéance en juin 2020.

Au 31 décembre 2018, aucun tirage n'a été effectué au titre de ces lignes de crédit.

### 4.5.2 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

En septembre 2010, Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 500 millions d'euros dont l'échéance varie d'un à trois mois en fonction du type de billet de trésorerie émis dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement. Au 31 décembre 2018, le montant des billets de trésorerie s'élevait à 40,0 millions d'euros (41,7 millions d'euros en 2017).

### 4.5.3 Autres emprunts et dettes financières

Au 31 décembre 2018, ce poste est essentiellement constitué des dettes intra-groupes relatives à l'intégration fiscale.

### 4.6 Couvertures de taux d'intérêt et de change

Dans le cadre de son activité, Rexel SA est exposée aux risques de marché liés à la gestion du coût de sa dette. Rexel SA utilise divers instruments financiers afin d'optimiser le coût du financement du Groupe tels que les swaps de taux afin de modifier la structure de l'endettement et se prémunir contre les hausses de taux d'intérêt dans les devises d'endettement. Les transactions réalisées par Rexel SA sur des instruments dérivés de change concernent des achats et ventes à terme de devises et ont pour seul objet de neutraliser l'exposition au risque de change des opérations libellées dans des devises étrangères.

Au 31 décembre 2018, les opérations portées par Rexel SA permettant l'optimisation de la gestion de l'exposition aux risques de variation des taux d'intérêts et de change de sa dette sont présentées dans le tableau ci-après :

## Opérations de change à terme

NATURE DU CONTRAT	MONTANTS NOTIONNELS EN MILLIONS DE DEVISES	MONTANTS NOTIONNELS EN MILLIONS D'EUROS*	JUSTE VALEUR EN MILLIONS D'EUROS
Ventes à terme de dollars US contre euros	10,7	9,0	(0,2)

\* Valorisation au cours à terme.

### 4.7 Dettes et créances vis-à-vis des entreprises liées

Les entreprises liées sont l'ensemble des sociétés du groupe Rexel. Il n'y a pas de transactions significatives qui ne soient pas conclues à des conditions normales de marché avec ces entreprises.

Les soldes au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2018 concernant les entreprises liées sont les suivants :

(en millions d'euros)

ACTIF		PASSIF	
Participations	4 104,9	Autres emprunts et dettes financières	10,6
Prêts et autres immob. financières	15,7	Dettes fournisseurs	-
Clients	2,7	Instruments de trésorerie	0,1
Autres créances	556,9		
CHARGES		PRODUITS	
Charges d'exploitation	0,2	Produits d'exploitation	2,2
Charges financières	1,7	Produits financiers	21,9
Charges exceptionnelles	-	Impôt sur les sociétés	54,5

## 5. Informations diverses

### 5.1 Ventilation de l'effectif

L'effectif de la société est constitué au 31 décembre 2018 de 2 mandataires sociaux.

### 5.2 Informations sur les actions gratuites

#### Plans mis en place en 2015

Le 28 juillet 2015, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum

de 1 798 393 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- (1) trois ans (29 juillet 2018), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (29 juillet 2020) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 » ;
- (2) quatre ans (29 juillet 2019), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

<b>Conditions d'acquisition</b>	Présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) moyenne de la variation de la marge d'EBITA Ajusté entre 2014 et 2017, (ii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2015 et 2017, et (iii) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Présence au 4 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) moyenne de la variation de la marge d'EBITA Ajusté entre 2014 et 2017, (ii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2015 et 2017, et (iii) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	<b>TOTAL</b>
<b>Plan</b>	3+2	4+0	
Date de livraison des actions du plan	29 juillet 2018	29 juillet 2019	
<b>Nombre maximum d'actions attribuées au 28 juillet 2015</b>	<b>795 775</b>	<b>1 002 618</b>	<b>1 798 393</b>
Ajustement des droits 2016	26 760	32 913	<b>59 673</b>
Nombre d'actions annulées	(749 112)	(919 343)	<b>(1 668 455)</b>
Livraison en 2018	(73 423)	-	<b>(73 423)</b>
<b>Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018</b>	<b>-</b>	<b>116 188</b>	<b>116 188</b>

Les valeurs de l'action retenues comme assiette de la contribution sociale de 30 % s'élèvent respectivement à 10,17 euros et 10,71 euros.

#### Plans mis en place en 2016

Le 23 juin 2016, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 820 625 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont

éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- (1) trois ans (24 juin 2019), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (24 juin 2021) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 » ;
- (2) quatre ans (24 juin 2020), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

<b>Conditions d'acquisition</b>	Présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) moyenne de la variation de l'EBITA en volume entre 2015 et 2018, (ii) la croissance organique moyenne du chiffre d'affaires entre 2015 et 2018, (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2016 et 2018, et (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Présence au 4 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) moyenne de la variation de l'EBITA en volume entre 2015 et 2018, (ii) la croissance organique moyenne du chiffre d'affaires entre 2015 et 2018, (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2016 et 2018, et (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	<b>TOTAL</b>
<b>Plan</b>	<b>3+2</b>	<b>4+0</b>	
Date de livraison des actions du plan	24 juin 2019	24 juin 2020	
<b>Nombre maximum d'actions attribuées au 23 juin 2016</b>	<b>741 500</b>	<b>1 079 125</b>	<b>1 820 625</b>
Ajustement des droits 2016	25 142	36 695	<b>61 837</b>
Nombre d'actions annulées	(323 626)	(311 094)	<b>(634 720)</b>
<b>Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018</b>	<b>443 016</b>	<b>804 726</b>	<b>1 247 742</b>

La valeur de l'action retenue comme assiette de la contribution sociale de 20 % correspondra à la valeur de l'action à la date de la livraison.

#### Plans mis en place en 2017

Le 23 mai 2017, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 873 975 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont

éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- (1) trois ans (24 mai 2020), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (24 mai 2022) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 » ;
- (2) quatre ans (24 mai 2021), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».



La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

<b>Conditions d'acquisition</b>	Présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) moyenne de la variation de l'EBITA en volume entre 2016 et 2019, (ii) la croissance organique moyenne du chiffre d'affaires entre 2016 et 2019, (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2017 et 2019, et (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Présence au 4 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) moyenne de la variation de l'EBITA en volume entre 2016 et 2019, (ii) la croissance organique moyenne du chiffre d'affaires entre 2016 et 2019, (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2017 et 2019, et (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	<b>TOTAL</b>
<b>Plan</b>	3+2	4+0	
Date de livraison des actions du plan	24 mai 2020	24 mai 2021	
<b>Nombre maximum d'actions attribuées au 23 mai 2017</b>	<b>643 200</b>	<b>1 230 775</b>	<b>1 873 975</b>
Nombre d'actions annulées	(75 475)	(216 675)	<b>(292 150)</b>
<b>Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018</b>	<b>567 725</b>	<b>1 014 100</b>	<b>1 581 825</b>

La valeur de l'action retenue comme assiette de la contribution sociale de 30 % correspondra à la valeur de l'action à la date de la livraison.

#### Plans mis en place en 2018

Le 24 mai 2018, Rexel a mis en place trois plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses

cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 900 032 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de trois ans après la date d'attribution (25 mai 2021), cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires.

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

<b>Conditions d'acquisition</b>	Présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA 2017-2020, (ii) la moyenne annuelle des taux de croissance des ventes 2017-2020, (iii) la moyenne entre les années 2018, 2019 et 2020 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA, et (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Pour un nombre défini d'actions, présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance et pour les actions restantes, conditions également basées sur : (i) la moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA 2017-2020, (ii) la moyenne annuelle des taux de croissance des ventes 2017-2020, (iii) la moyenne entre les années 2018, 2019 et 2020 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA, et (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Présence au 3 <sup>e</sup> anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance	<b>TOTAL</b>
Date de livraison des actions du plan	25 mai 2021	25 mai 2021	25 mai 2021	
<b>Nombre maximum d'actions attribuées au 24 mai 2018</b>	<b>1 007 625</b>	<b>822 907</b>	<b>69 500</b>	<b>1 900 032</b>
Nombre d'actions annulées	(59 300)	(29 588)	(1 000)	<b>(89 888)</b>
<b>Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018</b>	<b>948 325</b>	<b>793 319</b>	<b>68 500</b>	<b>1 810 144</b>

La valeur de l'action retenue comme assiette de la contribution sociale de 20 % correspondra à la valeur de l'action à la date de la livraison.

### 5.3 Litiges Fiscaux

À la suite d'un contrôle fiscal, la société a reçu en décembre 2011 une proposition de rectification dans laquelle l'administration fiscale prétend que Rexel n'a pas apporté la preuve que les emprunts contractés auprès de Ray Finance LP (filiale de Ray Investment Sàrl société mère de Rexel de 2005 à 2007) pour un montant de 952 millions d'euros fussent des opérations réelles ; elle allègue également que Ray Finance LP bénéficiait d'un régime fiscal privilégié, et rejette par ces moyens la déduction de 91 millions d'euros d'intérêts pour les années 2005 à 2007.

Rexel conteste l'ensemble de cette argumentation. Le risque fiscal relatif à ce redressement s'élève à 32 millions d'euros et ferait l'objet d'une imputation éventuelle sur les déficits reportables du groupe d'intégration fiscale. En mars 2016, le tribunal administratif a considéré la position de Rexel recevable. L'administration fiscale a fait appel de ce jugement en juillet 2016. L'audience auprès de la cour administrative d'appel est prévue le 12 février 2019.

### 5.4 Événements postérieurs à la clôture

À la date de présentation des états financiers, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 31 décembre 2018 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

### 5.3.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

**PricewaterhouseCoopers Audit**

63 rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**KPMG Audit**

Département de KPMG S.A.  
Tour Egho  
2, avenue Gambetta  
92066 Paris-La Défense Cedex

**Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2018

À l'Assemblée générale des actionnaires,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Rexel S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014

ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Évaluation des titres de participation****Description du risque****Note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels**

Au 31 décembre 2018, les titres de participation sont inscrits à l'actif du bilan pour une valeur nette comptable de 4 104,9 M€ et représentent 87 % du total des actifs.

Comme indiqué dans la note 2.1 de l'annexe, une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'inventaire correspond à la valeur d'utilité qui est déterminée sur la base de projections de flux financiers de trésorerie actualisés, nets de l'endettement des filiales.

La détermination de la valeur d'utilité requiert l'exercice du jugement de la direction de la société, notamment pour la détermination des hypothèses sous-tendant les flux de trésorerie.

Nous avons considéré la valeur d'utilité des titres comme un point clé de l'audit, compte-tenu :

- du poids important des titres de participation dans le total de l'actif,
- de la sensibilité de l'estimation à un changement dans les données ou les hypothèses sous-jacentes.

#### **Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque**

Nous avons revu les procédures mises en place par Rexel S.A. pour la détermination de la valeur d'utilité des titres de participation.

Nous avons notamment réalisé les procédures suivantes :

- obtenu les prévisions de flux de trésorerie actualisés des filiales concernées, détenues directement ou indirectement ;
- corroboré le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues (notamment croissance des ventes, marge d'EBITA) dans le calcul des flux de trésorerie actualisés, au regard de l'environnement économique dans lequel évoluent les principales filiales ;
- comparé les réalisations aux prévisions passées afin d'apprécier la fiabilité des projections pour certaines filiales ;
- vérifié que la valeur résultant des flux de trésorerie actualisés a été ajustée du montant de l'endettement de l'entité considérée.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

#### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-5 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

#### **Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

#### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

##### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Rexel S.A. par votre assemblée générale du 16 mai 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 25 mai 2016 pour le cabinet KPMG Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet PricewaterhouseCoopers était dans la 7<sup>e</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit dans la 3<sup>e</sup> année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de

l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-la-Défense, le 2 avril 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Amélie Wattel

Pierre Clavié

KPMG Audit

Valérie Besson

Jean-Marc Discours



[Cette page est intentionnellement laissée en blanc]



# 6.

## Assemblée générale mixte du 23 mai 2019





# Sommaire



<b>6.1</b>	<b>Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale mixte du 23 mai 2019</b>	<b>344</b>
------------	--	------------

<b>6.2</b>	<b>Texte des projets de résolutions proposés à l'Assemblée générale mixte du 23 mai 2019</b>	<b>362</b>
------------	--	------------



## 6.1 Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale mixte du 23 mai 2019

Chers actionnaires,

L'Assemblée générale mixte des actionnaires de Rexel, société anonyme, dont le siège social est situé au 13, boulevard du Fort de Vaux, 75017 Paris (« **Rexel** » ou la « **Société** ») a été convoquée par le Conseil d'administration pour le 23 mai 2019 à 10 heures au Châteauform' City George V, 28 avenue George V, 75008 Paris, afin de se prononcer sur les projets de résolutions ci-après présentés (ci-après l'« **Assemblée générale** »).

Les motifs de chacune des résolutions qui sont soumises à votre vote lors de l'Assemblée générale sont détaillés dans le présent rapport.

### 1. Marche des affaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la performance du Groupe est en ligne avec les objectifs annoncés :

- les ventes s'élèvent à 13,37 milliards d'euros, en hausse de 3,5 % en données comparables et à nombre de jours constant ;
- la croissance de l'EBITA ajusté s'établit à 6,1 % avec un EBITA ajusté de 608,3 milliards d'euros ; et
- le ratio d'endettement s'améliore de 17 points de base pour s'établir à 2,67.

Le résultat net du Groupe pour l'année 2018 est en hausse de 45,6 % et le résultat net récurrent en progression de 12,8 %.

Une augmentation du dividende, s'élevant à 0,44 euro par action, est soumise à l'approbation des actionnaires.

La marche des affaires et la situation financière de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont détaillées dans le document de référence de la Société.

### 2. Résolutions de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

#### 2.1 Approbation des comptes sociaux et consolidés (première et deuxième résolutions)

Les première et deuxième résolutions soumettent à l'approbation des actionnaires les comptes sociaux

et consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'arrêtés par le Conseil d'administration.

Les comptes sociaux font ressortir un bénéfice de 26 018 952,44 euros.

Les comptes consolidés font ressortir un bénéfice de 152,3 millions d'euros.

En application des dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, la première résolution soumet en outre à l'approbation des actionnaires le montant des charges et dépenses visées à l'article 39-4 du Code général des impôts, non déductibles des résultats. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le montant de ces charges et dépenses s'est élevé à 9 996 euros. Ces charges et dépenses représentent un impôt sur les sociétés d'un montant de 3 441,6 euros (à un taux d'impôt sur les sociétés de 34,43 %). Ces charges et dépenses correspondent à la part d'amortissement excédentaire (part des loyers non déductibles des véhicules pris en location).

Nous vous invitons à approuver ces résolutions.

#### 2.2 Affectation du résultat, distribution en numéraire et prélèvement sur la prime d'émission (troisième résolution)

Sous réserve que les comptes sociaux et consolidés tels que présentés par le Conseil d'administration soient approuvés par les actionnaires, la troisième résolution soumet à l'approbation des actionnaires l'affectation suivante du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et la distribution suivante :

##### Origine du résultat à affecter :

- résultat de l'exercice 2018 26 018 952,44 euros
- report à nouveau antérieur au 31 décembre 2018 3 303 697,98 euros

**Total 29 322 650,42 euros**

##### Affectation :

- 5 % à la réserve légale 1 300 947,62 euros

**Solde 28 021 702,80 euros**

Il est proposé de verser à chacune des actions composant le capital social et ouvrant droit à



distribution, une distribution de 0,44 euro, répartie comme suit :

**Distribution proposée :** 132 827 278,76 euros

**Prélevée sur les postes suivants :**

- Bénéfice distribuable  
au 31 décembre 2018 28 021 702,80 euros
- Prime d'émission 104 805 575,96 euros

En conséquence, le compte « report à nouveau » s'élèverait à 0 euro et le compte « prime d'émission » serait ramené de 1 553 997 187,94 euros à 1 449 191 611,98 euros.

Le droit à cette distribution sera détaché de l'action le 3 juillet 2019 et la distribution sera mise en paiement le 5 juillet 2019.

En cas de cession d'actions intervenant entre la date de l'Assemblée Générale et la date de mise en paiement, les droits à la distribution seront acquis à l'actionnaire propriétaire des actions à la veille de la date de détachement.

La distribution envisagée est en ligne avec la politique de Rexel de distribuer au moins 40 % de son résultat net récurrent, reflétant la confiance du groupe Rexel en sa capacité structurelle à générer un cash-flow important tout au long du cycle.

Il est par ailleurs précisé aux actionnaires que, sous réserve de possibles ajustements liés aux éventuelles

variations mentionnées au paragraphe ci-dessus, la distribution aura la nature fiscale :

- à hauteur de 0,09 euro environ (sur la base d'un montant de 28 021 702,80 euros, prélevé sur les bénéfices et réserves distribuables, réparti sur 301 880 179 titres) d'un revenu mobilier imposable, pour les actionnaires personnes physiques résidant en France, à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8 %. Sur option de l'actionnaire, les dividendes peuvent être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu : ils sont alors éligibles à un abattement de 40 % en application de l'article 158-3-2° du Code général des impôts. Il est en tout état de cause recommandé aux actionnaires de consulter leur conseil fiscal habituel afin d'étudier avec lui leur situation particulière ; et
- à hauteur de 0,35 euro environ (sur la base d'un montant de 104 805 575,96 euros, prélevé sur la « prime d'émission », réparti sur 301 880 179 titres), d'un remboursement d'apport ou de prime d'émission au sens de l'article 112 du Code général des impôts, non imposable pour les actionnaires personnes physiques résidant en France mais qui devra venir en réduction du prix de revient fiscal de l'action.

Pour les trois derniers exercices, les sommes distribuées aux actionnaires ont été les suivantes :

	2017	2016	2015
Dividende par action	0,42 euro <sup>(1)</sup>	0,40 euro <sup>(1)</sup>	0,40 euro
Nombre d'actions rémunérées	302 027 053	302 056 728	300 767 957
Dividende total	126 851 362,26 <sup>(1)</sup>	120 822 691 euros <sup>(1)</sup>	120 307 183 euros

(1) Montant(s) éligible(s) à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, tel qu'indiqué à l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

### 2.3 Conventions réglementées (quatrième résolution)

La quatrième résolution concerne l'approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, c'est-à-dire les conventions dites « réglementées » qui ont été, préalablement à leur conclusion, autorisées par le Conseil d'administration.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-40 du Code de commerce, ces conventions ont fait l'objet d'un rapport des Commissaires aux comptes de la Société et doivent être soumises à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société.

### Nouvelle(s) convention(s) réglementée(s)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, aucune nouvelle convention réglementée n'a été conclue (en dehors de la convention qui fait l'objet de la cinquième résolution).

### Conventions dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Les conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont décrites au paragraphe 3.3.1 du document de référence de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 et dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes, reproduit dans ledit document de référence.

Nous vous invitons en conséquence à approuver cette résolution.

## 2.4 Approbation des engagements de retraite pris au profit de Monsieur Patrick Berard, en sa qualité de Directeur Général (cinquième résolution)

Le Conseil d'administration de Rexel a renouvelé le mandat de Directeur Général de Patrick Berard le 24 mai 2018 à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2018. À cette occasion, le Conseil d'administration a approuvé le maintien des engagements de retraite à prestations définies correspondant aux caractéristiques des régimes mentionnés à l'article L.137-11 du Code de la sécurité sociale, qui bénéficient à Patrick Berard.

Il est rappelé que le Conseil d'administration en date du 1<sup>er</sup> juillet 2016 avait décidé de ne pas interrompre le bénéfice du dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies dans lequel Patrick Berard avait été maintenu en qualité de salarié avant sa prise de fonction de mandataire social.

Les droits conditionnels que Patrick Berard pourrait acquérir au titre de son activité de Directeur Général dans le cadre de ce dispositif seraient soumis à des conditions de performance annuelles. Les critères de performance retenus par le Conseil d'administration ont été alignés sur ceux de la rémunération variable annuelle du Directeur Général (part financière et part individuelle). Les conditions de performance seraient considérées satisfaites si le niveau de paiement de la rémunération variable annuelle atteint au minimum 60 % de la rémunération variable cible pour l'année considérée. Ce n'est qu'en cas d'atteinte des conditions de performance annuelles que les périodes d'activité exercées en qualité de Directeur Général seraient prises en compte pour le calcul de l'ancienneté et que la rémunération perçue au titre des fonctions de Directeur Général serait prise en considération pour l'appréciation de la moyenne des trois meilleures années de rémunération.

Le Directeur Général bénéficie d'un dispositif de retraite à prestations définies composé de deux régimes : un premier régime mis en place unilatéralement à effet du 31 mai 2005 et modifié en dernier lieu à effet du 1<sup>er</sup> septembre 2016, lequel a été gelé au 30 juin 2009, et un deuxième régime mis en place unilatéralement le 30 mars 2009, à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2009 et modifié en dernier lieu à effet du 1<sup>er</sup> septembre 2016. Ses caractéristiques sont présentées au paragraphe 3.2.3.2 du document de référence de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, dont les principaux traits sont les suivants :

- la rémunération de référence de ces régimes est la moyenne des trois meilleures années calendaires pleines de rémunération brute perçue ;

- le bénéfice de ces régimes est subordonné à une condition d'ancienneté (de 4 ans s'agissant du premier régime, et en cas d'entrée dans le groupe Rexel avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 s'agissant du deuxième régime) ;
- s'agissant du premier régime, la formule d'acquisition des droits est fixée à 2,5 % par année de service et la pension de retraite au titre de ce plan et des autres régimes de retraite supplémentaires de Rexel est plafonnée à 12,5 % de la rémunération de référence. S'agissant du deuxième régime, la formule d'acquisition est fixée à 0,50 % ou 1 % en fonction du niveau de rémunération du bénéficiaire ;
- la pension de retraite au titre de ces régimes est plafonnée à 12,5 % de la rémunération de référence s'agissant du premier régime, et 20 % s'agissant du deuxième régime ;
- la rente de réversion est fixée à 60 % (s'agissant du premier régime) et 50 % (s'agissant du deuxième régime) de la retraite supplémentaire calculée sur la base de l'ancienneté et de la rémunération de référence à la date du décès ;
- le bénéficiaire des régimes doit présenter le statut de salarié et/ou de mandataire social, et un statut et une activité de cadre dirigeant, accompagnés d'un certain niveau de responsabilité. Une condition supplémentaire d'entrée dans le groupe Rexel avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 est posée s'agissant du deuxième régime ;
- les deux régimes sont soumis à des conditions complémentaires d'affiliation au régime de l'assurance vieillesse de la Sécurité sociale française, d'intégration dans la société Rexel Développement (ou Rexel concernant le deuxième régime) à la date du départ à la retraite ou de mise en retraite, d'achèvement définitif de la carrière professionnelle au sein de la société Rexel Développement (ou Rexel concernant le deuxième régime) et de liquidation de la pension de vieillesse du régime de base de la Sécurité Sociale française ; et
- les deux régimes peuvent également être maintenus en cas de licenciement après l'âge de 55 ans (sauf faute lourde), sous réserve que l'assuré n'exerce ensuite aucune autre activité professionnelle, en cas de classement en invalidité, en cas de départ anticipé dans le cadre d'un dispositif de préretraite d'entreprise et en cas de décès avant le départ de l'entreprise.

Les engagements sont conformes aux recommandations du code AFEP-MEDEF et aux

dispositions de l'article L.225-42-1 du Code de commerce.

La provision totale enregistrée par Rexel pour l'ensemble des salariés bénéficiant de ce régime supplémentaire de retraite à prestations définies correspond à un engagement de 6,8 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Depuis septembre 2018, le Directeur Général est le dernier bénéficiaire éligible à ce dispositif de retraite à prestations définies. Ce dispositif à l'origine destiné aux cadres dirigeants disparaîtra au départ du Directeur Général, Patrick Berard. À la clôture de l'exercice 2018, le montant annuel de la rente du Directeur Général, au titre de ce dispositif, était évalué à 188 202 euros.

Le maintien des engagements est justifié par la carrière et l'ancienneté de Patrick Berard au sein du groupe Rexel. Il est nécessaire afin d'offrir à Patrick Berard une protection appropriée en cas de départ à la retraite.

En conséquence, la cinquième résolution soumet à l'assemblée des actionnaires l'approbation des engagements de retraite à prestations définies pris au profit de Patrick Berard. Le Conseil d'administration recommande l'approbation de cette résolution.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

## **2.5 Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général (sixième et septième résolutions)**

Conformément à l'article L.225-37-2 du Code de commerce, les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général sont décrits au paragraphe 3.2.2 « Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du

Code de commerce) » du document de référence de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Ce paragraphe détaille les principes de la politique de rémunération ainsi que les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des différentes composantes de rémunération actuellement prévus par type de fonctions.

Nous vous invitons à approuver ces principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général.

## **2.6 Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 aux dirigeants mandataires sociaux (huitième et neuvième résolutions)**

En application de l'article L.225-100 du Code de commerce modifié par les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 19 décembre 2016, dite loi « Sapin II », les huitième et neuvième résolutions soumettent à l'approbation des actionnaires les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à Monsieur Ian Meakins, Président du Conseil d'administration et à Monsieur Patrick Berard, Directeur Général.

Les éléments de rémunération concernés portent sur : (i) la part fixe, (ii) la part variable annuelle et, le cas échéant, la partie variable pluriannuelle avec les objectifs contribuant à la détermination de cette part variable, (iii) les rémunérations exceptionnelles et (iv) les avantages de toute nature.

Les éléments de rémunération mentionnés ci-dessus sont détaillés à la section 3.2.4 « Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature soumis à l'approbation des actionnaires (article L.225-100 du Code de commerce) » du document de référence de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 et sont repris ci-après.

**Ian Meakins, Président non-exécutif du Conseil d'administration :****Ian Meakins (Président non-exécutif du Conseil d'administration) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018**

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE SOUMIS AU VOTE	PRÉSENTATION
Rémunération fixe annuelle	500 000 euros	<p>Les principes de rémunération de Ian Meakins ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 mai 2017, ayant également eu à se prononcer sur le renouvellement de son mandat de Président du Conseil d'administration. Sur la base de ces principes, le Conseil d'administration du 13 février 2018 a fixé la rémunération fixe annuelle brute de Ian Meakins au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à 500 000 euros.</p> <p>Cette rémunération fixée pour la durée du mandat social, est inchangée depuis la nomination de Ian Meakins en qualité de Président du Conseil d'administration, le 1<sup>er</sup> octobre 2016.</p> <p>Cette rémunération avait été définie par le Conseil d'administration en tenant compte des pratiques de marchés français et européens, de la forte expertise de Ian Meakins en matière de distribution professionnelle notamment, de ses capacités reconnues de management et de son expérience internationale.</p> <p>Voir paragraphe 3.2.3.1 « Rémunération et autres avantages du Président du Conseil d'administration, Ian Meakins, pour l'exercice 2018 » du document de référence.</p>
Rémunération variable annuelle	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable annuelle.
Rémunération variable différée	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable différée.
Rémunération variable pluriannuelle	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération exceptionnelle.
Avantages de toute nature	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucun avantage en nature.
Valorisation de la rémunération long terme : attribution d'actions de performance	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération long terme.
Indemnité de départ	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune indemnité de départ.
Indemnité de non-concurrence	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune indemnité de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Non applicable	Ian Meakins ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire.

**Patrick Berard, Directeur Général :****Patrick Berard (Directeur Général) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018**

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE SOUMIS AU VOTE	PRÉSENTATION
Rémunération fixe annuelle	650 000 euros	<p>La rémunération fixe annuelle brute au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 arrêtée par le Conseil d'administration lors du renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard du 24 mai 2018 à effet au 1<sup>er</sup> juillet 2018 est de 650 000 euros.</p> <p>Cette rémunération fixée pour la durée du mandat social, est inchangée depuis la nomination de Patrick Berard en qualité de Directeur Général à effet au 1<sup>er</sup> juillet 2016.</p> <p>Cette rémunération avait été définie par le Conseil d'administration en fonction de la carrière, de l'expérience sectorielle et de la responsabilité de Patrick Berard dans cette nouvelle structure de gouvernance, ainsi qu'en tenant compte des différentes composantes de sa rémunération et des pratiques de marché.</p> <p>Voir paragraphe 3.2.3.2 « Rémunération et autres avantages du Directeur Général, Patrick Berard, pour l'exercice 2018 » du document de référence.</p>
Rémunération variable annuelle	777 660 euros	<p>La rémunération variable annuelle brute au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, arrêtée par le Conseil d'administration du 12 février 2019, est de 777 660 euros.</p> <p>La rémunération variable se composait pour 75 % d'objectifs financiers (croissance des ventes en volume, croissance de l'EBITA ajusté en volume et BFR opérationnel moyen) et pour 25 % d'objectifs individuels. La performance financière en pourcentage s'est élevée à 102,1 % et la performance individuelle à 92,5 %.</p> <p>Ce montant correspond ainsi à 99,7 % de la rémunération variable cible (la rémunération variable cible était fixée à 120 % de la rémunération fixe annuelle), soit 119,6 % de la rémunération fixe pour la période considérée.</p> <p>Pour le détail du calcul de la rémunération variable 2018, voir paragraphe 3.2.3.2 « Rémunération et autres avantages du Directeur Général, Patrick Berard, pour l'exercice 2018 » du document de référence.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement de la rémunération variable 2018 est conditionné à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.</p>
Rémunération exceptionnelle	Non applicable	Patrick Berard ne bénéficie d'aucune rémunération exceptionnelle.
Valorisation des avantages de toute nature	6 362 euros	<p>Patrick Berard bénéficie d'avantages en nature comprenant la mise à disposition d'une voiture de fonction à hauteur de 6 362 euros.</p> <p>Voir paragraphe 3.2.3.2 « Rémunération et autres avantages du Directeur Général, Patrick Berard, pour l'exercice 2018 » du document de référence.</p>
Valorisation de la rémunération long terme : attribution d'actions de performance	1 052 000 euros	<p>Conformément à l'autorisation accordée par l'Assemblée générale des actionnaires de Rexel du 24 mai 2018 (dix-septième résolution), le Conseil d'administration a décidé le 24 mai 2018 de procéder à l'attribution d'actions de performance Rexel.</p> <p>Dans ce cadre, 100 000 actions, intégralement assujetties à conditions de performance, ont été attribuées à Patrick Berard en 2018.</p> <p>Ce nombre d'actions est le nombre maximal pouvant être acquis en cas de surperformance des critères de performance et correspond à un pourcentage maximal d'acquisition de 100 %.</p> <p>Les limites spécifiques d'attribution pour les mandataires sociaux ont été respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la valeur annuelle des actions de performance attribuées est inférieure à 100 % de la rémunération annuelle fixe et variable cible au titre dudit exercice ; et</li> <li>le nombre de titres attribués à Patrick Berard est inférieur à 10 % de l'enveloppe globale d'actions de performance attribuées à l'ensemble des bénéficiaires.</li> </ul> <p>L'acquisition définitive des actions attribuées à Patrick Berard est intégralement soumise à des conditions de présence et de performance appréciées sur une durée de trois ans telles que décrites aux paragraphes 3.2.2 « Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 », 3.2.3 « Rémunérations individuelles des dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2018 » et 3.7.2.6 « Attribution gratuite d'actions » du document de référence.</p>

**Patrick Berard (Directeur Général) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018**

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE SOUMIS AU VOTE	PRÉSENTATION
Indemnité de départ	Non applicable	
Indemnité de non-concurrence	Non applicable	
Régime de retraite supplémentaire	Aucun versement	<p>Compte tenu de la carrière de Patrick Berard (né en 1953) et de son ancienneté (Patrick Berard a rejoint le groupe Rexel en 2003), le Conseil d'administration du 1<sup>er</sup> juillet 2016 a décidé de ne pas interrompre le bénéfice du dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies dans lequel Patrick Berard avait été maintenu en qualité de salarié avant sa prise de fonction de mandataire social.</p> <p>Le maintien de ce bénéfice a été confirmé par le Conseil d'administration du 24 mai 2018 qui s'est prononcé sur le renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard.</p> <p>Afin de se conformer à l'article L.225-42-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a décidé que les droits conditionnels que Patrick Berard pourrait acquérir au titre de son activité de Directeur Général dans le cadre de ce dispositif seraient soumis à des conditions de performance annuelles.</p> <p>Les critères de performance retenus par le Conseil d'administration du 1<sup>er</sup> juillet 2016 ont été alignés sur ceux de la rémunération variable annuelle du Directeur Général (part financière et part individuelle). Les conditions de performance seront considérées satisfaites si le niveau de paiement de la rémunération variable annuelle atteint au minimum 60 % de la rémunération variable cible pour l'année considérée.</p> <p>Le Conseil d'administration du 12 février 2019 a constaté la réalisation de la condition de performance pour l'exercice 2018 (le niveau de paiement de la rémunération variable 2018 ayant atteint 99,70 %). La période d'activité et la rémunération perçue au titre des fonctions de mandataire social sur la période considérée seront donc prises en considération pour le calcul des droits conditionnels (dans les limites prévues par le dispositif de retraite tel que décrit au paragraphe 3.2.3.2 « Rémunération et autres avantages du Directeur Général, Patrick Berard, pour l'exercice 2018 » du document de référence).</p>

Nous vous invitons à approuver les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à Monsieur Ian Meakins, Président du Conseil d'administration et à Monsieur Patrick Berard, Directeur Général.

## 2.7 Renouvellement et nomination des administrateurs (dixième à douzième résolutions)

### 2.7.1 Renouvellement du mandat d'administrateur d'Agnès Touraine (dixième résolution)

Les fonctions d'administrateur d'Agnès Touraine prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale du 23 mai 2019 en application des stipulations de l'article 14.2 des statuts de la Société, lequel prévoit que le Conseil d'administration se renouvelle par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans de

façon à ce qu'il soit intégralement renouvelé tous les quatre ans.

En conséquence, la dixième résolution soumet à l'approbation des actionnaires le renouvellement du mandat d'Agnès Touraine en qualité d'administrateur. Ce renouvellement interviendrait pour une durée de quatre années, soit jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022, à tenir en 2023.

Le renouvellement du mandat d'Agnès Touraine est proposé dans la mesure où elle est une administratrice indépendante et compte tenu de sa connaissance de la Société ainsi que de son expertise à l'international, dans le domaine de la stratégie, en matière réglementaire et dans le domaine du digital.

Agnès Touraine est également membre de l'Institut Français des Administrateurs.



Le détail des fonctions d'Agnès Touraine figure ci-après :

## AGNÈS TOURAINE

(64 ans)

**Adresse professionnelle :**  
IFA (Institut Français des  
Administrateurs)  
11 bis, rue Portalis  
75008 Paris – France

**Nombre d'actions Rexel détenues :**  
1 012

### Expérience et expertise

#### **Administrateur, Présidente du Comité des rémunérations**

Agnès Touraine a été cooptée en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration du 10 février 2017 en remplacement de Marianne Culver.

La cooptation d'Agnès Touraine a été approuvée par l'Assemblée générale du 23 mai 2017.

Agnès Touraine est de nationalité française.

Agnès Touraine est Présidente de l'IFA, l'Institut Français des Administrateurs.

Agnès Touraine est également Directrice Générale et fondatrice de Act III Consultants, un cabinet de conseil dédié aux transformations numériques. Auparavant, elle a été Présidente et Directrice Générale de Vivendi Universal Publishing après avoir passé 10 ans au sein du Groupe Lagardère et 4 ans chez McKinsey. Elle siège au conseil de GBL, de Keesing, de Proximus et au Conseil de surveillance de Tarkett. Elle a été précédemment administrateur non-exécutif de Cable&Wireless Plc (UK), Neopost et Darty Plc. Elle siège également aux conseils de différentes organisations à but non lucratif telles que l'IDATE et la French American Foundation.

Agnès Touraine est diplômée en droit de Sciences-Po Paris et de la Columbia University Business School (MBA).

### Durée du mandat

#### **Première nomination :**

10 février 2017 (cooptation)

#### **Mandat en cours :**

Du 10 février 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

#### **Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

- En France*
- Administrateur de Rexel
  - Présidente du Comité des rémunérations de Rexel

##### *À l'étranger*

–

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

- En France*
- Membre du Comité des nominations et des rémunérations de Rexel

##### *À l'étranger*

–

#### **Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

- En France*
- Présidente de l'IFA, *Institut Français des Administrateurs* (France – association, non cotée)
  - Membre du Conseil de surveillance de Tarkett (France – société cotée)
  - Membre du Conseil de surveillance de 21Partners (France – association, non cotée)
  - Membre du Conseil de surveillance de la *French American Foundation* (France – association, non cotée)

##### *À l'étranger*

- Administrateur de Proximus (Belgique – société cotée)
- Administrateur de Keesing (Pays-Bas – société non cotée)
- Administrateur de GBL (Belgique – société cotée)

#### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### *En France*

- Administrateur de Neopost (France – société cotée)
- Administrateur de Darty Plc (Royaume-Uni – société cotée)

##### *À l'étranger*

- Administrateur de Cable&Wireless Plc (Royaume-Uni – société cotée)

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

### 2.7.2 Renouvellement du mandat d'administrateur d'Elen Phillips (onzième résolution)

Les fonctions d'administrateur d'Elen Phillips prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale du 23 mai 2019 en application des stipulations de l'article 14.2 des statuts de la Société, lequel prévoit

que le Conseil d'administration se renouvelle par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans de façon à ce qu'il soit intégralement renouvelé tous les quatre ans.

En conséquence, la onzième résolution soumet à l'approbation des actionnaires le renouvellement du mandat d'Elen Phillips en qualité d'administrateur.

Le renouvellement du mandat d'Elen Phillips est proposé dans la mesure où elle est une administratrice indépendante et compte tenu de sa connaissance de la Société ainsi que de son expertise à l'international, en matière financière, dans le secteur de la distribution et en matière de responsabilité sociale et environnementale.

Ce renouvellement interviendrait pour une durée de quatre années, soit jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022, à tenir en 2023.

Le détail des fonctions d'Elen Phillips figure ci-après :

## ELEN PHILLIPS

(59 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel  
13, Boulevard du Fort de Vaux  
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

5 000

### Expérience et expertise

#### **Administrateur, membre du Comité d'audit et des risques et du Comité des nominations**

Elen Phillips a été cooptée en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration le 8 mars 2016 en remplacement d'Isabel Marey-Semper. La cooptation d'Elen Phillips en qualité d'administrateur ainsi que le renouvellement de son mandat d'administrateur ont été approuvés par l'Assemblée générale du 25 mai 2016.

Le renouvellement de son mandat d'administrateur sera soumis par anticipation à l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

Elen Phillips a la double nationalité britannique et américaine.

Elen Phillips a été Vice-Présidente en charge des ventes de fuel et du marketing de Shell Oil pour le continent américain à partir de 2010 et jusqu'à sa retraite du groupe Shell fin mars 2016.

Elen Phillips avait auparavant occupé diverses fonctions exécutives au sein du Groupe Shell et notamment Vice-Présidente en charge du réseau mondial de distribution de Shell International de 2004 à 2010, Responsable du réseau de distribution de Shell Retail International de 2002 à 2004 et Directeur Général en charge du développement réseau de Shell Oil de 2000 à 2002. Elen Phillips a été Directeur Général Retail Sales de la région de la Côte du Golfe des États-Unis de la société Motiva Enterprises LLC de 1998 à 2000. Elle a auparavant exercé les fonctions de Directeur commercial Retail de la région est de Shell Oil de 1997 à 1998. Elle a été consultante au sein de l'équipe transformation de l'entreprise Shell Oil de 1995 à 1997. Elen Phillips a été Directeur commercial en charge des carburants d'aviation de Shell Oil Product de 1993 à 1995. Elle a également été en charge du développement produits de Shell Chemical de 1991 à 1993 et du développement stratégique de Shell International Chemical de 1988 à 1990. Elen Phillips avait commencé sa carrière au sein du groupe Shell en 1983, où elle a été en charge du business development et du product management jusqu'en 1988.

Elen Phillips est titulaire d'une licence (B Sc) en *Chemistry & Business* (université de Salford) et d'un master en *Business Science* (Manchester Business School).

### Durée du mandat

#### **Première nomination :**

8 mars 2016 (cooptation)

#### **Mandat en cours :**

Du 25 mai 2016 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

#### **Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### **En France**

- Administrateur de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel

##### **À l'étranger**

–

##### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### **En France**

- Membre du Comité d'investissement stratégique de Rexel

##### **À l'étranger**

–

#### **Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**

##### **En cours :**

##### **En France**

–

##### **À l'étranger**

–

##### **Au cours des cinq derniers exercices :**

##### **En France**

–

##### **À l'étranger**

- Vice-Présidente, en charge des ventes de fuel et du marketing de Shell Oil pour le continent américain (États-Unis – société cotée)

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

### 2.7.3 Nomination de François Auque en qualité d'administrateur (douzième résolution)

La douzième résolution soumet à l'approbation des actionnaires la nomination de François Auque en qualité d'administrateur.

Ce mandat aurait une durée de quatre années et prendrait fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, à tenir en 2023.

François Auque est censeur du Conseil d'administration de Rexel. Il a été nommé en cette

qualité dans la perspective de remplacement de Fritz Froehlich à l'issue de l'Assemblée générale.

En cas de nomination par l'Assemblée générale, il serait également nommé en qualité de président du Comité d'audit et des risques.

François Auque remplit les conditions pour être considéré comme un administrateur indépendant et présente une expertise à l'international, managériale, en matière financière, dans le domaine de la stratégie et en matière de responsabilité sociale et environnementale.

Le détail des fonctions de François Auque figure ci-après :

## FRANÇOIS AUQUE

(62 ans)

Adresse professionnelle :

77 rue Madame  
75006 Paris - France

Nombre d'actions Rexel détenues :

-

### Expérience et expertise

#### Censeur :

François Auque est censeur auprès du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques de Rexel depuis le 24 octobre 2018 dans la perspective de proposer sa candidature en tant qu'administrateur, en remplacement de Fritz Froehlich, à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

François Auque est de nationalité française.

François Auque a été Président du Comité d'investissement d'Airbus Ventures de juillet 2016 à septembre 2018. Précédemment, il a pendant 16 ans dirigé la division Espace du groupe Airbus en tant que membre du Comité Exécutif.

Auparavant, il a été Directeur Financier d'Aérospatiale Matra après avoir été Directeur financier d'Aérospatiale, de 1991 à 2000. Il a débuté sa carrière au sein de la Cour des Comptes, puis a rejoint le Groupe Suez, et Credisuez.

Il a été membre de divers Conseils d'administration : Dassault Aviation, Ariespace, GIFAS, Starsem (Russie), MBDA, OneWeb (Royaume-Uni/États-Unis), Seraphim Space Fund (Royaume-Uni) et Président du Conseil d'administration de Bordeaux École de Management.

François Auque est diplômé d'HEC (École des hautes études commerciales), de l'IEP (l'Institut d'études politiques) et ancien élève de l'ENA (École nationale d'administration).

### Durée du mandat

#### Première nomination :

24 octobre 2018

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

#### Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

##### En cours :

##### En France

- Censeur auprès du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques de Rexel

##### À l'étranger

-

#### Au cours des cinq derniers exercices :

##### En France

-

##### À l'étranger

-

#### Mandat en cours :

Du 24 octobre 2018 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

#### Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

##### En cours :

##### En France

- Président de François Auque Consulting (France - société non cotée)

##### À l'étranger

- Membre du Conseil d'administration de CyberArk (États-Unis - société cotée)

#### Au cours des cinq derniers exercices :

##### En France

- Membre du Conseil d'administration de Ariespace (France - société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de Starsem (France - société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de MBDA (France - société non cotée)

##### À l'étranger

- Membre suppléant du Conseil d'administration de OneWeb (Royaume-Uni/États-Unis - société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de Seraphim Space Fund (Royaume-Uni - société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de Airbus España (Espagne - société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de Airbus America (États-Unis - société non cotée)

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

## 2.8 Autorisation à l'effet d'opérer sur les actions de la Société (treizième résolution)

La treizième résolution propose à l'Assemblée générale des actionnaires d'autoriser le Conseil d'administration à racheter les actions de la Société dans les limites fixées par les actionnaires de la Société et conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

L'autorisation pourrait notamment être mise en œuvre aux fins (i) d'assurer la liquidité du marché, (ii) de mettre en œuvre tout plan d'option, toute attribution gratuite d'actions ou toute autre attribution, allocation ou cession d'actions au bénéfice des salariés du groupe Rexel et de réaliser toute opération de couverture afférente à ces opérations, (iii) d'assurer la couverture des engagements au titre de droits avec règlement en espèces portant sur l'évolution positive du cours de bourse de l'action de Rexel consentis aux salariés et mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée, (iv) de la remise d'actions dans le cadre d'opérations de croissance externe, (v) de la remise d'actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières, (vi) de l'annulation de tout ou partie des actions rachetées.

L'autorisation qui serait, le cas échéant, consentie au Conseil d'administration comprend des limitations relatives au prix maximum de rachat (30 euros), au montant maximal alloué à la mise en œuvre du programme de rachat (250 millions d'euros), au volume de titres pouvant être rachetés (10 % du capital de la Société à la date de réalisation des achats) ou utilisés dans le cadre d'une opération de croissance externe (5 % du capital de la Société). En outre, la Société ne pourrait, à tout moment, détenir plus de 10 % de son capital social.

Le Conseil d'administration ne pourrait, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, poursuivre l'exécution de son programme de rachat d'actions à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Cette autorisation serait consentie pour une durée de 18 mois et priverait d'effet, pour sa partie non utilisée, l'autorisation précédemment consentie.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

## 3. Résolutions de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

### 3.1 Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions (quatorzième résolution)

Nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'administration à réduire le capital social par annulation de tout ou partie des actions acquises dans le cadre de tout programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société prévoyant cet objectif.

Les réductions de capital auxquelles le Conseil d'administration pourrait procéder en vertu de cette autorisation seraient limitées à 10 % du capital de la Société au jour de l'annulation par période de 24 mois.

Cette autorisation serait conférée pour une durée de 18 mois.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

### 3.2 Autorisations financières (quinzième à vingt-et-unième résolutions)

L'Assemblée générale des actionnaires de la Société consent régulièrement au Conseil d'administration la compétence ou les pouvoirs nécessaires afin de procéder à des émissions d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, afin de répondre aux besoins de financement du groupe Rexel.

Ainsi, les Assemblées générales extraordinaires des actionnaires de la Société du 23 mai 2017 et du 24 mai 2018 ont consenti au Conseil d'administration les délégations de compétence et autorisations figurant dans le tableau joint en Annexe 1 du présent rapport, étant rappelé que ledit tableau précise les cas et les conditions dans lesquels certaines de ces délégations et autorisations ont été utilisées.

Nous vous rappelons qu'en cas d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, la Société entend privilégier les opérations avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Néanmoins, des circonstances particulières peuvent justifier une suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en conformité avec leurs intérêts. Ainsi, la Société pourrait saisir les

opportunités offertes par les marchés financiers, notamment compte tenu de la situation actuelle de ceux-ci.

La Société pourrait également associer les salariés du groupe Rexel à son développement, notamment par l'intermédiaire d'une émission de titres qui leur serait réservée ou de l'attribution gratuite d'actions. La Société pourrait réaliser des émissions de titres sous-jacents à des titres émis par la Société ou des filiales du groupe Rexel. La suppression du droit préférentiel de souscription permettrait également la réalisation d'offres publiques d'échange ou d'acquisitions payées intégralement en titres. Enfin, l'émission de titres pourrait venir rémunérer des apports en nature de titres financiers qui ne seraient pas négociés sur un marché réglementé ou équivalent.

Ces délégations et autorisations ne pourraient pas être utilisées en période d'offre publique sur les titres de la Société initiée par un tiers, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale. Cette restriction ne concernerait pas les émissions réservées aux salariés ou les attributions gratuites d'actions.

Nous vous rappelons également que le montant maximal de l'ensemble des augmentations de capital (hors augmentation de capital par voie de capitalisation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes et hors attribution gratuite d'actions) serait de 720 millions d'euros, soit 144 millions d'actions, représentant environ 47,4 % du capital et des droits de vote de la Société. Le montant maximal de l'ensemble des augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription (hors augmentations de capital réservées aux salariés ou attributions gratuites d'actions) serait de 140 millions d'euros, soit 28 millions d'actions, représentant environ 9,2 % du capital et des droits de vote de la Société. Par ailleurs, le montant maximal des titres de créances susceptibles d'être émis ne pourrait excéder 1 milliard d'euros ou la contre-valeur en euros de ce montant à la date de la décision d'émission.

Les projets de résolutions soumis au vote de l'Assemblée générale portant sur des autorisations financières figurent ci-après.

### **3.2.1 Émission de titres avec maintien du droit préférentiel de souscription (quinzième résolution)**

La quinzième résolution vise à consentir au Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Les émissions seraient réservées aux actionnaires de la Société qui se verraient attribuer un droit

préférentiel de souscription. Ces opérations auraient donc un impact dilutif limité pour les actionnaires existants qui pourraient décider de participer à l'opération ou de céder leurs droits sur le marché.

Les opérations concerneraient l'émission d'actions ordinaires, de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre. Les valeurs mobilières pourraient prendre la forme de titres de capital ou de titres de créance.

Les augmentations de capital réalisées en application de cette délégation ne pourraient pas excéder un montant nominal maximal de 720 millions d'euros (soit 144 millions d'actions avec une valeur nominale de 5 euros). En outre, le montant maximal de l'ensemble des augmentations de capital (hors augmentation du capital par voie de capitalisation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes et hors attributions gratuites d'actions) ne pourrait excéder un montant de 720 millions d'euros.

Les émissions de titres de créance réalisées en application de cette délégation ne pourraient pas excéder un montant nominal maximal de 1 milliard d'euros. En outre, le montant de l'ensemble des titres de créance ne pourrait excéder ce montant global de 1 milliard d'euros.

Le prix de souscription des actions et/ou des valeurs mobilières susceptibles d'être émises en application de cette délégation serait fixé par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Cette délégation ne pourrait pas être utilisée en période d'offre publique sur les titres de la Société initiée par un tiers, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois et priverait d'effet à compter de la date de l'Assemblée générale toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

### **3.2.2 Émission de titres avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (seizième résolution)**

La seizième résolution vise à consentir au Conseil d'administration une délégation de compétence à

l'effet d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par voie d'offre au public.

Les émissions seraient ouvertes au public et auraient un impact dilutif pour les actionnaires existants qui seront traités comme tous les autres investisseurs. Le Conseil d'administration pourrait néanmoins octroyer une priorité (non négociable) aux actionnaires existants.

Cette délégation pourrait également être utilisée afin de rémunérer l'apport de titres effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange sur les titres de la Société ou d'une autre société admis aux négociations sur un marché réglementé. Dans ce cadre, le Conseil d'administration se prononcerait notamment sur la parité d'échange et, le cas échéant, sur le montant de la soulte en espèces à verser.

Les opérations concerneraient l'émission d'actions ordinaires, de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre. Les valeurs mobilières pourraient prendre la forme de titres de capital ou de titres de créance. L'accès au capital de la Société serait matérialisé, notamment, par la conversion ou l'échange d'une valeur mobilière ou la présentation d'un bon.

Les augmentations de capital réalisées en application de cette délégation ne pourraient pas excéder un montant nominal maximal de 140 millions d'euros. En outre, le montant maximal de l'ensemble des augmentations de capital autorisées avec suppression du droit préférentiel de souscription (hors augmentations de capital réservées aux salariés et attributions gratuites d'actions) ne pourra excéder ce montant de 140 millions d'euros.

Les émissions de titres de créances seraient limitées à un montant nominal maximal de 1 milliard d'euros.

Ces montants seraient respectivement déduits des limites fixées dans la quinzième résolution.

Le prix d'émission des actions émises en application de cette délégation de compétence serait au moins égal au minimum prévu par les dispositions réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext à Paris précédant la fixation de ce prix, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %).

Par ailleurs, le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission mentionné ci-avant.

Cette délégation ne pourrait pas être utilisée en période d'offre publique sur les titres de la Société initiée par un tiers, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois et priverait d'effet à compter de la date de l'Assemblée générale toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

### **3.2.3 Émission de titres avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie de placement privé (dix-septième résolution)**

La dix-septième résolution a pour objet de consentir au Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par voie d'offre visée à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier.

Les opérations seraient ainsi réalisées par voie de placements privés auprès, conformément aux dispositions de l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier, des personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour le compte de tiers, des investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs, sous réserve que ces deux dernières catégories agissent pour compte propre. Ces opérations auraient un impact dilutif pour les actionnaires existants qui pourraient ne pas être en mesure de participer à l'émission.

Les opérations concerneraient l'émission d'actions ordinaires, de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre. Les valeurs mobilières pourraient prendre la forme de titres de capital ou de titres de créance. L'accès au capital de la Société serait matérialisé, notamment, par la conversion ou l'échange d'une valeur mobilière ou la présentation d'un bon.



Les augmentations de capital réalisées en application de cette délégation ne pourraient pas excéder un montant nominal maximal de 140 millions d'euros.

Les émissions de titres de créances seraient limitées à un montant nominal maximal de 1 milliard d'euros.

Ces montants seraient respectivement déduits des limites fixées dans les quinzième et seizième résolutions.

En outre, les émissions de titres de capital et de titres de créance réalisées par voie de placement privé ne pourraient pas excéder les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission. À titre indicatif, à la date du présent rapport, l'émission de titres de capital réalisée par une offre visée à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier est limitée à 20 % du capital de la Société par an.

Le prix d'émission des actions émises en application de cette délégation de compétence serait au moins égal au minimum prévu par les dispositions réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext à Paris précédant la fixation de ce prix, éventuellement diminuée de la décote maximale de 5 %).

Par ailleurs, le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission mentionné ci-avant.

Cette délégation ne pourrait pas être utilisée en période d'offre publique sur les titres de la Société initiée par un tiers, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois et priverait d'effet à compter de la date de l'Assemblée générale toute délégation antérieure ayant le même objet.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

### **3.2.4 Augmentation du montant des émissions initiales (dix-huitième résolution)**

La dix-huitième résolution vise à consentir au Conseil d'administration une délégation de compétence afin d'augmenter le montant des émissions initiales décidées en application des quinzième, seizième et/ou dix-septième résolutions décrites ci-dessus, réalisées avec maintien ou suppression du droit

préférentiel de souscription des actionnaires, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission (à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale) notamment en vue d'octroyer une option de sur-allocation conformément aux pratiques de marché.

Cette résolution permettrait ainsi de rouvrir une augmentation de capital au même prix que l'opération initialement prévue en cas de sursouscription (clause dite de « *greenshoe* »).

Les opérations réalisées dans le cadre de cette délégation s'imputeraient sur le plafond applicable à l'émission initiale.

Cette délégation ne pourrait pas être utilisée en période d'offre publique sur les titres de la Société initiée par un tiers, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois et priverait d'effet à compter de la date de l'Assemblée générale toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

### **3.2.5 Fixation du prix des émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (dix-neuvième résolution)**

La dix-neuvième résolution vise à consentir au Conseil d'administration une autorisation afin de déroger aux conditions de fixation du prix prévues par les seizième et dix-septième résolutions relatives aux émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réalisées par voie d'offre au public ou d'offre visée à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier.

Ainsi, pour les actions, le prix d'émission des actions serait au moins égal au cours moyen pondéré de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors de la dernière séance de bourse précédant l'émission, diminué éventuellement d'une décote maximale de 5 %. Pour les valeurs mobilières donnant accès au capital, le prix d'émission devrait être tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de la somme susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé ci-avant.

Le Conseil d'administration pourrait faire usage de cette faculté dans la limite de 10 % du capital social par an.

Le plafond propre à cette autorisation s'imputerait sur le plafond applicable à l'émission initiale.

Cette autorisation ne pourrait pas être utilisée en période d'offre publique sur les titres de la Société initiée par un tiers, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale.

Cette autorisation serait consentie pour une durée de 26 mois et priverait d'effet à compter de la date de l'Assemblée générale toute autorisation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette autorisation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

### **3.2.6 Émission de titres en rémunération d'apports en nature avec suppression du droit préférentiel de souscription (vingtième résolution)**

La vingtième résolution vise à consentir au Conseil d'administration une délégation de pouvoirs à l'effet de décider d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital de la Société en rémunération d'apports en nature consentis à la Société et constitutifs de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Les émissions réalisées dans le cadre de cette délégation de pouvoirs ne pourraient pas excéder 10 % du capital social, apprécié au jour de la décision du Conseil d'administration. Le plafond propre à cette résolution s'imputerait sur le plafond fixé à la seizième résolution ainsi que sur celui fixé à la quinzième résolution.

Le Conseil d'administration disposerait des pouvoirs nécessaires pour se prononcer, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports, portant sur la valeur des apports et des avantages particuliers.

Cette délégation ne pourrait pas être utilisée en période d'offre publique sur les titres de la Société initiée par un tiers, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale.

Cette délégation de pouvoirs serait consentie pour une durée de 26 mois et priverait d'effet à compter

de la date de l'Assemblée générale toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

### **3.2.7 Incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres (vingt-et-unième résolution)**

La vingt-et-unième résolution vise à consentir au Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait admise.

Les augmentations de capital réalisées dans le cadre de cette délégation ne pourraient pas excéder un montant nominal maximal de 200 millions d'euros.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs, notamment pour fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont le nominal des actions existantes composant le capital social sera augmenté.

Cette délégation ne pourrait pas être utilisée en période d'offre publique sur les titres de la Société initiée par un tiers, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale.

Cette délégation de compétence serait consentie pour une durée de 26 mois et priverait d'effet à compter de la date de l'Assemblée générale toute autorisation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

### **3.3 Pouvoirs pour les formalités légales (vingt-deuxième résolution)**

La vingt-deuxième résolution concerne les pouvoirs devant être consentis en vue d'accomplir les formalités consécutives à la tenue de l'Assemblée générale, en particulier les formalités de dépôt et de publicité.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

Fait à Paris  
Le 12 février 2019  
Le Conseil d'administration

## Annexe 1

## Délégations et autorisations

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2019		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
<b>AUTORISATIONS DONT LE RENOUVELLEMENT N'EST PAS SOUMIS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2019</b>							
<b>Actionnariat salarié, attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions, attributions gratuites d'actions</b>							
Attribution d'actions de performance	24 mai 2018 (résolution 17)	26 mois (23 juillet 2020)	1,4 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration	Attribution le 24 mai 2018 de 1 900 032 actions soit 9 500 160 euros	N/A	N/A	N/A
Attribution d'actions gratuites aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux souscrivant à un plan d'actionnariat	24 mai 2018 (résolution 18)	26 mois (23 juillet 2020)	0,3 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration	N/A	N/A	N/A	N/A
Émission avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents à un plan d'épargne	24 mai 2018 (résolution 19)	26 mois (23 juillet 2020)	2 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration  Ce plafond s'impute sur le plafond de 720 M€ prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2017  Ce plafond s'impute sur le plafond de 2 % commun aux 19 <sup>e</sup> et 20 <sup>e</sup> résolutions	N/A	N/A	N/A	N/A
Émission avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée à certaines catégories de bénéficiaires pour permettre la réalisation d'opérations d'actionnariat des salariés	24 mai 2018 (résolution 20)	18 mois (23 novembre 2019)	1 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration.  Ce plafond s'impute sur le plafond de 720 M€ prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2017  Ce plafond s'impute sur le plafond de 2 % commun aux 19 <sup>e</sup> et 20 <sup>e</sup> résolutions	N/A	N/A	N/A	N/A

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2019		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND

**AUTORISATIONS DONT LE RENOUVELLEMENT EST SOUMIS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2019****Augmentation du capital social**

Émission avec maintien du droit préférentiel de souscription	23 mai 2017 (résolution 22)	26 mois (22 juillet 2019)	Titres de capital : 720 000 000 € (soit 144 000 000 d'actions)  Ce plafond est commun aux 22 <sup>e</sup> à 29 <sup>e</sup> résolutions  Titres de créance : 1 000 000 000 €  Ce plafond est commun aux 22 <sup>e</sup> à 29 <sup>e</sup> résolutions	N/A	15	26 mois	Titres de capital : 720 000 000 € (soit 144 000 000 d'actions)  Ce plafond est commun aux 16 <sup>e</sup> à 20 <sup>e</sup> résolutions  Titres de créance : 1 000 000 000 €  Ce plafond est commun aux 16 <sup>e</sup> à 20 <sup>e</sup> résolutions
Émission par voie d'offre au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription	23 mai 2017 (résolution 23)	26 mois (22 juillet 2019)	Titres de capital : 140 000 000 € (soit 28 000 000 d'actions)  Ce plafond est commun aux 23 <sup>e</sup> , 24 <sup>e</sup> et 27 <sup>e</sup> résolutions  Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution  Titres de créance : 1 000 000 000 €  Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution	N/A	16	26 mois	Titres de capital : 140 000 000 € (soit 28 000 000 d'actions)  Ce plafond est commun aux 17 <sup>e</sup> et 20 <sup>e</sup> résolutions  Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 15 <sup>e</sup> résolution  Titres de créance : 1 000 000 000 €  Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 15 <sup>e</sup> résolution
Émission par voie d'offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription	23 mai 2017 (résolution 24)	26 mois (22 juillet 2019)	Titres de capital : 140 000 000 € (soit 28 000 000 d'actions)  Ce plafond s'impute sur les plafonds prévus aux 22 <sup>e</sup> et 23 <sup>e</sup> résolutions  Titres de créance : 1 000 000 000 €  Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution	N/A	17	26 mois	Titres de capital : 140 000 000 € (soit 28 000 000 d'actions)  Ce plafond s'impute sur les plafonds prévus aux 15 <sup>e</sup> et 16 <sup>e</sup> résolutions  Titres de créance : 1 000 000 000 €  Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 15 <sup>e</sup> résolution

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2019		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Autorisation consentie à l'effet d'augmenter le montant de l'émission initiale avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription	23 mai 2017 (résolution 25)	26 mois (22 juillet 2019)	15 % de l'émission initiale  Ce plafond s'impute sur le plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution	N/A	18	26 mois	15 % de l'émission initiale  Ce plafond s'impute sur le plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond prévu à la 15 <sup>e</sup> résolution
Fixation du prix des émissions réalisées par voie d'offre au public ou d'offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10 % du capital par an	23 mai 2017 (résolution 26)	26 mois (22 juillet 2019)	10 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration fixant le prix d'émission par an  Ce plafond s'impute sur le plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond prévu à la 22 <sup>e</sup> résolution	N/A	19	26 mois	10 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration fixant le prix d'émission par an  Ce plafond s'impute sur le plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond prévu à la 15 <sup>e</sup> résolution
Émission dans la limite de 10 % du capital, en rémunération d'apports en nature	23 mai 2017 (résolution 27)	26 mois (22 juillet 2019)	10 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration décidant l'émission  Ce plafond s'impute sur les plafonds prévus aux 22 <sup>e</sup> et 23 <sup>e</sup> résolutions	N/A	20	26 mois	10 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration décidant l'émission  Ce plafond s'impute sur les plafonds prévus aux 15 <sup>e</sup> et 16 <sup>e</sup> résolutions
Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait admise	23 mai 2017 (résolution 30)	26 mois (22 juillet 2019)	200 000 000 € (soit 40 000 000 d'actions)  Ce plafond ne s'impute sur aucun plafond	N/A	21	26 mois	200 000 000 € (soit 40 000 000 d'actions)  Ce plafond ne s'impute sur aucun plafond
<b>Réduction du capital par annulation d'actions</b>							
Réduction de capital par annulation d'actions	24 mai 2018 (résolution 19)	18 mois (23 novembre 2019)	10 % du capital à la date d'annulation par période de 24 mois	N/A	14	18 mois	10 % du capital à la date d'annulation par période de 24 mois

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 MAI 2019		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
<b>Rachat par Rexel de ses propres actions</b>							
Rachat d'actions	24 mai 2018 (résolution 15)	18 mois (23 novembre 2019)	10 % du capital à la date de réalisation Montant maximum total : 250 000 000 € Prix maximum de rachat : 30 €	Utilisation dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Natixis à des fins d'animation du marché : • acquisition de 5 856 747 actions à un prix moyen de 13,70 euros ; et • cession de 5 639 142 actions à un prix moyen de 13,83 euros  Utilisation dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Natixis et Oddo, à des fins d'animation du marché : • acquisition de 4 962 587 actions à un prix moyen de 11,93 euros ; et • cession de 4 787 418 actions à un prix moyen de 12,07 euros	13	18 mois	10 % du capital à la date de réalisation Montant maximum total : 250 000 000 € Prix maximum de rachat : 30 €

## 6.2 Texte des projets de résolutions proposés à l'Assemblée générale mixte du 23 mai 2019

### I. De la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

#### Première résolution

*(Approbation des comptes sociaux de l'exercice  
clos le 31 décembre 2018)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux  
conditions de quorum et de majorité requises pour  
les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance des rapports du  
Conseil d'administration et des Commissaires aux  
comptes sur les comptes sociaux pour l'exercice clos  
le 31 décembre 2018,

Approuve les comptes sociaux, à savoir le bilan, le  
compte de résultat et les annexes, de l'exercice clos  
le 31 décembre 2018 tels qu'ils lui ont été présentés,  
ainsi que les opérations traduites dans ces comptes  
et résumées dans ces rapports.

Ces comptes se traduisent par un bénéfice de  
26 018 952,44 euros.

En application des dispositions de l'article 223 quater  
du Code général des impôts, l'Assemblée générale  
approuve le montant global des dépenses et charges  
visées à l'article 39-4 du Code général des impôts qui  
s'est élevé à 9 996 euros au cours de l'exercice écoulé,  
correspondant à un impôt sur les sociétés pris en  
charge pour un montant de 3 441,6 euros.



**Deuxième résolution**

*(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018,

Approuve les comptes consolidés, à savoir le bilan, le compte de résultat et les annexes, de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Ces comptes se traduisent par un bénéfice de 152,3 millions d'euros.

**Troisième résolution**

*(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018, distribution en numéraire et prélèvement sur la prime d'émission)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui s'élève à 26 018 952,44 euros de la façon suivante :

**Origine du résultat à affecter :**

• résultat de l'exercice 2018	26 018 952,44 euros
• report à nouveau antérieur au 31 décembre 2018	3 303 697,98 euros
<b>Total</b>	<b>29 322 650,42 euros</b>

**Affectation :**

• 5 % à la réserve légale	1 300 947,62 euros
---------------------------	--------------------

**Solde 28 021 702,80 euros**

L'Assemblée générale des actionnaires décide de fixer la distribution à 0,44 euro par action donnant droit à cette distribution et attaché à chacune des actions y ouvrant droit, répartie de la façon suivante

**Distribution proposée :** 132 827 278,76 euros

**Prélevée sur les postes suivants :**

• Bénéfice distribuable au 31 décembre 2018	28 021 702,80 euros
• Prime d'émission	104 805 575,96 euros

En conséquence, le compte « report à nouveau » s'élèverait à 0 euro et le compte « prime d'émission » serait ramené de 1 553 997 187,94 euros à 1 449 191 611,98 euros.

Le droit à cette distribution sera détaché de l'action le 3 juillet 2019 et la distribution sera mise en paiement le 5 juillet 2019.

Le montant global de distribution de 132 827 278,76 euros a été déterminé sur la base d'un nombre d'actions composant le capital social de 303 988 899 actions au 31 décembre 2018 et d'un nombre d'actions détenues par la Société de 2 108 720 actions à cette même date.

Le montant global de la distribution et, par conséquent, le montant du report à nouveau et, le cas échéant, de la prime d'émission, seront ajustés afin de tenir compte du nombre d'actions détenues par la Société à la date de mise en paiement de la distribution qui n'ouvrent pas droit aux distributions et, le cas échéant, des actions nouvelles ouvrant droit aux distributions émises en cas d'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement. Préalablement à la mise en paiement de la distribution, le Conseil d'administration ou, sur délégation, le Directeur Général, constatera le nombre d'actions détenues par la Société ainsi que le nombre d'actions supplémentaires qui auront été émises du fait de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement ; les sommes nécessaires au paiement de la distribution attachée aux actions émises pendant cette période seront prélevées sur le compte « report à nouveau » et, le cas échéant, sur le compte « prime d'émission ».

Concernant le traitement fiscal de la distribution de 0,44 euro par action proposée aux actionnaires de la Société, il est précisé, sous réserve de possibles ajustements liés aux éventuelles variations mentionnées au paragraphe ci-dessus, que la distribution aura la nature fiscale :

- à hauteur de 0,09 euro environ (sur la base d'un montant de 28 021 702,80 euros, prélevé sur les bénéfices et réserves distribuables, réparti sur 301 880 179 titres) d'un revenu mobilier imposable, pour les actionnaires personnes physiques résidant en France, à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8 %. Sur option de l'actionnaire, les dividendes peuvent être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu : ils sont alors éligibles à un abattement de 40 % en application de l'article 158-3-2° du Code général des impôts. Il est en tout état de cause recommandé aux actionnaires de consulter leur conseil fiscal habituel afin d'étudier avec lui leur situation particulière ; et

- à hauteur de 0,35 euro environ (sur la base d'un montant de 104 805 575,96 euros, prélevé sur la « prime d'émission », réparti sur 301 880 179 titres), d'un remboursement d'apport ou de prime d'émission au sens de l'article 112 du Code général des impôts, non imposable pour les actionnaires

personnes physiques résidant en France mais qui devra venir en réduction du prix de revient fiscal de l'action.

Pour les trois derniers exercices, les sommes distribuées aux actionnaires ont été les suivantes :

	2017	2016	2015
Dividende par action	0,42 euro <sup>(1)</sup>	0,40 euro <sup>(1)</sup>	0,40 euro
Nombre d'actions rémunérées	302 027 053	302 056 728	300 767 957
Dividende total	126 851 362,26 <sup>(1)</sup>	120 822 691 euros <sup>(1)</sup>	120 307 183 euros

(1) Montant(s) éligible(s) à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, tel qu'indiqué à l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

#### Quatrième résolution

*(Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce,

Prend acte des informations relatives aux conventions conclues et aux engagements pris au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours du dernier exercice également mentionné dans ledit rapport spécial.

#### Cinquième résolution

*(Approbation des engagements de retraite de Monsieur Patrick Berard en sa qualité de Directeur Général)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce :

- Prend acte de la décision du Conseil d'administration du 24 mai 2018 de renouveler le mandat de Directeur Général de Monsieur Patrick Berard à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2018 ;
- Prend acte de la décision du Conseil d'administration du 24 mai 2018 d'approuver l'engagement réglementé visé à l'article L.225-

42-1 du Code de commerce, pris par la Société au bénéfice de Monsieur Patrick Berard à l'occasion du renouvellement de son mandat de Directeur Général ; et

- Approuve les engagements de retraite à prestations définies pris par le Conseil d'administration du 24 mai 2018 à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au bénéfice de Monsieur Patrick Berard en sa qualité de Directeur Général, conformément aux dispositions de l'article L.225-42-1 du Code de commerce relatés dans ledit rapport spécial.

#### Sixième résolution

*(Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'administration pour l'exercice 2019)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du chapitre 3 du document de référence de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément aux articles L.225-37 et L.225-37-2 du Code de commerce, et plus particulièrement du paragraphe 3.2.2 « Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du Code de commerce) »,

Approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'administration

à raison de son mandat pour l'exercice 2019, tels que détaillés dans ledit document.

### Septième résolution

*(Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général pour l'exercice 2019)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du chapitre 3 du document de référence de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément aux articles L.225-37 et L.225-37-2 du Code de commerce, et plus particulièrement du paragraphe 3.2.2 « Politique de rémunération applicable aux dirigeants mandataires sociaux pour l'exercice 2019 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du Code de commerce) »,

Approuve les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général à raison de son mandat pour l'exercice 2019, tels que détaillés dans ledit document.

### Huitième résolution

*(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 à Monsieur Ian Meakins, Président du Conseil d'administration)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du chapitre 3 du document de référence de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément aux articles L.225-37 et L.225-37-2 du Code de commerce, et plus particulièrement du paragraphe 3.2.4 « Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature soumis à l'approbation des actionnaires (article L.225-100 du Code de commerce) »,

Approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à Monsieur Ian Meakins, Président du Conseil d'administration, tels que présentés dans le document de référence de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, section 3.2.4 « Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature soumis à l'approbation des actionnaires (article L.225-100 du Code de commerce) ».

### Neuvième résolution

*(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 à Monsieur Patrick Berard, Directeur Général)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du chapitre 3 du document de référence de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément aux articles L.225-37 et L.225-37-2 du Code de commerce, et plus particulièrement du paragraphe 3.2.4 « Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature soumis à l'approbation des actionnaires (article L.225-100 du Code de commerce) »,

Approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à Monsieur Patrick Berard, Directeur Général, tels que présentés dans le document de référence de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, section 3.2.4 « Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature soumis à l'approbation des actionnaires (article L.225-100 du Code de commerce) ».

### Dixième résolution

*(Renouvellement du mandat d'administrateur d'Agnès Touraine)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Conformément à l'article L.225-18 du Code de commerce :

1. Prend acte de la fin du mandat d'administrateur d'Agnès Touraine à l'issue de la présente Assemblée générale en application des stipulations de l'article 14.2 des statuts de la Société, lequel prévoit que le Conseil d'administration se renouvelle par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans de façon à ce qu'il soit intégralement renouvelé tous les quatre ans ; et
2. Décide de renouveler le mandat d'administrateur d'Agnès Touraine, pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, à tenir en 2023.

Agnès Touraine a fait savoir qu'elle acceptait le renouvellement de son mandat et qu'elle n'exerçait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

### Onzième résolution

*(Renouvellement du mandat d'administrateur d'Elen Phillips)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Conformément à l'article L.225-18 du Code de commerce :

1. Prend acte de la fin du mandat d'administrateur d'Elen Phillips à l'issue de la présente Assemblée générale en application des stipulations de l'article 14.2 des statuts de la Société, lequel prévoit que le Conseil d'administration se renouvelle par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans de façon à ce qu'il soit intégralement renouvelé tous les quatre ans ; et
2. Décide de renouveler le mandat d'administrateur d'Elen Phillips pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, à tenir en 2023.

Elen Phillips a fait savoir qu'elle acceptait le renouvellement de son mandat et qu'elle n'exerçait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

### Douzième résolution

*(Nomination de François Auque en qualité d'administrateur)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Constatant que le mandat de membre du Conseil d'administration de Fritz Froehlich vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée générale et que celui-ci n'a pas exprimé le souhait d'être à nouveau renouvelé, conformément à l'article L. 225-18 du Code de commerce, nomme en qualité de nouveau membre du Conseil d'administration François Auque, demeurant 77 rue Madame, 75006 Paris, pour une durée de quatre années qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, à tenir en 2023.

François Auque a fait savoir qu'il acceptait par avance le mandat et qu'il n'exerçait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

### Treizième résolution

*(Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Décide d'autoriser le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, des articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») et de la réglementation européenne applicable aux abus de marché, à acquérir ou faire acquérir des actions de la Société en vue, par ordre de priorité décroissant :

- d'assurer la liquidité et d'animer le marché des actions de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- d'honorer les obligations liées à des attributions d'options sur actions, des attributions gratuites d'actions ou à d'autres attributions, allocations ou

cessions d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée et réaliser toute opération de couverture afférente à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques où le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration agira ;

- d'assurer la couverture des engagements de la Société au titre de droits, avec règlement en espèces portant sur l'évolution positive du cours de bourse de l'action de la Société, consentis aux salariés et mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée ;
- de conserver et de remettre ultérieurement des actions de la Société à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, conformément à la réglementation applicable ;
- de remettre des actions de la Société à l'occasion d'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès par tout moyen, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées, dans les conditions prévues par la loi, sous réserve d'une autorisation par l'Assemblée générale extraordinaire ; et
- de mettre en œuvre toute autre pratique qui viendrait à être admise ou reconnue par la loi ou par l'AMF ou tout autre objectif qui serait conforme à la réglementation en vigueur.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourra être effectué ou payé par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par voie d'opérations sur blocs de titres ou d'offre publique, de mécanismes optionnels, d'instruments dérivés, d'achat d'options ou de valeurs mobilières dans le respect des conditions réglementaires applicables. La part du programme réalisée sous forme de bloc pourra atteindre l'intégralité du programme de rachat d'actions.

Cette autorisation pourra être mise en œuvre dans les conditions suivantes :

- le nombre maximum d'actions dont la Société pourra faire l'acquisition au titre de la présente résolution ne pourra excéder la limite de 10 % des actions composant le capital social à la date de réalisation du rachat des actions de la Société ;
- le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital social ;

- le montant maximum global destiné au rachat des actions de la Société ne pourra dépasser 250 millions d'euros ;
- le prix maximum d'achat par action de la Société est fixé à 30 euros, étant précisé qu'en cas d'opération sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement des actions, ce prix maximum d'achat sera ajusté en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération concernée et le nombre d'actions après ladite opération ; et
- les actions détenues par la Société ne pourront représenter à quelque moment que ce soit plus de 10 % de son capital social.

Les actions rachetées et conservées par la Société seront privées de droit de vote et ne donneront pas droit au paiement du dividende.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, poursuivre l'exécution de son programme de rachat d'actions à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de délégation à toute personne conformément aux dispositions législatives et réglementaires, en vue d'assurer l'exécution de ce programme de rachat d'actions propres, et notamment pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et tous autres organismes, établir tous documents, notamment d'information, procéder à l'affectation et, le cas échéant, réaffectation, dans les conditions prévues par la loi, des actions acquises aux différentes finalités poursuivies, remplir toutes formalités et d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

La présente autorisation est donnée pour une période de 18 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Cette autorisation prive d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute autorisation antérieure ayant le même objet et remplace l'autorisation donnée à la quinzième résolution par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société du 24 mai 2018.

Le Conseil d'administration informera chaque année l'Assemblée générale des opérations réalisées dans



le cadre de la présente résolution, conformément à l'article L.225-211 du Code de commerce.

## II. Résolutions de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

### Quatorzième résolution

*(Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

Autorise le Conseil d'administration à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par annulation de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre de tous programmes de rachat d'actions autorisés par l'Assemblée générale des actionnaires, dans la limite de 10 % du capital de la Société existant au jour de l'annulation par période de 24 mois, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce.

Cette autorisation est donnée pour une période de 18 mois à compter de la date de la présente Assemblée générale.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour :

- procéder à la réduction de capital par annulation des actions ;
- arrêter le montant définitif de la réduction de capital ;
- en fixer les modalités et en constater la réalisation ;
- imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes disponibles ; et
- généralement, faire le nécessaire pour la mise en œuvre de la présente autorisation, modifier, en conséquence, les statuts et accomplir toutes formalités requises.

La présente autorisation prive d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute autorisation antérieure ayant le même objet et remplace l'autorisation donnée à la seizième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du 24 mai 2018.

### Quinzième résolution

*(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, après avoir constaté la libération intégrale du capital social et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L.225-129-2, L.225-132, L.225-133 et L.225-134, et aux dispositions des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce :

1. Délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros, monnaies étrangères ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créances, ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, dont la souscription pourra être opérée en numéraire, notamment par compensation avec des créances liquides et exigibles, ou pour partie en numéraire et pour partie par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;
2. Décide que sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;



3. Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en application de la présente délégation est fixé à 720 millions d'euros, étant précisé que :

- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation, ainsi qu'en vertu des seizième à vingtième résolutions soumises à la présente Assemblée générale, et des dix-neuvième et vingtième résolutions de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2018 ne pourra excéder ce montant global de 720 millions d'euros ; et
- à ce plafond global s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

4. Décide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en application de la présente délégation de compétence ne pourra excéder 1 milliard d'euros ou la contre-valeur en euros de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que :

- le montant de l'ensemble des titres de créance dont l'émission est susceptible d'être réalisée en application de la présente résolution, ainsi qu'en vertu des seizième à vingtième résolutions soumises à la présente Assemblée générale ne pourra excéder ce montant global de 1 milliard d'euros ;
- ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce ni aux autres titres de créance visés aux articles L.228-92 dernier alinéa, L.228-93 dernier alinéa et L.228-94 dernier alinéa du Code de commerce ; et
- ce plafond sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;

5. Décide que, conformément aux dispositions légales et dans les conditions fixées par le Conseil d'administration, les actionnaires ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux actions ordinaires, aux valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de

la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances ainsi qu'aux valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, émises en vertu de la présente délégation de compétence. Le Conseil d'administration pourra instituer au profit des actionnaires un droit préférentiel de souscription à titre réductible qui s'exercera proportionnellement à leurs droits de souscription et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions, de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances ainsi que de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société, décidée en application de la présente délégation, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, une ou plusieurs des facultés offertes par l'article L.225-134 du Code de commerce, à savoir :

- limiter, le cas échéant, l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ; ou
- offrir au public tout ou partie des actions non souscrites ;

6. Prend acte que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;

7. Décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées soit par souscription en numéraire dans les conditions prévues ci-dessus, soit par attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes.

En cas d'attribution gratuite de bons autonomes de souscription, le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondant seront vendus ;

8. Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour

mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :

- décider l'émission des titres et déterminer les conditions et modalités de toute émission, notamment le montant, les dates, le prix d'émission, les modalités de libération, la date de jouissance (avec une date de jouissance éventuellement rétroactive), les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation donneront accès à des titres de capital de la Société ;
- déterminer la nature, le nombre et les caractéristiques des titres à émettre (y compris, le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société, attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre) et, lorsque les valeurs mobilières à émettre consisteront en ou seront associées à des titres de créance, leur durée (déterminée ou non), leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, le rang de subordination), leur rémunération, les cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société) ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les caractéristiques visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
- fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales applicables ;
- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires ;
- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;

- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; et
- prendre toutes mesures utiles et conclure tous accords à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, en particulier en vue de la bonne fin des émissions envisagées et en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;

9. Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
10. Décide que la présente délégation est valable, à compter de la présente Assemblée générale, pour une durée de 26 mois ; et
11. Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

#### Seizième résolution

*(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, après avoir constaté la libération intégrale du capital social, et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L.225-129-2, L.225-135 et L.225-136, aux dispositions de l'article L. 225-148 du Code de

commerce, et aux dispositions des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce :

1. Délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour décider l'émission, par voie d'offre au public telle que définie aux articles L.411-1 et suivants du Code monétaire et financier en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros, monnaies étrangères ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, à l'émission (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créances, ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, dont la souscription pourra être opérée en numéraire, notamment par compensation avec des créances liquides et exigibles ;
2. Décide que sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;
3. Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en application de la présente délégation est fixé à 140 millions d'euros, étant précisé que :
  - le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global de 720 millions d'euros fixé à la quinzième résolution ci-dessus ;
  - le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi qu'en vertu des dix-septième et vingtième résolutions ne pourra excéder ce plafond de 140 millions d'euros ; et
  - à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver,

conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès au capital de la Société ;

4. Décide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en application de la présente délégation de compétence ne pourra excéder 1 milliard d'euros ou la contre-valeur en euros de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que :
  - ce plafond sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;
  - ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce ni aux autres titres de créance visés aux articles L.228-92 dernier alinéa, L.228-93 dernier alinéa et L.228-94 dernier alinéa du Code de commerce ; et
  - ce montant s'impute sur le plafond global de 1 milliard d'euros pour l'émission des titres de créance fixé à la quinzième résolution ci-dessus ;
5. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres susceptibles d'être émis en application de la présente délégation, en laissant toutefois au Conseil d'administration le pouvoir d'instituer au profit des actionnaires un droit de priorité à titre irréductible et/ou réductible ne donnant pas droit à la création de droits négociables, en application des dispositions de l'article L.225-135 du Code de commerce ;
6. Prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation donnent droit ;
7. Décide que, sans préjudice des termes de la dix-neuvième résolution ci-après :
  - le prix d'émission des actions nouvelles émises sera fixé conformément aux dispositions légales applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext à Paris précédant la fixation de ce prix, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %) ; et

- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini à l'alinéa précédent ;
8. Décide que si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital telles que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, une ou plusieurs des facultés suivantes :
    - limiter, le cas échéant, l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
    - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ; ou
    - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;
  9. Décide que le Conseil d'administration pourra faire usage de la présente délégation à l'effet de rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société sur ses propres titres ou les titres d'une autre société, dans les limites et sous les conditions prévues par l'article L.225-148 du Code de commerce ;
  10. Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée, conformément aux dispositions légales, pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :
    - décider l'émission des titres et déterminer les conditions et modalités de toute émission, notamment le montant, les dates, le prix d'émission, les modalités de libération, la date de jouissance (avec une date de jouissance éventuellement rétroactive), les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation donneront accès à des titres de capital de la Société ;
    - déterminer la nature, le nombre et les caractéristiques des titres à émettre (y compris, le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société, attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre) et, lorsque les valeurs mobilières à émettre consisteront en ou seront associées à des titres de créance, leur durée (déterminée ou non), leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, le rang de subordination), leur rémunération, les cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société) ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les caractéristiques visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
    - fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales applicables ;
    - prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
    - fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
    - en cas d'émission de titres à l'effet de rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser sans que les modalités de détermination de prix du paragraphe 7 de la présente résolution trouvent à s'appliquer, constater le nombre de titres apportés à l'échange, et déterminer les conditions d'émission ;
    - à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; et
    - prendre toutes mesures utiles et conclure tous accords à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, en particulier en vue de la bonne fin des émissions envisagées et en constater la réalisation et procéder à

la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;

11. Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
12. Décide que la présente délégation est valable, à compter de la présente Assemblée générale, pour une durée de 26 mois ; et
13. Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

#### Dix-septième résolution

*(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre visée à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, après avoir constaté la libération intégrale du capital social, et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L.225-129-2, L.225-135 et L.225-136, et aux dispositions des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce :

1. Délègue au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour décider l'émission, par voie d'offre visée à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier (c'est-à-dire une offre qui s'adresse exclusivement (i) aux personnes fournissant le service d'investissement de

gestion de portefeuille pour compte de tiers ou (ii) à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs, sous réserve que ces investisseurs agissent pour compte propre), en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros, monnaies étrangères ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, à l'émission (i) d'actions ordinaires, ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créances, ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital dont la souscription pourra être opérée en numéraire, notamment par compensation avec des créances liquides et exigibles ;

2. Décide que sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;
3. Décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en application de la présente délégation est fixé à 140 millions d'euros étant précisé que :

- les émissions de titre de capital réalisées en vertu de la présente délégation par une offre visée à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier ne pourront pas excéder les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission (à titre indicatif, au jour de la présente Assemblée générale, l'émission de titres de capital réalisée par une offre visée à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier est limitée à 20 % du capital de la Société par an, ledit capital étant apprécié au jour de la décision du Conseil d'administration d'utilisation de la présente délégation) ;
- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant nominal maximum de 140 millions d'euros prévu par la seizième résolution ci-dessus et sur le plafond nominal global de 720 millions d'euros fixé à la quinzième résolution ci-dessus ; et



- à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
4. Décide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en application de la présente délégation de compétence ne pourra excéder 1 milliard d'euros ou la contre-valeur en euros de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que :
    - ce plafond sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;
    - ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce ni aux autres titres de créance visés aux articles L.228-92 dernier alinéa, L.228-93 dernier alinéa et L.228-94 dernier alinéa du Code de commerce ; et
    - ce montant s'impute sur le plafond global de 1 milliard d'euros pour l'émission des titres de créance fixé à la quinzième résolution ci-dessus.
  5. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres susceptibles d'être émis en application de la présente délégation ;
  6. Prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation donnent droit ;
  7. Décide que, sans préjudice des termes de la dix-neuvième résolution ci-après :
    - le prix d'émission des actions nouvelles émises sera fixé conformément aux dispositions légales applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext à Paris précédant la fixation de ce prix, éventuellement diminuée de la décote maximale de 5 %) ; et
    - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini à l'alinéa précédent ;
  8. Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée, conformément aux dispositions légales, pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :
    - décider l'émission des titres et déterminer les conditions et modalités de toute émission, notamment le montant, les dates, le prix d'émission, les modalités de libération, la date de jouissance (avec une date de jouissance éventuellement rétroactive), les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation donneront accès à des titres de capital de la Société ;
    - déterminer la nature, le nombre et les caractéristiques des titres à émettre (y compris, le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société, attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre) et, lorsque les valeurs mobilières à émettre consisteront en ou seront associées à des titres de créance, leur durée (déterminée ou non), leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, le rang de subordination), leur rémunération, les cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société) ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les caractéristiques visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
    - fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales applicables ;
    - prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en



conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
  - à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; et
  - prendre toutes mesures utiles et conclure tous accords à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, en particulier en vue de la bonne fin des émissions envisagées et en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;
9. Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
  10. Décide que la présente délégation est valable, à compter de la présente Assemblée générale, pour une durée de 26 mois ; et
  11. Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

#### Dix-huitième résolution

*(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le montant des émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en application des quinzième, seizième et dix-septième résolutions)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial

des Commissaires aux comptes, et statuant conformément à l'article L.225-135-1 du Code de commerce,

1. Délègue au Conseil d'administration, sa compétence, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, à l'effet de décider d'augmenter le nombre d'actions, de titres de capital ou autres valeurs mobilières à émettre dans le cadre de toute émission réalisée en application des quinzième, seizième et dix-septième résolutions ci-avant, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission (à ce jour, pendant un délai de 30 jours à compter de la clôture de la souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale) ;
2. Décide que le montant nominal des émissions décidées en application de la présente délégation s'imputera sur le montant du plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond nominal global de 720 millions d'euros prévu à la quinzième résolution de la présente Assemblée générale ;
3. Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
4. Décide que la présente délégation est valable, à compter de la présente Assemblée générale, pour une durée de 26 mois ; et
5. Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

#### Dix-neuvième résolution

*(Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de fixer le prix des émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, réalisées par voie d'offre au public ou d'offre visée à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10 % du capital par an)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L.225-136 du Code de commerce :

1. Autorise le Conseil d'administration avec faculté de subdélégation à toute personne conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour les émissions (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créances, ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société réalisées en vertu des seizième et dix-septième résolutions de la présente Assemblée générale, à décider de déroger aux conditions de fixation de prix prévues par lesdites seizième et dix-septième résolutions, conformément aux dispositions de l'article L.225-136 1° deuxième alinéa, et de le fixer conformément aux conditions suivantes :
  - le prix d'émission des actions sera au moins égal au cours moyen pondéré de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors de la dernière séance de bourse précédant l'émission, diminué éventuellement d'une décote maximale de 5 % ; et
  - pour les valeurs mobilières donnant accès au capital, le prix d'émission devra être tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de la somme susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé ci-dessus ;
2. Décide que le montant nominal maximum d'augmentation de capital résultant de la mise en œuvre de la présente autorisation ne pourra excéder 10 % du capital social par an (ledit capital étant apprécié au jour de la décision du Conseil d'administration fixant le prix de l'émission), étant précisé que ce plafond s'imputera sur le montant du plafond applicable prévu à la seizième résolution ou à la dix-septième résolution selon le cas et sur le plafond nominal global de 720 millions d'euros prévu à la quinzième résolution de la présente Assemblée générale ;
3. Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation

à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, notamment à l'effet de conclure tous accords à cet effet, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de toute émission ;

4. Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente autorisation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
5. Décide que la présente autorisation est valable, à compter de la présente Assemblée générale, pour une durée de 26 mois ; et
6. Décide que la présente autorisation prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette autorisation.

#### Vingtième résolution

*(Délégation de pouvoirs à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société dans la limite de 10 % du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en rémunération d'apports en nature consentis à la Société)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L.225-147 alinéa 6 du Code de commerce :

1. Délègue au Conseil d'administration, lorsque les dispositions de l'article L.225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables, avec faculté de subdélégation à toute personne conformément aux dispositions législatives et réglementaires, les pouvoirs nécessaires pour décider sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionné au 2° alinéa de l'article L.225-147 du Code de commerce, l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs

mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital de la Société en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

2. Décide que le plafond du montant nominal de(s) augmentation(s) de capital, immédiate(s) ou à terme(s), susceptible(s) d'être réalisée(s) en application de la présente délégation est fixé à 10 % du capital de la Société apprécié au jour de la décision du Conseil d'administration décidant l'émission, étant précisé que :

- ledit plafond s'impute sur le montant nominal maximum de 140 millions d'euros prévu par la seizième résolution de la présente Assemblée générale et sur le plafond nominal global de 720 millions d'euros fixé à la quinzième résolution de la présente Assemblée générale ; et
- ledit plafond ne tient pas compte du montant nominal des actions supplémentaires à émettre, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux éventuelles stipulations contractuelles prévoyant d'autres ajustements, visant à préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. Décide de supprimer, en tant que de besoin, le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions ordinaires ou valeurs mobilières au profit des porteurs de titres de capital ou de valeurs mobilières, objets de l'apport en nature, et prend acte que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit ;

4. Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, et, notamment à l'effet de :

- statuer, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionné au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article L.225-147 du Code de commerce, sur l'évaluation des apports et, le cas échéant, l'octroi des avantages particuliers et leurs valeurs ;
- arrêter le nombre de titres à émettre en rémunération des apports ainsi que la date de jouissance des titres à émettre ;

- imputer, le cas échéant, s'il le juge opportun, les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions sur le montant des primes correspondantes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ; et
- constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts, procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports ;

5. Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de pouvoirs à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
6. Décide que la présente délégation est valable, à compter de la présente Assemblée générale, pour une durée de 26 mois ; et
7. Décide que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

#### Vingt-et-unième résolution

*(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait admise)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L.225-130 du Code de commerce :

1. Délègue au Conseil d'administration, avec faculté de délégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera par incorporation successive ou simultanée de réserves, bénéfices, primes d'émission, d'apport ou de fusion ou toutes autres sommes dont la capitalisation serait légalement et statutairement admise, sous forme d'attribution d'actions gratuites et/ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ;

2. Décide que le montant nominal d'augmentation de capital pouvant être réalisée dans le cadre de la présente délégation ne pourra excéder 200 millions d'euros étant précisé que :
  - à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant droit à des titres de capital de la Société ; et
  - le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente résolution ne s'imputera pas sur le plafond global fixé par la quinzième résolution de la présente Assemblée générale ;
3. Décide qu'en cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution d'actions gratuites et conformément aux dispositions de l'article L.225-130 du Code de commerce, le Conseil d'administration pourra décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans les conditions législatives et réglementaires applicables ;
4. Confère au Conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, et, notamment de :
  - fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital ;
  - fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont le nominal des actions existantes composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet ; et
  - constater la réalisation de chaque augmentation de capital et généralement prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités requises pour la bonne fin de chaque augmentation de capital et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;
5. Décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
6. Décide que la présente délégation est consentie pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée ; et
7. Décide que la présente délégation prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

#### **Vingt-deuxième résolution**

##### *(Pouvoirs pour les formalités légales)*

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, confère tous pouvoirs aux porteurs d'un original, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

[Cette page est intentionnellement laissée en blanc]



A nighttime photograph of a city, likely Madrid, with warm streetlights illuminating the buildings and a dark blue sky with some clouds. A large, semi-transparent dark rectangle is overlaid on the left side of the image, containing the chapter number and title.

# 7.

## Responsable du document de référence. Contrôleurs légaux des comptes







# Sommaire



<b>7.1</b>	<b>Responsable du document de référence</b>	<b>384</b>
7.1.1	Responsable du document de référence	384
7.1.2	Attestation du responsable du document de référence	384
7.1.3	Responsable de l'information financière	384
7.1.4	Calendrier indicatif de l'information financière	384

<b>7.2</b>	<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	<b>385</b>
7.2.1	Commissaires aux comptes titulaires	385
7.2.2	Commissaire aux comptes suppléant	385
<b>7.3</b>	<b>Documents accessibles au public</b>	<b>385</b>

## 7.1 Responsable du document de référence

### 7.1.1 Responsable du document de référence

Patrick Berard, Directeur Général de Rexel.

### 7.1.2 Attestation du responsable du document de référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport de gestion inclus dans le présent document de référence selon la table de concordance présentée à la section 8.3, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence.

Patrick Berard  
Directeur Général de Rexel  
Paris, le 3 avril 2019

### 7.1.3 Responsable de l'information financière

Ludovic Debailleux

Directeur des Relations Investisseurs

Adresse : 13, boulevard du Fort de Vaux, 75017 Paris

Téléphone : +33 (0)1 42 85 85 00

Télécopie : +33 (0)1 42 85 92 05

### 7.1.4 Calendrier indicatif de l'information financière

Les informations financières communiquées au public par Rexel sont disponibles sur le site Internet de Rexel ([www.rexel.com](http://www.rexel.com)).

## 7.2 Contrôleurs légaux des comptes

### 7.2.1 Commissaires aux comptes titulaires

- KPMG SA  
Représenté par Valérie Besson  
et Jean-Marc Discours  
Tour Eqho  
2, avenue Gambetta  
92066 Paris-La Défense Cedex

KPMG SA a été nommé commissaire aux comptes titulaire lors de l'Assemblée générale de Rexel du 25 mai 2016, pour une durée de six exercices sociaux, en remplacement d'Ernst & Young. Son mandat expire par conséquent à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2021.

KPMG SA appartient à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

- PricewaterhouseCoopers Audit  
Représenté par Amélie Wattel et Pierre Clavié  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine cedex

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé commissaire aux comptes titulaire lors de l'Assemblée générale de Rexel du 16 mai 2012, pour une durée de six exercices sociaux, en remplacement de KPMG Audit. Son mandat a été renouvelé lors de

l'Assemblée générale de Rexel le 24 mai 2018, pour une durée de six exercices sociaux. Son mandat expire par conséquent à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2023.

PricewaterhouseCoopers Audit appartient à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

### 7.2.2 Commissaire aux comptes suppléant

- Salustro Reydel  
Représenté par Jean-Claude Reydel  
Tour Eqho  
2, avenue Gambetta  
92066 Paris-La Défense Cedex

Salustro Reydel a été nommé commissaire aux comptes suppléant lors de l'Assemblée générale de Rexel du 25 mai 2016, pour une durée de six exercices sociaux, en remplacement d'Auditex. Son mandat expire par conséquent à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2021.

Salustro Reydel appartient à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

## 7.3 Documents accessibles au public

L'ensemble des documents juridiques et financiers relatifs à Rexel et devant être mis à la disposition des actionnaires et du marché conformément à la

réglementation en vigueur peuvent être consultés au siège social de Rexel ou sur le site Internet de Rexel ([www.rexel.com](http://www.rexel.com)).



A photograph of a city street at dusk. Tall buildings with lit windows line the street. A tram lane is visible in the foreground with a white arrow and the word 'ONLY' painted on the road. Pedestrians are walking on the sidewalk, and a few cars are visible in the distance. A semi-transparent orange banner is overlaid on the upper part of the image, containing the text '8. Tables de concordance'.

# 8.

## Tables de concordance







# Sommaire



**8.1 Table de concordance avec le règlement (CE) 809/2004 390**

**8.2 Table de concordance avec le rapport financier annuel 394**

**8.3 Table de concordance avec le rapport de gestion (incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise) 395**

**8.4 Table de concordance avec les informations concernant la responsabilité sociale et environnementale 396**

**8.5 Table de concordance avec les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies 398**

**8.6 Table de concordance avec les piliers de la stratégie de développement durable de Rexel 399**

## 8.1 Table de concordance avec le règlement (CE) 809/2004

La table de concordance ci-après permet d'identifier, dans le présent Document de référence, les informations requises par l'Annexe I du Règlement (CE) 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004.

RÈGLEMENT (CE) 809/2004 DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DU 29 AVRIL 2004 - ANNEXE I		DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
1.	PERSONNES RESPONSABLES	7.1	384
1.1.	Personnes responsables des informations contenues dans le document d'enregistrement	7.1.1	384
1.2.	Déclaration des personnes responsables du document d'enregistrement	7.1.2	384
2.	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	7.2	385
2.1.	Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes de l'émetteur	7.2.1, 7.2.2	385
2.2.	Contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été re-désignés durant la période couverte	7.2.1, 7.2.2	385
3.	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	1.1	18 et 19
3.1.	Informations financières historiques sélectionnées	1.1	18 et 19
3.2.	Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	Non applicable	
4.	FACTEURS DE RISQUES	2	40 à 64
5.	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR	1.2, 1.3	20 et 21
5.1.	Histoire et évolution de la société	1.2	20 et 21
5.1.1	Raison sociale et nom commercial	1.2.1	20
5.1.2	Lieu et numéro d'enregistrement	1.2.2	20
5.1.3	Date de constitution et durée de vie	1.2.3	20
5.1.4	Siège social, forme juridique, législation, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone du siège statutaire	1.2.4	20
5.1.5	Événements importants dans le développement des activités	1.2.5	20 et 21
5.2.	Investissements	1.7	37
5.2.1	Investissements réalisés	1.3, 1.7.1	21, 37
5.2.2	Investissements en cours	1.3, 1.7.2	21, 37
5.2.3	Investissements futurs	1.3, 1.7.3	21, 37
6.	APERÇU DES ACTIVITÉS	1.4	21 à 32
6.1.	Principales activités	1.4.2, 1.4.3, 1.4.4	24 à 32
6.1.1	Nature des opérations et principales activités	1.4.2, 1.4.3, 1.4.4	24 à 32
6.1.2	Nouveaux produits et/ou services	1.4.2, 1.4.3, 1.4.4	24 à 32
6.2.	Principaux marchés	1.4.1	22 à 24
6.3.	Événements exceptionnels ayant influencé les renseignements fournis conformément aux points 6.1 et 6.2	1.4, 5	21 à 33, 228 à 338
6.4.	Degré de dépendance de la société à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	1.4.4	32
6.5.	Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Remarques générales	6

RÈGLEMENT (CE) 809/2004 DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DU 29 AVRIL 2004 - ANNEXE I		DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
7.	ORGANIGRAMME	1.5	33 à 36
7.1.	Description du Groupe et de la place occupée par l'émetteur	1.5.1	33
7.2.	Liste des filiales importantes de l'émetteur	1.5.2	34 à 36
8.	PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS	1.6, 4.4	36, 196 à 210
8.1.	Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	1.6	36
8.2.	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation, faite par l'émetteur, de ses immobilisations corporelles	4.4	196 à 210
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	5	224 à 338
9.1.	Situation financière de l'émetteur, évolution de cette situation financière et résultat des opérations effectuées durant chaque exercice et période intermédiaire pour lesquels des informations financières historiques sont exigées	5.1.1	230 à 240
9.2.	Résultat d'exploitation	5.1.1	230 à 240
9.2.1	Facteurs importants influant sensiblement sur le revenu d'exploitation	5.1.1	230 à 240
9.2.2	Changements importants du chiffre d'affaires	5.1.1	230 à 240
9.2.3	Stratégie ou facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique	5.1.1	230 à 240
10.	TRÉSORERIE ET CAPITAUX	5.1.2	240 à 243
10.1.	Informations sur les capitaux de l'émetteur	5.1.2	240 à 243
10.2.	Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur et description de ces flux de trésorerie	5.1.2	240 à 243
10.3.	Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	5.1.2	240 à 243
10.4.	Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	5.1.2	240 à 243
10.5.	Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	1.3, 1.7, 5.1.1, 5.2.1	21, 37, 230 à 240, 248 à 310
11.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	1.4.4	32
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES	1.4, 5.1	21 à 32, 230 à 244
12.1.	Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice jusqu'à la date du document d'enregistrement	1.4, 5.1	21 à 32, 230 à 244
12.2.	Tendance connue, incertitude ou demande ou engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur, au moins pour l'exercice en cours	5.1.3	243 à 244
13.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	Non applicable	
13.1.	Déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur a fondé sa prévision ou son estimation	Non applicable	
13.2.	Rapport élaboré par des comptables ou des contrôleurs légaux indépendants	Non applicable	
13.3.	Prévision ou estimation du bénéfice élaborée sur une base comparable aux informations financières historiques	Non applicable	
13.4.	Déclaration indiquant si la prévision du bénéfice est, ou non, encore valable à la date du document d'enregistrement et, le cas échéant, expliquant pourquoi elle ne l'est plus	Non applicable	
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE	3.1	70 à 103
14.1.	Informations concernant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance	3.1.1 à 3.1.5	70 à 103

RÈGLEMENT (CE) 809/2004 DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DU 29 AVRIL 2004 - ANNEXE I		DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
14.2.	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	3.1.6, 3.3	103, 127 à 130
15.	RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES	3.2	103 à 126
15.1.	Montant de la rémunération versée et avantages en nature octroyés par l'émetteur et ses filiales	3.2.1 à 3.2.2	103 à 115
15.2.	Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	3.2.3, 3.2.4	115 à 126
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	3.1	70 à 103
16.1.	Date d'expiration du mandat actuel et période durant laquelle la personne est restée en fonction	3.1.1, 3.1.2, 3.1.3	70 à 102
16.2.	Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages, ou une déclaration négative appropriée	3.1.7	103
16.3.	Informations sur le comité de l'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	3.1.2	97 à 101
16.4.	Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans son pays d'origine	3.1	70 à 103
17.	SALARIÉS	4.1	170 à 180
17.1.	Nombre de salariés à la fin de la période couverte par les informations financières historiques ou nombre moyen durant chaque exercice de cette période et répartition des salariés par principal type d'activité et par site	4.1, 4.3.1	170 à 180, 185 à 186
17.2.	Participation et stock-options	3.7.2.4 à 3.7.2.7	144 à 154
17.3.	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	4.3.2.4, 3.7.2.4	188 et 189, 144
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	3.7	142 à 155
18.1.	Nom de toute personne non membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance détenant, directement ou indirectement, un pourcentage du capital social ou des droits de vote de l'émetteur devant être notifié en vertu de la législation nationale applicable ainsi que le montant de la participation détenue, ou à défaut, déclaration négative appropriée	3.7.1, 3.7.2	142 à 154
18.2.	Droits de vote différents, ou déclaration négative appropriée	3.7.3	154 à 155
18.3.	Détention ou contrôle, direct ou indirect, de l'émetteur	3.7.2	142 à 154
18.4.	Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle	3.7.5	155
19.	OPERATIONS AVEC DES APPARENTÉS	3.3	127 à 130
20.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR	5.2, 5.3	248 à 315, 318 à 338
20.1.	Informations financières historiques	5.2, 5.3	248 à 315, 318 à 338
20.2.	<i>Informations financières pro forma</i>	Non applicable	
20.3.	États financiers	5.2.1, 5.3.1	248 à 310, 318 à 334
20.4.	Vérification des informations financières historiques annuelles	5.2.2, 5.3.2	311 à 315, 335 à 338
20.4.1	Déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées	5.2.2, 5.3.2	311 à 315, 335 à 338
20.4.2	Autres informations vérifiées par les contrôleurs légaux	4	166 à 223
20.4.3	Informations non tirées des états financiers vérifiés	Non applicable	



RÈGLEMENT (CE) 809/2004 DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DU 29 AVRIL 2004 - ANNEXE I		DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
20.5.	Date des dernières informations financières	5.2, 5.3	248 à 315, 318 à 338
20.6.	Informations financières intermédiaires et autres	Non applicable	
20.6.1	Informations financières trimestrielles ou semestrielles	Non applicable	
20.6.2	Informations financières intermédiaires couvrant les six premiers mois du nouvel exercice	Non applicable	
20.7.	Politique de distribution des dividendes	5.1.4	244
20.7.1	Montant du dividende par action	5.1.4	244
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	2.1.3.1, 5.2.1 (note 29)	51 et 52, 248 à 310
20.9.	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	5.1.5	244
21.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	3.6, 3.7, 3.8	132 à 141, 142 à 164
21.1.	Capital social	3.8	155 à 164
21.1.1	Montant du capital souscrit	3.8.1	155 à 158
21.1.2	Actions non représentatives du capital	3.8.2	159
21.1.3	Actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom, ou par ses filiales	3.8.3	159 à 162
21.1.4	Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	3.8.4	162
21.1.5	Droit d'acquisition et/ou obligation attaché(e) au capital souscrit	Non applicable	
21.1.6	Capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	Non applicable	
21.1.7	Historique du capital social	3.8.5	162 à 164
21.2.	Acte constitutif et statuts	3.6	132 à 141
21.2.1	Objet social	3.6.1	132
21.2.2	Membres des organes d'administration, de direction et de surveillance	3.6.2	132 à 137
21.2.3	Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes	3.6.3	137 à 138
21.2.4	Modification des droits des actionnaires	3.6.4	138
21.2.5	Assemblées générales	3.6.5	138 à 140
21.2.6	Dispositions de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle	3.6.6	140
21.2.7	Dispositions de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée	3.6.7	140 et 141
21.2.8	Conditions imposées par l'acte constitutif et les statuts, une charte ou un règlement, régissant les modifications du capital	3.6.8	141
22.	CONTRATS IMPORTANTS	5.2.1 (notes 23 et 24)	248 à 310
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	Non applicable	
23.1.	Déclaration ou rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert	Non applicable	
23.2.	Informations provenant d'une tierce partie	Non applicable	
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	7.3	385
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	1.3, 1.5	21, 33 à 36

## 8.2 Table de concordance avec le rapport financier annuel

La table de concordance ci-après permet d'identifier, dans le présent Document de référence, les informations qui constituent le rapport financier annuel devant être publié conformément aux articles L.451-1-2 du Code monétaire et financier et 222-3 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

RAPPORT FINANCIER ANNUEL		DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
1.	Comptes annuels	5.3.1	318 à 334
2.	Comptes consolidés	5.2.1	248 à 310
3.	Rapport de gestion (voir paragraphe 8.3)	1 à 6	8 à 378
4.	Déclaration des personnes physiques qui assument la responsabilité du rapport financier annuel	7.1	384
5.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	5.3.2	335 à 338
6.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	5.2.2	311 à 315

## 8.3 Table de concordance avec le rapport de gestion (incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise)

La table de concordance ci-après permet d'identifier, dans le présent Document de référence, les informations qui constituent le rapport de gestion devant être publié conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce.

RAPPORT DE GESTION		DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
1.	Activité et situation financière	1.2, 1.3, 1.4, 5.1.1, 5.1.2	20 à 32, 230 à 243
2.	Événements récents, tendances et perspectives	5.1.1 à 5.1.4, 5.2.1 (note 2), 5.3.1	230 à 244, 248 à 310, 318 à 334
3.	Recherche et développement	1.4.4	32 et 33
4.	Description des principaux risques et incertitudes	2	40 à 64
5.	Procédures de contrôle interne et de gestion des risques	2.3	58 à 64
6.	Utilisation d'instruments financiers	2.1.4, 5.2.1 (notes 3.9 et 24) 5.3.1 (notes 2 et 4)	53 à 57, 248 à 310, 318 à 334
7.	Filiales et participations	1.5, 5.2.1, 5.3.1	33 à 36, 248 à 310, 318 à 334
8.	Dividendes distribués au cours des trois derniers exercices	5.1.4	244
9.	Délais de paiement	5.1.6	244
10.	Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité	3.8.1	155 à 158
11.	Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices	5.3.1	318 à 334
12.	Rapport sur le gouvernement d'entreprise	3	66 à 165
	Choix des modalités du mode d'exercice de la Direction Générale	3.1.3	102
	Limitations de pouvoir du Directeur Général	3.1.1.3	90 à 95
	Composition du Conseil d'administration, conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration	3.1.1	70 à 96
	Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire durant l'exercice	3.1.1.1	73 à 83
	Rémunération et avantages de toute nature des mandataires sociaux	3.2	106 à 126
	Engagements pris à l'égard des mandataires sociaux	3.3.2	128
	Etat récapitulatif des opérations réalisées en 2018 sur les titres Rexel par les mandataires sociaux et leurs proches	3.7.2.3	144
	Description de la politique de diversité appliquée aux membres du Conseil d'administration	3.1.1.2	86 à 90
	Description des objectifs, modalités de mise en œuvre et résultats obtenus au cours de l'exercice	3.1.1.2 à 3.1.1.4	86 à 96
	Dispositions du Code Afep-Medef écartées et raisons pour lesquelles elles ont été écartées	3.5	131
	Modalités particulières de participation des actionnaires à l'Assemblée Générale	3.6.5	138 à 140
	Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange	3.9	164 et 165
	Informations concernant le capital social (structure du capital, restriction statutaire et actionnariat salarié)	3.8	155 à 164
13.	Déclaration de performance extra-financière	4.1 à 4.5 (voir paragraphe 8.4 du présent chapitre)	170 à 215
14.	Plan de vigilance	4.6	215 à 220

## 8.4 Table de concordance avec les informations concernant la responsabilité sociale et environnementale

La table de concordance ci-après permet d'identifier, dans le présent Document de référence, les informations concernant la responsabilité sociale et environnementale.

RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE		DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
I.	Informations relatives au modèle d'affaire	4.1.1	170
II.	Informations sociales, environnementales, sociétales		
1.	Informations sociales	4.3	184 à 196
	a) Emploi		
	Effectif total et répartition des salariés	4.3.1	185 et 186
	Embauches et licenciements	4.3.2.1 à 4.3.2.3	185 à 188
	Rémunérations et évolution	4.3.2.4	188 et 189
	b) Organisation du travail		
	Organisation du temps de travail	4.3.3.5	193
	Absentéisme	4.3.2.2	186 à 188
	c) Relations sociales		
	Organisation du dialogue social	4.3.3.3	191
	Bilan des accords collectifs	4.3.3.3	191
	d) Santé et sécurité		
	Conditions de santé et de sécurité au travail	4.3.3.4	191 à 193
	Bilan des accords signés	4.3.3.4	191 à 193
	Accidents du travail et maladies professionnelles	4.3.3.4	191 à 193
	e) Formation		
	Politiques mises en œuvre	4.3.3.2	190 et 191
	Nombre total d'heures de formation	4.3.3.2	190 et 191
	f) Égalité de traitement		
	Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	4.3.4.1	194
	Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	4.3.4.2	194 et 195
	Politique de lutte contre les discriminations	4.1.2.1, 4.3.3, 4.3.4	170 à 174, 189 à 195
2.	Informations environnementales	4.4	196 à 210
	a) Politique générale en matière environnementale		
	Organisation de la société	4.4.1	197 à 199
	Action de formation et d'information des salariés	4.4.1.1.2	198 et 199
	Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	4.4.1.2	199
	Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement	4.4.1.2	199
	b) Pollution et gestion des déchets		
	Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets	4.4.1.2 et 4.4.5	199 et 207
	Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	4.4.4	204 à 206
	Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	4.4.5	207

RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE		DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
	c) Economie circulaire		
	i) Prévention et gestion des déchets		
	Mesures de prévention, de recyclage, de réutilisation, d'autres formes de valorisation et d'élimination des déchets	4.4.4	204 à 206
	Actions de lutte contre le gaspillage alimentaire	4.4.5	207
	ii) Utilisation durable des ressources		
	Consommation d'eau et approvisionnement en eau	4.4.6.2	210
	Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	4.4.4	204 à 206
	Consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et recours aux énergies renouvelables	4.4.3	202 à 204
	Utilisation des sols	4.4.5	207
	d) Changement climatique		
	Postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre générés du fait de l'activité de la société, notamment par l'usage des biens et services qu'elle produit	4.4.2.2	200 à 202
	e) Protection de la biodiversité		
	Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	4.4.5	207
3.	Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable	4.1, 4.2, 4.5	170 à 184, 211 à 215
	a) Impact territorial, économique et social de l'activité de la société		
	En matière d'emploi et de développement régional	4.1.2	170 à 177
	Sur les populations riveraines ou locales	4.1.2	170 à 177
	b) Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines		
	Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations	4.1.2.2, 4.5.3	174 à 176, 214 et 215
	Actions de partenariat ou de mécénat	4.1.2.2, 4.5.3	174 à 176, 214 et 215
	c) Sous-traitance et fournisseurs		
	Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	4.5.1, 4.1.2	211 et 212, 170 à 177
	Importance de la sous-traitance et prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale	4.5.1, 4.2.1	211 et 212, 181 à 183
	d) Loyauté des pratiques		
	Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	4.2.1, 4.5.2, 2.1.3.2	181 à 183, 212 à 214, 52
4.	Autres informations		
	a) Actions engagées pour prévenir la corruption	4.2.1	181 à 183
	b) Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail	4.2.1	181 à 183
	Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	4.1.2.1	170 à 174
	Élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	4.3.3, 4.3.4	189 à 195
	Élimination du travail forcé ou obligatoire	4.1.2.1	170 à 174
	Abolition effective du travail des enfants	4.1.2.1	170 à 174
	c) Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme	4.2.1	181 à 183

## 8.5 Table de concordance avec les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies

### Pacte mondial des Nations Unies

PRINCIPES DU PACTE MONDIAL	NOS ENGAGEMENTS	NOS INITIATIVES ET INDICATEURS	PAGE(S)
Promouvoir et respecter les droits de l'homme reconnus sur le plan international Refuser d'être complice de violations des droits de l'homme	Guide éthique	4.2.1	181 à 183
	Clauses de responsabilité sociale incluses dans les contrats d'achat	4.1.1, 4.2, 4.5.1	170, 181 à 184, 211 et 212
	Politiques de responsabilité sociale	4.1.1, 4.2.1 à 4.3.5	170, 181 à 196
	Charte d'engagement sociétal	4.1.2.2	174 à 176
	Fondation Rexel pour le progrès énergétique	4.5.3	214 et 215
Respecter l'exercice de la liberté d'association et reconnaître le droit à la négociation collective	Guide éthique	4.2.1	181 à 183
Éliminer toutes les formes de travail forcé et obligatoire	Clauses de responsabilité sociale incluses dans les contrats d'achat	4.5.1, 4.1.2.2	211 et 212, 174 à 176
Abolir de façon effective le travail des enfants	Politiques de responsabilité sociale	4.1.2, 4.3.1 à 4.3.4	170 à 177, 185 à 195
Éliminer la discrimination en matière d'emploi et d'exercice d'une profession			
Promouvoir une approche prudente des grands problèmes touchant l'environnement Prendre des initiatives en faveur de pratiques environnementales plus responsables	Guide éthique	4.2.1	181 à 183
	Clauses environnementales incluses dans les contrats d'achat	4.5.1, 4.1.2.2	211 et 212, 174 à 176
	Charte pour l'environnement	4.4.1.1.1	197 et 198
	Politiques environnementales	4.4	196 à 210
Encourager la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement	Charte pour l'environnement	4.4.1.1.1	197 et 198
	Feuille de route Rexel 2020	4.1.1, 4.1.2	170 à 177
	Charte d'engagement sociétal	4.1.2.2	174 à 176
	Fondation Rexel pour le progrès énergétique	4.5.3	214 à 215
Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin	Guide éthique	4.2.1	181 à 183
	Politiques de lutte anti-corruption et anti-blanchiment	2.1.3.2, 4.2.1	52, 181 à 183



## 8.6 Table de concordance avec les piliers de la stratégie de développement durable de Rexel

PILIER(S)	ENGAGEMENTS	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
Développer des solutions de maîtrise de l'énergie pour nos clients et pour la société	Fournir des solutions, services et produits d'efficacité et de maîtrise énergétique	4.4.2	199 à 202
	Fournir des solutions, services et produits d'énergie renouvelable	4.4.2	199 à 202
	Sensibiliser sur la maîtrise de l'énergie	4.1.1	170
	Améliorer l'accès à l'efficacité énergétique pour tous	4.1.2, 4.5.3	170 à 177, 214 et 215
Promouvoir des pratiques responsables sur l'ensemble de la chaîne de valeur	Garantir des relations durables avec nos fournisseurs	4.1.1, 4.1.2, 4.5	170 à 177, 211 à 215
	Développer l'économie circulaire dans notre chaîne de valeur	4.4.4, 4.5.1	204 à 206, 211 et 212
	Intégrer la santé et la sécurité dans notre chaîne de valeur	4.3.3.4, 4.5.1, 4.5.2	191 à 193, 211 à 214
	Assurer des relations durables et de haute qualité avec nos clients	4.1.1, 4.1.2, 4.5	170 à 177, 211 à 215
Améliorer la performance sociale et environnementale de nos opérations	Promouvoir le bien-être des employés de Rexel	4.3.2, 4.3.3	186 à 193
	Réduire l'empreinte carbone de Rexel	4.4.2	199 à 202
	Réduire la consommation des ressources de Rexel	4.4.3, 4.4.4	202 à 206
	Développer un comportement éthique et conforme aux obligations légales	4.2.1	181 à 183

[Cette page est intentionnellement laissée en blanc]

Ce document a été fabriqué en France par un imprimeur certifié IMPRIM'VERT® sur un papier « cocoon » recyclé.



Crédits photos :

couverture : © B&M Noskowski – Getty images –  
chapitre 1 : © weerasak – Adobe Stock  
chapitre 2 : © rudi1976 – Adobe Stock  
chapitre 3 : © Lance – Adobe Stock  
chapitre 4 : © heyengel – Adobe Stock  
chapitre 5 : © aiisha – Adobe Stock  
chapitre 6 : © Paris – Adobe Stock  
chapitre 7 : © vichie81 – Adobe Stock  
chapitre 8 : © Kevin Drew Davis – Adobe Stock

**Rexel**

13, boulevard du Fort-de-Vaux  
75838 Paris Cedex 17 - France  
Tel: + 33 (0)1 42 85 85 00  
Fax: + 33 (0)1 42 85 92 02  
[www.rexel.com](http://www.rexel.com)